



HAL
open science

**Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la
politique dans l'émigration russe. : L'émergence et la
structuration de la communauté politique russe en
France (2000-2013)**

Olga Bronnikova

► **To cite this version:**

Olga Bronnikova. Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe. : L'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France (2000-2013). Science politique. Institut National des Langues et Civilisations Orientales- INALCO PARIS - LANGUES O', 2014. Français. NNT : 2014INAL0011 . tel-01124227v2

HAL Id: tel-01124227

<https://theses.hal.science/tel-01124227v2>

Submitted on 6 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES

ÉCOLE DOCTORALE n°265

Langues, littératures et sociétés du Monde

Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE)

THÈSE présentée par :

Olga BRONNIKOVA

soutenue le : 27 janvier 2014

pour obtenir le grade de : Docteur de l'INALCO

Discipline : Histoire, sociétés et civilisations

Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe

L'émergence et la structuration de la communauté
politique russe en France (2000-2013)

THÈSE dirigée par :

Monsieur RADVANYI Jean

Professeur des Universités, INALCO

Monsieur BERTHOMIÈRE William

Directeur de recherche CNRS, Université de Poitiers

RAPPORTEURS :

Monsieur BYFORD Andy

Senior Lecturer, Durham University

Madame WIHTOL DE WENDEN Catherine

Directrice de recherche CNRS, Sciences Po Paris

MEMBRES DU JURY :

Monsieur BERTHOMIÈRE William

Directeur de recherche CNRS, Université de Poitiers

Monsieur BYFORD Andy

Senior Lecturer, Durham University

Madame DAUCÉ Françoise

Maître de conférences, Université Clermont-Ferrand II

Monsieur RADVANYI Jean

Professeur des Universités, INALCO

Madame DE TINGUY Anne

Professeure des Universités, INALCO, Sciences Po Paris

Madame WIHTOL DE WENDEN Catherine

Directrice de recherche CNRS, Sciences Po Paris

À Matthieu et à mes parents

Remerciements

« J'ai devant moi une feuille de papier. Je dois traverser cette plaine enneigée tout seul. Une feuille de papier est un bonheur et une malédiction », écrivait Sergueï Dovlatov en introduction à sa nouvelle *Remeslo : povest' v dvuh častâh* [Le métier : nouvelle en deux parties]. L'introduction à ce travail sera certainement moins dramatique, car tout au long de la thèse et grâce aux personnes dont j'ai été entourée, je n'ai jamais véritablement pu me sentir seule.

La thèse est en effet l'aboutissement d'un long travail qui n'aurait pas été possible sans le soutien continu et la compréhension de mes deux directeurs de thèse, Jean Radvanyi et William Berthomière, qui ont toujours été présents, même durant les moments les plus difficiles, traversés d'hésitations et de doutes. Je les remercie infiniment pour leur inestimable aide tant du point de vue intellectuel que personnel, en m'encourageant sans cesse à continuer à chercher, à comprendre des phénomènes qui, à première vue, semblaient se dérober à toute compréhension.

Je tiens également à remercier mes deux directeurs de m'avoir intégrée dans leurs équipes de recherche respectives, le CREE et Migrinter, dans le cadre desquelles j'ai réalisé cette thèse. Les contacts soutenus que j'ai eu avec les chercheurs, enseignants-chercheurs et les doctorants de ces deux équipes m'ont été indispensables. Je remercie Anne de Tinguy pour ses riches conseils et pour avoir accepté de faire partie de mon jury de soutenance. Je remercie également mes collègues et amies, jeunes docteurs ou doctorantes, Anna, Céline, Maria, Katerina, Marie, Hélène, Anne-Laure pour nos échanges sur la politique en Russie et sur les enjeux migratoires dans le monde, mais aussi pour m'avoir apporté aide et conseils pour la réalisation pratique de ce travail. Je remercie enfin toutes et tous les autres doctorants et docteurs de Migrinter qui, par leurs encouragements et exemple, m'ont donné les forces nécessaires pour continuer le chemin.

J'aimerais également exprimer toute ma reconnaissance aux membres de l'équipe de recherche du CERCEC : Françoise Daucé, Anne le Huérou, Catherine Gousseff et Gilles Favarel-Garrigues dont les recherches et les conseils ont considérablement nourri mes réflexions sur la société russe. Mes pensées vont également à mes collègues de l'Université Paris-Sorbonne, qui m'ont non seulement aidé à m'intégrer dans une équipe pédagogique extrêmement dynamique, mais qui ont aussi contribué à ce travail à travers leurs relectures et remarques. Je remercie donc Bella Ostromoukhova, Myriam Désert, Cédric Pernette, Delphine Pallier et, à nouveau, Anna Zaytseva, à laquelle je ne peux pas ne pas associer Guillaume qui a eu la gentillesse de relire certaines parties de ce travail.

Je tiens également à faire part de mes remerciements à tous les membres du jury de ma soutenance pour avoir accepté de consacrer une partie de leur temps à la lecture et à l'évaluation de ce travail. Je remercie Catherine Wihtol de Wenden et Andy Byford pour avoir bien voulu être les pré-rapporteurs de cette thèse. J'exprime par ailleurs ma toute sincère gratitude à Andy Byford pour nos échanges à propos des migrants russophones en France et Grande-Bretagne.

La thèse est l'aboutissement d'un long travail intellectuel, souvent individuel. Si le travail que je présente aujourd'hui est le fruit d'un cheminement personnel, celui-ci a également été rendu possible par la confrontation permanente de mes idées à celles de mes interlocuteurs, qui sont les acteurs de cette thèse. Je n'ai donc pas eu le sentiment d'être seule face à mon terrain, n'ai pas ressenti de gêne face à mes interlocuteurs : pouvoir agir et interagir avec et parmi les acteurs étudiés est à la fois « un bonheur et une malédiction » pour le chercheur. Sans leur disponibilité de tous les instants et l'intérêt qu'ils ont exprimé pour mes recherches, j'aurais certainement été bien plus déroutée lors de mon terrain et de la rédaction. En effet, certains de mes interlocuteurs, devenus peu à peu mes amis, m'ont aidé dans la finalisation de ce travail. Mes salutations amicales et ma gratitude vont à Lidia, Denis, Maria, Marie-Noëlle, Anna, Vladimir, Vitaly, Inna, Micha, Elena, mais aussi à toute la communauté politique russe. Elle vont aussi à mes amis de longue date pour leur soutien dès mes premiers pas en France ; merci donc à Katia, Claire, Anne-Laure et Stéphanie.

J'exprime ma plus profonde reconnaissance à mes parents, Marina et Vladimir, ainsi qu'à mon frère Yan et à toute ma famille pour m'avoir non seulement appris à ne pas craindre de me confronter à des sujets difficiles, en particulier aux débats sociaux et politiques auxquels je me suis habituée dès mon plus jeune âge, mais aussi pour leur indéfectible soutien psychologique et matériel. Malgré le sentiment de perte, de manque et de distance, vous êtes toujours dans mon cœur. De même, je salue le plus amicalement la famille de mon mari, et avant tout Carole : sans son aide dans la relecture et son soutien le plus chaleureux, l'étape finale de la rédaction aurait été sensiblement moins joyeuse.

Enfin, je ne saurais trouver les mots pour exprimer ma gratitude et ma reconnaissance à mon mari, Matthieu, qui est aussi mon collègue, mon meilleur ami et l'une de mes principales sources d'inspiration intellectuelle. Sans son implication par ses innombrables lectures, relectures, indications de pistes à approfondir et remarques sur les points faibles, cette thèse n'aurait certainement jamais abouti. Je lui dois toute ma reconnaissance et tous mes remerciements les plus sincères. C'est à lui et à mes parents que je dédie donc ce travail.

Avertissement concernant la translittération

Nous avons opté pour une translittération du russe suivant deux règles :

Lorsqu'il s'agissait de toponymes ou de noms de familles connus, nous avons recouru à leur orthographe usuelle en langue française : Lénine, Trotski, Poutine, etc.

Les traductions de noms de personnes moins connues en France ainsi que les noms d'organisations, traductions de références bibliographiques figurant dans les notes de bas de page, nous avons opté pour la translittération ISO 39, selon les deux tableaux suivants :

Voyelles

Cyr.	а	я	у	ю	о	ë	и	ы	е	э
Lat.	a	â	u	û	o	ë	i	y	e	é

Consonnes

Cyr.	б	в	г	д	ж	з	к	л	м	н	п	р	с	т	ф	х	ц	ч	ш	щ	ъ	ь
Lat.	b	v	g	d	ž	z	k	l	m	n	p	r	s	t	f	h	c	č	š	š	'	''

La semi-voyelle « й » sera translittérée comme « j ».

Les titres des publications en russe ont été systématiquement traduits dans la bibliographie.

Nous avons par ailleurs conservé, dans les références bibliographiques en français et en anglais, l'orthographe des noms de familles figurant dans la référence d'origine, tout en gardant la translittération ISO 39, lorsqu'il s'agissait des noms des acteurs de notre terrain de recherche apparaissant dans le corps du texte (Alexandre Tchépourine/Alexandr Čepurin).

Table des matières

INTRODUCTION GENERALE	8
Le compatriote de Russie	9
La formation de la communauté politique russe en France	11
L' expatriote de Russie	17
Pourquoi la France ? Quelle place pour la Grande-Bretagne ?.....	18
Méthodologie	23
Être chercheur et militant	27
PARTIE I. LA FABRIQUE DU COMPATRIOTE	34
CHAPITRE 1. L'OBJET DU PROJET DES COMPATRIOTES	37
Les statistiques sur les migrations russes à l'époque de l'URSS	44
Expliquer les migrations à l'époque de l'URSS.....	49
CHAPITRE 2. LA STRUCTURATION PROGRESSIVE DU PROJET DES COMPATRIOTES	65
L'évolution du climat politique en Russie en lien avec la « diaspora accidentelle »	68
Une législation spécifique aux Russes de l'étranger : entre diaspora et compatriotes... ..	72
Les premières institutions en charge des compatriotes	78
L'élargissement de la politique hors de l'espace postsoviétique	82
Encourager l'organisation des compatriotes sur place	87
Russkij mir ou le monde de la réconciliation.....	94
Le non-positionnement politique et le rassemblement autour de la Russie.....	98
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	104
PARTIE II. LA COMMUNAUTE POLITIQUE RUSSE EN FRANCE ET EN GRANDE-BRETAGNE	113
CHAPITRE 3 : LA COMMUNAUTE POLITIQUE RUSSE : ENTRE « AMIS » ET « ENNEMIS » DE LA RUSSIE ?	116
Les premières réactions à l'acte de « vandalisme »	118
L'activation des divers acteurs dans la lutte des discours politiques et mémoriels	121
Les réfugiés	133
Les universitaires	143
Les professionnels	151

CHAPITRE 4. LA FORMATION DES GROUPES MILITANTS	157
Le contexte de l'émergence de nouveaux acteurs	159
Les objectifs de ces nouveaux groupes.....	163
Les interactions avec les groupes existants avant décembre 2011.....	187
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	207
PARTIE III. L'EXPATRIOTE OU LA COMMUNAUTE RUSSE EN	
MOUVEMENT.....	221
CHAPITRE 5. LA CULTURE RUSSE, SOVIETIQUE, EMIGREE.....	226
La Grande Guerre patriotique... et la « capitulation » de la France	227
La place des émigrés blancs	236
La terre et l'histoire russes face à la « Russie hors-frontières »	242
L'intelligentsia « expatriote » contre le peuple	252
Le rôle du peuple dans l'histoire russe	261
La crainte des autorités russes	264
La violence.....	268
CHAPITRE 6. COMMUNAUTE, COMMUNAUTARISME ET POLITIQUE.....	285
L'appartenance à un pays et une période révolus	288
L'appartenance malgré soi.....	292
Les expressions de l'anti-communautarisme chez les expatriotes contestataires.....	300
Les limites du modèle universaliste et anti-communautariste.....	303
La « communauté civile » russe	311
La consolidation de la communauté	317
La communauté et les pays d'accueil	320
Le déplacement des formes de racisme en Russie dans le nouveau contexte	325
L'adaptation de codes discursifs racistes au contexte du pays d'accueil	333
CONCLUSION GENERALE	336
BIBLIOGRAPHIE	343
ANNEXES.....	369
Annexe 1 - Description des recherches de terrain (2007-2013)	370
Annexe 2 : La vie politique russe à Paris lors de deux époques révolues.....	385

Table des encadrés et tableaux

TABLEAU 1 : LES RUSSES DANS LES REPUBLIQUES EX-SOVIETIQUES EN 1989	45
TABLEAU 2 : L'IMMIGRATION RUSSE DANS QUELQUES PAYS DE L'UNION EUROPEENNE. EFFECTIFS DE PERSONNES NEES A L'ETRANGER (RUSSIE).....	62
ENCADRE 1 : DE NOUVELLES INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS POUR DE NOUVELLES RELATIONS AVEC LA DIASPORA.....	86
ENCADRE 2 : GROUPE ET ASSOCIATION	117
ENCADRE 3 : PARCOURS DE D.SO., « REFUGIE TOUT COURT » (SELON SES TERMES), RESIDANT AUX PAYS-BAS	134
ENCADRE 4 : PARCOURS DE R.A., NE EN TCHETCHENIE	136
ENCADRE 5 : PARCOURS DE V.M., « CLOCHARD » (SELON SES TERMES)	139
ENCADRE 6 : PARCOURS DE A.SH.	142
ENCADRE 7 : PARCOURS D'A.Z.....	148
ENCADRE 8 : PARCOURS DE G.C.	149
ENCADRE 9 : PARCOURS DE M.GR.	150
ENCADRE 10 : PARCOURS DE A.G.....	152
ENCADRE 11 : PARCOURS DE M.GE.....	154
ENCADRE 12 : L'INSTITUT DE LA DEMOCRATIE ET DE LA COOPERATION (IDC).....	198
ENCADRE 13 : NOTES D'OBSERVATION SUR LA CONFERENCE « LA VOIE EURASISTE » DU 25 MAI 2013, PARIS.....	204
ENCADRE 14 : UNE DEFINITION DE LA CULTURE RUSSE, A PARTIR DES OBJECTIFS D'UNE ASSOCIATION FAISANT PARTIE DU CONSEIL DE COORDINATION DES COMPATRIOTES DE FRANCE	230
ENCADRE 15 : NOTE D'OBSERVATION PARTICIPANTE. UN BAR PARISIEN, « FREQUENTE PAR LES RUSSES », 24 FEVRIER 2012, PARIS.....	277
ENCADRE 16 : LA VIE SOUTERRAINE RUSSE A PARIS, DECRITE PAR V.M.....	281
ENCADRE 17 : NOTE D'OBSERVATION D'UN ECHANGE INFORMEL. PARIS, 20 FEVRIER 2013	306

Introduction générale

« Les rumeurs courent que vous seriez devenus Américains. Nous en rions et n'y croyons pas. C'est du jeu, de la simulation. Vous, des Américains ?! Brodsky, dont on parle tout le temps, il est peut-être Américain ? Ou peut-être que tu l'es toi, dont le nom est évoqué dans toutes les beuveries ? Je ne pourrais pas imaginer quelque chose de plus ridicule. Tu ne seras jamais Américain, comme tu ne pourras jamais te cacher de ton passé. Tu penses être entouré par des gratte-ciels, mais tu es entouré par ton passé, c'est-à-dire par nous. Les poètes et peintres fous, alcooliques et professeurs, soldats et zeki. Je te le répète : souviens-toi de nous. Nous sommes nombreux et nous sommes toujours vivants. » (S. Dovlatov, Remeslo)¹.

Cet appel imaginaire que les Russes restés au pays adressent aux migrants est un appel à se souvenir de ceux qu'ils ont laissés derrière eux, à ne pas oublier le passé, ce passé qui ne passe pas que Sergueï Dovlatov, lui-même migrant, associe à sa *patrie* : « la patrie c'est nous, c'est tout ce qui nous est arrivé ». L'incorporation de la patrie dans sa propre trajectoire, dans sa propre expérience de vie dans le pays d'origine, est caractéristique des discours des migrants russes engagés dans les milieux politiques et/ou culturels russes dans le pays d'accueil. Tous bricolent avec ce passé, avec les représentations qu'ils ont de ce passé, c'est-à-dire aussi avec leurs représentations de leur pays d'origine. Certains considèrent ce dernier comme doué d'une histoire glorieuse et d'une force non démentie jusqu'aujourd'hui, comme capable de concurrencer les pays les plus puissants sur l'échiquier géopolitique ; d'autres éprouvent une grande affliction en voyant leur pays sombrer dans des dérives de tout type. « Rentrer, il était temps de rentrer à la maison » (*Domoj, pora domoj*) chantent ainsi de manière peu harmonieuse deux réfugiés russes lors d'une soirée parisienne devant un public de musiciens français, qui sont quelque peu étonnés de voir ces deux Russes qui leur ont été présentés en tant que demandeurs d'asile, l'un militant antifasciste, l'autre « transgenre ». Ces deux mots, « patrie » et « maison », sont mobilisés par de nombreux migrants pour parler de la Russie, qu'ils ont délibérément laissé-délaissé ou à la suite de circonstances qui les dépassaient.

¹ S. Dovlatov, *Remeslo : povest' v dvuh častâh* [Le Métier, nouvelle en deux parties]. Ann Arbor, Ardis, 1985, p. 35. disponible en ligne : <http://www.sergeidovlatov.com/books/remeslo.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

Le compatriote de Russie

Ces deux mots revêtent cependant des significations hétérogènes chez les migrants russes. Si un certain nombre de similitudes ressortent, les acteurs insistent eux-mêmes sur leurs singularités qui sont dépendantes de leurs situations migratoires respectives et, dans le cas que nous avons étudié, de leurs parcours et convictions politiques individuelles. Ces migrants sont attachés à leur pays d'origine, mais sont-ils pour autant compatriotes, et si oui, compatriotes de quoi ou de quel pays ? Le mot « compatriote » — qui n'est pas neutre politiquement dans la mesure où il est actuellement mobilisé par les autorités russes qui « travaillent » auprès de « leurs » émigrés — se compose, d'un point de vue étymologique, de la préposition latine « *cum* » et du substantif « patriote » : le *cum* est ce qui lie, ce qui joint ensemble plusieurs éléments ; il désigne l'« avec », l'« avec le monde », l'« être au monde »². Le substantif « patriote » localise quant à lui cet « être » dans un pays en particulier, il le fixe géographiquement, et se traduit donc comme un « être à un pays donné », avec tout ce que ce « à » a d'ambivalent.

Est-il nécessaire d'être présent physiquement sur le territoire du pays pour être patriote ? À cette question, les autorités russes répondent aujourd'hui par la négative. Pourquoi ? Parce que, selon elles, le compatriote est avant tout un *vecteur* de sa patrie. Le terme compatriote en russe, *sootečestvennik*, inclut la racine *otečestvo*, qui signifie la patrie des pères. Dans leur analyse des manuels russes d'histoire et d'introduction à l'étude de la société russe, Viktor Voronkov et Oxana Karpenko ont décrit comment, en vertu d'un processus de réification, le patriotisme ou amour pour son *otečestvo* est identifié à l'amour pour un proche, ce qui permet de déplacer le discours de la sphère publique (des relations anonymes) vers la sphère privée (des relations familiales et amoureuses). L'individu serait ainsi lié à son *otečestvo* non par des relations formelles (de contrat) mais par des liens sentimentaux et moraux ; des liens non pas tant au lieu où cet individu est né et a passé sa vie ou une partie de celle-ci qu'à la structure d'État russe (*rossijskaâ gosudarstvennost'*). De ce point de vue, l'usage de métaphores amoureuses autorise à concevoir le lien entre l'individu et la patrie-État comme une composante de l'identité individuelle³.

² J.-L. Nancy, « Conloquium », préface à R. Esposito, *Communitas. Origine et destin de la communauté*. PUF, 2000, p. 8.

³ V. Voronkov, O. Karpenko, « Patriotizm kak nacionalizm (post)sovetskogo čeloveka », in M. Laruelle (dir.), *Sovremennye interpritecii russkogo nacionalizma*. Stuttgart, Ibidem-Verlag, 2007, p. 115.

Dans le mot « compatriote », le mot « patriote » en vient ainsi à prendre très nettement le dessus sur la préposition « *cum* ». Dans ce contexte, l'« avec » (le « *so* » de « *sootečestvennik* ») intensifie cette appartenance, comme si en somme le compatriote ne faisait qu'accompagner sa patrie en lui demeurant fidèle. Le compatriote n'est alors certainement pas celui qui s'attache à redéfinir l'appartenance, ou plutôt la co-appartenance à la Russie ; c'est celui qui suit le mouvement en se faisant le vecteur d'une signification de la patrie préconstruite par les autorités russes, lesquelles prennent appui sur de grandes références à l'histoire et à la culture russe pour rendre ce modèle patriotique légitime et attractif pour les compatriotes en Russie et à l'étranger. Selon la définition légale (introduite par la loi de 1999 sur les compatriotes de Russie), le compatriote peut tout aussi bien résider en Russie qu'à l'étranger, car le terme ne renvoie qu'au lien de l'individu à la patrie, indépendamment de toute autre considération. Il n'y a guère que la mention « à l'étranger » pour faire la différence entre les compatriotes de Russie et ceux qui résident au-delà de ses frontières actuelles. Le sentiment d'appartenance des compatriotes est ainsi défini indépendamment de leur volonté ; les normes étant posées, les écarts par rapport à celles-ci sont perçus de manière négative⁴. Le compatriote de l'étranger doit se conformer aux règles du patriotisme officiel en vigueur en Russie s'il désire être un vrai compatriote.

Ce patriotisme à longue distance, mis en œuvre par l'État russe, présuppose que les liens entre le compatriote et la patrie ne peuvent pas être rompus : le compatriote de l'étranger reste un compatriote quoiqu'il arrive. En témoigne la phrase d'un officiel russe lors d'une réunion des compatriotes en France : celui-ci soulignait le devoir qu'a la Russie de faire en sorte que les compatriotes de l'étranger ne ressentent plus le besoin de se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, à savoir des Français, des Britanniques, des Allemands, etc. Que certains Russes résidant à l'étranger refusent de se dire russes, est perçu par les autorités russes comme un mal nécessaire, mais temporaire, dont la source réside dans la désintégration et la perte de repères dont les années 1990 en Russie ont été le théâtre. Durant ces années, l'organisation des Russes à l'étranger était quasiment inexistante, de telle manière que Helen Kopnina⁵, qui a étudié les migrations russes à Amsterdam et Londres à cette époque, pouvait affirmer qu'il n'y avait alors que des sous-communautés russes, de petits îlots n'entretenant que très peu de liens entre eux. Ce manque d'organisation, de « mise en commun » révèle aussi l'absence chez ces Russes, pourtant nombreux à quitter la Russie, d'une réelle volonté de se retrouver « entre soi » à l'étranger.

⁴ *Ibid.*

⁵ H. Kopnina, *East to West Migration : Russian Migrants in Western Europe*. Aldershot, Ashgate, 2005.

Ainsi que l'a déjà montré Andy Byford, l'analyse de Kopnina, pertinente pour les années 1990, l'est beaucoup moins aujourd'hui⁶. En outre, l'absence d'une communauté russe ou russophone dans les années 1990 en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas — et l'on pourrait ajouter en France — n'implique pas nécessairement celle de liens au sein des sous-communautés. Au contraire, les membres de ces différents îlots étaient bien plus étroitement liés entre eux que ne le sont les migrants russophones actuels au sein des communautés plus larges qu'Andy Byford a analysées dans les années 2000 en Grande-Bretagne⁷. Il s'agissait alors plutôt à cette époque de communautés d'intérêts que de véritables communautés réunissant des individus très éloignés les uns des autres d'un point de vue socio-professionnel, mais pourtant unis par la provenance-appartenance à un même pays et la pratique d'une même langue⁸. Nombreux sont néanmoins les chercheurs⁹ à avoir souligné l'émergence à la fin des années 1990 et au début des années 2000 de ce que l'on peut désigner comme une « proto-organisation » des migrants russophones à l'étranger, unis par l'histoire immédiate de leur pays d'origine, la Russie ou l'URSS.

La formation de la communauté politique russe en France

Nous avons nous aussi pu observer en France, durant un laps de temps de sept ans, les prémises (2006-2011), puis l'intensification (depuis l'automne 2011) d'une telle organisation des migrants russes, et pour une part russophones¹⁰. Les motifs qui ont conduit à cette

⁶ A. Byford, « Performing 'Community': Russian-speakers in Contemporary Britain », in Cairns, L., Fouz-Hernandez, S. (eds), *Re-thinking "Identities": Western Cultural Articulations of Alterity and Resistance in the New Millenium*. Berne, Peter Lang, à paraître en 2014.

⁷ *Ibid.*

⁸ Par exemple, les mathématiciens ex-soviétiques de différentes universités britanniques constituaient de telles sous-communautés, soudées par des liens d'autant plus forts qu'ils émanaient de la provenance non seulement d'un même pays d'origine, mais aussi d'un même milieu professionnel, et plus particulièrement des départements de mathématique de différentes universités soviétiques.

⁹ A. Byford, « Performing 'Community': Russian-speakers in Contemporary Britain », *op.cit.* ; T. Darieva, *Russkij Berlin. Migranten und Medien in Berlin und London*. Münster, Litverlag, 2004 ; N. Makarova, O. Morgunova, *Russkoe prisutstvie v Britanii*. Moscou, Sovremennaâ ekonomika i pravo, 2009 ; D. Malyutina, *Migrants sociality in a 'global city': friendship, racism and cosmopolitanism. A study of Russian-speaking migrants in London*. Thèse en géographie, UCL, 2012.

¹⁰ Dans les autres pays européens où il y a une forte présence de migrants ex-soviétiques, on peut parler de « communautés russophones » dans la mesure où sont inclus des associations et autres groupes de migrants provenant de différents pays de l'espace postsoviétique et dont le nombre équivaut, voire dépasse, le nombre de migrants russes à proprement parler. Cependant, en France, la Russie devance de très loin tous les autres pays ex-soviétiques du point de vue du nombre de ressortissants (données statistiques sur les flux d'immigration en France de l'INED pour la période entre 1995 et 2009 ; données de recensement de l'Insee de 2010). Si quelques ressortissants des autres pays ex-soviétiques participent dans les réseaux associatifs et autres groupes étudiés, ils demeurent largement minoritaires.

structuration ne sont pas les mêmes selon les observateurs, mais ces derniers s'accordent néanmoins généralement sur le rôle qu'a joué à cet égard la nette augmentation du nombre de migrants venus d'ex-URSS dans les pays de l'Union européenne. Si nous ne remettons pas en question cet argument, celui-ci n'en reste pas moins insuffisant pour expliquer les différences qui existent entre les formes d'organisation des migrants russes-russophones après la chute de l'URSS.

Le moment où croît le nombre de migrants russes en France correspondant à la structuration de la politique de l'État russe envers ses compatriotes, laquelle, à son tour, a contribué à la « renaissance » de la politique dans l'émigration russe. Contrairement à ce qui avait eu lieu lors des siècles précédents dans l'émigration russe, cette structuration a été impulsée par l'État lui-même. Si les associations qui sont engagées dans des interactions avec les représentants de l'État russe en France, et dans les autres pays où il y a une importante présence de migrants russes se définissent comme culturelles, le concept de « compatriote » est quant à lui une construction proprement politique : l'acte même de définition de ce concept est de nature politique, tant pour ceux qui en sont les sujets (ceux qui définissent) que pour ceux qui en sont les objets (ceux qui sont définis).

C'est donc parce que l'impulsion première de l'organisation des compatriotes russes en France et ailleurs a des motifs politiques que nous avons choisi de parler de *communauté politique russe*, plutôt que simplement de communauté russe ou russophone. Il faut dire que l'histoire de l'émigration russe en France a toujours été traversée par la politique, et plus particulièrement par des tensions entre l'État russe et les organisations des émigrés. Cette relation conflictuelle entre l'État russe, qui cherche à contrôler « ses » émigrés », et les émigrés s'opposant à l'État d'origine afin de démanteler le régime en place, est une constante depuis le XIXe siècle. Qui plus est, cette relation a toujours été liée à une certaine dialectique de l' « intérieur » et de l' « extérieur » nationaux en Russie, selon un schéma qui s'est répété à plusieurs reprises : les anciens exilés devenaient les nouveaux dirigeants, pendant que les anciens dirigeants devenaient de nouveaux exilés. Dire, comme le font certains internautes dans la Russie actuelle à propos des mobilisations politiques actuelles des migrants russes à l'étranger, qu'il n'y a pas pire chose que d' « aboyer depuis l'étranger »¹¹, c'est donc ignorer toute l'histoire des relations entre l'État russe et ses émigrés. Si cette histoire est longue, elle n'est pas pour autant linéaire, mais est au contraire traversée de soubresauts et de périodes de

¹¹ Des commentaires de ce type sont régulièrement déposés à la suite des publications par les migrants engagés de l'étranger à propos de leurs activités sur les blogs de médias russes en ligne. Il y a d'autres variantes : « ne lavez pas notre linge sale en public », « vous êtes parti pour un bout de viande, alors que la Russie allait mal, restez où vous êtes ! », etc.

latence, de « régressions » et d'explosions, etc. La période actuelle — d'autant plus depuis la fin de l'année 2011 et en comparaison avec les années 1990 — semble donc marquée par un vibrant renouveau de la politique dans l'émigration russe en France.

Si les politiques mises en œuvre par les autorités russes envers leurs émigrés ont indubitablement été un accélérateur de l'organisation des Russes de France autour du Conseil de coordination des compatriotes (né en 2011, mais dont la création avait été préparée depuis plusieurs années), le début de la vague de protestation en Russie (elle aussi initiée à l'automne 2011) a joué un rôle proprement décisif dans la « mise en commun » des Russes de l'étranger, et dans la visibilité donnée à ce « commun » dans les pays d'accueil et d'origine. Par ailleurs, si la politique des autorités russes a fourni l'impulsion initiale du rassemblement, que celui-ci suive la ligne officielle ou prenne la forme de la contestation, cette aspiration au « commun » avait mûri depuis plusieurs années, et pour des raisons variées, au sein de l'émigration russe postsoviétique. Le retour de la politique dans l'émigration ne saurait donc avoir une cause unique ; d'une certaine manière, il y a autant de causes qu'il y a de contextes politiques de provenance des acteurs étudiés, mais aussi d'univers politiques produits par ces mêmes acteurs en situation de migration.

Ce que nous pouvons appeler encore schématiquement les deux tendances de la communauté politique russe — représentées par les défenseurs et les adversaires de la ligne politique officielle des autorités russes — dirigent leurs actions en direction de la Russie, le véritable théâtre de leurs actions et de leurs discours n'en reste pas moins la France. Cet état de fait s'explique non seulement par les difficultés, rencontrées par tous les migrants militants dès qu'ils désirent agir dans le pays d'origine depuis l'étranger¹², pour organiser des actions efficaces, mais aussi par l'intérêt que représentent ces communautés pour les autorités et dirigeants en Russie désireuses d'étendre leur influence au-delà des frontières nationales. Quoiqu'en disent eux-mêmes les acteurs des deux pôles — celui qui est proche du Conseil de coordination des compatriotes et le pôle de contestation du régime politique russe —, leurs actions s'inscrivent avant tout dans le cadre national du pays d'accueil : elles sont dirigées vers les autres migrants russes de France, mais aussi vers la société du pays d'accueil ; l'ordre de priorité entre ces deux « cibles » variant d'un groupe à l'autre et au sein de chacun des pôles eux-mêmes.

Quoique opposés d'un point de vue politique, ces deux pôles sont intimement liés entre eux *via* les interactions entre les groupes constitutifs de chacun de ces pôles. En cela

¹² S. Dufoix, « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, n° 34, 1999.

réside la principale différence entre la communauté politique que nous avons étudié et l'« exopolitie » telle que définie par Dufoix¹³, dans la mesure où celle-ci est traversée par une véritable ligne de clivage entre « amis » et « ennemis » du régime au pouvoir dans le pays d'origine — toute position de neutralité, tout refus de se positionner au sein d'un des deux pôles étant de fait considéré comme un choix en faveur du pôle ennemi. Or, nos observations des milieux de migrants russes politisés nous ont montré que les interactions entre les pôles étaient bien réelles du fait, d'une part, de l'appartenance multiple de certains acteurs impliqués dans des groupes situés aux deux pôles et, d'autre part, des mutations de certains groupes entiers se rapprochant du pôle opposé, voire passant intégralement d'un pôle à l'autre. S'il existe donc des groupes qui sont situés (et se maintiennent) aux deux extrémités de cet échiquier politique, une multitude d'acteurs tant individuels que collectifs naviguent de l'un à l'autre, penchent tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre.

Un deuxième aspect capital pour l'analyse de notre objet de recherche est la situation respective de la communauté politique russe par rapport à l'État d'origine, à l'État national d'accueil et à la communauté (« politique » et « apolitique ») des migrants russes en général. Contrairement à ce que nous donnons le plus souvent à voir les analyses de la politique dans l'émigration de diverses communautés migrantes, les acteurs de la communauté politique russe ne prétendent en général pas représenter tous les migrants, quoique certains d'entre eux puissent à certaines occasions formuler cet objectif. Ce qu'ils représentent — reflètent en le transformant — depuis le pays d'accueil, c'est d'abord le spectre politique du pays d'origine, c'est-à-dire les mouvements de soutien ou d'opposition au régime au pouvoir dans le pays d'origine. C'est pourquoi la communauté politique russe de l'étranger est située au croisement de trois autres communautés : la communauté politique-nationale du pays d'accueil, la communauté politique-nationale du pays d'origine et la communauté des migrants. La communauté politique russe ne devra pas être confondue avec la communauté des migrants russes en général car elle inclut non seulement des acteurs d'origine russe, mais également des acteurs du pays d'accueil, dont certains, très fortement impliqués dans les groupes militants, appartiennent donc au noyau dur de cette communauté, tandis que d'autres sont des acteurs ponctuels dont le premier objectif est de diffuser une certaine image de la Russie dans le pays d'accueil.

Cette première esquisse d'explication de la structuration et du fonctionnement de la communauté politique russe, ne rend cependant pas compte des motivations qui poussent les

¹³ S. Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*. Paris, PUF, 2002.

acteurs individuels ou collectifs à œuvrer politiquement pour leurs pays d'origine. Ainsi que nous l'avons vu, les autorités russes agissant en direction des émigrés proposent, voire imposent, une définition étroite de ce qu'est l'attachement à la patrie et des raisons pour lesquelles il est nécessaire à chacun de contribuer au bien de cette patrie. Cette définition est produite en relation intime avec les conceptions du patriotisme officiel des autorités russes. Nous sommes donc en présence d'un exemple de patriotisme à longue distance. Il n'en reste pas moins que le concept de compatriote est traversé de contradictions multiples dues en grande partie à l'impossibilité de réduire l'histoire migratoire russe à un quelconque schéma linéaire et homogène. En effet, le concept de compatriote est appelé à inclure en son sein des populations aussi différentes que les migrants des pays de l'espace postsoviétique (installés dans ces pays depuis la période soviétique, voire depuis l'Empire russe) et les migrants en dehors de l'espace postsoviétique, eux-mêmes divisés en plusieurs couches temporelles d'émigration depuis la Russie.

La politique de l'État russe envers les compatriotes, initiée dans les années 1990 sans véritable succès, a évolué au cours des années 2000 de concert avec l'évolution générale de la ligne politique russe. C'est pourquoi, à l'appui de la notion de « compatriote », ont été confectionnés d'autres concepts comme celui de Monde Russe (*Russkij mir*) dont la diffusion relève de l'exercice d'un *soft-power* et qui est centré sur un objet particulier, à savoir ce qui est désigné comme la « diaspora des compatriotes ». La notion de Monde russe n'est pas choisie au hasard : bâtie sur un terme-concept (*mir*) dotée d'une forte charge historique et symbolique, le *Russkij mir* a précisément pour fonction d'annihiler les contradictions entre les « compatriotes » et au sein de la « diaspora ». Si les migrants soutenant le régime politique russe n'ignorent pas eux-mêmes les contradictions que recèlent ces différentes notions — et qui se retrouvent donc dans le projet même des compatriotes —, ces dernières sont jugées entièrement illégitimes par les acteurs contestataires pour la simple raison qu'ils ne reconnaissent pas la légitimité du pouvoir russe, et donc sa prétention à les définir et à les représenter. Ils remettent donc radicalement en cause le patriotisme à longue distance de l'État russe.

Le concept de compatriote fait par ailleurs référence aux sentiments d'appartenance des migrants en tant qu'appartenance à l'*otečestvo*. Si nous mettons l'accent sur ce dernier mot, c'est parce que l'appartenance à la « patrie » est, d'un point de vue linguistique, duelle. Elle peut se dire de deux manières en russe, avec deux mots distincts : tandis que l'appartenance à la patrie-*rodina* désigne les liens qui attache l'individu au lieu où il est né, l'appartenance à la patrie-*otečestvo* renvoie aux liens qui l'attache à la structure d'État russe

(*rossijskaâ gosudarstvennost'*). Si, selon Nancy Ries, il n'y a pas, dans les discours de Russes de Russie (du moins à l'époque de la Perestroïka), de contradiction entre ces deux termes, il y en a bel et bien une dans les discours des migrants russes que nous avons étudiés. Nancy Ries propose ainsi d'incarner ces deux termes dans deux personnages : un personnage féminin (*rodina*) et un personnage masculin (*otečestvo*) qui, dans la culture russe, seraient perçus comme complémentaires, bien plutôt que contradictoires : « la *rodina* évoque le côté sentimental, nostalgique, même parfois tragique, alors que *otečestvo* a une connotation plus dure, plus "étatiste" »¹⁴. Mais contrairement à ce que semble affirmer Nancy Ries, il y a toujours eu en Russie une partie de la population qui s'opposait à cette définition « étatiste » de leur propre appartenance au pays qu'ils considèrent comme leur *rodina*, le lieu où ils sont nés. Plus encore, une telle appartenance à l'État russe est d'autant plus remise en cause par les migrants du fait de la distance qui les sépare du pays d'origine, de la potentielle confrontation entre les différentes allégeances (au pays d'origine et aux pays d'accueil) tant politiques-juridiques que personnelles-émotionnelles de ces migrants, et enfin des activités politiques que certains d'entre eux développent depuis l'étranger. Nous rejoignons ici la critique que Stéphane Dufoix¹⁵ a adressé à la typologie, réalisée par le chercheur britannique Alan Gamlen¹⁶, des pays qui ont développé des politiques envers leurs émigrés. En effet, tout en étant établie sur le constat que quasiment tous les États mettent en œuvre des politiques envers leurs émigrés, cette typologie ne prend pas en compte les migrants de ces mêmes pays qui ne reconnaissent pas la légitimité du régime en place dans le pays d'origine, et donc la légitimité même des politiques dont ils sont les objets.

Dans ce contexte, comment expliciter les motivations qui incitent les migrants russes à se « mettre en commun », à former des communautés œuvrant, depuis l'étranger et dans une perspective politique, pour la Russie ?

¹⁴ N. Ries, *Russkie razgovory. Kul'tura i rečevaâ povsednevnost' v period Perestrojki*. Traduction de l'anglais, Novoe literaturnoe obozrenie, Moscou, 2005, p. 143.

¹⁵ S. Dufoix, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », in Dufoix, S., Guerassimoff, C., Tinguy, A. de (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*. Paris, Les Presses de SciencesPo, 2010, p. 34.

¹⁶ A. Gamlen, « The Emigration State and the Modern Geopolitical Imagination », *Political Geography*, n°27, 2008, p. 852.

Notre objectif est donc de réexaminer le concept de communauté, en tant qu'appliqué aux migrants, à partir de la question de la politique dans l'émigration. Car c'est bel et bien la politique qui pousse nos acteurs à la formation d'une communauté qui n'est homogène ni d'un point de vue national et culturel, ni précisément d'un point de vue politique. Nous chercherons à élucider les transformations, le mouvement que subissent des notions telles que celles de « communauté », ou encore de « culture » de par leur incorporation au sein des activités et conflits de la communauté politique russe — des notions que les acteurs contestataires considèrent le plus souvent comme des notions extrêmement figées, d'autant plus parce qu'elles sont réinvesties en Russie par des milieux politiques que ces mêmes acteurs jugent « conservateurs », « traditionalistes », voire « nationalistes ».

Nous faisons ainsi appel à une conception de la politique chère à Hannah Arendt et Paul Ricœur : la politique, c'est le « lieu où se conjoignent le perdurable et le fragile »¹⁷. C'est précisément cette tension, révélée dans les virulents débats de nos interlocuteurs, qui les « maintient ensemble ». On est loin de l'apaisement, de la réconciliation appelé de ses vœux par la fondation *Russkij mir* : on est bien plutôt en présence d'une confrontation permanente, d'incessantes controverses ; ici, le « commun » n'est aucunement prédéfini (comme s'il suffisait de se rassembler autour de lui), il fait bien plutôt l'objet d'une quête constante qui est aussi pour une part une création. C'est pour remplir cette tâche de compréhension de ce qui « tient ensemble », malgré la confrontation, que nous avons forgé le concept d'« expatriote ». Ce dernier fait évidemment écho à celui de compatriote, mais à la différence du *cum* de compatriote qui désigne avant tout un « avec » l'État Russe et renvoie au « plein », l'*ex* d'expatriote est d'abord un « sans », il fait signe vers une absence, un « vide », une perte. L'*ex* d'expatriote a une triple signification : c'est d'abord celui de l'exil ; c'est ensuite celui de l'ex-soviétique, en perte de repères après la chute de l'URSS ; c'est enfin celui de l'expatrié, qui ne peut manquer d'entretenir des relations avec son État d'origine. L'expatriote est par conséquent triplement exproprié, triplement « aliéné », séparé de lui-même, de son identité : il l'est de par la distance qui le sépare de son pays d'origine, de par sa condition de ressortissant d'un empire qui n'existe plus, de par enfin sa remise en cause de la légitimité du régime au pouvoir dans le pays d'origine. C'est cette triple expropriation qui gouverne sa quête d'un « commun », de significations aptes à combler le sentiment de « manque de patrie » dont il ne

¹⁷ H. Arendt, *Condition de l'homme moderne*. Paris, Pocket, 1988.

saurait se défaire d'une autre manière, en quoi il reste bel et bien un « patriote », ne fût-ce encore que par négation.

L'expatriote s'attachera à produire de nouvelles définitions du « commun », à s'identifier à une nouvelle communauté, imaginée ou réelle. Les débats que mènent les expatriotes militants à propos de la politique dans le pays d'origine sont le lieu d'expression de leurs sentiments d'appartenance en phase de redéfinition ; ce sont des tentatives de (re)construction du « commun » contre imposé par la notion de compatriote qui définit, à leur place, le sentiment d'appartenance à la patrie.

La communauté politique russe est donc une communauté fondée sur la confrontation entre un sentiment du commun proposé-imposé par les autorités russes d'une part, et un sentiment de perte douloureusement éprouvée, d'autre part ; c'est à travers cette confrontation « perdurable » que se produit une mise en commun toujours « fragile » ; le conflit n'est pas ici la limite de l' « union », c'en est bien plutôt la condition de possibilité. Autrement dit, le sentiment d'appartenance de l'expatriote au lieu où il est né (*rodina*) se confronte à l'attachement du compatriote à la structure d'État (*otečestvo*). Ces deux figures, le « compatriote » et l' « expatriote » sont respectivement au cœur des première et troisième parties de cette thèse ; leur dialogue et leur conflit se jouent au sein de la communauté politique russe qui fait l'objet de notre deuxième partie.

Pourquoi la France ? Quelle place pour la Grande-Bretagne ?

Si l'on se réfère aux statistiques officielles des deux pays, le nombre de Russes résidant en France et en Grande-Bretagne est à peu près équivalent. Selon l'OCDE, l'Insee et l'Office for National Statistics¹⁸, il y aurait 49 000 Russes, nés à l'étranger, en France et 40 000 en Grande-Bretagne. Le nombre réel est probablement plus élevé compte tenu des migrants sans-papiers — même si les données de recensement en France sont supposées inclure cette population, du moins partiellement. Si, selon les statistiques de l'Insee, les Russes constituent la nationalité la plus représentée de tout l'espace postsoviétique en France, en Grande-Bretagne prédominent les migrants lettons. Ceci explique que le nombre approximatif de russophones puisse s'élever à 300 000 en Grande-Bretagne selon l'OMI. Cependant, si l'on se fonde sur les statistiques officielles du nombre de Russes, la France et la

¹⁸ OECD Library, 2011 ; Insee, recensement de la population en 2010 ; Office for National Statistics, enquêtes sur les forces de travail, 2010.

Grande-Bretagne sont tout à fait comparables. En outre, à l'échelle de toute l'Union européenne, ces deux pays font partie des six premiers du point de vue du nombre de Russes, nés à l'étranger, présents sur leur territoires. La raison de notre choix de considérer ces deux pays d'accueil ne réside toutefois pas tant dans l'importance numérique des migrants russes que dans notre souhait de comparer deux pays de l'Union européenne qui ont joué, à des époques différentes, un rôle important dans l'histoire politique de l'immigration, et qui aujourd'hui voient renaître la « politique dans l'émigration »¹⁹ russe, d'une nature différente qu'au XIXe siècle ou que dans les années 1920-1930.

L'objectif de cette thèse est d'analyser les relations tantôt conflictuelles, tantôt complémentaires entre l'État d'origine et les émigrés russes à partir d'un cas d'étude privilégié qui est la France. Compte tenu de l'envergure que prend actuellement la politique de l'État russe envers les compatriotes — elle s'étend au monde entier —, il nous a semblé nécessaire de comparer ce cas d'étude avec un autre pays d'immigration russe, et de préférence un pays où, contrairement à la France, la politique de l'État russe s'est déjà développée depuis plusieurs années et a reçu un accueil favorable de la part des migrants. La Grande-Bretagne nous a ainsi paru être le pays idéal pour effectuer cette comparaison — dont la fonction est donc de confronter nos arguments à un cas analogue en Europe, sans cependant que ce dernier ne fasse l'objet d'une analyse spécifique à proprement parler — car c'est aujourd'hui un pays incontournable pour ceux qui souhaitent étudier les migrations des Russes, et plus largement des russophones en Europe. Il est incontournable du point de vue du processus de « diasporisation »²⁰ de la communauté russophone dont il est le lieu, tout particulièrement à Londres. C'est donc un cas exemplaire pour ceux qui souhaitent travailler sur la naissance d'une « proto-diaspora » russophone.

Deux pays européens sont, de manière distincte, en train de devenir essentiels pour l'analyse de la structuration des communautés russes de l'étranger : c'est l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La spécificité de l'Allemagne est qu'elle est le lieu d'une émigration qui a longtemps été qualifiée d'« ethnicisée » — adjectif qui est toujours employé par de nombreux chercheurs²¹. Le cas de la Grande-Bretagne demande quant à lui une approche

¹⁹ Nous faisons ici référence au terme utilisé par S. Dufoix, *Politiques d'exil, op. cit.*

²⁰ A. Byford, « 'The Last Soviet Generation' in Britain », in Fernandez, J. (ed.), *Diasporas Critical and Interdisciplinary Perspectives*. Inter-Disciplinary Press, 2009.

²¹ Utilisés par certains, il a été cependant remis en cause par d'autres. Il s'agissait alors pour les premiers de décrire les migrations des Russes, et plus largement ex-Soviétiques, en Allemagne, à travers le prisme des migrations ethniques de retour dans la « patrie historique ». Les chercheurs russes utilisent eux aussi souvent cet adjectif. Rogers Brubaker a, quant à lui, explicité les écueils d'une définition des migrations pour des raisons purement ethniques, qui ne constituent en réalité qu'une mince partie des motifs d'émigration. P. Polán,

beaucoup plus diversifiée de la communauté russe, en raison de la multiplicité des profils migratoires des originaires de l'espace postsoviétique qui y sont présents et du nombre toujours croissant de nouveaux arrivants. Non seulement les chercheurs et doctorants de Grande-Bretagne et d'Allemagne effectuent des recherches sur ces communautés, mais c'est le cas aussi des chercheurs en France qui préfèrent souvent choisir ces pays comme terrain pour étudier les migrations depuis l'espace postsoviétique et les communautés formées dans les pays d'accueil. La thèse, récemment soutenue en France, de Lisa Vapné²² en est un exemple : ses recherches ont porté sur l'émigration des Juifs de l'espace postsoviétique, venus « remplacer » la communauté juive disparue d'Allemagne. De même, un jeune étudiant en Master a récemment entamé ses recherches à l'INALCO sur la communauté russe de Grande-Bretagne, avec pour angle d'attaque les migrations d'artistes russes installés dans ce pays²³.

La France demeure un pays peu étudié en ce qui concerne la communauté russe de la période postsoviétique. Partie de ce constat, notre propre recherche a eu pour axe principal la comparaison d'un cas de toute évidence « populaire » dans les recherches sur les communautés russes, celui de Grande-Bretagne avec un cas actuellement moins attractif d'un point de vue universitaire, la France. La raison n'en est-elle pas que la France est aujourd'hui perçue comme un « pays-musée » de l'histoire de l'émigration russe, dont la communauté est considérée à la fois comme peu dynamique, voire « poussiéreuse », et comme exemplaire pour l'étude des anciennes vagues d'émigration russe ? Cette émigration, appelée du nom de « Russie hors frontières », serait avant tout une émigration *du passé* à laquelle l'on ne pourrait guère s'intéresser que dans une perspective *culturelle* — les travaux de Catherine Gousseff faisant à cet égard exception dans la mesure où celle-ci s'est intéressée à la dimension sociale et politique des émigrations russes post-révolutionnaires²⁴.

Pour ce qui est de la dimension politique des migrations depuis l'espace postsoviétique vers les pays de l'Union européenne, les recherches d'Andy Byford ont apporté un éclairage très important sur ce qu'il a appelé le « projet des compatriotes » en Grande-Bretagne —

« Emigraciâ : kto i kogda v XX veke pokidal Rossiû », in Glezer, O., Polân, P., *Rossiâ i ee regiony v XX veke : territoriâ – rasselenie – migracii*. Moscou, OGI, 2005 ; R. Brubaker, « Migrations if Ethnic Unmixing in the New Europe », *International Migration Review*, n°4, Vol. 32, 1998.

²² L. Vapné, *Les Remplaçants : migration juive de l'ex-Union soviétique en Allemagne, 1990-2010*. Thèse de doctorat en science politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2013.

²³ Le mémoire de Master de Pablo Garcia, dirigé par Taline Ter Minassian (INALCO).

²⁴ C. Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*. Paris, CNRS Editions, 2008 ; du même auteur, « Les réfugiés russes », in de Wenden, C., Vuddamalay, V. (dir.), *Existe-t-il des métiers ethniques ?*, Panoramiques, sept. 2003 ; C. Gousseff, O. Pichon-Bobrinskoy (dir.), *L'invention d'une politique humanitaire : le Zemgorod et les réfugiés russes (1921-1930)*, dossier de *Cahiers du monde russe*, Vol. 46/6, 2005.

c'est-à-dire la politique de l'État russe envers ce qu'elle définit à cette occasion comme la « diaspora russe »²⁵. De même, dans *Loin des yeux, Près du cœur*, ouvrage traitant des politiques mises en œuvres par les États d'origine envers leurs expatriés, Anne de Tinguy a abordé le cas de la politique russe envers ses compatriotes²⁶. À l'exception de ces quelques recherches, les travaux sur les migrations depuis l'espace postsoviétique vers l'Union européenne - et d'autant plus vers la France - ne s'intéressent guère aux questions politiques.

Force est cependant de constater qu'en l'espace de quelques années, la France est à nouveau devenue un pays clé pour l'étude de la politique dans l'émigration russe, comme cela avait été le cas à la fin du XIXe siècle avec l'immigration des révolutionnaires, puis, après la révolution russe, avec l'apparition en France d'un important pôle politique de la diaspora impériale. Aujourd'hui, l'on observe en France un double retour de la politique dans l'émigration. D'une part, l'État russe mène une politique envers ses émigrés à travers le Conseil de coordination des compatriotes²⁷. D'autre part, la France est un cas unique à l'échelle de l'Union européenne du point de vue de l'ampleur et surtout de la durée des mobilisations politiques des migrants russes contestant le régime au pouvoir en Russie. À la différence d'autres pays accueillant un nombre important de migrants russes où cette organisation intermédiaire qu'est le Conseil de coordination des compatriotes s'est installée depuis plusieurs années, la création du Conseil français est contemporaine du début de la mobilisation politique des migrants russes contre les « élections truquées en Russie » — mobilisation qui a d'abord accompagné et soutenu la vague de protestation en Russie suite aux élections parlementaires de 2011, « entachées de fraudes ». Cette contemporanéité de deux processus de structuration hétérogènes de la politique dans l'émigration russe a déterminé le recentrement de notre recherche sur la France comme principal cadre d'analyse. Cette contemporanéité a permis d'observer sur le vif la concurrence qui s'est instaurée entre les deux principaux pôles de ce que nous avons appelé la communauté politique russe de France. Ces deux pôles sont ceux du soutien et de l'opposition au pouvoir en Russie. Mais cette concurrence ne repose pas sur une opposition binaire. Elle ne cesse de se construire et de se reconstruire en fonction des interactions complexes entre les « amis » et les « ennemis » de la politique russe qui sont contraints de se partager, ou de se disputer, le public des migrants

²⁵ A. Byford, « The Russian Diaspora in International Relations : 'Compatriots' in Britain », *Europe Asia Studies*, n°64, 2012.

²⁶ A. Tinguy (de), « La Russie et les “compatriotes” de l'étranger. Hier rejetés, demain mobilisés ? », in Dufoux, S., Guerassimoff, C., Tinguy (de) A., *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*. Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

²⁷ Cette organisation joue le rôle d'intermédiaire entre les autorités russes en charge du projet des compatriotes et les représentations de la « communauté russe » de France.

russes, tout en recherchant divers appuis en dehors de celui-ci, du côté des institutions russes pour le Conseil de coordination des compatriotes, et du côté des organisations du pays d'accueil pour les groupes de contestation.

Nous devons cependant avouer que, lorsque nous avons débuté nos recherches de terrain, nous avons accordé une attention toute particulière au cas de la Grande-Bretagne, en raison de la structuration relativement ancienne — puisque datant aujourd'hui de plus de sept ans — du pôle non contestataire de la communauté politique russe, autrement dit du Conseil de coordination des compatriotes de Grande-Bretagne. Notre objectif était alors de confronter cette structuration avancée du Conseil britannique aux débuts hésitants de la « même » organisation en France, lorsqu'il n'était encore question que de pourparlers entre les « compatriotes professionnels » et les représentants des autorités russes en charge du projet des compatriotes en vue de l'organisation du premier Forum russe en France²⁸. Les transformations intervenues dans notre objet de recherche lui-même — c'est-à-dire dans la politique dans l'émigration russe — avec l'émergence à la fin de l'année 2011 d'un nouveau pôle (contestataire) de la communauté politique, nous a incité à redéfinir l'ordre des priorités de nos recherches de terrain. Si la mobilisation russe de décembre 2011 s'est étendue de manière générale aux migrants russes à l'étranger et en particulier à ceux des pays de l'Union européenne, l'on constate que, deux ans après le début des manifestations, il n'y a guère qu'en France que le milieu de la contestation a gardé toute sa vivacité, bien qu'il y ait pris (et précisément parce qu'il a su prendre) des formes très différentes de celles du début de la mobilisation.

S'il y a également eu en Grande-Bretagne un mouvement de contestation significatif, celui-ci a toujours réuni beaucoup moins de participants que le mouvement français (quatre fois moins par exemple pour la première manifestation d'envergure en Russie et à l'étranger, celle du 10 décembre 2011). Dans la deuxième partie de cette thèse, qui portera sur la structuration de la communauté politique russe à travers les interactions entre ses deux pôles (de contestation d'un côté et proche des Conseils de coordination des compatriotes de l'autre), nous tâcherons d'explicitier les causes de la faiblesse de la mobilisation immédiate, tout comme à plus long terme, en Grande-Bretagne et rendrons compte, inversement, des raisons

²⁸ Lors des Forums russes organisés dans les pays à forte présence de migrants russes, sont élus les membres du Conseil de coordination des compatriotes qui représentent les migrants auprès des autorités russes pendant une année. Ce principe de l'élection des membres au Conseil pour une durée d'une seule année fait actuellement l'objet de modifications dans plusieurs pays de l'Union européenne, dont la Grande-Bretagne et la France. Ce changement est vécu par les acteurs contestataires comme une fermeture du Conseil aux éléments jugés dangereux pour la cohésion du projet des compatriotes.

pour lesquelles le mouvement de contestation français, et en particulier parisien, est parvenu à s'inscrire dans la durée tout en se renouvelant lors des deux dernières années.

Avec l'émergence du pôle de contestation, le problème des interactions, des alliances et des conflits au sein de la communauté politique russe est devenu un objet central de nos recherches, ce qui a impliqué de faire de la situation française notre principal objet d'étude, complété par l'exemple britannique à des fins d'analyse comparative.

Methodologie

Dès le début de notre recherche, nous avons jugé que l'enquête ethnologique, c'est-à-dire l'observation participante lors des événements politiques et culturels russes en France et en Grande-Bretagne, était la plus adéquate pour notre terrain. Étant donné sa continuité avec notre terrain de recherche du master qui portait sur la communauté russe de France en général, nous avons dès le début des pistes et des contacts, principalement au sein des milieux associatifs culturels. Lors de notre master, nous avons ainsi identifié l'association Maxime-and-co qui est la principale association russophone de France non seulement du point de vue des nombreuses activités qu'elle organise depuis la fin des années 1990, mais également parce qu'elle joue un rôle capital de mise en réseau des autres associations culturelles russes. En effet, Maxime-and-co a développé un site internet du même nom qui relaie les informations culturelles russes en région parisienne et ailleurs en France. Après avoir réalisé un entretien avec le président de Maxime-and-co (M.Ge.) lors de notre master, nous avons repris contact avec lui dès le début de notre recherche de doctorat. Ce contact s'est révélé déterminant pour notre intégration dans le milieu des associations culturelles. Dès 2008, nous avons fréquenté de nombreux événements, tels que les Tables russes de la Défense, les pique-niques russes, les rencontres entre professionnels russes à l'étranger, les soirées et autres festivités russes à Paris. En participant régulièrement aux événements russes, nous avons noué des contacts, fréquenté de manière régulière certains migrants et établi au fur et à mesure un carnet d'adresses de futurs interlocuteurs potentiels.

À ce stade de notre recherche, nous nous sommes efforcée de comprendre le fonctionnement général des différents milieux de migrants russes en France afin d'identifier les « objets » autour desquels ils se rassemblaient. Nous avons également tâché de mieux comprendre les motivations qui les poussaient à fréquenter les événements russes, les rapports qu'ils entretenaient aux pays d'origine et d'accueil et, enfin, leurs perceptions de la situation

sociale et politique en Russie. Parallèlement, nous avons réalisé d'autres entretiens réguliers avec le président de Maxime-and-co, lesquels prenaient tantôt la forme d'entretiens semi-directifs, tantôt d'échanges informels. L'intérêt que nous avons porté à la personnalité de M.Ge.²⁹ s'explique également par le fait que celui-ci nous a rapidement fait part de ses idées relatives à la nécessité de « consolider » la communauté russe de France en s'appuyant sur l'aide de l'Ambassade. Ses centres d'intérêt portaient également sur la diffusion de la langue russe en France et sa reconnaissance en tant que langue officielle de l'Union européenne. Afin d'appuyer cette idée, il a également cofondé l'Union des russophones de France, dont l'un des principaux objectifs était la promotion de la langue russe à l'échelle de l'Union européenne. Étant issu d'une famille d'émigrés blancs, M.Ge. désirait également reconstruire un lien entre les différentes couches de l'émigration russe en France et en particulier entre les descendants d'émigrés blancs et les nouveaux arrivants. Il nous a ainsi longuement parlé de ses rencontres et discussions avec d'autres descendants d'émigrés blancs et des représentants de la récente immigration — notamment ses collègues de l'Union des russophones de France — ou encore avec l'Ambassadeur de Russie en France dans la perspective de l'organisation du premier Forum russe de France et des élections du Conseil de coordination des compatriotes.

Ainsi que nous l'avons vu, ces rencontres ont finalement porté leurs fruits puisque a eu lieu à l'automne 2011 le premier Forum russe durant lequel ont été élus au Conseil presque tous ceux qui, comme lui, avaient mené les pourparlers avec l'Ambassadeur. M.Ge., lui, n'a pas souhaité se présenter aux élections pour des raisons personnelles, mais aussi à cause de la multiplicité des engagements associatifs qu'il avait déjà pris par ailleurs. Ces contacts soutenus avec M.Ge. se sont donc révélés décisifs pour l'observation et la compréhension de la structuration du pôle proche de l'Ambassade de la communauté politique en France. Dans un même temps, la fréquentation des événements culturels et rencontres professionnelles entre Russes nous ont permis d'identifier les tensions qui se manifestaient déjà au sein de la communauté russe et qui opposaient entre eux les compatriotes professionnels — régulièrement à la tête d'associations culturelles — soucieux de faire partie du cercle étroit des personnes placées dans le secret du projet des compatriotes promu par les autorités russes.

Si ces recherches de terrain en France auprès des compatriotes appartenant aux milieux culturels se sont déroulées de manière continue sur plusieurs années, nos recherches en Grande-Bretagne ont été organisées sous la forme de quatre séjours de différentes durées. Le premier a eu lieu durant l'été 2009 et a duré un mois et demi. N'ayant initialement pas de

²⁹ Fondateur de Maxime-and-co. Pour la liste détaillée d'entretiens, voir dans les Annexes « Description des recherches de terrain (2007-2013).

contacts en Grande-Bretagne, nous avons mobilisé nos contacts français afin qu'ils nous mettent en relation avec les acteurs et associations britanniques. Le premier contact a été établi avec l'aide du concurrent de Maxime-and-co, l'association parisienne La Communauté russe (Russkaâ obšina) qui nous a mis en relation avec son homologue britannique, La Communauté russophone de Grande-Bretagne (Russkoâzyčnaâ obšina Velikobritanii) et avec la directrice d'une école russe (The London School of Russian Language & Literature) qui était alors présidente du Conseil de coordination des compatriotes britannique. Ce premier travail de terrain a révélé que la situation de la communauté russophone en Grande-Bretagne n'était alors pas fondamentalement différente de celle de la communauté russophone en France : l'existence du Conseil demeurait encore purement formelle ; il n'avait presque aucune influence tangible et la communauté russe était traversée de tensions entre les différents acteurs, la plupart liés au milieu culturel et aux écoles russes du samedi.

Lors de ce premier travail de terrain, nous avons entrepris les démarches nécessaires afin d'établir un carnet d'adresses similaire à celui que nous possédions déjà pour la France. Nous avons ainsi préparé notre deuxième recherche de terrain qui s'est déroulée entre mai et juillet 2010. Nous avons alors rencontré de nombreux acteurs associatifs russophones en fréquentant, comme en France, les événements culturels russes et en visitant les écoles russes de Londres. Après avoir fait de nombreuses rencontres lors de ces événements et mené des entretiens avec plusieurs présidents d'association, nous avons été introduite à la nouvelle présidente du Conseil de coordination des compatriotes qui, selon les dires de nos interlocuteurs, avait initié au sein de celui-ci une véritable révolution en le rendant beaucoup plus attractif aux yeux des migrants russophones, bien au-delà des seules écoles et associations culturelles russes. Nous avons donc réalisé un entretien avec elle, ainsi qu'avec plusieurs autres membres du Conseil, tout en continuant à fréquenter les événements russes et à faire d'autres entretiens avec des migrants aux profils très différents³⁰ afin de mieux comprendre les sentiments que nourrissait la communauté russophone à l'égard de l'émergence d'une structure appelée à les représenter. Nous avons de même effectué un court séjour à Birmingham afin de rencontrer une migrante russe très active dans les Midlands.

Notre troisième recherche de terrain a été plus courte (quatre jours en septembre 2011 et trois jours en novembre 2011) et avait pour objectif l'observation d'une rencontre, organisée à Londres par le Conseil britannique, entre les membres du Conseil mondial des compatriotes — à laquelle nous avait invitée la présidente du Conseil britannique. Si nous avons ensuite dû

³⁰ Voir dans les Annexes « Description des recherches de terrain (2007-2013) ».

retourner en France, en raison de nos obligations d'enseignement, nous nous sommes de nouveau rendue à Londres en novembre pour assister au Forum russe du 16 novembre 2011 lors duquel ont été élus les membres du Conseil des compatriotes et ont été décorés les meilleurs compatriotes de l'année. Durant ce Forum, nous avons rencontré non seulement toutes les personnes avec lesquelles nous avons déjà effectué des entretiens semi-directifs ou eu des échanges informels, mais nous avons également fait de nouvelles connaissances, ce qui nous a permis d'enrichir notre carnet d'adresses et de recueillir de manière informelle les opinions des participants à propos de ce même Forum.

Enfin, le quatrième et dernier travail de terrain en Grande-Bretagne a été réalisé en 2012 pendant une durée de deux semaines. Nous avons à nouveau rencontré plusieurs de nos anciens interlocuteurs, dont la présidente du Conseil et ses proches collaborateurs, ainsi que les acteurs contestataires, déjà présents auparavant tout en étant peu visibles ou étant apparus suite à la mobilisation en Russie et à l'étranger à partir de décembre 2011. Ce travail de terrain a ainsi permis de rendre compte de l'existence de nouveaux clivages au sein de la communauté russophone de Grande-Bretagne ; clivages divisant non plus le seul pôle des compatriotes proches du Conseil, mais opposant ce dernier au pôle contestataire, et scindant enfin ce dernier en deux à cause de conflits similaires à ceux de l'autre pôle.

Parallèlement à ce terrain britannique, nous avons continué à fréquenter les événements parisiens. Nous avons ainsi été présente au premier Forum russe qui a eu lieu en septembre 2011 ; cette observation participante a été très fructueuse : nous avons non seulement pris note des interactions entre les autorités russes et les participants au Forum, mais avons également assisté à de nombreux échanges entre les participants dans les « couloirs » de l'Ambassade. Peu de temps après, en décembre 2011, nos recherches de terrain ont pris une toute autre dimension en vertu d'un déplacement de la focale des milieux liés aux Conseils des compatriotes vers les groupes de contestation qui ont brusquement émergé et se sont très rapidement développés à partir de l'hiver 2011-2012.

Il convient de s'arrêter un peu plus longuement sur cette partie décisive de nos recherches de terrain pour expliciter le choix de nos interlocuteurs parmi les groupes de contestation. Venue observer l'une des toutes premières manifestations parisiennes « contre les élections truquées », nous avons non seulement cherché à observer le déroulement de cet événement, mais également à établir de nouveaux contacts dans la mesure où était présent un grand nombre de personnes qui, à quelques exceptions près, étaient absentes des milieux culturels russes. Suite à ces rencontres, nous avons été invitée à participer aux réunions

(précédant la scission entre Russie-Libertés et l'Union des Électeurs Russes en France) entre les organisateurs de ces premières manifestations. Nous avons suivi presque toutes ces réunions du mouvement de contestation et avons participé à presque tous les événements organisés par ces militants émergents³¹.

Être chercheur et militant

Un proverbe russe et français dit que « l'homme propose et Dieu dispose » (*Čelovek predpolagaet, a Bog raspolagaet*). Indépendamment de toute conviction religieuse, ce proverbe pourrait décrire notre propre trajectoire de recherche : en effet, le parcours des individus, chercheurs y compris, ne peut manquer d'être soumis aux surprises que réservent les rencontres, au hasard des interactions et aux traces que laissent les expériences vécues. Dès le début du mouvement de contestation, nous avons en effet pris part à l'organisation des manifestations et autres événements à Paris.

De nombreux ouvrages, émanant notamment de la sociologie, l'anthropologie et la science politique — c'est particulièrement le cas dans le champ des recherches féministes et/ou sur le féminisme — se sont attachés à expliciter et à légitimer la position de chercheurs-militants³². Nous ne reviendrons pas sur les thèses qui y ont été développées, mais tâcherons de poursuivre la réflexion à partir de notre propre expérience. Selon une vision commune, souvent partagée par les chercheurs militants eux-mêmes, le danger de cette position duelle résiderait dans le fait que le militantisme affecte nécessairement l'*objectivité* des recherches. Si cet argument est juste, il ne fait pas état d'un autre problème lié à cette dualité. En effet, force est de constater que le danger inverse existe, à savoir que le chercheur engagé cherche à imposer son « objectivité », sa vision — souvent dépendante d'une école de pensée donnée — à ses co-militants ; une vision qui peut paraître largement abstraite à ces derniers et difficilement applicable à la *réalité concrète*. Nous-mêmes, depuis notre position de chercheur, avons été amenée à remettre en question certaines catégories employées par les autres militants et à émettre des exigences à cet égard. Ce fut le cas en particulier lorsque nos co-militants ont voulu introduire la notion de « réfugié politique » dans le nom d'une

³¹ La liste complète de tous les événements de contestation suivis depuis décembre 2011 est donnée en annexe dans la description des recherches de terrain.

³² Voir notamment Charles R. Hale (dir.), *Engaging Contradictions. Theory, Politics, and Methods of Activist Scholarship*. Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 2008 ; I. Hussey, « Political Activist as Ethnographer », *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, Vol. 37, n 1, 2012 ; F. F. Piven, « Reflections on Scholarship and Activism », *Antipode*, Vol. 42, n°4, 2010, Pp. 806-810 ;

association naissante d'aide aux réfugiés en France. Nous avons alors tâché de les convaincre de l'ambiguïté cette notion, remise en cause par de nombreux chercheurs en raison de la complexité des motifs de départ. Notre proposition critique n'a cependant pas été approuvée ni même réellement comprise par les autres militants. Il leur paraissait en effet capital d'exprimer ce renouveau de l'émigration politique russe tout en le liant au durcissement du régime politique en Russie. Notre intervention a donc été considérée comme maladroite et malvenue par les autres militants. D'un point de vue scientifique, elle peut être perçue à présent comme une tentative pour transformer notre objet de recherche.

La question que nous devons alors poser est la suivante : dans quelle mesure le chercheur, ici dans le champ des études sur les migrations, peut-il ou doit-il influencer son objet de recherche dès lors qu'il pense que ses connaissances et compétences universitaires pourraient aider à déconstruire un certain nombre de stéréotypes, en l'occurrence sur les migrants, qui circulent non seulement dans l'espace médiatique, mais aussi dans les groupes militants ? Est-ce là son rôle ou doit-il plutôt taire ces préoccupations afin de ne pas enfreindre la loi d'objectivité selon laquelle il ne doit pas, autant que faire se peut (c'est-à-dire de manière délibérée) intervenir sur son objet ? Dans l'échange sur Facebook qui a porté sur le choix du nom de l'association, nous avons affirmé à propos des stéréotypes sur les motifs de migrations que : « tout cela est dans la tête des gens, renforcé par les images véhiculées par les médias et les politiques ». À ce jugement, une autre militante a répondu : « comme tu dis, tout ça est dans la tête des gens, et c'est bien pour ça qu'il faut compter avec. C'est très difficile de l'en faire sortir ». Cette réponse sous-entend que, plutôt que produire de nouvelles significations, il est parfois plus efficace de suivre les règles du jeu établies dans la société d'accueil et de se conformer aux modèles auxquels ces militants pensent qu'on attend qu'ils se conforment. La militante qui a initié la discussion sur la nécessité d'adjoindre l'adjectif « politique » au mot « réfugié » a précisé à notre intention : « tes arguments sont tout à fait raisonnables et je les comprends parfaitement. Mais j'essaie de réfléchir à une stratégie possible pour se positionner vis-à-vis de l'État français ». L'idée qui prévaut dans ces discussions est qu'en prenant en compte l'extrême importance et l'urgence que représente l'aide aux réfugiés primo-arrivants, les débats conceptuels sont ici tout à fait secondaires.

Ce type de débats — celui que nous venons de citer ne constituant aucunement une exception — nous permet d'introduire une autre notion qui a suscité de vives réactions d'opposition de la part des militants contestataires : c'est la notion de « communauté ». Notre usage de cette notion, et en particulier son application au cas russe, a éveillé chez de nombreux militants contestataires de fortes réticences. Si certains reconnaissent qu'il y a une

« communauté russe », tout en affirmant que les groupes de contestation lui sont étrangers, d'autres refusent catégoriquement de considérer qu'une telle communauté existe. À cet égard, si certains militants refusaient de parler de « réfugiés » tout court, plutôt que de « réfugiés politiques », c'est parce que le terme risquait d'éveiller des soupçons de communautarisme au sein de la société française. Ce même communautarisme fait l'objet d'une perception très négative chez les militants, ce qui témoigne à nouveau de la reprise d'images véhiculées dans l'espace médiatique et politique français. Comme l'écrit l'une des militantes : « Dans la logique de l'État français, on peut penser que nous sommes une association communautariste douteuse qui s'occupe de l'aide aux "siens", sur la base de la nationalité, y compris aux filous, qui ont fait des conneries dans leur pays et qui fuient la justice ». Dans ce cas également, notre volonté de réinterroger les significations implicites des termes « communauté » et « communautarisme » s'est heurtée aux réticences et/ou à l'incompréhension des autres militants. Le communautarisme est en effet perçu par eux comme un mal absolu auquel il ne faut surtout pas être associé. C'est pourquoi lorsque nous avons cherché à soulever la question de la perméabilité des frontières entre le culturel et le politique dans les actions menées par ces militants, une partie de ceux-ci nous ont soupçonné de nous faire l'avocat des « communautaires » — c'est-à-dire, dans ce contexte, des associations proches du Conseil de coordination des compatriotes — voir d'être « communautariste » et de faire preuve d'un relativisme culturel excessif.

Nous sommes partie de cet exemple de relations avec les militants contestataires pour illustrer l'ambivalence des accusations de « manque d'objectivité » dont les chercheurs militants peuvent faire l'objet de la part de leurs collègues. Il peut ainsi leur être reproché de surestimer l'importance de leur champ d'engagement-recherche au détriment d'autres aspects de la société ou d'autres perspectives sur leur objet d'étude. Étant donné l'objet fondamental de notre analyse, à savoir les interactions entre les deux pôles de la communauté politique russe, « amis » et « ennemis » du régime politique en Russie, et notre désir de rendre compte précisément de la porosité des frontières entre les domaines culturels et politiques, nous pensons avoir fait le maximum d'efforts pour ne pas sombrer dans la caricature de la division en « démocrates » et « anti-démocrates » en proposant une analyse critique des deux pôles de la communauté politique russe.

Nous nous devons de même dans cette tentative d'« auto-analyse » d'évoquer la question non moins déterminante de l'éthique du chercheur face à son terrain. Dès notre introduction dans le milieu de la contestation, qui a également été pour nous une initiation à l'engagement militant, nous avons expliqué aux acteurs notre qualité de chercheur doctorante

travaillant sur la politique dans l'émigration russe. De même tout au long de notre terrain et de notre action militante, nous n'avons eu de cesse de signaler notre positionnement duel et avons averti les acteurs que nos échanges personnels étaient susceptibles de faire l'objet d'analyses ultérieures — ce qui nous a par ailleurs valu quelques plaisanteries, sans que nous ne ressentions jamais de réelle animosité. Certains de nos interlocuteurs sont allés jusqu'à relire certaines parties de ce travail et s'y sont retrouvés « objectivés » dans les analyses, sans que ceci ne pose de problème spécifique.

Il n'en reste pas moins que l'établissement d'une relation de confiance, et parfois d'amitié, entre le chercheur et son interlocuteur peut aussi être la source de malentendus lors des entretiens. En effet, les entretiens semi-directifs, se déroulant de manière relativement libre par rapport aux questions rédigées au préalable, ont parfois été perçus par nos interlocuteurs comme des interrogatoires. Par exemple, si D.So. acceptait généralement très facilement les règles du jeu de l'entretien en répondant même aux questions les plus personnelles, certaines questions ont cependant suscité une réaction d'évitement et ont été détournées de manière ironique. Un premier type de questions « dérangeantes » portait sur les liens de l'interviewé avec des personnages politiques d'opposition connus en Russie, ainsi que l'illustre l'exemple ci-dessous :

O.B. : *Donc, c'est S.U. qui gérait tout cela ?*

D.So. : *Hahaha, tu es comme un inspecteur : « à partir de maintenant, parlez moi plus en détails de S.U. ».*³³

Ce problème de l'« interviewer-inspecteur » s'est également posé lorsque nous avons simplement voulu en savoir un peu plus sur certains épisodes de sa vie ou avons demandé de préciser certains propos, comme ci-dessous :

O.B. : *Pourquoi tu as appuyé le fait que Lénine était un exilé ?*

D.So. : *Je ne sais pas trop. Je me souviens qu'on a eu des débats avec mon frère. J'ai lu quelque chose sur son exil. J'ai trouvé un livre dans le Q.G. de notre parti politique. Ils avaient une bibliothèque. Et vu que ma mère me chassait souvent de la maison à cause de mes convictions politiques, je passais mes soirées à lire. Et nos débats, je m'en souviens pas trop, mais ça tournait autour de Staline et Lénine. Les admirateurs de Staline de notre parti disaient qu'il était resté en Russie, contrairement à Lénine et à Trotski qui s'étaient sauvés et étaient rentrés au pays quand tout était déjà prêt pour la révolution. Bon, je m'en souviens pas vraiment. Là, tu dois me torturer un peu³⁴ pour que je commence à me souvenir de certaines choses.*³⁵

³³ Entretien avec D.So., le 7 juillet 2013, Paris.

³⁴ L'enquête utilise ici le terme « *razrabotka* », qui renvoie au fait que la police bat un suspect soupçonné de dissimuler les informations.

³⁵ Entretien avec D.So., le 7 juillet 2013, Paris.

L'évocation de la torture offre une piste d'explication de cette tactique d'évitement : les souvenirs personnels liés à l'activité politique, et en l'occurrence les souvenirs personnels douloureux qui ont précédé la migration, peuvent offrir des résistances au bon déroulement de l'entretien, même lorsqu'un climat de confiance a été auparavant établi. Une autre résistance se fait jour lorsque nous demandons à l'interviewé de fournir plus de détails sur d'autres personnages de son récit, notamment lorsqu'il s'agit de réfugiés de Russie ou d'autres pays de l'espace postsoviétique rencontrés dans l'un des pays d'accueil. D.So a par ailleurs tenu à préciser à la fin de l'entretien, sur le ton de la plaisanterie, que « tu en connais beaucoup trop sur moi maintenant. Ca va être dangereux de te laisser partir en Russie ».

Le parcours de certains réfugiés de Russie implique par conséquent une certaine prise de distance à l'égard de l'interviewer, même en situation de confiance, et entraîne la dissimulation de certaines informations potentiellement nuisibles aux autres militants. C'est là toute la complexité d'un travail de recherche portant sur une actualité brûlante à la différence de recherches menées sur les migrations des périodes révolues. Les interviewés sont obligés de peser le pour et le contre avant de livrer leurs réponses au chercheur, car la divulgation de certaines informations peut être lourde de conséquences pour eux-mêmes ainsi que pour les militants restés en Russie ou ayant engagé une procédure de demande d'asile dans un des pays de l'Union européenne.

Enfin, la position de chercheur, militante, mais aussi d'amie de certains de nos interlocuteurs, peut également être ambivalente du point de vue des réactions d'empathie que certaines des histoires confiées devraient « naturellement » provoquer chez celui ou celle qui écoute. Le partage entre les deux fonctions, celle du chercheur qui écoute pour comprendre et celle de la militante-amie qui écoute pour apaiser la douleur, est complexe. Nous avons ressenti ce malaise à plusieurs reprises lors des entretiens. Alors que V.M. nous parlait de sa vie clandestine à Paris, il a brièvement évoqué sa douloureuse histoire familiale, puis s'est arrêté, attendant de notre part une réaction particulière. Si celle-ci n'a pas eu lieu, c'est, selon ses dires, parce que nous n'avons pas su nous défaire de notre rôle de chercheur. Nous avons quant à nous tâché d'expliquer et de compenser ce défaut de réaction en donnant plus de précisions sur le travail du chercheur. Mais ces précisions l'ont peu convaincu ; prédominait chez lui le sentiment de s'être livré à une amie qui, à l'écoute de cette histoire profondément intime, n'avait pas su faire preuve de suffisamment d'empathie. Cet écart entre les deux rôles s'est révélé par moments intenable.

Ces écueils méthodologiques, liés à notre double engagement, mais aussi au simple fait d'être originaire du même pays que la majeure partie des personnes interviewées, n'est pas sans évoquer la description qu'a faite Andy Byford de ce type de travaux universitaires en tant qu'étant à la fois « délocalisés » et « autoréférencés »³⁶ : en tant que chercheur d'origine russe, nous ne pouvions manquer d'être inscrite au cœur de nos propres réflexions sur la délocalisation des sentiments d'appartenance des expatriotes. Quant à nos travaux, ils s'adressent, au-delà de la communauté universitaire, à la communauté politique que nous avons étudiée et à laquelle nous appartenons.

Notre analyse s'appuie donc sur un corpus d'entretiens autobiographiques semi-directifs, réalisés entre 2009 et 2013, sur des observations participantes lors de très nombreux événements culturels et politiques russes et sur la consultation régulière des échanges ayant lieu au sein des groupes Facebook des militants contestataires. Cette dernière source d'information nécessite d'être explicitée. Nous avons en effet régulièrement cité dans cette thèse des extraits d'échanges entre acteurs contestataires en ligne afin d'illustrer nos différentes hypothèses. Il ne sera pas inutile de préciser que plus de quatre-vingt dix pour cent de ces citations proviennent d'interlocuteurs que nous avons connus personnellement en dehors de ces échanges « virtuels ». Virtuels, ces échanges en ligne ne l'étaient pas réellement, puisque nous nous étions par ailleurs entretenue, de manière formelle ou informelle, avec la plupart de leurs protagonistes, et que nous fréquentions régulièrement plusieurs d'entre eux lors des réunions et actions militantes. La sélection des citations extraites de Facebook n'est donc aucunement aléatoire ; il ne s'agit jamais d'inconnus, mais toujours d'individus qui ont été identifiés comme les principaux acteurs du pôle de contestation de la communauté politique russe. De ce point de vue, la démarche n'est pas différente de celle qui a été la nôtre pour l'étude des milieux proches des Conseils de coordination des compatriotes, et notamment des associations culturelles. Tout comme dans le cas de ces derniers, nous avons d'abord identifié les « leaders » ayant endossé d'importantes responsabilités au sein des groupes et associations de contestation, et avec la plupart desquels nous avons effectué des entretiens tout en suivant leurs activités sur Facebook. Mais nous avons également mené des entretiens et suivi des acteurs que l'on pourrait dire « ordinaires » du mouvement afin de comprendre la diversité des motifs d'engagement indépendamment des bénéfices pouvant être retirés de l'acquisition d'un statut au sein du mouvement.

³⁶ Andy Byford l'évoque dans un article sur les travaux d'Alexei Yurchak consacrés à « la dernière génération soviétique ». A. Byford, « Poslednee sovetskoe pokolenie v Velikobritanii », *Neprikosnovennyj Zapas*, n° 2(64), 2009.

Pourquoi choisir de citer les échanges sur Facebook³⁷ en particulier ? Parce que ce réseau social est le lieu d'une conversation permanente entre les acteurs, se connaissant pour la plupart hors-ligne. Notre intérêt pour les interactions entre les acteurs et pour les discours qu'ils produisent nous a conduit à porter une grande attention aux échanges sur Facebook, ce qui nous a permis de compléter les entretiens individuels qui ne reflétaient pas l'intégralité des débats qui traversent actuellement la communauté politique russe. Facebook est en outre l'outil de coordination des actions le plus utilisé par les acteurs qui font l'objet de cette recherche. C'est pourquoi se priver de cette source d'information aurait selon nous constitué une omission majeure. Inversement, se fonder sur les seuls échanges Facebook aurait été très largement insuffisant dans la mesure où nous n'aurions pu comprendre le contexte des interactions et les conditions de la production des discours dont le réseau social était le lieu, ce qui aurait nécessairement conduit à des mésinterprétations. En résumé, les trois méthodes — l'observation participante, la conduite d'entretiens semi-directifs et d'échanges informels ainsi que le suivi régulier des échanges Facebook — ont été utilisées conjointement, sans que l'une prenne le dessus sur les autres. Ces méthodes se complétaient et se nourrissaient mutuellement.

³⁷ Nous avons opté pour le suivi d'échanges *via* Facebook au détriment des autres réseaux sociaux (et notamment *vkontakte.ru* et *livejournal.com* qui sont très utilisés en Russie), car dès le début du mouvement de contestation en France, ces échanges entre les principaux participants à ces événements ont principalement eu lieu *via* Facebook. Par ailleurs, *vkontakte.ru*, est jugé par les militants russes en Russie et à l'étranger comme peu fiable en raison des potentielles fuites d'information. Si par le passé *livejournal.com* a rencontré un grand succès en Russie pour les discussions sociopolitiques, il a depuis quelque peu perdu de son attractivité suite à l'émergence de Facebook, puis de Twitter.

Partie I. La fabrique du compatriote

*« Le nom même d'URSS est le seul nom d'État au monde qui ne comporte en lui aucune référence à une localité ou à une nationalité. Le seul nom propre d'État qui en somme ne comporte aucun nom propre donné, au sens courant du terme : l'URSS est le nom d'un individu étatique, d'un État individuel et singulier qui s'est donné ou a prétendu se donner son propre nom propre sans référence à aucun lieu singulier ni à aucun passé national. » (J. Derrida, *Moscou, aller-retour*³⁸)*

Les tentatives de l'État russe pour approcher « ses expatriés » ne sont ni nouvelles, ni inédites. Tout au long de l'histoire migratoire russe, l'État russe puis soviétique a toujours gardé un œil sur les migrants russes, réunis en communauté et en diaspora. Mettre l'accent sur les seules politiques de l'État russe ne nous semble néanmoins pas heuristique dans le cadre de cette recherche. En effet, l'intérêt de l'État russe envers les migrants n'existerait pas, s'il n'y avait pas un intérêt persistant des communautés russes de l'étranger pour la politique intérieure de leur pays d'origine. C'est cette relation qu'il est donc nécessaire d'étudier. Celle-ci a toujours été fondée sur des interactions de diverses natures et dans différents domaines, en prenant tantôt la forme de la coopération, tantôt celle de l'opposition. De la fin du XIXe siècle à nos jours, en passant par la période post-révolution, l'État russe et les migrants ont toujours maintenu des relations complexes entre l'intérieur et l'extérieur nationaux-politiques. Les émigrés révolutionnaires des pays européens, bannis par l'État tsariste, devenaient les dirigeants du nouveau pays³⁹, tandis que les anciens dirigeants devenaient les nouveaux émigrés. Mais dès la fin des années 1920, les ex-nouveaux dirigeants, anciens émigrés révolutionnaires, suite à l'accession au pouvoir de Joseph Staline, devenaient à nouveau des émigrés, contraints de quitter le pays⁴⁰. Après la fermeture des frontières soviétiques dans les années 1930 et jusqu'aux années 1960-1970, la relation entre l'intérieur et l'extérieur nationaux s'est affaiblie⁴¹. Puis elle a repris, à l'époque de Léonid Brejnev, avec les départs

³⁸ J. Derrida, *Moscou, aller-retour*, Paris, Editions de l'aube, 1995, Pp. 17-18.

³⁹ Il s'agit bien sûr des leaders du Parti bolchévique, tels que Lénine, Trotski, Kamenev, et Zinoviev, ainsi que d'autres révolutionnaires qui ont passé du temps dans l'émigration, et ce principalement en Suisse et en France.

⁴⁰ Le plus imminent représentant de cette émigration est Léon Trotski qui fut chassé de l'URSS à la suite de son conflit avec Joseph Staline, puis assassiné par les services soviétiques au Mexique en 1940.

⁴¹ Catherine Gousseff évoque la désorientation éprouvée par la communauté russe à la suite de la Seconde Guerre mondiale. C. Gousseff, « Les mutations de la communauté russe de Paris après la Seconde Guerre mondiale », in Marès, A., Milza, P. (dir.), *Le Paris des étrangers depuis 1945*. Paris, Publications de la

des dissidents soviétiques, dont certains, bien après la chute de l'URSS, ont cherché à se présenter aux élections présidentielles en Russie⁴². C'est là en somme un exemple de la corrélation entre division et réunion⁴³, thématique par Georg Simmel et dont Stéphane Dufoix approfondit la compréhension dans ses réflexions sur la complémentarité entre l'intérieur et l'extérieur, lesquels n'ont jamais entretenu de relations de pure exclusion mutuelle. Dans cette corrélation,

« le pont met l'accent sur le second terme et surmonte l'écartement de ses aplombs en même temps qu'il le rend perceptible et mesurable, la porte, elle, illustre de façon plus nette à quel point séparation et raccordement ne sont que les deux aspects du même acte. (...). La porte, en créant si l'on veut une jointure entre l'espace de l'homme et tout ce qui est en dehors de lui, abolit la séparation entre l'intérieur et l'extérieur »⁴⁴.

L'histoire de ces interactions et de ces échanges est-elle terminée ? Certainement pas, mais elle prend aujourd'hui des formes différentes. Comme l'ont annoncé à plusieurs reprises des chercheurs russes, l'émigration économique lors des toutes dernières années de l'URSS, et surtout après sa chute, est la « première émigration civilisée »⁴⁵ depuis la Russie. Si l'usage de l'adjectif « civilisé » est pour le moins inapproprié, et d'autant plus problématique lorsqu'il est traduit en français, les auteurs ont néanmoins le mérite de souligner un élément capital pour notre analyse, dans la mesure où ils font le constat de la fin de cette relation spécifique d'antagonisme et de complémentarité entre l'intérieur et l'extérieur nationaux-politiques.

Cependant, que le départ du pays ait des motifs *politiques* n'est pas une condition *sine qua non* du développement d'activités politiques dans la communauté des émigrés, comme l'a déjà montré Stéphane Dufoix dans ses travaux sur l'exopolitie⁴⁶. La fin de l'« État sans aucun

Sorbonne, 1994. Plusieurs historiens et sociologues précisent cependant que si l'émigration était freinée par ces contraintes, elle n'a jamais cessé d'exister. N. Struve, *Soixante-dix ans d'émigration russe (1919-1989)*. Paris, Fayard, 1996 ; A. Višnevski, Ž. Zajontčkovskaâ, « Volny migracii. Novaâ situaciâ », *Svobodnaâ mysl'*, n° 12, 1992.

⁴² Nous pensons ici à Édouard Limonov qui, quoi que ne s'identifiant pas aux dissidents, a cependant quitté le pays à l'instar d'autres intellectuels soviétiques durant cette période. Afin de pouvoir se présenter aux élections présidentielles en Russie en 2008, il a abandonné la nationalité française qu'il avait acquise dans l'émigration. Le deuxième émigré, lui véritablement dissident, Vladimir Bukovski, qui avait été échangé dans les années 1970 contre le militant communiste chilien Luis Corvalán (échange qui a eu lieu entre l'URSS et les États-Unis) a lui aussi cherché à se présenter aux élections présidentielles de 2008, mais sa candidature n'a pas pu être enregistrée car, à la différence de Limonov il n'a pas voulu abandonner sa nationalité britannique, et a même considéré scandaleux qu'on exige cela de lui. Il nous a confié cette dernière information lors d'un entretien le 28 juillet 2012 à Cambridge.

⁴³ G. Simmel, « Pont et porte », in G. Simmel, *La Tragédie de la culture et autres essais*. Paris, Rivages, 1988, p. 164.

⁴⁴ S. Dufoix, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », *op.cit.*, p. 18.

⁴⁵ P. Polân, « Emigraciâ : kto i kogda v XX veke pokidal Rossiâ », *op.cit.*, Pp. 493-519.

⁴⁶ S. Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais, Tchécoslovaques en France après 1945*, *op.cit.*

nom propre » n'implique pas pour autant la fin de l'opposition des nationaux, fraîchement exilés, au nouvel État russe. L'État n'est plus le même, il a un nom, qu'il désire ancrer plus fortement encore dans l'histoire. Cependant, pour ce qui est des relations entre l'intérieur et l'extérieur nationaux, à la fois antagonistes et complémentaires politiquement, elles se reproduisent avec une similitude frappante : au début des années 2000, les anciens « nouveaux dirigeants » du pays sont à nouveau contraints de partir⁴⁷.

Si le contexte des relations État d'origine/migrants russes a largement été modifié, il ne s'ensuit pas que de nouvelles formes d'interactions antagonistes et complémentaires ne se soient pas substituées aux précédentes. La liberté de circulations — pour la plupart des migrants russes — entre le pays d'origine et le pays d'accueil d'une part, le durcissement du régime politique en Russie d'autre part, constituent le nouveau contexte politique dans lequel émergent le « projet des compatriotes », d'un côté, et la mobilisation des migrants contestataires de l'autre. C'est à l'analyse du premier pôle de ces relations, le « projet des compatriotes », que nous nous consacrons dans cette première partie.

Qui est l'objet du projet des compatriotes, autrement dit de cette recherche de ce qui serait susceptible d'unifier, de mettre en commun, la Russie à l'intérieur de ses frontières et la « Russie hors-frontières »⁴⁸ ? Quelles étaient les forces politiques qui ont contribué à l'émergence de ce projet en Russie ? Enfin, pourquoi et comment la Russie prévoit-elle de développer ce projet plus avant et de diffuser le concept pourtant contesté de compatriote ? Pourquoi adjoindre à ce concept celui de Monde russe ? Telles sont les questions auxquelles nous tâcherons d'apporter des réponses.

⁴⁷ Nous pensons avant tout ici à l'oligarque russe Boris Berezovski, qui a quitté la Russie à la suite des conflits au sein de l'élite du gouvernement. Après avoir contribué à l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, il a fait l'objet de la disgrâce du président peu de temps après.

⁴⁸ Nous reprenons ici le terme qui a été utilisé par les émigrés de la première vague d'émigration après 1917 et que l'État russe reprend aujourd'hui afin de construire le projet des compatriotes.

Chapitre 1. L'objet du projet des compatriotes

Commençons par éclaircir ce qui constitue à proprement parler l'objet du projet des compatriotes. A qui s'adresse ce projet? Qu'est-ce qu'un compatriote ? Afin de répondre à ces questions, il est nécessaire de faire un bref rappel de l'histoire migratoire russe, c'est-à-dire de l'histoire de l'émigration russe, depuis le début du XXe siècle jusqu'à l'éclatement de l'Empire soviétique, lequel est un moment clé du début de la structuration du projet des compatriotes.

Les migrations russes au XIXe siècle, généralement décrites comme faibles d'un point de vue numérique, étaient cependant fortes d'un point de vue symbolique. Il s'agit en premier lieu des migrants juifs de l'Empire, fuyant les pogroms ou partant pour des motifs économiques, ces deux raisons étant souvent étroitement liées. Les émigrés de l'Empire russe ont pris part à de grandes migrations intercontinentales entre 1861 et 1915, périodes où plusieurs millions de ses ressortissants se sont dirigés vers les États-Unis. Les Juifs de l'Empire quittaient ce dernier à cause de la situation économique très défavorable dans les zones où ils étaient tenus de résider (*čerta osedlosti*), où sévissaient régulièrement des famines ; d'autres le quittaient à cause du service militaire obligatoire dans l'Empire⁴⁹. Les départs s'intensifient après une série de pogroms anti-juifs entre 1881 et 1882 — selon le recensement de 1897, 5 189 000 Juifs résidaient au sein de l'Empire russe, majoritairement sur les territoires annexés à la Russie suite aux trois partages de la Pologne⁵⁰. La déportation par les autorités impériales des Juifs de Moscou accélère ce processus. Les données sur les départs varient d'un auteur à l'autre : V.M. Kabuzan cite un chiffre de 1,5 millions de Juifs de l'Empire, arrivés aux États-Unis entre 1870 et 1920⁵¹. Le gouvernement impérial encourage ces départs, y voyant la solution de ce qu'il appelle la « question juive ». Les sorties sont facilitées par le décret de 1880 qui autorise les migrants juifs à passer la frontière, en les privant alors de leur nationalité russe.

Il s'agit deuxièmement des migrations des révolutionnaires russes, certainement moins nombreux, mais très importants du point de vue de l'histoire du pays. Cette émigration peut

⁴⁹ J. D. Klier, *Imperial Russia's Jewish Question, 1855-1881*. Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1995. La question du service militaire obligatoire que certains jeunes cherchent à éviter est également évoquée pour les départs d'étudiants juifs en France, quoi qu'elle ne semble pas être primordiale dans le projet de partir ; les études restent pour ces étudiants la principale raison de départ en France. B. Czerny, « L'association des étudiants russes de Paris », *Cahiers du monde russe*, Vol. 48, n° 1, 2007, Pp. 14-15.

⁵⁰ V.M. Kabuzan, *Russkie v mire. Dinamika čislenosti i rasseleniâ (1719-1989). Formirovanie etničeskikh i političeskikh granic russkogo naroda*. Moscou, Blits, 1996.

⁵¹ V.M. Kabuzan, *Èmigraciâ i reèmigraciâ v Rossii v XVIII-načale XX veka*. Moscou, Nauka, 1998.

être divisée en deux périodes majeures correspondant à l'évolution des idéologies politiques révolutionnaires en Russie : la période qui correspond à l'émigration d'Alexandre Herzen⁵² en 1847, qui se clôt en 1883 avec la création d'un groupe marxiste de « Libération du travail à Genève » ; la période des socialistes de différentes obédiences, Vladimir Lénine demeurant le plus célèbre d'entre eux. Les pôles d'émigration des révolutionnaires en Europe sont localisés en Suisse, en France, en Grande-Bretagne. Il existe aussi des pôles secondaires en Italie et en Belgique. Le gouvernement russe s'efforce alors d'empêcher cette émigration et signe même des accords de rapatriement de migrants politiques russes avec certains pays. Par ailleurs, les deux catégories d' « émigré révolutionnaire » et de « Juif de l'Empire » se confondent dans les rapports de police français sur les « agissements » des Russes en France. C'est non seulement parce qu'il existe en effet un parti socialiste juif (le Bund)⁵³, bien représenté dans l'émigration, mais parce que la police soupçonne tout simplement tous les Juifs de l'Empire russe d'être d'une manière ou d'une autre reliés aux milieux qualifiés de « nihilistes » ou d' « anarchistes » russes à Paris⁵⁴.

S'il est aujourd'hui d'usage de faire débiter l'histoire migratoire russe à partir de ce qui est appelé la première vague d'émigration — sous-entendu la première vague d'émigration après la révolution - la Russie a bel et bien connu d'importantes vagues d'émigration avant la révolution. Catherine Gousseff donne par exemple le chiffre de 35 000 sujets de l'Empire de Russie enregistrés en France en 1911, pour la plupart dans le Bassin parisien et sur la Côte d'Azur⁵⁵, ce qui est donc loin d'être négligeable. Si certains d'entre eux sont arrivés directement en France, d'autres ont y été renvoyés depuis la Suisse⁵⁶. S'il est vrai que ces migrations étaient limitées, d'une part, par la nécessité de posséder un passeport délivré par les autorités tsaristes pour quitter le pays et, d'autre part, par les processus de colonisation des terres du vaste Empire, les émigrés russes se sont tout de même inscrits dans des processus de migrations transatlantiques et ont laissé de profondes traces politiques dans les différents pays européens. Les autorités actuelles en Russie, dans leur effort de reconstruction de l'histoire migratoire russe, ne confèrent quasiment aucune attention à cette émigration d'avant la révolution, et ce notamment en raison de sa franche opposition politique à l'Etat russe. Par

⁵² Philosophe et essayiste russe, ayant eu une importante influence sur des *narodniki*, mouvement socialiste agraire en Russie, actif de 1860 à la fin du XIXe siècle.

⁵³ C. Weill, « Le Bund russe à Paris, 1989-1940 », *Archives Juives*, Vol. 34, n° 2, 2001.

⁵⁴ M. Lesure, « Les mouvements révolutionnaires russes de 1882 à 1910 d'après les fonds F7 des Archives Nationales », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 6, n° 2, 1965. Pp. 279-326.

⁵⁵ C. Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride, op.cit.*, p. 11.

⁵⁶ M. Lesure, « Les réfugiés révolutionnaires russes à Paris », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 6, n° 3, 1965. Pp. 419-436.

ailleurs, en glorifiant l'histoire migratoire russe d'après 1917, les autorités cherchent cependant à en extraire la dimension politique, et en particulier ce que l'on a appelé l'« activisme blanc »⁵⁷, en glorifiant au contraire les seuls aspects de l'organisation culturelle et sociale de la diaspora impériale. Cette approche sélective quant à l'histoire migratoire russe s'explique précisément par cette double relation que l'émigration russe a toujours maintenue face à l'État russe, une relation d'antagonisme et de complémentarité. En effet, l'Empire russe et ensuite soviétique s'est toujours efforcé d'empêcher les sorties du territoire, de freiner pour ainsi dire la transétatisation de la nation, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils y soient totalement parvenus et que les pratiques transétatiques des nationaux russes aient été inexistantes. C'est justement parce qu'elles existaient bel et bien que l'État a toujours cherché à les annihiler. Si depuis la chute de l'URSS, et avant tout depuis les années 2000, l'État russe cherche à travers le projet des compatriotes, à « jeter des ponts », pour reprendre la formule de Stéphane Dufoix⁵⁸, entre la Russie et les Russes de l'étranger, il le fait en n'encourageant que les seules expressions culturelles de la diaspora d'autrefois et d'aujourd'hui. Étant donné que la Russie se présente de nos jours comme héritière de l'URSS, parler à l'échelle institutionnelle de la politique dans l'émigration ne peut qu'être "politiquement incorrect"⁵⁹.

1.1 - Définir le système migratoire postsoviétique

La nécessité de consacrer un sous-chapitre entier au fonctionnement du système migratoire soviétique d'abord, postsoviétique ensuite, est née d'une rencontre de terrain en mai 2010 à Londres. Lors d'un événement organisé par une association bouddhiste russe dans un square de Soho, nous avons croisé un jeune Russe balte résidant en Grande-Bretagne depuis quelques mois. Né en Lituanie de parents russes, ce jeune homme obtient, à la chute de l'URSS, la nationalité lituanienne. Il décide en 2006, après avoir terminé ses études au lycée, de « rentrer » en Russie. Un an plus tard, il se retrouve dans une ville moyenne de Sibérie où la pénurie de main-d'œuvre est particulièrement importante. Déçu par l'accueil qui lui est

⁵⁷ L. Škarenkov, *Agoniâ beloĵ èmigracii*. Moscou, Mysl', 1987.

⁵⁸ S. Dufoix, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », *op.cit.*, p. 15.

⁵⁹ Cette insistance sur la culture russe dans l'émigration est cependant aussi le produit de l'écriture de l'histoire interne de l'émigration russe après 1917 par les émigrés eux-mêmes : « l'ego-histoire induit en effet un angle de vue qui a conditionné les recherches ultérieures pour devenir le cadre même des études ». À contrepied de Marc Raëff, exaltant le côté culturel de l'émigration russe opposé à sa « stérilité politique », due au fractionnisme, Catherine Gousseff regrette quelque peu que « l'histoire de la Russie en exil fut appréhendée comme une histoire culturelle ». M. Raëff, *Russia Abroad. A Cultural History of the Russian Emigration*. New York/Oxford, Oxford University Press, 1990 ; C. Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, *op.cit.*, p. 13.

réservé par ses « compatriotes » en Russie, il choisit de reprendre la route, mais à présent pour se rendre ailleurs que dans ses deux pays d'origine, la Lituanie et la Russie, aucun des deux n'étant une véritable « maison » pour lui. Parce qu'il illustre parfaitement la situation que vivent actuellement des milliers de personnes originaires de l'espace postsoviétique, cet exemple de parcours migratoire témoigne de la complexité des facteurs et des relations qui influent aujourd'hui sur les destinations migratoires depuis et à l'intérieur de l'espace postsoviétique.

Par « système migratoire postsoviétique » nous entendons un ensemble régional mettant en interaction les systèmes migratoires régionaux européen et asiatique. Comme l'écrit Gildas Simon :

« L'approche en système semble une démarche particulièrement pertinente pour comprendre l'organisation, le fonctionnement et l'articulation des flux et des logiques migratoires, la manière dont un système « processe » en relation, en interaction avec son environnement, sa capacité d'adaptation, les effets de rétroaction, avec des effets imprévus. »⁶⁰

Le concept de système migratoire, défini par Akin Mabogunje⁶¹ puis développé par James T. Fawcett⁶² et Thomas Faist⁶³, a principalement été mobilisé pour décrire les processus migratoires dans trois régions du monde : l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie-Pacifique et s'est ainsi centré sur les pays d'immigration industrialisés⁶⁴. Dans son ouvrage publié en 2008, Stéphane de Tapia propose quant à lui de parler de système migratoire euroméditerranéen, lequel

« semble relever d'une autonomisation de l'espace méditerranéen lato sensu, avec l'émergence de nouvelles économies intégrées et puissantes (Espagne, Irlande), celles de mégapoles autrefois relais de l'émigration, aujourd'hui pôles de recrutement de migrants internationaux à longue distance (Madrid, Lisbonne, Barcelone, Istanbul, Le Caire, Athènes, Beyrouth, Tel Aviv...), l'apparition de nouveaux pays d'émigration (Albanie, Ukraine, Bulgarie, Roumanie, Moldavie, Arménie...), le retour sur scène de certains pays d'émigration (Pologne), la multiplication d'espaces de transit entre

⁶⁰ G. Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris, Armand Colin, 2008, p. 20.

⁶¹ A.L. Mabogunje, « Systems approach to a theory of rural urban migration », *Geographical Analysis*, Vol. 2, n° 1, 1970.

⁶² J. T. Fawcett, « Networks, linkages, and migration systems », *International Migration Review*, Vol. 3, n° 23, 1989.

⁶³ T. Faist, « Migration in Contemporary Europe: European Integration, Economic Liberalization, and Protection », in Klausen, J., Tilly, L. (dir.), *European Integration in Social and Historical Perspective 1850 to the Present*. Boulder, CO, Rowman and Littlefield, 1997.

⁶⁴ G. Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation*, op.cit. ; G. Simon, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*. Paris, PUF, 1995 ; S. de Tapia, *Système migratoire euroméditerranéen : effets des transferts financiers dans les pays d'origine*. Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2008.

l'Afrique et l'Europe (Maghreb, Égypte et Libye, Turquie), l'Asie et l'Europe (Turquie, Ukraine, Russie sur la mer Noire), l'Amérique latine et l'Europe (Espagne et Portugal). »⁶⁵

Selon Stéphane de Tapia, l'autonomie de ce système ne remet pas en cause l'attractivité des pays ouest-européens aux yeux des migrants, mais permet de rendre compte des changements politico-économiques récemment intervenus en Europe. Cependant, cette nouvelle approche ne prend que partiellement en compte les processus migratoires en URSS et dans l'espace postsoviétique car, si elle permet de décentrer les réflexions sur les dynamiques migratoires en Europe de l'Ouest, elle les recentre sur un autre espace, le pourtour méditerranéen. Stéphane de Tapia évoque les nouveaux échanges entre les pays anciennement soviétiques et le reste de la région euroméditerranéenne, mais ne développe pas la question des flux et réseaux migratoires internes à l'espace postsoviétique.

Tout en nous appuyant sur les approches de Gildas Simon et de Stéphane de Tapia, nous proposons de déplacer la focale depuis les pôles d'attractivité des systèmes migratoires européen et euroméditerranéen vers l'espace postsoviétique dont les ressortissants, en vertu de leurs expériences migratoires et politiques, contribuent à relier et articuler les espaces respectifs de l'ancienne URSS et de l'Europe. Le système migratoire postsoviétique constitue un exemple de la recomposition du système migratoire européen dont les complexes régionaux « vont sans doute vers une fusion relative »⁶⁶ avec ceux des autres systèmes (d'Asie par exemple). Les flux migratoires au sein du système migratoire postsoviétique mettent en relation plusieurs « ensembles géopolitiques » : les pays de l'espace postsoviétique entre eux ; les pays de l'espace postsoviétique et les pays de l'Union européenne ; les pays de l'espace postsoviétique et les autres pays d'Asie, dont notamment la Chine.

Le terme « géopolitique » renvoie ici à « l'analyse critique du discours géographique sur lequel les politiques étrangères des grandes puissances s'appuient pour définir leurs conceptions d'ensemble et leurs options prioritaires à l'échelle mondiale »⁶⁷. Du point de vue du discours géopolitique, ces espaces (Union européenne, espace postsoviétique, Asie) se distinguent par la divergence des choix idéologiques, économiques et politiques faits par les États qui composent ces ensembles régionaux. La conception géopolitique de l'espace postsoviétique comme espace « réglementé » et « hiérarchisé » par les politiques de différents

⁶⁵ S. de Tapia, *Système migratoire euroméditerranéen : effets des transferts financiers dans les pays d'origine*, *op.cit.*, p. 14.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 13. De nombreux auteurs soulignent par ailleurs le flou des frontières actuelles de différents systèmes migratoires. C. Withol de Wenden, *La question migratoire au XXI^e siècle. Migrants réfugiés, et relations internationales*. Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

⁶⁷ J. Agnew, « Géopolitique », in Lévy, J., Lussault, M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 2006, p. 409.

États ne reflète cependant que partiellement la perception qu'ont les migrants de leurs « espaces de vie » dans lesquels, en vertu de leur mobilité, ils se sentent parfaitement « intégrés ».

Des recherches récentes ont démontré l'existence de plusieurs champs migratoires à l'intérieur du vaste système migratoire postsoviétique. Les travaux autour des circulations migratoires des personnes originaires d'Asie Centrale ont apporté un éclairage décisif sur le fonctionnement du champ migratoire entre les nouveaux pays émergents de l'espace postsoviétique (Russie et Kazakhstan) et les pays d'Asie Centrale⁶⁸. La contribution de la thèse de doctorat d'Adeline Braux à la connaissance du champ migratoire entre le Sud-Caucase et la Russie est à cet égard considérable⁶⁹. D'autres recherches, notamment en Russie, ont mis en évidence la complexité de la situation de « retour » des populations non-éponymes des nouveaux États indépendants⁷⁰. Ces travaux n'ont cependant pas réellement mis en exergue les liens migratoires qui existent entre les trois ensembles « géopolitiques » du système migratoire postsoviétique.

Il s'agira dans ce sous-chapitre d'examiner les champs et espaces migratoires qui composent le système migratoire postsoviétique, et ce dans sa dimension temporelle afin de démontrer la continuité entre les processus migratoires de l'époque soviétique et ceux postérieurs à la chute de l'URSS. L'inscription dans l'histoire de ces processus migratoires permet ainsi de saisir la complexité des parcours migratoires de nos acteurs-migrants, rencontrés lors du terrain. La particularité « politique » du système migratoire postsoviétique tient à la redéfinition permanente de ce qui lui est intérieur et extérieur. Afin de rendre compte de la politique actuelle des autorités russes envers ce qu'ils nomment les compatriotes, il est nécessaire d'analyser des processus migratoires qui étaient à l'œuvre avant la chute de l'URSS. Il s'agit en effet de savoir si la mobilité au sein de cet immense espace était libre de

⁶⁸ Voir par exemple M. Reeves, « Po tu storonu ekonomičeskogo determinizma : mikro dinamika migracii iz sel'skogo Kirgizstana », *Neprikosnovennyj zapas*, n° 4, 2009 ; O. Ferrando, « Politiques diasporiques et flux migratoires : les États-nations et leurs minorités co-ethniques de l'étranger », in M. Laruelle (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*. Paris, Petra, 2010 ; M. Laruelle, « Le nouveau rôle de la Russie en Asie centrale : les migrations de travail des Centre-asiatiques vers la Fédération russe », *Revue internationale et stratégique*, Vol. 4, n° 64, 2006.

⁶⁹ A. Braux, *Migrations, transnationalisme et nouvelles diasporas dans l'espace post-soviétique. Les immigrés sud-caucasiens en Fédération de Russie*. Thèse de sciences politiques, CERi, Sciences Po, 2011.

⁷⁰ N. Kosmarskaâ, « My vse sečas v odnoj lodke – i russkie, i kirgizy. Ob etničnosti kak faktore socialnogo razmeževaniâ v postsovetstvih obščestvah », *Neprikosnovennyj zapas*, Vol.4, n 55, 2009 ; E. Sadovskaâ, « Kazahstan v Central'noaziatskoj migracionnoj subsysteme », in Ž. Zajončkovskaâ, G. Vitovskoj (dir.) *Postsovetstvie transformacii : otkrazenie v migraciâh*. Moscou, Adamant, 2009 ; E. Kirillova, E. Filippova, V. Tiškov, Ž. Zajončkovskaâ, N. Gorlanova, R. Senčîn, « Vynuždennye pereselency : pol'za ili obuza dlâ Rossii ? », *Znamâ*, n° 6, 2003 ; A. de Tinguay, « Le 'retour' des Russes : où en est la Russie aujourd'hui ? », *Hommes et migrations*, n° 1235, 2002.

toute contrainte, ou s'il existait tout de même des frontières limitant, sinon empêchant, les relations entre des centres et des périphéries, entre un « intérieur » et un « extérieur », au sein du même pays, frontières qui seraient une origine de la multiplicité des champs migratoires du système postsoviétique après la chute de l'URSS. Autrement dit, peut-on ou non affirmer que les populations soviétiques avaient la possibilité de migrer d'une région à l'autre sans être confrontées à la contrainte administrative que suppose le franchissement des frontières internationales ? Afin de comprendre les divers flux migratoires constitués à la chute de l'URSS, il convient donc au préalable de faire un bref rappel des pratiques migratoires dans l'Union soviétique.

1.2 - Un système migratoire hermétique ?

Il est devenu commun de parler de l'espace soviétique comme clos, fermé sur l'extérieur et aux soldes migratoires quasiment nuls⁷¹. Les travaux qui portent sur les migrants Russes à l'intérieur de l'URSS — Hélène Carrère d'Encausse parle de véritables « nomades »⁷² —, se sont avant tout efforcés d'expliquer les motifs de cette dispersion, sans réellement décrire la spatialité propre à la mobilité de ces populations, et ce à travers les parcours migratoires personnels⁷³. Les migrations russes en URSS ont ainsi été considérées comme des migrations internes à un même État⁷⁴, ce qui, de fait, empêche de parler de système migratoire soviétique. Alain Blum souligne cependant que, d'un certain point de vue, on peut considérer certains flux migratoires en URSS et en République socialiste soviétique

⁷¹ J.-C. Chesnais, « L'émigration soviétique : passé, présent et avenir », *Conférence internationale sur les migrations*, Paris, OCDE, 1991.

⁷² H. Carrère d'Encausse, *Decline of an Empire : The Soviet Socialist Republics in Revolt*. New York, TBS The Book Service Ltd, 1980, p. 71.

⁷³ Si les travaux sur l'histoire et la géographie des migrations en URSS ne manquent pas, peu d'entre eux ont réalisé une analyse des trajectoires personnelles des travailleurs, des déportés, des « enthousiastes » des années 1960. Il est vrai aussi qu'en ce qui concerne les déportés, quelques ouvrages d'histoire y consacrent de longues pages, parfois très détaillées, sans cependant développer en détail d'autres parcours migratoires de l'époque, racontés à travers les récits personnels. Pour les répressions et donc les migrations forcées, racontées à travers les histoires de quelques familles, voir par exemple : Orlando Figes, *Les chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*. Paris, Denoël, 2009. Sheila Fitzpatrick consacre, dans son ouvrage sur le quotidien soviétique des années 1930, un chapitre sur la description du quotidien des déportés. S. Fitzpatrick, *Le Stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*. Paris, Flammarion, 2002. Pour des périodes plus avancées de l'URSS, Tatiana Voronina a étudié les récits de jeunes migrants urbains vers le lac Baïkal, afin de contribuer à la construction de la Magistrale Baïkal-Amour (BAM). T. Voronina, « Young Workers and the Baïkal-Amur Mainline Railroad Project (1974-1984): Social Policy and Life Stories », communication présentée au colloque *National Identity in Eurasia II : Migrancy & Diaspora*, Oxford, Wolfson College, 10-12 July 2009.

⁷⁴ La définition classique de la migration internationale comme « franchissement d'une frontière internationale, avec changement de résidence habituelle, (la) différence (...) de la migration interne qui s'effectue à l'intérieur des frontières d'un État ». G. Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation, op.cit.*, 2008, p. 40.

de Russie comme apparentés aux migrations internationales⁷⁵. Pour notre part, tout en considérant que la terminologie relative aux migrations en URSS demande encore à être discutée, nous pensons que la chose la plus importante ici est que les flux stables de mobilités liés au travail ont structuré et inscrit dans la durée des champs migratoires entre les républiques soviétiques, et plus tard entre les États nouvellement indépendants, ce qui nous autorise à parler de processus de formation d'un proto-système migratoire en URSS. Parallèlement, les migrations depuis l'URSS suite à la révolution de 1917 ont concerné des millions d'émigrés en établissant ou en renforçant des relais déjà existants de l'émigration russe en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et en Asie. Même si, après les années 1930, les sorties du territoire de l'URSS ont été strictement réglementées, les réseaux de migrants russes déjà installés à l'étranger et, plus tard, la pression des États « occidentaux », ont permis de contourner ou d'affaiblir le contrôle de l'État sur les départs de l'URSS. On le comprend déjà, malgré les efforts de contrôle des mouvements des populations et des frontières de l'État soviétique, le système migratoire soviétique a tout de même fonctionné, fût-ce selon des logiques propres et en fonction d'imaginaires collectifs particuliers.

Les statistiques sur les migrations russes à l'époque de l'URSS

Les recherches sur les migrations en URSS ont surtout porté sur les migrations, d'envergure inédite, de la population russe en dehors de la RSFSR⁷⁶. Les statistiques sur les migrations russes au sein de l'URSS proviennent des recensements de la population de 1926, 1939, 1959, 1979 et 1989⁷⁷. Ces données sont cependant à manier avec précaution en raison de la spécificité des conditions de production et d'usage des statistiques en URSS⁷⁸. D'une part, les statistiques pouvaient être manipulées à des fins idéologiques. D'autre part, le système de contrôle des migrations de population en URSS reposait sur la double appartenance : appartenance à l'État central par la citoyenneté supranationale soviétique et appartenance à la communauté ethnoculturelle spatialisée dans le cadre territorial des

⁷⁵ A. Blum, « Les Russes : traces anciennes et nouveaux comportements », *L'Economie politique*, Vol. 1, n 21, 2004 ; A. Blum, S. Zakharov, « Espaces régionaux, espaces nationaux dans l'ex-URSS », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 24, n° 1, 1993.

⁷⁶ République socialiste fédérative soviétique de Russie.

⁷⁷ A. Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS*. Paris, Payot, 2004 ; P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*. Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1995.

⁷⁸ Ainsi que l'ont souligné plusieurs géographes et démographes. Cf. en particulier A. Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS*, *op.cit.* ; P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.*, 1995.

républiques socialistes d'Arménie, d'Ouzbékistan, de Russie, etc⁷⁹. Dans l'environnement multiculturel de l'URSS, il était parfois difficile de donner une réponse univoque à la question de l'ethnicité des individus. L'introduction des passeports internes en 1932 a fait émerger une « ethnicité officielle » inscrite sur ces mêmes passeports⁸⁰. Les recenseurs n'étaient cependant pas autorisés à reporter la nationalité inscrite sur le passeport, mais devaient demander aux individus la nationalité à laquelle ils se sentaient appartenir. De ce fait, ces recensements (déclaratifs) reflètent mieux les identifications des Soviétiques que le système de passeports. Selon ces données, la population de nationalité russe s'est fortement dispersée à travers l'espace soviétique : « entre 1897 et 1970, le nombre de Russes résidant à l'extérieur de la RSFSR a augmenté de plus de 15 millions »⁸¹.

Tableau 1 : Les Russes dans les républiques ex-soviétiques en 1989

République	en milliers	en % de la population totale	en % de Russes résidant dans les zones urbaines
Estonie	475	30,3	92
Lettonie	906	34	85
Lituanie	344	9,4	90
Biélorussie	1342	13,2	87
Moldavie	562	13	86
Ukraine	11,356	22,1	88
Géorgie	341	6,3	86
Arménie	52	1,6	85
Azerbaïdjan	392	5,6	95
Turkménistan	334	9,5	97
Tadjikistan	388	7,6	94
Ouzbékistan	1653	8,3	95
Kirghizstan	917	21,5	70
Kazakhstan	6228	37,8	77

Source : Paul Kolstoe, « Interstate Integration in the Post-Soviet Space. The Role of the Russian Diaspora », 2000.⁸²

⁷⁹ Y. Slezkine, « The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promote Ethnic Particularism », *Slavic Review*, Vol. 53, n 2, 1994.

⁸⁰ A. Blum, E. Filippova, « Territorialisation de l'ethnicité, ethnisation du territoire (le cas du système politique soviétique et russe) », *Espace géographique*, Vol. 4, n° 35, 2006.

⁸¹ P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics, op.cit.*, Pp. 41-46.

⁸² P. Kolstoe, « Interstate Integration in the Post-Soviet Space. The Role of the Russian Diasporas », in Dwan, R., Pavliuk, O. (dir.), *Building Security in the New States of Eurasia: Subregional cooperation in the former Soviet space*. Armonk/New York, M.E.Sharpe, 2000.

D'après les données présentées dans le Tableau 1, les flux migratoires de la population russe allaient surtout de la partie occidentale de l'URSS vers sa partie orientale, notamment vers les républiques d'Asie Centrale et du Kazakhstan. Selon l'analyse de Paul Kolstoe, l'augmentation de la population russe hors la RSFSR s'explique non seulement par l'amplification des flux migratoires, mais aussi par la forte « acculturation » des non-Russes de cette région, inclus dans les recensements dans le groupe de nationalité russe (c'est le cas notamment des Ukrainiens et des Biélorusses en dehors de « leurs » républiques). C'est précisément en raison de cette « acculturation » que nombre de nos interlocuteurs « non-russes » en France et Grande-Bretagne ont déclaré se sentir appartenir avant tout à la culture russe ou, réponse plus fréquente encore, à la culture soviétique, marquée par la langue et la culture russes. Les pertes humaines plus importantes dans la partie ouest de l'URSS lors de la Seconde guerre mondiale sont également à prendre en compte dans l'explication de ces variations⁸³. Selon les données de Sergueï Bruk et Vladimir Kabuzan, le nombre de Russes en dehors de la RSFSR a augmenté d'environ 24 millions entre 1917 et 1979⁸⁴. Ces auteurs affirment qu'au moins la moitié de ces Russes (12 millions environ) ont migré vers ces républiques durant la période soviétique.

La période des deux premiers plans quinquennaux (1926-1939) est une période d'accélération des migrations russes en dehors de la RSFSR, la population russe y passant de 5,1 millions à 9,3 millions. Les deux républiques où la présence russe était importante d'un point de vue historique, l'Ukraine et la Biélorussie, connaissent cependant une décroissance de la population russe sur leurs territoires durant cette période en raison de la grande famine, en particulier en Ukraine. Une des particularités de la migration russe de la période soviétique est que les Russes se dirigent principalement vers les grandes villes et font ainsi augmenter la population urbaine des républiques soviétiques, ce qui est en contraste avec l'époque de la Russie impériale durant laquelle les migrants se dirigeaient surtout vers les espaces ruraux⁸⁵ — mais comme le note Paul Kolstoe, *toutes* les nationalités soviétiques s'urbanisent dès qu'elles se trouvent en-dehors de leurs républiques éponymes, les Russes ne constituant donc aucunement une exception.

⁸³ P. Polân, *Ne po svoej vole. Istorîâ i geografiâ prinuditel'nih migracij v SSSR, op.cit.*

⁸⁴ S.I. Bruk, V.M.Kabuzan, « Dinamika čislennosti i rasseleniâ russkih posle Velikoj Oktâbr'skoj socialističeskoj revolucii » (La dynamique du nombre et de l'installation de Russes après la Grande Révolution socialiste d'Octobre), *Sovetskaja etnografiâ*, LVI, n° 5, 1982.

⁸⁵ J. Radvanyi, O. Bronnikova, « Les migrations, un enjeu de la politique démographique russe », in Gildas Simon (dir.), *Dictionnaire géohistorique des migrations internationales*. Paris, Armand Colin, à paraître en 2014.

Parallèlement aux migrations internes, les migrations en-dehors de la Russie soviétique et de l'URSS se divisent en trois vagues de départ. La première vague d'émigration a lieu de 1918 à 1922 et concerne de larges franges de la population. Les militaires de l'Armée blanche organisent l'évacuation des civils fuyant la guerre ; les intellectuels et les représentants des forces politiques opposées au régime bolchévique (membres du gouvernement provisoire, mencheviks, anarchistes, socialistes-révolutionnaires, etc.) sont également contraints d'émigrer. Les départs se font majoritairement par le sud de l'Empire, par la Crimée où l'Armée blanche du général Piotr Wrangel a été refoulée et par Odessa : les réfugiés sont ainsi envoyés par le Conseil d'émigration, formé à cet effet, à Constantinople, Gallipoli, ainsi qu'en Bulgarie⁸⁶. Outre ces évacuations, la fin de la guerre civile en Russie est marquée par des expulsions, peu importantes en nombre mais symboliquement fortes comme l'illustre le « bateau des philosophes », avec à son bord une cinquantaine de scientifiques célèbres de l'Empire ou l'expulsion de personnalités politiques mencheviks et autres en 1922. Ces expulsions ont profondément marqué l'histoire russe et soviétique, ainsi qu'en témoignent les mentions récurrentes qui y sont faites dans les discours de migrants que nous avons étudiés, lorsqu'il s'agit pour eux de renier le pouvoir soviétique, tout en rattachant cette expérience politique au durcissement du régime politique actuel en Russie. C'est pour résoudre le sort de ces nombreux apatrides russes en Europe qu'est créé le 5 juillet 1922 le « passeport Nansen », à l'initiative de Fridtjof Nansen, premier Haut-commissaire pour les réfugiés de la Société des Nations.

Les départs concernent enfin la Sibérie en direction de la Mandchourie où, avant la révolution, environ 200 000 Russes construisaient le chemin de fer de l'Est chinois⁸⁷. En 1923, on compte 400 000 émigrés « blancs » en Mandchourie (Harbin) et en Chine (Shanghai, Pékin, Tianjin, Xinjiang), dont 100 000 sont retournés en Russie soviétique suite à l'amnistie octroyée aux membres « ordinaires » de l'Armée blanche.

Au total, dans la période comprise entre 1917 et 1922, entre 1,5 million et 2 millions d'émigrés russes quittent la Russie⁸⁸. Par ailleurs, la connaissance de ces données par Vladimir Lénine montre l'intérêt que le pouvoir bolchévique portait aux activités, avant tout politiques, de l'émigration. Lors du IIIe Congrès de l'Internationale communiste en 1921, Lénine affirme ainsi: « après avoir résisté à la contre-révolution, n'oublions cependant pas

⁸⁶ P. Robinson, *The White Russian Army in exile, 1920-1945*. Oxford, Oxford University Press, 2002.

⁸⁷ O. Vendina, « Russkie za rubežami Rossii », *Geografiâ*, n° 13, 2001.

⁸⁸ J.-C. Chesnais, « L'émigration soviétique : passé, présent et avenir », *op.cit.*, p. 5. Olga Vendina, se basant sur les données de la Société des Nations, parle de 1,6 millions départs après la révolution ; le nombre de Russes atteint 2,5 millions vers la deuxième moitié des années 1920. O.Vendina, « Russkie za rubežami Rossii », *op.cit.*.

qu'une organisation bourgeoise russe et des partis contre-révolutionnaires russes se sont formés à l'étranger. On peut considérer le nombre d'émigrés russes, dispersés dans les différents pays, entre 1,5 million et 2 millions »⁸⁹.

Ces émigrations aboutissent à la formation de la « diaspora impériale », laquelle possède ses organisations et institutions sociales, culturelles, militaires et politiques, dont les pôles vont de Berlin, Belgrade et Sofia à Harbin et Shanghai. Avec la crise économique, l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne et l'occupation de Harbin par les Japonais, le principal pôle d'émigration russe en Europe se déplace à Paris. C'est donc finalement la France qui « fut le pays qui accueillit le plus grand nombre de réfugiés russes, de 70 000 à 80 000 personnes ; chiffre important, même s'il est loin des 400 000 lyriquement proclamés... »⁹⁰.

La deuxième vague d'émigration depuis l'URSS concerne la période succédant à la Seconde guerre mondiale, lorsque la recomposition des frontières des États européens provoque des départs depuis les pays annexés à l'URSS (les Pays baltes et l'Ukraine de l'Ouest). Qui plus est, de nombreux prisonniers et personnes déplacées suite à la guerre ne retournent pas en URSS⁹¹. La ré-émigration de ces personnes s'effectue principalement entre l'Europe et l'Amérique du Nord et l'Australie, ce qui fait baisser le nombre de migrants russes de la partie européenne des Russes à l'étranger.

Enfin, la troisième vague d'émigration depuis l'URSS correspond à la période de la Guerre froide, de 1948 à 1985. Pour la période de 1950 à 1990, Jean-Claude Chesnais⁹² cite ainsi le chiffre d'environ 1,2 million de Soviétiques ayant quitté l'URSS, dont la majorité pendant les années 1960-1970. Cette vague très hétérogène se compose d'émigrés qui ont traversé la frontière illégalement, de personnes refoulées par l'Etat soviétique, de nouveaux *nevozvrašency*⁹³ (Soviétiques refusant de rentrer après un séjour de travail à l'étranger), de dissidents soviétiques et d'émigrés « d'affinités ethniques » pour emprunter l'expression de Rogers Brubaker⁹⁴. Ce dernier groupe, le plus important numériquement, se composait principalement d'émigrés juifs, allemands, arméniens, et, dans une moindre mesure, coréens et

⁸⁹ V. Lénine, cité par L. Škarenkov, *Agoniâ beloĵ èmigracii*, *op.cit.*

⁹⁰ C. Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, *op.cit.*, p. 9.

⁹¹ Les statistiques sur la deuxième vague d'émigration varient selon les auteurs. Selon O. Vendina (« Russkie za rubežami Rossii », *op.cit.*), 130 000 prisonniers et personnes déplacées ont choisi de ne pas retourner en URSS après la fin de la guerre. Alors que Pavel Polân (*Ne po svoej vole*, *op.cit.*) avance des chiffres bien plus importants en parlant de 700 000-800 000 personnes.

⁹² J.-C. Chesnais, « L'émigration soviétique : passé, présent et avenir », *op.cit.*, p. 7.

⁹³ Les premiers étaient ceux ayant refusé de retourner en URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

⁹⁴ R. Brubaker, « Migrations of Ethnic Unmixing in the New Europe », *International Migration Review*, Vol. 32, n° 4, 1998.

polonais. Cette émigration, moins importante du point de vue numérique, l'était politiquement et symboliquement compte tenu du contexte de la Guerre froide.

Expliquer les migrations à l'époque de l'URSS

Il semble aujourd'hui naturel d'observer les migrations internationales sous l'angle de l'analyse des trajectoires individuelles et familiales, des réseaux de solidarités constitués et utilisés avant, pendant et après l'acte de migration. Il est devenu courant de s'intéresser aujourd'hui à ce que Giulia Ceriani-Sebregondi a appelé le « capital mobilitaire » : « la migration n'est pas seulement une question d'imitation et de diffusion sociale, elle est aussi et peut-être surtout une question de projet et de stratégie, une question de compétences, d'expérience et de potentiel des lieux, bref une question de capital mobilitaire »⁹⁵. Ce capital, acquis dans la migration et qui révèle le rôle joué par les lieux traversés à différentes périodes sur la perception de soi et des autres, n'a, à notre connaissance, jamais été pris en compte dans l'analyse des parcours des migrants russophones se trouvant aujourd'hui dans les pays hors de l'espace postsoviétique. Pourtant, environ la moitié de nos interlocuteurs⁹⁶ ont dit avoir eu une histoire migratoire familiale, souvent cantonnée au même pays, l'URSS, mais qui était cependant vécue comme un déplacement important du point de vue des efforts d'adaptation au nouveau contexte, s'apparentant parfois aux conditions d'une migration internationale. Notre échantillon, loin d'être représentatif du point de vue quantitatif, permet cependant de poser la question du rôle de l'histoire des migrations internes à l'échelle familiale sur la décision, prise à l'âge adulte, de partir à l'étranger. Certains ont dit avoir pris l'habitude de migrer à cause de la profession exercée par leurs parents (père militaire en URSS notamment) ; d'autres ont dit avoir choisi de partir de leurs villes ou villages d'origine vers Moscou afin de poursuivre des études ; d'autres encore ont dit avoir fui leurs familles « respectables » en URSS pour avoir plus de liberté. L'on peut donc supposer qu'une partie importante d'entre eux ont mobilisé des savoir-faire acquis par les migrations internes à la Russie et l'URSS pour se lancer dans un projet migratoire international.

Cependant, pendant longtemps les migrations au sein de l'URSS ont été appréhendées par les spécialistes soviétologues seulement du point de vue statistique ou du point de vue des

⁹⁵ G. Ceriani-Sebregondi, *Quand la mobilité change le rapport au monde. Migrants marocains en Méditerranée*. Thèse de géographie, Université de Paris 1, 2007, p. 281.

⁹⁶ Nos autres interlocuteurs viennent de grandes villes, principalement Moscou, qui offrent aujourd'hui de bien plus larges possibilités pour partir étudier et travailler à l'étranger que d'autres villes russes.

migrations forcées suite à différentes vagues des répressions, ou purement statistiquement pour expliquer la distribution de la population en URSS. Statistiquement, les géographes américains expliquent les migrations par deux groupes de facteurs, « socio-économiques »⁹⁷ et « ethnoculturels »⁹⁸, n'engageant que très peu la dimension *volontaire* de la migration en URSS. Généralement, les chercheurs s'accordent cependant pour dire que les migrations russes s'expliquent par des raisons d'ordre économique liées à l'industrialisation rapide de l'URSS, mais que ces migrations ont été pour le moins encouragées par le pouvoir central⁹⁹.

En ce qui concerne les migrations en dehors de l'URSS, elles ont été décrites en termes de dispersion et d'exil. Catherine Gousseff a retracé, pour la période qui succède à 1917, les trajectoires des émigrés blancs dont l'histoire migratoire a abouti à la « fabrique » du statut d'apatride en Europe¹⁰⁰. Elle a donc sciemment écarté dans son analyse la composante culturelle de la diaspora, cultivée par les émigrés eux-mêmes ou par leurs descendants, pour se focaliser sur les interactions de ces migrants avec leurs protagonistes en France ou en Europe, qui ont abouti à l'invention de politiques publiques d'aide aux réfugiés. D'autres chercheurs, tels que Robin Cohen, ont proposé d'analyser la formation d' « une diaspora impériale » à la suite des migrations des « émigrés blancs »¹⁰¹. Plus tard, les travaux sur la diaspora juive ont inclus dans celle-ci les migrations juives soviétiques et postsoviétiques¹⁰². Les migrations en dehors de l'URSS ont alors été étudiées depuis la perspective du

⁹⁷ R.A., Lewis, R. H. Rowland, R. S. Clem, *Nationality and Population Change in Russia and the USSR*. New York, Praeger Publishers Inc, 1976 ; R.A. Lewis, R.H. Rowland, *Population Distribution in the USSR : Its Impact on Society, 1897-1977*. New York, Praeger Publishers Inc, 1979. Ces auteurs se sont attachés à expliquer la mobilité de la population russe à travers le prisme de ce qu'ils ont appelé « la migration de modernisation » ; selon eux, c'est la baisse de la mortalité liée à la récente modernisation qui poussait la population des villages surpeuplés vers les villes ; suite à leur entrée dans la phase de modernisation, les Russes ont migré vers d'autres républiques soviétiques n'ayant pas encore atteint ce stade. Ce modèle n'explique cependant que partiellement pourquoi les Russes ont migré vers les républiques baltes ayant « un haut niveau de modernisation » après leur annexion à l'URSS ; il explique encore moins pourquoi la Lituanie se révélait à cet égard moins attractive pour ces derniers que l'Estonie et la Lettonie.

⁹⁸ M. Titma, N. Tuma, « Migration in the Former Soviet Union », Cologne, *Berichte des Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, 1992, cités par Paul Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.*, Pp. 51-67. Ces auteurs rendent compte de la dispersion russe comme la conséquence de la réalisation de deux projets de l'État soviétique : la création de l'État multiculturel (le « *melting-pot* » soviétique) et la russification des populations non-russes de l'URSS.

⁹⁹ On retrouve cette explication d'abord dans les travaux de chercheurs européens, par exemple dans les travaux de Paul Kostoe et Alain Blum. P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.* ; A. Blum, *Naître, vivre et mourir en URSS*, *op.cit.* ; Alain Blum, « Les Russes : traces anciennes et nouveaux comportements », *op.cit.*.

¹⁰⁰ C. Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, *op.cit.*.

¹⁰¹ R. Cohen, « Diasporas : changing meanings and limits of the concept », in Berthomière, W., Chivallon, C. (dir.) *Les diasporas dans le monde contemporain*. Paris, Karthala/Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 2006. Catherine Gousseff parle aussi de la formation de la diaspora russe après la révolution. C. Gousseff, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*, *op.cit.*

¹⁰² Voir les travaux de William Berthomière, *Israël et l'immigration. Les Juifs d'ex-URSS, acteurs des enjeux territoriaux et identitaires*. Thèse de géographie, Migrinter, Université de Poitiers, 1999.

déracinement, de l'exil et d'un mythe de retour se manifestant principalement dans la diaspora impériale. Compte tenu de la longue durée de l'existence du régime soviétique et de l'« acculturation » de ces émigrés dans les sociétés d'accueil, l'organisation de la diaspora impériale et le mythe du retour qui l'accompagnait se sont estompés : l'ouvrage de Catherine Gousseff y apporte un éclairage quant aux parcours socioprofessionnels de transformation des profils d'émigré, d'exilé, de réfugié en celui d'immigré.

Si ces migrations du XXe siècle ont souvent été décrites comme *politiques* ou encore d'« affinité ethnique », il ne faut cependant pas oublier que ces catégories migratoires sont *étroitement liées au développement des relations internationales*. Si l'on parlait déjà de réfugiés et d'apatrides russes pour la première vague d'émigration ayant suivie la révolution et la Guerre civile, l'on ne commence véritablement à employer l'expression de « réfugié politique » que durant la période de la Guerre froide, marquée par la compétition entre les deux blocs. À ce sujet, les travaux de Karen Akoka¹⁰³, de Stéphane Dufoix¹⁰⁴ et de Luc Legoux¹⁰⁵ éclairent très bien la difficulté qu'il y a à définir les raisons migratoires pour cette période historique d'opposition idéologique. La notion d'émigration politique menace d'effacer ou d'atténuer la complexité des raisons migratoires souvent entremêlées les unes avec les autres. De la même manière, le concept de « migrations ethniques » a, à de nombreuses reprises, été remis en cause, notamment par Rogers Brubaker¹⁰⁶. La définition classique des migrations ethniques est en effet fondée sur la thèse du conflit interethnique ou de la discrimination dans l'espace de départ, alors que ces migrations peuvent généralement s'expliquer par une multiplicité de causes : économiques, politiques, juridiques, etc.¹⁰⁷

1.3 - La recomposition des champs migratoires soviétiques

Les champs migratoires qui composaient le proto-système migratoire soviétique se reconfigurent à la chute de l'URSS, sans pour autant perdre leur stabilité dans la durée. Selon le dernier recensement soviétique de 1989, 25 millions de Russes résidaient alors en-dehors

¹⁰³ K. Akoka, *La fabrique du réfugié à l'OFPRA (1952-1992) : du consulat des réfugiés à l'administration des demandeurs d'asile*. Thèse de sociologie, Migrations, Université de Poitiers, 2012.

¹⁰⁴ S. Dufoix, *Politiques d'exil*, *op.cit.*

¹⁰⁵ L. Legoux, « Changements et permanences dans la protection des réfugiés », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 20, n° 2, 2004.

¹⁰⁶ R. Brubaker, « Migrations of Ethnic Unmixing in the New Europe », *International Migration Review*, *op.cit.*

¹⁰⁷ B. Michalon, « Jouer sur l'ethnicité pour être ici et là-bas : les trois paradoxes de la migration « ethnique » des Saxons de Transylvanie en Allemagne », in Berthomière, W., Chivallon, C. (dir.) *Les diasporas dans le monde contemporain*. Paris, Karthala/Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 2006.

de la RSFSF, dont plus de la moitié avaient migré durant la période soviétique¹⁰⁸. Les champs migratoires établis et pratiqués à l'époque de l'URSS entre la RSFSR et l'Asie centrale et le Kazakhstan, entre la RSFSR et l'Ukraine, et enfin entre la RSFSR et les Pays baltes, étaient particulièrement stables. Par ailleurs, et en excluant bien sûr la RSFSR, c'est dans ces trois régions que le nombre de Russes était le plus élevé à la chute de l'URSS. Les migrants, qu'ils aient été « envoyés » ou non par l'État russe, venaient travailler dans les entreprises en tant que personnels qualifiés ou ouvriers. Avec l'émergence des nouveaux États indépendants, et par conséquent la redéfinition de la loi sur la citoyenneté et l'apparition de « nouveaux étrangers » dans chaque république ex-soviétique, les flux migratoires ont surtout concerné les Russes. Il faut cependant rappeler que les migrations de « retour » des Russes ont commencé avant la chute de l'URSS, surtout depuis les républiques d'Asie centrale, du Kazakhstan et du Caucase, ce qui, de pair avec la baisse de natalité, a induit une « contraction » de la population russe en dehors de la RSFSR¹⁰⁹. Les nouveaux flux migratoires ont donc uniquement renforcé les flux existant à l'époque du « socialisme développé ». En outre, les flux migratoires provenant du troisième pôle de présence russe dans l'espace postsoviétique, les Pays baltes, étaient moins importants en raison de la relative stabilité économique de ces pays en comparaison avec le reste de l'URSS.

Ces champs migratoires se recomposent dans la mesure où, au début des années 1990, les flux migratoires se dirigeaient avant tout dans un sens, vers la Russie, et sont composés principalement de migrants russes. L'intensité des flux migratoires dépendait alors des conditions économiques dans le pays de résidence, du climat politique dans la région en question (de ses conflits armés notamment) et de la politique d'accès au statut de « national », défini par chacun des nouveaux pays. De ce point de vue, les politiques des États baltes, en particulier l'Estonie et la Lettonie, étaient considérées dans les années 1990 comme étant les plus restrictives. La Lituanie, ayant déclaré son indépendance avant les deux autres pays, a introduit un délai de deux ans pour la « nationalisation » des résidents non lituaniens. Dans les deux autres pays, la définition des « nationaux » à la chute de l'URSS s'est effectuée à travers l'installation du modèle « exclusif » de nationalité et l'obtention automatique de la citoyenneté seulement par ceux qui résidaient dans ces pays dans la période de l'entre-deux-guerres. Dans ce modèle, les migrants arrivés après la Seconde Guerre mondiale étaient alors considérés comme étrangers et devaient se soumettre à la procédure de naturalisation dont l'obtention

¹⁰⁸ V. Shlapentokh, M. Sendich, E. Payin (dir.), *The Russian Diaspora : Russian Minorities in the Former Soviet Republics*. Armonk/New York, M.E.Sharpe, 1994.

¹⁰⁹ P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.*, p. 67.

pouvait, en Lettonie, exiger jusqu'à seize ans de résidence¹¹⁰. Les autres pays de l'ex-URSS ont plutôt opté pour un modèle « inclusif » élargissant l'accès à la citoyenneté à toute la population résidant sur leurs territoires au moment de la chute de l'URSS. Le changement linguistique, quant à lui, a été commun à tous les pays de l'ancienne URSS, le russe perdant son « statut » de *lingua franca* soviétique au profit des différentes langues nationales. Les contextes sociopolitiques des différents pays de l'ex-URSS ont engendré l'émergence de nouveaux courants migratoires vers la Russie, sans que cela ne concerne nécessairement la totalité du territoire du pays d'origine (il s'est agi avant tout, des lieux de conflits armés, des espaces ruraux, des régions en crise économique), ni du reste celle du pays d'accueil, puisque ces migrations se dirigeaient vers des lieux clairement définis par la politique d'accueil des « compatriotes » de Russie. On note alors que si ces courants migratoires étaient la réalisation d'une volonté personnelle d'émigrer, ils ne se développaient pas moins sous le contrôle de l'Etat russe, en particulier en ce qui concerne le choix du lieu d'immigration¹¹¹.

Ces courants commencent à s'essouffler vers la fin des années 1990. Parallèlement, d'autres courants migratoires se développent, alimentant les champs migratoires préexistants. Les travaux de Madeleine Reeves¹¹², par exemple, ont montré la progressive intensification des migrations depuis l'Asie centrale vers la Russie, vidant des villages entiers, pour un laps de temps, de leurs populations masculines et jeunes. Ce type de recomposition de champs migratoires d'abord établis et pratiqués par une population donnée, russe en l'occurrence, et qui retrouvent plus tard leur vitalité à la faveur des migrations d'autres populations, a déjà été observé pour d'autres régions ; c'est le cas par exemple du champ migratoire entre l'Argentine et les pays du sud de l'Europe :

« La question du fonctionnement des champs migratoires dans la durée, de l'inscription dans le temps long, la capacité de ces cadres spatiaux et territoires transnationaux à durer, leur inertie considérable, non synonyme de fixité, leur empreinte dans les mentalités collectives, sont telles que leurs structures spatiales peuvent être mobilisées bien longtemps après leur mort apparente, et ce dans le cadre de flux et de logiques fonctionnant à contre-sens, à rebours des champs migratoires initiaux, mais à l'intérieur du même cadre territorial transnational. »¹¹³

¹¹⁰ R. Brubaker, « Citizenship Struggles in Soviet Successor States », *International Migration Review*, Vol. 26, n° 2, 1992, Pp. 279-284.

¹¹¹ Les régions, villes et villages peu peuplés et en déficit de main-d'œuvre ont été définis par l'État russe comme prioritaires dans le cadre de l'accueil de ces migrants russes.

¹¹² M. Reeves, « Po tu storonu èkonomičeskogo determinizma : mikro dinamika migracii iz sel'skogo Kirgizstana », *op.cit.*

¹¹³ G. Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation*, *op.cit.*, p. 17.

Il en est de même pour les champs migratoires maintenus à la chute de l'URSS entre le Sud-Caucase et la Russie et étudiés par Adeline Braux¹¹⁴. Les migrations de retour depuis les trois nouveaux États du Caucase ont été suivies de celles des sud-Caucasiens à la recherche de travail en Russie. Dans ce cas, outre la reconfiguration du champ migratoire « pratiqué » auparavant par les Russes, les nouvelles migrations depuis les trois pays du Caucase alimentent également les diasporas azérie, arménienne et géorgienne, formées à l'époque soviétique dans les grandes villes en Russie, Moscou étant l'exemple le plus remarquable.

On pourrait citer plusieurs autres exemples de recomposition des champs migratoires au sein du vaste système migratoire postsoviétique, mais on se limitera à celui des Pays baltes, jouant un rôle particulier pour l'analyse des parcours migratoires des migrants avec lesquels nous nous sommes entretenus en Grande-Bretagne. En effet, la position d'« interface » de ces pays entre l'espace des États postsoviétiques et l'Union européenne, leur confère une place à part dans le système migratoire soviétique et surtout postsoviétique. Ceci est particulièrement intéressant pour l'étude des migrations actuelles de la population dite « russe ethnique » — résultat des migrations russes du temps de l'URSS — vers les pays de l'Union européenne, mais aussi vers d'autres régions, telle l'Amérique du Nord et l'Australie. Souvenons-nous de l'exemple de parcours migratoire cité dans l'introduction à ce chapitre et qui illustre les dynamiques migratoires actuelles des jeunes Russes baltes à l'échelle du système migratoire postsoviétique. En outre, grâce aux premiers départs de jeunes Russes ayant obtenu la citoyenneté d'un des Pays baltes vers la Grande-Bretagne — pays ayant ouvert ses frontières aux citoyens des nouveaux pays membres de l'Union européenne après leur adhésion à celle-ci — se sont développés aujourd'hui des réseaux migratoires qui permettent notamment le départ de familles entières vers ce pays.

De ce point de vue, l'exemple du parcours migratoire de Zinaïda, qui, elle aussi, vient de Lituanie, est remarquable. Née dans l'*oblast'* de Iaroslavl à 200 kilomètres de Moscou, elle obtient un diplôme de technicienne de construction automobile à Kaljazin dans l'*oblast'* de Kalinin (aujourd'hui, *oblast'* de Tver). Conformément au *vsesoûznoe raspredelenie*¹¹⁵, elle part travailler dans un bureau de construction en Lituanie, dans la ville de Kapsukas (aujourd'hui Marijampolé) où elle vit pendant vingt ans. Le chômage en Lituanie pousse son fils aîné à partir travailler en Irlande, suivi du fils cadet et de leur père. Zinaïda est la dernière

¹¹⁴A. Braux, *Migrations, transnationalisme et nouvelles diasporas dans l'espace post-soviétique. Les immigrés sud-caucasiens en Fédération de Russie*, op.cit.

¹¹⁵ En URSS les jeunes diplômés d'un BTS, des Universités, etc., étaient « envoyés » travailler en fonction des besoins de main-d'œuvre dans les différents secteurs de l'économie et dans les différentes régions et républiques du pays.

à partir, elle les rejoint en Grande-Bretagne en 2005. Elle ne trouve cependant pas d'emploi à Londres car elle ne maîtrise pas la langue anglaise. Actuellement, elle a créé une petite entreprise transnationale entre la Lituanie et la Russie tout en résidant en Grande-Bretagne. Cet exemple témoigne de l'adaptation des migrants aux « conditions postsoviétiques », la Lituanie étant un point de contact, un relais entre la Russie et la Grande-Bretagne. Cette mobilité a également été rendue possible en vertu de conditions d'accès à la citoyenneté lituanienne suffisamment souples à la chute de l'URSS.

Les Pays baltes peuvent également être perçus comme une « interface politique », une interface de l'émigration des réfugiés russes entre la Russie et l'Union européenne. Lors de nos recherches de terrain, nous avons rencontré plusieurs réfugiés tchéchènes ayant obtenu le statut en France après être passés par l'un des trois Pays baltes où ils s'étaient rendus en traversant les frontières illégalement. Ce sont aussi des pays où de nombreux militants contestataires de Russie ont obtenu ou ont récemment demandé l'asile. Si l'Ukraine est également considérée par ces migrants comme une plaque tournante pour un passage dans l'un des pays de l'Union européenne, la différence entre ces deux interfaces, les Pays baltes et l'Ukraine, est que cette dernière l'est pour les réfugiés russes qui ne disposent pas de moyens légaux d'entrer en Union européenne. En effet, si les réfugiés tchéchènes, cités précédemment, sont parvenus en 2006-2007 à traverser de manière illégale la frontière, entre la Biélorussie et la Lituanie, ils affirment que c'est aujourd'hui presque impossible, en raison du renforcement des frontières de l'Union européenne¹¹⁶. Les Pays baltes, et en premier lieu l'Estonie¹¹⁷, sont donc considérés comme des pays de demande d'asile « confortables » par ceux des demandeurs qui possèdent un passeport extérieur et un visa d'un des pays de l'Union européenne ou sont en mesure d'en demander un avant de partir¹¹⁸. Alors que l'Ukraine est,

¹¹⁶ Ces trois pays font en effet l'objet d'une politique particulière de l'Union européenne en matière des migrations internationales, compte tenu de leur proximité avec la Russie et d'autres pays de l'espace postsoviétique. Tout en sachant que la Russie est devenue aujourd'hui aussi un pays de transit pour les migrants du Pakistan, d'Afghanistan afin de se rendre en Union européenne, cette dernière consacre d'importants fonds pour renforcer les frontières de ces trois Etats baltes. Au sujet de la position de la Russie comme pays de transit, voir V. Carrère, S. Prestianni, A.-S. Wender, « Errance et campements », in O. Clochard (dir.) *Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires*. Paris, Armand Colin Atlas, 2012, Pp. 120-123.

¹¹⁷ Plusieurs militants politiques russes ont en effet obtenu le statut de réfugié dans ce pays au cours de ces quatre dernières années. Dans le système migratoire postsoviétique, ce pays est également intéressant en raison de sa politique, à la chute de l'URSS, de retour des Estoniens des pays hors de l'espace postsoviétique et des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Pour plus de détails sur cette politique voir H. Kulu, « Policy Towards the Diaspora and Ethnic (Return) Migration : an Estonian Case », *GeoJournal*, Vol. 3, n° 53, 2000, Pp. 135-143.

¹¹⁸ Cependant, ces pays sont considérés comme « confortables » pour la demande d'asile seulement par une catégorie particulière de demandeurs d'asile russes, souvent militants politiques, appuyés par des opposants connus en Russie. Pour les conditions de demande d'asile et sur la rétention des demandeurs d'asile moins « favorisés », voir les rapports de l'ECRI sur ces trois pays et le rapport d'Olivier Clochard sur la Lituanie. O.

selon les propos de deux de nos interlocuteurs, « un lieu de stock de tous les militants non-branchés, qui n'ont pas de passeport extérieur, genre les antifascistes, les anarchistes, les nacbol¹¹⁹, etc. »¹²⁰. Ceci s'explique par la possibilité qu'ont les citoyens de Russie de se rendre en Ukraine avec un simple passeport intérieur russe, sans demander de visa. Ces réfugiés entament ainsi leur procédure de demande d'asile en Ukraine, qui n'aboutit cependant quasiment jamais à un résultat positif ; mais cela leur permet néanmoins de déposer en parallèle un dossier auprès de la représentation du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Kiev. L'Ukraine reste également un espace de passage illégal des frontières afin de se rendre dans un des pays de l'Union européenne, notamment en Roumanie et en Slovaquie. Enfin, ce pays est considéré par certains militants politiques contestataires russes comme un lieu où ils peuvent « se cacher pendant un moment pour se faire oublier par les autorités russes »¹²¹.

Ces champs migratoires ne sont pas les seuls exemples d'« interfaces » entre l'espace postsoviétique et les pays de l'Union européenne. Les migrations « d'affinité ethnique », débutées dans les années 1970, à la suite de négociations entre l'URSS et les pays occidentaux comme les États-Unis et Israël, se poursuivent après la chute de l'URSS en s'appuyant entre autres sur les réseaux de solidarité des migrants précédents. Les migrations des *Aussiedlers*, celles des Juifs soviétiques, le départ des Arméniens, des Coréens, ne se limitaient pas uniquement à leurs « patries historiques »¹²². Ici encore, quelques pays jouent

Clochard, « Conditions des ressortissants de pays tiers retenus dans des centres (camps de détention, centres ouverts, ainsi que des zones de transit), avec une attention particulière portée aux services et moyens en faveur des personnes aux besoins spécifiques au sein des 25 Etats membres de l'Union européenne », *Rapport de visite en Lituanie*, Policy Department C, Citizens Rights and Constitutional Affaires, 2006 ; « Rapport sur la Lituanie (quatrième cycle de suivi) », *Commission européenne contre le racisme et l'intolérance*, Conseil de l'Europe, publié le 13 septembre 2011 ; « Rapport de l'ECRI sur l'Ukraine (quatrième cycle de monitoring) », *Commission européenne contre le racisme et l'intolérance*, Conseil de l'Europe, publié le 15 décembre 2010 ; « Rapport de l'ECRI sur la Lettonie (quatrième cycle de monitoring) », *Commission européenne contre le racisme et l'intolérance*, Conseil de l'Europe, publié le 21 février 2012.

¹¹⁹ Militants du Parti national-bolchévique en Russie.

¹²⁰ Échange informel avec une réfugiée antifasciste russe I.O. en France, août 2013, Paris. Par ailleurs, elle s'est aussi indignée de la posture qu'a prise une militante politique russe, qui a dû fuir la Russie à cause d'une affaire pénale ouverte pour avoir participé à la manifestation du 6 mai 2012 à Moscou et pour avoir appelé les autres manifestants à se défendre des attaques des CRS russes (OMON). Selon l'interview de cette dernière avec les journalistes russes, elle ne compte pas déposer une demande d'asile en Estonie (son actuel pays de résidence), car l'asile est réservé, selon elle, aux gens démunis, alors qu'elle fait désormais ses études et est sûre de ne pas être renvoyée en Russie par les autorités estoniennes, qui la soutiennent entièrement dans son combat. Les réfugiés, comme I.O., ont perçu son discours comme une insulte de tous les « autres » réfugiés « démunis ».

¹²¹ En effet, plusieurs militants antifascistes et du Parti national-bolchévique russes l'ont déjà fait et le font encore aujourd'hui après des manifestations d'envergure ou après avoir pris connaissance de l'existence d'une affaire pénale ouverte contre eux en Russie.

¹²² Ce terme était officiellement utilisé pour les ressortissants soviétiques, ayant des origines, même très lointaines, d'un de ces pays étrangers ; l'exception est cependant faite pour les Arméniens, qui pouvaient rejoindre la diaspora arménienne, car leur « patrie historique » faisait à ce moment partie de l'URSS.

dans les trajectoires migratoires des originaires de l'espace postsoviétique le rôle de « pont » ou de zone de transit. Les deux pays qui, en ce sens, peuvent être considérés à la fois comme des pays d'installation pour certains et de transit pour d'autres, sont Israël et l'Allemagne, la destination finale souhaitée demeurant les États-Unis et le Canada. À ce propos, nous pouvons citer l'exemple d'Igor, qui vit à Londres. Ukrainien (selon la nationalité du registre soviétique), né à Kharkov, il fait ses études au Conservatoire supérieur de musique de Rostov-sur-le-Don. Il déménage ensuite à Leningrad pour jouer dans un groupe de musique avec un ami du Conservatoire. À la chute de l'URSS, son ami de « nationalité » juive¹²³ (selon le passeport soviétique) décide de partir en Israël et propose à Igor de le suivre. Selon le témoignage d'Igor, plusieurs milliers d'individus de « nationalité » non juive, surtout des Ukrainiens et des Russes, ont falsifié les passeports soviétiques pour quitter l'ex-URSS et se rendre en Israël ou en Allemagne, ce dernier pays ayant mis en place une politique d'accueil des *Aussiedlers*, mais aussi des Juifs soviétiques. Le projet final d'Igor est cependant de repartir aux États-Unis avec l'appui de la diaspora ukrainienne d'Israël et des États-Unis. Ces tentatives de départ en Amérique du Nord échouent plusieurs fois¹²⁴, et il décide alors de partir en Allemagne d'où il repart pour la Grande-Bretagne, son lieu de résidence actuelle. A nouveau, donc, ce parcours insiste sur la pérennité mobilière entre les migrations internes à l'URSS et celles d'après la chute de l'URSS à l'étranger. Cet exemple de projet migratoire fournit également des informations sur le degré de structuration des réseaux de solidarité des migrants de l'espace postsoviétique, mais aussi sur le « commerce des nationalités », qui a fonctionné pendant une période relativement courte, avant que les autorités allemandes et israéliennes prennent des mesures plus strictes de contrôle d'identité, mais suffisamment longue pour que des milliers de personnes quittent l'espace postsoviétique par ce moyen¹²⁵. Cet exemple met lui aussi en question la pertinence de la catégorie de « migrant ethnique », un migrant dont le parcours migratoire et l'installation dans le pays de sa prétendue origine ethnique, est supposé être défini par la seule ethnicité, au détriment des autres facteurs qui entrent en jeu dans n'importe quel processus migratoire.

Ces parcours migratoires démontrent à la fois la pérennité des champs migratoires, et leur reconfiguration, l'adaptation au nouveau contexte d'après la chute de l'URSS ; ils

¹²³ En effet, au même titre que les nationalités (ethnicités) ukrainienne, russe, tatar, etc. existait également la nationalité juive. Cette nationalité était inscrite dans le passeport, en plus de la citoyenneté soviétique.

¹²⁴ Il a dit avoir été trompé par plusieurs agences « russophones », installées dans les grandes villes israéliennes, qui promettaient, contre rémunération, de s'occuper de la ré-émigration depuis l'Israël aux États-Unis ou au Canada. Igor, lui, et plusieurs de ses connaissances ont été victimes de fausses agences qui disparaissaient aussitôt après avoir obtenu l'argent.

¹²⁵ Les statistiques sur le nombre de personnes ayant émigré par ce moyen ne sont pas disponibles en raison de l'impossibilité de dénombrer le nombre de pièces d'identité falsifiées.

renseignent aussi sur la pérennité de pratiques et de savoir-faire de migration entre la période soviétique des migrants internes à l'URSS et la période d'après la chute de l'URSS. A côté des anciens pays d'immigration en Europe et en Amérique du Nord, comme la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, de nouveaux espaces émergent, dont les fonctions varient, de lieu de transit à lieu de résidence temporaire, ou lieu d'installation permanente. Ces exemples mettent également en relief la complexité qu'il y a à discerner avec précision les raisons migratoires. Enfin, les parcours migratoires des migrants rencontrés lors de notre travail terrain, nous indiquent déjà — étant donné les pratiques territoriales, administratives, nationales et économiques qui ont opéré dans le(s) pays dont ils sont issus — la difficulté pour eux de se définir en fonction d'une seule et unique appartenance.

1.4. Des « diasporas » russes actuelles ?

L'approche en terme de système migratoire permet d'aborder la question des migrations durant les périodes soviétique et postsoviétique de manière dynamique, en retraçant les trajectoires des originaires de Russie et de l'ex-URSS à travers le monde, tout en démontrant la persistance dans la durée d'un ensemble de champs migratoires. Cette approche ne nous donne cependant que peu d'indications sur les modes d'organisations des communautés de migrants russes présentes, depuis plusieurs siècles, dans les différents pays de l'espace postsoviétique, de l'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord. On peut alors se poser la question de savoir s'il est possible d'étudier les migrations russes depuis la perspectives des modes d'organisation à l'étranger : peut-on parler de communautés ou de diasporas russes ? La notion de diaspora, en tant que construction socio-spatiale « issue de la mobilité à une échelle encore plus vaste et parfois planétaire »¹²⁶, permet de rendre compte de la volonté de rassemblement des migrants par identification à une patrie commune et du sentiment d'appartenir à une communauté imaginaire des originaires de cette patrie à travers le maintien de liens malgré la distance.

Dans notre cas, la distance a une double signification ; elle est à la fois spatiale et temporelle : les migrants russes actuels sont éloignés spatialement de leur pays d'origine, mais ils sont aussi très peu intégrés dans les organisations des vagues d'émigration russe antérieures¹²⁷. C'est pour cette raison que la notion de diaspora est rarement appliquée au cas

¹²⁶ G. Simon, *La planète migratoire dans la mondialisation*, op.cit., p. 21.

¹²⁷ Il faut cependant préciser qu'à ce jour il reste peu d'organisations actives de vagues d'émigration antérieure.

russe dans le champ des recherches consacré aux diasporas dans le monde¹²⁸. Cependant, les spécialistes de l'URSS et de la Russie, quant à eux, n'hésitent pas à l'employer afin de décrire les communautés russophones dans les pays de l'espace postsoviétique à importante présence russophone. Paul Kolstoe, par exemple, fait usage de ce que Stéphane Dufoix appelle une « définition ouverte » de la diaspora, qui ne repose pas sur une délimitation stricte des critères d'usage du concept, mais bien plutôt sur une conception de la permanence et du changement de l'identité culturelle et linguistique en situation de dispersion¹²⁹. Mais la « diaspora russe » est aussi étudiée dans une perspective politique qui met l'accent sur ses liens avec l'État d'origine et sur le rôle que la Russie est appelée à jouer, notamment dans le cadre du projet des compatriotes, dans la formation et la structuration de cette diaspora. Enfin, les spécialistes de la Russie s'accordent aujourd'hui pour dire qu'il existe une ou des¹³⁰ (selon David Laitin et Lowell Barrington) diaspora(s) à l'intérieur des frontières de l'espace postsoviétique. Ces diasporas, qualifiées par Rogers Brubaker d'« accidentelles », ont cette spécificité d'avoir été formées « par le mouvement de frontières à travers la population »¹³¹, plutôt que le contraire ; ces diasporas ont constitué l'objet premier de la politique envers les « citoyens de Russie »¹³² qui s'est peu à peu incarnée dans le projet des compatriotes. Selon Marlène Laruelle¹³³, sur les 25 millions de Russes « ethniques » à la fin de l'URSS dans les pays de l'espace postsoviétique, 5 millions ont choisi de « rentrer » en Russie entre 1990 et 2003¹³⁴. Il reste

¹²⁸ Par exemple, Catherine Withol de Wenden ne mentionne pas la Russie même parmi les « quasi-diasporas ». C. Withol de Wenden, *La question migratoire au XXIème siècle. Migrants, réfugiés et relations internationales*, op.cit., p. 22.

¹²⁹ S. Dufoix, *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*. Paris, Amsterdam, 2011, p. 441.

¹³⁰ Si David Laitin parle de la diaspora russe des pays postsoviétique, Lowell Barrington, dans un article de réponse aux travaux de Laitin, propose de parler de diasporas russes, au pluriel. Selon lui, et sans même parler des facteurs politiques, la question de l'unité linguistique de la « diaspora » russophone de l'espace postsoviétique est contestable. D. Laitin, *Identity in Formation : The Russian-Speaking Populations in the New Abroad*. Ithaca, Cornell University Press, 1998. L. Barrington, « A Reply to David Laitin », *Post-Soviet Affairs*, Vol. 2, n° 17, 2001.

¹³¹ R. Brubaker, « Accidental Diasporas and External « Homelands » in Central and Eastern Europe : Past and Present », *Institute for Advanced Studies, Political Science Series*, n° 71, 2000.

¹³² Le terme de « citoyen » est compris ici à la fois au sens juridique d'une personne en possession d'un passeport de Fédération de Russie et au sens « métaphorique » des identifications de la population russe de l'espace postsoviétique qui n'a pas obtenu la citoyenneté russe à la fin de l'URSS. Ce deuxième sens est ambigu car c'est sur une base identitaire qu'il associe ces populations à la Russie. P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, op.cit., p. 261.

¹³³ M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *Etude du CERI*, n° 126, 2006, p. 8.

¹³⁴ Les acteurs russes, tels Konstantin Zatulin, qui agissent pour la défense des droits des Russes des pays de l'espace postsoviétique, citent quant à eux des chiffres plus importants : 8 millions de Russes ayant rejoint la Russie entre 1991 et 2001, « Razdelennij narod », URL : <http://kro-krim.narod.ru/LITERAT/RUSSIA/zatulin.htm>, dernière consultation le 7 décembre 2013. Ces chiffres sont en réalité ceux de l'agence nationale des statistiques russes (Goskomstat à l'époque, Rosstat aujourd'hui), cités notamment par Anne de Tinguy (*La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*. Paris, Plon, 2004, p. 368). Goskomstat donne ainsi le chiffre de 8,2 millions de migrants, partis de différents pays de l'espace postsoviétique

cependant des pôles importants de la diaspora « accidentelle » en Ukraine, au Nord du Kazakhstan, aux Pays baltes. Selon Arkadij Medvedev et Tatiana Poloskova, la diaspora russe de l'espace postsoviétique est de plus en plus visible aujourd'hui en vertu de processus organisationnels mis en œuvre ces dernières années par ses représentants dans les domaines politiques, économiques et culturels¹³⁵. La question est dès lors de savoir si cette organisation est réellement produite par des représentants de ladite diaspora, ou s'il s'agit avant tout d'organisations créées sous l'égide des autorités russes qui cherchent à « consolider »¹³⁶ l'objet « diaspora » ? Lowell Barrington, dans sa réponse aux conclusions de David Laitin à propos de la diaspora ou des diasporas russophones dans les pays de l'espace postsoviétique, souligne l'absence de désir de ces russophones de s'organiser en diaspora¹³⁷.

De même, l'existence de la diaspora des émigrés blancs, pouvant également inclure leurs descendants, ne fait aucun doute pour les spécialistes de la Russie, et plus largement pour les chercheurs travaillant sur les diasporas : cette « diaspora impériale » est par ailleurs estimée à 10 millions de personnes¹³⁸. Qu'en est-il des migrations successives à la chute de l'URSS ? Peu de chercheurs utilisent le terme « diaspora » pour qualifier les plus de 4 millions de personnes qui ont quitté l'espace postsoviétique entre 1990 et 2004¹³⁹. Selon Anne de Tinguy, il est impossible de parler d'une ou de diasporas russes actuelles, car les communautés de migrants russes ne disposent pas du « minimum d'institutionnalisation des échanges – économiques, politiques, identitaires – entre les diverses implantations du peuple dispersé (...) d'une forme d'aspiration à l'unité et au retour »¹⁴⁰. Elle précise cependant qu'il n'est pas impossible que les communautés russophones d'Israël soient en passe de former une diaspora¹⁴¹.

en Russie entre 1990 et 2003. Si, en suivant l'analyse de Anne de Tinguy, on peut émettre l'hypothèse que la majorité de ces 8,2 millions était ce que l'on appelle dans ce cadre des « Russes ethniques », les statistiques de Goskomstat ne le précisent cependant pas.

¹³⁵ A. Medvedev, T. Poloskova, « Diaspora hočet pomoč' svoej istoričeskoj rodine », *Rossijskaâ gazeta*, le 2 janvier 2001, URL : http://www.rg.ru/anons/arc_2001/0201/7.shtml, dernière consultation le 6 décembre 2013.

¹³⁶ L'expression de « consolidation de la diaspora » fait partie du vocabulaire du projet des compatriotes. Nous proposons une interprétation du sens de cette expression dans la suite de cette partie, ainsi que dans la troisième partie de cette thèse.

¹³⁷ L. Barrington, « A reply to David Laitin », *op.cit.* Précisons cependant que Lowell Barrington parle avant tout de l'Ukraine, où il a réalisé des enquêtes qualitatives sur la perception de la langue maternelle, russe et/ou ukrainienne, par les Ukrainiens.

¹³⁸ Ce chiffre est cité par Marlène Laruelle dans « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 3.

¹³⁹ A. de Tinguy, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, *op.cit.*, Pp. 14-15.

¹⁴⁰ *Ibid.*, pp. 14-15.

¹⁴¹ A. de Tinguy, « Les Russes d'Israël : une minorité très influente », *Les Etudes du CERI*, n° 48, décembre 1998.

Dans les hésitations quant à la caractérisation des communautés russes en dehors de l'espace postsoviétique, la notion de « diasporisation » proposée par Andy Byford fournit quelques pistes de réflexion sur les processus en train de se mettre en place dans différents pays d'immigration russe en dehors de l'espace postsoviétique. Dans son analyse des organisations de migrants russes en Grande-Bretagne, il définit ces dernières comme des tentatives de *diasporisation* à travers la fabrication de repères culturels et politiques communs, une certaine « communauté de l'histoire »¹⁴². Si cette définition nous paraît très utile pour expliquer les processus que nous avons nous-mêmes observés en France, de par le fleurissement — fût-il invisible ou presque aux yeux des nationaux du pays d'accueil — de réseaux russophones de diverse nature — commerciaux, culturels, migratoires (et notamment de « passeurs » de migrants illégaux) —, en France, cette *diasporisation* par le bas reste cependant hésitante. En revanche, ce qu'on peut qualifier de *diasporisation* par le haut, mise en œuvre par les autorités russes et promue par les compatriotes professionnels sur place, est bien plus prompte à se développer.

Néanmoins, dans ce que disent Andy Byford à propos de la Grande-Bretagne et Paul Kolstoe à propos des russophones des pays de l'espace postsoviétique, la notion de recherche du commun, fondée principalement sur l'expérience de la vie en URSS, est capitale pour l'analyse des processus en cours en France, qu'il s'agisse de la diasporisation par le haut ou par le bas. Si nous reconnaissons ainsi que l'expérience soviétique *vécue* doit absolument être prise en compte, force est néanmoins de constater qu'elle n'est pas suffisante. Si l'on se tient à la perspective institutionnelle, c'est-à-dire au projet des compatriotes, l'idée d'une union sur la base de la seule expérience soviétique n'est pas entièrement satisfaisante, étant donné que les autorités russes y incluent également les représentants de la diaspora impériale, en nombre important en France. Dans leur démarche de renforcement des liens dans les communautés des pays hors de l'espace postsoviétique, les autorités russes ont en effet affaire à des situations migratoires très diverses, produit d'un siècle d'émigration depuis la Russie. Les migrants russes, arrivés après la chute de l'URSS dans les pays dit occidentaux, constituent

¹⁴² Nous empruntons la notion de « communauté de l'histoire » à Paul Kolstoe, qui l'emploie dans sa discussion sur l'utilisation de l'expression d'« étranger proche » en Russie dans les années 1990 (P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.*, Pp. 259-260). Ce terme désigne une communauté contingente n'ayant pas réellement choisi son destin de communauté. Selon Andy Byford, dans les conditions migratoires en Grande-Bretagne, les parcours des russophones provenant de tout l'espace postsoviétique se rejoignent dans ce qu'il appelle une « performance communautaire ». Pour Byford, l'héritage soviétique de ces populations joue un rôle important dans la construction de la communauté des russophones, leur permettant ainsi d'élargir un champ de possibilités ouvertes par la communauté du point de vue pratique de l'installation dans le pays, *russian-speaking market place*. Il développe ce dernier élément dans son article sur la dernière génération soviétique en Grande-Bretagne (A. Byford, « Poslednee sovetskoe pokolenie v Velikobritanii », *Neprikosnovennyj Zapas*, n° 2(64), 2009.

aux yeux des autorités russes une « nouvelle » diaspora par opposition à celle(s) des époques antérieures. Les autorités russes doivent donc composer avec trois types de ce qu'elles jugent être des situations diasporiques : la diaspora impériale, la « diaspora accidentelle » et la nouvelle diaspora des migrants postsoviétiques¹⁴³. La diasporisation par le haut, menée par les autorités russes afin de produire un seul « objet diaspora », se heurte à la complexité de toutes ces situations migratoires et aux héritages culturels et politiques dont les différentes vagues d'émigration russe sont porteuses.

S'il est difficile de connaître le nombre exact de russophones des pays de l'espace postsoviétique, il l'est plus encore d'évaluer numériquement ladite diaspora russe des pays hors de l'ex-URSS. Ce problème découle de la complexité du dénombrement des migrants internationaux en général et des difficultés spécifiques liées à la définition de la diaspora russe évoquée ci-dessus.

Tableau 2 : L'immigration russe dans quelques pays de l'Union européenne. Effectifs de personnes nées à l'étranger (Russie)

Pays/année	2010
Allemagne	977000
Belgique	51000
France	49000
Espagne	63500
Grèce	56000
Grande-Bretagne	40000

Source : statistiques de l'OCDE, OECD Library, 2011 ; Insee, recensement de la population en 2010 ; Office for National Statistics, enquêtes sur les forces de travail, 2010. Nous avons arrondi les données initiales.

Le Tableau 2 donne un aperçu de la « nouvelle » diaspora dans quelques pays de l'Union européenne (à l'exception des Pays baltes, anciennes républiques soviétiques), où le

¹⁴³ L'émigration d'après la chute de l'URSS a été ironiquement qualifiée en Russie d'« émigration saucisson » (*kolbasnaâ emigraciâ*). Une des rubriques du site web [archipelag.ru](http://www.archipelag.ru), consacré aux russophones dans le monde, questionne précisément le caractère purement économique ou non de la dernière vague d'émigration russe. Archipelag.ru est une ressource numérique sur les diasporas russes, sur la définition de ce que veut dire aujourd'hui « être russe » et sur la russophonie dans le monde. Les fondateurs de ce site sont, par ailleurs, des conseillers du président russe en matière de relations interethniques, de rapports interculturels de migrations. C'est en réalité une source d'informations et de réflexion offrant aux autorités russes des moyens d'exploiter le « très riche potentiel intellectuel de la diaspora russe » pour le développement de la Russie. Pour plus de détails : http://www.archipelag.ru/about_project/, dernière consultation le 6 décembre 2013.

nombre de migrants russes, étrangers ou nationaux par acquisition, approche ou dépasse les 50 000. On note ainsi que l'Allemagne reste le pays dont la population russe née en Russie est de loin la plus importante en Europe (presque 1 million de personnes en 2010), ce qui est dû à l'accueil par ce pays de la population russe d'« affinité allemande »¹⁴⁴. Pour les mêmes raisons, la Grèce continue d'attirer un certain nombre de Grecs pontiques¹⁴⁵, même si ces flux sont de plus en plus faibles. En revanche, la Grèce, comme d'autres pays de l'Europe du Sud, et en premier lieu l'Espagne, attirent de nouveaux migrants russes, des travailleurs, mais aussi des personnes qui acquièrent en propriété des maisons à des prix souvent plus faibles que dans les grandes villes russes. Avec la crise économique en Espagne, le prix de l'immobilier est devenu de plus en plus abordable et cette migration « résidentielle » s'est par conséquent développée (57 000 personnes en 2008, 69 500 en 2011). Le fait d'être propriétaire permet notamment à ces migrants d'obtenir plus facilement une autorisation de séjour provisoire. Il y a également dans ces pays des migrations saisonnières (notamment à travers l'emploi de femmes de ménage), parfois illégales, qui concernent davantage les Ukrainiens, mais aussi les Russes. Enfin, l'on note également une croissance régulière du nombre de migrants russes en France (40 000 en 2006, 49 000 en 2010) et en Grande-Bretagne (29 000 en 2006, 40 000 en 2010). Le nombre de plus en plus important de migrants russes en Belgique, qui serait passé de 14 600 en 2003 à 51 000 en 2010, s'explique cependant par le nombre croissant de demandeurs d'asile russes dans ce pays¹⁴⁶. En outre, la présence des migrants russes est également importante, d'un point de vue historique, dans des pays tels que les États-Unis, où le nombre de Russes nés en Russie a atteint presque 400 000 en 2011¹⁴⁷ et en Israël qui compte plus de 1,2 million de personnes nées dans un des pays de l'ex-URSS en 2009¹⁴⁸, dont une partie importante originaire de Russie.

¹⁴⁴ Nous reformulons ici l'expression de migrant « d'affinité ethnique » proposée par Rogers Brubaker (R. Brubaker, « Migrations of Ethnic Unmixing in the New Europe », *op.cit.*). Il s'agit ici de la politique d'accueil des *Aussiedlers*, ex-Soviétiques d'origine allemande, en Allemagne après la chute de l'URSS, ces migrants étant ainsi considérés comme « ethniquement » allemands.

¹⁴⁵ Les descendants des populations hellénophones du pourtour de la mer Noire.

¹⁴⁶ Par exemple, en 2005 les Russes (d'origine tchétchène) représentent de loin la nationalité principale des réfugiés reconnus en Belgique (45% en 2005). N. Perrin, « Les demandeurs d'asile », *Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme*, 2006. Lors de notre terrain de recherche en France, nous avons en effet rencontré quelques réfugiés tchétchènes, ayant obtenu leur statut en Belgique, mais ayant choisi finalement de venir travailler en France. De même, les réfugiés russes antifascistes nous ont parlé d'une présence importante de Russes et plus largement russophones (notamment les Biélorusses et les Kazakhs) dans les squats bruxellois.

¹⁴⁷ Statistiques de l'OCDE, OECD Library, 2011.

¹⁴⁸ Central Bureau of Statistics, Immigration en Israël en 2009. Accessible en ligne : http://www1.cbs.gov.il/reader/newhodaot/tables_template_eng.html?hodaa=201021039, dernière consultation le 4 décembre 2013.

Les autres statistiques disponibles sont à manier avec grande précaution, en particulier celles du Département des compatriotes du Ministère des affaires étrangères russe qui annonce le chiffre de 35 millions de personnes composant la diaspora russe dans le monde, dont quelques 6-6,5 millions résidant dans l'Union européenne¹⁴⁹. De quelle manière est définie l'appartenance à la diaspora russe de ces supposés 35 millions de personnes ? Quels critères ont-ils été choisis ? Quels sont les enjeux politiques que recouvre ce chiffre ? Telles sont les questions que nous aborderons dans le deuxième chapitre de cette première partie.

¹⁴⁹ Une interview à propos d'un portail sur et pour les compatriotes « Okno v Rossiû » [Une fenêtre sur la Russie] avec Alexandr Čepurin directeur du Département des compatriotes du Ministère des affaires étrangères, 12 octobre 2011 : http://windowrussia.ruvr.ru/news/2011_10_12/249921722/, dernière consultation le 3 novembre 2013.

Chapitre 2. La structuration progressive du projet des compatriotes

Il est nécessaire de créer une diaspora, que la Russie doit aider, pour qu'ensuite elle aide la Russie » (K. Zatulin, « Russkuû diasporu nužno sozdat' »)¹⁵⁰.

Dans le langage politique russe, la notion de « diaspora russe » apparaît avec la fin de l'URSS¹⁵¹ ; elle est alors directement liée à la présence des minorités russophones dans l'espace postsoviétique hors de la Russie. Elle n'est cependant que très peu utilisée durant les premières années de la présidence de Boris Eltsine, lequel est soucieux de se distinguer de ceux qui défendent le projet d'un rétablissement de l'Union soviétique. La « question russe » dans l'espace postsoviétique hors de la Russie reçoit cependant un traitement privilégié dans les milieux politiques nationalistes et communistes. Arrivé au pouvoir, Vladimir Poutine fait passer le problème du renforcement des liens avec la diaspora de l'espace postsoviétique d'une position marginale, limitée à des milieux politiques restreints, au statut de débat capital pour l'ensemble du spectre politique¹⁵².

Face à la réalité changeante des pays de l'espace postsoviétique, suivie dans certains cas par la détérioration des relations internationales entre les anciennes républiques de l'Union soviétique, les dirigeants russes ne peuvent manquer de répondre à la question de savoir quelle stratégie choisir : assurer la protection des Russes de l'« étranger proche »¹⁵³ — afin notamment d'éviter les départs massifs — et/ou assurer de bonnes conditions d'accueil de cette population, en partie qualifiée, susceptible de pallier le déficit démographique en Russie. La question est également celle des outils législatifs à mettre en œuvre aux échelles nationales et internationales afin d'intervenir auprès de ces populations, qui se situent à

¹⁵⁰ K. Zatulin, « Russkuû diasporu nužno sozdat' », [Il faut créer la diaspora russe], *Rossijskoe analitičeskoe obozrenie*, n° 7, 1998. URL : http://www.archipelag.ru/ru_mir/rm-diaspor/diaspor-politic/zaturusk/?version=forprint, dernière consultation le 7 décembre 2013.

¹⁵¹ S'il est vrai qu'il existait bel et bien une diaspora russe avant la chute de l'URSS, elle a été couramment désignée comme diaspora des émigrés blancs et pas tout simplement russe pour souligner son caractère hostile à l'URSS.

¹⁵² M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 10.

¹⁵³ Ce terme est utilisé, dans les années 1990, pour les États auparavant soviétiques. Si, à partir du début des années 2000, il est de moins en moins utilisé dans les discours politiques officiels en raison notamment des relations tendues entre la Russie et certains de ces États désormais indépendants, il reste cependant d'usage, en Russie, dans les milieux de défense des droits de ces minorités russophones. S. Tournon, « Retour sur la notion d'un étranger proche russe », Dossier « La Russie et son étranger proche », *Regards sur l'Est*, 2010.

l'étranger, mais se revendiquent en tant que Russes ou russophones. Elena Filippova, Paul Kolstoe, Igor Zevelev et Marlène Laruelle¹⁵⁴ se sont intéressés à ces problématiques : leurs analyses diffèrent, mais ils s'accordent pour dire que dans les années 1990 la « question russe » de l'espace postsoviétique n'était pas encore une priorité politique en Russie. Selon le témoignage d'Elena Filippova, depuis le début des années 1990 jusqu'aujourd'hui, la politique russe envers les Russes de l'étranger postsoviétique est traversée par une tension entre une volonté de maintien de la diaspora sur place à cause de l'incapacité à assurer l'accueil des migrants, et l'appel au retour des Russes pour faire face à la crise démographique en Russie. Il ne faut pas entendre ici le terme « politique » comme désignant un ensemble de mesures bien agencées et définies par des objectifs clairs, mais plutôt comme la conjonction de diverses politiques (au pluriel) portant sur les affaires domestiques en Russie et les relations internationales entre la Russie et les autres États postsoviétiques¹⁵⁵ — et plus tard, entre la Russie et le reste du monde. Il se révèle alors plus pertinent de parler de la création d'un objet « diaspora » à travers divers projets politiques de l'État russe, ce dernier menant une multiplicité d'*actions politiques* envers les communautés de l'étranger. De ce point de vue, la question est de savoir si et comment ces actions politiques, relatives à plusieurs situations migratoires hétérogènes (analysées dans le chapitre précédent) contribuent à « consolider » — selon la terminologie des autorités russes — la diaspora russe. L'on peut également se demander si tel est véritablement l'objectif final de ces actions politiques, et si c'est bien le cas, quels sont les motifs profonds du désir de rassembler ces communautés éclatées dans le monde en une et une seule diaspora.

L'idée de « consolider » les communautés d'immigrés en diaspora n'est en soi pas nouvelle dans le contexte mondial. Il suffit à cet égard de considérer les politiques mises en œuvre par d'autres pays, de comparer la Russie avec d'autres « États face à leurs expatriés »¹⁵⁶. On peut tout d'abord évoquer l'État marocain qui œuvre depuis de nombreuses années à la création de la diaspora marocaine afin de promouvoir un certain nombre d'intérêts (l'« intégrité territoriale » par exemple) : « l'existence, dans les années 2000, de ces néo-amicales [fondées sur des principes similaires à ceux des organisations russes de l'étranger, comme les Conseils de coordination des compatriotes de Russie] a alors été compris comme un élément de la recomposition du paysage associatif autour du mot d'ordre de la “diaspora

¹⁵⁴ P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.* ; I. Zevelev, *Russia and its New Diasporas*. Herndon, VA, United States Institute of Peace Press, 2001 ; M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.* ; Échange informel avec Elena Filippova, décembre 2011, Paris.

¹⁵⁵ R. Brubaker, « Accidental Diasporas and External 'Homelands' in central and Eastern Europe: Past and Present », *op.cit.*

¹⁵⁶ S. Dufoix, « Loin des yeux, près du cœur », *op.cit.*

marocaine»¹⁵⁷. Similairement, Alan Gamlen, dans une analyse comparative, a dressé une longue liste d'États qui mettent en œuvre des politiques envers leurs migrants, indépendamment de leurs niveaux respectifs de développement¹⁵⁸. En effet, de nombreuses recherches mettent l'accent sur les politiques des « États de départ » (*sending countries*) en voie de développement, sans y inscrire les pays développés qui, pourtant, ont mis ou mettent actuellement en place toute une série de politiques analogues. Notons à ce titre qu'en France, les migrants russes désireux de promouvoir l'adoption d'une loi en Russie sur la représentation de l'émigration à l'échelle institutionnelle (c'est-à-dire au Parlement russe) se sont intéressés de très près à l'exemple de la procédure d'élection à l'Assemblée nationale de députés représentant les Français de l'étranger.

Eva Ostergaard-Nielsen¹⁵⁹ divise les États de départ en trois catégories (États de départ de main-d'œuvre, États postcoloniaux et États en guerre). Le problème de cette typologie est qu'elle exclut des pays comme la Russie. C'est pour cette raison que la démarche d'Alan Gamlen nous intéresse, dans la mesure où il prouve en s'appuyant sur une démarche comparatiste qu'existe dans presque tous les pays ce qu'il appelle un « État d'émigration »¹⁶⁰, autrement dit un secteur de l'administration de l'État chargé des affaires des « émigrés ». Il démontre ainsi que ces politiques étatiques dépassent non seulement les frontières géographiques, mais aussi socio-économiques¹⁶¹. L'émergence de politiques russes envers les émigrés, ainsi que la structuration d'un secteur de l'État leur étant consacré, n'est donc pas surprenante. La véritable question est de savoir si ces politiques peuvent être efficaces, au sens où leur succès exige un minimum de coopération de la part de l'objet même de ces politiques, défini comme étant le « compatriote »¹⁶².

¹⁵⁷ A. Dumont, *La marocanité associative en France. Militantisme et territorialité d'une appartenance exprimée à distance* Thèse de géographie, Migrinter, Université de Poitiers, 2007, Pp. 418-419.

¹⁵⁸ A. Gamlen, « The emigration state and the modern geopolitical imagination », *Political Geography*, 27, 2008; du même auteur « Why Engage Diasporas? », *ESRC Centre on Migration, Policy and Society*, Working Paper n° 63, University of Oxford, 2008; du même auteur « Diaspora Engagement Policies: What are they, and what kinds of states use them? », *COMPAS Working Paper*, n° 32, University of Oxford, 2006.

¹⁵⁹ E. C. Ostergaarden-Nielsen, « International Migration and Sending Countries: Key Issues and Themes », in Ostergaarden-Nielsen E.C. (dir.) *International Migration and Sending Countries: Perceptions, Policies and Transnational Relations*. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003.

¹⁶⁰ A. Gamlen, « The Emigration State and the Modern Political Imagination », *op.cit.*

¹⁶¹ Cependant, comme le précise Stéphane Dufoix, la typologie établie par Alan Gamlen différenciant les mécanismes de « création » (reconnaissance formelle) et d'« intégration » d'une diaspora (mise en œuvre de droits particuliers) permet, certes, de catégoriser les États selon la présence de ces deux formes ou de l'absence de l'une d'elles, mais elle ne permet pas d'intégrer les ressortissants de ces pays vivant à l'étranger et qui contestent la légitimité de son régime politique. S. Dufoix, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », *op.cit.*, p. 34.

¹⁶² Cette question est d'autant plus légitime si on la considère à la lumière de la longue histoire de l'émigration russe, une histoire au cours de laquelle l'État (russe, puis soviétique) s'est le plus souvent opposé à ses expatriés,

2.1 - Les commencements de la politique russe : encadrer ou endiguer les migrations dans l'espace postsoviétique ?

Afin de répondre à la question posée dans l'introduction à ce chapitre, il est nécessaire de revenir aux commencements, quelque peu hésitants, de ces politiques en Russie. L'enjeu premier, dans les années 1990, a été de fournir une réponse politique à la situation créée par la formation d'une « diaspora accidentelle » suite à la chute de l'URSS. La question de la consolidation de la diaspora ne se posait pas encore à cette étape et les communautés russes des pays hors de l'espace postsoviétique n'étaient pas incluses dans le champ d'action originel de la politique russe des compatriotes.

L'évolution du climat politique en Russie en lien avec la « diaspora accidentelle »

La question de la présence russe dans les républiques soviétiques fédérées est soulevée pour la première fois dans les années 1980 par Mikhaïl Gorbatchev. Alors dirigeant de l'URSS, et préoccupé par la montée du nationalisme dans les républiques soviétiques, il exprime son inquiétude quant à la situation des Russes résidant dans ces républiques¹⁶³. À ce moment, le groupe d'opposition au régime communiste, avec Boris Eltsine à sa tête, ne s'intéresse que très peu au destin de ces Russes, voire s'oppose à toute logique de soutien des leaders des organisations russophones, une partie d'entre eux se prononçant ouvertement pour le maintien de l'Union¹⁶⁴. Suite au démantèlement du pouvoir communiste et surtout de l'adoption par les Pays baltes de législations restrictives en terme d'accès à la nationalité, le président Boris Eltsine et son équipe commencent à s'alarmer à propos de la situation des Russes de ce qu'ils nomment l' « étranger proche » :

« Ainsi, jusqu'en 1994, les hautes figures du ministère des Affaires étrangères interrogées sur cette question répondent le plus souvent que les droits des Russes du proche-étranger sont garantis par les législations internationales auxquelles les nouveaux Etats ont souscrit, et que la Russie ne voit pas en eux une cinquième colonne de son influence dans la région »¹⁶⁵.

ces derniers s'opposant à leur tour à l'État. Cette opposition débouchait régulièrement sur des pratiques violentes de la politique dans l'émigration russe, tels que les enlèvements perpétrés par les services soviétiques et, inversement, les attentats contre les politiques du pays d'origine commis par des représentants de l'émigration.

¹⁶³ P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.*, p. 263.

¹⁶⁴ La situation est surtout très conflictuelle dans les trois Etats baltes, où les *Interfront* (Fronts internationalistes) se forment afin de résister à la déssoviétisation de ces pays.

¹⁶⁵ M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 5.

En 1992, Andrej Kozyrev, alors ministre des affaires étrangères — connu pour ces prises de positions « libérales » au sujet des relations entre la Russie et les Nouveaux États Indépendants — évoque l'éventualité que le « pire scénario » se produise, un scénario dans lequel la Russie utilisera des « arguments de force » afin de protéger les minorités russes de l'étranger¹⁶⁶. Durant cette période, la question russe de l'étranger postsoviétique est avant tout abordée par les représentants des milieux politiques nationalistes et communistes, qui malgré leurs positions très divergentes sur d'autres questions, partagent l'idée de la nécessité de renforcer les liens avec ces Russes. Parmi les défenseurs de ces derniers, l'on retrouve entre autres le Parti communiste de la Fédération de Russie dirigé par Gennadi Zûganov, le Parti libéral-démocrate dirigé par Vladimir Žirinovski et le Parti national-bolchévique d'Edouard Limonov. Pour ces mouvements politiques, et surtout pour le Parti libéral-démocrate de Russie, le destin de la diaspora russe s'inscrit dans le plus large enjeu du rétablissement de la puissance impériale russe. La voix des défenseurs des Russes de l'espace postsoviétique commence à se faire davantage entendre depuis la création de plusieurs organisations de lobbying des intérêts de la « diaspora accidentelle », tels que le Congrès des communautés russes et l'Institut de l'étranger proche, renommé Institut des pays de la Communauté des États Indépendants, puis Institut de la Diaspora et de l'Intégration.

Le Congrès des communautés russes, créé en 1993 suite aux efforts conjoints des hommes politiques de Moscou — dont la figure phare est Dimitri Rogozin — et des représentants de la diaspora a pour leitmotiv « le droit de la nation russe à son unification dans un État uni sur son territoire historique, à la renaissance de la puissance de la patrie, au bien-être et à l'épanouissement de tous les peuples de Russie »¹⁶⁷. Le Congrès, quoique encore de manière incidente, pose les jalons de l'institutionnalisation de la « question russe » de l'espace postsoviétique. À la diaspora accidentelle est à nouveau réservée un rôle particulier dans la restauration de l'Union soviétique, lequel est conçu comme le simple prolongement de l'État russe des siècles précédents. A la suite de la création du Congrès, plusieurs réunions entre les Russes de l'étranger sont organisées en Russie afin de définir exactement à qui s'adressent ses actions. Lors du deuxième Congrès mondial des Communautés russes à Moscou en 1994 et dans le cadre de la « Déclaration des droits de Compatriotes » en 1994, une définition du « compatriote » a été proposée. « Compatriote » désigne :

¹⁶⁶ P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.*, p. 270.

¹⁶⁷ Article de Rogozin sur le programme du Congrès : http://www.rau.su/observer/N18_94/18_21.htm, dernière consultation le 7 décembre 2013.

« toute personne qui a été citoyenne de l'URSS, qui n'a pas renoncé volontairement à cette citoyenneté, qui réside à présent de manière permanente sur le territoire de l'URSS, considère le russe comme sa langue maternelle et se sent appartenir à la civilisation russe »¹⁶⁸.

La deuxième organisation à naviguer entre le milieu associatif russe de l'espace postsoviétique et la scène politique en Russie, est l'Institut de l'étranger proche fondé en 1996 et dirigé par Konstantin Zatulin. À l'instar du Congrès des communautés russes, l'Institut défend l'idée de l'organisation de l'État russe en empire sur le territoire de l'ancienne URSS. L'Institut appuie le rôle de la diaspora accidentelle dans cette entreprise et dénonce le manque de soutien dont celle-ci a fait l'objet de la part de l'État russe.

Enfin, la troisième organisation impliquée dans les débats à propos de la situation et du destin des Russes de l'espace postsoviétique, est le Forum des associations de déplacés. Créé en 1996 et dirigé par Lidiâ Grafova, le Forum mène des actions relatives à la politique de migrations en Russie, et en particulier aux déplacés russes depuis les pays ex-soviétiques. L'enjeu est d'ouvrir un débat sur la gestion des migrations et les conditions d'accueil des migrants en Russie, ainsi que d'offrir à ces derniers un appui juridique. Cette organisation reste cependant marginale et peu ancrée sur la scène politique russe. Il faut par ailleurs préciser que tous ces partis et organisations politiques demeurent peu visibles dans les années 1990, et le sont à peine plus au début des années 2000¹⁶⁹. Cette marginalisation n'implique pas que la politique des compatriotes ne prenne pas une place de plus importante dans les politiques officielles de l'État russe. Cependant, la véritable émergence d'un « État d'émigration » en Russie ne se produit que pendant la deuxième moitié des années 2000.

La question de la présence russe et du retour des migrants russes reste alors étroitement liées à celle de la « construction nationale » de la Russie, et plus précisément de la « quête de l'idée nationale » qui suscite de très nombreuses discussions. Si ces deux expressions, « construction nationale » et « quête de l'idée nationale » sont très largement utilisées aujourd'hui encore en Russie, les problèmes socio-politiques qu'elles abordent restent néanmoins irrésolus, comme en témoignent les récents événements liés à l'immigration en Russie¹⁷⁰. La période de l'accession de Vladimir Poutine au pouvoir est aussi celle de la

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ P. Kolstoe, « Territorialising Diasporas : The Case of Russians in the Former Soviet Republics », *Millennium-Journal of International Studies*, n° 28, 1999 ; du même auteur, « Review of Igor Zevelev, Russia and its new diasporas », *Diaspora*, vol. 10, n° 2, 2001 ; M. Laruelle, « Les 'Russes de l'étranger-proche' : le thème diasporique et ses lobbies en Russie », *op.cit.*; T. Poloskova, « Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj Federacii v otnošenii zarubežnyh sootečestvennikov: novye tendencii i perspektivy. Problemy konsolidacii i strukturirovaniâ 'Russkogo mira' », *Studia Slavica Finlandensia*, 2004.

¹⁷⁰ Nous songeons ici aux très violentes manifestations anti-immigrés de la place Manežnaâ (11 décembre 2010). De telles manifestations peuvent aller jusqu'à l'émeute, comme ce fut le cas en octobre 2013 à Birûlevo (quartier

naissance et/ou de la maturation de deux thématiques dans l'agenda politique russe : l'intensification de la construction nationale et le renforcement de la logique d'intégration régionale¹⁷¹. Présentées comme deux logiques compatibles, et même intimement liées, elles démontrent le rôle que les Russes de l'espace postsoviétique sont susceptibles de jouer à l'échelle de toute la Russie. Par ailleurs, l'importance numérique de ces migrants est, nous l'avons dit, perçue comme une ressource humaine non négligeable pour pallier la situation démographique déplorable de la Russie.

L'appropriation de l'objet « diaspora » par Vladimir Poutine semble alors annoncer la mise en œuvre d'une véritable politique en faveur des Russes de l'étranger, extrêmement attendue parmi les milieux nationalistes et les organisations communautaires. Il ne s'agit pourtant encore que d'un discours empreint d'une indéniable rhétorique¹⁷² et qui n'apporte pas de changement capital en matière de défense des droits et d'amélioration des conditions de rapatriement des Russes de la diaspora accidentelle. Malgré l'apparition, sous la présidence de Vladimir Poutine, d'un certain nombre d'éléments « ethnonationaux »¹⁷³, la question de la construction nationale en Russie reste définie en terme civique et non ethnique, ce qui n'est pas sans provoquer l'insatisfaction des milieux de défense des Russes de l'espace postsoviétique que nous avons décrits ci-dessus¹⁷⁴. En effet, la définition de la « russité » et de l'idée nationale en terme civique (« russe », *rossijskij*¹⁷⁵) ne s'accorde guère avec les revendications émanant de ces milieux, qui sont soucieux de distinguer les Russes « ethniques » de l'étranger des autres populations (en particulier des populations migrantes se

de Moscou). Il s'agit donc également de se demander dans quelle mesure il est nécessaire, et opportun, de faire usage des expressions de « construction nationale » et de « quête de l'idée nationale ». L'usage de ladite « idée nationale », au même titre que de cette autre « notion-valise » qu'est l'« identité nationale » tend à obscurcir, plutôt qu'à éclairer, les problèmes. Se posent de tels problèmes de définition que certains chercheurs en appellent à rompre une fois pour toutes avec ces notions. En lieu et place, André Bérélowitch propose par exemple de parler de « conscience collective ». A. Bérélowitch, « Formation d'une conscience collective en Russie (XVe-XVIe siècles) », *Cités*, Vol. 1, n° 29, 2007, Pp. 59-60. Sur l'ambiguïté du mot « identité », voir R. Brubaker, F. Cooper, « Beyond 'identity' », *Theory and society*, n° 29, 2000.

¹⁷¹ I. Zevelev, *Russia and its New Diasporas*, *op.cit.*

¹⁷² M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 10.

¹⁷³ Nous empruntons ce terme ici à Igor Zevelev (*Russia and its New Diasporas*, *op.cit.*). Il est également discuté par Paul Kolstoe (*Review of Igor Zevelev, Russia and its new diasporas*, *op.cit.*). Valery Tiškov, directeur de l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie russe des Sciences, a, à de nombreuses reprises, parlé de la notion civique d'« idée nationale ». Il a par ailleurs été conseiller du président Vladimir Poutine. N'oublions néanmoins pas que le cercle des conseillers du président est relativement large, et va jusqu'à inclure des personnalités politiques telles qu'Aleksandr Dugin théoricien de l'eurasisme qui est très éloigné de la conception civique de l'idée nationale en Russie.

¹⁷⁴ À l'exception du Forum des associations de déplacés, dirigé par Lidiâ Grafova.

¹⁷⁵ Le mot français « russe » renvoie en réalité à deux significations distinctes en Russie, à savoir russe en un sens ethnique ou culturel (*rususkij*) et russe au sens civique, en tant que citoyen de la Fédération de Russie (*rossijskij*). A. Berelowitch, J. Radvanyi, *Les 100 Portes de la Russie. De l'URSS à la Russie, les convulsions d'un géant*. Paris, Editions de l'Atelier, 1999.

dirigeant vers la Russie) de l'espace postsoviétique et qui revendiquent qu'un statut égal à celui des citoyens de Russie — ou du moins un statut qui ne soit pas inférieur à celui d'un « Tadjik qui a obtenu la citoyenneté russe »¹⁷⁶ — soit octroyé aux Russes « ethniques » quelle que soit leur citoyenneté¹⁷⁷. Ceci dit, malgré le positionnement civique (russienne) plutôt qu'ethnique (russe) de la question nationale, positionnement qui prévaut aujourd'hui encore, la notion de « Russe de l'étranger » et la question des liens qui unissent ce dernier à la Russie sont plus ambiguës, notamment d'un point de vue juridique.

Une législation spécifique aux Russes de l'étranger : entre diaspora et compatriotes

À la chute de l'URSS, l'une des premières mesures prises par l'État russe envers la diaspora accidentelle a concerné les conditions d'octroi de la double citoyenneté. Selon la loi de 1992 sur la citoyenneté russe :

*« les citoyens de l'ex-URSS qui résident à titre permanent en Russie au moment de l'entrée en vigueur de la loi obtiennent automatiquement la citoyenneté russe s'ils la demandent, ainsi que ceux qui sont nés sur des territoires ayant appartenu à la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (RSFSR) avant que ceux-ci n'aient été cédés à d'autres républiques (c'est le cas par exemple des personnes nées en Crimée avant 1954). »*¹⁷⁸

Cette loi précise cependant que les ressortissants et résidents d'autres républiques fédératives de l'Union peuvent également, jusqu'à la date du 31 décembre 2000, demander la citoyenneté russe s'ils n'ont pas acquis une autre citoyenneté¹⁷⁹. La question de la double citoyenneté se pose alors pour ceux qui ont déjà acquis la citoyenneté d'un autre pays. La loi de 1992 stipule cependant que les résidents russes d'autres pays de l'espace postsoviétique en possession d'une autre citoyenneté peuvent demander la citoyenneté à condition qu'un accord

¹⁷⁶ Nous empruntons cette citation à Marlène Laruelle : M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, pp. 35-36.

¹⁷⁷ Cette question ouvre par ailleurs le plus large débat du « rapport à l'autre » en Russie et chez les Russes de l'étranger. Nous y reviendrons dans la troisième partie de cette thèse quand il s'agira d'analyser le rapport des migrants russes aux autres migrants ou à ceux qu'ils perçoivent en tant que migrants — c'est-à-dire les Français ou les Britanniques d'origine immigrée. Pour la situation en Russie, voir par exemple M. Laruelle, « Les Russes et "les autres". Introduction à la diversité nationale », in Ferro, M., Mandrillon, M.-H. (dir.), *Russie, peuples et civilisations*. Paris, La Découverte, 2005 ; V. Voronkov, O. Karpenko, « Trudno ne byt' rasistom », *op. cit.*

¹⁷⁸ Pour plus de détails sur la loi « A propos de la citoyenneté russe » :

<http://www.mid.ru/dks.nsf/mnsdoc/04.03.02.02>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

¹⁷⁹ A. de Tinguy, « La Russie et les « compatriotes » de l'étranger. Hier rejetés, demain mobilisés ? » in S. Dufoux, C. Guerassimoff, A. de Tinguy *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*. Paris, Presses de Sciences Po, 2011, Pp. 190-191.

bilatéral sur la double citoyenneté ait été signé entre la Russie et le pays en question¹⁸⁰. Les rares accords qui ont été signés — avec le Turkménistan en 1993, avec le Tadjikistan en 1995 et avec le Kirghizstan en 2006 — ont en réalité révélé l'échec de la politique russe dans la mesure où ces trois accords ont par la suite été rompus, mais aussi et surtout parce que le nombre de Russes dans ces trois pays était sensiblement plus faible que dans d'autres pays de l'espace postsoviétique. Malgré l'abandon du projet d'accords bilatéraux, *de facto* plusieurs milliers de Russes de la diaspora accidentelle sont encore aujourd'hui en possession de deux passeports, le passeport russe et un passeport d'un autre pays ex-soviétique, sans le signaler aux autorités.

La seule base légale garantissant les droits d'obtention de la citoyenneté russe demeure la loi de 1992, modifiée en 2002. Cette modification a réduit les possibilités d'obtention de la citoyenneté, laquelle requiert désormais cinq ans de résidence à titre permanent en Russie, la maîtrise de la langue russe, des revenus financiers suffisants, l'abandon de la citoyenneté antérieure¹⁸¹. La nouvelle loi, critiquée à maintes reprises par les milieux de défense des Russes de l'espace postsoviétique, complexifie davantage encore selon ces derniers les conditions d'accès à la citoyenneté en la rendant quasiment impossible lorsqu'elle est demandée depuis l'étranger. Malgré des amendements à la loi votés ultérieurement, la situation générale demeure presque identique.

Bien que légalement la Russie ne soit habilitée à intervenir que dans les affaires qui concernent ses citoyens résidant à l'étranger, les débats sur la « responsabilité » de la Russie sur le destin de la diaspora des pays ex-soviétiques — dont l'existence est le résultat même d'événements géopolitiques représentant, selon les termes de Vladimir Poutine, « la plus grande catastrophe du XXe siècle » — la conduit à adopter une série de lois destinées spécifiquement aux Russes de l'étranger. Le concept de compatriote est institutionnalisé pour la première fois en 1994 à travers un oukase présidentiel « Concernant les principales directions de la politique de la Fédération de Russie relatives aux compatriotes de l'étranger » qui établit notamment une Commission gouvernementale sur les compatriotes de l'étranger¹⁸². L'oukase est suivi en 1995 d'une loi « Concernant la déclaration sur le soutien de la diaspora russe et la protection des compatriotes russiens ». Votée par la Douma russe, cette loi inscrit institutionnellement non seulement le concept de compatriote mais aussi celui de

¹⁸⁰ P. Kolstoe, *Russians in the Former Soviet Republics*, *op.cit.*, p. 314.

¹⁸¹ A. de Tinguay, « La Russie et les « compatriotes » de l'étranger. Hier rejetés, demain mobilisés ? », *op.cit.*, p. 190. Les délais d'obtention sont plus courts (de 4 ans) en cas de mariage et pour les Soviétiques nés en RSFSR.

¹⁸² L'oukase présidentiel n°1681 : <http://legalaidforcom.ru/?p=57>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

diaspora. En usant de l'adjectif « russe », elle souligne les liens étatiques — et non ethniques comme ce serait le cas avec l'adjectif « russe » — qui existent entre l'État russe et la diaspora russe. Celle-ci est alors définie en tant qu'incluant

*« toutes les personnes originaires de l'URSS et de la Russie et leurs descendants directs, indépendamment de l'appartenance ethnique et nationale, de la langue, de la confession, de l'occupation, du lieu de résidence et d'autres conditions, qui n'ont pas la citoyenneté de la Fédération de Russie et reconnaissent leurs liens spirituels et ethno-culturels avec la Fédération de Russie ou avec l'un des sujets de la Fédération de Russie. »*¹⁸³

L'usage de l'idée de « liens ethno-culturels » est cependant problématique dans une définition qui prétend faire fi de l'« appartenance ethnique ou nationale ». Une autre difficulté se fait jour du fait de l'utilisation conjointe des deux termes « diaspora » et « compatriotes ». La loi déclare être la conséquence des discriminations subies par les Russes dans certains pays de l'espace postsoviétique ; il s'agit donc implicitement de la diaspora accidentelle constituée des compatriotes de Russie. Mais cette définition révèle les prémisses d'une réflexion politique sur la diaspora à l'échelle globale ; elle inclut non seulement les Russes de l'espace postsoviétique, mais aussi les émigrés des périodes d'avant la chute de l'URSS dans les pays occidentaux, d'où l'introduction du terme de diaspora. De ce point de vue, de nombreux descendants d'émigrés blancs se sont prononcés contre l'argument de leur appartenance à la communauté des compatriotes ; en raison même de l'usage de cette notion, certains ont même refusé de participer au premier Forum russe organisé à Paris en septembre 2011¹⁸⁴. Inversement, l'utilisation du terme de « diaspora » a été vivement critiquée parmi les milieux de défense des Russes de l'étranger et des associations de Russes de l'espace postsoviétique qui l'ont jugé inapproprié à leur situation. Il est donc possible que l'alliance des deux notions soit une tentative pour établir un consensus entre les différentes composantes de l'« objet diaspora » à consolider.

Rappelons néanmoins que malgré la rencontre, à valeur avant tout symbolique, entre Boris Eltsine et des descendants de Russes blancs en 1992 en France — « lorsque Eltsine a fait un geste étonnant, en demandant pardon à l'émigration pour tout ce qu'elle a dû endurer de la part de sa patrie belle-mère »¹⁸⁵ — les premiers destinataires de la loi de 1995 étaient les

¹⁸³ Pour plus de détails sur cette loi : http://www.businesspravo.ru/Docum/DocumShow_DocumID_35720.html, dernière consultation le 6 décembre 2013.

¹⁸⁴ Les Forums russes sont organisés en coopération étroite avec les Ambassades de Russie dans tous les pays de forte présence des compatriotes. Nous reviendrons plus en détail dans les pages qui suivent sur le rôle, le statut et les objectifs de ces Forums.

¹⁸⁵ L'article de Georges Nivat est disponible à l'adresse suivante : <http://nivat.free.fr/livres/retour/16b.htm>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

Russes de l'espace postsoviétique en raison de leur condition de non-nationaux dans plusieurs pays ex-soviétiques¹⁸⁶. C'est pour cela que la loi suivante, votée en 1999, s'adresse avant tout aux compatriotes sans plus évoquer la diaspora. La notion de compatriote est alors à nouveau définie dans la loi fédérale de 1999 « Concernant la politique de la Fédération de Russie relatives aux compatriotes de l'étranger ». C'est la première véritable loi sur les compatriotes après l'oukase présidentiel. Cette loi définit les compatriotes comme :

*« des personnes qui sont nés dans le même État, qui y résident toujours ou y ont résidé auparavant, et qui possèdent des traits communs de langue, de religion, de patrimoine culturel, de traditions et de coutumes, ainsi que les descendants directs de ces personnes »*¹⁸⁷.

En ce qui concerne le compatriote de l'étranger, il est défini comme étant :

*« citoyen de la Fédération de Russie, résidant de manière permanente à l'étranger ; ce sont des personnes qui ont eu la citoyenneté soviétique, résident dans des États ayant fait partie de l'URSS et qui ont obtenu à la chute de l'URSS la citoyenneté d'un des nouveaux États ou qui n'ont obtenu aucune citoyenneté ; les émigrés de l'Etat russe, de la République russe, de la RSFSR, de l'URSS et de la Fédération de Russie, qui ont eu la citoyenneté d'un de ces États et sont devenus citoyens d'un autre État, qui possèdent le titre de séjour d'un autre État ou qui n'ont obtenu aucune citoyenneté ; et les descendants de personnes appartenant aux groupes énumérés ci-dessus, hormis les descendants des personnes des nations éponymes de ces États. »*¹⁸⁸

D'après ces deux définitions, la notion de compatriote ne désigne pas seulement des personnes résidant à l'étranger, mais également les Russes résidant en Russie. Le compatriote ou *sootečestvennik* en russe, est conçu comme le vecteur de son *otečestvo* ou père-patrie (*fatherland*) qui, ainsi que l'explique Marlène Laruelle, fait porter l'accent sur l'appartenance étatique (au pays des pères) plutôt que sur l'appartenance affective, comme c'est le cas avec le terme de « patrie » (*rodina*, le lieu où l'on est né, la filiation maternelle)¹⁸⁹. Notons cependant que malgré l'absence de toute mention du terme « diaspora » dans la loi de 1999, la

¹⁸⁶ Il s'agit avant tout de la situation des russophones de Lettonie et d'Estonie, où, à la chute de l'URSS, un grand nombre de russophones (Russes, Ukrainiens, Biélorusses) ont obtenu des passeports de non-citoyens. Une des personnes que nous avons interviewées, militant d'opposition au régime politique actuel en Russie, possède toujours un tel passeport letton, tout en résidant en France. Considérant ce passeport comme une insulte de la part de la Lettonie, il s'indigne d'autant plus du fait que son prénom et nom d'origine ukrainienne aient été adaptés à la langue lettonne (par ajout de la lettre « s » à la fin du nom et du prénom) au moment de la délivrance de ce passeport. Il dit avoir vécu cette modification comme une tentative pour corrompre ses sentiments d'appartenance et son identité (Échange informel avec V.M., 30 juin 2013, Paris). Les personnes possédant le passeport de non-citoyen dans ces deux Etats baltes ne peuvent par ailleurs pas prétendre au statut d'apatride, comme le précise l'ONU. Quoique que nous ne disposions pas d'informations exactes à ce sujet, plusieurs de nos interlocuteurs ont cependant signalé des cas d'attribution du statut d'apatride à des non-citoyens au Canada.

¹⁸⁷ Loi « O gosudarstvennoj politike Rossijskoj Federacii v otnošenii sootečestvennikov za rubežom » [A propos de la politique d'Etat de la Fédération de Russie relative aux compatriotes de l'étranger] : <http://www.rg.ru/2010/07/27/sootech-dok.html>, dernière consultation le 6 décembre 2013.

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 31.

définition du compatriote inclut néanmoins ceux qui sont désignés comme les « émigrés »¹⁹⁰, devenus citoyens d'autres États ou ayant obtenu un titre de séjour provisoire dans ces États. Cette inclusion législative de toutes les populations russes se trouvant à l'étranger fait à nouveau l'objet des critiques des milieux de défense des Russes de l'espace postsoviétique, qui estiment « qu'il est impossible d'assimiler les Russes partis volontairement de la mère-patrie, en particulier tous ceux qui composent l'émigration économique mafieuse d'aujourd'hui, et ceux qui, sans bouger de chez eux, ont soudainement vu leur patrie se rétrécir et les abandonner à un autre État »¹⁹¹.

Une autre critique des lois de 1995 et de 1999 vise la définition trop imprécise du « compatriote » d'un point de vue ethnique. Les représentants des milieux de défense des Russes de l'espace postsoviétique estiment que cette définition devrait être avant tout centrée sur les Russes ethniques. Les voix du désaccord se lèvent également dans les pays ex-soviétiques, où cette définition est par certains jugée abusive car elle inclut *de facto* tous les originaires de l'espace postsoviétique qu'ils le souhaitent ou non¹⁹². Un autre point important introduit par la loi de 1999 est la possibilité d'obtenir un document prouvant l'appartenance à la catégorie des compatriotes. En réalité, ce document ne peut pas être délivré, d'une part parce qu'il contredit la loi sur la citoyenneté russe, d'autre part parce que la Russie est censée respecter le principe de non-ingérence dans les affaires d'un autre État, et ce tout particulièrement lorsqu'il s'agit des non-citoyens russes. Ces contradictions ont conduit à plusieurs révisions de la loi, l'une des dernières datant de 2010¹⁹³. Cet amendement a fait reconnaître en tant que compatriote les citoyens de Russie résidant à titre permanent à l'étranger, ainsi que toutes les catégories de population énumérées dans la loi de 1999, en

¹⁹⁰ Il s'agit des émigrés russes des différentes vagues d'émigration partis en dehors de la Russie après la révolution et la fin de l'URSS.

¹⁹¹ M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 38.

¹⁹² Propos d'Aleksandr Čepurin, directeur du Département des compatriotes du Ministère des affaires étrangères russe, Forum russe, septembre 2011, Paris.

¹⁹³ D'autres amendements ont depuis été introduits ou sont en cours de préparation. Compte tenu des limites temporelles que nous avons mis à l'étude de cette question législative (jusqu'à 2012) afin de nous consacrer dans une plus large mesure à la question de la structuration de la communauté politique russe en France, nous ne détaillerons pas l'évolution législative relative à la question des compatriotes. Tant que le principe d'auto-définition de l'appartenance à la catégorie de compatriote demeure en vigueur, les évolutions législatives n'auront qu'une incidence limitée sur les organisations de compatriotes que nous avons étudiées en France. Cette évolution n'est donc pas capitale pour notre objet d'étude puisqu'il y a un certain *statu quo* sur cette question dans les milieux des compatriotes professionnels en France, lesquels ont de fait décidé que tout ressortissant de l'ex-URSS ou descendant d'anciennes vagues d'émigration russe est libre de participer aux activités des organisations de compatriotes. Si les descendants d'émigrés de vagues précédentes y sont représentés depuis 2011 (année du premier Forum russe en France), à partir de 2013 se produit en France une ouverture de ces organisations de représentation des compatriotes vers les ressortissants des autres pays ex-soviétiques, par exemple la Biélorussie. Si cette ouverture est quelque peu tardive en France, l'organisation jumelle en Grande-Bretagne (Conseil de coordination des compatriotes) a quant à elle inclus dès 2010 des ressortissants des autres pays de l'espace postsoviétique, notamment de l'Ukraine.

ajoutant que l'appartenance aux compatriotes résulte du propre choix des individus. Le principe d'auto-définition devient alors capital dans le concept de compatriote, ce qui n'empêche que le désir d'être un compatriote doit être

« soutenu par des activités sociales ou professionnelles s'attachant au maintien de la langue russe, des autres langues nationales de la Fédération de Russie, au développement de la culture russe à l'étranger, au renforcement des relations amicales entre les États de résidence des compatriotes et la Fédération de Russie, au soutien des organisations de compatriotes et à la protection des droits des compatriotes, ainsi que par d'autres témoignages attestant du libre choix qu'ont fait ces personnes d'entretenir des liens spirituels et culturels avec la Fédération de Russie. »¹⁹⁴

L'idée d'un document certifiant l'appartenance à la catégorie des compatriotes est alors abandonnée et remplacée par la possibilité d'obtenir une attestation de membre d'une des organisations de compatriotes, conformément au règlement interne de chacune de ces organisations. Cette possibilité vise à encourager la participation des compatriotes au sein des Conseils de coordination des différents pays de résidence. De nouveau, les milieux de défense des compatriotes de l'espace postsoviétique ont crié à l'abandon des Russes de l'étranger par l'État russe, à cause de l'impossibilité pour les non-citoyens de Russie de prouver leur statut de compatriote. Les Russes de plusieurs pays occidentaux ont quant à eux plutôt eu tendance à considérer avec méfiance cette loi, et en particulier la volonté de créer des Conseils de coordination des compatriotes en tant qu'organisations enregistrées douées du pouvoir de délivrer des preuves d'appartenance. C'est le cas notamment du premier Forum russe en France en 2011. Un débat sur l'enregistrement du Conseil de coordination des compatriotes en France a, à nouveau, eu lieu lors du dernier Forum russe, en octobre 2013. Le président du Conseil a expliqué sa réticence envers l'enregistrement : « Malgré vos multiples questions sur l'enregistrement du Conseil en tant qu'association en France, je voudrais préciser que cette solution ne me paraît pas efficace, car nous serons automatiquement soumis aux lois françaises »¹⁹⁵. Si, en 2011, cette réticence s'expliquait surtout par la crainte des différentes associations russes faisant partie du Conseil d'être « dissoutes » dans ce dernier si celui-ci est enregistré (cette méfiance existe par ailleurs toujours, en 2013, chez les associations russes), la question de la dépendance à l'égard des lois françaises n'est quant à elle soulevée pour la première fois qu'en 2013. Cet élément est capital pour la compréhension de l'évolution du Conseil français, passant d'une organisation de « simple représentation » des immigrants russes en France devant les autorités russes de l'« État d'émigration » — notamment pour des

¹⁹⁴ Pour plus de détails sur la loi : <http://www.rg.ru/2010/07/27/sootech-dok.html>, dernière consultation le 6 décembre 2013.

¹⁹⁵ Si nous n'avons pas pu assister à ce Forum, les discours ont été enregistrés, à notre demande, par l'une des militantes présentes au Forum.

questions de gestion des financements de projets culturels d'associations, attribués par ces autorités — à une organisation ayant des objectifs allant bien au-delà de la stricte représentation. Cette évolution est intimement liée à celle du projet des compatriotes en Russie, et en particulier à la clarification des objectifs du rapprochement de l'État russe et des compatriotes. Ces derniers sont désormais désignés comme « ambassadeurs » de la Russie en France ; ils doivent ainsi contribuer à l'amélioration de l'image de leur pays d'origine dans le pays d'accueil, ainsi qu'à l'échelle européenne. En résumé, les compatriotes deviennent les vecteurs non seulement de leur patrie, mais aussi les vecteurs de la politique russe dans le pays d'installation, comme l'ont explicitement affirmé les représentants des autorités russes lors du dernier Forum russe de France. Le non-enregistrement de l'association permet ainsi d'éviter les difficultés relatives aux activités politiques des binationaux et non Français pour le compte de leur pays d'origine, activités qui contreviennent en effet à la législation française.

2.2 - L'émergence des institutions étatiques en lien avec la question des Russes de l'étranger

La dernière question relative à la « consolidation de la diaspora des compatriotes » est celle de la définition des principaux acteurs de ce projet du côté russe. Comment s'est structuré l'« État d'émigration » en Russie et qui sont, en Russie, les principaux interlocuteurs des compatriotes de l'étranger ? Comment ces institutions étatiques ont-elles évolué dans le temps, depuis les années 1990 jusqu'aujourd'hui ? Quels enseignements pouvons-nous en tirer pour la compréhension de la structuration générale de l'« objet diaspora » et de ses objectifs à long terme ? Avant d'élargir sa politique aux compatriotes des pays hors l'espace postsoviétique à partir des années 2000, l'État russe, nous l'avons déjà souligné, s'est principalement chargé dans les années 1990 de développer les institutions de coordination des actions russes envers les compatriotes des pays ex-soviétiques.

Les premières institutions en charge des compatriotes

Dans ce climat politique changeant, de l'abandon au retour de l'intérêt envers la diaspora, plusieurs institutions étatiques ou liées au pouvoir ont été créées, toutes chargées

spécifiquement du travail auprès des Russes de l'étranger¹⁹⁶. Les affaires des compatriotes ont été en premier lieu annexées au Ministère des affaires étrangères¹⁹⁷. Une Commission intergouvernementale de travail auprès des compatriotes est alors créée au sein de ce Ministère en 1994 ; elle regroupe des hauts fonctionnaires relevant de différents ministères, des députés de la Douma, des fonctionnaires des gouvernements régionaux, l'Institut de la diaspora et de l'intégration, des recteurs d'universités, etc.¹⁹⁸. La Commission est un organe de coordination des actions de l'État russe envers les Russes de l'étranger et de distribution des budgets dédiés à cette fin. Ainsi que le rappelle Marlène Laruelle¹⁹⁹, le véritable « gestionnaire » de la question russe de l'étranger a depuis le début été le Roszarubežcentr²⁰⁰, renommé par la suite Rossotrudničestvo²⁰¹, dont le directeur fait partie de la Commission. L'objectif de cette agence fédérale est le maintien et la promotion de la langue russe. Plus de quatre vingt représentations de Rossotrudničestvo (Centres de science et de culture de la Fédération de la Russie et représentants au sein des missions diplomatiques) sont ouvertes dans soixante quinze pays à ce jour.

On retrouve également des représentants en charge de la question des Russes de l'étranger dans les gouvernements des régions en Russie — notamment au sein du Comité des liens extérieurs à Saint-Pétersbourg — qui axent leurs travaux sur la formation des enseignants de la langue russe, l'organisation de rencontres entre les étudiants russes de l'étranger et de Russie, l'organisation de séjours pour les vétérans de la Seconde Guerre mondiale en Russie, etc. Par ailleurs, la thématique de la Seconde Guerre mondiale — ou, comme on la nomme en Russie, de la Grande guerre patriotique — prend une place importante dans les débats sur la conscience collective en Russie et, par extension, dans les milieux des Russes de l'étranger. Ces débats sont particulièrement virulents dans les milieux associatifs russes des Pays baltes où, selon leurs membres, la victoire de l'Armée soviétique

¹⁹⁶ La première institution en lien avec les Russes de l'étranger, le Service fédéral des migrations, a été créée en 1992. Elle s'occupait ainsi du rapatriement des Russes qui avaient décidé de rentrer en Russie. Nous ne parlerons cependant pas davantage de ses activités compte tenu de son rôle mineur quant aux affaires des compatriotes résidant à l'étranger.

¹⁹⁷ Cela a du reste posé un problème aux organisations de défense des droits des compatriotes de l'espace postsoviétique car, selon ces dernières, ces compatriotes font naturellement partie de la nation russe et devraient donc échapper au domaine d'intervention d'un Ministère qui est chargé des affaires avec l'*extérieur* de la Russie.

¹⁹⁸ Pour voir la liste complète des représentants de la Commission : <http://www.mid.ru/bdomp/nsdgpch.nsf/1f19f2b74cd6969ac3257249003e53ae/28938b95d7f17248c32576dc004f4495!OpenDocument>, dernière consultation le 4 novembre 2013.

¹⁹⁹ M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p.13.

²⁰⁰ Rossijskij centr meždunarodnogo naučnogo i kul'turnogo sotrudničestva (Centre international de la coopération scientifique et culturelle).

²⁰¹ Agence fédérale sur les affaires de la CEI (Communauté des Etats Indépendants), des compatriotes de l'étranger et de la coopération internationale.

sur le nazisme a été remise en cause par les gouvernements de ces pays à la chute de l'URSS²⁰².

Les organes en charge des Russes de l'étranger sont aussi présents au sein de la Douma, le Parlement russe, où un certain nombre de députés de différentes couleurs politiques, dont des nationalistes et communistes, ont fondé le Comité de la Douma sur les affaires de la CEI (Communauté des États Indépendants) et des liens avec les compatriotes, en charge de l'aide financière de l'État russe aux associations de la diaspora. Ce Comité est aujourd'hui actif en ce qui concerne les relations avec la « diaspora » des pays occidentaux. Deux députés sont particulièrement entreprenants en ce domaine : il s'agit de Sergej Kalašnikov du Parti libéral-démocrate (LDPR) et de Leonid Kalašnikov du Parti communiste (KPRF). Le président de ce Comité, Leonid Sluckij, s'intéresse également depuis longtemps à la question de la représentation des compatriotes russes de l'étranger au sein de la Douma. Il y a déjà eu, de la part des militants contestataires de Suisse et de France, des tentatives pour se rapprocher de ce député afin d'appuyer certaines initiatives des migrants. D.St., ancien militant d'un des groupes contestataires²⁰³ de Paris qui est depuis retourné vivre en Russie, a ainsi proposé à Sergej Kalašnikov du Parti libéral-démocrate (LDPR) de mener une étude à propos de l'expérience française de représentation des Français de l'étranger à l'Assemblée nationale. L'idée d'organiser une table ronde à ce sujet en France, réunissant les députés russes et français, a été discutée à plusieurs reprises et a suscité l'intérêt des deux côtés, russe et français. Cette idée n'a cependant pas été concrétisée à cause des allusions, pour le moins explicites, faites par Kalašnikov à l'obligation de faire participer à cette table ronde des députés du parti au pouvoir, Russie Unie.

²⁰² L'importance de cette thématique en lien avec les compatriotes est attestée par une liste des cas les plus criants de la violation des droits des compatriotes, à la tête de laquelle figure l'histoire du militaire soviétique Vasilij Kononov, accusé en Lettonie de crimes de guerre. Cette liste a été présentée au dernier Congrès mondial des compatriotes à Saint-Pétersbourg en 2012 par le ministre des affaires étrangères Sergej Lavrov. Pour plus de détails sur cette liste : <http://ria.ru/society/20121026/906952020.html>, dernière consultation le 5 novembre 2013.

²⁰³ Nous utilisons le mot « contestataire » pour décrire toutes les activités politiques, sociales et parfois même culturelles des acteurs étudiés en France et en Grande-Bretagne qui ont pour objectif de contester ou remettre en cause la légitimité du régime politique actuel en Russie. Nous avons sciemment opté pour ce mot plutôt que pour celui d'« opposition » (qui a la connotation plus binaire de confrontation frontale au régime politique) car il permet d'aborder le spectre plus large des activités des acteurs étudiés relevant du domaine *du* politique et non seulement *de la* politique. Nous nous appuyons ici sur la distinction entre *le* politique et *la* politique établie par Jacques Rancière. (J. Rancière, *Aux bords du politique*. Paris, Folio Essais, 2004). Cette différence entre l'opposition et les activités contestataires permet d'analyser non seulement les actions purement politiques de dénonciation du régime russe, mais aussi toutes les activités aboutissant à la remise en cause du régime, sans cependant s'y opposer frontalement. Ce choix nous permet notamment d'étudier les pratiques contestataires jusqu'au sein du Conseil de coordination des compatriotes lui-même, organisation pourtant très liée aux autorités russes.

« Il m'a dit clairement que sans Russie Unie, rien ne peut être fait. Je le sais de ma propre expérience, car je suis déjà allé le voir plusieurs fois, et inlassablement il me faisait comprendre que même si tous les députés des partis d'opposition sont d'accord avec l'idée d'avoir des députés des Russes de l'étranger, la décision finale revient quand même aux députés de Russie Unie. Bref, si on ne négocie pas avec eux, rien ne sera fait en ce sens. Je n'ai personnellement pas envie de prendre sur moi le poids de promouvoir la loi pour qu'en fin de compte un député de Russie Unie représente nos intérêts. Bref, j'ai laissé tomber. »²⁰⁴

Si l'on ne peut pas généraliser cet exemple à toutes les autres institutions en charge des compatriotes, il n'en reste pas moins évident que ce Comité du moins ne possède pas pour ses décisions de réelle autonomie à l'égard du parti au pouvoir. En dépit de ce manque d'indépendance, les députés du Comité cherchent à établir des relations de confiance avec les compatriotes des pays européens. Lors de la visite des députés russes en 2012 de la réunion annuelle de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg a fait l'objet d'actions de contestation de la part de militants russes de différents pays européens ainsi que d'activistes venus directement de Russie (voir la Planche 1 de la section « Matériel visuel », p. 110 *sq.*). Malgré le caractère très critique des affiches et des déclarations des manifestants, à l'encontre des députés russes, Leonid Kalašnikov (KPRF) est venu à la rencontre des manifestants — il a été le seul du groupe parlementaire russe à le faire — afin de se montrer solidaire de leurs revendications²⁰⁵.

Enfin, la municipalité de Moscou, en particulier du temps du maire Urij Lužkov, a organisé un nombre important d'activités de soutien des Russes de l'étranger. La Maison des compatriotes de Moscou ou Centre de coopération humanitaire et professionnelle avec les compatriotes de l'étranger, fondée en 2004 à la suite d'une décision du gouvernement de Moscou, a pour fonction de coordonner les activités des services du gouvernement de Moscou et des organisations professionnelles, scientifiques et sociales de la ville avec les compatriotes de l'étranger²⁰⁶. Un accent est en particulier mis sur le développement de coopérations professionnelles entre les milieux d'affaires de Moscou et ceux des Russes de l'étranger.

Toutes ces institutions, qui émanent directement de l'État russe organisent leur travail selon trois directions principales : le soutien des associations de l'étranger, le maintien de la langue et de la culture russes à l'étranger, le développement des relations professionnelles et culturelles entre la Russie et la diaspora. Le financement de leurs activités provient de différentes sources : du budget octroyé par l'État russe pour les Russes de l'étranger —

²⁰⁴ Entretien avec D.St., 3 juin 2012, Paris.

²⁰⁵ Observation participante de la manifestation contre la présence des députés russes à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 25-29 juin 2012, Strasbourg.

²⁰⁶ Pour plus de détails sur la Maison de Moscou : <http://www.mosds.ru/>, dernière consultation le 3 octobre 2013.

notamment à travers les programmes fédéraux destinés aux compatriotes — et du budget des gouvernements des villes de Moscou, Saint-Pétersbourg, etc. On a alors régulièrement parlé du développement d'une « cinquième colonne » de l'État russe dans les pays anciennement soviétiques²⁰⁷. Il est à noter que plusieurs de ces institutions comptent parmi leurs membres des personnalités — issues des milieux nationalistes et communistes, marginaux dans les années 1990 — connues pour avoir soutenu le lobbying pro-Russe de l'étranger dès la fin de l'URSS. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, leur rôle dans la définition des politiques intérieure et étrangère russes est limité, mais le passage de ces personnalités de la marginalité politique sous Boris Eltsine au statut d'hommes politiques connus en Russie, ne doit pas être sous-estimé dans l'analyse de la politique actuelle de l'État russe envers ses compatriotes.

L'élargissement de la politique hors de l'espace postsoviétique

La dissociation de la politique envers la diaspora en deux étapes — d'abord, à partir de la fin de l'URSS et jusqu'au début des années 2000, avec le soutien prioritaire aux Russes de l'espace postsoviétique, puis progressivement dans les années 2000, avec l'ouverture vers la diaspora des pays occidentaux — ne relève pas nécessairement d'une stratégie définie par l'État russe. Il faut plutôt rechercher l'explication de ce changement dans l'évolution de la conjoncture politico-économique en Russie dans les années 2000. Comme l'affirme Marlène Laruelle :

« la volonté de fondre les enjeux du proche-étranger dans ceux du lointain-étranger, et de célébrer, sur un mode rhétorique mais néanmoins efficace, l'unité d'une Russie hors frontières qui engloberait également les Russes de 1991, semble nettement annoncer le choix, par les autorités, d'une définition économique et culturelle de la diaspora, et non plus politique. »²⁰⁸

Cela devient plus évident encore à la lumière de l'analyse de l'évolution dans le temps des discours politiques en Russie relatifs à l'« objet diaspora » : les autorités russes, chargées du travail avec les compatriotes, ont en effet de plus en plus recours à des comparaisons avec d'autres diasporas dans le monde, en mettant principalement l'accent sur la contribution de ces dernières au développement économique de leurs pays d'origine. À ce propos, Aleksandr Čepurin a évoqué à plusieurs reprises la nécessité de reconstruire les relations avec les Russes

²⁰⁷ Les États indépendants de l'espace postsoviétique soupçonnent les autorités russes de manipuler à des fins politiques les populations russophones présentes dans ces pays. Pour plus de détails sur l'expression de « cinquième colonne » d'un point de vue général, voir l'ouvrage du philosophe russe émigré A. Koyré, *La cinquième colonne*. Paris, Allia, 1997.

²⁰⁸ M. Laruelle, « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 40.

des pays occidentaux sur le modèle de l'État chinois²⁰⁹. Selon lui, la responsabilité de la construction de l'« objet diaspora » ne revient donc pas aux seules autorités russes : ces dernières ont donc le devoir de soutenir les têtes de file de ladite diaspora, autrement dit les compatriotes professionnels, mais c'est la diaspora elle-même qui a le devoir de mobiliser ses ressources pour secourir les autorités, et donc la Russie en général. Comme le dit Aleksandr Čepurin : « Il y a des gens différents, il y a des gens aisés qui souhaitent maintenir leur identité ethnoculturelle »²¹⁰. Aleksandr Čepurin fait ainsi explicitement référence aux ressources économiques de la diaspora qu'elle devrait employer pour se consolider, ainsi que pour aider sa « patrie historique ».

Si la conclusion de Marlène Laruelle quant à la décision de noyer la question politique des Russes de l'espace postsoviétique dans la question économique et culturelle est exacte, elle correspond cependant aux réalités de la période allant de 2000 à 2006. Depuis, la situation a beaucoup évolué, en particulier suite à l'inclusion dans l'« objet diaspora » des compatriotes des pays hors l'espace postsoviétique. Ces changements sont principalement dus à la réintroduction de la question politique dans les relations avec les compatriotes ; mais à présent, la Russie ne s'engage pas à porter le fardeau de la question politique des Russes de l'espace postsoviétique, mais bien au contraire elle entend profiter des relations politiques avec les Russes des pays occidentaux. La politique de l'État russe s'est affinée progressivement jusqu'à donner lieu à une vision plus ou moins claire de l'usage des compatriotes des pays occidentaux à des fins politiques : concrètement, les compatriotes sont tenus d'améliorer l'image négative de la Russie dans les pays d'installation ou de résidence, et en premier lieu les pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord.

Cette reconstruction des relations avec la diaspora des pays occidentaux, engagée encore timidement dans les années 1990 avec la demande de pardon de Boris Eltsine aux émigrés blancs, s'est rapidement développée après l'année 2000, notamment avec la création en 2005 du Département du travail avec les compatriotes de l'étranger du Ministère des affaires étrangères qui « a dû mener un travail important pour que changent les

²⁰⁹ Discours de A. Čepurin, directeur du Département du travail avec les compatriotes du Ministère des affaires étrangères, lors du Forum russe à Paris, septembre 2011 et lors d'une rencontre entre les membres du Conseil mondial russe et l'organisation The Third World Solidarity à Londres, septembre 2010. Ces propos sont tirés de nos observations participantes lors de ces deux réunions.

²¹⁰ Entretien avec Aleksandr Čepurin pour « Okno v Rossiû », projet de la radio russe « Golos Rossii » (Voix de la Russie), à propos et pour les compatriotes de l'étranger, relayée par l'Ambassade de Russie en Grande-Bretagne qui a publié cet entretien sur son site web : <http://rus.rusemb.org.uk/press/258>, dernière consultation le 11 décembre 2013.

représentations de la diaspora des pays occidentaux en Russie »²¹¹. Il n'est pas question ici d'améliorer l'opinion russe sur les Russes de l'espace postsoviétique²¹². Il n'est pas non plus question de la diaspora impériale. La Russie postsoviétique, en quête d'une conscience collective, cherche des repères dans trois domaines, tantôt séparés, tantôt réunis : le retour aux origines, la prétendue « nostalgie » de l'époque de l'Union Soviétique, l'ancrage de la Russie dans l'ère de la mondialisation²¹³. Le retour aux origines est souvent associé à l'époque de la Russie impériale, dont la disparition a provoqué l'exil des Russes en conflit avec le pouvoir soviétique. L'image de cette population, contrainte de partir, mais qui est restée attachée à la culture, la langue et les traditions russes, ainsi qu'à la religion orthodoxe, est positive. Cette diaspora a fait l'objet d'un intérêt inédit depuis la chute de l'URSS dans la sphère médiatique, académique et partiellement politique ; renversant l'image négative qui lui était associée durant l'URSS²¹⁴, la diaspora impériale a ainsi été valorisée en Russie postsoviétique.

Il s'agit donc selon Čepurin, de tâcher de transformer les représentations que les Russes de Russie — ainsi, on l'a vu, que certains représentants des milieux de défense des Russes de l'espace postsoviétique — ont des migrants russes post-années 1990, lesquels sont associés soit à des personnes ayant fui des difficultés en Russie, soit aux réseaux mafieux, soit aux oligarques russes. C'est à toutes ces images faussées que prétend s'attaquer le Département des compatriotes du Ministère des affaires étrangères (MID). Čepurin ne mentionne cependant pas d'autres imaginaires liés à l'émigration qui existent également en Russie et qui ont à voir avec la mauvaise gestion de la période de transition, dont le pouvoir russe est tenu « coupable », qui a provoqué la perte d'un nombre considérable de ressources humaines, scientifiques et professionnelles²¹⁵. De plus, il demeure extrêmement difficile de

²¹¹ Discours de A. Čepurin lors du Forum russe en France, septembre 2011. Résultat de nos observations.

²¹² Les sondages du centre Levada montrent en effet que les Russes de Russie se sentent concernés par les problèmes des Russes des autres pays ex-soviétiques. À la question posée en 2006 (dans le cadre du sondage sur l'opinion des Russes sur les différents pays de l'espace postsoviétique) de savoir si la Russie doit prendre des mesures pour protéger les droits des Russes de l'« étranger proche » et si c'est le cas, quelles mesures, 40 % de sondés considèrent que la Russie doit recourir à des mesures politiques, 28 % considèrent qu'il faudrait des sanctions économiques, et 20 % sont pour toutes les mesures possibles, y compris l'intervention militaire. Résultats de sondages de l'opinion publique en Russie, avril en 2006 : <http://www.levada.ru/06-05-2006/lshedov-strana-i-mir>, dernière consultation le 10 octobre 2013.

²¹³ J. Radvanyi, *La nouvelle Russie*. Paris, Armand Colin, 2010.

²¹⁴ Cette image des « émigrés blancs », engagés dans l'« activisme blanc » hostile à l'URSS, a été véhiculée à travers les discours politiques, mais aussi académiques. Voir à ce sujet : L. Škarenkov, *Agoniâ beloĭ èmigracii*. Moscou, Mysl', 1987.

²¹⁵ On retrouve ces deux opinions (perte du potentiel humain et fuite des difficultés) à propos des émigrés russes post-années 1990 dans les commentaires laissés par des internautes sur divers blogs, dont l'un des plus célèbres « Pora valit' » (« Il était temps de se casser ») : <http://pora-valit.livejournal.com/>, dernière consultation le 7 décembre 2013. De nombreux articles de presse citent régulièrement des chiffres exorbitants sur les départs de Russie d'une population de plus en plus jeune et de plus en plus qualifiée. Les raisons de ces départs sont

mesurer l'opinion des Russes de Russie envers les émigrés postsoviétiques : s'il est vrai que de nombreuses expressions employées en Russie pour décrire cette vague d'émigration révèlent l'existence d'opinions négatives sur l'émigration en général, la révélation dans la sphère médiatique russe de quelques cas qualifiés de violation des droits des Russes résidant à l'étranger dévoilent bel et bien un sentiment de solidarité des Russes en Russie avec les « victimes russes » de l'étranger²¹⁶. Le Département du travail avec les compatriotes considère cependant qu'un travail d'apaisement des relations entre la diaspora et la Russie est nécessaire en vue de l'unification de l'ancienne et de la nouvelle diaspora avec la Russie. L'objectif est alors d'inscrire ces deux diasporas dans le projet bien plus ambitieux du Monde russe (Russkij Mir).

L'une des nouveautés réside également dans la division du « projet des compatriotes » un critère géographique régional (*regional'nye soveti*) ; les compatriotes de chaque « région » se réunissent tous les ans dans un des pays de cette région, alors que les réunions générales ont quant à elles lieu tous les trois ans en Russie. Pour optimiser le travail, il s'agit aussi de séparer les compatriotes de l'espace postsoviétique de ceux des pays occidentaux. Sa structure également ce qu'Aleksandr Čepurin²¹⁷ a nommé l'« ossature (*kostâk*) institutionnelle » composée du Département du Ministère des Affaires Étrangères, de la Maison de compatriote de Moscou, le Rossotrudničestvo, de la fondation Monde russe, de la Chambre sociale ainsi que, de manière certes plus lâche, le Comité des liens extérieurs de Saint-Pétersbourg. Se dessine alors un tableau de plus en plus concret de ce qu'est le projet des compatriotes, à savoir : un ensemble de mesures politiques en direction des compatriotes (concept défini de manière sciemment vague) coordonnées par les différentes institutions et organisations politiques en Russie (anciennes et nouvelles) qui constituent l'« ossature » du projet, et à laquelle se rattachent les organisations intermédiaires des compatriotes à l'étranger. On comprend donc que l'« ossature » du projet n'est pas constituée par les compatriotes, mais par les autorités russes.

souvent décrites comme liées à la situation d'instabilité politique, économique et sociale du pays, une situation dont le pouvoir russe est tenu pour largement responsable.

²¹⁶ Il est avant tout question ici de cas de couples mixtes composés d'un citoyen de Russie et d'un citoyen d'un autre pays, régulièrement européen. Plusieurs affaires ont ainsi été très médiatisées ; les décisions de justice prises dans les pays en question et confiant la garde de l'enfant au parent non-russe ont, si l'on en croit les médias russes, été jugées comme des formes de discrimination contre le conjoint russe (quelques cas ont eu lieu en France), et par extension comme une injustice envers la Russie tout entière. De même, les médias russes ont largement souligné et critiqué la perte des droits parentaux de parents russes résidant à l'étranger (le dernier cas a eu lieu en Finlande) à la suite de mauvais traitements infligés aux enfants, alors que, selon les parents, il s'agissait d'une « simple fessée ».

²¹⁷ Les propos d'Aleksandr Čepurin lors du Forum russe à Paris, septembre 2011.

Encadré 1 : De nouvelles institutions et organisations pour de nouvelles relations avec la diaspora

1. Le **Département du travail avec les compatriotes** a été créé en 2005 sur la décision du Président de Russie, pour la mise en œuvre et la coordination de programmes fédéraux du travail avec les compatriotes de l'étranger. Même si le Département insiste sur l'importance du volet « rapatriement volontaire » des compatriotes²¹⁸, l'analyse des discours d'Aleksandr Čepurin montre que l'accent est principalement mis sur la consolidation de la diaspora russe susceptible de fournir un appui à la modernisation de la Russie. Ce dernier aspect est devenu d'autant plus important que la politique de Dimitri Medvedev durant son mandat présidentiel, a donné la priorité à la modernisation du pays.

2. La **Chambre sociale** a été créée en 2006 dans l'objectif de renouer des relations avec la société civile en Russie. Composée de représentants de la société civile nommés par le président russe et, qui à leur tour, nomment d'autres représentants du monde associatif, cette institution est une tentative d'encadrement et de gestion de la société civile par le pouvoir²¹⁹. Les représentants de la Chambre sont également présents aux rencontres des autorités russes avec les compatriotes de l'étranger, notamment lorsqu'il s'agit d'engager des discussions sur les possibilités de représentation des compatriotes au sein de la Chambre.

3. Le **Congrès des compatriotes de l'étranger** est un lieu de rencontres des compatriotes du monde entier. Le premier Congrès a été organisé par le Conseil suprême de la RSFSR en août 1991 lorsque, selon RIA-Novosti, « la Russie avait encore seulement un seul étranger – le lointain ». Le Congrès est une étape importante dans la réconciliation de la Russie avec la diaspora impériale, et par extension avec son passé ; elle a constitué premier pas dans l'effort d'unification du Monde russe. Dix ans plus tard, en 2001, le premier Congrès Mondial des compatriotes de la Fédération de Russie a été inauguré par un discours de Vladimir Poutine qui a souligné l'importance de renforcer le statut de la langue russe à l'étranger, de consolider la diaspora et d'utiliser son potentiel pour le développement de la Russie. Le Congrès de 2006 a à nouveau été inauguré par le président, qui a annoncé que le travail auprès des compatriotes était devenu une priorité de la politique de la Fédération de Russie²²⁰. Le troisième Congrès s'est ouvert en 2009 par le discours de Dimitri Medvedev. Le Ministre des affaires étrangères Sergej Lavrov a qualifié ce Congrès de date cruciale dans la vie du Monde russe, en ajoutant que la question la plus décisive restait celle de la défense des droits des compatriotes dans les pays étrangers; d'où l'idée de créer une Fondation de soutien et de défense des droits des compatriotes. Čepurin a souligné l'importance du rapprochement des diasporas de l'espace postsoviétique et des pays occidentaux afin de combattre, ensemble, les violations des droits de compatriotes. Le quatrième Congrès, qui s'est tenu en 2012, a réuni 500 représentants des compatriotes de 94 pays ; Sergej Lavrov y a appelé les compatriotes à parler ouvertement et sincèrement de leurs problèmes pour que le Monde russe « soit encore plus soudé ». Il a également rappelé qu'il est nécessaire de « renforcer l'identité du Monde russe », afin de contribuer à la présence culturelle de la Russie dans le monde.

4. La fondation **Russkij Mir** (Monde russe) joue, au sein de ce schéma renouvelé des relations entre la diaspora et la Russie, un rôle tout à fait particulier. Créée en 2007 par l'oukase du président Vladimir Poutine, la fondation réalise son travail dans plusieurs directions : le soutien financier des organisations liées à la construction d'une image positive de la Russie ; le maintien des relations avec les diasporas ; le soutien des médias russes de l'étranger ; la coopération avec l'Église russe et d'autres confessions dans la promotion de la langue russe. Présentée par Sergej Lavrov²²¹ comme une organisation non-gouvernementale, elle inclut dans son Conseil d'honneur nombreuses personnalités politiques russes, dont Sergej Lavrov, l'ancienne maire de Saint-Petersbourg Valentina Matvienko et le Ministre de la culture Vladimir Medinskij.

²¹⁸ A. Čepurin parle de 30 000 personnes accueillies en Russie en 2011 dans le cadre du programme gouvernemental sur le rapatriement des compatriotes :

http://www.russianaustria.org/index.php?option=com_ssrm_acl&view=article&id=568:2012-01-04-09-3156&catid=50:mi-i-rossia&Itemid=81, dernière consultation le 6 décembre 2013.

²¹⁹ F. Daucé, « Russie 2012 : la difficile incarnation politique de la société civile », in Tinguy, A. de (dir.), « A l'Est, du nouveau. Les élections 2011-2012 en Russie à l'heure du 'printemps russe' », *Dossier du Kiosque du CERI*, 2012.

²²⁰ Pour plus de détails sur les deux discours de V. Poutine, voir l'article de RIA-Novosti : <http://ria.ru/society/20091201/196390975.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013. Pour plus de détails sur le discours de Čepurin à ce sujet, voir : <http://ria.ru/society/20091201/196360222.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013 ; <http://rus.rusemb.org.uk/press/258>, dernière consultation le 11 décembre 2013. Pour plus de détails sur ce Congrès, voir une série d'articles de Ria-Novosti : <http://ria.ru/society/20121026/906952020.html>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

²²¹ *Ibid.*

Encourager l'organisation des compatriotes sur place

Toutes ces organisations et institutions étatiques incitent alors les compatriotes de l'étranger à la consolidation, ou à ce qu'on peut appeler la diasporisation — à condition de définir la diaspora au sens de l'« objet diaspora » des autorités russes — *via* la création d'intermédiaires associatifs²²², présidés par les « leaders des communautés »²²³, c'est-à-dire par les compatriotes professionnels, qui mettent en relation les représentants de l'État russe avec les compatriotes lambda (voir les Photographies 7 et 8 de la Planche 2 de la section « Matériel visuel », p. 110 *sq.*). L'émergence d'organisations non-gouvernementales en Russie ne s'est en effet pas déroulée de la même façon que dans les pays dits « occidentaux », en raison notamment l'absence d'une tradition d'indépendance de la société vis-à-vis de l'État, par la persistance de certaines pratiques soviétiques relatives aux services et politiques publiques, et enfin par les spécificités socio-économiques de la transition au sein de la société russe²²⁴.

Les organisations qui revendiquent de vouloir mettre en lien la diaspora et le pouvoir en Russie, sont d'autant moins indépendantes de l'État. Tout en cherchant à s'autonomiser, cette diaspora est cependant soumise à des pratiques de mise en relation du pouvoir et des représentants de la société civile qui sont très similaires à celles qui ont lieu en Russie : il s'agit d'organiser des Forums unissant les différentes parties intéressées. L'« ossature institutionnelle » du projet des compatriotes, soutenue par les Ambassades de Russie dans les pays à forte présence de compatriotes, incite ces derniers à s'organiser en « Conseils de coordination des compatriotes », dont les membres sont réélus à l'occasion des Forums russes. Le modèle du Forum des compatriotes est en réalité calqué sur celui des Forums se déroulant en Russie et qui réunissent des représentants de la société civile, c'est-à-dire des associations, et les autorités russes, dont notamment le président. Françoise Daucé décrit l'un de ces Forums, qui s'est tenu à Nijni Novgorod en 2003 : le pouvoir russe conçoit les associations comme des relais pour la mise en œuvre de sa politique ; « le forum est un « événement regroupant des experts, destiné à favoriser l'émergence de solutions efficaces, en prenant en compte les intérêts de la société et du pouvoir ». À leur tour, les Forums des compatriotes ont pour objectif de réunir les « représentants de différentes couches et

²²² Nous faisons nôtre ici la notion d'« association intermédiaire » proposée par Françoise Daucé dans ses travaux sur les relations entre la société civile et l'État en Russie. F. Daucé, « Les analyses de l'engagement associatif en Russie », *Questions de Recherche, CERI*, n° 14, juin 2005.

²²³ L'expression utilisée par Aleksandr Čepurin lors du premier Forum russe de France. Septembre 2011, Paris.

²²⁴ F. Daucé, « Les analyses de l'engagement associatif en Russie », *op.cit.*, p. 22.

générations de compatriotes, des dirigeants de multiples organisations russes»²²⁵ et les représentants du pouvoir de Russie. Il faut cependant remarquer que malgré la similitude de ces deux types d'événements, la traduction du Forum russe à l'étranger, notamment en France, est aussi une distorsion. Le Forum en Russie est un Forum « russe »²²⁶, tandis qu'en France, c'est un Forum « russe », au sens de russe « ethnique », ou plus exactement de russe « culturel ». Cette différence sémantique est due à la différence entre les publics concernés : citoyens de Russie et représentants de la société civile dans son ensemble d'un côté, « diaspora russe » incluant les descendants des migrants russes des époques passées de l'autre. Ce glissement sémantique révèle l'ordre des priorités du pouvoir dans la définition du compatriote : ce dernier est a-national du point de vue juridique dans la mesure où il peut posséder une autre nationalité-citoyenneté que celle de la Fédération de Russie, mais national du point de vue culturel, du point de vue de l'appartenance à la culture russe. En résumé, il faut être culturellement russe pour être habilité à se définir en tant que compatriote.

Les deux types de Forums, en Russie et à l'étranger, se rejoignent également du point de vue des objectifs déclarés : il s'agit de faire dialoguer les « experts » ici de la société civile, là de la diaspora, avec le pouvoir. Si dans le cas de la Russie les experts se retrouvent afin d'établir un agenda pour le développement de la société civile, dans le cas des Forums russes de l'étranger, ils sont appelés à offrir leur soutien à la Russie. À ce sujet, RIA-Novosti annonce que l'objectif du Forum russe de France est « l'union des efforts de toutes [les] couches [de la diaspora] pour le maintien de l'héritage historique et culturel de la “France russe” (...) et le soutien et le développement de relations économiques, scientifiques et culturels des compatriotes avec leur Patrie historique »²²⁷. En reformulant quelque peu cette idée et en lui adjoignant une hypothèse quant au rôle politique attribué à la diaspora, l'on peut conclure que l'État russe offre son aide, notamment financière et médiatique, dans le maintien

²²⁵ Article sur les Forums russes de l'étranger sur le site de la fondation Monde russe : <http://www.ruskiymir.ru/ruskiymir/ru/news/common/news22041.html>, dernière consultation le 11 décembre 2013.

²²⁶ Le terme utilisé est « *rossijskij* » Forum ; il fait donc appel à la notion civique de l'appartenance à la Russie. En effet, il existe en russe deux notions définissant l'appartenance à la Fédération de Russie : l'une (*rossijskij*) est généralement traduite par « russe », tandis que l'autre (*rususkij*), désignant quant à elle l'appartenance ethnique ou culturelle, est traduite par « ethnique ». Pour plus de détails sur la notion du « civique » dans le développement du patriotisme, encadré par l'État, voir F. Dacé, « Vers un patriotisme civique ? Les associations face aux injonctions de l'État russe », *La Revue russe*, n° 33, 2009. Des conférences similaires réunissant les expatriés et les représentants de leurs États d'origine se déroulent dans plusieurs pays ayant développé des relations avec leurs émigrés. Il serait en particulier instructif de comparer de ce point de vue la Russie à la Chine ou à l'Inde, deux pays qui ont des diasporas numériquement importantes et constituées de différentes vagues d'émigration successives. À ce sujet, voir par exemple I. Therwath, « Les « Journées des Indiens de l'étranger ». Le gouvernement face à la diaspora » in Dufoux, S., Guerassimoff, C., Tinguy, A. de (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*, op.cit.

²²⁷ L'article de RIA-Novosti sur le Forum russe de France de 2011 : <http://ria.ru/society/20110903/429371204.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

de l'héritage de l'émigration russe pour que cette dernière aide en retour la Russie dans son développement économique... et politique ; politique d'abord parce que la diaspora est perçue comme le messenger de la Russie à l'étranger, mais politique également, on va le voir, parce que le discours sur la modernisation du pays, caractéristique des États contemporains ayant un régime autoritaire ou semi-autoritaire, s'appuie sur la diaspora pour se développer. Le discours sur la modernisation du pays et de la société est omniprésent dans des pays comme la Russie ou la Chine : ce discours est porté par les autorités qui promettent en échange la stabilité sociale et politique. Ce discours est également relayé par les publicitaires qui

« mettent en scène la famille idéale de la « classe moyenne », propriétaire de son logement et d'une voiture, avec un enfant, souvent un chien. Cette famille idéale est très éduquée et « civilisée ». Ce discours va de pair avec des campagnes contre les comportements « archaïques », tels que le crachat sur la voie publique [ou dans le cas de la Russie, contre les « goujats » des routes²²⁸]. Au-delà de l'iconographie publicitaire, l'adoption de ce style de vie « moderne » et des valeurs qui lui sont associées fonctionnent, dans l'ensemble de la société, comme un signe de distinction. Dans un contexte de stratification sociale croissante, toute distance par rapport à cette norme contribue à justifier de nombreuses formes de discriminations envers des catégories comme les paysans ou les ouvriers migrants. »²²⁹

Cette image de la classe moyenne fait évidemment écho aux normes du monde « occidental ». Selon Čepurin, il faut donc expliquer aux Russes de Russie que les Russes des pays occidentaux sont à cet égard une richesse unique pour la Russie, car ils vivent en Occident et par conséquent maîtrisent les normes occidentales du savoir-vivre (le « savoir se comporter »). À nouveau donc, les Russes de l'étranger sont les mieux placés pour apporter dans leur pays d'origine ce que l'Occident a de meilleur, mais ceci avec quelques correctifs et adaptations au contexte russe. De ce point de vue, l'action du Département et des autres autorités russes travaillant avec les compatriotes se décline selon deux branches : donner une image positive des Russes de l'étranger aux Russes de Russie — en donnant à voir leur réussites en Occident, leur intégration dans la classe moyenne dans le pays d'accueil — et développer chez les Russes de l'étranger un sentiment d'appartenance à la Russie et donc également la compréhension qu'il est impossible de reproduire à l'identique les normes et valeurs occidentales en Russie. Dans la conception des autorités russes en charge des compatriotes, la modernisation de la Russie sera donc également portée par les compatriotes

²²⁸ On songe en particulier ici à la campagne Stopham (Stop aux goujats) contre les comportements déviants des automobilistes, principalement dans les grandes villes en Russie. Cette campagne est portée par des organisations de la jeunesse pro-gouvernementale, comme Naši.

²²⁹ S. Arsène, « De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire », *Revue française de science politique*, Vol. 61, n° 5, 2011, p. 904. Sur le discours de la modernité dans les contextes autoritaires voir aussi B. Hibou, *Anatomie politique de la domination*. Paris, La Découverte, 2011.

des pays occidentaux, parfaitement à l'aise avec les normes occidentales, tout en restant Russes, et donc sensibles aux spécificités du contexte politique russe.

Les Forums russes et l'installation de Conseils de coordination des compatriotes dans de très nombreux pays du monde sont donc un maillon nécessaire dans la construction ou la reconstruction de relations de confiance entre l'État russe et ses compatriotes. À cette fin, les représentants de l'État russe ont souvent le recours à un discours chargé émotionnellement, mêlant ainsi des formes discursives formelles et informelles. Lors du premier Forum russe en France, en 2011, l'Ambassadeur de Russie s'est par exemple dit personnellement blessé lorsque l'un des participants a évoqué le problème de la corruption dans la distribution des fonds alloués par l'État russe aux projets des compatriotes. Il a alors demandé à ce participant de quitter le Forum « où il n'y a aucune place pour de telles remarques ». Les autres participants au Forum ont longuement discuté de cet incident dans les couloirs, en décrivant l'Ambassadeur comme un homme respectable, œuvrant de « tout son cœur » pour le bien des compatriotes. Ce jeu entre le formel et l'informel a également été manifeste lors de la réception par l'Ambassadeur des compatriotes de France dans sa résidence parisienne à la veille du Forum russe²³⁰. Expertise et efficacité sont donc mêlés à des aspects plus émotionnels pour produire un sentiment de confiance mutuelle entre les compatriotes et les représentants de l'État.

La reconstruction des relations de confiance entre les institutions et organisations étatiques russes d'un côté, et les représentants des compatriotes, de l'autre, constitue le principal mot d'ordre du projet des compatriotes depuis son élargissement aux pays occidentaux. Le projet a donc beaucoup évolué depuis ses débuts hésitants du point de vue des relations de l'État russe avec les compatriotes de l'étranger vers une progressive reconnaissance des avantages que la Russie pourrait retirer de ces relations, puis une maturation d'une structure verticalisée de relations entre les autorités russes et les compatriotes. Les organisations et institutions en charge du projet se sont diversifiées, se partageant les tâches et délimitant leurs champs d'interventions respectifs. La priorité n'est donc plus le retour des compatriotes en Russie depuis les pays postsoviétiques. Précisons que nous ne cherchons pas à minimiser l'importance qu'attribue l'État russe aux populations russes des pays ex-soviétiques, étroitement liée à l'importance qu'il confère à sa présence dans la région dans son agenda politique et géopolitique. Nous constatons cependant, comme nous

²³⁰ Cette réception a eu lieu en 2011 dans la résidence de l'Ambassadeur, située rue de Grenelle à Paris, sur le lieu de l'Ambassade de l'Empire russe aux XIX^e et XX^e siècles avant la construction par les Soviétiques du bâtiment d'architecture constructiviste du 16^e arrondissement de Paris qui héberge aujourd'hui l'Ambassade de Russie. Lors d'autres rencontres, la réception a eu lieu à l'Ambassade.

l'avons dit, que les autorités russes tâchent aujourd'hui de séparer leur travail auprès des compatriotes de l'espace postsoviétique d'un côté et des compatriotes des pays occidentaux de l'autre, la raison étant que les enjeux liés à ces deux « mondes » sont radicalement hétérogènes. Cependant, ces deux mondes sont, dans le projet des compatriotes, unis dans *un* monde qui les englobe : le Monde russe (Russkij mir). Reste alors à comprendre pour quelles raisons l'État russe ressent le besoin d'unir les compatriotes des différentes régions dans une seule diaspora, pour ensuite inscrire cette dernière dans le Monde russe.

2.3 - Russkij mir ou l'aboutissement de la politique russe

Pour comprendre la politique de l'État russe envers ses compatriotes, sa diaspora, il n'est pas suffisant de transposer sur la Russie la conception des rapports entre État et société civile en « Occident ». Il faut réinscrire cette conception dans le contexte historique de l'État russe. Il ne s'agit pas ici de reproduire le récit de l'extrême singularité de la Russie, mais plutôt de développer une analyse en termes de « théories voyageuses », selon l'expression d'Edward W. Saïd²³¹, autrement dit de resituer les concepts formés en Europe de l'Ouest dans d'un pays dont l'histoire est différente —ce qui ne signifie pas incomparable —, d'analyser comment les idées se transforment dans le processus même de leur voyage, de leur migration. Si comme nous l'avons déjà dit, de nombreux États développent aujourd'hui des politiques envers leurs émigrés ou diasporas, chacune de ces politiques possède cependant ses spécificités dans la mesure où l'idée de la construction des relations entre l'État et les émigrés se déplace en même temps que les politiques qui lui sont liées se délocalisent et se relocalisent. Il est impossible d'affirmer que cette politique est entièrement propre à la Russie, mais elle n'en a pas moins ses spécificités, inscrites dans un contexte historique, politique et culturel donné. Dans le cas russe, cette politique répond avant tout à un souci de pragmatisme : elle permet de canaliser les sentiments nationalistes ou proche du nationalisme des défenseurs des droits des russophones des pays de l'espace postsoviétique²³² ; elle permet également d'utiliser la diaspora consolidée des Russes des pays occidentaux à des fins

²³¹ E. W. Saïd, « Retour sur la théorie voyageuse », in *Réflexions sur l'exil : et autres essais*. Arles, Actes sud, 2008.

²³² Selon Marlène Laruelle, le développement de la politique des compatriotes et sa prise en charge par le pouvoir central, ont permis de désamorcer la radicalisation trop extrême des mouvements de défense des droits des Russes dans l'espace postsoviétique, notamment à travers la création de mécanismes administratifs et juridiques donnant la possibilité aux activistes de s'exprimer légalement sur cette question et même d'essayer d'influencer les décisions législatives en faveur de la diaspora. M. Laruelle, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *op.cit.*, p. 40.

d'amélioration de l'image de la Russie à l'échelle internationale²³³. L'apparition dans le champ lexical des compatriotes professionnels en France, membres du Conseil des compatriotes, d'expression telle celle de « russophobie ambiante », ainsi que le souhait, exprimé lors du dernier Forum russe en 2013, que l'« ossature institutionnelle » combatte cette attitude envers la Russie et les Russes en France révèle le souci qu'a l'État d'inscrire la diaspora russe dans sa politique de *soft power*. Mais pour que cette politique soit réalisable, il est nécessaire de trouver des outils pour la doter d'un contenu symbolique, auxquels les Russes du monde entier sont susceptibles d'adhérer.

La question que l'on peut cependant se poser est de savoir qui sont ces « Russes » auxquels les autorités russes cherchent à s'adresser en usant du concept du *Russkij mir* ? S'agit-il des seuls compatriotes, catégorie qui est déjà suffisamment vague et large pour y inclure non seulement les citoyens de Russie, mais aussi tous ceux qui sont liés à la Russie de par l'histoire impériale et soviétique qui est partagée par des populations très diverses ? Pourquoi, pour nommer un projet aussi englobant que celui du *Russkij mir*, les autorités ont-elles précisément retenu l'adjectif « *russskij* » et pas « *rossijskij* » ? Le terme « *rossijskij* » en russe, traduit parfois en français par « russe », fait référence à l'appartenance quasi juridique à l'État russe, c'est-à-dire à la possession de la citoyenneté russe. Contrairement à des pays comme la France, en Russie, citoyenneté et nationalité ne s'identifient pas et peuvent même parfois, dans les perceptions qu'en a la population russe, se contredire. L'adjectif « *rossijskij* » peut même être perçu comme un mot « étranger », comme nous l'a avoué une de nos étudiantes de Russie, par opposition à celui de « *russskij* », qui « est plus chaleureux, qui est chère au cœur »²³⁴. Le terme « *rossijskij* », qui est la source de tant de débats dans la société russe, ne pouvait donc pas être retenu pour un projet appelé à réconcilier la Russie avec elle-même en la réconciliant avec les communautés russes de l'étranger.

Quant aux termes traduits en français par « russophone », « *rusškoôzyčnyj* » et « *rusofon* », utilisés par les autorités russes et par les membres de Conseils des compatriotes, quoique paraissant synonymes, ils ne le sont pas réellement. La distinction faite par le président du Conseil des compatriotes en France lors du Forum russe de 2013 le prouve : pour exprimer la nécessité de travailler auprès de la population des pays de résidence des compatriotes, il

²³³ Andy Byford explique ceci également par l'intérêt que représente la diaspora russe des pays européens du point de vue des possibilités de soutien aux russophones des États baltes. En effet, les représentants des autorités russes appellent constamment à la solidarité entre les différents pôles de la diaspora russe. Ce soutien est avant tout attendu des compatriotes qui sont également citoyens d'un des pays de l'Union européenne. A. Byford, « The Russian Diaspora in International Relations : 'Compatriots' in Britain », *Europe Asia Studies*, n° 64, 2012.

²³⁴ Propos d'une étudiante russe à Paris, venant de Novossibirsk. Elle nous a confié ces paroles lors d'une discussion en cours à propos de la différence entre les deux adjectifs, « *russskij* » et « *rossijskij* ».

utilise ainsi le terme de « *rusofon* », qui désigne alors quelqu'un qui a appris la langue russe en dehors de toute attache historique avec la Russie, tandis que « *russkoâzyčnyj* » est en quelque sorte synonyme de compatriote et désigne une personne qui considère la langue russe comme l'une de ses langues maternelles, ou du moins qui est supposé la connaître et l'utiliser en raison de son appartenance passée, ou celle de sa famille, à l'Empire russe ou à l'URSS²³⁵. On entend ainsi par « *russkoâzyčnyj* » des populations, « accoutumées à vivre et à travailler dans un environnement russophone qui peuvent pour cette raison s'identifier politiquement avec les Russes »²³⁶. Le projet de Russkij mir s'adresse donc à la fois à la diaspora des compatriotes, donc à la diaspora des *russkoâzyčnyj*, et aux russophones des autres pays, les « *rusofon* », n'ayant pas de lien historique immédiat avec la Russie.

Le projet Russkij mir, introduit par l'État russe et appelé à réunir (et réconcilier) les fragments de la Russie éparpillés dans le monde entier, doit être analysé en prenant appui sur les références historiques qu'il évoque, et notamment la notion de « mir », ainsi que sur la situation socioéconomique de la Russie depuis la chute de l'URSS. Les traumatismes des années 1990 sont pour beaucoup dans les troubles qui traversent la société russe actuelle²³⁷ et qui perturbent les représentations du « moi », du « nous » et des « autres ». L'injection dans la société par le pouvoir russe de thèmes patriotiques, appelés à refonder l'unité symbolique de la nation russe, rencontre en effet un écho favorable de la part de nombreux citoyens de Russie. Similairement, les « liens spirituels »²³⁸ rompus avec les Russes de l'étranger font l'objet de l'attention du pouvoir russe qui reçoit là aussi un accueil positif dans certains milieux de migrants. Le succès, fût-il relatif, du projet des compatriotes auprès des migrants russes de l'étranger s'explique non seulement par l'intérêt économique et le souhait d'une ascension politique au sein de la hiérarchie des compatriotes²³⁹, mais aussi par le sentiment de

²³⁵ Rappelons cependant que le terme « *russkoâzyčnyj* » n'est pas tout à fait neutre car il a également été utilisé dans l'Empire russe et en URSS afin de désigner les Juifs et les autres « nationalités » non-russes (au sens russe de la « nationalité », liée à l'appartenance ethnique ou ethnoculturelle).

²³⁶ R. Brubaker, « Accidental Diasporas and External 'Homelands' in Central and Eastern Europe : Past and Present », *op.cit.*, p.16.

²³⁷ D. Kuzmanovic, V. Nikolski, « Elections présidentielles en Russie. Les années 90 sont définitivement enterrées », *Mouvements*, le 18 mai 2008, <http://www.mouvements.info/Elections-presidentielles-en.html> dernière consultation le 5 décembre 2013.

²³⁸ La notion de « liens spirituels » (*duhovnye skrepy*) a été mobilisée dans un discours du président Poutine pour décrire le morcellement de la société russe que seuls de tels liens spirituels renouvelés permettront de réunifier. L'« ossature » institutionnelle russe œuvre actuellement dans le sens d'un rétablissement des liens avec la diaspora russe ; le discours mobilisé n'est pas seulement pragmatique, mais aussi émotionnel : il fait appel à des notions telles que celle de réconciliation émotionnelle et spirituelle de la Russie avec sa diaspora.

²³⁹ Ce motif d'engagement de compatriotes professionnels dans le Conseil de coordination des compatriotes nous a été confié à plusieurs reprises lors d'entretiens par des migrants appartenant à des milieux très différents. L'idée de l'intérêt matériel que retirent, ou pensent pouvoir retirer, les compatriotes de leur présence au Conseil est tellement ancrée dans l'imaginaire collectif des migrants russes qu'elle en vient même à être évoquée par les

perte et le désir de reconstruction qu'éprouvent ces migrants en raison à la fois de la distance géographique qui les sépare de leur pays d'origine et de la situation socioéconomique en Russie²⁴⁰. Enfin, l'homophonie du mot « mir » permet en outre d'élargir l'action politique de l'Etat russe en dehors de la seule diaspora des compatriotes au monde russophone en général.

Nous procéderons d'abord à l'analyse de la signification du concept de *Russkij mir* — qui a été repris pour nommer la fondation qui travaille en direction des compatriotes et plus largement monde russophone (à l'image de la francophonie). Nous chercherons ensuite à comprendre comment l'État russe entend s'appuyer sur ses relais de l'étranger, les Conseils des compatriotes, pour promouvoir son projet.

Russkij mir ou le monde de la réconciliation

Le mot « mir » en russe est homophonique : il traduit deux substantifs, hérités du vieux slave, l'un signifiant « paix », l'autre « monde ». Ces deux substantifs, s'écrivant de manière identique depuis la réforme de l'orthographe en 1917²⁴¹, ne se confondent cependant pas d'un point de vue définitionnel²⁴². Nombreux sont néanmoins les philosophes à avoir souligné la racine commune de ces « deux » mots, dont les significations seraient indissociables. Comme l'écrit Paul Florensky : « l'idée du mir, du monde, est fondée sur la notion de concordance des parties, d'harmonie, d'unité. Le monde est un tout cohérent, il est le *mir* des êtres, des choses et des phénomènes qu'il contient »²⁴³, autrement dit l'accord, l'ordre, l'harmonie se situe au fondement même du monde. Ces réflexions renvoient également à

membres du Conseil de coordination, et en particulier par une membre du Conseil des élections de 2011 : « Vous voulez savoir pourquoi ils tiennent tellement à être élu au Conseil ? Je vais vous le dire ! Ils obtiennent tous de l'argent ! Oui, dans des enveloppes ! Et vous savez ce qui se passe après ? Une fois l'enveloppe reçue, ils ferment leurs bouches ! Oui, ils ne disent plus rien de compromettant pour le pouvoir ! Et le pire est que tous ceux qui n'ont pas encore reçu leur enveloppe ferment aussi leur bouches car ils attendent leur tour » (échange informel avec V.K., ancienne membre du Conseil de coordination français, 20 février 2012, Paris). V.K. rend plus généralement compte des relations entre l'État et les représentants de la société russe, y compris à l'étranger dans la vision des autorités russes qui soulignent constamment que l'« étranger russe » fait partie intégrale du *Russkij mir* qui est « le monde de Russie », selon l'« idéologie » de la fondation éponyme promouvant ce concept (Cf. Planche 1 de la section « Matériel visuel, p. 110 sq.). Cependant, nous verrons qu'il est impossible d'affirmer que tous les membres du Conseil ne sont guidés que par des intérêts matériels, et plus précisément par la perspective des financements qu'ils peuvent percevoir en vertu leur participation au Conseil.

²⁴⁰ En effet, nombreux sont nos interlocuteurs à avoir affirmé qu'ils « pleurent » littéralement lorsqu'ils apprennent les nouvelles de Russie. Les conclusions qu'ils tirent de la situation divergent néanmoins : certains blâment le pouvoir, les autres les oligarques, les autres encore l'Occident.

²⁴¹ Avant la réforme « mir » signifiant « paix » s'écrivait avec un « i » cyrillique, alors que « mir » avec un « i » avec point désignait « monde ».

²⁴² C. Malamoud, « Mir », in B. Cassin, *Vocabulaire européen des philosophies*. Paris, Seuil-Le Robert, 2004.

²⁴³ P. Florensky, *La Colonne et le Fondement de la vérité*. Lausanne, l'Age d'homme, 1975, p. 20.

différents concepts russes relatifs à la *communauté*, et plus précisément au concept de *sobornost'*, désignant l'organisation naturelle des sociétés humaines, fondée sur « le principe de vérité [*pravda*] (...), sur le principe de soumission des passions humaines et des tendances naturelles à la volonté et à la force de Dieu »²⁴⁴. Ce dernier principe se traduit par un amour profond envers son prochain, sans lequel l'unité de la communauté ne peut être réalisée. Le rôle de l'Eglise dans cette liaison et cette union est primordial : elle est considérée comme la source du lien spirituel qui est la condition nécessaire de la vie en société. Selon Semen Frank, « la vie sociale est faite d'une lutte constante entre le principe de solidarité et le principe de liberté individuelle, entre le pouvoir qui protège les intérêts du tout et les tendances anarchiques (...). C'est seulement quand ces deux principes prennent appui sur un troisième principe (...), le service de Dieu, le service de la vérité absolue, qu'ils s'accordent et se concilient durablement »²⁴⁵. Cette conception théologique du monde-*mir* se lie étroitement à la notion de « commune paysanne » propre à l'histoire sociale et politique russe : le *mir* est ainsi compris comme une institution sociale, comme *obšina*. Dans cette conception de la structure sociale, la politique reste fondamentalement l'affaire du pouvoir : « la liberté qu'il faut défendre, ce n'est pas le droit pour le peuple d'intervenir dans les affaires politiques, c'est le droit d'être libre de la politique »²⁴⁶.

Replacé dans ce cadre conceptuel, le nom même de la fondation Monde russe confère à l'idée de la réconciliation de la Russie avec la diaspora une signification quasi messianique. La présence dans cette fondation de personnalités politiques importantes en Russie atteste de son importance au sein de la politique intérieure et extérieure russe actuelle. La réconciliation de la Russie avec la diaspora est aussi la réconciliation de la Russie avec son passé : en effet, l'existence des diasporas impériale et accidentelle à travers le monde est la preuve vivante de l'échec de l'unification de la société russe dans les siècles passés.

De l'« idéologie » de la fondation Russkij mir (Planche 1), il ressort que le « *mir* » désigne ici une communauté dont l'« existence historique est fondée sur une pratique sociale déterminée » : « Russkij mir – c'est encore la conciliation, l'entente russe, l'accord russe, l'unité, le dépassement des schismes du XXe siècle ». Enfin, « “Russkij mir” ne doit pas seulement être le souvenir du passé, mais aussi un commencement énergique et mobilisateur

²⁴⁴ S. Frank, *Duhovnye osnovy obšestva*. New York, Posev, 1988, p.187, cité par C. Malamoud, « Mir », in B. Cassin, *Vocabulaire européen des philosophies*. Paris, Seuil-Le Robert, 2004, pp. 805-806.

²⁴⁵ *Ibid.*, p. 806.

²⁴⁶ A. Walicki, *The Slavophile Controversy, History of Conservative Utopia in Ninetennth Century Russian Thought*. Oxford, Clarendon Press, 1975, cité par C. Malamoud, « Mir », in B. Cassin, *Vocabulaire européen des philosophies*. Paris, Seuil-Le Robert, 2004, p. 807.

pour la construction d'un futur meilleur pour un grand peuple vivant dans le monde et avec le reste du monde » (Voir le document « “Idéologie” de la fondation Russkij mir » dans la section « Matériel visuel, p. 110 *sq.*). À travers la formulation de ce projet global de réconciliation du pays et de *son étranger*, « la Russie trouve une nouvelle identité, de nouvelles possibilités de collaboration bénéfique avec le reste du monde et des impulsions supplémentaires pour son propre développement ». La diaspora — une diaspora unissant les différentes couches temporelles de l'émigration russe — permettra donc à la Russie de se réconcilier avec le reste du monde ou, de manière plus prosaïque, d'améliorer son image à l'échelle internationale.

Cette seconde fonction de la diaspora, mise au service de la Russie, est exaltée par certains intellectuels russes qui ont analysé les bienfaits que le développement du Monde russe pourrait apporter au pays. Selon Petr Šedrovickij²⁴⁷, c'est avant tout la langue russe qui fonde le Monde russe. Selon ses estimations, environ 300 millions de personnes²⁴⁸ dans le monde parlent le russe et constitue par là même une communauté non seulement de « langue », mais aussi de « pensée » ; le Monde russe représente donc pour lui une « doctrine » qui doit être diffusée auprès de tous les russophones, Šedrovickij assure que :

*« derrière la doctrine du Monde russe, il y a une hypothèse fondamentale, celle du rôle de notre culture dans le développement du monde. J'affirme qu'en raison de la spécificité des structures des différentes langues – la possibilité ou l'impossibilité des langues d'exprimer certaines significations et contenus – la communauté mondiale a besoin de ces différentes langues pour la résolution des problèmes mondiaux. »*²⁴⁹

La « doctrine » de Šedrovickij — qui n'est pas étrangère à l'hypothèse Sapir-Whorf²⁵⁰ qui pose que les représentations mentales et catégories culturelles sont déterminées par les structures linguistiques — repose également sur l'idée du rééquilibrage du monde actuel, c'est-à-dire du passage d'un monde unipolaire ou bipolaire vers un monde multipolaire dans lequel le « Monde russe transnational » jouera un rôle décisif. À cette fin, la Russie doit développer des relations soutenues avec la diaspora russophone, car, selon Šedrovickij, la Russie, après avoir pris du retard sur les terrains économique et militaire depuis la chute de l'URSS, n'a plus de base sur laquelle s'appuyer. Šedrovickij attribue donc lui aussi un rôle

²⁴⁷ P. Šedrovickij, « Kto i čto stoit za doktrinoj Russkogo Mira », *Russkij Arhipelag*, 2000.

<http://www.archipelag.ru/geoculture/langsnpeoples/Yazikovaya%20politika/doctrine/>, dernière consultation le 6 décembre 2013.

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ E. Sapir, *Selected Writings in Language, Culture, and Personality*. University of California Presse, 1985.

messianique à la diaspora, qui représente à ses yeux un capital et technologique inépuisable pour la Russie²⁵¹.

L'argument de Šedrovickij sur le nécessaire passage vers un monde multipolaire est très utile aux autorités russes pour justifier leurs prétentions géopolitiques et remettre en cause le rôle central que s'arrogent les pays occidentaux dans la communauté globale. Le président de la fondation, Váčeslav Nikonov, soumettant à la critique cette hégémonie occidentale, oppose à l'idéologie libérale du multiculturalisme la réalité des sociétés multiculturelles en soulignant que chaque pays a le droit d'avoir ses spécificités culturelles, religieuses, sociales et politiques²⁵². Pour résumer, derrière toutes ces thèses, l'on retrouve la double idée traditionnellement promue par les autorités russes, à savoir que la Russie a le droit d'avoir un développement qui lui propre et qu'elle a son mot à dire dans la politique mondiale, au même titre que les pays occidentaux.

Dans leurs définitions du Monde russe, tous les acteurs, institutionnels, religieux et universitaires, insistent sur la non-ingérence de fait de l'État russe dans les affaires des autres pays. Selon Tat'ána Poloskova, par exemple :

« la Russie fait exactement la même chose que les autres grands pays. Mais sa politique fait l'objet d'une attention particulière (...). La Russie est un des principaux acteurs de la scène internationale. Même si, d'un point de vue économique, nous avons rencontré des problèmes, du point de vue culturel notre rôle à l'échelle mondiale n'a jamais faibli, même dans les moments les plus difficiles. Mais certains pays veulent restreindre le rayonnement culturel de la Russie dans le monde. Enfin, regardez combien d'argent dépensent les États-Unis pour le soutien d'organisations sociales pro-américaines. À l'étranger, plusieurs d'entre elles ne sont en réalité rien d'autre que des organisations socio-politiques. Ce sont des dépenses officielles du budget américain. Alors que nous, nous ne pouvons même pas songer à faire cela. Mais pourquoi ne le pouvons-nous pas ? »²⁵³

La réconciliation de la Russie et de sa diaspora, enterrant les conflits et tensions du passé, alliée à l'idée de l'accord de la Russie avec le reste du monde — auquel la diaspora est également invitée à participer —, tel est donc le sens du projet Russkij mir, à la réalisation duquel s'emploie toute l'« ossature institutionnelle », du Département du travail avec les compatriotes à la fondation Russkij mir elle-même, à cette dernière étant dédié le rôle principal dans le dépassement des frontières nationales russes.

²⁵¹ P. Šedrovickij, « Kto i čto stoit za doktrinoj Russkogo Mira », *op.cit.*.

²⁵² Le discours de Nikonov lors du Forum mondial politique à Iaroslavl (7-8 septembre 2011) <http://www.russkiymir.ru/russkiymir/ru/news/fund/news0681.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

²⁵³ Interview avec le docteur en sciences politiques et la secrétaire générale du mouvement internationale La Russie internationale Tat'ána Poloskova pour Nezavisimaâ gazeta : http://www.ng.ru/scenario/2007-05-29/13_build.html, dernière consultation le 1 décembre 2013.

Ce thème de la réconciliation, nous l'avons dit, rencontre chez une partie de la population un écho positif. En effet, les entretiens avec nos interlocuteurs russes de l'étranger ayant récemment quittés la Russie, révèlent que ceux-ci perçoivent la société actuelle comme hautement conflictuelle et traversée par de profondes tensions. Ainsi que l'écrit Vera Nikolski, « le sentiment d'humiliation nationale qu'avait ressenti la population ne peut être sous-estimé, et détermine une partie de la réaction patriotique actuelle »²⁵⁴. Les paroles suivantes de la présidente du Conseil de coordination des compatriotes de Grande-Bretagne relèvent d'une telle réaction : « nous percevons très peu d'argent pour ce que nous faisons au quotidien, du matin au soir, en délaissant nos autres affaires. Nous, les membres du Conseil, devons être de vrais patriotes. La seule chose que l'État peut et doit nous apporter, c'est le soutien idéologique »²⁵⁵. La réconciliation dont il est question dans le projet Russkij mir ne peut être exprimé dans les termes de l'idée de « loyauté » développée par Albert O. Hirschman²⁵⁶. Les relations entre l'« ossature institutionnelle » et les compatriotes dépassent l'opposition binaire dominant/dominé, et doivent bien plutôt être analysées du point de vue de la légitimation de l'action publique de l'État russe envers les compatriotes, à laquelle participent tant les institutions de l'« ossature » que les compatriotes proches des Conseils de compatriotes.

Le non-positionnement politique et le rassemblement autour de la Russie

Comme le dit Marlène Laruelle, le « concept [de Russkij mir] se trouve en osmose avec la tendance politique actuelle du régime de Poutine, qui appelle à une réconciliation historique entre tsarisme, Union soviétique et système postsoviétique, et à la promotion d'une vision de la nation fondamentalement consensuelle et apaisante, éloignée de tout conflit idéologique »²⁵⁷. Selon les compatriotes des Conseils de coordination, peu de place est accordée à la politique dans ce projet. Mais précisément, cela signifie que peu de place est laissée à une discorde politique qui émanerait de la confrontation ouverte entre des positions divergentes.

²⁵⁴ D. Kuzmanovic, V. Nikolski, « Elections présidentielles en Russie. Les années 90 sont définitivement enterrées », *op.cit.*

²⁵⁵ Entretien avec A.Sh., le 30 juillet 2012, Londres.

²⁵⁶ A. O. Hirschman, *Exit, voice, and loyalty : responses to decline in firms, organizations and states*. London, Harvard university press, 1970.

²⁵⁷ M. Laruelle, « Les 'Russes de l'étranger-proche' : le thème diasporique et ses lobbies en Russie », *op.cit.*, p. 39.

Notre enquête révèle néanmoins que des différences politiques, et notamment une fracture « gauche-droite », existent bel et bien au sein des Conseils de coordination de France et de Grande-Bretagne : les représentants de la nouvelle émigration peuvent avoir des convictions politiques différentes — ou, de leur aveu même, ne pas avoir de conviction du tout —, les représentants des anciennes vagues d'émigration, quant à eux, penchent plutôt vers droite de l'échiquier politique. Il est vrai qu'il s'agit avant tout de sensibilités politiques, car l'adhésion à un parti politique est pour le moins rare parmi les membres des Conseils. Dans la société russe, les partis politiques, accusés de contribuer à la division de la société, souffrent d'une image négative, renforcée par les récents discours du pouvoir sur leurs prétendus financements depuis l'étranger. Ainsi que l'écrit Vera Nikolski : « la démocratie [fondée notamment sur le pluralisme politique] comme panacée universelle, vision enchantée des dissidents d'avant l'effondrement de l'Union Soviétique, s'est transformée dans l'esprit des Russes en un vulgaire impérialisme mal déguisé, pour jouir désormais d'une sorte de suspicion fondamentale »²⁵⁸.

Malgré l'existence de sensibilités politiques différentes au sein des Conseils français et britannique, leurs membres se rejoignent donc dans le sentiment qu'il est nécessaire de reconstruire un État russe fort et centralisateur. L'une des démonstrations les plus évidentes de ce ralliement, allant jusqu'à nourrir une idéologie du consensus sans aucun conflit politique, a été l'expression commune du désir que le Conseil de coordination des compatriotes de Grande-Bretagne adhère à Obșerossijskij Narodnyj Front (Union du peuple de la Russie), dont une antenne allait être créée à Londres. Cette union politique, rattachée officieusement au parti Russie unie, fondée à l'initiative du premier-ministre de l'époque Vladimir Poutine, était censée garantir « l'introduction de nouveaux visages, de nouvelles idées et propositions » dans le parti²⁵⁹. L'antenne de l'Union, ouverte à Londres, s'adressait directement aux compatriotes, désireux de participer à la vie sociale et politique en Russie. La popularité de cette initiative a été confirmée par l'adhésion des principales organisations des compatriotes. Cependant, l'initiative Obșerossijskij Narodnyj Front à Londres a fait long feu et l'antenne a fermé ces portes pour des raisons méconnues²⁶⁰. Cette initiative est cependant

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ Article de Lenta.ru sur Obșerossijskij Narodnyj Front, <http://www.lenta.ru/lib/14211400/> dernière consultation le 20 novembre 2013.

²⁶⁰ Selon A.Sid., l'idée d'ouvrir l'antenne revient à un citoyen russe (habitant en Russie) Jean Rafailov, rédacteur en chef du portail web Blagovest, qui a annoncé dans les médias, que seulement quelques semaines après l'ouverture de l'antenne, celle-ci comptait déjà plus de 5 000 de membres. Selon A.Sid. (Entretien avec A.Sid. à Londres, le 30 juillet 2012) ces chiffres résultent d'un trucage. Selon lui, les coordinateurs d'Obșerossijskij Narodnyj Front à Londres n'ont fait que reprendre les listes des élèves de plusieurs écoles russes (habituellement enregistrées comme association) et ajouter ces élèves à la liste des membres du mouvement. Ce témoignage est

intéressante à analyser dans la mesure où elle révèle la volonté d'organisations proches du parti politique au pouvoir en Russie, de prendre racine à l'étranger. Se produit ainsi ce que Stéphane Dufoix a appelé une délocalisation ou déterritorialisation étatique « engageant des définitions de la nation où celle-ci ne se résume pas au nombre de citoyens vivant sur le territoire »²⁶¹. Le désir des associations russes proches du Conseil de coordination des compatriotes de rejoindre ce mouvement s'explique aussi par leur aspiration à faire partie du Monde Russe ; que cette initiative ait pour nom « *obšerossijskij* », littéralement « de toute la Russie » n'est pas anodin : l'adhésion à une telle initiative permet ainsi aux compatriotes de se sentir appartenir davantage à cette nation qui inclut désormais les Russes de l'étranger.

L'apolitisme — au sens ici de la non adhésion à des partis ou mouvements politiques —, se double chez les compatriotes, membres des Conseils, d'une volonté de rassemblement autour du pays d'origine, représenté notamment par son président. À l'instar en quelque sorte des citoyens de Russie résidant en Russie qui, dans l'émission Ligne Directe, demandent directement au président de les aider à résoudre leurs problèmes, des compatriotes proches du Conseil britannique ont rédigé une lettre ouverte au président pour solliciter son aide pour l'organisation d'un festival de la culture russe (Maslenitsa) à Londres, alors que tout un ensemble d'intermédiaires institutionnels a été défini afin d'optimiser le travail que mène l'Etat russe auprès des compatriotes. Le Conseil britannique se sent également investi de la mission de diffuser cette idée de rassemblement autour du président russe en publiant sur son site web www.cometogether.org.uk — dont le nom est par ailleurs particulièrement évocateur — des extraits d'entretiens à contenu patriotique, axé sur la figure du président, avec des personnalités russes. Un de ces entretiens a été réalisé par des journalistes russes avec le réalisateur Igor Šadhan, auteur de deux films documentaires sur Vladimir Poutine :

Journaliste : Avez-vous discuté directement avec Poutine ? Avez-vous déjà réfléchi sur les similitudes et les différences entre Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev ?

Igor Šadhan : Je n'ai jamais pensé à ça, c'est tout. Quelle est la différence ? Ce sont deux personnes différentes, issues de deux familles différentes. Mais si vous me demandez qui m'est plus proche, par son enfance, par sa biographie, je vous répondrai que c'est Poutine. Je suis aussi de là-bas. Je suis aussi de cette ancienne fac. Mon père est aussi mort pendant la guerre. Poutine rassemble en lui

difficile à vérifier étant donné que l'antenne londonienne de l'initiative a très rapidement fermé ses portes. Entretien avec A.Sid., le 30 juillet 2012, Londres.

²⁶¹ S. Dufoix, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », *op.cit.*, p. 16.

*beaucoup de choses différentes, il rassemble en lui le pays. Est-ce que Medvedev rassemble en lui le pays ? J'aurais voulu l'espérer. Mais je ne pense pas que ce soit le cas à cause de son âge*²⁶².

L'on ne peut que s'accorder avec l'analyse de Vera Nikolski à propos de l'image de la figure politique de Vladimir Poutine véhiculée aujourd'hui par Kremlin : « se plaçant au-dessus de cette multitude d'intérêts égoïstes [de la période des années 1990], Poutine appelle à l'union derrière le pouvoir, au nom de l'intérêt général »²⁶³. Ce n'est donc pas un hasard si les Congrès mondiaux des compatriotes ont jusqu'à présent toujours débuté par un discours du président, rappelant la richesse et la diversité du Russkij mir en tant que celui-ci forme un tout, scellé par l'amour pour la patrie, comme « otečestvo ». La fabrique du compatriote, lui-même inscrit dans une diaspora aux contours très flous et à l'existence elle-même encore incertaine (comme nous l'avons montré dans notre premier chapitre) qui est à son tour inscrite dans le Russkij mir, repose sur la construction d'un sentiment d'appartenance des migrants à leur *otečestvo*. La mission du compatriote est de servir son *otečestvo*.

*« Russkij mir – c'est le monde de Russie. La vocation de chaque personne est d'aider sa patrie, de se préoccuper de son prochain. On entend très souvent parler de ce que le pays pourrait faire pour les gens. Mais ce que chacun d'entre nous peut faire pour la Patrie est tout aussi important. Il convient de se détourner de la mentalité de quelqu'un d'assisté et d'adopter l'idée de servir la Russie. »*²⁶⁴

L'individu est donc lié à son *otečestvo* non par des relations formelles (par un contrat) mais par des liens moraux et sentimentaux.

On a donc vu dans ce chapitre que de nombreux acteurs se consacrent aujourd'hui à la création de l'objet diaspora, laquelle s'inscrit dans le projet de plus grande envergure du Monde russe. La phrase suivante de Golda Meir, citée par William Berthomière²⁶⁵ : « la frontière se trouve là où habitent des juifs, et non pas sur un tracé de carte » n'est pas sans relation avec la définition du Monde russe que proposent aujourd'hui ces différents acteurs en Russie — en particulier ceux qui sont proches des milieux universitaires —, tous engagés pour la reconstruction des liens entre la Russie et ses compatriotes, que ceux-ci habitent juste au-delà de ses limites territoriales ou dans des pays éloignés, dans lesquels se superposent souvent différentes couches de l'immigration russe. Les fondateurs du portail Archipelag.ru, dont Petr Šedrovickij, appuient ainsi l'idée d'une Russie éclatée, dépassant largement ses

²⁶² Entretien avec Igor Šadhan par Inna Nagmetova, présenté sur le site web du Conseil des compatriotes de Grande-Bretagne, <http://cometogther.org.uk/content/igor-shadhan-ya-ne-hotel-snimat-nikakogo-putina>, dernière consultation le 3 novembre 2013.

²⁶³ V. Nikolski, « La légitimation du rôle présidentiel de Vladimir Poutine », *Réseaux*, n° 164, 2010, p. 211.

²⁶⁴ Voir le document « “Idéologie” de la fondation Russkij mir » de la section « Matériel visuel », p. 110 sq.

²⁶⁵ Citée par William Berthomière, “L'immigration d'ex-URSS et les colonies de Cisjordanie et de Gaza”, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 2000 (16) 3, p. 201.

frontières territoriales, mais qu'il faut recentrer sur sa patrie historique : « l'*otečestvo* est composé avant tout d'individus, et non de territoires »²⁶⁶.

Si, dans le cas d'Israël, la citation de Golda Meir renvoie évidemment à la politique d'expansion dans les terres habitées par les Palestiniens, dans le cas de la Russie, il s'agit de rassembler les Russes autour du projet, à la fois ambitieux et contradictoire, *Russkij mir*, afin de promouvoir la politique russe en dehors des frontières du pays. Comme l'ont signalé les auteurs de *Loin des yeux, près du cœur*, cette tendance, caractéristique des pays contemporains, démontre l'impossibilité qu'il y a à parler d'un dépassement, voire d'une disparition de l'État, suite aux développements des réseaux transnationaux et en particulier des réseaux migratoires. L'État s'adapte à cette nouvelle situation et cherche parfois à renforcer son existence et sa présence sur la scène internationale par le biais de la diaspora. Le fait migratoire a toujours été utilisé par l'État russe et soviétique à son profit, ne serait-ce qu'en renvoyant ou en donnant la possibilité de quitter le pays — par ailleurs assez fermé — à ceux dont la présence « à l'intérieur » était dérangeante. Souvenons-nous de l'émigration massive des Juifs de l'Empire qui a été autorisée par les autorités de l'époque afin de résoudre ce qui était alors qualifié de « question juive ». Rappelons-nous également de la période de la guerre civile après 1917, quand des millions d' « éléments étrangers » à la nouvelle politique bolchévique ont été forcés de quitter le territoire, et que des intellectuels de l'Empire ont été renvoyés à l'étranger par le pouvoir bolchévique. N'oublions pas non plus l'expulsion de certains dissidents dénonçant le régime soviétique à l'époque du « socialisme avancé ».

Mais tout en usant de cet outil, l'émigration, pour se débarrasser des éléments semant le trouble dans le système politique, l'État russe s'est toujours inquiété des conséquences de cette émigration, pouvant se conclure par l'organisation d'actions politiques contre la Russie depuis l'étranger et avec l'appui des forces étrangères, qu'elles soient socialistes ou impérialistes en fonction des époques ; d'où le contrôle et la limitation des départs. Ces deux forces contradictoires de la politique migratoire russe ont toujours été en concurrence : renvoyer pour se débarrasser ou empêcher de partir pour mieux contrôler de l'intérieur. Même lorsque l'État privilégiait la première solution, il mettait en œuvre des moyens pour garder un œil sur ses ressortissants de l'étranger, comme en témoignent par exemple la présence des agents de l'Okhrana, les services secrets de l'Empire tsariste, à l'étranger.

²⁶⁶ Sur le projet du portail d'information Archipelag.ru par ses fondateurs Sergueï Gradirovski, Petr Šedrovicki et Boris Mežuev, « Sur l'archipelag russe ». Accessible en ligne : http://www.archipelag.ru/about_project/, dernière consultation le 6 décembre 2013.

Recensant toutes les politiques des Etats d'émigration envers leurs émigrés, Alan Gamlen dit de la Russie que c'est un pays que l'on soupçonne systématiquement aujourd'hui de vouloir manipuler sa diaspora. Cette étiquette d' « État-manipulateur » est intimement liée à cette histoire des relations État-émigrés en Russie. On comprend mieux de ce point de vue les tentatives des nouvelles autorités russes en charge des compatriotes (l' « ossature institutionnelle ») pour réconcilier les différents fragments de Russie dans le monde et apaiser les relations entre l'extérieur et l'intérieur « russe », en usant de symboles de l'histoire et de la culture russe traversées par la notion de *mir* — dans la double signification de « monde » et de « paix ». Si le développement de la politique de l'État russe envers ses ressortissants de l'étranger ne constitue pas une exception, elle a néanmoins ses spécificités. Premièrement, elle s'adresse à des populations très diverses et cherche à les inscrire dans un même projet malgré les différences des situations migratoires. Elle développe ainsi tout un arsenal linguistique afin de fabriquer la cohésion du « monde » auquel elle s'adresse, principalement à travers les deux concepts analysés dans ce chapitre, de « compatriote » et de « Russkij mir ». Ces deux concepts sont le résultat du développement de l' « État d'émigration » (appuyé par certains intellectuels russes), dont la structure s'affine à travers le temps, de 1990 à nos jours, en s'adaptant aux changements de lignes directrices de la politique russe en général. La notion de diaspora est perçue comme unificatrice, d'où l'appel à une « consolidation de la diaspora ». En effet, les autorités russes cherchent à créer cette « diaspora russe » tout en sachant que, d'un point de vue scientifique, il est très difficile de qualifier les communautés russes éclatées à travers le monde comme formant une diaspora. Les autorités russes cherchent à créer l'objet diaspora afin d'y inscrire les compatriotes et afin d'inscrire cette diaspora des compatriotes dans le Monde russe.

La spécificité de la politique russe émane de son déploiement à plusieurs niveaux, chacun jouant un rôle particulier. Mais elle consiste également dans les contradictions entre ces différents niveaux. Si les russophones des pays de l'espace postsoviétique refusent se voir attribuer le nom de « diaspora », en se considérant comme partie intégrale de la Russie qui a été séparée de celle-ci par le mouvement des frontières à travers les individus, les descendants et les migrants des pays extérieurs à l'espace postsoviétique hésitent quant à eux à se définir en tant que compatriote. C'est donc également pour cette raison que les autorités russes ont proposé le concept original de Russkij mir, qui était absent de leur terminologie dans les années 1990, mais qui doit aider à dépasser les contradictions entre les deux concepts de « diaspora » et de « compatriote ». Si jusqu'à la moitié des années 2000, il s'agissait avant tout de « dissoudre » la « question russe » des pays de l'espace postsoviétique en rattachant les

Russes de ces pays à ceux des pays hors de l'ex-URSS, vers la fin des années 2000, les pays « occidentaux » ont également fait l'objet d'un intérêt qui leur était propre : ils sont en effet aujourd'hui supposés défendre les intérêts de la Russie dans ces pays et améliorer l'image de leur patrie historique à l'échelle internationale.

L'autre spécificité de la politique russe réside dans le contexte historique même du développement des relations entre l'État russe et ses émigrés. En effet, le souci de contrôle de ses émigrés par l'État russe a toujours été contrecarré par la réaction-résistance des émigrés à ce même contrôle. La question est donc aussi celle de la non reconnaissance par les émigrés de la légitimité du régime en place dans leur pays d'origine et par conséquent des politiques qu'il développe à leur égard. C'est aujourd'hui à ce problème que les autorités russes se consacrent à travers le projet de (re)fondation d'un Monde russe réconciliateur : ils cherchent autrement dit à effacer la longue histoire des oppositions de toute une frange des émigrés à la politique de l'Etat d'origine. C'est pour cette raison que les autorités russes mettent tant l'accent sur la dimension culturelle de leur travail auprès des compatriotes, afin de « noyer » la question politique de l'émigration russe dans la glorification de la culture russe dans l'émigration. Nous avons débuté cette première partie de notre thèse par une question relative à la potentialité d'une fin de l'histoire des confrontations politiques entre l'État et l'émigration russes. À cette question, nous devons donc apporter une réponse négative.

Conclusion de la première partie

À propos de la création du sentiment de groupe, Rogers Brubaker, à travers la notion de « faire groupe » (*groupness*), souligne qu'il y a une forte possibilité que ce « faire groupe » n'ait pas lieu, qu'il échoue « dans le processus de cristallisation, malgré les efforts de consolidation d'entrepreneurs ethnopolitiques »²⁶⁷. Dans notre cas, il est possible que la consolidation des compatriotes en une seule et unique diaspora, à travers la création d'intermédiaires associatifs entre les migrants et les autorités, n'aboutisse pas ou qu'il se transforme en quelque chose de tout à fait différent du projet initial. Le patriotisme à longue distance diffusé par l'État russe afin de consolider la diaspora des ressortissants russes s'appuie sur deux définitions concurrentes des sentiments d'appartenance au noyau du Monde russe à l'étranger (l'autre noyau, principal, étant évidemment la Russie même), c'est-à-dire à la diaspora des compatriotes. Il s'agit premièrement de l'appartenance ethnoculturelle au monde

²⁶⁷ R. Brubaker, « Ethnicity without groups », *Archives européennes de sociologie*, Vol. 43, n° 2, 2002, p. 168.

de la culture russe. Ce principe est établi afin que les représentants des anciennes vagues d'émigration puissent être inclus dans cette diaspora. Ce principe répond également aux aspirations et revendications des milieux de défense des Russes des pays postsoviétiques. Mais ce principe concerne non seulement les Russes et leurs descendants, mais aussi les populations résidant depuis longtemps en Russie (ou Union Soviétique) et qui sont considérées comme « acculturées » — populations qui sont bel et bien présentes au sein des associations et autres organisations russes à l'étranger, comme l'ont montré nos recherches de terrain en France et en Grande-Bretagne²⁶⁸. Il s'agit deuxièmement des populations russophones (*russkoâzycnye*) ne s'identifiant pas en tant que « russe », mais qui sont supposées être « pénétrées » par la culture russe et qui, du fait de l'histoire impériale et soviétique, pratiquent aujourd'hui la langue russe. Il s'agit donc également des populations issues des ex-républiques soviétiques, restées « sur place » ou parties dans les pays « occidentaux », et qui, pour diverses raisons²⁶⁹, souhaitent également se rapprocher des Conseils des compatriotes.

En résumé, le Monde russe définit les sentiments d'appartenance de manière quasi « essentialiste » pour ce qui concerne les populations russes ou s'identifiant à elle, et de manière « expansionniste » en ce qui concerne les populations russophones, soucieuses de pérenniser la pratique de la langue russe et, d'après le concept de *Russkij mir*, de maintenir la « communauté d'un penser commun ». Cette communauté est éminemment politique, car elle présuppose un certain degré de loyauté envers l'épicentre du Monde russe (la Russie), ce qui signifie également envers la politique que la Russie développe à l'échelle nationale et internationale. Potentiellement, cette « communauté de penser commun » est susceptible de se transformer en communauté d'« agir commun » contre l'image négative attribuée à la Russie dans le monde et en « communauté de défense du commun » du point de vue de solidarité entre les compatriotes de différents pays, dont en particulier les Pays baltes.

Ce projet politique de formation d'un « sentiment de groupe » a cependant pris durant les dernières années un aspect plus fou, en raison des contradictions internes au projet lui-même²⁷⁰, qui cherche à réconcilier des populations difficilement conciliables à cause non

²⁶⁸ On retrouve ces populations dans les Conseils des compatriotes de France et de Grande-Bretagne, mais aussi dans les milieux de contestation.

²⁶⁹ Ces raisons sont souvent liées au maintien de la langue russe. De nombreux migrants de l'ex-URSS dans les pays occidentaux souhaitent en effet transmettre la langue russe à leurs enfants, parfois en plus de leur langue d'origine, car le russe est perçu comme une langue plus porteuse (que leur langue d'origine) dans la perspective de la carrière professionnelle des enfants.

²⁷⁰ Certaines populations russophones, tout en pratiquant le russe, refusent catégoriquement de soutenir l'État russe, qu'elles jugent manipulateur et pour le moins envahissant. Lors de notre travail de terrain, nous avons en

seulement du passé soviétique — perçu par certains comme une histoire d'agression envers leur « nationalité » — mais aussi à cause du durcissement du régime politique actuel en Russie et de sa politique étrangère jugée envahissante, ainsi que du refus de certains migrants russes de s'allier à la politique de l'État russe — refus qui s'est transformé en mobilisation collective à la suite des élections parlementaires de 2011 et présidentielles de 2012 en Russie²⁷¹. La consolidation désirée par les autorités russes est perçue par ces migrants — qui ont majoritairement quitté leur pays d'origine au cours des années 1990 ou dans les années 2000 — comme un moyen de polariser leurs positions autour d'une idéologie politique véhiculée par le Kremlin sous la forme d'un patriotisme à longue distance.

Pour soutenir la vague de contestation en Russie, qui a débuté en décembre 2011, les migrants russes à travers le monde ont répondu par l'organisation de manifestations « contre les élections truquées ». Si le soutien des manifestants en Russie était déclaré comme étant le principal objectif des manifestants à Paris et à Londres, ces migrants se sont sentis personnellement concernés par les falsifications lors de ces élections dans la mesure où, pour la première fois, les citoyens russes résidant à l'étranger avaient eu la possibilité de participer au scrutin sans aucune contrainte — c'est-à-dire sans enregistrement préalable à l'Ambassade — si ce n'est la possession d'un passeport attestant de la citoyenneté russe²⁷² (voir les Photographies 5 et 9 de la Planche 2 de la section « Matériel visuel », p. 110 *sq.*). Compte tenu des résultats des deux scrutins (élections parlementaires et présidentielles), que les candidats et partis d'opposition ont largement remporté en France et en Grande-Bretagne²⁷³,

effet rencontré des ressortissants non-russes des États baltes qui, tout en pratiquant le russe, déclarent n'avoir rien de commun avec l'État russe. Il en allait de même des quelques Géorgiens, Ukrainiens, Biélorusses, etc. que nous avons rencontrés.

²⁷¹ Les élections parlementaires de décembre 2011, qui ont assuré aux députés du parti Russie unie la majorité des sièges au Parlement, ont été considérées comme des élections falsifiées par de nombreux observateurs des partis politiques d'opposition ou des représentants de la société civile. Le lendemain du 4 décembre avait déjà lieu à Moscou une première manifestation de contestation contre les fraudes aux élections. La mobilisation de la société russe, tantôt encadrée par les leaders d'opposition, tantôt représentée par des groupes de contestation plus radicaux, s'est prolongée tout au long de l'année 2012, et en partie en 2013. Jusqu'aujourd'hui diverses formes de contestation s'expriment de temps à autres dans les grandes villes en Russie.

²⁷² Selon la législation russe relative aux élections, toute personne de citoyenneté russe résidant en Russie peut exercer son droit de vote dans le bureau électoral auquel il est rattaché en fonction de sa domiciliation en Russie. Tous les citoyens de Russie sont inscrits au préalable sur les listes électorales de leur lieu de domiciliation. Les citoyens de Russie résidant à l'étranger étaient jusqu'au décembre 2011 tenus de faire les démarches nécessaires d'enregistrement auprès de l'Ambassade de Russie de leur pays d'accueil afin de pouvoir voter aux élections nationales russes.

²⁷³ Aux élections présidentielles de mars 2012, le candidat de l'opposition Mihail Prohorov a devancé Vladimir Poutine avec 42 % des voix des Russes de France. Des résultats similaires ont eu lieu lors des élections parlementaires en France auxquelles le parti libéral *Àbloko* a obtenu la majorité des voix, alors qu'à l'échelle de la Russie ce parti n'a pas pu franchir le seuil des 7 % de votes qui lui aurait permis d'être représenté au Parlement russe. Une situation analogue s'est produite en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans d'autres pays « occidentaux » de résidence des migrants russes. Néanmoins, selon les données officielles du Bureau central du vote russe, la Russie unie et Vladimir Poutine ont obtenu la majorité des votes des nationaux de l'étranger, ce qui

la décision des autorités russes de réduire au strict minimum les conditions à remplir pour pouvoir voter depuis l'étranger, est quelque peu étonnante. Cette extension du droit de vote aux nationaux russes de l'étranger s'inscrit en réalité dans le projet des autorités russes de recréer des liens avec l' « étranger russe », en nourrissant le sentiment qu'ont les Russes de l'étranger de participer, au même titre que les Russes de Russie, au destin de leur pays d'origine²⁷⁴.

Au sujet de la participation des nationaux de l'étranger aux élections nationales, Rainer Bauböck conclut que la politique de l'État d'origine envers ses émigrés n'est qu'une réponse à la structuration des communautés des migrants à l'étranger²⁷⁵. Notre cas d'étude ne correspond qu'imparfaitement à cette affirmation. S'il est vrai que la politique de l'État russe envers les Russes de l'espace postsoviétique était une conséquence des revendications exprimées par ces populations, la politique envers les Russes des pays « occidentaux » n'est que partiellement le résultat d'une demande de la part des compatriotes eux-mêmes. Si cette demande existait, elle ne concernait que de très étroits cercles de migrants russes et de descendants des émigrés d'anciennes vagues d'émigration en France et en Grande-Bretagne. La création des Conseils de coordination, d'abord en Grande-Bretagne et plus tard en France, a grandement favorisé l'émergence d'une structure d'organisation des migrants de type diasporique. Mais cette structuration autour des Ambassades russes a été immédiatement contrebalancée par l'émergence des groupes politiques contestataires russes dans les deux pays, elle-même favorisée par la vague de contestation en Russie à partir de 2011. En revanche, dans chaque pays, l'ancrage des deux tendances, proche de la politique russe ou contestataire — donc remettant en cause la légitimité du pouvoir russe —, a connu un développement différent, dû notamment à l'impact de leurs Conseils des compatriotes respectifs.

On voit bien donc d'ores et déjà que l'étude de la seule politique de l'État russe envers les compatriotes et de ses effets sur les migrants n'est guère propice à la compréhension des processus en cours dans les milieux immigrés/émigrés russes et plus largement russophones en France et en Grande-Bretagne. La situation que l'on observe actuellement sur le terrain peut et doit être analysée à travers les interactions qui existent entre, d'un côté, les Conseils

est largement dû au vote des Russes des pays de l'espace postsoviétique qui a été plus favorable au parti actuellement au pouvoir et au président Vladimir Poutine.

²⁷⁴ Ce désir peut cependant être perçu négativement en Russie. En effet, le processus électoral implique également la considération des conséquences effectives pour les électeurs de leur choix, ce qui suppose leur présence sur le territoire national. R. Bauböck, « Towards a political theory of migrant transnationalism », *International Migration Review*, Vol. 3, n 37, 2003.

²⁷⁵ *Ibid.*

des compatriotes, qui sont le produit, ou du moins qui sont proches des Ambassades de Russie et, de l'autre, les groupes émergents de contestation — tout en reconnaissant que cette analyse sera centrée sur une photographie, un cliché instantané du milieu des migrants russes qui est en cours de structuration et en permanente reconfiguration. La deuxième partie de cette thèse apportera ainsi un éclairage sur la naissance des différents pôles de ce que nous avons appelé la communauté politique russe de France et Grande-Bretagne.

Matériel visuel de la première partie

L' « idéologie » de la fondation Russkij mir

Les liens entre l'intérieur et l'extérieur « russe ». Par la réconciliation avec son « étranger russe », la Russie acquerra ainsi une nouvelle identité.



ФОНД РУССКИЙ МИР
FONDATION « RUSSKIY MIR »

« L'AMOUR, LA LIBERTÉ, LA PAIX, LA JUSTICE, LE BIEN-ÊTRE, LA SÉCURITÉ, LA STABILITÉ, LA PROSPÉRITÉ, LA SANTÉ, LA LONGEVITÉ, LA SÉRIOSITÉ, LA DÉTERMINATION, LA COURAGE »
ANNA AKHMATOVA « LE COURAGE »

Idéologie

« Russkij mir » — ce n'est pas seulement les russes, les citoyens russes et nos compatriotes dans les pays de l'étranger proche et lointain, les émigrés, les originaires de Russie et leurs descendants. Ce sont également les citoyens étrangers parlant russe ou l'enseignant ainsi que tous ceux qui sont sincèrement intéressés par la Russie et qui se préoccupent de son avenir.

Toutes les couches du Monde russe — polyethnique, multiconfessionnel, social et idéologiquement hétérogène, multiculturel, géographiquement segmenté — s'unissent via la conscience de leur appartenance à la Russie.

En formulant « Russkij mir » comme un projet global, la Russie trouve une nouvelle identité, de nouvelles possibilités de collaboration efficace avec le restant du monde et des impulsions supplémentaires pour son propre développement.

Tous les signes énoncés sont caractéristiques tant pour les russes vivant en Russie que pour le restant du « Monde russe ».

« Mir » — c'est une communauté. Quand bien même l'on ait critiqué les termes de « collégialité », « conciliation », « collectivisme », leur existence historique s'est fondée sur une pratique sociale déterminée. La pratique des dernières décennies montre que l'un des problèmes actuels de la Russie est le morcellement de la société, l'individualisme, la destruction des liens sociaux. La mission de construire la société civile est irréalisable sans le rétablissement, le renforcement et la reconstitution de la communauté, de l'union dans l'espace et l'histoire. Tous ces processus composent, dans le fond, la notion de « Russkij mir ».

Russkij mir — c'est le monde de Russie. La vocation de chaque personne est d'aider sa patrie, de se préoccuper de son prochain. On peut très souvent entendre ce que le pays pourrait faire pour les gens. Mais ce que chacun d'entre nous peut faire pour la Patrie est tout aussi important. Il convient de se détourner de la mentalité d'assisté vers l'idée de servir la Russie.

Mir — c'est l'absence de haine. « Russkij mir » — c'est encore la conciliation, l'entente russe, l'accord russe, l'unité, les schémas surmontés du XXème siècle. Une série complète d'événements compose déjà cette situation — la réunification des Eglises, l'enterrement des figures importantes de l'émigration.

« Russkij mir » ne doit pas être seulement que le souvenir du passé mais aussi le début énergique mobilisateur de la construction d'un futur meilleur pour un grand peuple vivant dans le monde et avec le reste du monde.

Le renvoi par la fondation aux références historiques et culturelles russes à des fins de légitimation de son action.

Le thème de la réconciliation est fondateur, permettant de dépasser les clivages de l'histoire russe et toutes les contradictions entre les termes « compatriote » et « diaspora ».

Réalisée par Olga Bronnikova.

Source : rubrique « idéologie » du site Internet de la fondation Russkij mir :

<http://www.russkiymir.ru/languages/france/Ideologia.htm> dernière consultation le 2 novembre 2013.

Planche 1 : Manifestation contre la présence de députés russes à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 25-29 juin 2012, Strasbourg.



Photographie 1 : Un artiste géorgien expose ses tableaux politiques contre la domination de la Russie dans l'espace postsoviétique.



Photographie 3 : Quelques slogans « classiques » de contestation en France et en Russie



Photographie 2 : Des stratégies différentes : cacher ou ne pas cacher son visage



Photographie 4 : Présence à la manifestation de militants contestataires russes de différents pays européens (France, Allemagne, Pays-Bas) et de militants de Russie, venus spécialement en France pour l'APCE.

Planche 2 : Le projet des compatriotes : la réconciliation



Photographie 6 : Réunion de travail entre les membres du Conseil mondial des compatriotes, organisée par le Conseil des compatriotes de Grande-Bretagne.



Photographie 7 : Les descendants des précédentes vagues d'émigration lors de la réception chez l'Ambassadeur organisée dans le cadre du Forum russe de 2011.



Photographie 8 : L'« ossature » (*kostâk*) institutionnelle du projet des compatriotes lors du Forum russe de 2011.



Photographie 5 : Les électeurs au buffet de l'Ambassade lors des élections parlementaires en Russie en décembre 2011.



Photographie 9 : Les électeurs font la queue à l'Ambassade de Russie aux élections présidentielles de mars 2012.

Partie II. La communauté politique russe en France et en Grande-Bretagne

« Les règles de conduite qui lient entre elles les personnes – offrants et bénéficiaires – sont le lien de la société. Mais une grande partie des actes ainsi régis ont lieu rarement, ou après une longue préparation. De ce fait, les occasions affirmant l'ordre moral et social risqueraient d'être peu fréquentes. C'est là que les règles cérémonielles remplissent leur fonction sociale, dans la mesure où beaucoup des actions qu'elles régissent ne durent guère, n'entraînent aucun frais substantiel et peuvent s'insérer dans n'importe quelle interaction. Quelle que soit l'activité en court, aussi profane et aussi matérielle qu'elle apparaisse, elle peut être l'occasion de multiples petites cérémonies, dès lors que d'autres personnes sont présentes. »
(E.Goffman, *Les rites d'interaction*)¹

Existe-il une communauté russe ou s'agit-il simplement d'une masse « désintégré » d'individus partis vivre à l'étranger ? Si cette communauté existe, de quelle nature est-elle et par quels rapports de forces est-elle traversée ? Comment interagit-elle avec les autres forces en présence, associations et mouvements politiques et culturels du pays d'accueil ?

« Le Russe est un loup pour le Russe » : cette phrase qui circule sur ce qui est communément appelé le Runet², c'est-à-dire le domaine russophone d'Internet, renvoie à la locution latine, réactivée au XVI^e siècle par Thomas Hobbes auquel elle est souvent attribuée : « *Homo homini lupus* » (« l'homme est un loup pour l'homme »). Comprendre la portée symbolique de cette référence dans le contexte russe actuel, exige de prendre en compte le développement des rapports socio-politiques de la société russe dans une perspective historique. Cette citation peut être appliquée au contexte de la mobilisation présente de la population en Russie, tout comme elle peut être utilisée afin d'expliquer l'absence de solidarité des émigrés russes par comparaison avec d'autres émigrés, d'autres

¹ E. Goffman, *Les rites d'interaction*. Paris, Les Éditions de Minuit, 1974, p. 81.

² Par exemple ici : « Russkij russkomu volk. Segodnâ den' morali u menâ » [Le Russe est un loup pour le Russe. Aujourd'hui, c'est ma journée de la morale]. URL : http://dneutrino.blogspot.fr/2012/02/blog-post_10.html, dernière consultation le 7 décembre 2013.

communautés, d'autres diasporas, etc. Un des blogueurs, sympathisant de l'opposition en Russie, explique ainsi l'usage de cette locution, adaptée au contexte russe :

« Chez nous, chez les Russes, l'ami est par définition un ennemi pour l'ami. Je ne comprends sincèrement pas pourquoi il en est ainsi. (...). Et surtout, si tu ne respectes pas cette règle et que tu te comportes bien avec les gens, on ne te comprend pas, on te prend pour un idiot (...). Peut-être que c'est une conséquence de Sovok³... avec sa collectivisation et sa dékoulakisation, quand il fallait se méfier de ton voisin car il pouvait te dénoncer (...). Le peuple divisé est plus facile à gérer, il est plus facile de le retourner contre lui-même. Les collectifs les plus soudés en Russie sont de nature plutôt criminelle : les bandits, la racaille, Russie unie... C'est le malheur de l'opposition, nous ne pouvons pas nous rassembler, nous unir et choisir un leader. »⁴

Cette citation mobilise plusieurs concepts politiques et plusieurs dimensions de l'histoire russe. La reprise non seulement de l'expression « l'homme est un loup pour l'homme » mais aussi de la distinction ami/ennemi chère à Carl Schmitt, s'inscrit dans un débat autour de la désintégration de la société russe. Cette dernière est explicitée à la fois à travers la référence à la formule classique « diviser pour mieux régner », mais aussi à travers la mention de l'histoire soviétique et plus précisément des transformations sociales au sein des systèmes totalitaires, faisant écho au concept de « masse » dans sa version arendtienne⁵. La réflexion de cet internaute se conclut par des parallèles avec le caractère « soudé » des groupes de bandits et du parti politique au pouvoir, alors que les contestataires restent éclatés et sans leader. L'on ne saurait néanmoins projeter cette image de la société russe, telle que dessinée par un résident de Russie, sur la situation des Russes de l'étranger, car elle est indubitablement trop schématique pour rendre compte des relations au sein de la *communauté* russe de France et de Grande-Bretagne. Si le discours sur la nécessité de s'unir et sur l'absence d'un leader (de la diaspora) sont également mobilisés à l'étranger, ils n'ont pas la même signification qu'en Russie étant donné le contexte d'émigration, dont la singularité est qu'il rend possible, et peut-être inévitable, la participation des nationaux du pays d'accueil *dans* cette *communauté* elle-même et pas seulement « en interaction » avec celle-ci, sur ses marges.

Il y a donc autant de définitions de la politique dans l'émigration russe actuelle qu'il y a d'univers politiques, produits par les acteurs russes, français et britanniques, venus de tout horizon politique. Chacun de ces univers, qu'il soit fondé sur la contestation ou au contraire la défense de la légitimité du régime politique russe actuel, produit des discours dont l'objet est de savoir (et d'affirmer) *comment la Russie devrait évoluer politiquement*. Cependant, si

³ Appellation sarcastique de l'Union soviétique. Dans son acception littérale, *sovok* signifie une « pèle ».

⁴ « Russkij russkomu volk » [Le Russe est un loup pour le Russe], le 5 avril 2011. URL : <http://sergey-machete.livejournal.com/2871.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

⁵ H. Arendt, *Les origines du totalitarisme*. Tome 3 : *Le système totalitaire*. Paris, Editions du Seuil, 1995.

l'objet de ces discours est à proprement parler *politique*, les acteurs peuvent décider de ne pas l'exposer en tant que tel et préférer mettre l'accent sur l'enjeu du maintien et de la valorisation de la culture et de la langue russes à l'étranger. La dimension politique n'est pas pour autant absente des préoccupations de ces groupes de migrants qui choisissent de lier, d'une manière ou d'une autre, leurs activités aux représentants officiels de l'État russe en France ou en Grande-Bretagne, c'est-à-dire aux Ambassades.

La citation de l'internaute russe ci-dessus, réinterprétée depuis le point de vue des Russes à l'étranger, est une parfaite entrée en matière pour répondre aux interrogations soulevées en ouverture de cette partie. Nous chercherons à répondre à ces questions en produisant une analyse détaillée du parcours des différents acteurs avant de rendre compte du contexte et des formes de « mise en commun » de ces multiples univers politiques.

Chapitre 3 : La communauté politique russe : entre « amis » et « ennemis » de la Russie ?

Débutons avec une citation extraite de l'ouvrage de Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil* :

« En fait, une seule chose va de soi pour ceux qui choisissent de lutter : l'opposition au régime, c'est-à-dire l'exopolitie elle-même. Point fixe et lien symbolique avec le pays, avec la nation, elle permet des certitudes nouvelles, notamment parce qu'il s'y développe un principe de division politique très simple : on n'y connaît, comme Carl Schmitt, que des amis ou des ennemis. Cette définition politique des individus, des groupes et des actes domine toutes les autres logiques sociales : culturelles, sportives, syndicales, etc. L'exopolitie est en fait un espace social politisé dans lequel la neutralité est une position difficilement tenable, à tel point que tous les émigrés se trouvent moralement contraints de choisir entre l'adhésion à l'exopolitie et l'adhésion au régime. Ce choix est un choix total, engageant tout l'individu dans toutes ses activités, qu'elles soient politiques ou non. Rassemblant ainsi ceux qui se ressemblent dans une commune différence, en l'occurrence leur opposition au communisme, l'exopolitie présente une vision politique binaire, simplifiée, dans laquelle il n'existe aucune alternative entre l'inclusion et l'exclusion. Ces typifications inclusives ou exclusives délimitent également les groupes avec lesquels une entente est envisageable, c'est-à-dire l'espace des possibles de la politique en émigration. »⁶

Cette citation pourrait parfaitement décrire la naissance de la politique dans l'émigration russe après 1917 dans plusieurs pays européens. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'auteur compare les émigrés hongrois, tchécoslovaques et polonais, dont il étudie les exopolities, avec la situation vécue par les émigrés « blancs » en France. Cependant, l'évolution politique depuis la chute de l'URSS a rendu la situation en Russie même, et dans les milieux émigrés russes, bien plus complexe, ne permettant plus guère de les analyser dans le cadre de l'opposition binaire « ami-ennemi ». Ces précautions prises, il n'en reste pas moins évident que l'émergence de la politique au sein de la quatrième vague d'émigration, en relation avec l'évolution du régime politique en Russie depuis les années 2000, a provoqué de nouvelles tensions, de nouvelles ruptures, mais aussi de nouvelles alliances, ouvrant des possibles beaucoup plus nombreux qu'à l'époque de l'URSS.

Si la simple existence d'interactions entre différents acteurs porteurs de discours sur la politique russe, en France et en Grande-Bretagne, ne suffit pas à prouver l'existence d'une communauté, elle démontre *a minima* qu'il est impossible de parler de démarches purement individuelles, comme en témoigne la constitution récente de plusieurs groupes, partageant différentes positions politiques et interagissant dans les espaces publics français et britannique. Si l'opposition binaire inclusion *versus* exclusion ne s'applique plus depuis l'ouverture des frontières de l'URSS à notre terrain de recherche, le positionnement en tant qu'ami *ou* ennemi du régime politique russe n'a pas pour autant disparu ; mais la différence

⁶ S. Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, op.cit., p. 30.

essentielle réside dans le fait que, bien que l'opposition des deux pôles ami/ennemi tendent actuellement à s'intensifier, la possibilité de positionnements intermédiaires et/ou d'adhésion d'un même individu aux groupes opposés, reste encore ouverte.

Dans ce chapitre, nous chercherons donc à illustrer la polarisation des discours sur la politique autour de quelques groupes d'acteurs, à partir de l'exemple d'une action donnée ayant eu lieu en France, puis tâcherons de montrer comment ces interactions sont constitutives de ce que nous définirons comme la *communauté politique russe* de France et de Grande-Bretagne. L'encadré 2 donne à voir la différence entre les deux termes que nous utiliserons afin d'analyser les activités politiques de nos acteurs.

Encadré 2 : Groupe et association

Dans ce chapitre, nous mobiliserons deux notions, rapportées à l'action collective des individus étudiés : « groupe » et « association ». Cela ne signifie pas que des notions telles que celles d'« institution » ou d'« organisation » seront exclus. Cependant, le groupe et l'association sont les échelles d'observation les plus adéquates pour l'analyse de l'action collective politique et de l'interaction entre les militants.

Dans la mesure où l'objet de ce travail est l'action collective, la mobilisation de la notion de groupe paraît évidente, à condition cependant de ne pas considérer le groupe comme homogène ou comme une « chose dans le monde »⁷. Les groupes que nous considérerons, en raison de leur très récente formation, sont extrêmement fluides et ont des frontières poreuses. La participation dans un groupe n'exclut aucunement la participation dans un autre groupe, même lorsque ceux-ci s'inscrivent dans des univers politiques opposés ; d'où la possibilité (réalisée chez certains acteurs) d'une double participation, dans un groupe contestataire du régime politique en Russie, d'une part, et dans un groupe menant des activités culturelles et se situant dans l'orbite de l'Ambassade de Russie, d'autre part. Dans ce dernier cas, ces groupes ont souvent le statut d'association, régie en France par la loi de 1901 et qui sont enregistrées de différentes manières en Grande-Bretagne, allant du *charity* (cas le plus fréquent pour les associations russes politiques et culturelles observées) au *club*. Il existe également, en France et Grande-Bretagne, des associations à tendance politique cherchant à se positionner en tant que « défenseurs des droits humains ».

Nous parlerons donc de manière générale de « groupe » pour désigner l'action collective et la production de discours sur la Russie en France, et d'« association » lorsque nous nous référerons spécifiquement aux groupes enregistrés. Pour certains groupes contestataires, l'enregistrement en tant qu'association suivant la loi de 1901 équivaut à l'acquisition d'un statut au sein de la communauté politique russe et dans le champ politique du pays d'accueil, selon le principe suivant : « nous ne sommes plus une masse de gens qui manifestent, mais un groupe organisé et institutionnalisé ». D'autres, au contraire, ont choisi de ne pas enregistrer leurs groupes, et ce pour différentes raisons. Si le Conseil de coordination du Forum des Russes de France⁸ a, dès le départ, décidé de ne pas s'enregistrer pour ne pas donner l'impression de s'imposer en tant que seul représentant légitime de la communauté russe (mais aussi pour éviter d'être soumis à la législation française), certains groupes contestataires préfèrent quant à eux ne pas s'enregistrer par crainte d'être identifiés en tant qu'« opposant au régime politique russe ».

⁷ R. Brubaker, « Ethnicity without groups », *op.cit.*, p.163.

⁸ Conseil de coordination des compatriotes dans la suite du texte.

3.1 - Un lieu du pouvoir russe « vandalisé »

Le monument à la mémoire du corps expéditionnaire russe⁹, inauguré en 2011 à Paris par Vladimir Poutine, est récemment devenu une *scène d'expression* des discours sur la politique russe en France. Durant la nuit du 7 au 8 février 2013, le jour du 70^{ème} anniversaire de la bataille de Stalingrad, le monument a été peint aux couleurs du groupe punk Pussy Riot¹⁰. Les inconnus y ont également déposé l'inscription suivante : « Free Pussy Riot ».

L'Ambassade de Russie a immédiatement réagi par une note officielle adressée au Ministère des affaires étrangères français, à la mairie de Paris et à la Préfecture de police en les priant de remettre le monument en l'état et d'élucider cette affaire. Le chef de la mission diplomatique russe, Aleksandr Orlov, a immédiatement dénoncé un acte d' « outrage à la mémoire des soldats russes qui ont combattu pour la France au début du XXe siècle »¹¹. Quelques jours plus tard, le 16 février, se tenait une manifestation de protestation contre l'acte de « vandalisme » dont le monument avait été l'objet, organisée par des associations françaises en présence des officiels de l'Ambassade et des journalistes. En réaction à cet événement, plusieurs groupes russophones de France et des organisations de Russie se sont exprimés en condamnant l'action des inconnus.

Les premières réactions à l'acte de « vandalisme »

Que ce soit dans l'univers de la contestation du régime politique russe dans l'émigration ou en dehors, la réaction à l'événement a été très négative, du moins pour ce qui est des groupes qui ont fait une déclaration officielle. Tandis que certains ont condamné l'acte de « vandalisme », tout en soutenant l'action des Pussy Riot, d'autres ont jugé l'une comme l'autre inacceptables, tandis que d'autres encore, ne se prononçant pas sur l'action de Pussy Riot, ont strictement condamné celle de Paris. Cet événement a ainsi permis la mise en relation, *via* les journalistes et réseaux sociaux, de différents protagonistes, producteurs de discours sur la politique russe en France.

⁹ Unité militaire russe envoyée en France pour renforcer son armée lors du premier conflit mondial.

¹⁰ Pussy Riot est un groupe féministe punk dont deux des membres sont actuellement emprisonnées pour avoir entonné un chant anti-Poutine dans la cathédrale Saint-Sauveur de Moscou le 21 février 2012. Leur incarcération pour hooliganisme a suscité une vive réaction en Russie et à l'échelle internationale, confrontant fervents défenseurs et opposants à leur action spectaculaire.

¹¹ L'article de RIA Novosti reprend les propos de l'Ambassadeur russe : « Monument russe profané à Paris : manifestation de protestation », le 18 février 2013. URL : <http://fr.rian.ru/world/20130218/197576227.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

La première réaction, après celle de l'Ambassade, est venue de l'« univers de la contestation ». La déclaration, intitulée « Libérez les Pussy Riot, dites non au vandalisme »¹², « condamne fermement cet acte » perpétré par des « inconnus agissant soi-disant en “soutien” du groupe Pussy Riot », alors même que les membres de ce même groupe ont « indiqué à plusieurs reprises qu'elles condamnaient le vandalisme et la dégradation des œuvres d'art ». Cette annonce a été faite très rapidement après l'évènement afin de prévenir toute accusation de responsabilité pour cette action. La déclaration exprime le refus de pratiques jugées « violentes » et s'exprimant notamment sous la forme du « vandalisme ».

Cependant, comme dans le cas de l'action de Pussy Riot, il ne s'agit pas seulement ici de « vandalisme », entendu en tant que détérioration d'une œuvre d'art, mais aussi d'une atteinte au sacré, qu'il soit religieux ou mémoriel. Les cas de réaction négative relatifs à la dégradation de monuments, en particulier des mémoriels des guerres, ne sont pas rares quel que soit le pays¹³. En ce qui concerne les monuments russes à l'étranger, des cas similaires se sont produits en Bulgarie en 2012 quand le monument aux soldats de la Seconde Guerre mondiale a lui aussi été « déguisé » aux couleurs de Pussy Riot. Ce cas a suscité de vives réactions, tandis qu'un « déguisement » similaire en 2012 du Monument aux Bourgeois de Calais à Londres n'a quant à lui quasiment eu aucun écho en Russie et en Grande-Bretagne.

Si l'univers de la contestation a donc choisi de limiter sa déclaration à la seule mention de l'acte de vandalisme, en refusant d'engager le débat sur d'autres significations potentielles de l'action des inconnus, les associations culturelles, en particulier celles proches de l'Ambassade, ont au contraire construit leur discours autour des thèmes du patriotisme et de la mémoire russe en France. A ainsi été soulevée la question des « frontières du sacré »¹⁴, de plus en plus larges pour certains, insuffisamment prises en compte pour d'autres. C'est parce que le monument est perçu en tant que lieu de mémoire, fût-il contesté par certains, que le terme de « vandalisme » se charge de toute une dimension symbolique et devient synonyme de violation du droit à la mémoire ; c'est parce qu'il s'agit bel et bien d'un lieu de pouvoir que les rapports de force se dessinant dans les discours sur la Russie, habituellement invisibles aux regards extérieurs, ont commencé à se manifester dans les médias. L'Ambassadeur de

¹² Publié sur le blog de Russie-Libertés : « Libérez les Pussy Riot, dites non au vandalisme. Communiqué de presse », le 10 février 2013. URL : <http://russie-libertes.org/2013/02/10/liberez-les-pussy-riot-dites-non-au-vandalisme/>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

¹³ Voir par exemple, les multiples articles de la presse britannique condamnant le comportement du jeune Charlie Gilmor, qui a grimpé sur le monument aux morts de la Seconde Guerre mondiale (Cénotaphe) lors de la manifestation estudiantine en 2011 à Londres.

¹⁴ Ce thème a été soulevé dans les discussions privées des membres d'un autre groupe de contestation, l'UERF (Union des électeurs russes et partisans de la démocratie en France).

Russie en France a alors parlé d' « outrage à l'histoire » des relations russo-françaises, et les associations de l'extrême-droite française, qui ont rejoint le débat plus tard, d' « outrage à tout le peuple russe ».

Si cet événement démontre l'intérêt que les autorités russes portent aujourd'hui à l'histoire du corps expéditionnaire, il n'en a pas toujours été de même. Le mot du président de l'Association du Souvenir du corps expéditionnaire russe en France sur le blog de cette association témoigne de cet intérêt paradoxal en affirmant que « la Russie d'aujourd'hui, après près de 80 ans de rejet, manifeste actuellement un intérêt militant pour le Corps expéditionnaire et la Légion Russe¹⁵, allant même jusqu'à forcer le trait »¹⁶. Mais qu'est-ce qui a changé ?

La question qui ne peut manquer de se poser est celle de la « récupération » des événements de l'histoire russe, et notamment de l'émigration, par les autorités russes à des fins patriotiques, afin de démontrer la continuité de l'histoire impériale-soviétique-russe ? Si le thème de la Seconde Guerre mondiale est considéré comme porteur dans les discours sur le patriotisme en Russie, en France, le patriotisme officiel véhiculé par l'Ambassade diffère : les célébrations des grandes dates de l'histoire de la famille impériale des Romanov, de la Première Guerre mondiale et de l'émigration blanche, sont jugées plus adaptées au contexte français que la référence à la Seconde Guerre mondiale. C'est également le sentiment d'un des membres du Conseil des compatriotes de France et de certains membres du Conseil britannique. Ces derniers estiment, par ailleurs, que la présence de nombreux « nobles » dans ces Conseils n'est pas bénéfique pour la consolidation de la diaspora en relation avec le développement de la Russie :

O.B. : *Et comment vous avez trouvé les compatriotes de France ?*

A.Sh. : *Pas mal, mais ce n'est pas le même « contingent » qu'aux Pays-Bas. Ce sont des gens de l'intelligentsia. Qu'en penses-tu O.S. ?*

O.S. : *(...) Il y a beaucoup de nobles. On rigolait avec A.Sh. en se disant que les prolétaires¹⁷ sont venus prendre le pouvoir.*

A.Sh. : *Oui, maintenant c'est en train de changer. C'était la politique de Lužkov¹⁸ de placer dans les Conseils des représentants de l'ancienne émigration. Mais maintenant ça change. Du coup, la ligne politique des Conseils change aussi¹⁹.*

¹⁵ Il s'agit d'une partie des soldats qui ont accepté de continuer à combattre aux côtés des Français, même après la révolution en Russie.

¹⁶ G. de Brevern, « Le Mot du président », *La Gazette de l'Ours Micha, la mascotte du Corps expéditionnaire russe*, n° 8. URL : <http://ascerf.fr/8-la-gazette-de-l%E2%80%99ours-micha-la-mascotte-du-corps-expeditionnaire-russe/>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

¹⁷ Par « prolétaire », notre interlocuteur entend les originaires de l'ex-URSS.

¹⁸ Ancien maire de Moscou qui a également participé au projet des compatriotes.

Néanmoins, le patriotisme officiel en Russie ne se réduit pas à une seule forme²⁰ ; le départ de Ūrij Lužkov de son poste ne signifie pas nécessairement le changement de la ligne politique des Conseils de coordination des compatriotes russes de l'étranger. Qui plus est, ce rapport à la mémoire en France s'inscrit entièrement dans la logique de consolidation de la diaspora par les autorités russes, inscrite dans le concept de Monde russe où chaque niveau de ladite consolidation est conçu pour jouer un rôle propre.

L'activation des divers acteurs dans la lutte des discours politiques et mémoriels

La « provocation » que constitue l'acte de vandalisme a libéré la parole des protagonistes et ouvert la possibilité de débattre publiquement, sans pour autant personnaliser l'opposant²¹. Cette *performance* « ne doit pas être comprise comme une simple pièce de théâtre (...), mais aussi comme une articulation discursive et une légitimation »²². Le public de cette action est multiple : l'Ambassade de Russie en France et, *de facto*, les autorités russes en Russie ; les Russes de France qu'ils appartiennent aux milieux associatifs ou non ; les autorités françaises et en particulier les députés de l'Assemblée nationale devant se prononcer sur l'octroi du statut de citoyennes d'honneur de la ville de Paris pour les membres du groupe Pussy Riot ; les partis politiques français soutenant ou non le groupe ; les habitants de la ville de Paris, etc. En résumé, l'action initiale (le « déguisement » du monument) a concerné un public très large, à la fois russe et français et, par son aspect collectif (action-réaction), a donné lieu à des interactions entre les univers de la contestation et les autres.

Peu de temps après, d'autres associations russes et françaises se sont en effet exprimées à ce même sujet. Bien qu'un des groupes contestataires, l'Union des Électeurs Russes en France (UERF), n'ait pas fait de déclaration officielle, certains de ses membres l'auraient souhaité afin de protéger la mémoire russe et les lieux sacrés qui la symbolisent de l'accaparement par des mouvements et collectifs aux idéologies jugées extrêmes. En effet, la manifestation de soutien à la population russe « offensée » par la « profanation » du

¹⁹ Entretien avec A.Sh. et O.S., 30 juillet 2012, Londres.

²⁰ Pour plus de détails sur les différentes formes de patriotisme en Russie, voir : M. Désert, « Être patriote dans la Russie postsoviétique », *Critique Internationale*, n° 58, 2013 ; F. Daucé, M. Désert, M. Laruelle, A. le Huérou, K. Rousselet, « Les usages pratiques du patriotisme en Russie », *Questions de Recherche du CERI Sciences Po*, n° 32, 2010.

²¹ En effet, les organisations qui ont fait une déclaration officielle, sont restées fidèles au « principe de la présomption d'innocence » et n'ont pas accusé un individu ou un groupe en particulier avant les résultats de l'instruction policière.

²² A. Byford, « Performing 'Community' : Russian-speakers in Contemporary Britain », *op.cit.*.

monument, qui a eu lieu le 16 février 2013, a réuni les milieux de l'extrême-droite française, représentés par deux associations²³, et de l'extrême-gauche russe à tendance nationaliste, représentés en France par une filiale du mouvement politique Essence du temps²⁴. Celle-ci a qualifié les associations d'extrême-droite d' « amis » dans une déclaration, publiée sur leur site web²⁵. Les organisateurs ont également rédigé une longue argumentation expliquant leur engagement contre l'acte de vandalisme :

« La semaine passée, vous le savez, ce monument a été la cible d'un Comité de soutien à ce trio féminin de chanteuses sans aucun talent qui s'est fait une publicité internationale sans aucun budget. La profanation de monuments mémoriels est un passe-temps réservé aux sectes sataniques ainsi qu'aux groupuscules marginaux ; le fait qu'aucune arrestation n'ait eu lieu malgré la vidéo de surveillance du site, le fait que les élus parisiens d'Europe Ecology Les Verts souhaitent que les membres de ce groupe morbide soient élevés au rang de Citoyennes d'Honneur de la Ville de Paris en dit long sur la collusion entre les coupables de ce forfait inqualifiable et le pouvoir en place. Au moment où le chef de l'Etat s'apprête à rencontrer les dirigeants russes, le spectacle est plutôt inquiétant, la France développe par le biais de ses médias et certains intellectuels une russophobie de plus en plus pesante. Pour la plupart, ces journalistes pétris de haine contre la Russie ignorent tout de ce pays magnifique, de son peuple attachant, de son histoire si intimement mêlée à la nôtre, ils déversent leurs tombereaux d'immondices pour répondre à une demande précise des atlantistes. Allons-nous accepter ces profanations longtemps ? Allons-nous éternellement fermer les yeux sur leurs dénigrements ? Nous sommes ouvertement déclarés amis de la Russie, nous sommes des fervents défenseurs du gouvernement russe. Pour nous, la politique menée par Vladimir Poutine doit être un exemple, car avec lui, c'est une vision pacifique du monde qui s'offre à nous, un profond respect de l'autre sans vouloir développer ce que les Américains et leurs vassaux mettent en place dans le monde d'aujourd'hui et d'hier. »²⁶

« Amis » du peuple et du gouvernement russes, les organisateurs de la manifestation recherchent ainsi les « ennemis » de la Russie en France. L'Ambassadeur de Russie en France leur a par ailleurs adressé une lettre, dans laquelle il dit beaucoup apprécier « le geste du

²³ André Chanclu, président des deux associations, Novolope et Collectif France-Russie, a fait l'objet de plusieurs publications des journalistes et des milieux antifascistes français au sujet de son ancienne appartenance au GUD (Groupe union défense), organisation étudiante française d'extrême-droite, agissant dans les années 1970. Les liens actuels d'André Chanclu avec les milieux d'extrême-droite en France sont attestés par la reprise de ses publications par des mouvements tels que Troisième Voie ; les deux associations en question relaient également les informations de Troisième Voie et d'autres organisations et mouvements de l'extrême-droite française. *Le Monde* a récemment lancé une série de publications, dédiées à l'extrême-droite en France, où figure le nom de Chanclu : « L'extrême droite en mode Raspoutine; pas de liste GUD; des SMS racistes », le 12 mars 2010. URL : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2010/03/12/pas-de-liste-gud-lextrême-droite-en-mode-raspoutine/>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

²⁴ Ce mouvement russe rassemble des militants d'obédience communiste et/ou défendant des visions définies comme patriotiques, notamment des individus partageant des valeurs orthodoxes ; tous participent à la création d'une certaine synthèse spirituelle nationale. Un des objectifs est de faire renaître l'URSS (« URSS 2.0 ») et éviter l'avènement de ce qu'ils appellent la « Perestroïka 2.0 » en faisant allusion au mouvement de contestation dans la Russie actuelle. Dans l'idéologie d'Essence du Temps, toutes les « nationalités » de Russie sont rassemblées autour de la nationalité russe, fondatrice de l'État.

²⁵ Publié sur le site web d'Essence du Temps, dans une rubrique spécialement dédiée aux nouvelles de la filiale française : « Novosti za nedelju francuzskoj ačejki Suti vremena » [Chronique de la semaine de la cellule française d'Essence du temps], le 17 février 2013. URL : <http://eot.su/node/14722><http://eot.su/node/14722>, dernière consultation le 12 novembre 2013.

²⁶ Publié le 14 mars 2013 sur blog du Collectif France-Russie : <http://lecollectiffrancerussie.blogspot.fr/>, dernière consultation le 20 novembre 2013.

Collectif France-Russie qui prouve que les Français condamnent la profanation commise »²⁷. Cette réaction, prenant la forme d'une interprétation de l'acte de vandalisme comme offense à tout le peuple russe dans une société française traversée par une russophobie ambiante, relève d'une pratique discursive qui est indissociable de la légitimation politique d'un ensemble d'acteurs qui se déclarent, indépendamment de leur nationalité, « amis » de la Russie ou encore « vrais » ambassadeurs de la « vraie » Russie. Toutes choses égales par ailleurs, on peut mettre ces positions en parallèle avec les paroles, prononcées plusieurs mois plus tard, du président d'une association de contestation sur la chaîne télévisée France 24. Celui-ci décrit l'objectif de son association comme étant de présenter et de représenter la vraie Russie en France : « dans notre association Russie-Libertés, et puisque nous sommes en contact quotidiennement avec nos amis partout en Russie, nous essayons de montrer l'image juste et réelle de la Russie d'aujourd'hui »²⁸.

Chacun des acteurs prétend ainsi être le dépositaire de la représentation légitime de la Russie en France. Ajoutons qu'il n'est plus même nécessaire d'être Russe pour représenter la Russie. De nombreux articles des médias portant sur l'action des inconnus soulignent ainsi que ce sont des Français qui défendent l'honneur de la Russie en manifestant leur respect et soutien au « peuple russe offensé ». Ces « catégories de stigmatisation » servent ainsi à conquérir une position dans cet ensemble de discours sur la politique en Russie, inscrits dans des temporalités différentes (émigration « blanche », émigration soviétique, émigration « saucisson »²⁹), en constante recomposition suite à l'intégration et à l'influence de nouveaux acteurs.

En effet, à la suite de cette action, ce sont non seulement les acteurs non contestataires « habituels » qui ont pris la parole, mais aussi des associations culturelles peu connues auparavant dans ce champ. L'Alliance France-Russie a ainsi envoyé des lettres officielles aux députés de l'Assemblée nationale pour attirer leur attention sur l'« injustice » causée à la mémoire du peuple russe. La présidente de l'association souligne que, si la réaction de la majorité parlementaire française a été négative vis-à-vis de l'action des inconnus, les députés ont néanmoins réaffirmé leur position critique à l'égard de la situation politique en Russie.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Émission Le Débat sur France 24 du 19 juillet 2013 : <http://www.france24.com/fr/20130718-fr-debat-russie-navalny-poutine-corruption-justice-partie2>, dernière consultation le 20 novembre 2013.

²⁹ Appellation ironique de la quatrième vague d'émigration de Russie, initiée quelques années avant la chute de l'URSS.

Quant à la réponse d'un membre du Front national, elle contenait uniquement un soutien « sans réserve »³⁰.

L'alliance étonnante, du moins dans les propos, entre les associations de migrants et les associations d'extrême-droite française, ne l'est plus tant si on l'inscrit dans le contexte des relations entre partis à l'échelle internationale. La branche institutionnelle de l'extrême-droite, avec Marine le Pen à sa tête, souhaite ainsi depuis longtemps faire de la Russie un partenaire privilégié afin de donner lieu à une alliance qui permettra, selon elle, de contrer l'hégémonie états-unienne³¹. Dans ce contexte politique, la lettre de remerciement de l'Ambassadeur russe, étendant la réaction du Collectif France-Russie à l'opinion des Français en général, peut s'expliquer par le changement dans les priorités diplomatiques avec l'accession au pouvoir de François Hollande, poussant ainsi la Russie à chercher des alliances avec d'autres partis politiques en France³². De cet intérêt en Russie envers l'extrême-droite française témoignent de nombreux articles sur le Front national, et Marine le Pen en particulier, ainsi que des reportages télévisés, présentant une image de la France perdant sa laïcité au profit de l'islam ; ces images sont suivies d'une interview avec Marine le Pen elle-même³³.

Si les organisations de l'extrême-droite françaises ici étudiées ne se présentent pas en tant qu'ambassadrices de la Russie, elles se positionnent néanmoins en tant que disciples et admirateurs de la politique de Vladimir Poutine en France. À l'instar de l'association contestataire Russie-Libertés et son contradicteur patriotique Essence du temps, le Collectif France-Russie et Novopole ne prétendent pas représenter la communauté culturelle russe de France. En revanche, elles sont bel et bien des représentantes de certains idéaux de la Russie. On soulignera que les représentants des autorités russes officielles en France, dont l'Ambassadeur russe, se sont rendus à la manifestation organisée par le Collectif France-Russie et par Novopole. Ne serait-ce pas le signe d'une reconnaissance officielle de la légitimité de ces acteurs dans la représentation de la Russie en France ?

³⁰ N. Kuposova (présidente de l'association Alliance France-Russie), « Francuzy udivleny vnezapno prosnuvšimsâ u russkih čuvstvom sobstvennogo dostoinstva » [Les Français sont étonnés par un éveil soudain du sentiment de respect de soi chez les Russes], Site de l'Agence d'information REX, le 13 mars 2013. URL : <http://www.iarex.ru/articles/34665.html>, dernière consultation le 12 décembre 2013.

³¹ N. Le Blevenec, « Pourquoi le Front national est fasciné par la Russie », *Rue89*, le 3 janvier 2012. URL : <http://www.rue89.com/rue89-presidentielle/2012/01/03/pourquoi-le-fn-est-fascine-par-la-russie-228012>, dernière consultation le 20 octobre 2013.

³² S. Jourdain, A. Stroganova, « Quand la Russie flirte avec le FN », *Slate.fr*, le 16 juillet 2013. URL : <http://www.slate.fr/story/75047/russie-fn>, dernière consultation le 20 octobre 2013.

³³ Pour plus de détails sur ce reportage : Eric, « Vue de Russie, la France de la « diversité » et des « chances pour... » est-elle encore la France ? », *AgoraVox*, le 8 juillet 2011. URL : <http://www.agoravox.fr/actualites/citoyennete/article/vue-de-russie-la-france-de-la-97207>, dernière consultation le 20 octobre 2013.

Les membres du Conseil des compatriotes de France ont à leur tour condamné, quelque peu tardivement selon l'Alliance France-Russie, l'action sur le monument qui « a été souillé par des vandales qui l'ont peinturluré »³⁴. Leur déclaration a avant tout mis l'accent sur l'absence de réaction de la part des médias et des autorités français « contre un acte qui pourtant vise explicitement par la provocation l'amitié franco-russe et une nationalité en tant que telle ». L'indignation des membres du Conseil s'est exprimée à travers des comparaisons avec d'autres « nationalités » en France, envers lesquelles, selon le Conseil, un tel acte de « vandalisme » aurait été sévèrement puni et aurait suscité de vives réactions des médias. Les irrespectueux et irresponsables envers l'histoire commune franco-russe ont ainsi été guidés, toujours selon le Conseil, par la « seule xénophobie issue d'un politiquement correct soigneusement entretenu contre tout un peuple en tant que tel, contre son histoire et sa culture », tandis que « l'allusion aux singeries anti-religieuses qui ont eu lieu à Moscou à l'église du Christ Sauveur l'an dernier, dissimule bien mal la nature réelle de cet acte odieux qui relève sans doute d'une certaine russophobie ambiante »³⁵. Le Conseil sépare le cas des « pauvres soldats de 1916-1917, enfin reconnus par l'État russe » de la « politique actuelle du gouvernement russe, quelle que soit l'opinion qu'on puisse en avoir ». Il est nécessaire de souligner l'adoption d'une approche binaire russophobe/russophile pour caractériser les rapports qu'entretient la société française avec la Russie, et par conséquent avec « le peuple russe » de France. Si les inconnus, ayant « vandalisé » le monument au corps expéditionnaire russe, ont été traités de « russophobes », les membres du Collectif France-Russie se disent quant à eux « tous russophiles »³⁶.

La mémoire de guerre qu'a appelé l'événement du monument est pour ainsi dire un souvenir revisité de nombreuses fois. Ainsi que l'affirme Maurice Halbwachs, ce n'est jamais le souvenir de l'événement en tant que tel qui nous revient, mais ce souvenir vu et revu plusieurs fois, donc transformé, ou dira-t-on « performé », à travers le temps³⁷. Cependant, la force symbolique attribuée au monument pour la mémoire collective franco-russe est

³⁴ Conseil de coordination du Forum des Russes de France, « Monument russe vandalisé à Paris : Silence assourdissant de la presse et des autorités face à un acte odieux », février 2013. URL : <http://www.conseil-russes-france.org/10-articles/articles-ccrf/77-monument-russe-vandalis-paris-silence-assourdissant-de-la-presse-et-des-autorit-s-face-un-acte-odieux.html>, dernière consultation le 20 octobre 2013.

³⁵ *Ibid.* Le terme de « russophobie » est par ailleurs actuellement utilisé en Russie dans les milieux proches de l'extrême-droite, dont les membres font de longues listes des « russophobes » de la scène publique en Russie (artistes, scientifiques, politiques, etc.). De même, les mouvements de l'extrême-droite en Russie qualifient les activistes antifascistes de « russophobes ». Le choix de ce terme par le Conseil de coordination des compatriotes est donc pour le moins ambigu.

³⁶ Interview, réalisée par le portail russe « géopolitique.ru » avec André Chanclu : « My podderživaem vnešnuû politiku Rossii » [Nous soutenons la politique extérieure de l'État russe], *Geopolitika.ru*, le 18 mai 2009. URL : <http://www.geopolitika.ru/Articles/596/>, dernière consultation le 20 octobre 2013.

³⁷ M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, Albin Michel, 1994, Pp. 8-9.

relativement nouvelle. Premièrement, les autorités russes ont décidé d'ériger ce monument qui glorifie avant tout la participation à la guerre. Deuxièmement, ce monument est censé glorifier la mémoire de l'Armée impériale et celle de l'émigration « blanche » en France. Troisièmement, ce monument est un objet de négociations entre la Russie et la France, car il renvoie à la mémoire collective des deux pays. Les articles de presse, consacrés au monument dévoilent une perception différente par les journalistes français et russes de l'histoire du corps expéditionnaire russe en France. Pour les premiers, il s'agirait d'un geste de reconnaissance du respect des engagements de l'Empire de Russie envers ses alliés de la Première guerre mondiale, tandis que pour les seconds, ce serait une manière pour la Russie de s'acquitter de ses dettes (les emprunts russes) devant la France³⁸.

Ce monument, qui était donc déjà un lieu de mémoire conflictuel, est ainsi devenu un lieu de pouvoir que tâchent d'investir différents acteurs, producteurs de discours sur la Russie en France, placés en situation d'interaction suite à l'acte de « vandalisme » (voir Planche 3 : « La mise en relation des différents pôles de la communauté » de la section « Matériel Visuel », p. 212 *sq.*).

3.2 - Pourquoi parler de la « communauté politique » ?

L'illustration précédente des interactions entre les différents participants à la production des discours sur la politique russe à l'étranger, appelle à s'interroger sur la nature même de ces interactions. Que signifie et quel rôle jouent les catégories de « russophobes » et de « russophiles » ? Quel sens donner à cette nécessité, ressentie par les acteurs, d'objectiver la situation politique en Russie depuis l'étranger (les « vrais » passeurs de la « vraie » Russie en France) ? Question plus importante encore : dans quel cadre inscrivent-ils cette objectivation de la politique russe, autrement dit *pour qui et contre qui* la produisent-ils ?

Compte tenu de ce qui a été décrit précédemment et nous appuyant sur la conceptualisation de l'exopolitie par Stéphane Dufoix, le choix de la notion de *communauté*

³⁸ Cette analyse des faits est présentée par les médias russes et français (Le Figaro.fr, « Manifestation de l'extrême droite radicale », le 2 février 2013. URL : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/02/97001-20130202FILWWW00459-manifestation-de-l-extreme-droite-radicale.php>, dernière consultation le 2 octobre 2013 ; <http://www.itar-tass.com/c21/644626.htm>, dernière consultation le 20 octobre 2013), alors que Rémi Adam parle d'un échange des troupes russes contre le matériel de guerre français (*Histoire des soldats russes en France : 1915-1920. Les damnés de la guerre*. Paris, L'Harmattan, 1996, p. 7). De même, Eric Deroo et Gérard Gorokhoff parlent d'un échange « de l'armement contre des hommes » (*Héros et mutins. Les soldats russes sur le front français : 1916-1918*. Paris, Gallimard DMPA, 2010).

politique russe de l'étranger s'est imposé pour décrire ces interactions observées sur le terrain. Mais contrairement à l'exopolitie de Stéphane Dufoix, la *communauté politique russe* n'est pas séparée de la vie politique du pays d'origine. Étant donné la diversité des profils d'acteurs, venus d'horizons politiques et culturels différents, précisément politico-culturels, la notion de communauté politique russe de l'étranger, encore embryonnaire, se forme à la marge et à l'intersection de : 1) la communauté des migrants ; 2) la communauté politique-nationale des pays d'accueil ; 3) la communauté politique-nationale du pays d'origine.

La communauté politique russe de l'étranger ne saurait donc se confondre avec la communauté culturelle des migrants, ni même en être une simple émanation lors de crises et autres moments de politisation. En effet, les acteurs du « noyau dur » de cette communauté n'ont pas seulement pour objectif de représenter les migrants russes ; ils ne négocient pas non plus seulement sur des questions d'identité. Dans cet ensemble d'actions et de discours autour desquels se structure la communauté politique russe, importent avant tout les positionnements politiques des acteurs les uns à l'égard des autres, et des uns et des autres à l'égard des champs politiques russes, français et britanniques. Cette communauté politique se présente donc comme un champ de lutte pour le droit de produire et de véhiculer l'image de la Russie à l'étranger, et ce suivant des fins qui varient selon les acteurs³⁹.

La notion de communauté politique russe de France et de Grande-Bretagne pourrait sembler être un oxymore dans la mesure où elle évoque deux idées en apparence contradictoires : d'une part, l'idée de communauté politique (entendue comme corps politique national) et, d'autre part, celle de communauté russe (en tant que communauté des migrants). S'il est indubitable que le noyau dur de la communauté est majoritairement constitué par les migrants ou descendants de migrants, nous avons vu que cette communauté inclut également des acteurs-producteurs de discours politiques dépassant la seule communauté des migrants, partis, mouvements et ONG français et britanniques, dont les intérêts rencontrent, à un moment ou à un autre, le problème politique en Russie.

De la définition que donne Stéphane Dufoix de l'« exopolitie », nous retiendrons ainsi les rapports de forces sur la base d'alliances et d'oppositions temporaires qui structurent l'« espace de la politique dans l'émigration »⁴⁰. En outre, comme en témoigne le titre d'un

³⁹ En dehors de la communauté politique russe, tous les acteurs peuvent, comme ils l'affirment eux-mêmes, avoir d'autres rôles sociaux, et notamment des rôles liés aux activités culturelles russes.

⁴⁰ « Espace espérant borné par l'horizon d'un possible retour, l'ensemble des relations entre ces groupes de lutte présente la particularité d'être tout à la fois national – car engageant des définitions de la nation – et transétatique – car organisé sur la base des relations – d'alliance ou d'opposition – quel que soit le pays d'accueil dans lequel

article de Stéphane Dufoix, « La communauté politique des exilés », la politique d'exil ou la politique dans l'émigration dépassent les frontières de la seule communauté des migrants pour redéfinir le « national » non seulement du pays d'origine mais aussi du pays d'accueil⁴¹.

La notion de communauté politique russe de l'étranger s'appuie également sur le concept de *nationalisme transnational*, dont les sujets — les communautés transnationales — transcendent les frontières territoriales des États et des nations :

« créant ainsi une nouvelle forme de territorialisation – invisible et non clôturée – et par conséquent, une forme de communauté politique dont les actions individuelles à l'intérieur du réseau deviennent les prémisses d'un nationalisme non territorial, cherchant à se consolider par des discours, des symboles, des images, des objets. Ces communautés sont guidées par “une géographie imaginée”, déterritorialisée, qui donne lieu à un nationalisme transnational – un type de nationalisme sans territoire qu'il convient de concevoir comme “une nouvelle étape” - historique – du nationalisme. »⁴²

Cependant, à la différence des communautés transnationales, la communauté politique russe ne donne pas nécessairement lieu à un nationalisme transnational, ou du moins n'est-ce pas son objectif, ni son principe de fonctionnement. Le concept de nationalisme transnational présuppose l'inclusion exclusive des nationaux du pays d'origine au sein de communautés transnationales, installées dans les pays d'accueil, tandis que dans notre cas, le critère de la nationalité ou de l'origine joue un rôle moins décisif dans la participation à la communauté politique russe, sans toutefois évidemment disparaître.

Il est vrai que Riva Kastoryano mentionne également l'existence d'une communauté transnationale musulmane, qui dépasse ainsi les catégories nationales et territoriales ; mais la communauté politique russe ne se fonde pas non plus sur des critères religieux. Riva Kastoryano précise en outre que « le fondement théorique de la réflexion sur le nationalisme transnational s'appuie sur le lien entre communauté transnationale et nationalisme, et s'inspire des études consacrées aux nationalismes de diaspora »⁴³. Là encore le problème est posé en termes de partage d'un « mythe commun » par les membres de la diaspora ; or, ce mythe est absent de la communauté politique russe, dont certains acteurs (notamment russes) refusent catégoriquement de parler de diaspora. En revanche, les autorités russes en charge du projet des compatriotes cherchent précisément à construire une mythologie de l'appartenance

ils se trouvent », S. Dufoix, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », *op.cit.*, p. 9.

⁴¹ S. Dufoix, « La communauté politique des exilés, une nation hors l'Etat », *Dossier Trajectoires d'exil, Hommes et Migrations*, n° 1253, 2005, p. 9.

⁴² R. Kastoryano, « Vers le nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, n° 4, Vol. 56, 2006, p. 534.

⁴³ *Ibid.*, p. 534.

culturelle et politique à la Russie, s'appuyant sur des notions telles que celles de Monde russe (Russkij mir) et de consolidation. Certains acteurs de la communauté politique russe peuvent en effet être qualifiés de « compatriotes professionnels », agissant pour la consolidation de la diaspora russe ; mais cela ne représente qu'une partie des multiples acteurs qui ne saurait représenter la communauté entière et ses évolutions possibles.

Notre démarche a donc été de rompre avec l'idée selon laquelle la communauté politique russe serait un champ propre aux migrants, fonctionnant pour les migrants et représentant les intérêts des seuls migrants, tandis que des acteurs tels que les hommes et femmes politiques, les syndicalistes et les journalistes français, britanniques et russes ne seraient rien d'autre que des acteurs extérieurs, des ressources auxquels les migrants auraient recours en cas de besoin. Notre terrain l'a démontré : c'est uniquement grâce et à travers les interactions entre ces différents acteurs que la communauté politique russe existe, en tant que réseau de rapports de forces politico-culturels, de lobbying d'intérêts de différents acteurs français et russes, de mise en scène des représentations sur la Russie en France et en Grande-Bretagne et de naissance de nouvelles significations politiques à la fois bien ancrés dans un territoire donné et a-territorial dans le sens du transnationalisme.

Le choix du terme de « communauté » émane de la volonté de mettre l'accent sur la possibilité d'un croisement fécond entre les concepts de « communauté politique-nationale » et de « communauté des migrants », souvent perçus comme opposés⁴⁴. Par communauté politique russe, nous entendons un champ composé de diverses associations, organisations et groupes de migrants russes ou agissant pour la Russie en France et en Grande-Bretagne, traversé par différentes représentations de ce que devrait être, d'un point de vue politique, la Russie d'aujourd'hui. Qui sont les acteurs de la communauté politique russe ? Quelle place occupent-ils dans le champ politique français et russe ? Ce sont des individus qui sont pour la plupart membres d'associations et dont la grande majorité a un lien avec la Russie en vertu de leurs origines, de leur provenance, de leur travail, etc. ; mais ce sont aussi des individus qui ont appris le russe, étudié ou travaillé en Russie, ou encore qui, pour des raisons politiques, misent aujourd'hui sur la carte du régime russe afin d'augmenter leur visibilité en France.

⁴⁴ Le terme de « communauté russe » suscite ainsi de vifs débats dans les milieux des migrants russes en France. Certains vont jusqu'à nier l'existence même de cette communauté. Cette expression est associée pour eux au « communautarisme », voire « au nationalisme ». Il en est de même pour l'expression de « diaspora russe ». Nous y reviendrons plus en détail dans la troisième partie de cette thèse.

3.2 - Parcours migratoires et politiques des acteurs engagés

Avant d'apporter un éclairage sur la formation des groupes militants du noyau dur de la communauté politique russe, ainsi que des institutions et organisations agissant de manière plus ponctuelle au sein de cette communauté, il nous a paru important de dresser les parcours migratoires et politiques individuels de quelques membres de ces différents groupes⁴⁵. Cela est d'autant plus important que certains acteurs, de par leurs parcours individuels, peuvent être la source d'interactions entre les deux pôles — proche de l'Ambassade, d'un côté, opposé à celle-ci, de l'autre — de la communauté politique russe. À cette fin, le recours au passé des militants s'impose afin d'explicitier les différents motifs de départ. Cependant, la réduction des acteurs à des profils-types rigides, définis selon les motifs d'émigration, a à plusieurs reprises été critiquée dans les recherches consacrées à la politique dans l'émigration⁴⁶. Afin d'échapper à une telle catégorisation, nous proposons ici des portraits dynamiques des acteurs, prenant en compte leurs trajectoires avant et après la migration — du moins pour ceux qui ont fait l'expérience de la migration, sachant que d'autres acteurs de cette communauté sont nés en France ou en Grande-Bretagne.

Nous avons voulu intégrer ces portraits directement dans le corps du texte car les parcours individuels ont, à nos yeux, une importance non moindre que le développement des organisations et des groupes dont ces individus peuvent être membres. La mobilisation politique de la dernière vague d'émigration russe étant récente, les individualités jouent un rôle aussi important que les groupes dans la structuration et le fonctionnement de la communauté politique russe. En effet, certains groupes, même lorsqu'ils sont enregistrés en tant qu'associations, ne sont en réalité animés que par quelques membres très actifs, voire parfois par un seul membre qui peut néanmoins être doté d'une visibilité médiatique relativement importante en raison de son capital politique et/ou social et au développement de diverses formes de « médiactivisme ».

⁴⁵ Les parcours de militants français, sans origine russe, seront surtout mobilisés dans la troisième partie de cette thèse.

⁴⁶ S. Dufoix, « Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation », *Revue européenne de migrations internationales*, n° 3, Vol. 16, 2000. Au sujet des raisons prétendument politiques de l'émigration, voir K. Akoka, « L'archétype rêvé du réfugié. Les "vrais" réfugiés d'antan versus les "faux" d'aujourd'hui », *Les mots sont importants.net*, le 18 octobre 2011. URL : <http://lmsi.net/L-archetype-reve-du-refugie#nb5>, <http://lmsi.net/L-archetype-reve-du-refugie#nb5>, dernière consultation le 2 novembre 2013.

Il est pourtant d'usage dans la communauté politique russe, dans une logique de discrédit, de pointer du doigt l'absence d'une mobilisation numériquement importante au sein d'un groupe ou autour d'un militant. Des entretiens réalisés en 2012 auprès de la présidente du Conseil de coordination des compatriotes de Grande-Bretagne et du leader d'un groupe contestataire londonien (Speak Up) ont clairement révélé la complexité des relations entre un/des leader(s) et le reste de la communauté politique, ou même de la « *community-in-large* »⁴⁷. La présidente du Conseil a répondu de la manière à notre question portant sur une « provocation » faite lors du festival Russian Maslenitsa en 2012 :

O.B. : *J'ai entendu dire qu'il y a eu un incident lors du festival Russian Maslenitsa ?*

A.Sh. : *Oui, il y en a eu un. Mais ce n'était rien. Avec Olga⁴⁸, tout est toujours réglé comme une montre.*

O.B. : *Est-ce que c'étaient les mêmes personnes que celles qui organisent des manifestations devant l'Ambassade ?*

A.Sh. : *Il paraît. Mais de toute façon, ce sont de pauvres gens. Ils ne font rien et n'ont aucun poids aux yeux de la communauté. Personne ne les soutient. Ils n'existent pas, tout simplement. Ils essaient juste d'empêcher le vrai travail comme le nôtre. Mais ils sont complètement inexistant⁴⁹.*

Le soi-disant « provocateur », avec qui un entretien a été réalisé le même jour, nous a parlé avec passion de ses actions de protestation au Russian Sotchi Park ; à notre question concernant le Conseil, il a répondu sur un ton similaire à celui de la présidente :

O.B. : *Tu as entendu parler du Conseil de coordination des compatriotes à Londres ? Qu'est-ce que tu en penses ?*

A.Si. : *Oh. Ce n'est pas grand-chose. Ce sont des gens qui viennent d'associations culturelles, qui ont leurs petits intérêts locaux autour de la culture russe. Ils n'ont aucune visibilité et n'intéressent personne.⁵⁰*

Une bataille pour la visibilité fait rage dans la communauté politique russe, même lorsqu'il ne s'agit en réalité que de la visibilité d'un seul membre très actif, comme dans le cas de Speak Up⁵¹. L'absence d'un réel engagement militant au sein de son association contraste avec la visibilité relativement importante de son groupe. C'est pourquoi des portraits détaillés des acteurs engagés, dans toute leur diversité, sont tout simplement inévitables si l'on désire avoir une compréhension plus fine des possibilités de mobilisation dont ils disposent.

⁴⁷ Nous empruntons cette notion à A. Byford, « Performing 'Community' », *op. cit.* Ce sont des russophones (*Russian-speakers*) unis par le passé soviétique commun, pour Andy Byford.

⁴⁸ Organisatrice du festival.

⁴⁹ Entretien avec A.Sh., 30 juillet 2012, Londres.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Le leader de Speak Up l'a avoué lui-même lors de l'entretien. Entretien avec A.Sid., 30 juillet 2012, Londres. Néanmoins, il trouve toujours des volontaires ponctuels, prêts à l'aider dans l'organisation d'actions politiques.

L'évidence selon laquelle, sans ces individus, il n'y aurait pas de mouvement, acquiert ici une signification spécifique.

Qui plus est, la nécessité d'étudier en détail des portraits individuels des membres de la communauté politique russe est liée à un changement important opéré en ce début de XXI^e siècle et qui tend à devenir la règle des mobilisations au sein des sociétés contemporaines. Se produit en effet une hétérogénéisation croissante des groupes, du moins du point de vue politique. Nombre d'observateurs ont déjà souligné la singularité de certains mouvements politiques en Russie, comme le parti *Drugaâ Rossiâ*, fondés sur une alliance extrêmement large, allant de l'extrême-droite à l'extrême-gauche⁵². Si en France et en Grande-Bretagne, l'alliance de différences tendances politiques au sein des groupes est indubitablement plus limitée, le mot d'ordre d'« hétérogénéité » est omniprésent et contribue à rendre difficile la définition d'une identité collective de ces groupes.

Des alliances larges ont évidemment existé par le passé, en particulier parmi les émigrés russes d'après 1917. Mais, ainsi que nous le verrons dans la troisième partie, les contradictions reprenaient le plus souvent le dessus, rendant impossible toute fusion⁵³. Au contraire, dans le cas du pôle de contestation de la communauté politique russe, une telle hétérogénéité est en quelque sorte la « norme » car, comme le soulignent en permanence les acteurs eux-mêmes, ces derniers ne sont pas des hommes et femmes politiques, mais les représentants de la société civile dans toute sa diversité. De nombreux acteurs jugent ainsi qu'apprendre à rechercher un consensus au sein de groupes très hétérogènes d'un point de vue politique est la clé de la résolution des problèmes politiques en Russie.

Afin de respecter ce mot d'ordre de l'hétérogénéité, qui est donc une préoccupation fondamentale pour les acteurs eux-mêmes, l'analyse de la diversité des parcours migratoires et des convictions politiques au sein de la communauté politique russe, nous a paru être la méthode la plus fidèle au terrain mouvant qui est le nôtre. Soulignons-le, cette hétérogénéité n'est pas seulement celle du pôle de contestation de la communauté politique russe, mais

⁵² Pour plus de détails sur le prédécesseur de *Drugaâ Rossiâ*, le Parti national-bolchévique (NBP), désormais interdit en Russie, voir V. Nikolski, *Le moment escapiste : militantisme et production théorique dans une conjoncture de crise. Deux mouvements de jeunesse radicaux (NBP et ESM) dans le Russie contemporaine*. Thèse de doctorat de sociologie sous la dir. de Frédérique Matonti, soutenue à l'Université Panthéon-Sorbonne, 2010; du même auteur, « La valeur heuristique de l'empathie dans l'étude des engagements 'répugnants' », *Genèses*, n° 84, Vol. 3, 2011; du même auteur, « Le parti national-bolchévique russe : une entreprise politique hétérodoxe », *Critique internationale*, n° 55, Vol. 2, 2012.

⁵³ P. Milûkov, *Rossiâ na perelome* [La Russie à la charnière de deux époques]. Paris, Librairie La Source, 1927; G. Barihnovskij, *Idejno-političeskij krah beloï èmigracii I razgrom vnutrennej kontrrevolucii 1921-1924 gg.* [L'échec idéologique et politique de l'émigration blanche et la défaite de la contre-révolution intérieure en 1921-1924]. Leningrad, Editions de l'Université d'Etat de Leningrad, 1978; L. Škarenkov, *Agoniâ beloï èmigracii*, *op.cit.*

également celle des Conseils de coordination des compatriotes, qui doivent négocier avec les différences entre les vagues d'émigration successives, entre les positions à l'égard des religions en Russie, mais aussi entre des visions politiques diverses malgré l'influence des autorités russes. En suivant la diversité des profils, positions, convictions, nous tâcherons donc d'explicitier au lecteur l'identité « collective » des groupes eux-mêmes, fondés sur l'hétérogénéité de leurs membres.

Afin de retracer les parcours migratoires et politiques des acteurs étudiés, nous avons mené des entretiens approfondis — jusqu'à huit heures et ayant parfois exigés d'être renouvelés pour préciser certaines informations. Le choix des acteurs avec lesquels nous nous sommes entretenus n'est représentatif que du noyau dur de la communauté politique russe ; tous sont des leaders et/ou des acteurs très activement engagés. Enfin, étant donné la présence dans notre échantillon de réfugiés craignant des poursuites en Russie, nous avons préféré respecter l'anonymat et avons donc été contraints de taire un certain nombre d'informations.

Les réfugiés

« Qui de la demande d'asile ou de la réponse institutionnelle aux demandeurs d'asile, plus restrictive que par le passé, serait devenue “mauvaise” ? Des voix s'élèvent pour attirer l'attention sur la mauvaise application de la convention par les institutions ou son détournement par les demandeurs, mais aussi sur sa désuétude. Adaptée aux réalités du monde de la Guerre froide, elle ne le serait plus aux nouvelles situations dans lesquelles se trouvent la plupart des demandeurs d'asile qui fuient davantage des conflits ethniques et généralisés, qu'une menace personnelle de persécution »⁵⁴.

Faisant nôtre la critique, adressée par Stéphane Dufoix et Karen Akoka, de la catégorie de réfugié « politique », nous n'avons inclus ici que des portraits de migrants se considérant eux-mêmes comme réfugiés — sans nécessairement qu'ils aient obtenu ou même demandé le statut de réfugié en France ou en Grande-Bretagne. Il ne faut néanmoins pas oublier que la catégorie de « réfugié politique » est mobilisée par certains réfugiés russes eux-mêmes dans l'objectif de s'affirmer en tant que « vrai » réfugié par comparaison aux « autres », les « faux », les « apolitiques ». Les profils des militants se considérant comme réfugiés sont aussi variés que ceux des autres acteurs de la communauté politique russe en général. Ils varient d'un point de vue chronologique, selon la vague d'émigration à laquelle ils appartiennent, tout comme du point de vue de caractéristiques socio-professionnelles (tranches d'âge, professions, niveau d'études) et du point de vue géographique, leurs régions

⁵⁴ K. Akoka, « L'archétype rêvé du réfugié... », *op. cit.*

d'origine étant éclatées non seulement à l'échelle de la Fédération de Russie, mais plus largement à l'échelle de tout l'espace postsoviétique.

Encadré 3 : Parcours de D.So., « réfugié tout court » (selon ses termes), résidant aux Pays-Bas

Né à Moscou, dans les années 1980⁵⁵, D.So. y a toujours habité avant d'obtenir le statut de réfugié aux Pays-Bas. Son engagement politique dans les milieux de l'extrême-gauche est très précoce ; il a lieu à l'adolescence, après que D.So. ait visionné un film sur les alter-mondialistes. Suite à sa première expérience politique dans un parti d'extrême-gauche, il participe, au milieu des années 2000, à une autre tendance, lui aussi d'extrême-gauche. Parallèlement à son engagement, D.So. fait ses études et obtient un diplôme de « hautes-études professionnelles ». Il change plusieurs fois de lieu de travail et trouve enfin « un très bon emploi » où il reste quelques mois avant de devoir s'enfuir en Ukraine après avoir participé à une action politique spectaculaire. Il est arrêté dans ce pays par la police locale et est incarcéré en attente d'un transfert vers la Russie. Mais il arrive néanmoins à obtenir le statut de réfugié aux Pays-Bas, grâce à l'intervention du bureau du Haut commissariat aux réfugiés de Kiev.

Depuis, il s'implique peu dans les affaires politiques de son milieu (*tusovka*) en Russie. « Je dirais plutôt que je suis la situation, mais je n'essaie pas de l'influencer ou de mener des actions depuis ici ». A son arrivée aux Pays-Bas, il a cherché à établir des liens avec la *tusovka* locale similaire à la sienne, mais a été profondément déçu par son côté « amorphe ». Il a par ailleurs essayé de travailler dans le champ de l'aide aux demandeurs d'asile russes, mais a finalement abandonné cette idée. « Je me disais tout le temps qu'il fallait faire un site pour les réfugiés arrivant en Union européenne, pour qu'ils sachent comment faire sur place. Et après je me suis dit : "mais à quoi sert ce site ?". Les gens extérieurs à ma *tusovka*, ne m'auraient pas intéressé. (...) Je ne voudrais pas que tout cela se transforme en un flot de gens, car je veux aider les gens que je considère utile d'aider ». Une autre raison des limites de son engagement dans les affaires des réfugiés est qu'il considère qu'il lui faut « *obnilit'sâ* » (réduire à néant) sa présence sur Google et « avoir le moins de contact possible avec les journalistes ». Il participe néanmoins régulièrement aux actions réalisées par les groupes de contestation de Paris, en aidant à leur préparation et en se rendant sur place. Au début de la vague de contestation en Russie, D.So. a participé à des actions organisées dans plusieurs villes européennes, mais elles ne l'ont guère intéressé. En revanche, la *tusovka* contestataire de Paris lui a paru plus attirante. Il a rencontré ces militants parisiens à Strasbourg lors d'une manifestation contre la présence de délégués russes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. « J'ai commencé à participer au mouvement de protestation à Paris à cause de l'orientation donnée aux activités d'un collectif en particulier qui était proche de ma vision du problème. Les visions politiques générales de ce collectif diffèrent, il est vrai, de mes représentations du collectif dans lequel j'aurais voulu travailler. Mais les actions pratiques, la réalisation des objectifs fixés et la rectification ultérieure de certaines choses, montrent que le mouvement va dans la bonne direction, à mon sens ». A l'attractivité de ce collectif se mêlent également un intérêt pour la ville de Paris : « À Paris tout ressemble plus à Moscou ». « Paris et Moscou sont des grandes villes, donc il y a moins de contrôle de l'État, l'infrastructure est meilleure à Paris qu'ailleurs pour ce genre d'activité (politique). Je vois bien qu'il y a du potentiel à Paris »⁵⁶.

Les émigrés russes se disent eux-mêmes « réfugiés », mais certains continuent d'adjoindre l'adjectif « politique ». Comme le précise Karen Akoka⁵⁷, il est aujourd'hui commun d'utiliser l'adjectif « politique » pour parler des réfugiés de la période de la Guerre froide, comme s'ils étaient plus politisés que les réfugiés d'aujourd'hui. Par ailleurs, les discussions, parmi les réfugiés eux-mêmes, sur les « vrais » et les « faux » réfugiés sont très fréquentes. Les réfugiés font en effet des hiérarchies entre les différentes formes d'asile, à la

⁵⁵ Pour respecter l'anonymat, nous ne pouvons pas donner l'année exacte de naissance de ce réfugié.

⁵⁶ Portrait réalisé sur la base de plusieurs entretiens et échanges informels avec D.So., 12 juillet 2012, 7 juillet 2013, 11 octobre 2013, Paris.

⁵⁷ K. Akoka, « L'archétype rêvé du réfugié... », *op. cit.*

tête desquelles ils placent les « réfugiés politiques ». Les réfugiés tchéchènes, par exemple, sont constamment soupçonnés par certains des autres réfugiés de Russie de ne pas avoir un profil « suffisamment politique » ou alors d'avoir commis de « vrais » crimes en Tchétchénie. Certains de ces réfugiés « politiques » ont même été étonnés d'apprendre que le statut de réfugié peut également être octroyé pour des raisons humanitaires.

Au-delà des réfugiés provenant de Russie, les autres réfugiés font de même l'objet de soupçons d'illégitimité quant à leur statut. « Quand j'ai commencé la procédure, j'allais dans les services de ceci et de cela, sans vraiment comprendre ce qu'il fallait faire. Mais tous ces gens qui demandent l'asile, ce sont des filous (*žulik*). Ils m'étaient désagréables. Je ne voulais pas faire la queue avec eux »⁵⁸. Indépendamment de leurs convictions politiques, allant du national-bolchevisme à l'antifascisme, ils soulèvent la question de l'illégitimité des « autres » demandeurs d'asile. Les combinaisons entre les perceptions de ces différents « autres » peuvent être assez surprenantes, comme dans le cas de D.So. qui avoue parler de manière régulière, et généralement négative, avec son enseignant de langue — natif du pays d'accueil de D.So. — des « musulmans » qui fréquentent au même titre que lui le centre d'intégration pour les réfugiés.

Un nombre conséquent de réfugiés russes sont contraints de passer la frontière illégalement afin de se rendre dans un des pays de l'Union européenne ou de l'espace postsoviétique, jugé plus sûr que la Russie, afin d'y demander l'asile. Hier comme aujourd'hui, de nombreux réfugiés traversent les frontières illégalement. En effet, selon Vladimir Bukovski, certains réussissaient également en URSS à sortir « illégalement » du pays.

« Comment pouvait-on partir de l'URSS avant ? On pouvait traverser illégalement la frontière. Je connais plusieurs personnes qui ont fui de cette façon, mais j'en connais aussi qui ont été renvoyés en URSS. Par exemple, la Finlande et l'Iran n'hésitaient pas à renvoyer les gens en URSS. Il y avait un accord de signé. Ils étaient soi-disant obligés. L'Iran renvoyait régulièrement les gens. En ce qui concerne la Finlande, je connais quelqu'un qui a été arrêté en Finlande. Le policier lui a dit : “Reste ici. On va venir te chercher. Sinon la route vers la Norvège est par là-bas”. Et il est parti. Les gens qui comprenaient de quoi il s'agissait, partaient en Norvège. »⁵⁹

⁵⁸ Entretien avec V.M., 2-3 août 2012, Paris.

⁵⁹ Entretien avec Vladimir Bukovski, le 28 juillet 2012, Cambridge.

Encadré 4 : Parcours de R.A., né en Tchétchénie

En 2003, R.A. est obligé de quitter la Russie « car les Tchétchènes ont commencé à passer du côté de l'armée russe » et parce que les camps de réfugiés, situés dans les régions avoisinantes de la Tchétchénie, ont été fermés. De son aveu même, R.A. ne pouvait pas revenir à Grozny car il craignait des persécutions de la part des autorités. « Mon oncle a cru que c'était possible et a essayé de rentrer à la suite de l'amnistie, annoncée par les autorités. En fait, mon oncle et moi, nous avons participé à la première guerre en Tchétchénie. Tout le monde y participait à cette époque. Mais après la restauration du contrôle de la Russie sur la Tchétchénie, Vladimir⁶⁰ a accordé l'amnistie à ceux qui ont participé aux combats. Mon oncle y a cru. On l'a retrouvé quelques jours plus tard brûlé vif ».

R.A. part en Lituanie où il reste cinq ans (à Kaunas), sous protection subsidiaire. « C'était très bien. Tout le monde parlait le russe. Il n'y avait que les Russes, les Lituaniens et les Polonais (...) C'était comme à la maison. On avait une bonne compagnie là-bas, avec qui parler, boire un verre le soir. (...) J'ai obtenu une carte de séjour que je devais renouveler tous les ans et ai trouvé un travail. Mais, au bout de cinq ans, le département de l'immigration m'a demandé de venir à Vilnius (...) en me disant que la ville de Grozny avait été reconstruite et qu'il n'y avait plus de danger pour moi et que je pouvais rentrer (...). Je suis alors parti en France car je savais que la France est un des seuls pays européens qui nous acceptent encore. Les gens disaient aussi que la France ne déporte pas ». R.A. habite alors quelque temps à Lille avant de rejoindre Paris pour déposer une demande d'asile. Sa femme et ses enfants le rejoignent en car. « En 2009-2010 on a eu cet appartement à Saint-Denis. Ça ne me plaît pas du tout ici, car il y a trop de noirs et d'arabes. Mais bon, au moins on avait un appartement. Et c'est donc seulement maintenant, trois ans après, que j'ai eu la réponse positive pour l'asile à la suite du recours auprès de la Cour⁶¹. Mais franchement je ne peux même pas dire que je suis content de l'avoir eu. Je ne me sens pas bien ici. Ils sont quand même différents de nous, les Européens. Je ne les comprends pas. A vrai dire, j'aurais préféré partir au Kazakhstan ou peut-être même en Russie, mais en tout cas, il fallait partir de Tchétchénie ».

Actuellement, R.A. habite dans le sud de la France où il a obtenu un autre appartement. « Je me suis engagé dans les milieux des Tchétchènes ici dès le début. À vrai dire, il y a peu de gens qui sont prêts à faire quelque chose. La plupart ont peur. Ce n'était pas comme ça avant. Maintenant les gens ont peur car ils savent que s'ils⁶² l'apprennent en Tchétchénie, ils peuvent arrêter les femmes, la famille là-bas. Ils arrêtent toujours les femmes. Et tu reviens. Ils peuvent tout faire là-bas, brûler la maison, arrêter des membres de la famille (...). Du coup, je n'insiste pas. Je dis juste "Venez si vous voulez. Il y aura une manifestation devant l'Ambassade". Mais les gens ont peur. Ils se disent : "je ferais mieux de me cacher et d'attendre. Et on verra après". Les Russes de Russie-Libertés me disent qu'ils ont peur aussi. Mais ce n'est pas la même chose. (...) Ils⁶³ vont réfléchir plusieurs fois avant de le faire. Mais nous, nous sommes hors-la-loi. Nous sommes hors de la Constitution. Être Tchétchène, c'est un délit ». « Maintenant comme tu le sais, je soutiens aussi les protestations ici contre le régime politique en Russie. Les Russes ont commencé à protester car aujourd'hui il se passe la même chose partout en Russie que ce qui se passait en Tchétchénie. Ils arrêtent les gens, ils tuent les gens. Je participe aux manifestations ici car je sais que si la situation change en Russie, elle changera aussi en Tchétchénie »⁶⁴.

Les deux réfugiés, dont les portraits ont été esquissés ci-dessus, critiquent les « autres » migrants, mais chacun à sa manière. Si D.So., critique les migrants musulmans sur la base de ses convictions politiques d'extrême-gauche, R.A., étant lui-même musulman, mobilise quant à lui les catégories raciales de « noirs » et « arabes ». Mais ni l'un ni l'autre — ni du reste Vladimir Bukovski —, contrairement aux autres réfugiés que nous avons rencontrés, ne font usage de la rhétorique des « vrais » et « faux » réfugiés.

⁶⁰ Il s'agit de Vladimir Poutine.

⁶¹ Cour nationale du droit d'asile.

⁶² Il s'agit des autorités russes fédérales et des autorités tchétchènes.

⁶³ Il s'agit des autorités russes fédérales.

⁶⁴ Portrait réalisé à la base de l'entretien avec R.A., le 2 juillet 2012, Paris.

Le leader de Speak Up est également réfugié en Grande-Bretagne ; il soupçonne lui-même ses adversaires, contestataires ou non — et est soupçonné en retour par eux —, d'être de « faux » réfugiés.

« J'aide gratuitement de nombreux Russes à obtenir l'asile en Angleterre, et ces derniers temps ils sont nombreux à venir. Mais il y a beaucoup de véritables escrocs, qui sous prétexte de persécutions politiques, fuient en réalité la justice russe. Moi-même, j'ai récemment fait une gaffe en aidant un mec. Et il se trouve que c'était un simple escroc qui, en plus, a réussi à m'embobiner de l'argent. »⁶⁵

Les accusations de « faux émigré politique » sont un moyen de discréditer l'adversaire. Nos deux interlocuteurs en Grande-Bretagne, tous deux réfugiés et très actifs au sein de la communauté politique russe, se considèrent concurrents dans le partage de l'espace médiatique britannique dédié à la politique en Russie. Chacun a fait part de ses suspicions sur les conditions d'obtention du statut de réfugié par l'autre. A.Sid., le leader de Speak Up, a par exemple mentionné le délai de réponse relativement long pour le statut de réfugié de son concurrent E.L., fondateur et animateur du site web Politzeki.

Autrement dit, l'obtention du statut de réfugié n'est pas une preuve suffisante, certains acteurs introduisant de la « concurrence » en invoquant les délais d'attente. Un statut de réfugié obtenu rapidement devient ainsi pour certains un facteur de « prestige », en particulier dans l'affirmation de soi comme « vrai » réfugié « politique ». Le deuxième réfugié, interviewé en Grande-Bretagne, a en effet été « perturbé » par un temps d'attente relativement long, qu'il s'est efforcé de légitimer de la manière suivante :

« J'ai eu le statut de réfugié au bout de onze mois. Je commençais déjà à m'inquiéter car je connais des gens à qui ils ont donné le statut très rapidement, en deux semaines je crois. De toute façon, j'ai l'impression que la politique britannique va vers le raccourcissement des délais de traitement des dossiers de demande d'asile, pour émettre une décision rapidement. Mais en même temps, je me demande pourquoi j'ai tellement attendu ? J'ai l'impression qu'ils traitent les dossiers en fonction de la première lettre du nom de famille. Du coup, ils ont mis plus longtemps à me donner la réponse, justement parce que mon nom commence avec la lettre "L" ; donc mon dossier n'était tout simplement pas sur le dessus de la pile. Car mon ami qui a exactement le même dossier et qui a participé aux mêmes actions et organisations que moi a eu le statut en deux semaines. Son nom commence avec la lettre "B". »⁶⁶

Les soupçons de « faux » statut de réfugié peuvent avoir pour motif l'aisance financière d'un réfugié et le mode de vie qu'il mène. E.L. se questionne ainsi sur le mode de vie du

⁶⁵ A.Sid. (leader de Speak Up), « Kakovo byt' političeskim èmigrantom » [Être un émigré politique], interview réalisée par Roman Dobrohotov, *Slon.ru*, le 30 juin 2012. URL : http://slon.ru/russia/kakovo_byt_politicheskim_emigrantom-806040.xhtml, dernière consultation le 13 décembre 2013. Lors de l'entretien (31 juillet 2012, Londres), il nous a également parlé de cette affaire.

⁶⁶ Entretien avec E.L., 29 juillet 2012, Londres.

leader de Speak Up, en sous-entendant qu'il perçoit des financements « extérieurs » à ceux des services sociaux de l'État britannique.

Un autre cas de figure est celui des « oligarques » ou des Russes très aisés, ayant obtenu ou étant en demande du statut de réfugié. Quasiment tous les réfugiés interviewés, à l'exception du leader de Speak Up — qui a travaillé pour Boris Berezovski — ont émis des doutes quant à la véracité des histoires de ces réfugiés russes. Certains réfugiés refusent d'être associés, même indirectement, à ces « autres » réfugiés.

En France, la figure centrale des débats sur les réfugiés aisés est l'entrepreneur V.A., dont le cas est la source de dissensions au sein d'un des groupes de contestation, le GRRR. La question est de savoir si les activités de soutien envers les réfugiés russes doivent inclure des personnages tels que lui, question à laquelle une majorité des membres du groupe, dont les réfugiés russes ayant des convictions politiques d'extrême-gauche, répondent par la négative. Un des réfugiés russes — qui a obtenu le statut de réfugié en Finlande et ne participe pas directement au noyau dur de la communauté politique russe en France et en Grande-Bretagne, mais qui maintient néanmoins d'étroites relations avec certains des réfugiés étudiés — a ainsi récemment confié aux contestataires parisiens que V.A., contrairement à ce qu'il affirme lui-même, n'a pas pour le moment le statut de réfugié en France, information qui est cependant difficilement vérifiable.

Le statut de réfugié devient le symbole de la reconnaissance, du moins par les autorités du pays d'accueil, de l'engagement politique du réfugié ; c'est un signal, jugé très important par les réfugiés eux-mêmes, envoyé aux autorités du pays d'origine. La pratique d'adjoindre au dossier de demande d'asile l'extrait de la décision prise par le tribunal d'un des pays européens stipulant que la justice russe n'est pas en mesure de statuer sur certaines affaires « politiques » est devenue courante. Ces extraits, traduits du finlandais vers le français, du polonais vers l'espagnol, du néerlandais vers le français, etc., circulent entre les différents pays de l'Union européenne.

Ce symbole que représente l'obtention du statut de réfugié, est également mobilisé par les groupes de contestation, qui comptent parmi leurs membres certains de ces mêmes réfugiés. Si la question de « dire ou ne pas dire » que les réfugiés font partie de ces groupes ne se pose pas réellement en France et en Grande-Bretagne, elle est plus saillante quand il s'agit de la diffusion en Russie des actions réalisées depuis l'étranger. La mention de la participation de réfugiés est alors souvent effacée de ces publications afin de les protéger, et surtout afin de protéger les individus en attente de réponse de l'OFPRA.

Certains réfugiés n'arrivent cependant pas à obtenir le statut, refus qu'ils considèrent comme une injustice. C'est notamment le cas d'un militant venant d'un autre pays de l'Union européenne, la Lettonie.

Encadré 5 : Parcours de V.M., « clochard » (selon ses termes)

V.M. est né en 1962 en République socialiste soviétique d'Ukraine (URSS). Il quitte l'armée lors de son service militaire en Azerbaïdjan : « c'était pour moi une affaire de principe. En un an et demi de service militaire, j'ai compris que nous ne défendions pas la patrie ici. Il nous cassaient psychologiquement et moralement ». Son départ de l'armée n'est cependant pas considéré comme une véritable désertion et il obtient un certificat d'inaptitude professionnelle. Son père essaie de l'aider, ce qu'il refuse : « Je ne voulais pas de protection, je voulais être libre ». Il se sent alors obligé de quitter l'Ukraine pour ne pas causer de problèmes à sa famille car celle-ci « avait beaucoup de liens, de relations. Et c'est cela que je n'aimais pas. Mon père était un commerçant (*torgovyj rabotnik*), et il avait une réputation d'honnête homme ». A l'âge de 22 ans, il arrive en Lettonie. « J'ai trouvé un travail d'ouvrier en Lettonie, mais après seulement quelques mois ils voulaient déjà me licencier. J'avais une énorme barbe à ce moment-là. Ils pensaient que j'allais me raser après l'embauche, mais je ne l'ai pas fait. Je ressemblais alors à un hippie ». À Riga, V.M. part à la recherche de groupes plus ou moins dissidents « pour connaître quel genre d'idées, de pensées, avaient les gens à ce moment-là ». Il s'engage ainsi dans le samizdat des krishnaïtes. Mais à la chute de l'URSS et avec la « commercialisation de ce milieu », V.M., profondément déçu, s'engage dans l'édition d'un journal érotique nommé « Eše » (Encore). À ce moment-là, il fait connaissance avec son ami et futur « camarade du parti », avec lequel il fondera plus tard une organisation : « L'orchestre rouge » (*Krasnyj Orkestr*⁶⁷), « se battant pour les vétérans de la guerre en Lettonie⁶⁸ ». Selon V.M., « cette organisation était souterraine. C'était en réalité du bluff total. On diffusait des tracts partout pour créer l'impression qu'il y avait des masses entières qui étaient mobilisées, alors qu'on était que deux ».

La situation vécue par les russophones de Lettonie à la chute de l'URSS le concerne directement, car lui aussi obtient un passeport « violet » de non-citoyen letton⁶⁹. Plus tard, son organisation rejoint le Parti national-bolchévique (NBP), au nom duquel une opération de « prise d'otage » à la tour Saint-Paul à Riga est organisée en 2000. À la suite de cette action, V.M. est incarcéré, mais il est rapidement relâché faute de preuves. Après l'emprisonnement d'Édouard Limonov, leader du Parti national-bolchévique, V.M. décide de partir à Moscou afin de « s'occuper du parti ». À la sortie de prison de Limonov, V.M. retourne à Riga où, de son aveu même, il est persécuté par les autorités locales : « je savais que je faisais partie des dix principaux ennemis du peuple letton ». En 2007, il part en France car il souhaite continuer d'« idéaler » le parti, craignant d'être déçu s'il reste. Il vit depuis lors en France, dans la rue, sans pouvoir demander l'asile ou le statut d'apatride. Il s'engage dans le milieu militant de contestation à Paris à la suite de l'emprisonnement des membres du groupe Pussy Riot, dont il est un fervent défenseur. Outre sa participation aux actions organisées par Russie-Libertés, l'UERF et le GRRR, il essaie également de mettre en œuvre ses propres idées ; il évoque ainsi souvent la nécessité d'avoir une organisation enregistrée « plus combattante que tous ces trucs insignifiants »⁷⁰, une organisation qui ferait des « actions spectaculaires » pour la libération des Pussy Riot, notamment. Il a également émis l'idée de fonder une « secte quasi-religieuse », dédiée à Pussy Riot, ainsi qu'une organisation nommée Place de la résistance, afin de s'opposer au projet de construction de la nouvelle église orthodoxe à Paris en lieu et place de l'ancien bâtiment de Météo France.⁷¹

⁶⁷ Le nom est emprunté à au réseau d'informateurs du même nom opérant, lors de la Seconde Guerre mondiale, dans l'Europe sous occupation nazie. Ce réseau opérait sous contrôle de l'URSS.

⁶⁸ Il s'agit des vétérans soviétiques de la Seconde Guerre mondiale, et plus précisément du cas, très médiatisé, d'un militaire soviétique, Vasilij Kononov, qui, à l'âge de 81 ans, a été condamné par le tribunal de Lettonie en tant que criminel de guerre pour avoir assassiné — selon la version lettone que Kononov a nié - neuf habitants lettons innocents pendant la guerre. Cette affaire a pris une ampleur internationale impliquant la Lettonie, la Russie et l'Union européenne.

⁶⁹ Les non-citoyens sont des habitants de Lettonie qui n'ont officiellement aucune nationalité, ni lettone, ni autre. Pour plus de détails voir la première partie de cette thèse.

⁷⁰ Il s'agit des groupes de contestation de Paris.

⁷¹ Portrait réalisé à partir de plusieurs entretiens et échanges informels, 2 août 2012, janvier 2013, septembre 2013, Paris.

La situation que V.M. vit actuellement en France est extrêmement singulière. Officiellement, il n'a pas de nationalité, mais officieusement il en a une, celle de « non-citoyen letton ». Après de nombreuses années de combat pour obtenir un statut quel qu'il soit en France, il a abandonné toute tentative. Selon les autorités françaises, V.M. a officiellement le droit de rester en France avec son passeport « violet », car la France le considère en tant que citoyen letton. Mais il est simultanément privé des droits dont disposent les autres citoyens lettons (munis d'un passeport « normal »), notamment le droit de travailler ou d'être inscrit comme demandeur d'emploi, de percevoir des allocations de l'État français, etc. La déception de V.M. est grande :

« J'avais l'idée qu'il fallait se rendre quelque part. Je suis allé une fois dans un resto russe pour poser des questions. Mais c'était la seule fois. J'évite toutes ces bandes russes. Ils me dégoûtent. Mais dans ce resto, ils m'ont indiqué comment dire en français "asile politique" et "réfugié". Pendant une journée entière, j'ai cherché un policier pour me rendre. J'étais très stressé. J'en ai choisi un dans le cinquième arrondissement et je lui ai dit : « je suis un refuznik⁷², je suis un homme soviétique ». Je pensais que cela ferait un effet incroyable. Mais le policier n'était absolument pas étonné. Il m'a juste dit de revenir demain car il finissait son service. Je pensais qu'il allait m'emmener quelque part. Mais il ne s'est rien passé. Je crois qu'il m'a donné une adresse où je pouvais aller. Quelque chose comme France Terre d'Asile. Mais je n'ai rien compris à ce moment-là bien évidemment. J'ai commencé une procédure. À ce moment-là, je dormais au 115⁷³. À la préfecture, ils me disaient que j'étais un apatride, né en Ukraine, mais qui avait un passeport letton. Ils m'ont dit qu'il fallait que je demande le statut d'apatride. Il fallait juste que j'obtienne un papier qui confirme que je suis un apatride. Et après, avec ce papier, je reviendrai à la préfecture. Mais là-bas ils m'ont dit que, comme apatride, il fallait que j'aille à France Terre d'Asile. J'avais un papier jaune et il fallait un papier vert. En fin de compte, je suis remonté jusqu'à l'OFPRA. Ils m'ont conseillé de demander l'asile. Ils m'ont dit de leur écrire et qu'ils allaient m'envoyer le dossier à remplir et à renvoyer. Finalement, j'ai appris qu'un certain Dima près d'une station de métro, je ne pourrais même plus me souvenir laquelle, donnait des conseils aux russophones et faisait des traductions des papiers. J'y suis allé. Dima m'a reçu et m'a dit : "vous ne pouvez pas prétendre au statut de réfugié politique". Je le comprenais, mais je pensais qu'il existait d'autres possibilités, qu'on allait m'enregistrer quelque part. Il m'a dit : "vous avez un passeport letton qui est valable jusqu'à X"⁷⁴. Vous avez le droit de rester ici, alors que si vous faites le dossier d'asile, vous aurez un refus". Mais je ne peux pas me permettre le refus. Car je sais que si j'ai ce refus, là-bas⁷⁵ ils l'écriront dans les journaux, ça sera un énorme coup pour tous les russophones. Il me fallait trouver des gens qui comprennent qui je suis. Qui comprennent que je suis encore dans le jeu et qu'il faut s'occuper de moi. Enfin, j'ai pu rencontrer Emmanuel Carrère. Je me suis dit que, s'il voulait, il pourrait jouer un rôle dans mon destin. Un jour, j'ai eu un problème avec la police. Et on m'a donné une interprète. Celle-ci m'a demandé : "combien vous avez payé pour ce passeport ?". C'est une manière très caucasienne de procéder : tout lier au milieu criminel (kriminal), alors que je ne sais même pas comment on peut acheter un tel passeport ! Beaucoup de filous (žulik) espèrent acheter ce passeport. Et moi, je ne sais pas comment m'en débarrasser. Je ne veux pas qu'on me pose des questions aussi offensantes à l'OFPRA. Je préfère vivre sous un pont. Et si je parle ici de quelque chose, il est très important pour moi qu'on prenne mes activités au sérieux. »⁷⁶

⁷² V.M. fait référence aux Soviétiques qui ont demandé un visa de sortie de l'URSS dans les années 1970 quand cela est devenu envisageable, mais qui ne l'ont pas obtenu. Il n'y a pas de liens directs entre la situation des *refuznik* en URSS et celle de V.M., mais, à travers cette référence, il associe sa situation à celle des dissidents soviétiques avant l'émigration.

⁷³ Hébergements d'urgence gérés par le SAMU social.

⁷⁴ Par souci de confidentialité, nous ne pouvons pas donner l'année d'expiration de son passeport.

⁷⁵ En Lettonie.

⁷⁶ Entretien avec V.M., 2-3 août 2012, Paris.

Le besoin que le passé politique dans le pays d'origine soit reconnu est commun à tous ces réfugiés, mais les « politiques de reconnaissance » ne sont pas les mêmes. La quête de reconnaissance de V.M., pour la lutte qu'il a menée en Lettonie, peut être perçue comme trop « individualiste », voire « narcissique ». Derrière sa démarche excentrique, qui n'est pas sans lien avec son parcours dans le Parti national-bolchevik, se cache néanmoins une lutte pour les droits de la minorité russophone de Lettonie : « Nous avons commencé à nous battre pour les vétérans de la guerre en Lettonie, et ensuite nous avons été obligés de nous battre pour nous-mêmes »⁷⁷. La situation de non-citoyen est extrêmement mal vécue par les personnes comme V.M. qui a l'impression d'avoir été dépossédé de son identité, ne serait-ce qu'en raison de la modification de son prénom et de son nom de famille lors de son enregistrement à l'indépendance de la Lettonie : « les gens en Lettonie sont prêts à se battre jusqu'à la mort pour enlever la lettre “s” de leurs prénoms et de leurs noms »⁷⁸. Son départ en France a été moyen de « se débarrasser » de cette identité, qui lui était étrangère, en obtenant le statut de réfugié ou d'apatride. L'obtention de ce statut aurait donc été, pour lui, la reconnaissance de sa lutte pour les droits des russophones en Lettonie⁷⁹.

Contrairement à l'idée que l'on pourrait se faire spontanément des réfugiés russes de la communauté politique russe, ceux-ci ne sont pas tous engagés dans le pôle de la contestation. Il y a également des exemples de réfugiés qui occupent des fonctions importantes dans le projet des compatriotes de l'État russe. C'est le cas de la présidente du Conseil de coordination des compatriotes en Grande-Bretagne, qui a attendu le troisième entretien que nous avons mené avec elle, pour nous signifier qu'elle avait le statut de réfugiée. C'est un exemple intéressant dans la mesure, d'une part, où elle n'évoque quasiment jamais en public son statut et essaie au contraire de le dissimuler et, d'autre part, où à la différence des autres réfugiés, elle occupe une position clé dans une structure qui est étroitement liée à l'Ambassade : « Tout

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Dans son passeport de non-citoyen est ajoutée la lettre « s », introduisant une consonance lettone, alors que V.M. a, à l'origine, un nom et un prénom ukrainiens.

⁷⁹ Le parcours de V.M. est à mettre en relation avec le combat, à l'échelle européenne, pour la reconnaissance de la langue russe en tant que langue officielle de l'Union européenne. La présence d'une députée russophone (Russe de Lettonie), Tat'âna Ždanok, au Parlement européen avait, à cet égard, fait naître beaucoup d'espoirs chez les russophones engagés dans ce combat. Cependant, V.M. remet totalement en cause sa politique, relevant selon lui du « copinage » avec les autorités lettones, comme l'ont révélé les manifestations pour la reconnaissance de la langue russe en Lettonie : « elle nous a formellement interdit de sortir notre banderole sur Kononov lors de leur manifestation à Riga. Ça s'appelle comment ça ? ». Des critiques de la politique Tat'âna Ždanok sont même émises depuis l'étranger, notamment depuis la France. Ainsi, M.Ge., l'un des fondateurs de l'Union des russophones de France, nous a confié avoir été étonné par la politique de Ždanok en matière de promotion de la langue russe dans l'Union européenne, sa stratégie consistant à défendre la langue russe en tant que langue d'une minorité de l'Union européenne, ce qui signifie concrètement rejoindre les luttes d'autres minorités, notamment les Basques. M.Ge. considère quant à lui que le russe a toute sa place en tant que langue de l'Union européenne, au même titre que le français ; pour étayer ses propos, il mobilise les chiffres des autorités russes indiquant la présence de 6 millions de russophones en Union européenne.

le monde essaie tout le temps de nous contourner. Mais ils ne comprennent pas que ce n'est pas possible. Nous sommes trop liés à l'Ambassade ».⁸⁰

Encadré 6 : Parcours de A.Sh.

A.Sh. est née à Makhatchkala (Daghestan) en 1970. Mariée à un Afghan, ils ont vécu dans les Émirats Arabes Unis avant de partir pour le Royaume-Uni. Arrivés à Londres en 1999, ils ont demandé et obtenu l'asile. En 2003, elle ouvre à Londres une école russe du « samedi », Znanyie — après avoir déjà eu une expérience similaire de direction aux Émirats Arabes Unis. À Londres, A.Sh. et sa famille ont d'abord été confrontés à des difficultés financières majeures et ont « été obligés de vivre dans le quartier des pauvres, dans le quartier des immigrés ». « À la fin de son séjour, ma mère, venue nous rendre visite à Londres, a dit qu'elle voudrait voir au moins un homme blanc dans notre quartier »⁸¹. Après avoir obtenu un diplôme d'études supérieures en Grande-Bretagne, elle décide de fonder sa propre entreprise. Parallèlement, A.Sh. s'engage de plus en plus activement dans les réseaux d'éducation pour enfants russophones, en ouvrant deux filiales de l'école Znanyie.

Au moment de la crise du Conseil de coordination des compatriotes⁸², A.Sh. se positionne comme une personne apte à réunir les différentes couches de la communauté russe de Grande-Bretagne. Elle souhaite alors corriger les erreurs de l'ancienne équipe du Conseil, qu'elle juge, malgré son propre engagement dans le milieu éducatif, trop axé sur les écoles russes et excluant les autres branches d'activité des Russes de Grande-Bretagne. A.Sh. a été élue trois fois consécutives à la tête du Conseil et, selon les nombreux échos des autres migrants avec lesquels nous nous sommes entretenus, elle est parvenue, du moins au début, à apaiser les conflits au sein de la communauté russe proche du Conseil. Elle a également réussi à établir de multiples liens avec les autorités locales des arrondissements de Londres où sont basées les écoles Znanyie, ainsi qu'avec les députés du Parlement britannique. Grâce à ces derniers, elle a organisé une rencontre entre les responsables du projet des compatriotes en Russie (Aleksandr Čepurin) et les représentants de The Third World Solidarity (Mushtaq Lasharie) en 2010 au Parlement britannique. Si pendant nos premiers séjours à Londres, nombre de nos interlocuteurs se disaient plutôt satisfaits du travail réalisé par le Conseil grâce à sa nouvelle présidente, en 2012 la situation avait quelque peu évolué, suite aux conflits entre A.Sh. et des associations ou divers collaborateurs pourtant auparavant très proches du Conseil. A.Sh. est aujourd'hui présente, plus ou moins directement, dans quasiment tout ce qui touche à la vie culturelle russe à Londres, tout en étant très proche de l'Ambassade russe.⁸³

Si A.Sh. est également réfugiée, elle l'est pour de toutes autres raisons que les autres réfugiés dont les portraits ont été esquissés ci-dessus dans la mesure où elle n'a pas demandé la protection d'un État tiers suite à des persécutions en Russie. Elle précise que les motivations de son départ étaient avant tout liées au désir de donner à ses enfants la possibilité d'acquérir la citoyenneté d'un pays européen, ainsi que d'avoir accès à une éducation « de qualité ». Elle explique son engagement dans le Conseil de coordination des compatriotes par son « patriotisme » :

⁸⁰ Entretiens avec A.Sh., 20 juin 2011, 30 juillet 2012, Londres.

⁸¹ Entretien réalisé avec A.Sh. dans le cadre du projet Russians in Britain, <http://www.russiansinbritain.com/>, dernière consultation le 6 décembre 2013.

⁸² Les premières années du Conseil britannique n'ont pas été simples. Dirigé par une migrante, elle aussi issue du milieu éducatif russe de Londres, le Conseil ne suscite ni intérêt, ni reconnaissance dans la communauté russe en raison de la réputation négative de sa présidente.

⁸³ Entretien avec A.Sh., 30 juillet 2012, Londres.

« Nous sommes trop liés à l'Ambassade (...). Tandis que je bosse ici gratuitement du matin au soir pour le bien de tout le monde, les autres ne pensent qu'à l'argent. Je dois être vraiment trop patriote ! Et j'en souffre. J'ai du mal à m'occuper de tout. J'ai quand même un travail, mon entreprise. Et je passe tout mon temps à travailler pour le bien de la communauté. Regardez, ici par exemple. Nous avons dû nous battre pour avoir ce terrain pour enfants. Ils ne voulaient pas nous le donner au départ, alors que c'est toujours plein de monde maintenant. Il n'y a que ça qui marche. Non mais vraiment, je dois être trop patriote. »⁸⁴

Il est question dans cet entretien du Russian Sochi Park, installé lors des Jeux Olympiques de Londres en 2012, afin de faire la publicité des Jeux Olympiques d'hiver de 2014 en Russie. Le témoignage d'A.Sh. est quelque peu contradictoire et nous renseigne sur les tensions qui existent entre les représentants officiels du *soft-power* russe à l'étranger (représentants de l'Ambassade, autorités russes en charge du projet des compatriotes) et les « organisations intermédiaires », tels que les Conseils de coordination des compatriotes. Tout en se disant « trop liés à l'Ambassade », les membres du Conseil se sentent cependant de plus en plus autonomes et aptes à décider eux-mêmes non seulement des affaires de la communauté russe en Grande-Bretagne, mais aussi des méthodes à mettre en œuvre pour améliorer l'image de la Russie dans leur pays d'accueil :

« nous cherchons à améliorer l'image de la Russie en Grande-Bretagne, qui n'est pour le moment pas très bonne. Car nous savons que si cette image devient meilleure, nous, les migrants russophones, vivront mieux aussi ici. C'est simple : en voyant nos efforts, les Britanniques auront une meilleure image de la Russie et en ayant une meilleure image, ils se comporteront mieux envers les migrants russophones. »⁸⁵

À la vue de ces portraits hétérogènes de réfugiés qui jouent un rôle important dans la communauté politique russe, il se révèle extrêmement compliqué, voire impossible, de réduire leurs parcours à un seul profil-type d'émigré politique. Ces exemples peuvent ainsi témoigner de l'inadéquation des catégories de « réfugié politique », « émigré politique », dont l'usage remonte à l'époque qui a précédé la chute de l'URSS et qui sont, aujourd'hui encore, mobilisées dans la lutte contre la politique menée dans le pays d'origine.

Les universitaires

Une partie importante des acteurs de la communauté politique est représentée par les étudiants, enseignants et enseignants-chercheurs, sans pour autant que la communauté se réduise à ceux-ci comme certains l'affirment. Nous avons choisi de ne pas reprendre le terme

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Entretien avec A.Sh. et N.N., 20 juin 2011, Londres.

d' « intellectuels », catégorie communément utilisée pour décrire un type donné d'acteurs engagés pour le changement dans leurs pays d'origine, en particulier dans les recherches sur les migrants d'Europe de l'Est, Russie incluse. Cette catégorie est à notre sens relativement archaïque et était avant tout adaptée à la période de la Guerre froide. Elle suscite également un certain nombre de réticences et de résistances de la part des interviewés eux-mêmes, qui ont souligné le « caractère pompeux »⁸⁶ de cette dénomination ; et force est de constater que même l'appellation d' « universitaire » a posé à maintes reprises des problèmes aux membres des groupes contestataires.

G.C. : *Pourrais-tu, s'il-te-plaît, demander à ces députés s'ils veulent rencontrer les électeurs, c'est-à-dire les étudiants, enseignants russes, etc. ? Pourrais-tu aussi prendre leurs coordonnées ?*
L.S. : *Je propose tout de même de ne pas limiter le cercle des électeurs à celui des étudiants et des enseignants.*⁸⁷

Dans ce cas précis, G.C., qui souhaite que l'on présente la rencontre avec les députés comme une rencontre organisée par les étudiants et les enseignants, espère ainsi rendre plus « officielle » et moins critique (que si la proposition venait de la part d' « opposants ») cette éventuelle rencontre avec une députée russe. Étant donné la « double » position de G.C., entre son engagement dans les groupes de contestation et sa proximité avec l'Ambassade, l'usage termes « électeur », « étudiants » et « enseignants » a pour fonction de rendre cette rencontre moins « inquiétante » pour la députée, personnage qui fait l'objet de vives critiques de la part des contestataires.

Le terme « universitaire » demeure néanmoins celui qui convient le mieux pour décrire cette frange des acteurs de la communauté politique russe. Depuis longtemps, et en premier lieu dans le monde universitaire anglophone, la double position de chercheur et de militant a été analysée ; cette interrogation a d'abord été soulevée dans le champ de la sociologie avant de s'étendre à toutes les sciences humaines et sociales. Nous pensons tout particulièrement ici à l'ouvrage collectif coordonné par Charles R. Hale⁸⁸, aux nombreuses recherches féministes⁸⁹ réalisées en sociologie, géographie, science politique, etc., mais aussi aux investigations de chercheurs français travaillant sur la Russie et qui, à l'exemple de

⁸⁶ Entretien avec L.S., 1^{er} février 2013, Paris.

⁸⁷ Échange sur Facebook entre deux activistes contestataires au sujet de la conférence organisée par l'Institut de la Démocratie et de la Coopération à Paris avec la députée russe Elena Mizulina. La conférence et l'échange ont eu lieu le 4 juillet 2013.

⁸⁸ C. R. Hale (ed.), *Engaging contradictions : theory, politics, and methods of activist scholarship*, op.cit.

⁸⁹ C. Bard, « Jalons pour une histoire des études féministes en France », *Nouvelles questions féministes*, n° 22 (1), 2003.

Carine Clément⁹⁰, sont engagés politiquement. L'engagement d'universitaires français et russes (et britanniques dans une moindre mesure) dans la communauté politique russe n'a donc rien d'exceptionnel. Ajoutons qu'en France, avant même l'émergence des nouveaux groupes de migrants engagés, certains enseignants-chercheurs — aux côtés d'ONG telles que la Fédération Internationale de la Ligue des Droits de l'Homme et Amnesty International, de syndicats et de divers mouvements de gauche ou d'extrême-gauche — ont joué un rôle capital dans le combat pour les libertés en Russie. Avec la formation des groupes militants, constitués pour une grande partie de migrants russes ou d'origine russe, l'engagement des universitaires français n'a pas disparu ; il s'est au contraire intensifié, en croisant celui des nouveaux acteurs mobilisés pour donner lieu à d'étroites collaborations qui se sont parfois concrétisées avec l'intégration de certains de ces chercheurs dans des associations telles que Russie-Libertés.

Vue de l'extérieur, en particulier de Russie, l'émergence de nouveaux groupes militants a suscité chez les militants de Russie habitués dans le passé à travailler avec les militants français la crainte que le discours politique de contestation en France soit désormais polarisé par ces groupes nouvellement formés et qualifiés depuis la Russie de « groupes russes ». La principale inquiétude d'un chercheur-militant de Russie était ainsi de voir les organisations, syndicats, partis, etc. français se désengager du combat pour la Russie, « en laissant les Russes gérer eux-mêmes leurs problèmes »⁹¹. Cette crainte a, en retour, conduit certains militants russes de France à remettre en cause la compréhension par les Russes de Russie de la situation prévalant en France. L'expression même de « groupes russes » a posé problème dans la mesure où de nombreux militants des groupes de contestation considèrent leurs collectifs comme mixtes, russo-français. Par ailleurs, une universitaire française, ayant une longue expérience du militantisme pour la Russie, a exprimé sa satisfaction à l'égard de la reprise en main de certaines initiatives par les « groupes russes » eux-mêmes : « c'est beaucoup mieux que les choses viennent maintenant des Russes de Paris qui se sont organisés ! »⁹²

Si l'engagement d'universitaires français pour les libertés en Russie n'est pas nouveau, l'engagement des universitaires russes de France est quant à lui plus récent. Précisons

⁹⁰ Nous ne citons ici que Carine Clément, mais longue est la liste des sociologues et historiens français, spécialistes de la Russie, qui sont engagés politiquement. Cependant, n'ayant pas réalisé d'entretiens avec ceux-ci, nous préférons ne pas nous risquer à énumérer leurs noms. Quant à Carine Clément, elle est pour ainsi dire devenue, parallèlement à son travail de recherche dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux, un personnage public en Russie.

⁹¹ Échange personnel par courriel avec un chercheur-militant de Moscou en vue de la préparation d'une action à Paris pour la libération des prisonniers politiques en Russie. Juin 2013.

⁹² Échange personnel par courriel avec une chercheuse-militante française en vue de la préparation d'une action à Paris. Juin 2013.

cependant que certains étudiants-doctorants russes ont participé par le passé aux actions à Paris, et pour certains d'entre eux, les ont même organisées. Ces doctorants étaient déjà actifs auparavant ; ils le sont toujours, mais désormais dans le cadre des groupes nouvellement formés. Ces doctorants ont des profils variés, mais un nombre important d'entre eux sont rattachés aux équipes de recherche de l'Institut d'Études Politiques de Paris (SciencesPo) ou de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et une partie d'entre eux réalisent leurs thèses sur les mouvements sociaux et mobilisations politiques en URSS, en Russie et dans les autres pays de l'espace postsoviétique.

Les militants anarchistes russes de Paris, qu'ils soient étudiants ou non, représentaient un autre profil de participants aux mobilisations antérieures — notamment autour de la défense de la forêt de Khimki⁹³ et du soutien aux militants antifascistes détenus en Russie — qui s'engageaient notamment pour leurs camarades restés en Russie. Ils ont pour la plupart rejoint les nouveaux groupes, après une brève période d'hésitation dans la mesure où, de leur aveu même, ils ne trouvaient pas au départ leur place dans le nouveau mouvement et n'étaient pas sûrs de son orientation politique.

Néanmoins, ce ne sont pas les seuls doctorants et étudiants russes qui s'engagent pour la Russie depuis la France ; quelques doctorants français le font également depuis plusieurs années. Certains d'entre eux restent néanmoins perplexes quant aux actions menées par les groupes de contestation les plus actifs. Mieux que toute description, la reproduction d'un échange public sur le réseau Solidarité Russie — réseau d'échange en France entre les militants solidaires de la cause russe — illustre les motifs de cette perplexité :

Moscou, 28 juillet 2013

Communiqué de presse

Visite de Noël Mamère en Russie : rencontre avec l'opposant Aleksei Navalny et l'écologiste Evgeniâ Ćirikova.

Le 28 juillet, à Moscou, Noël Mamère et A.P. ont rencontré l'opposant, avocat anti-corruption et candidat aux municipales à Moscou, Aleksei Navalny. Ce dernier a fait part de l'écho que rencontre sa campagne auprès des Moscovites et du procès à la suite duquel il a été condamné à 5 ans de camp d'internement. Il a également insisté sur la nécessaire coopération entre les militants russes et français dans la lutte contre la corruption (...).

Réaction d'une doctorante-militante française :

Je sais que cette liste est peu politique (dans le sens du débat d'idées, puisque finalement on ne débat jamais de manière contradictoire des idées de votre Navalny... on rigolerait... le chapitre police de son programme pour prendre un exemple), mais recevoir un communiqué de presse de ce genre alors même qu'énormément de libéraux russes se déchirent en ce moment sur les réseaux sociaux au sujet de Navalny (en résumé pour ceux qui ne savent pas : certains grands défenseurs de Navalny commencent à voir qu'il n'est pas aussi démocrate et tolérant qu'ils pensaient... ça paraît bête, mais

⁹³ La forêt de Khimki est considérée comme un des symboles du mouvement de protestation en Russie. Cette forêt devait être détruite à la suite de la décision des autorités russes de construire une autoroute, reliant Moscou et Saint-Petersbourg, décision à laquelle les habitants de la ville de Khimki se sont opposés, rejoints par les militants écologistes et d'autres militants contestataires.

c'est inédit en Russie... et c'est très intéressant, car enfin ça débat... c'est aussi parfois grossier), un tel communiqué, je disais, c'est vraiment de l'arnaque (...).

Je comprends qu'il vous faille ici garder la face, montrer à l'Europe libérale qu'il y a des petits soldats en Russie qui bataillent pour les mêmes valeurs, mais là, vraiment, c'est trop. J'espère, doux espoir, que votre association Russie-Libertés ne se réduit pas à ce rôle d'Intourist (touriste étranger) du petit monde Navalny-Čirikova-Pussy Riot, que vous n'êtes pas tous sur la même position, qu'il y a des débats politiques articulés et contradictoires dans vos réunions (qui ne se réduiraient pas à des réunions managériales comme ça se passe avec Čirikova (sic). Parce que sinon, je ne vois vraiment pas ce que vous avez appris dans le monde associatif et politique en France et ce serait désespérant. Désolée du ton, mais franchement on nous prend pour qui ?

Réaction du président de Russie-Libertés :

Et puis, nous avons discuté avec Navalny. Et non, il n'y a pas de tromperie sur la marchandise : tout le monde est au courant de toutes ses positions et il ne s'en cache pas. Bien évidemment nous ne partageons aucune valeur basée sur le nationalisme, mais est-ce utile de le préciser ?

Et en même temps... c'est aujourd'hui la figure de la lutte contre la corruption et un opposant important à Poutine. Alors, à mon sens, cela aurait été une erreur de l'ignorer, comme de lui apporter un soutien politique sous forme de chèque en blanc.

Alors, voyez-vous chère P.⁹⁴, à l'heure qu'il est je prends votre mail comme une vulgaire insulte qui vient "récompenser" le travail acharné et bénévole de notre association.

Vous espérez que... Mais au lieu d'espérer pourquoi ne venez-vous pas plutôt voir ce que l'on fait ? Par exemple dans les dizaines de manifs, conférences, expositions et concerts que nous avons organisés depuis un an ?⁹⁵

Cet échange houleux apporte une série d'éléments décisifs pour la compréhension du fonctionnement de la communauté politique russe en France. Il y a là une remise en cause de la légitimité des « groupes russes » comme représentants de la société civile russe, au profit des groupes de militant(e)s *en Russie*, auxquels cette doctorante-militante *française* affirme implicitement qu'elle fait partie et qui prétendent mieux comprendre le contexte politique russe actuel. Il y a également une remise en cause de l'appellation de groupe *franco-russe*, voire de groupe *français*, que se donne l'association Russie-Libertés. Il y a enfin un conflit autour du partage de l'espace médiatique français du point de vue de la présentation de la « vraie » situation en Russie. Nous avons en somme ici un nouvel exemple de négociation, entre différents acteurs, de la légitimité à parler « pour la Russie » en France.

Si cette doctorante, depuis longtemps solidaire de la Russie, n'a pas souhaité rejoindre les groupes émergents, d'autres, comme A.Z, ancienne doctorante de l'EHESS, l'a fait.

⁹⁴ Nous aimerions conserver l'anonymat sur la doctorante en question.

⁹⁵ Échange *via* la liste de diffusion Solidarité Russie. 28 juillet 2013. Cet échange s'est déroulé en langue française.

Encadré 7 : Parcours d'A.Z.

A.Z., née dans une petite ville du nord de la Russie, a fait ses études à Saint-Pétersbourg. Étudiante du Collège universitaire français de Saint-Pétersbourg, elle obtient une bourse d'étude en France. Familière des milieux anarchistes et artistiques de Saint-Pétersbourg, elle engage ses recherches de Master 2 sur les militants anarchistes-antifascistes parisiens. Elle s'inscrit par la suite en doctorat à l'EHESS où elle effectue une thèse sur la scène musicale *underground* à Leningrad. Elle participe aux premières mobilisations à Paris pour les libertés en Russie avant l'émergence des nouveaux groupes de contestation en 2011. Elle rejoint le mouvement de protestation à Paris en 2012 et devient membre actif de l'UERG, et plus tard du GRRR. « Je me souviens que c'est une copine qui m'a introduite dans cette affaire (...). J'ai raté les premières manifestations et ai rejoint le mouvement seulement après le Nouvel An, après une rencontre organisée dans un café près de la Sorbonne ». A.Z. a rejoint le mouvement en raison notamment de ses intérêts de chercheur, mais aussi parce qu'elle a apprécié les débats au Patio⁹⁶. « Avant, le milieu (*tusovka*) russe de Paris ne m'attirait pas. Et là, j'ai vu de nouvelles têtes, des gens intelligents et enthousiastes, sensibles au destin de la patrie, intéressés par la politique, capables d'organiser autre chose que de simples rencontres habituelles "entre soi" etc. Dans ma perceptions d'avant (...), la diaspora russe était absolument apolitique, plutôt de droite (même si je ne sais pas pourquoi je dis ça) et fixée sur des rituels qui sont loin de mes préoccupations (notamment autour des fêtes orthodoxes), ou encore sur des sorties discothèques dans les endroits très branchés de Paris (sur les Champs-Élysées, par exemple), sur les "tables russes à la Défense", etc. Je n'ai jamais songé à y aller »⁹⁷. Pourtant, tout en participant aux actions de l'Union, elle avoue ne pas croire que ce groupe puisse avoir une influence déterminante sur la situation en Russie, ce qui du reste ne la gêne pas. Selon elle, le mouvement de contestation a joué un rôle très important dans la « création de la communauté russe locale qui est très intéressante et apte à comprendre des choses (*adekvatnaâ*). Et on voit bien que ses participants comprennent que c'est peut-être le sens principal de ce mouvement »⁹⁸.

Les universitaires, au premier rang desquels les doctorants et les chercheurs, définissent de manière assez concrète la nature et la signification du mouvement de contestation en France et en Russie : « L'identité commune, je pense, est la suivante. Tous les participants sont globalement des étudiants ou d'anciens étudiants d'universités parisiennes (plutôt en sciences humaines qu'en sciences dures), qui ont grandi dans des familles d'intellectuels, qui ont une bonne culture générale, définissent de manière consciente le champ de leurs intérêts, n'ont pas peur de prendre des responsabilités, et, ce qui est le plus important, ont envie de se donner un rôle social (ce qui n'est pas caractéristique de la jeunesse des années 1990). Ils ne se renferment pas sur les intérêts privés de leur milieu (*tusovka*). Ce sont des gens tolérants, capables de supporter la présence de points de vue différents (*inakovost'*) (ils ont certainement appris à le faire en raison de leur situation d'étranger en France) »⁹⁹.

Si le point de vue d'A.Z., bien que pouvant paraître « élitiste », reste tout de même ouvert aux profils venant d'autres horizons que le milieu universitaire ou intellectuel, il existe dans le milieu contestataire universitaire des opinions qui peuvent bel et bien être qualifiées d'élitistes, comme par exemple celui de V.P., ancien étudiant de l'École des mines à Paris.

⁹⁶ Brasserie parisienne, le Patio (place de la Sorbonne) a été, le premier lieu de rencontre des manifestants les plus actifs à Paris.

⁹⁷ Réponses d'A.Z. à notre questionnaire. 8 juin 2012, Paris.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

« Toutes ces discussions sur le peuple qui doit ceci et cela, je ne les comprends pas. Il est clair pour tout le monde depuis longtemps que le peuple russe n'est pas capable de participer à la prise de décision en Russie. Il est con, le peuple. Les gens qui doivent venir au pouvoir, doivent être des élites éclairées, éduquées et accomplies du point de vue professionnel. »¹⁰⁰

Cette opinion reste cependant marginale parmi les universitaires engagés dans le camp contestataire de la communauté politique russe, dans la mesure où ses membres se positionnent politiquement pour beaucoup à gauche et à l'extrême-gauche. Par ailleurs, certains enseignants-chercheurs russes, militants d'un des groupes de contestation, critiquent de manière très virulente ce type d'opinion en appelant à l'abandon de tout élitisme au sein du mouvement de contestation. C'est le cas de G.C.

Encadré 8 : Parcours de G.C.

Né à Moscou, G.C. arrive en France dans les années 1990. Il a eu une expérience de travail social en Russie auprès d'« adolescents difficiles » de villes de province. G.C. se dit communiste et critique constamment les penchants élitistes de la communauté politique russe et de l'opposition en Russie. Contrairement à A.Z., il n'a pas participé aux actions de mobilisation pour les libertés en Russie antérieures à 2011. En revanche, il est l'un des premiers à avoir pris part et avoir organisé les manifestations « contre les élections russes truquées » à Paris en 2011. Lors des conflits du début de l'année 2012, dont la conséquence a été la scission du mouvement de contestation parisien en deux groupes, il a pris position contre la création d'une association enregistrée, plaidant pour un fonctionnement plus « souple » de ce milieu en formation. Très actif dans l'UERF, il a incité les autres participants à élargir l'horizon de la mobilisation en impliquant des membres d'associations culturelles russes. En raison de ses convictions et de positions pas toujours comprises par les participants au mouvement de contestation, il s'est retrouvé à plusieurs reprises au centre de conflits internes au milieu contestataire, allant dans certains cas jusqu'à faire l'objet d'accusations relevant selon lui de la paranoïa. Défenseur du développement d'une société civile en mesure de s'opposer au pouvoir russe, notamment depuis ce qu'il appelle la « communauté russe de France », il a décidé de se présenter aux élections au Conseil de coordination des compatriotes de France en 2012.

G.C. participe aujourd'hui dans plusieurs groupes Facebook, ainsi que dans le groupe Russie-France : Urgences, qu'il a créé pour aider les « compatriotes » qui se sont retrouvés pour une raison ou une autre dans des situations difficiles en France, ou encore dans l'UERF. Il a cependant choisi de s'éloigner progressivement de l'univers directement politique (défense des prisonniers politiques, soutien des leaders d'opposition, etc.), en privilégiant l'idée de la reconstruction des liens de solidarité au sein de la diaspora russe. Son relatif effacement de l'activité politique est également lié aux conflits qui l'ont opposé à quelques membres de l'UERF ne partageant pas ses idées et/ou idéaux.

G.C. a toujours défendu la nécessité d'une négociation avec tous les acteurs politiques (russes et français) et avec tous les membres de la société civile, même ses représentants les plus odieux aux yeux des militants contestataires.

G.C. s'est ainsi opposé à plusieurs reprises aux membres de l'UERF au sujet de l'élitisme du mouvement protestataire et de certains milieux émigrés en France : « l'« élite » des émigrés discute de « ceux qui se sont ramenés » (*ponaehavšie*) », « j'ai continué à lire les réflexions de l'« élite russe émigrée » sur Facebook »¹⁰¹.

¹⁰⁰ Échange entre V.P., un activiste-journaliste et nous-même. Juillet 2012, Paris.

¹⁰¹ Posté par G.C. sur une page Facebook d'un des groupes de contestation en France. Juin 2012, Paris.

Indépendamment des contradictions et des conflits qui naissent dans les discussions de ces militants, ceux-ci s'associent au mouvement de protestation en Russie. Mais il y a également d'autres universitaires qui participent à la communauté politique russe qui, sans pour autant être engagés ouvertement en faveur de la politique actuelle de l'État d'origine et en ne prenant pas de position tranchée à son propos, ont fait le choix de participer au Conseil de coordination des compatriotes de France. Par ailleurs, si tous les universitaires décrits jusqu'à présents disent généralement « être de gauche », d'autres profils d'universitaires existent, sans être exceptionnels.

Encadré 9 : Parcours de M.Gr.

M.Gr. est né en France de parents d'origines russes. Les grands-parents de M.Gr. étaient des émigrés « blancs », partis de Russie à la suite de la prise de pouvoir par les bolchéviques. Issu d'une famille noble, comptant aussi des universitaires, il soutient sa thèse en France sur la philosophie religieuse russe et enseigne désormais dans une université française. De ses travaux sur la situation politique actuelle en Russie, il ressort qu'il est tout à fait conscient des faiblesses du système politique russe, notamment du rôle mineur qu'y jouent les partis politiques. Cependant, dans un entretien réalisé pour *New Style Russian-European Magazine* il mobilise l'idée de « russophobie ambiante » — en Occident à l'époque de l'URSS et après sa chute —, notion largement utilisée aujourd'hui en Russie et à l'étranger dans les milieux conservateurs de la diaspora. M.Gr. a également fait le choix de présenter, en 2012, sa candidature au Conseil de coordination des compatriotes de France en tant que représentant de la section économique. Il a choisi de ne pas se prononcer publiquement sur les mouvements de protestation en Russie et en France.

À la question que nous lui avons adressée lors du festival annuel Russenko en 2013¹⁰² : « qu'est-ce que pense le Conseil de coordination des compatriotes de France de la nouvelle mobilisation en Russie ? », M.Gr. a répondu : « le Conseil n'a pas de position collective à ce sujet et, de toute façon, le Conseil s'occupe avant tout des questions culturelles de la diaspora russe et ne doit pas être considéré comme une organisation participant aux débats politiques ». Par ailleurs, quasiment tous les membres du Conseil donnent à leur engagement un objectif avant tout culturel ; seuls quelques-uns ont des aspirations politiques et participent aux débats animés principalement par la branche contestataire de la communauté politique russe. Si M.Gr. ne participe pas, du moins pas publiquement, aux débats politiques sur la Russie actuelle (en dehors de ses analyses universitaires), il a une position affirmée sur les conflits touchant à la vie sociopolitique et religieuse des « émigrés blancs ». Il a ainsi participé aux discussions d'un groupe Facebook qui a rassemblé des descendants d'émigrés blancs et des personnes s'intéressant à la séparation, au cours des années 1930, de l'ACER (Action chrétienne des étudiants russes) et des Vitiazzi, deux associations qui rassemblaient les émigrés de cette période. « J'ai toujours œuvré pour le rapprochement des deux organisations et compte autant d'amis à l'ACER que chez les Vitiazzi. "*Za Rus', za veru*"¹⁰³ est notre devise commune, avec certes des différences de style...et sans doute de sensibilité politique, mais je préfère souligner ce qui nous rapproche plutôt que ce qui nous divise ». De même, aujourd'hui, M.Gr. œuvre pour le rapprochement des représentants des différentes vagues d'émigration, en participant au Conseil de coordination des compatriotes, dont le principal objectif s'inscrit dans la politique des pouvoirs russes envers les compatriotes autour du concept de Monde russe.

Le « monde universitaire » de la communauté politique russe n'est donc uni ni par les convictions politiques, ni par les objectifs des actions menées. Il se décline en trois profils : 1) les militants de la branche de contestation à Paris ; 2) les militants engagés à la fois dans des groupes politiques de contestation et dans les organisations culturelles liées à l'Ambassade de

¹⁰² Festival de la culture russe qui se tient au Kremlin-Bicêtre depuis 2010.

¹⁰³ « Pour la Russie, pour la foi ».

Russie ; 3) les membres des organisations culturelles proches de l'Ambassade. Nous verrons plus loin, à partir de l'exemple des professionnels, que de tels engagements multiples ne sont pas rares dans la communauté politique russe et permettent aux acteurs d'associer un engagement dans une association culturelle — dont le président est opposé, fût-ce officieusement, au mouvement de protestation en France — à un engagement dans les activités de contestation.

Les professionnels

Comme les deux autres « catégories » précédentes, celle des professionnels n'est aucunement homogène — ceci étant par ailleurs dû au caractère artificiel de cette catégorie de manière générale. L'hétérogénéité du « milieu des professionnels » n'est ni plus ni moins grande que celle des « réfugiés » et des « universitaires ». Cependant, tandis que les deux premières catégories sont mobilisées par les acteurs eux-mêmes, la catégorie des « professionnels » n'est qu'une construction méthodologique liée à la nécessité de réunir sous une même appellation les acteurs n'appartenant pas aux deux catégories précédentes. Son caractère ouvert, et à certains égards flou, a été délibérément choisi, afin de ne pas enfermer les acteurs dans des catégories rigides qui leur sont étrangères. Le seul critère de définition de cette catégorie — la possession d'un emploi — est donc sciemment très large.

Encadré 10 : Parcours de A.G.

A.G., né à Leningrad, arrive en France en 1991 avec sa mère, mariée à un Français. « Quand on m'a dit qu'on allait partir en France, j'ai tout de suite dit "oui", je n'avais aucun problème à partir de ce pays (l'URSS) ». Il termine ses études secondaires en France et obtient son baccalauréat en 1992. Il poursuit ses études à l'Ecole d'ingénieur en mécanique de Valenciennes. Lors de ses études, il réalise des stages en Allemagne. Ayant eu la possibilité d'y rester travailler, il préfère néanmoins retourner en France. « Je me dis aujourd'hui que je n'ai pas assez misé sur l'Allemagne alors que j'aurais dû le faire ». Il obtient son diplôme en 1998 et effectue son service militaire immédiatement après. « Avec ma chance de Juif, comme on dit, j'étais dans la dernière génération qui devait encore faire le service militaire ». Après son service, il trouve un emploi au Luxembourg en 2000. « Je travaillais pour une grande compagnie canadienne d'équipement lourd. J'ai été embauché pour travailler dans le service d'Europe de l'Est et de l'espace postsoviétique. Mais je n'ai pas tenu très longtemps car travailler avec ces gens, c'était quelque chose. Je me souviens de ce mec qui venait du Kazakhstan et qui voulait acheter notre équipement pour des sommes faramineuses. C'était juste une manière de blanchir de l'argent. Bref, au bout de six mois, je n'en pouvais plus. Et en 2000, je suis parti à Paris ». Aujourd'hui, il travaille pour une entreprise transnationale dans le domaine de l'Internet mobile en tant que manager de projets.

O.B. : Et à quel moment t'es-tu impliqué dans la vie associative ?

A.G. : Je ne suis pas quelqu'un de très sociable. C'est pourquoi je ne cherchais pas particulièrement de contacts avec les gens. Mais en 2002 j'ai rencontré M.Ge. qui m'a impliqué dans ses projets. Tu sais probablement que M.Ge. est un fils d'émigrés. Il a grandi dans le milieu des émigrés blancs. Je m'intéressais toujours à l'histoire russe de France et en 2002 je suis tombé sur des pèlerinages à Mourmelon¹⁰⁴.

À la faveur de cette rencontre avec M.Ge., il s'engage ensuite dans l'association Maxime-and-co. Même s'il n'a pas suffisamment de temps à consacrer à l'association, il y reste, en se disant « si ce n'est pas moi, qui d'autre ? ». Dans Maxime-and-co, A.G. occupe le poste de trésorier. Dès le début du mouvement de contestation à Paris, il s'engage, mais préfère ne pas rejoindre d'association ou groupe particulier¹⁰⁵.

O.B. : Pourquoi avez-vous décidé de participer au mouvement de contestation à Paris, aux manifestations ?

A.G. : Il y a des moments dans la vie, quand le silence et l'inaction sont un crime. Étant donné la globalisation de l'information dans le monde actuel, le lieu d'action ne compte pas. En revanche (*imho*¹⁰⁶) les principaux leviers de pression et les points faibles se trouvent loin du Kremlin¹⁰⁷. Il faut donc appuyer sur ces points depuis ici.

O.B. : Pourquoi avez-vous décidé de créer/rejoindre une association, un collectif, un mouvement après les manifestations ?

A.G. : Je n'ai rien rejoint et j'espère l'éviter. Je place ma liberté individuelle plus haut que n'importe quelle discipline du parti¹⁰⁸ et je préfère toujours le consensus et la coopération sur des questions concrètes à la guerre civile conceptuelle¹⁰⁹.

La définition du milieu de la protestation proposée par les professionnels comme A.G. n'est pas sans évoquer celle donnée par les universitaires.

O.B. : *Comment décririez-vous cette association, ce collectif, ce mouvement (sa/son identité) ?*

A.G. : *Je peux seulement parler d'un groupe abstrait de gens, unis par des qualités communes, à savoir : le caractère normal (adekvatnost'), et donc la bienveillance, la disposition à la réflexion, et notamment la capacité à douter et enfin la position active, et donc la « non-indifférence » (neravnodušie).*

¹⁰⁴ Il s'agit d'un pèlerinage annuel au cimetière militaire de Saint-Hilaire-Le-Grande (Mourmelon) où sont enterrés les soldats du Corps expéditionnaire russe, évoqués dans le Chapitre 3 de la présente partie.

¹⁰⁵ Entretien avec A.G., 12 septembre 2012, Paris.

¹⁰⁶ « *In my humble opinion* » (« à mon humble avis »)

¹⁰⁷ A.G. parle des moyens de pression sur la Russie à travers les institutions et les organisations internationales, situées à l'étranger. Par ailleurs, A.G. ne considère pas la mesure d'embargo économique comme excessive.

¹⁰⁸ A.G. fait référence à la scission du pôle de contestation de la communauté politique russe en France.

¹⁰⁹ Réponses d'A.G. à notre questionnaire, 8 juin 2012, Paris.

Dans les deux définitions, données par l'universitaire A.Z. et le professionnel A.G., le mot *adekvatnyj*, difficilement traduisible du russe en français, définit le cercle des militants contestataires. *A contrario*, la présidente du Conseil de coordination des compatriotes de Grande-Bretagne a qualifié à plusieurs reprises les militants contestataires à Londres de *neadekvatnye*, c'est-à-dire comme des personnes auxquelles le sens de la réalité fait défaut, des individus qui empêchent « le vrai travail ». L'usage du terme *adekvatnyj* au sens figuré en russe a, entre autres, pour fonction de diviser l'entourage de celui qui parle en personnes « adéquates » à certaines normes et à un certain sens de la réalité et en personnes « non-adéquates » à ceux-ci. En utilisant ce mot, nos interlocuteurs divisent ainsi la communauté politique russe en deux, en la polarisant en fonction des deux points de vue concurrents sur le développement de la Russie : le point de vue « critique » et le point de vue « constructif ». Les partisans d'une démarche critique envers la situation politique russe reprochent ainsi aux « autres » leur incapacité à se remettre en cause et à interroger un certain nombre d'épisodes de l'histoire russe, tandis que les partisans de la « démarche constructive » prônent un retour à la stabilité et pointent l'inadéquation du discours critique permanent par rapport aux aspirations de la « majorité » en Russie et des Russes à l'étranger.

Cette confrontation de deux idées/idéaux, très présente dans l'espace médiatique en Russie, est difficile à détecter à première vue dans la communauté politique russe, dans la mesure où les confrontations publiques entre les protagonistes sont rares. Quelques exceptions existent cependant ; l'une d'elles a été présentée dans l'introduction à cette deuxième partie ; d'autres se font jour, en particulier dans l'espace médiatique de la chaîne télévisée France 24 qui invite régulièrement les protagonistes de la communauté politique russe à débattre sur la politique en Russie. Étant donné la visibilité de l'association Russie-Libertés et de son président dans l'espace médiatique français, France 24 convie régulièrement ce dernier pour des débats avec la présidente de l'Institut de la démocratie et de la coopération (IDC), Natal'â Naročnickaâ. Ces confrontations télévisées exacerbent d'autant plus l'opposition des points de vue au sein de la communauté politique russe que le format de l'émission les conduit à adopter des positions binaires, allant même jusqu'à répéter le poncif slavophile *versus* occidentaliste.

En revanche, contrairement à la définition donnée par l'universitaire A.Z., qui est très critique envers les activités culturelles de la « diaspora apolitique » et qui considère précisément que c'est avec le début de la politique dans l'émigration qu'a émergé une communauté russe « *adekvatnaâ* et intéressante », le professionnel A.G., lui, a « beaucoup de

respect »¹¹⁰ envers les acteurs du pôle culturel de la communauté politique russe, qu'il considère comme étant des personnes ayant réussi à « faire des choses incroyables, à concilier l'inconciliable ».

Encadré 11 : Parcours de M.Ge.

Descendant (par son père) d'émigrés des vagues précédentes, M.Ge., est né à Paris. À l'époque de l'URSS, la famille de M.Ge. s'est engagée dans un mouvement d'émigrés ayant pour objectif le renversement du régime soviétique (l'Union des solidaristes russes — NTS, en russe¹¹¹). Diplômé en droit, il travaille aujourd'hui en tant que juriste. Son engagement dans la vie culturelle russe à Paris a commencé avec des déjeuners entre russophones à la Défense, qui sont par la suite devenus populaires dans le milieu des professionnels russophones employés dans des entreprises à la Défense et au-delà ; ces déjeuners sont désormais appelés les « Tables russes à la Défense ». M.Ge. a ensuite initié l'organisation de pique-niques russes au bois de Boulogne, attirant également de nombreux migrants en recherche de contacts avec d'autres russophones. À la suite de ces rencontres est né le site web Maxime-and-co, mine d'informations sur le « Paris russe », culturel avant tout. Il a alors commencé à organiser des rencontres thématiques (le Jour de l'An, le 8 mars, le Mardi gras russe, etc.).

M.Ge. est également à l'origine de la fondation d'un réseau d'entrepreneurs russes, nommé Eastern-Russian Business Network, et est l'un des co-fondateurs de l'Union des russophones de France. Selon M.Ge., son site web est « une représentation virtuelle de la communauté russophone de France »¹¹², où sont recensés tous les événements culturels russes. M.Ge. décrit la communauté russe de France comme une communauté exclusivement culturelle, non politique. Néanmoins, l'annonce de la création d'une autre association culturelle, prétendant elle aussi unir les Russes de France en une seule communauté, a très mal été acceptée par M.Ge. en raison de la concurrence qui s'est progressivement installée¹¹³. Une manifestation similaire d'agacement de la part de M.Ge. a eu lieu lors du Forum russe de 2012 lorsqu'un des participants au Forum a proposé de réaliser un annuaire recensant toutes les associations russes de France; c'est en effet G.C. (dont le portrait est présenté ci-dessus) qui a introduit cette proposition, que M.Ge. a perçu comme une remise en cause du travail de Maxime-and-Co effectué depuis des longues années¹¹⁴.

Cependant, si les événements « politiques » du mouvement de contestation ne sont pas diffusés *via* le site, l'association Maxime-and-co « participe aux forums socio-politiques »¹¹⁵. Si, selon les mots, quelque peu contradictoires, du même collaborateur, « Maxime essaie de se tenir loin de la politique », « il a néanmoins des ambitions politiques ». Il est évident que non seulement individuellement, mais aussi collectivement, à l'échelle de l'association, M.Ge. participe à la politique russe et à la politique de la communauté russe de France. Précisons enfin que plusieurs membres de l'association Maxime-and-co font également partie d'un des groupes de contestation et peuvent même avoir des fonctions dans les deux structures.

Il faut préciser que les membres des deux pôles de la communauté politique russe, politique (de contestation) et politico-culturel, soulignent constamment soit le « caractère purement politique » du groupe auquel ils participent, soit, au contraire, le « caractère purement culturel » de ses activités, tout en critiquant, le plus souvent en privé, la démarche

¹¹⁰ Entretien avec A.G., 12 septembre 2012, Paris.

¹¹¹ Organisation politique de l'émigration avant la chute de l'URSS qui s'est fixée comme objectif le renversement de pouvoir soviétique.

¹¹² M.Ge., « Hoču, čtoby russkie vo Francii vstrečalis' » [Je veux que les Russes de France se rencontrent], interview, *Perspektiva* (journal franco-russe), décembre 2006-janvier 2007. URL : http://perspektiva.free.fr/media/Shire_Krug_04-09_Maxim.pdf, dernière consultation le 5 octobre 2013.

¹¹³ Discussion privée avec le président de cette association culturelle, selon qui Maxime-and-co refuse depuis longtemps d'inclure sur son site web une description de cette association.

¹¹⁴ Observation participante au Forum russe de 2012.

¹¹⁵ *Ibid.*

opposée. En réalité, ces deux dimensions sont étroitement liées. Les actions du pôle politique se terminent régulièrement par des pique-niques conviviaux, accompagnés par des chants folkloriques russes, tandis que, de son côté, le président de la plus importante association culturelle russe de Paris « a des ambitions politiques », comme nous l'a confié l'un de ses proches — des ambitions contraires à celles de l'opposition en Russie ou à celles du mouvement de protestation. Est-il alors réellement possible de tracer une frontière si nette entre la politique et la culture dans le contexte de la communauté politique russe ?

Les croisements entre les parcours des différents acteurs de la communauté politique russe sont récurrents. Les acteurs de pôles supposément opposés peuvent partager les mêmes références. Ainsi, des acteurs aussi différents que le professionnel M.Ge. et le réfugié V.M. ont en commun un certain respect pour l'ancien dirigeant de l'Union des solidaristes russes, Boris Miller — M.Ge. en raison de liens familiaux et plus généralement de l'histoire de l'émigration russe du XXe siècle, V.M. suite à une rencontre avec Miller à Moscou. Selon V.M., « Miller était le seul à nous aider à défendre la publication de “Eshe”¹¹⁶ »¹¹⁷. De même, le professionnel A.G. et le réfugié E.L. ont une grande estime pour le dissident soviétique Vladimir Bukovski, qu'ils considèrent comme leur « maître à penser ». Si nous ne prenions en compte dans l'analyse de la communauté politique russe que les seules convictions politiques des acteurs, en déduisant de celles-ci leurs positions au sein de la communauté, nous manquerions tout un ensemble d'interconnexions entre des acteurs apparemment opposés. Le fait de dresser des portraits individuels permet donc d'éviter l'écueil qui consiste à transformer la communauté politique russe en un espace politique d'opposition binaire entre « ami et ennemi », où aucune relation, sinon de conflit, n'est possible entre les pôles opposés.

Enfin, les trois catégories décrites ici ne sont ni exclusives les unes des autres, ni imperméables à d'autres affiliations extérieures à la communauté politique. Certains militants allient une vie professionnelle dans le secteur privé avec des activités universitaires, d'autres militent dans plusieurs associations, organisations et mouvements, parfois très éloignés de la communauté politique russe. L'objectif de diviser les acteurs en trois « catégories » était avant tout de donner à voir l'hétérogénéité des parcours professionnels, migratoires et politiques. De ce point de vue, les raisons de la migration — souvent difficilement identifiables — n'influencent que partiellement les engagements ultérieurs dans un des groupes de la communauté politique russe. Force est donc de constater qu'à quelques exceptions près, les engagements se forment et se concrétisent à travers des rencontres, des relations personnelles

¹¹⁶ Un journal « pornographique », comme l'a qualifié V.M. lui-même.

¹¹⁷ Entretien avec V.M., 2-3 août 2012, Paris.

entre les acteurs au sein d'un même groupe ou entre différents groupes. Les affinités et proximités personnelles définissent pour une large partie, mais n'expliquent pas pour autant l'entière logique des engagements. Si les différences entre les convictions politiques divisent, de nombreux acteurs ont, à maintes reprises, avoué comprendre l'enjeu de la mobilisation actuelle et la nécessité de négocier, de rechercher des solutions, un consensus, d'apprendre à travailler ensemble, malgré les différences qui émergent constamment.

Chapitre 4. La formation des groupes militants

La communauté politique russe (de l'étranger) doit sa mise en œuvre à la mobilisation de plusieurs types d'acteurs en France et en Grande-Bretagne, animés de motivations différentes. C'est la rencontre de ces multiples acteurs, dont certains sont apparus à partir de la deuxième moitié des années 2000, tandis que d'autres n'ont émergé qu'à la suite de la mobilisation de la société civile en Russie, qui a provoqué l'écllosion de la communauté politique russe. Afin de mieux comprendre les interactions et les interconnexions entre ces acteurs, nous dresserons des portraits politiques collectifs des différents groupes actuellement actifs dans la communauté.

Qui sont les acteurs de la communauté politique russe ? À cette question, la réponse spontanée serait : les « migrants russes » des pays d'accueil. Ce n'est pourtant pas le cas, du moins pas seulement, dans la mesure où la nationalité n'est pas une condition nécessaire de l'engagement des acteurs de cette communauté ; qui plus est, elle est rarement explicitement revendiquée comme un motif d'engagement par les acteurs migrants eux-mêmes. Quiconque, indépendamment de sa nationalité, peut en droit participer ponctuellement ou à plus long terme, à la communauté politique russe. Les groupes qui la composent sont à bien des égards des « groupes sans ethnicité »¹¹⁸. Ceci étant dit, se dessine néanmoins une certaine hiérarchie, une structure dans l'organisation de cette communauté, en dépit de son caractère instable, en constante recomposition. On peut en effet identifier un « noyau dur » qui polarise la communauté autour de quelques producteurs de discours sur la politique en Russie dans le pays d'accueil. Si ce noyau est majoritairement composé d'acteurs de nationalité russe ou d'origine russe – nombre d'entre eux ayant la double nationalité –, l'on ne saurait en inférer qu'il doive être caractérisé en termes nationaux, culturels, voire ethniques, c'est-à-dire être défini comme le noyau des « migrants russes mobilisés », ne serait-ce parce qu'il y a au sein de ce noyau une présence, certes minoritaire mais importante d'un point de vue symbolique, de nationaux des pays d'accueil, *sans origine russe*. Ce noyau dur est lui-même intégré à un plus large cercle d'acteurs, représentés par des organisations et mouvements politiques du pays d'origine et du pays d'accueil qui participent ponctuellement aux débats sur la Russie et/ou dont la Russie n'est qu'un des champs d'action parmi d'autres.

¹¹⁸ Nous faisons ici référence à l'article de Rogers Brubaker, « Ethnicity without groups », *op.cit.*

Plus que par l'origine nationale de ses acteurs, le noyau dur se caractérise par ce que ces acteurs considèrent être l'objectif *principal*, sinon le seul, de leurs actions et de leurs discours. Les groupes du noyau dur sont engagés de manière *permanente*, tandis que l'intérêt des autres acteurs est intermittent. Dans ce chapitre, sont analysés ces deux types de groupe.

4.1 - Le « noyau dur » de la communauté politique russe

Lorsque nous parlons de « noyau dur », nous faisons référence à son usage dans les études sur la diaspora, en particulier dans les réflexions sur les cercles d'engagement au sein des diasporas¹¹⁹. La notion évoque également les travaux sur l'exopolitie, par exemple ceux d'Anthony Goreau-Ponceaud sur la politique des Tamouls en France qui affirme que le « noyau dur » de la diaspora est constitutif de ce qu'il appelle les « structures de l'exopolitie » tamoule¹²⁰. Cependant, il convient à nouveau de souligner que, dans le cas qui nous occupe, ce ne sont pas les seuls « Russes de l'étranger » qui structurent la communauté politique russe.

Bien que les définitions « ethnique » et « nationale » de cette communauté soient *aujourd'hui* inadéquates, ce ne fut pas toujours le cas... quoique pas dans le sens que l'on pourrait *a priori* imaginer. En effet, comme nous l'avons vu à travers l'étude des parcours, avant les événements que nous allons décrire, l'univers de la contestation « russe » en France était majoritairement composé de Français, et, plus rarement, sinon exceptionnellement, de quelques universitaires russes et de réfugiés tchéchènes¹²¹. Dans les réseaux de contestation précédant l'émergence de la communauté russe, ce n'est pas tant le manque d'acteurs français qui se faisait ressentir, mais paradoxalement celui de Russes. Quant à l'univers non contestataire de l'actuelle communauté politique russe, représenté notamment par le Conseil de coordination des compatriotes, il incluait (et inclut toujours) majoritairement des Russes, des Français d'origine russe ou encore des russophones, citoyens d'un des pays de l'espace postsoviétique, pratiquant le russe et se sentant « proches de la Russie »¹²². Qui sont alors les

¹¹⁹ R. Brubaker, « The 'diaspora' diaspora », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 28, n° 1, 2005.

¹²⁰ A. Goreau-Ponceaud, « La diaspora tamoule en France : entre visibilité et politisation », *EchoGéo*, 13 mai 2009. URL : <http://echogeo.revues.org/11157>, dernière consultation le 10 novembre 2013 ; du même auteur, « La diaspora tamoule : lieux et territoires en Ile-de-France », *L'Espace politique*, n° 4, Vol. 1, 2008. URL : <http://espacepolitique.revues.org/495>, dernière consultation le 10 novembre 2013.

¹²¹ Il s'agit évidemment de la période d'après la chute de l'URSS et jusqu'à la moitié des années 2000.

¹²² Pour plus de détails, voir la définition du terme « compatriote » dans le deuxième chapitre de la première partie.

nouveaux acteurs qui émergent dans le champ des discours sur la Russie en France et en Grande-Bretagne ?

Le contexte de l'émergence de nouveaux acteurs

En réaction, ou du moins en parallèle aux efforts de consolidation de la diaspora par les autorités russes, les migrants russes des différents pays européens s'attachent actuellement à proposer une conception alternative de la restructuration des liens entre les migrants. À la suite des événements survenus après les élections parlementaires du 4 décembre 2011, lorsque des dizaines de milliers de mécontent-e-s sont descendus dans les rues des villes russes pour condamner les « élections injustes », les migrants russes à travers le monde ont organisé, dans les pays d'accueil, des manifestations de soutien aux mobilisations en Russie, manifestations inédites tant du point de vue du nombre de participants que de la présence majoritairement russe parmi ces derniers. Les mouvements de la société civile en Russie se sont notamment fait connaître à travers Internet qui a permis de faire circuler à une très large échelle, en Russie et à l'étranger, les critiques du système politique russe.

Les Russes de l'étranger, dont l'une des sources d'information privilégiées est Internet, ont suivi de très près les événements confrontant les hommes politiques à la société civile en Russie — alors que selon les témoignages de certains d'entre eux, qui ont plus tard pris part à l'organisation des manifestations à Paris et à Londres, ils avaient depuis longtemps perdu l'espoir dans la possibilité d'un changement en Russie et par conséquent perdu tout intérêt pour la situation politique de leur pays d'origine. C'est également à travers des outils comme Facebook que la première manifestation à Paris, comme dans plusieurs autres villes du monde, a été organisée dès le lendemain des élections au Parlement russe. L'objectif premier des Russes de l'étranger étant le soutien au mouvement de protestation dans le pays d'origine, les manifestations ont été organisées le même jour que les manifestations en Russie. De la même manière, les slogans, tels que « Nous sommes pour des élections justes » ou « On m'a volé ma voix », répétaient ceux proférés en Russie. À cette étape, peu de participants pensaient prolonger cette mobilisation à l'étranger.

Pourtant, plusieurs manifestations et *flashmob* ont ensuite été organisés à Paris. À la suite de ceux-ci, le milieu des manifestants les plus actifs s'est scindé en deux groupes, scission matérialisée par la création, d'une part, de l'association Russie-Libertés, régie par la loi française de 1901 et, d'autre part, de l'Union des électeurs russes en France

(UERF), non enregistrée, devenue peu de temps après l'Union des électeurs russes et partisans de la démocratie en Russie. Après toutes les tentatives pour « rester ensemble » (« car nous sommes déjà peu nombreux »¹²³), la scission a été entérinée. Cette séparation a été vécue par plusieurs des personnes mobilisées comme un échec, voir comme un « sabotage » opéré à l'intérieur même du groupe des organisateurs des manifestations. Quant aux observateurs extérieurs ou participants ponctuels, ils ont fréquemment souligné le caractère artificiel de cette division du milieu de la contestation à Paris, en affirmant qu'« une seule association d'opposition doit exister à Paris, car autrement c'est ridicule »¹²⁴ :

*« J'ai trouvé sur Facebook un groupe de personnes qui s'occupe de l'organisation des manifestations et d'autres choses à Paris. C'était l'Union des électeurs russes et partisans de la démocratie en Russie (France). Plus tard j'ai appris qu'il existe un deuxième collectif, formé également à la suite des événements de décembre et qui s'appelle Russie-Libertés. Il n'y a pas eu une seule organisation car ces gens se sont embrouillés. Je dirais que c'est très caractéristique des milieux d'opposants en Russie. »*¹²⁵

Les participants aux manifestations de l'année 2012 tracent spontanément des parallèles entre le mouvement de contestation en Russie et celui à l'étranger, en concevant ce dernier comme un prolongement logique du premier. Il ne s'agit donc pas à cette étape de penser le mouvement de l'étranger, ici en France, comme autonome vis-à-vis de la Russie. Selon le même M.C., les tensions entre les groupes de contestation perturbent fortement le bon déroulement des actions :

*« Personnellement, il m'a paru très compliqué d'organiser une bonne campagne électorale (agitaciâ) avant ces élections (...). Ces deux collectifs (parisiens) mobilisent facilement entre cent et deux cent personnes pour leurs projets et manifestations. Le 6 octobre s'est tenu un concert de soutien à Pussy Riot où il y avait beaucoup de monde, et notamment des personnes connues comme Akunin¹²⁶, Troickij¹²⁷, Noise MC¹²⁸, et des défenseurs de droits de l'homme français et russes. Mais on m'a officiellement interdit de faire de l'agitation là-bas, car c'est le groupe X qui organise le concert et les élections c'est l'affaire de Y. Bref, je trouve cela vraiment bête. »*¹²⁹

¹²³ Discussions entre les organisateurs des manifestations en France sur Facebook : <http://www.facebook.com/groups/Proekt2012/>. La question de la scission a également été discutée à l'occasion de plusieurs rencontres de manifestants à la mairie du 2^{ème} arrondissement de Paris.

¹²⁴ Échange avec M.C., étudiant russe, qui a organisé à Paris les élections au Conseil de coordination de l'opposition en Russie. Novembre 2012, Paris.

¹²⁵ Rapport sur le déroulement des élections à Paris au Conseil de coordination de l'opposition en Russie, envoyé par M.C. au comité d'organisation de ces élections. 22 octobre 2012, Paris.

¹²⁶ Boris Akunin est écrivain russe engagé politiquement du côté du mouvement de protestation en Russie.

¹²⁷ Artemij Troickij est critique musicale, organisateur de plusieurs concerts et festivals de rock en URSS et en Russie. Il est également engagé dans le mouvement de protestation en Russie.

¹²⁸ Musicien russe, ayant notamment composé les chansons en réaction à la situation sociale en Russie.

¹²⁹ Échange informel avec M.C., novembre 2012, Paris. M.C. n'a pas poursuivi les activités politiques non seulement pour les raisons évoquées, mais aussi parce qu'il s'intéressait précisément à la question des élections et dans une moindre mesure à la mobilisation en générale.

Comme en Russie au début de la mobilisation, les militants de Paris ont refusé de « colorer » leurs groupes par une idée politique en particulier, et ont réclamé le rassemblement le plus large possible de la société civile, toutes tendances politiques confondues (hormis celles jugées « haineuses »). Selon Françoise Daucé, en Russie,

« depuis le début des années 1990, les militants qui s'engagent formellement ou informellement dans une association ou une initiative collective pour défendre une cause commune ne s'inscrivent généralement pas dans les formes attendues par les théories de la participation politique. Leur engagement civil ne s'accompagne pas d'un engagement politique »¹³⁰.

Le deuxième facteur qui rapproche la mobilisation de l'étranger de celle de Russie est la recherche d'une unité. L'on pouvait ainsi lire dans les groupes Facebook des militants parisiens les propos suivants : « Nous sommes forts quand nous sommes ensemble ! ». Ces propos font écho à la situation de « schisme » dans le milieu des premiers manifestants de 2011, mais révèlent aussi la peur éprouvée par les leaders du mouvement parisien de perdre petit à petit leur public. Toujours en France, mais plus tard, en 2013, et à la suite d'un désaccord entre les membres de l'UERF sur les objectifs à atteindre – plus politiques ou plus sociaux – est né un autre groupe contestataire, le Groupe de résistance aux répressions en Russie (GRRR), appelé à devenir « plus politique » que l'UERF¹³¹.

Le cas de la Grande-Bretagne se distingue de celui de la France. Alors que les manifestations et le militantisme politique des Russes de France sont des phénomènes relativement récents, eu égard à la distance temporelle qui les sépare de la chute de l'URSS, l'opposition¹³² au régime politique russe en Grande-Bretagne, et particulièrement à Londres, s'est développée depuis déjà plusieurs années. Les premières actions de protestation à Londres, bien avant décembre 2011, étaient peu importantes d'un point de vue numérique, mais elles étaient « chargés » symboliquement dans la mesure où elles attiraient des hommes d'affaires et politiques russes tels que Boris Berezovski, Evgenij Čičvarkin. Čičvarkin, n'ayant pas la possibilité de rentrer en Russie en raison de problèmes judiciaires, a participé au tout début aux actions organisées à Londres par Speak Up — association qui a émergé de

¹³⁰ F. Daucé, « Russie 2012 : la difficile incarnation politique de la société civile », *Publications du CERI* (En ligne), SciencesPo, 2012, p. 2.

¹³¹ Cependant, la double appartenance, à la fois à l'UERF et au GRRR, a été maintenue par certains membres, tandis que de nouveaux membres ont rejoint le GRRR, sans pour autant adhérer à l'UERF. Précisons également que certains membres de l'UERF et du GRRR sont aussi des membres de Russie-Libertés, ce qui démontre que, malgré la scission, des liens réels existent encore entre les différents groupes de contestation.

¹³² Nous avons opté ici pour le terme d'« opposition » car il s'agit justement de l'opposition politique quelque peu frontale au régime politique en Russie. Ceci s'explique notamment par la présence dans ces groupes et associations de réfugiés, anciens militants d'opposition en Russie et d'oligarques russes, bannis par le régime russe.

ces toutes premières manifestations (avant le mois de décembre 2011) — destinées à attirer l'attention du public britannique sur les conditions réservées au milieu des affaires et sur les prisonniers politiques en Russie.

Étant donné l'image négative que la société russe, et certains migrants russes¹³³, a des « oligarques »¹³⁴, plusieurs migrants londoniens ont préféré prendre leurs distances à l'égard de ces actions. Soulignons le fait que Boris Berezovski a participé aux premières manifestations à Londres, après les élections du 4 décembre 2011, réunissant un public hétérogène autour du slogan : « Nous sommes pour des élections justes ». À partir de 2011, un autre groupe contestataire a organisé des actions à Londres, sans que ce groupe ait été enregistré en tant qu'association, ni même qu'il se donne un nom distinctif. Si en France, l'UERF ou le GRRR n'ont pas non plus été enregistrés, ces groupes ont tout de même opté pour un nom permettant de les identifier en tant que collectif. L'un des participants à ce groupe britannique a néanmoins créé un site web, baptisé Politzeki¹³⁵, nom par lequel le groupe est actuellement identifié.

Ces quatre exemples révèlent d'importantes différences dans les stratégies de contestation : l'enregistrement d'une association sous un nom destiné à devenir un « *brand* »¹³⁶ (Russie-Libertés, Speak Up) ; le non enregistrement en tant qu'association, sans constitution d'un groupe à proprement parler, tout en misant sur la popularisation d'un concept dans le pays d'accueil (Politzeki) ; le non-enregistrement en tant qu'association, avec constitution d'un groupe, mais sans véritablement faire d'activisme médiatique (UERF, GRRR). Ces trois stratégies, schématiquement esquissées, ne sont pas exclusives les unes des autres. Compte tenu du caractère mouvant du pôle de contestation du noyau dur de la communauté politique russe, il faut s'attendre, même dans un futur proche, à de nouvelles recompositions, et à la modification de ces stratégies.

¹³³ Entretien avec Ū.Z., présidente de l'association Russiens in the City, qui dit avoir reçu plusieurs propositions de coopération de la part de Boris Berezovski, qu'elle a déclinées, 12 juin 2010, Londres.

¹³⁴ Un oligarque est un membre d'une oligarchie, classe dominante liée au gouvernement d'un pays. Le terme est employé couramment en Russie actuelle pour désigner certaines personnalités de premier plan provenant du monde des affaires, en lien avec le pouvoir politique, qui se sont enrichies après l'effondrement de l'URSS.

¹³⁵ Pour plus de détails sur ce projet de lutte pour la libération des prisonniers politiques en Russie, voir : <http://politzeki.tumblr.com/>, dernière consultation le 6 décembre 2013.

¹³⁶ Terme utilisé par l'une des fondatrices et militantes les plus actives de Russie-Libertés pour qualifier la politique de communication promue par l'association.

Les objectifs de ces nouveaux groupes

Ces nouveaux acteurs ont ainsi rapidement polarisé la contestation du régime politique russe en France et en Grande-Bretagne autour d'actions prenant des formes diverses et visant des publics larges. Comme cela a été dit, ces actions ont d'abord pris la forme de manifestations qui ont permis à ces nouveaux acteurs (généralement des migrants russes) d'acquérir une expérience d'organisation d'actions inscrites dans l'espace public de la ville. Fortes d'une expérience militante de plus d'un an, les actions de ces groupes tendent aujourd'hui à se diversifier et à rendre leurs revendications plus concrètes. Comme on peut voir sur les photographies de la Planche 5 (dans la section « Matériel visuel », p. 212 *sq.*), les slogans « généralistes » des débuts du mouvement de contestation — portant sur les élections truquées et les dérives du pouvoir, représentées en premier lieu par Vladimir Poutine —, ont progressivement cédé la place à des revendications plus ciblées, ce qui s'explique non seulement par le changement du contexte de mobilisation en Russie, mais surtout par les différents choix politiques et stratégiques faits par ces acteurs. Ces groupes militants « dénoncent »¹³⁷ aujourd'hui les dérives des autorités en Russie, le caractère inique des procès des militants politiques et leaders de l'opposition russes, exigent la libération des prisonniers politiques et des prisonniers d'opinion, ou encore organisent des actions de commémoration des défenseurs des droits de l'homme et journalistes russes décédés dans des conditions jugées par ces acteurs encore trop obscures, etc.

Si certains de ces groupes se positionnent en tant que militants « non-professionnels » de la société civile, d'autres prétendent à l'appellation de défenseurs des droits de l'homme. Russie-Libertés, dont le conseil de coordination, réélu annuellement, est majoritairement composé de migrants russes (dont quelques-uns possèdent une double nationalité russe et française), se définit aujourd'hui comme « association *française* de défense des droits de l'homme »¹³⁸. Ceci révèle l'évolution de certains groupes vers une professionnalisation

¹³⁷ Ce terme est souvent utilisé par l'association Russie-Libertés dans ses brèves et communiqués de presse. « 5 ans de camps pour Navalny : Russie-Libertés dénonce une condamnation politique et un procès inéquitable ! », communiqué de presse du 18 juillet 2013. URL : <http://russie-libertes.org/2013/07/18/5-ans-de-camps-pour-navalny-russie-libertes-denonce-une-condamnation-politique-et-un-proces-inequitable/>, dernière consultation le 3 novembre 2013.

¹³⁸ Les auteurs d'articles publiés régulièrement sur les activités de Russie-Libertés sur le site web de la radio française RFI la présentent également en ces termes : « Pravozašitniki prosât OON dat' ocenku vozmožnomu prigovoru Alekseû Naval'nomu [Les défenseurs des droits humains demandent à l'ONU de donner son avis sur l'éventuelle condamnation d'Aleksei Navalny], le 15 juillet 2013. URL : <http://www.russian.rfi.fr/rossiya/20130715-pravozashchitniki-prosyat-oon-dat-otsenku-vozmozhnomu-prigovoru-alekseyu-navalnomu>, dernière consultation le 3 novembre 2013. Précisons néanmoins que trois journalistes de la section russe de RFI sont également des militants de Russie-Libertés.

progressive de l'engagement politique : spontané au début de la mobilisation, cet engagement a de plus en plus été encadré à partir de la moitié de l'année 2012. Les photographies de la Planche 4 (voir la section « Matériel visuel », p. 212 *sq.*) donnent à voir cette évolution : les premières manifestations sont marquées par l'absence de leaders du mouvement, par l'utilisation de banderoles et affiches bricolées par les participants, tandis que les manifestations et actions plus tardives témoignent de la recherche d'une image de plus en plus léchée, et révèlent par là même le changement de stratégie des groupes militants se tournant vers un engagement de plus en plus médiatique.

Compte tenu de la position de Russie-Libertés et afin de conserver leur « neutralité » collective, les membres du conseil de coordination de Russie-Libertés n'affichent pas de préférences politiques au nom de l'association, et refusent notamment l'organisation d'actions de soutien à des groupes, partis et mouvements politiques particuliers. Dans la présentation de l'association sur son blog, Russie-Libertés précise ses objectifs de la manière suivante :

« L'association "Russie-Libertés" a pour principal objectif le soutien au développement d'une démocratie digne de ce nom en Russie. Les moyens employés par l'association traduisent la volonté de partager une information objective sur la situation politique du pays. Elle s'emploie à rendre compte de manière régulière de l'état des institutions, des libertés et des droits humains en Russie.

Nous sommes un groupe de citoyens engagés, indépendant de tout parti politique ou de tout autre mouvement partisan. Nous sommes un mouvement de la société civile. Notre fonctionnement est démocratique et transparent. Nous n'avons aucun financement extérieur, nous fonctionnons avec les adhésions et les dons de nos membres.

Nous avons activement participé à l'organisation de plusieurs rassemblements qui ont eu lieu à Paris suite aux élections législatives russes de décembre 2011 entachées par de nombreux soupçons de fraude. Nous avons également organisé plusieurs manifestations, conférences, débats, rencontres etc. sur la situation en Russie. Des journalistes, universitaires, femmes et hommes politiques, syndicalistes, artistes et militants russes et français ont participé à ces évènements. Nous avons également publié plusieurs tribunes et lettres ouvertes, notamment en partenariat avec American Russian-Speaking Association for Civil & Human Rights (NY, USA) et le International Movement "Speak Up!" (London, UK). Nous avons également organisé plusieurs actions pour demander la libération des prisonniers politiques en Russie, soutenir les Pussy Riot et exiger la justice pour Anna Politkovskaïa et Natalia Estemirova¹³⁹. Le 6 octobre 2012, nous étions à l'origine du forum-concert « Russie : en lutte pour la liberté » organisé en partenariat avec Amnesty International France, la Fédération Internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), la Ligue des Droits de l'Homme (France), la Mairie de Montreuil, la Maison d'Europe et d'Orient, et Mediapart.

Nous continuons la mobilisation pour que la Russie devienne enfin un État de Droit où les libertés de toutes et tous sont respectées. »¹⁴⁰

On remarque déjà que Russie-Libertés se fixe avant tout pour objectif de diffuser des informations sur la Russie en France, de sensibiliser le public français et européen à travers l'organisation de divers événements. Mais soulignons dès maintenant qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle information, mais d'une information qui est explicitement dite *objective*.

¹³⁹ Défenseurs des droits de l'homme et journalistes russes tués dans des conditions non-élucidées.

¹⁴⁰ Rubrique « Qui sommes-nous » du blog de Russie-Libertés : <http://russie-libertes.org/about/>, dernière consultation le 5 octobre 2013.

Si l'UERF ne se positionne pas non plus « ouvertement » d'un point de vue politique, les raisons ne sont pourtant pas les mêmes. Ce groupe cherche en effet à s'insérer davantage dans les réseaux de solidarité des migrants russes, à faire du « travail social » auprès de ces derniers. Si les objectifs de Russie-Libertés sont explicitement tournés vers la Russie à travers la mobilisation de la société civile et des hommes/femmes politiques français, l'UERF quant à elle, quoique n'excluant aucunement ces objectifs, souhaite également mener un travail en France auprès des originaires de Russie. On pourrait dire très schématiquement, que d'un côté (Russie-Libertés), l'objet-lieu est la Russie et les sujets-public sont français, tandis que de l'autre côté (UERF), l'objet-lieu est la France et que les sujets-publics sont russes (migrants). De ce point de vue, si, dans la présentation de l'association, Russie-Libertés n'évoque pas la « diaspora » ou la « communauté russe », ces deux notions sont mobilisées par l'UERF alors même qu'un certain nombre de ses membres ne sont ni originaires de Russie ni familiers de ces concepts.

« Nous sommes un collectif de citoyens russes né de la révolte contre les fraudes électorales en Russie en décembre 2011 et mars 2012. Nous avons créé, en décembre 2011, l'Union des électeurs russes et des partisans de la démocratie en Russie (UERF), qui rassemble des citoyens parmi la diaspora russe en France qui s'opposent à l'accaparement du pouvoir par Poutine et aux violations des droits de l'homme en Russie. Ce collectif a été rejoint par des citoyens des autres pays, qui sympathisent avec cette cause.

La création de notre organisation est une réponse à la crise politique, sociale, économique et morale (nous soulignons) en Russie, qui est apparue au grand jour après les fraudes massives aux élections législatives du 4 décembre 2011. L'UERF est née pour prendre part à la défense d'élections justes en Russie, pour soutenir les manifestations de masse et le mouvement démocratique en Russie dans le cadre d'un processus pacifique.

Nous considérons que cette crise politique, sociale et économique en Russie provient du régime instauré en Russie. Nous pensons que pour sortir de cette crise, il ne suffit pas de changer les têtes au pouvoir, mais de réaliser des changements profonds du système politique mais aussi dans l'opinion publique et la société civile. Il faut que soit instauré un État de droit, que les lois respectent la Constitution de la Fédération de Russie. C'est pourquoi notre action a pour but de renforcer la constitution d'une société civile russe et du (sic!) processus de démocratisation en Russie en soutenant les initiatives du mouvement protestataire en Russie et de la diaspora russe dans le monde en créant une solidarité autour de ces questions parmi les membres de la diaspora russe en France.

Nous nous adressons en premier lieu aux citoyens russes ordinaires et aux sympathisants français et européens. Nous souhaitons mobiliser ces personnes pour que la politique russe revienne sous le contrôle de la société russe. Pour nous, l'UERF est une école de la démocratie pour tous (nous soulignons). Tous les membres de ce collectif sont sur un pied d'égalité dans les décisions et les actions menées. C'est une organisation collective et non personnelle. Le soutien à la société civile passe par l'union de nos forces. (...)

Chaque membre du collectif est coresponsable des actions de l'UERF. Au sein de notre collectif cohabitent plusieurs orientations politiques. Nous sommes un mouvement de citoyens et non de politiciens. »¹⁴¹

À la différence de Russie-Libertés, l'UERF annonce explicitement que le groupe est né à la faveur de la mobilisation du mois de décembre 2011, ce qui s'explique par la stratégie

¹⁴¹ Sur l'UERF, voir : <http://uerf.wordpress.com/about/>, dernière consultation le 17 novembre 2013.

élaborée par ce groupe autour du mot d'ordre du « rassemblement » des différents représentants de la société civile qui s'étaient mobilisés spontanément. L'autre différence réside dans la référence de l'UERG à l'« état moral » de la Russie, une référence qui est totalement absente de la présentation de Russie-Libertés. Cette formulation, que l'on peut juger quelque peu maladroite, ne peut manquer de faire écho à l'idée de la « désintégration » de la société russe illustrée par la locution « le Russe est un loup pour le Russe ». Enfin, la présentation de l'UERG précise que ce groupe entend *apprendre* par et pour lui-même ce qu'est la démocratie ; ce qui, par contraste, suggère qu'une association comme Russie-Libertés considère la définition de la démocratie comme déjà donnée, acquise, l'enjeu résidant avant tout dans sa diffusion et sa réalisation.

Néanmoins ces descriptions des « programmes officiels » de chaque groupe ne correspondent que très imparfaitement à ce qui a été effectivement réalisé. Ainsi, malgré l'accent mis par l'Union sur le fonctionnement démocratique du groupe et sur l'apprentissage de la démocratie au quotidien, des conflits n'ont pas tardé à éclater à propos précisément de la question du « *leadership* », celui-ci étant jugé par certains trop inégalement partagé parmi les membres de l'UERG. Ces conflits, révélant le gouffre qui peut séparer la définition des objectifs de leur réalisation concrète, ont parfois conduit à l'abandon par certains membres de toute activité militante.

Ainsi que nous l'avons indiqué, les deux groupes parisiens¹⁴² ont émergé de la mobilisation de décembre 2011, alors que les groupes de Grande-Bretagne existaient déjà auparavant. Il n'en reste pas moins que les événements de 2011 et ceux qui ont suivi ont apporté une visibilité beaucoup plus grande à ces groupes ; ils ont constitué pour eux une « seconde naissance », de telle manière que l'on peut bel et bien parler à leurs propos également de « nouveaux groupes ». Les deux groupes de contestation britannique mènent un combat dont les objectifs semblent à première vue identiques mais qui, en pratique, diffèrent considérablement. L'association Speak Up est décrite de la manière suivante :

¹⁴² En ce qui concerne les groupes de contestation, l'échelle parisienne et l'échelle française ne se distinguent pas, car si au début de la mobilisation, en décembre 2011, plusieurs groupes ont émergé dans les grandes villes françaises, il ne restait à la fin de l'hiver 2012 que deux groupes politiques réellement actifs, les deux groupes parisiens.

« Speak Up est un mouvement international, fondé en réaction à la politique de destruction des fondements de la société civile mise en œuvre par le pouvoir russe. Nous réunissons tous ceux qui refusent la violation des droits de l'homme les plus fondamentaux, la corruption totale et les dérives des pouvoirs publics, l'application sélective des lois de la Constitution et la persécution des médias. Nous pensons que le temps des « débats dans la cuisine »¹⁴³ est terminé, et nous appelons tout le monde à nous rejoindre ! Les objectifs de notre mouvement sont :

Unir et donner voix à toutes les personnes originaires de Russie, résidant en ce moment à l'étranger, mais n'étant pas indifférentes à la situation dans leur pays. Selon différentes statistiques, environ 350 milles russophones résident dans la seule Grande-Bretagne. Ce sont des personnes d'âges différents aux ressources et au statut social variés. La majorité de ces personnes n'a pas la possibilité de se faire entendre par le gouvernement russe. Nous leur offrirons cette possibilité.

Attirer l'attention des structures gouvernementales, des ONG et des institutions internationales des pays dans lesquels fonctionne notre mouvement dans le but d'influencer les relations de ces pays avec la Russie. Nous nous sentons tenus de leur rappeler constamment que, dans le monde contemporain, la violation des droits de l'homme et de ses libertés ne peuvent, quel que soit le pays, être passées sous silence au profit d'avantages économiques immédiats.

Informers les citoyens de l'Union européenne et des autres pays de la situation en Russie et de ses problèmes. La politique extérieure de l'Europe provient pour beaucoup du manque d'information de ses habitants. Nous voulons changer cette situation. Speak Up est le premier mouvement sociopolitique en Europe de l'Ouest qui appelle à s'exprimer ouvertement sur les problèmes en Russie. Parlez plus fort et vous allez être entendu ! »¹⁴⁴

La principale différence du programme de Speak Up avec les « programmes » des deux groupes français consiste dans l'usage du terme « international ». Quoique dans les faits cette association agisse majoritairement à l'échelle nationale britannique, elle se définit comme groupe international ; plus exactement, plus qu'un groupe ou qu'une association, Speak Up se présente comme un « mouvement sociopolitique international ». Les notions d'« organisation » et de « mouvement sociopolitique » en Russie sont issues de la fin des années 1980 et ont continué à être employées après la chute de l'URSS¹⁴⁵. Pour Speak Up, il s'agit de transplanter et traduire ce concept né en Russie dans le contexte britannique. En réalité, c'est uniquement dans cette perspective d'une « circulation internationale des idées » que Speak Up peut être qualifié d'association internationale ; car c'est en réalité un groupe de contestation qui ne se distingue pas des trois autres dans la mesure où il agit principalement dans le cadre de la communauté politique russe inscrite dans le pays de résidence. Par ailleurs, l'association Speak Up affirme ouvertement qu'elle donnera à toutes les personnes sensibles à la situation en Russie la possibilité de s'exprimer. Cette formulation va, ne serait-ce qu'à titre déclaratif, à l'encontre de celles de l'UERF et de Russie-Libertés qui sont à ce sujet silencieux. Cette description produit ainsi l'image d'un « leader » qui propose de « donner » aux

¹⁴³ Il s'agit d'une référence à la pratique de la société soviétique de mener des débats politiques seulement dans les cuisines, chez soi.

¹⁴⁴ Page Facebook de Speak up : <https://www.facebook.com/ggromche>, dernière consultation le 1^{er} décembre 2013.

¹⁴⁵ F. Daucé, « Russie 2012 : la difficile incarnation politique de la société civile », *op.cit.* ; Françoise Daucé, « Associations et partis en Russie : les (en)jeux de la différenciation », *Critique Internationale*, n° 55, Vol. 2, 2012.

adhérents de son mouvement la possibilité de prendre la parole — démarche qui ressemble à bien des égards à celle d'un député lors d'une campagne précédant des élections.

Ainsi que nous l'avons dit, les militants du second groupe de contestation de Grande-Bretagne ont préféré ne pas se présenter comme un collectif uni autour d'objectifs propres. C'est la raison pour laquelle, leur blog ne contient aucune description détaillée, aucun « programme d'action », leur exigence étant formulée de manière très succincte :

« Le mot russe “poltzecki” désigne les prisonniers politiques. Nous demandons l'indépendance du système judiciaire et la liberté pour tous les prisonniers d'opinion en Russie. Nous vous prions de diffuser l'information de ce site et d'envoyer à vos députés des lettres de soutien aux poltzecki. »¹⁴⁶

Ce dernier groupe de contestation, tout comme Russie-Libertés, fait usage de la notion de « prisonnier d'opinion », introduite par Amnesty International en 1961, organisation à laquelle les membres du groupe Politzeki reprochent de ne pas suffisamment appliquer cette notion au cas de la Russie. Le 31 juillet 2013, ce groupe a organisé deux manifestations le même jour, l'une devant le bureau londonien d'Amnesty International, l'autre devant l'Ambassade de Russie à Londres. Comme nous l'a confié l'un des membres les plus actifs du groupe et l'auteur des articles du site web Politzeki :

E.L. : Nous séparons dans le temps les deux actions. Nous allons d'abord devant Amnesty à cause de leur politique, et ensuite devant l'Ambassade de Russie.

O.B. : D'accord. Pourquoi vous manifester devant Amnesty ?

E.L. : Pour leur politique de salaud passant sous silence la majorité des poltzecki russes.¹⁴⁷

Tout en utilisant le vocabulaire d'Amnesty International, les membres du groupe ne sont donc pas satisfaits par la politique menée par cette ONG envers la Russie. Ceci révèle la perception différente qu'ont les groupes étudiés de leurs partenaires et alliés dans le pays d'accueil. À l'heure actuelle, seule Russie-Libertés, a établi un véritable partenariat avec des ONG internationales ou du pays d'accueil, ce qui n'est bien sûr pas étranger au fait que l'association s'est explicitement positionnée en tant qu'association de défense des droits de l'homme.

Des tendances similaires à celles que l'on peut observer en France se dessinent en Grande-Bretagne du point de vue des publics auxquels ces deux groupes s'adressent. Speak Up se définit, on l'a vu, comme l'union de toutes les personnes originaires de Russie résidant à

¹⁴⁶ Sur Politzeki, voir : <http://poltzecki.tumblr.com/archive>, dernière consultation le 6 décembre 2013.

¹⁴⁷ Échange informel avec E.L., juillet 2013, Paris.

l'étranger et étant sensibles au sort de la Russie. Lors de notre entretien¹⁴⁸ avec le leader du mouvement, celui-ci nous a de nouveau précisé qu'il s'adressait principalement aux originaires de Russie, tandis que le groupe Politzeki cherche essentiellement à mobiliser l'opinion publique de la société civile du pays d'accueil, en demandant à ses membres d'envoyer des lettres et pétitions aux députés. Cette information nous a été confirmée par l'un des membres les plus actifs du groupe :

« Pour les actions, j'ai choisi une stratégie orientée vers le public d'ici. Je veux le mobiliser. C'est une idée fixe pour moi. Je pense que les actions des Anglais seront beaucoup plus utiles que celles des Russes. Sur les 300 000 Russes ici¹⁴⁹, seulement une cinquantaine vient aux manifs. Mon idée est alors d'attirer l'attention des Anglais sur les actions car ils ont un sens de la collectivité plus fort. Je parle ici des contacts que les gens se font dans la vie, à l'école, à l'université, au travail, etc. En plus, les Anglais sont plus actifs. Ils peuvent écrire à leurs ambassades. J'ai un exemple précis d'une telle situation. Un acteur finlandais a rencontré les parents de Taisiâ Osipova¹⁵⁰ et a été très touché par son cas. À son retour, il en a parlé en Finlande. Et une femme âgée, après avoir entendu cette histoire à la télé, a écrit 400 lettres à l'Ambassadeur finlandais en Russie, en lui demandant de réagir. Les gens ici ont plus de liens horizontaux qu'en Russie. »¹⁵¹

La notion de « liens horizontaux » mobilisés par E.L. fait écho à l'idée de la « force des liens faibles » développée par Mark Granovetter¹⁵², une force qui, selon E.L., se manifeste seulement dans les pays « occidentaux », pas en Russie. E.L. fait en réalité référence à la société civile en tant que celle-ci serait sensible aux injustices faites aux individus¹⁵³. L'un des types les plus courants de mobilisation à l'étranger consiste en la revendication de la libération des prisonniers politiques en Russie ; certains groupes et membres de la communauté politique en font à proprement parler leur « raison d'être ». Les militants du GRRR ont ainsi pu, lors d'un des derniers événements qu'ils ont organisé — à savoir un débat avec un sociologue russe suivi d'un concert de soutien aux prisonniers politiques en Russie¹⁵⁴ — justifier leur « autonomisation » en ces termes :

¹⁴⁸ Entretien avec A.Sid., 30 juillet 2012, Londres.

¹⁴⁹ Ce chiffre est souvent mobilisé en Grande-Bretagne dans les milieux associatifs, alors qu'il n'est pas confirmé par les statistiques officielles. La raison en est qu'il s'agit des russophones, et non des seuls Russes, résidant en Grande-Bretagne. Ce chiffre a notamment été évoqué par l'Organisation internationale des migrations (OIM) dans *Mapping Exercise for the Russian community in UK* (2007) :

<http://www.iomlondon.org/publications.htm> (dernière consultation le 2 décembre 2013), cité également par A. Byford, « The Russian Diaspora in International Relations : "Compatriots" in Britain », *Europe Asia Studies*, n° 64, 2012.

¹⁵⁰ Militante emprisonnée du Parti Drugaâ Rossiâ en Russie.

¹⁵¹ Entretien avec E.L., 29 juillet 2012, Londres.

¹⁵² M. Granovetter, *Getting a job : a study of contacts and careers*. Chicago / London, University of Chicago Press, 1995 (2ème édition).

¹⁵³ E.L. semble sous-entendre que tandis qu'en « Occident » les revendications sont centrées sur la défense du droit des individus, en Russie, l'opinion publique est plus facile à mobiliser dès lors qu'il s'agit de la *collectivité* ou des collectivités.

¹⁵⁴ Observation participante, le 16 juin 2013, Montreuil.

« Je voudrais dire quelques mots des organisateurs pour commencer, Le collectif franco-russe appelé "Groupe de Résistance aux Répressions en Russie", le GRRR : nous sommes un tout jeune collectif composé de personnes qui ont déjà l'habitude de travailler ensemble, puisque notre groupe a pris son autonomie à partir de l'Union des électeurs Russes en France. L'Union des électeurs russes en France a été créée dans la foulée des manifestations en Russie de l'hiver 2011-2012 en signe de protestation contre la fraude électorale et le trucage des élections en Russie. En ce moment, l'actualité russe est moins dominée par le mouvement citoyen que par les répressions contre les activistes de ce mouvement, avec de nombreux cas d'arrestations arbitraires, de procès fabriqués ; nous reviendrons en détail sur ce contexte dans la première partie de notre soirée, et c'est cette triste actualité qui a motivé la formation de notre collectif. Nous avons donc deux directions essentielles de travail et d'action : la première, c'est le soutien aux victimes des répressions en Russie, par le biais d'organisations de soirées de solidarité comme celle-ci, (par exemple une autre soirée a eu lieu le 23 mars au squat Le Bloc), et je rappelle que les bénéficiaires de cette soirée seront reversés au collectif russe "Le Comité du 6 mai", qui assure le soutien matériel des militants emprisonnés (honoraires des avocats, colis...) dans le cadre du procès intenté aux participants de la manifestation du 6 mai 2012 (...). Le deuxième axe de travail est l'aide aux personnes contraintes de venir demander l'asile politique en France, et qui se retrouvent ici sans connaissance de la langue, sans logement, en grande partie sans argent, et passablement démunis face à la complexité des démarches à effectuer dans les méandres de l'administration française. Tout cela s'accompagne de la volonté de faire passer auprès des médias et de l'opinion française de l'information sur la situation politique réelle en Russie. »¹⁵⁵

Selon les militants du GRRR, la décision de créer un collectif d'aide aux prisonniers politiques et aux réfugiés émane de l'évolution elle-même du contexte politique russe. L'émergence de ce collectif est, selon eux, une réaction aux « répressions » qui s'abattent aujourd'hui sur les militants et politiques de l'opposition en Russie. De ce point de vue, ils rejoignent le groupe britannique Politzeki ; l'un comme l'autre peuvent être perçus comme s'inscrivant dans la tradition de la dissidence soviétique, dont des représentants imminents, tels Vladimir Bukovski, s'attachaient depuis l'étranger à fournir une aide à leurs « compagnons de lutte », restés en URSS.

« Quand je venais juste d'arriver ici, il n'y avait quasiment personne. Ce n'est pas comme en France où le monde de la dissidence était assez grand. Aujourd'hui, je suis en contact avec Boris Berezovski. Cela me fait vraiment marrer comment le gouvernement russe l'a diabolisé. Mais Berezovski, en réalité, n'est pas un homme politique. Ils ne le comprennent pas là-bas. Il peut juste "faire du bruit" et c'est tout. Je le vois de temps en temps. À chaque fois il me dit qu'on va faire ceci cela. Mais finalement il ne fait rien. Il est comme ça. Je connais aussi Zakaev¹⁵⁶. Son gouvernement en exil a une fonction symbolique, mais aucune force réelle. Tout est comme ça ici. (...) Ce n'est pas comme ça qu'on organise des choses depuis l'étranger (...). J'ai également participé à la fondation et aux actions de l'organisation « Internationale de la résistance », c'est-à-dire de la résistance au régime communiste répressif dans de nombreux pays. Grâce à nos actions dans plusieurs pays occidentaux, nous avons réussi à faire sortir de nombreux prisonniers politiques, notamment en URSS. De toute façon, le combat contre la machine répressive en URSS était le plus important car tous les autres régimes dépendaient de lui. Je ne sais pas si une telle Internationale est possible aujourd'hui. Je ne

¹⁵⁵ Présentation du groupe faite par une de ses militantes, M.N., 16 juin 2013, Montreuil.

¹⁵⁶ Ahmed Zakaev, réfugié en Grande-Bretagne, ancien combattant militaire du mouvement séparatiste tchétchène, considéré par le pouvoir russe comme terroriste. Dans l'émigration, il est devenu Premier ministre du gouvernement en exil de la République Tchétchène d'Ichkérie.

pense pas car l'URSS n'existe plus. Du coup, les gens font preuve de moins de solidarité dans le combat contre les régimes répressifs actuels. »¹⁵⁷

En effet, lors de l'entretien, E.L., auteur des publications de Politzeki, nous a immédiatement conseillé et a même insisté sur la nécessité de rencontrer Vladimir Bukovski, son « maître à penser »¹⁵⁸. Il explique ainsi sa motivation de continuer le combat depuis l'étranger :

« J'ai continué mes activités car parmi les gens qui se sont retrouvés pris en otage par les politiques russes il y avait aussi mes camarades. Il faut faire quelque chose pour libérer Taisiâ Osipova, Mikhaïl Khodorkovski, les scientifiques-espions, les gens qui passent sur les affaires tchéchènes. Il y en a en tout environ 50 personnes, plus Petlin¹⁵⁹, plus les militants de Drugaâ Rossiâ. Je considère que les politzeki¹⁶⁰ sont le talon d'Achille du régime. D'ailleurs, je veux populariser le mot "politzeki" ici, au Royaume-Uni, comme ça a été le cas avec "pogrom" et "sputnik" »¹⁶¹.

Ces deux groupes, le GRRR et Politzeki, ont centré leur stratégie sur l'appel à la libération des prisonniers politiques. Indépendamment des sensibilités politiques de leurs membres¹⁶², les deux groupes revendiquent de manière *inconditionnelle* leur libération, ce qui les différencie de groupes tels que Russie-Libertés ou Speak Up qui, de leur côté, font de l'absence de violence exercée par les prisonniers dans le cadre de leurs activités militantes en Russie, le motif de contestation de leur incarcération. Le GRRR et Polizeki défendent respectivement les militants antifascistes et les membres de l'ancien Parti national-bolchévique (NBP) — devenu Drugaâ Rossiâ à la suite de l'interdiction du NBP. Cette sympathie pour des mouvements jugés extrémistes en Russie, les a fait soupçonner d'être eux-mêmes militants ou « compagnons de route » de ces mouvements. En effet, les derniers événements organisés par le GRRR, exigeant la libération des prisonniers politiques, et notamment des militants antifascistes (voir la Planche 8 de la section « Matériel visuel », p. 212 *sq.*) ainsi que le rapprochement de certains de ses membres des milieux anarcho-antifascistes français, ont été perçus par certains autres groupes de la communauté politique russe comme l'indice de la radicalisation du groupe dans son ensemble.

¹⁵⁷ Entretien avec Vladimir Bukovski, 28 juillet 2012, Cambridge.

¹⁵⁸ Entretien avec E.L., 29 juillet 2013, Londres.

¹⁵⁹ Camarade d'E.L., membre du parti Âbloko.

¹⁶⁰ Prisonniers politiques.

¹⁶¹ Entretien avec E.L., 29 juillet 2013, Londres.

¹⁶² Précisons qu'ils ne défendent pas les prisonniers — pouvant être qualifiés de « politiques » en Russie — appartenant à des organisations d'extrême-droite connues pour avoir été impliquées dans des violences et même des homicides à l'encontre des migrants ainsi que de leurs défenseurs en Russie.

Les actions de groupe

Depuis sa création à l'hiver 2012, l'association Russie-Libertés a organisé une quarantaine d'actions et événements de soutien au mouvement de la société civile russe et de protestation contre les dérives des autorités russes, sans oublier les multiples interventions des membres de l'association dans les médias français. Nous allons nous arrêter sur certains de ces événements, essentiels pour comprendre le fonctionnement de Russie-Libertés et expliciter le message qu'ils cherchent à transmettre. Les événements ont également été choisis en fonction de la mobilisation des autres acteurs de la communauté politique russe.

De manière générale, les événements organisés par Russie-Libertés peuvent être divisés en quatre catégories du point de vue des interactions entre les différents acteurs de la communauté. Premièrement, il y a des événements et manifestations qui impliquent une interpellation directe des représentants des autorités russes en France. Il s'agit de manifestations, telles que « Ruban blanc » (Belyj Krug), organisées le même jour et identiques à l'opération du même nom qui a eu lieu à Moscou et dans d'autres villes russes le 26 février 2012. Cette manifestation a été organisée devant l'Ambassade de Russie à Paris et a donc été rendue visible aux yeux du corps diplomatique russe et de ceux des autres employés. Ce type d'actions a également été organisé par l'UERF, notamment le 4 mars 2012, le jour des élections présidentielles : un stand a été installé non loin de l'Ambassade afin de convier les personnes qui venaient de voter à s'exprimer. Des pancartes, dont l'une portant l'inscription « Et si on parlait deux minutes ? »¹⁶³, invitaient les passants et les électeurs à la discussion. Seuls les électeurs ayant déjà voté étaient invités à discuter, car les militants se méfiaient de la législation russe sur prohibition de toute « agitation » le jour des élections en Russie¹⁶⁴. Si l'action ne portait en elle aucun message incitant à voter pour un candidat plutôt qu'un autre, les militants ont tout de même pris la précaution de ne pas interpellier les électeurs avant le vote, d'autant plus que quelques-uns des militants de l'UERF étaient présents dans le bureau de vote en tant qu'observateur du déroulement des élections.

Une autre action, douée d'une même visibilité, a été la manifestation organisée près du Grand Palais, le 1^{er} juin 2012, jour de la visite officielle de Vladimir Poutine à Paris afin de

¹⁶³ « *A pogovorit' ?* »

¹⁶⁴ Selon la législation russe, il est interdit de mener une campagne d'« agitation » auprès des électeurs la veille et le jour même des élections. Par le terme d'« agitation » en russe, on sous-entend la distribution ou l'affichage de tout matériel de campagne. L'infraction à la loi peut porter préjudice au candidat, au nom duquel est menée la campagne. Les doutes des militants de l'UERF quant à cette loi se sont révélés être infondés, car la législation russe ne pouvait s'appliquer à l'étranger.

rencontrer, pour la première fois, son homologue français, nouvellement élu, François Hollande (voir la Photographie 14 de la Planche 4 de la section « Matériel Visuel », p. 212 sq.). Contrairement à toutes les autres manifestations, celle-ci n'avait pas été autorisée par la Préfecture de police de Paris. Le lieu de l'action, choisi stratégiquement, était les abords du Palais de l'Élysée, où les deux présidents devaient s'entretenir autour d'un dîner. À la surprise des manifestants, ce lieu a été encerclé par un nombre important de CRS et de policiers, qui, après avoir patienté jusqu'à 20h (heure prévue pour le dîner officiel) ont fait reculer les manifestants vers la station du métro. Certains membres de l'UERF, ayant participé à cette action, l'ont par la suite décrit de la manière suivante :

« Les nôtres étaient tous habillés en blanc, criaient des slogans contre Poutine (...). Nous étions entourés de CRS, analogues à nos OMON. Ils étaient très bienveillants envers nous, même si les organisateurs de l'action n'avaient pas obtenu d'autorisation, car ils n'ont appris que tardivement que Poutine serait à Paris. Notre manifestation était donc non autorisée, pour la première fois, et nous en étions un peu gênés. On ne savait pas ce qu'on pouvait faire ou non (...). L'absence de haut-parleur était compensée par une corne de brume (...). Il faut que j'en parle davantage. C'était la première fois qu'on l'utilisait. C'est pourquoi on a décidé de demander aux policiers si ce n'était pas interdit par la Convention de Genève. Le policier nous a lancé un regard compatissant. On a dû reposer la question (...). Les policiers ont répondu par une question : et pourquoi pas ? Vous avez une manifestation, utilisez-la autant que vous voulez. Nous avons soufflé dans la corne de brume, en faisant peur aux moineaux et aux pigeons, et Poutine l'a certainement entendu aussi. La corne de brume a bien plu aux policiers. Un d'eux nous a montré quelque chose de similaire en disant que cela ne faisait pas de bruit, par contre que ça faisait de petites décharges électriques (...). De l'extérieur, seuls ceux qui étaient avec nous pouvaient rentrer (rien ne nous faisait reconnaître en tant qu'opposants au régime russe... sauf les vêtements blancs et les pancartes hand made « la Russie sans Poutine ». Et les non-participants à la manifestation ont dû contourner celle-ci. (...) Il y a donc eu des situations comiques. Une Française élégante en robe rouge a voulu passer à travers la foule encerclée. Le policier l'a attrapée par le coude en disant : « Madame, vous ne pouvez pas passer par ici ». Elle a alors répondu : « quelle bêtise, je suis en retard ! » (...). La dame en rouge a cependant été vite oubliée par le policier car il est tombé sous le charme d'une de nos militantes. »¹⁶⁵

Cette description « bon enfant » n'est pourtant pas tout à fait exacte¹⁶⁶. En réalité, tous les participants à la manifestation ressentaient pour la première fois un certain malaise vis-à-vis des forces de l'ordre françaises qui ont littéralement encerclé la manifestation. Les rumeurs couraient parmi les manifestants qu'ils ne seraient pas relâchés avant tard le soir. Pour une fois, les manifestants se sont sentis « défavorisés » par les autorités françaises, qui se chargeaient avant tout de la protection et de la sécurité du Président russe, et percevaient dans la présence des manifestants un éventuel danger et une source de provocation. La publication citée ci-dessus d'un militant de l'UERF est en quelque sorte une tentative maladroite pour dépeindre des rapports « normaux » entre la société civile et les forces de l'ordre, en comparaison avec la situation en Russie.

¹⁶⁵ Publié dans le blog de l'UERF, accessible à <http://uerf.wordpress.com>, dernière consultation le 17 novembre 2013.

¹⁶⁶ Observation participante de la manifestation, le 1 juin 2013, Paris.

L'appel à la « normalité » est par ailleurs fréquent dans ces milieux, comme en témoignent les multiples interventions du président de l'association Russie-Libertés sur la chaîne télévisée France 24, au cours desquels il insiste sur le désir des Russes d'avoir un pays « normal », à l'instar des pays d'Europe. Ce désir de « normalité » va parfois jusqu'à produire une caricature du fonctionnement des démocraties européennes. Cet argument n'est par ailleurs pas sans présenter un certain danger pour les contestataires qui risquent de se voir attaqués précisément sur cette aspiration à la normalité. En effet, « pour un gouvernement, la préoccupation d'assurer une vie “normale”, “décente”, voire “bonne”, pour sa population est banale et généralisée ; cela a été mis en évidence comme l'un des principaux vecteurs de légitimité dans les situations autoritaires, par exemple en Union soviétique et dans la Turquie du parti unique »¹⁶⁷. Par conséquent, l'aspiration à la « normalité » des acteurs du pôle contestataire les rapproche des autres univers de la communauté politique, même si la signification profonde de ce que cette normalité recouvre est différente. La perception de la normalité, conçue de manière légitime comme « l'espoir de voir les besoins “ordinaires” et les désirs 'normaux' satisfaits », est à replacer dans un contexte international, comme le rappelle Béatrice Hibou :

*« Il faut également prendre en compte les modalités de l'insertion internationale d'un pays et les spécificités de l'ensemble régional auquel il appartient pour pouvoir analyser les ressorts de la légitimité par la croissance, le développement, le miracle ou la normalité économiques. Ainsi, dans des pays comme la RDA des années 1960-1980 ou la Tunisie des années 1980-2000, la critique politique était impossible au nom de la situation économique et matérielle, bien meilleure que dans les pays comparables et voisins. »*¹⁶⁸

Si l'on mobilise le facteur du voisinage de la communauté politique russe en France et en Grande-Bretagne, nous avons un schéma très intéressant, mais plus difficile encore à analyser que celui de la société russe. En effet, le voisinage imaginaire de la communauté politique russe serait, d'après le schéma analytique présenté, inscrit dans le triangle France-Grande-Bretagne-Russie. Logiquement, les acteurs de la communauté seraient donc guidés par la comparaison de leur situation avec celle des Russes de Russie, mais aussi avec celle des autres habitants de leurs pays d'accueil. Dans le jeu de défense de telle ou telle position, l'on peut en réalité percevoir des priorités dans les démarches de ces différents acteurs. Les associations de l'extrême-droite française mobilisent la « normalité » de la Russie pour rendre compte des difficultés en France, tout en affirmant leur émerveillement face à la politique de

¹⁶⁷ B. Hibou, *Anatomie politique de la domination*. Paris, la Découverte, 2011, version électronique de l'ouvrage, Chapitre 1 « Désir de normalité, processus normatifs et pouvoir de normalisation », p. 2.

¹⁶⁸ *Ibid.*

Vladimir Poutine, tandis que les contestataires mobilisent la normalité française et britannique pour rendre compte des problèmes en Russie.

Deuxièmement, les événements de Russie-Libertés sont souvent organisés conjointement avec une ou plusieurs autres organisations, que ce soit des ONG françaises et internationales, comme Amnesty International (France) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), ou des groupes de contestation proches de Russie-Libertés. En revanche, Russie-Libertés n'a jamais organisé d'évènement avec le deuxième groupe de contestation parisien, l'UERF, qui a émergé au même moment que lui. En effet, jusqu'à très récemment, les conflits entre les deux groupes ont rendu impossible l'organisation d'actions commune, ce qui a produit des situations complexes pour certains participants n'appartenant à aucun des deux groupes et qui ont parfois été forcés de choisir entre deux événements ayant lieu le même jour. On peut citer à ce titre la date de 12 juin 2012, jour de la fête nationale en Russie, à laquelle les deux groupes de contestation ont chacun lancé un appel au rassemblement : Russie-Libertés a organisé une manifestation devant l'Ambassade et l'UERF une action « Occupy Seine »¹⁶⁹ sur les quais de la Seine. Des avis très négatifs ont par la suite été émis par les participants non membres de ces groupes, au sujet de ce contexte de concurrence « improductive », « agissant contre l'idée commune de contestation, partagée par les deux groupes »¹⁷⁰.

Il existe d'autres exemples d'actions organisées en parallèle à Paris, comme l'action de soutien à Oleg Šein¹⁷¹, ainsi que la Marche des millions¹⁷² du 15 septembre 2012, mais qui ont suscité moins de réactions et de tensions, parce qu'elles n'étaient pas organisées le même jour ou parce que les organisateurs des deux groupes sont parvenus à s'entendre sur des créneaux horaires qui se suivaient sans se superposer. Les manifestations co-organisées avec d'autres groupes de contestation ont avant tout impliqué le groupe britannique Speak Up¹⁷³ et le groupe, basé aux États-Unis, American Russian-Speaking Association for Civil & Human Rights.

¹⁶⁹ L'intitulé fait référence à la mobilisation des citoyens de Moscou autour du monument au poète kazakh Abaj Kunanbaev (« Occupy Abaj ») où a été organisé un campement de contestataires en 2012.

¹⁷⁰ Discussion informelle avec T.S., participante aux événements organisés par les deux groupes à Paris.

¹⁷¹ Candidat à la mairie de la ville d'Astrakhan et membre du parti Russie juste, il a entamé une grève de la fin en protestation contre les résultats du scrutin qu'il a jugé truqués.

¹⁷² Marche de protestation contre les dérives du pouvoir, organisée dans plusieurs villes russes et à l'étranger, dont il était attendu — sans que cela ne se confirme — qu'elle constitue un rassemblement important après la période plus calme, en terme de mobilisation, de l'été 2012.

¹⁷³ On remarque par exemple la présence du logotype de Speak Up à la manifestation du 1^{er} juin 2012 (voir la Photographie 14 de la Planche 4 de la section « Matériel Visuel », p. 212 *sq.*).

Quant aux manifestations conjointes avec des militants d'autres nationalités, en lutte pour des raisons rejoignant celles du pôle contestataire de la communauté politique russe, elles ont été rares¹⁷⁴. Le groupe Politzeki à Londres a néanmoins co-organisé une manifestation devant l'Ambassade de Russie avec des militants syriens, concernés par la question russe suite au conflit en Syrie et au veto de la Russie à l'ONU contre l'intervention étrangère dans ce pays. À Paris, les militants syriens ont rejoint à plusieurs reprises les manifestations organisées par Russie-Libertés et par l'UERF, sans que s'ensuive une collaboration étroite. En outre, la présence de militants syriens aux manifestations « russes » a fait l'objet d'un débat parmi les militants sur la nature de la contestation des Syriens, allant parfois jusqu'aux soupçons de terrorisme. Les arguments du type : « c'est notre manifestation. Pourquoi ces Syriens essaient de monopoliser la parole » ne manquaient pas... Un conflit similaire a éclaté lors de la première manifestation commune entre Russie-Libertés et un groupe de militants tchéchènes (dont certains, mais pas tous, sont membres du Comité Tchétchénie¹⁷⁵), qui a eu lieu le 12 juin 2012. Les militants tchéchènes ont par la suite exprimé *via* Facebook leur mécontentement à l'égard du déroulement de l'action, estimant ne pas avoir bénéficié d'un temps de parole suffisant.

Non seulement les signes nationaux des pays étrangers et de la République de Tchétchénie ont progressivement disparu de la scène manifestante russe, mais c'est le cas également des signes et symboles nationaux russes (voir la Planche 7 de la section « Matériel visuel, p. 212 *sq.*). Si, lors des premières manifestations, il était courant que les manifestants viennent accompagnés d'un drapeau russe ou d'un *samovar* — pour proposer du thé chaud aux autres manifestants — ces signes d'appartenance nationale ont progressivement disparu lors des événements ultérieurs organisés par les groupes de contestation. Cette mise à l'écart de la « nationalité » des manifestants contraste avec sa mise en valeur par les associations culturelles russes et par les Conseils de coordination des compatriotes, soucieux au contraire de souligner leur attachement à la culture russe. L'effacement de la nationalité des contestataires est tributaire des choix stratégiques de ces groupes militants : les uns, comme Russie-Libertés, se sont définis comme défenseurs des droits de l'homme, dans une perspective universaliste tandis que d'autres, comme le GRRR, se sont rapprochés des

¹⁷⁴ Le début de la mobilisation a cependant été marqué par la présence de drapeaux autres que celui de la Fédération de Russie (géorgien, syrien, tchéchène), voir la Photographie 14 de la Planche 4 de la section « Matériel Visuel », p. 212 *sq.*.

¹⁷⁵ Association de militants français et russes, créée bien avant l'émergence de la communauté politique russe, mobilisée contre les deux guerres en Tchétchénie et leurs conséquences. Cette association a plusieurs filiales dans différentes villes de France. Elle se charge avant tout de la communication en France sur la situation en Tchétchénie, mais aussi de l'aide aux réfugiés tchéchènes.

mouvements français d'extrême-gauche, et ont adopté une approche internationaliste. Enfin, tous les groupes de contestation considèrent ces symboles comme émanant d'un patriotisme « cocorico » flirtant, selon certains, avec le nationalisme¹⁷⁶.

Troisièmement, des rencontres avec des personnalités connues en Russie ont été organisées dans différents lieux, qui sont devenus en quelque sorte des partenaires de Russie-Libertés, tels que l'Institut d'Études Politiques de Paris (SciencesPo Paris), la Mairie du 2^{ème} arrondissement de Paris, la Mairie de Montreuil, la librairie du Globe, la Maison d'Europe et d'Orient, etc. Si les deux mairies en question ont ouvert leurs portes aux événements de Russie-Libertés, c'est notamment en raison du capital politique dont jouit le président de Russie-Libertés, qui est par ailleurs membre du Parti Europe Ecologie les Verts — affiliation qu'il ne met cependant pas en avant dans l'exercice de ses fonctions de porte-parole, puis de président de Russie-Libertés. Les deux mairies sont en effet dirigées par des maires qui sont membres du même parti.

Intéressons-nous de plus près à l'événement organisé à la Mairie de Montreuil, lequel peut être considéré comme le plus important de toute l'année 2012. Il s'agit du Forum-concert « Russie : en lutte pour la liberté » qui a eu lieu le 6 octobre 2012. Le Forum a réuni de nombreux défenseurs des droits de l'homme français et russes, des enseignants-chercheurs français travaillant sur la Russie, des écrivains et musiciens célèbres en Russie, l'avocat du groupe Pussy Riot, etc. Il a été suivi d'un concert de soutien « pour la liberté en Russie ». Si Russie-Libertés s'est chargée de la coordination de l'organisation, l'événement a en réalité été co-organisé par plusieurs organisations et médias, dont Amnesty international France (AIF), la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), la Mairie de Montreuil, la Ligue des Droits de l'Homme, la Maison d'Europe et d'Orient et Mediapart. L'événement a été dédié à la défenderesse des droits de l'homme et journaliste russe, Anna Politkovskaïa, « froidement assassinée à Moscou »¹⁷⁷ le 7 octobre 2006, ainsi qu'aux membres incarcérés du groupe Pussy Riot (voir l'affiche 1 de la Planche 3 de la section « Matériel Visuel », p. 212 *sq.*). L'événement a débuté sur la place Anna Politkovskaïa à Montreuil avec l'inauguration d'une plaque commémorative en l'honneur de la journaliste — plaque qui avait été endommagée par des inconnus quelques jours auparavant.

¹⁷⁶ Nous reviendrons davantage sur ce point dans la troisième partie de cette thèse, et notamment dans le sixième chapitre lorsque nous analyserons la position des militants contestataires à l'égard de l'idée de communauté et du nationalisme.

¹⁷⁷ Amnesty International, « Russie – en lutte pour la liberté. En mémoire d'Anna Politkovskaïa », programme du forum à la Mairie de Montreuil, le 6 octobre 2012. URL : <http://www.amnesty.fr/sites/default/files/20012-10-06%20Russie%20en%20lutte%20pour%20la%20libert%C3%A9%20Programme%20forum-concert%20Free%20Pussy%20Riot.pdf>, dernière consultation le 10 novembre 2013.

Le Forum-concert est intéressant à étudier non seulement en raison de son ampleur et du nombre impressionnant d'organisations, engagées dans la « lutte pour la liberté » en Russie, qui y ont pris part, mais aussi en raison de la présence à cet événement des « adversaires idéologiques » de Russie-Libertés. En effet, des militants d'Essence du temps ont posé des questions compromettantes lors de la table ronde et distribué des tracts intitulés « La pornographie – le visage de la protestation », dans lequel figurent des soupçons de liens entre Russie-Libertés et l'Ambassade des États-Unis. Cette critique dépasse néanmoins celle de Russie-Libertés *stricto sensu* pour englober tous les organisateurs ou participants à cet événement, y compris une ONG telle qu'Amnesty International. Les membres d'Essence du temps regroupent toutes ces organisations sous le nom de « protecteurs des droits de l'homme professionnels » et les interpellent sur le prétendu caractère universel de leurs actions, limitées en réalité à un « petit groupe de perverses et de hooligans »¹⁷⁸ (voir l'affiche 1 de la Planche 3 de la section « Matériel Visuel », p. 212 *sq.*).

La mobilisation de la notion de « professionnel » par les différents acteurs est symptomatique d'une tendance à la structuration de la communauté politique russe autour de quelques pôles producteurs de discours sur la Russie à l'étranger. Il est en effet régulièrement question de « compatriotes professionnels », de « provocateurs professionnels » (les militants d'Essence du temps ont été qualifiés de la sorte par les autres participants au Forum) et enfin de « protecteurs des droits de l'homme professionnels ». Certains militants de l'UERF, au moment de la scission qui a eu lieu au début de l'année 2012, ont également exprimé leur désaccord envers la « professionnalisation du mouvement contestataire » en France représentée par la formation de l'association Russie-Libertés. Aux professionnels sont opposés les « simples »¹⁷⁹ représentants de la société civile, ce qui explique la phrase conclusive de la présentation de l'UERF : « Nous sommes un mouvement de citoyens et non de politiciens » —qui n'est pas sans faire référence à l'analyse bourdieusienne du fonctionnement du champ politique¹⁸⁰, c'est-à-dire à la division du travail politique déterminée par la possession des instruments de production politique par certains, ce qui les place en position de « dominants », et par son absence chez les autres, ce qui les place en position de « dominés », d'un point de vue politique, culturel et souvent économique.

¹⁷⁸ Les citations prises du tract de l'Essence du temps distribué lors de la table ronde et du concert à Montreuil.

¹⁷⁹ C'est un adjectif qui est constamment utilisé par le membre le plus actif de l'UERF, G.C.

¹⁸⁰ P. Bourdieu, « La représentation politique », *Actes de recherche en sciences sociales*, Vol. 36-37, février-mars, 1981.

Les événements organisés à la librairie du Globe nécessitent également un éclairage supplémentaire, non pas tant en raison des personnalités qui y ont été invitées à débattre, que suite à l'intérêt que présente ce lieu en lui-même. Ancienne librairie représentante du *soft-power* soviétique, ouverte à Paris en 1952, elle a été reprise par des propriétaires français, « passionnés par la culture russe »¹⁸¹. Avant le début de la mobilisation à Paris en décembre 2011, la librairie avait déjà organisé quelques rencontres avec les avocats de Mikhaïl Khodorkovski ; mais à partir de la fin de l'année 2011, c'est toute une série de rencontres avec des personnalités politiques d'opposition très célèbres, telle Evgeniâ Čirikova¹⁸², qui y ont été organisées. Ces rencontres ont ainsi valu à la librairie le qualificatif de « lieu où se retrouvent les opposants russes à Paris »¹⁸³. Cette appellation, donnée par la revue Forbes Russie, fait également suite à l'installation par les membres de l'UERF¹⁸⁴ d'un bureau de vote pour les élections du Conseil de coordination de l'opposition en Russie dans les locaux de la librairie. Le journaliste de la version russe de Forbes s'est en effet intéressé au destin de la librairie après qu'un « oligarque » russe Ūrij Kovalčuk, « proche des pouvoirs russes », ait investi dans la librairie, investissement qui a permis d'éviter sa fermeture. Cette nouvelle s'est diffusée au sein des milieux contestataires à Paris, créant chez certains un malaise, de telle sorte que l'ancien président de Russie-Libertés est allé jusqu'à déclarer l'impossibilité d'organiser de nouveaux événements dans ce lieu, position qui n'a cependant pas été soutenue par les autres militants de l'association¹⁸⁵.

Il ne sera pas inutile de rappeler ici que la majorité des migrants russes et russophones de France et de Grande-Bretagne n'ont pas véritablement connaissance de l'existence des différents groupes contestataires. Plus encore, de nombreux sympathisants des mouvements de contestation en Russie qui participent ponctuellement aux actions à Paris ou à Londres après avoir pris connaissance *via* Facebook des appels à manifester, n'ont aucune

¹⁸¹ Un article du journal russe *Vesti* sur la reprise de la librairie : « Magazin russkoj knigi v Pariže spas mecenat Ūrij Koval'čuk » [Une librairie russe à Paris a été sauvée par un mécène Yuri Kovaltchouk], le 11 novembre 2012. URL : <http://www.vesti.ru/doc.html?id=955585>, dernière consultation le 10 novembre 2013.

¹⁸² Leader du mouvement écologiste en Russie, devenue célèbre après la décision du pouvoir russe de détruire la forêt de Khimki (banlieue de Moscou) afin de construire une autoroute reliant Moscou à Saint-Petersbourg. Cette décision a suscité de vives réactions d'opposition parmi les habitants des régions adjacentes et plus largement de la part de la société russe, en raison de la brutalité avec laquelle les militants présents sur les lieux ont été traités par des bandits « inconnus », mais soupçonnés d'avoir été payés par les pouvoirs locaux.

¹⁸³ L'article de Forbes Russie sur le financement accordé au Globe par un oligarque russe est disponible à l'adresse suivante : <http://www.forbes.ru/sobytiya/lyudi/231898-zachem-drug-putina-spas-magazin-v-kotorom-sobirayutsya-rossiiskie-oppozitsione>, dernière consultation le 20 novembre 2013.

¹⁸⁴ Il y a une erreur factuelle dans l'article de Forbes quand le journaliste dit que les élections ont été organisées par l'association Russie-Libertés. Cette dernière a, au contraire, refusé de participer au nom du groupe au processus électoral, suite à l'opinion très mitigée de l'ancien président de Russie-Libertés sur cette élection.

¹⁸⁵ Nous avons obtenu cette information par la librairie du Globe lors d'un échange informel avec son directeur. Novembre 2012, Paris.

connaissance de l'existence et/ou des activités des groupes constitués. Après l'annonce, le 18 juillet 2013, de la condamnation de l'opposant Aleksei Navalny, doté d'une certaine notoriété en Russie, de nombreux manifestants sont spontanément sortis manifester dans les rues de Paris et Londres, sans véritablement savoir qui étaient les organisateurs du rassemblement... ni même s'il y avait des organisateurs¹⁸⁶. A Londres, l'un des blogueurs présents à la manifestation devant l'Ambassade de Russie décrit sur son site web l'évènement en ces termes : « Un des manifestants a pris sur lui le rôle de porte-parleur et a lu les nouvelles aux participants à l'évènement »¹⁸⁷. Or, la vidéo jointe à l'appui de l'article de ce blogueur révèle l'identité de ce porte-parole qui est le leader de Speak Up.

De même, sur les photographies prises lors de la manifestation le même jour à Paris, on note la présence d'un nombre important d'individus « inconnus » dans le mouvement de contestation de France, qui sont rarement présents aux actions ou même qui y participaient pour la première fois. Certains d'entre eux ont brandi le drapeau russe, de telle manière que l'« esthétique » de cette manifestation n'était absolument pas conforme à celle de Russie-Libertés qui prévoit par avance la « mise en scène » de ses actions, dans le sens du choix des couleurs, des portraits des contestataires russes, des pancartes imprimés pour les participants avec le logotype de Russie-Libertés, etc. (voir l'affiche de la Planche 3, les Photographies 14 et 15 de la Planche 4 et les Photographies 16 et 19 de la Planche 5 de la section « Matériel visuel », p. 212 *sq.*). L'une des membres du conseil de coordination de Russie-Libertés étant graphiste professionnelle, les images, les logotypes et la mise en forme des publications de l'association sont très soignés.

Dans ce contexte, la présence du drapeau russe peut susciter des perceptions ambivalentes, à la fois du point de vue esthétique (important pour l'association), et du point de vue des significations qu'il véhicule, certains modes d'expression du patriotisme — *kvashnoj* (« cocorico ») patriotisme ou « hourra-patriotisme »¹⁸⁸ — étant très stigmatisés. L'attachement à ce qui est alors appelé « une belle image », c'est-à-dire une photographie réussie, requérant une certaine mise en scène et un bon photographe, s'explique également par le type de

¹⁸⁶ Si, à Paris, la demande officielle de manifester sur le parvis des Droits de l'homme sur la place du Trocadéro a été déposée par l'association Russie-Libertés, à Londres la manifestation a eu un caractère très spontané, sans autorisation de manifester. Ceci est également dû à l'attitude du leader de Speak Up envers la personnalité de Navalny, attitude négative comme en témoignent publications sur Facebook. Il a cependant rejoint la manifestation devant l'Ambassade de Russie le 18 juillet 2013.

¹⁸⁷ Publication d'un participant à la manifestation : I. Mitin, « Miting v podderzku Naval'nogo v Londone » [Une manifestation de soutien à Navalny à Londres]. URL : <http://vanmeetin.livejournal.com/194917.html#comments>, dernière consultation le 31 octobre 2013.

¹⁸⁸ Pour plus de détails sur la stigmatisation des différents modes de patriotisme en Russie, voir : M. Désert, « Être patriote dans la Russie postsoviétique », *Critique internationale*, n° 58, Vol. 1, 2013, p. 56.

militantisme pratiqué par les associations telles Russie-Libertés, à savoir le médiactivisme dans sa forme contemporaine¹⁸⁹ : la nécessité d'avoir une « belle image » est vitale pour qui veut parvenir à une large diffusion des actions.

La différence entre les actions « habituelles » de Russie-Libertés, comme des autres groupes de contestation, où sont présents en majorité des « habitués » et l'action de soutien à Aleksei Navalny réside dans la perturbation que cette dernière a introduite dans un contexte quelque peu routinier. À des moments tels que la condamnation de Navalny, les organisateurs des manifestations sont pour ainsi dire débordés par ces événements, sur lesquels ils perdent en partie le contrôle : au même moment où le leader de Speak Up se voit attribué le rôle de « simple » participant à la manifestation, des drapeaux russes flottent au-dessus de la manifestation de Russie-Libertés à Paris. Ceci vaut tout autant pour les autres groupes de contestation à Paris et à Londres, pour l'UERF, le GRRR et le groupe Politzeki.

Si l'actuelle mobilisation politique des Russes, tout particulièrement ceux de France, est d'une ampleur inédite, cela ne signifie toutefois pas qu'aucune action politique relative à la situation politique en Russie n'avait été menée auparavant en France et en Grande-Bretagne. Cela ne signifie pas non plus que les Russes de ces deux pays ne se sont jamais organisés en groupe politique ou « autour de la politique »¹⁹⁰.

La politique dans l'émigration russe : une constante depuis la fin du XIXe siècle

Comme nous l'avons déjà souligné dans la première partie de cette thèse, l'histoire de l'émigration russe a toujours été traversée par la politique, en particulier par l'opposition à l'État russe et soviétique. La vie politique russe à l'étranger, et avant tout en France, a été la plus vibrante avant la révolution de 1917 et pendant quelques décennies après la révolution. En reformulant en partie les propos de Sabine Breuillard¹⁹¹, on peut affirmer que c'est à travers la politique qu'il faut concevoir le rassemblement des Russes — particulièrement en France — indépendamment des époques. L'âge d'or de la politique dans l'émigration russe, conséquence dramatique des régimes autoritaires dans l'Empire russe puis en Russie soviétique, correspond à cette période charnière couvrant quelques décennies avant et après la

¹⁸⁹ D. Cardon, F. Granjon, *Médiactivistes*. Presses de Sciences Po, 2012.

¹⁹⁰ *Okolopolitičeskij*. Cette notion est souvent utilisée en Russie pour qualifier les actions qui ne touchent pas directement à la politique, mais qui sont en réalité liées à celle-ci.

¹⁹¹ S. Breuillard, « Vie politique de l'émigration russe 1919-1945 : un destin », *Cahiers de l'émigration russe*, n° 1. Paris, Institut d'études slaves, 1994.

révolution. Cependant, l'émigration durant ces deux périodes, antérieure et postérieure à la révolution, a non seulement été marquée par l'opposition au pouvoir en Russie, jugé illégitime par les émigrés, mais également par des alliances avec ce même pouvoir, pour des raisons certes différentes qui prévalent aujourd'hui. German Sandomirskij, anarchiste russe, émigré à Genève avant la révolution russe, établit ainsi une distinction entre, d'un côté, les colonies des révolutionnaires russes et leurs sympathisants à Paris et à Genève et, de l'autre, les étudiants pro-tsaristes, fréquentant l'Ambassade de Russie et se tenant à la plus grande distance possible de la « colonie émigrato-étudiante » révolutionnaire¹⁹². De même, après la révolution, naît dans l'émigration en 1921 un mouvement philosophique et politique, *Smena veh*, doté d'une revue éponyme, appelant les émigrés à se réconcilier avec le régime soviétique et à retourner en Russie. Quoique basée à Prague, cette revue a eu une influence non négligeable dans tous les pays d'émigration russe, notamment la France.

On comprend donc que les différentes époques de la politique dans l'émigration peuvent être analysées à travers la continuité de certaines tendances, mais aussi à travers les ruptures, caractéristiques de chaque époque. Premièrement, on note l'existence à travers le siècle de différents pôles dans l'émigration russe, en fonction de leur attitude à l'égard du régime en place dans le pays d'origine¹⁹³. On note de même l'intérêt des autorités russes envers les activités politiques de l'émigration, intérêt qui relève déjà d'une certaine politique de l'État d'origine envers « ses » émigrés. La rupture consiste cependant en l'existence de véritables réseaux de nature diasporique durant les époques passées, avant et après la révolution, alors que de tels réseaux sont absents du paysage migratoire russe contemporain. Les liens entre les différents pôles de la diaspora étaient en grande partie assurés par l'existence de nombreuses maisons d'éditions, de journaux et de revues publiés par les émigrés révolutionnaires et postrévolutionnaires ; *Smena Veh* en est un exemple. Cette « tradition » demeurera, ou plutôt renaîtra plus tard avec l'émigration cette fois-ci soviétique des années 1960-1970. Le tableau de « la vie politique russe à Paris lors de deux époques révolues », présenté en annexe (Annexe 2), montre que les maisons d'éditions et revues littéraires et/ou sociopolitiques, basées aux États-Unis, disposaient pour une large part de représentations dans les pays européens, et en premier lieu en France. Les Congrès de l'émigration russe se tenaient dans les différents pays européens et réunissaient des individus aux convictions politiques parfois très éloignées, voire opposées.

¹⁹² G. Sandomirskij, *Krasnye meteory* [Les météores rouges]. Leningrad / Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo hudožestvennoj literatury, 1931.

¹⁹³ S. Breuillard, « Vie politique de l'émigration russe 1919-1945 : un destin », *op.cit.*

Similairement, les organisations politiques et militaires révolutionnaires ou postrévolutionnaires réunissaient des émigrés russes de plusieurs pays européens qui agissaient de concert. Pour l'émigration antérieure à 1917, les mémoires de révolutionnaires russes, comme celui de German Sandomirskij, nous renseignent sur les circulations des révolutionnaires entre Genève, première colonie russe d'Europe, et Paris, devenue ensuite la capitale de l'émigration révolutionnaire. Le rapport de la police française pour la période allant de 1882 à 1910 évoque à plusieurs reprises les liens qui existent entre les « nihilistes », et plus largement les révolutionnaires, russes de Paris et ceux de Londres¹⁹⁴. De la même manière, Lénine, mentionne à plusieurs reprises la nécessité de coordonner les actions des militants du parti social-démocrate russe dans les différents réseaux européens¹⁹⁵.

Cependant, si un réseau diasporique existait bel et bien durant ces époques révolues de la politique dans l'émigration, une véritable coordination des actions collectives étaient difficilement réalisable en raison des divergences politiques qui, elles aussi, ont toujours existé dans les milieux émigrés russes¹⁹⁶. Le fait d'être unis par l'anti-tsarisme ou par l'anti-communisme, ne constituait pas une raison suffisante pour rechercher une représentation politique unie dans l'émigration. À propos de la période précédant la révolution, Ilya Ehrenbourg décrit dans ses mémoires ses tentatives pour approcher le milieu bolchévique à Paris, tentatives qu'il abandonne presque aussitôt en raison des conflits internes qui règnent dans ce milieu et du « despotisme » de Lénine et de quelques autres dirigeants du parti social-démocrate, puis bolchévique¹⁹⁷. De même, pour la période consécutive à la révolution, Pavel Milûkov, l'un des leaders du parti constitutionnel-démocrate, évoque l'incapacité de l'émigration à s'unir dans l'action commune contre le régime soviétique, à cause de la polarisation, parfois extrême entre les différentes tendances politiques des émigrés blancs, actifs politiquement¹⁹⁸. Ces deux périodes de la politique dans l'émigration russe ont donc en commun la dualité de la structure diasporique, dont les liens sont solidement tissés à travers les frontières grâce à l'incroyable productivité éditoriale des différents pôles de l'émigration, mais qui est traversée par de très profonds conflits reposant sur la diversité des convictions politiques d'émigrés, et donc des stratégies qu'ils se proposent de déployer pour lutter contre le régime « illégitime » dans le pays d'origine.

¹⁹⁴ M. Lesure, « Les réfugiés révolutionnaires russes à Paris », *op.cit.*

¹⁹⁵ V. Lenin, *Polnoe sobranie sočinenij* [Les œuvres complètes]. Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1967.

¹⁹⁶ S. Breuillard, « Vie politique de l'émigration russe 1919-1945 : un destin », *op.cit.*

¹⁹⁷ E. Bérard, *La vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg: juif, russe et soviétique*. Paris, Ramsay, 1991.

¹⁹⁸ P. Milûkov, *Rossiâ na perelome* [La Russie à la charnière de deux époques], *op.cit.*

Par ailleurs les diasporas russes de ces époques, affectées de contradictions internes d'un point de vue politique, sont le lieu d'un fleurissement de la vie artistique. Si, avant la révolution, les émigrés politiquement engagés tendaient à ignorer ou à mépriser ce qu'ils appelaient alors la « bohème » russe¹⁹⁹, la diaspora impériale n'a quant à elle pas cessé d'établir des liens entre ces deux mondes, politique et artistique. Comme le montre le Tableau 2, un nombre conséquent de revues et de journaux, ainsi que de réunions littéraires, offraient une place aux débats politiques.

Si l'on compare ces deux périodes extrêmement riches sur les plans politique et artistique de l'émigration russe avec la période contemporaine, il est évident que cette dernière leur cède en grande partie sur le plan de la connectivité transétatique « par le bas » (c'est-à-dire par les efforts des acteurs eux-mêmes) entre les différents pôles, ainsi que sur le plan de la créativité politique. Ceci s'explique évidemment par les différences dans les conditions de départ des émigrés, mais aussi dans le contexte politique global. Si à la fin du XIXe et au début du XXe siècles, l'émigration russe était fortement influencée par le mouvement socialiste en Europe, toutes tendances confondues, en vertu de la circulation de l'idée de l'émancipation des classes opprimées, très forte d'un point de vue idéologique et promettant un changement radical, la période actuelle, après les cataclysmes du XXe siècle se caractérise par une méfiance prononcée envers les idéologies trop radicales. Pour ce qui est de la créativité artistique de l'émigration, celle-ci avait avant tout été le fruit des départs et expulsions massifs d'une grande partie de l'intelligentsia de l'Empire russe après la révolution.

Ces deux époques révolues de la politique dans l'émigration russe se distinguent de la période actuelle pour une autre raison encore, à savoir parce qu'il y avait alors une présence importante de politiques professionnels, qu'ils soient révolutionnaires — et plus tard au pouvoir en Russie — ou inversement, qu'ils aient auparavant occupé des postes ministériels ou d'autres postes de direction avant les deux révolutions russes ou entre elles. Compte tenu de l'importance que ces personnalités politiques ont eu sur l'échiquier politique russe avant et après l'émigration, nous avons indiqué dans le Tableau 2 leurs adresses personnelles, dans la mesure où un certain nombre de réunions politiques pouvaient se tenir au domicile de leurs participants — ceci était surtout caractéristique des réunions des révolutionnaires d'avant 1917²⁰⁰.

¹⁹⁹ E. Bérard. *La vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg: juif, russe et soviétique*, *op.cit.*

²⁰⁰ M. Lesure, « Les mouvements révolutionnaires russes de 1882 à 1910 d'après les fonds F7 des Archives Nationales », *op.cit.*

En raison de la structure de type diasporique des milieux émigrés russes de la fin du XIXe siècle et d'après la révolution en France, leur présence dans les villes européennes, et avant tout à Paris, était marquée par une relative visibilité. Elle s'est notamment traduite par le regroupement de ces émigrés dans quelques arrondissements parisiens, conséquence de réseaux migratoires établis et de l'entraide pratiquée dans ces milieux pour l'installation des nouveaux arrivants. La Carte 1 (voir section « Matériel visuel, p. 212 *sq.*.) illustre ainsi l'ancrage de la « colonie » russe révolutionnaire (fin du XIXe siècle) dans les 5^e et 14^e arrondissements de Paris. La division de la colonie révolutionnaire en deux « sous-colonies » s'effectue en fonction des obédiences politiques : il y a d'abord le quartier révolutionnaire russe du 5^e arrondissement, marqué par la présence de militants de différentes obédiences politiques au sein du socialisme, puis le quartier révolutionnaire du 14^e arrondissement où sont installés les leaders du parti bolchévique, où fleurissent les éditions révolutionnaires²⁰¹ et qui devient peu à peu le centre de l'émigration révolutionnaire. Le 5^e arrondissement garde néanmoins de son attractivité pour de jeunes émigrés issus de l'Empire russe, et notamment pour la population estudiantine qui y trouve un logement peu coûteux. Tout un réseau de cantines, lieux de réunions, bibliothèques, etc., s'y est développé *via* les actions de solidarité entre les émigrés et étudiants favorables à la révolution.

La Carte 1 nous renseigne également sur le déplacement du quartier russe politique vers le 16^e arrondissement après l'arrivée massive des émigrés post-révolutionnaires et l'installation dans ce quartier des représentants de différentes tendances politiques, de bureaux de diverses organisations politiques et l'organisation de Congrès et séminaires politiques²⁰². En raison de notre désir de n'inclure dans la représentation cartographique que les lieux *politiques* de l'émigration russe, nous n'avons pas indiqué sur cette carte les lieux de résidence ou de travail non liés à la politique — qui pour l'émigration russe d'avant la révolution s'étendaient aussi dans le 4^e arrondissement de Paris et, pour la période d'après la révolution, dans le 15^e arrondissement et la commune de Boulogne-Billancourt. Le tableau de « la vie politique russe à Paris lors de deux époques révolues » (Annexe 2) révèle également la présence dans le 16^e arrondissement de lieux politiques officiels du pouvoir soviétique, dont notamment les locaux de l'Ambassade soviétique. Néanmoins, durant ces deux périodes, il n'existe pas de division franche entre les quartiers de résidence et ceux où se déroule la vie politique : les 5^e, 14^e et 16^e arrondissements ont ces deux fonction à la fois.

²⁰¹ Pour les adresses exactes des appartements des militants bolchéviques et des éditions révolutionnaires, voir le Tableau de « Vie politique russe à Paris lors de deux époques révolues » en annexe (Annexe 2).

²⁰² *Ibid.*

À la différence de ces deux périodes, la distribution des lieux politiques russes dans Paris pour la période actuelle ne répond plus à aucune concentration par quartier, comme le montre la Carte 2 (voir « Matériel visuel », p. 212 *sq.*). Les lieux de résidence des migrants contestataires ne coïncident pas avec les lieux des actions et événements organisés, qui sont choisis en fonction de critères de visibilité pour les manifestations et, pour les autres événements, au hasard des salles de concerts, squats, bars, locaux associatifs, etc. prêtant leur locaux aux militants. Il n'y a donc plus de quartiers spécifiques de résidence ou de vie politique russes, caractéristique qui est étroitement liée à la faiblesse des réseaux de solidarité entre les migrants russes et à l'absence d'organisation de ces derniers en diaspora. Le Tableau 1 et les cartes 1 et 2 révèlent cependant la pérennité relative de certains lieux politiques, par exemple la librairie le Globe, lieu de propagande soviétique hier et d'événements contestataires aujourd'hui. De même, les locaux de l'association ACER (Action chrétienne des étudiants russes) sont aujourd'hui réinvestis par les militants contestataires. Les lieux religieux russes, comme la Cathédrale Alexandre Nevski, peuvent de même être considérés comme des lieux politiques, compte tenu de la place que la religion prend aujourd'hui dans les débats des militants contestataires, d'un côté, et des associations proches du Conseil de coordination, de l'autre — notamment autour de la construction de la nouvelle église orthodoxe à Paris, qui sera rattachée au Patriarcat de Moscou. Les tensions entre ce dernier et le patriarcat de Constantinople, auquel est rattachée la cathédrale Alexandre Nevski, remontent de fait à la période soviétique et s'intensifient avec les prétentions de Moscou à englober toutes les Églises orthodoxes russes de l'étranger.

En ce qui concerne à présent Londres, la question de la distribution des lieux de résidence et de travail des migrants russophones, nécessiterait une attention particulière et une analyse développée — qui dépasse néanmoins la problématique de cette thèse — dans la mesure où, contrairement à Paris, il existe bel et bien une certaine concentration des migrants russes et russophones dans les quartiers de l'Est londonien. En revanche, la distribution des lieux politiques à Londres se fait de manière relativement similaire à celle de Paris, à cette seule différence près que les manifestations sont presque exclusivement organisées devant l'Ambassade de Russie. Compte tenu du faible nombre de participants à ces manifestations, et donc de leur moindre visibilité en comparaison avec celles de Paris, les militants en Grande-Bretagne ont finalement opté pour des actions organisées en direction de l'Ambassade.

Mais des activités politiques orientées vers la Russie depuis la France ont également existé après la chute de l'URSS et avant l'émergence de groupes de contestation du noyau dur de la communauté politique russe, ainsi que nous allons à présent le voir.

Les interactions avec les groupes existants avant décembre 2011

V.B. : *En ce qui concerne les compatriotes et leurs réunions, je n'ai pas trop suivi ce qui s'y passe aujourd'hui. Mais je me souviens très bien que Gorbatchev a commencé à en parler à la fin de l'URSS. En août 1991, ils ont organisé la première réunion des compatriotes à Moscou. Les dissidents y ont été invités également. Mais une très bonne réponse à cela a été formulée par Saša Ginzburg²⁰³, décédé en 2002 : « c'est le loup de Tambov qui est votre compatriote. »²⁰⁴*

O.B. *Pourquoi reprennent-ils aujourd'hui cette politique envers les compatriotes et surtout pourquoi les associations russes d'ici se rapprochent-elles de ce projet ?*

V.B. : *Parce qu'aujourd'hui les gens sont beaucoup plus dépendants, ils ont de la famille en Russie, ils doivent y aller. De notre temps, nous étions moins dépendants et n'avions pas besoin de rester près de l'Ambassade. Aujourd'hui, les gens sont plus dépendants, c'est-à-dire aussi plus coopératifs.²⁰⁵*

Le jeu de mots à partir de l'expression : « C'est le loup de Tambov qui est votre camarade », employée ici par Vladimir Bukovski, dissident soviétique, échangé contre Luis Corvalán en 1976²⁰⁶, évoque à nouveau la formule « *homo homini lupus* », qui se révèle une fois encore importante pour comprendre le fonctionnement de la société russe, les interactions entre les individus, tout comme entre ces derniers et le pouvoir. Si pour certains acteurs contestataires de la communauté politique russe (en particulier l'UERF), l'enjeu est de reconstruire des liens de solidarité entre les migrants russes, pour d'autres, il s'agit plus encore de (re)construire les liens entre les migrants et le pouvoir russe.

Avant le mois de décembre 2011, c'est-à-dire avant l'initiation du mouvement de protestation en Russie accompagné de celui des Russes de l'étranger, il existait en effet des groupes de migrants russes, bien ancrés dans la communauté russe en Grande-Bretagne, groupes « jeunes » et peu connus en France. Il s'agissait des Conseils de coordination des compatriotes, déjà évoqués dans notre première partie. Plusieurs facteurs ont joué en faveur de la connaissance et de la reconnaissance du Conseil de Grande-Bretagne par la communauté, dont son ancienneté (il existe aujourd'hui depuis sept ans), sa participation à l'organisation de grands festivals « populaires » à Londres ou encore son succès dans la mise en œuvre de liens avec les élus britanniques aux échelles locale et nationale²⁰⁷. En revanche, les interconnexions entre le Conseil et les groupes contestataires, quasi inexistantes en Grande-Bretagne, le sont en France, notamment à travers les doubles adhésions de certains

²⁰³ Dissident soviétique.

²⁰⁴ L'expression russe : « C'est le loup de Tambov qui est votre camarade » (*Tambovskij volk vam tovariš*) est très péjorative. Elle fait comprendre à l'interlocuteur qu'il n'est pas du tout respecté.

²⁰⁵ Entretien avec Vladimir Bukovski, le 28 juillet 2012, Cambridge.

²⁰⁶ Il s'agit d'un échange entre États, entre l'URSS et le Chili appuyé par les pays occidentaux. Luis Corvalán était Secrétaire du Parti communiste chilien et détenu au Chili à la suite du coup d'Etat en 1973.

²⁰⁷ Par exemple, lors de la remise du prix des meilleurs compatriotes de l'année en 2011, les élus locaux de deux quartiers de Londres ont été « décorés » en signe de reconnaissance de leur engagement dans les affaires de la communauté des migrants russophones.

militants au Conseil ou à une association culturelle proche de l'Ambassade d'une part, et à un groupe de contestation d'autre part.

La popularité du Conseil britannique a également joué un rôle dans le plus faible ancrage des groupes de contestation. Même au tout début de la mobilisation, les rassemblements en Grande-Bretagne ont été moins importants numériquement que les rassemblements en France : la manifestation parisienne la plus populaire (le 10 décembre 2012) a réuni environ 400 participants, contre à peine une centaine de personnes dans le contexte londonien. Les liens, réels ou supposés, des organisateurs des manifestations en Grande-Bretagne avec les oligarques russes, ont également eu un rôle négatif sur la mobilisation de la communauté des migrants russes. À la différence de la Grande-Bretagne, les premières manifestations en France ont bénéficié d'un meilleur climat politique, au sein à la fois de la communauté des migrants russes et de la communauté du pays d'accueil. Ce climat s'explique notamment par la relative jeunesse du Conseil français au moment de la mobilisation en Russie (il a été élu pour la première fois en 2011), par la préexistence de militants français engagés pour la cause russe et prêts à soutenir le mouvement de contestation en Russie, et enfin par l'absence de liens, du moins visibles, entre les organisateurs de premières manifestations en France et les oligarques russes.

Les participants aux premières manifestations ont eu le sentiment d'un rassemblement spontané, organisé par des jeunes migrants russes — souvent étudiants et inconnus d'un point de vue politique — *via* Facebook et d'autres réseaux sociaux. Aucun symbole, « *brand* » ou autre signe distinctif d'un groupe préexistant parmi les Russes de France n'a été mobilisé lors de ces premiers rassemblements au mois de décembre 2011. Les groupes de contestation, formés par la suite, ont directement émergé de ce premier mouvement de l'hiver 2011-2012, tandis que les manifestations à Londres de décembre 2011 s'étaient déroulées sous le signe de l'association de contestation Speak Up, dont le leader avait déjà, par le passé, acquis une réputation « scandaleuse » auprès des migrants russes du fait de ses liens avec Boris Berezovski et Evgenij Čičvarkin²⁰⁸.

En France, la faiblesse du Conseil a également permis, jusqu'à présent du moins, son ouverture à des membres provenant de milieux critiques envers le régime russe, voire à des militants des groupes de contestation. Quelques membres du Conseil de France se sont ainsi faits élire malgré leur position critique à l'égard des autorités russes, ce qui, pour le moment, serait impossible dans le Conseil de Grande-Bretagne. Par ailleurs, ayant assisté par deux fois

²⁰⁸ Hommes d'affaires russes exilés à Londres. Boris Berezovski est décédé en 2013 dans des conditions que le leader de Speak Up considère « opaques ».

aux élections annuelles du Conseil à Londres, nous avons été fortement « conseillée » lors du vote. Une de nos interlocutrices²⁰⁹ nous a « indiqué » les candidats pour lesquels il fallait voter²¹⁰.

Malgré l'influence du Conseil britannique, ses membres se sentent désormais obligés de compter avec la présence des militants contestataires à Londres, en se préparant notamment, lors des événements qu'ils organisent, à d'éventuelles « provocations ». En 2012, les organisateurs du festival culturel Russian Maslenitsa²¹¹ ont ainsi décidé pour la première fois de ne pas inviter les représentants officiels de l'État russe par crainte de perturbations des festivités par les opposants au régime politique en Russie. En effet, cet événement se tenait une semaine avant les élections présidentielles russes et le même jour qu'une importante action de contestation, intitulée « Anneau blanc » (Belyj Krug) à Moscou, ce qui a motivé les groupes de contestation à annoncer publiquement la nécessité de leur présence au festival afin de ne pas « transformer Maslenitsa en *puting*²¹² »²¹³.

À la suite de cette annonce, de nombreuses personnalités de la communauté politique russe de Grande-Bretagne, dont l'oligarque Evgenij Čičvarkin, ont prié les opposants de ne pas introduire de la politique dans ce festival culturel. En réponse, le leader de Speak Up a promis de ne pas venir armé de slogans et pancartes politiques, mais de ballons blancs²¹⁴ qu'il comptait offrir aux enfants présents à la festivité. Après cette deuxième annonce, les organisateurs ont invité les opposants à Maslenitsa, du moins selon les dires du président de l'association de contestation. Pourtant, le 26 février, ce dernier a été arrêté par les policiers

²⁰⁹ Z.P., déjà évoquée dans la première partie, nous a en effet introduit dans plusieurs réseaux culturels russes à Londres, nous a accompagné et nous a présenté à plusieurs associations russes. La rencontre de Z.P. au Forum russe a toutefois été une surprise.

²¹⁰ Chaque participant (excepté les candidats qui se présentent aux élections) au Forum russe, lors duquel sont élus les membres du Conseil britannique, doit payer des frais d'inscription, relativement élevés, qui autorisent la participation au Forum et le vote au Conseil.

²¹¹ Organisé par la société Ensemble Productions, dont la directrice a déjà été élue plusieurs fois membre du Conseil britannique, cet événement, associé à la célébration d'une fête traditionnelle russe, *maslenitsa*, a lieu tous les ans depuis 5 ans (2009-2013). Cet événement vise les publics russe et britannique et est considéré comme la principale festivité russe en Grande-Bretagne. Selon les données des organisateurs, il a réuni environ 120 000 personnes autour d'un programme culturel s'étendant sur une journée. Selon les propos de l'organisatrice, le festival est désormais connu en Russie, partout en Europe et même en Australie. En tant qu'événement culturel russe, il est soutenu médiatiquement et financièrement par des représentants des autorités russes et par le Conseil de coordination des compatriotes russes de Grande-Bretagne. Pour plus de détails, voir l'interview avec l'organisatrice de Russian Maslenitsa pour The Business Courier : O. Balakleec, « V sutkah katastrofičeski ne hvataet časov » [Décidemment, il n'y a pas assez d'heures dans la journée], *The Business Kuri'er*, 14-27 mars, n° 5(8), 2013. URL : http://issuu.com/thebusinesscourier/docs/issue_5_8?e=5115709/1830849, dernière consultation le 5 octobre 2013.

²¹² Désignation péjorative des manifestations pro-Poutine en Russie qui joue sur la sonorité *miting* (manifestation en russe) et Poutine.

²¹³ Publié sur la page Facebook personnelle de leader de Speak Up, le 27 février 2012.

²¹⁴ La couleur blanche a été choisie comme symbole du mouvement de contestation de 2011-2012 en Russie.

lors d'une distribution de ballons au festival ; il a été conduit au poste de police où il est resté pendant toute la durée des festivités qui se tenaient sur Trafalgar square. À sa sortie, il a fait une déclaration officielle en accusant les organisateurs de Russian Maslenitsa de « collaborer » avec « les escrocs et les voleurs »²¹⁵, en dressant les agents de sécurité du festival contre les « activistes de la société civile » et en faisant de fausses déclarations auprès de la police, « comme au bon vieux temps du KGB »²¹⁶.

Ce n'est par ailleurs pas la seule « action de provocation » faite par le leader de Speak Up. L'espace dédié à la Russie, Russia Sochi Park²¹⁷, lors des Jeux Olympiques à Londres en 2012, espace géré par les officiels de Russie et où étaient présents des membres du Conseil de coordination britannique, est également devenu une arène d'expression politique pour la contestation. Le leader de Speak Up a pénétré dans les coulisses du concert réunissant des groupes de rock russes afin de les enjoindre à revêtir des tee-shirts de soutien aux Pussy Riot — proposition que les musiciens ont cependant tous déclinée. Le lendemain, a été publié sur Internet un article dénonçant le désengagement et l'indifférence des stars de la musique russe envers la situation des droits de l'homme en Russie²¹⁸. Si le mouvement contestataire de Grande-Bretagne rassemble moins de participants et demeure moins bien organisé que le mouvement en France, il n'est pas moins visible que ce dernier dans la mesure où l'un de ces leaders cherche à entrer en conflit ouvert avec les représentants des autorités russes dans ce pays et avec ceux du Conseil britannique, tandis que les militants contestataires de France « ne jouent pas directement sur le territoire » de leurs adversaires et sont pour cette raison considérés comme moins « subversifs » que leurs homologues londoniens.

L'absence de « provocation » directe par les autres groupes de contestation lors des événements organisés par le Conseil de coordination, ne signifie cependant pas que ces groupes soient moins critiques envers celui-ci. À la question, posée à un autre militant contestataire de Grande-Bretagne, à propos de ce qu'il pense du Conseil, la réponse a été la suivante :

²¹⁵ Publication sur sa page Facebook, le 27 février 2012. Cette appellation a été donnée par Aleksei Navalny, blogueur et opposant politique en Russie, au parti politique Russie Unie, jugé dépendant de l'appareil du pouvoir présidentiel.

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ Pour plus de détails sur cet espace : <http://russiasochipark.com/>, dernière consultation le 27 novembre 2013.

²¹⁸ A.Sid., « Rossijskie muzykanty otkazalis' podderžat' Pussy Riot v Londone » [Les musiciens russes ont refusé de soutenir les Pussy Riot à Londres], Grani.ru, le 27 juillet 2012. URL : <http://grani.ru/Politics/Russia/Politzeki/m.199318.html>, dernière consultation le 12 décembre 2013.

« Je pense que c'est fait dans les meilleures règles de la dictature du parti, pour qu'il n'y ait pas d'organisations indépendantes ici. C'est la même chose qu'en Russie. Prenons par exemple l'organisation panrusse (vserossijskaâ) des aveugles. Elle est dépendante du régime et ne peut rien dire. Pareil avec Čulpan Hamatova²¹⁹. Depuis plusieurs années ils essaient de domestiquer une organisation à Ekaterinbourg, une organisation des volontaires. C'est la même chose ici. Ces Conseils essaient d'attirer de leur côté les gens actifs. »²²⁰

Le terme de « provocation » est par ailleurs solidement ancré dans le vocabulaire des acteurs du noyau dur de la communauté politique russe. Les différents groupes, indépendamment de leur positionnement politique, craignent constamment qu'il y ait des « provocateurs » et des « provocations » : les Conseils s'attendent à des diversions par les opposants lors des événements culturels ; un groupe de contestation redoute la fuite d'informations à propos des événements politiques planifiés et a peur que le groupe concurrent leur « vole » l'idée ; quasiment tous les groupes, qu'ils soient de contestation ou non, appréhendent d'être accusés de financements extérieurs, provenant des oligarques, des autorités russes, etc. ; et tous les groupes redoutent une infiltration « extérieure », d'où la stigmatisation de certains militants soupçonnés d'être des « agents du KGB » ou des « agents de pénétration », appelés *zaslannyj kazačok*²²¹.

Ces catégories, auxquelles tous les acteurs sont très sensibles en raison de leur caractère extrêmement stigmatisant, peuvent servir de moyen pour jeter le discrédit sur un individu ou un groupe. De ce point de vue, c'est l'argument des financements extérieurs — c'est-à-dire des financements qui ne sont pas le fruit des donations des membres du groupe — qui est le plus souvent mobilisé. Le plus stigmatisant pour un groupe est d'être soupçonné de recevoir de l'argent de la part des oligarques. Les groupes de contestation en France fonctionnent à cet égard et jusqu'à preuve du contraire, indépendamment financièrement des oligarques russes. Ce choix d'indépendance a été par ailleurs remis en cause en raison de sa dite « inefficacité » par le leader Speak Up qui a critiqué la décision de Russie-Libertés de ne pas accepter l'argent des « gens de Khodorkovski » pour organiser un concert de soutien en France au mouvement de protestation russe²²². Mais le même leader de Speak Up accuse les

²¹⁹ Actrice russe qui se charge également de plusieurs projets de charité en Russie, et qui a, avant les élections présidentielles en mars 2012, appelé les Russes à voter pour Vladimir Poutine ; cette annonce a, comme on peut l'imaginer, été très mal reçue par les milieux d'opposition en Russie.

²²⁰ Entretien avec E.L., 29 juillet 2012, Londres.

²²¹ Expression communément utilisée pour désigner une personne dont on doute de la fidélité à un groupe. À l'origine, cette expression russe désigne un individu, ne faisant pas officiellement partie des services de renseignements généraux, mais qui a été « recruté » (*verbovat'*) pour infiltrer un groupe afin d'apporter des informations.

²²² Entretien avec A.Sh., 30 juillet 2012, Londres.

membres du Conseil de coordination de « faire de la culture avec l'argent sale des autorités russes »²²³.

Un autre militant de Grande-Bretagne a également qualifié les associations culturelles, proches de l'Ambassade, de « Russes qui grouinent devant leur auge »²²⁴. En retour, la présidente du Conseil de coordination de Grande-Bretagne nous a confié ses doutes sur la provenance des financements des groupes d'opposition, « qui sont beaucoup trop proches de Berezovski »²²⁵. Mais le militant du deuxième groupe de contestation a lui-même soutenu que le leader de Speak Up, avec lequel il est en conflit ouvert, perçoit ou essaie de percevoir de l'argent des oligarques, et non du seul Berezovski :

« En ce qui le concerne, pour moi, c'est quelqu'un qui veut berner les oligarques sur l'argent (razvesti na den'gi). Un jour je l'ai entendu dire : "Comment on va pouvoir l'embrouiller sur l'argent ?" »²²⁶. Il ne travaille pas, il vit dans un appartement locatif à Londres et pas comme moi dans un appartement pour réfugiés. La question que je me pose est : d'où il tire tout cet argent ? »²²⁷

Le leader de Speak Up a néanmoins nié ces informations lors de notre entretien, en précisant qu'il dépense son propre argent pour les actions organisées par Speak Up. Il a par ailleurs qualifié le militant, cité ci-dessus, de *grantosos*²²⁸.

Si, suivant un stéréotype transplanté depuis la Russie, les premiers à être soupçonnés d'avoir perçu de l'argent sont les groupes de contestation, de fait, les groupes proches de l'Ambassade sont également susceptibles de percevoir des subventions des hommes d'affaires russes. À chacun son oligarque... En effet, Roman Abramovič²²⁹ a financé à hauteur de 4 500 livres l'école russe Znanyie²³⁰, dont la directrice est aussi la présidente du Conseil de

²²³ *Ibid.*

²²⁴ « *Èti russkie, stoâsie u kormuški* ». Cette expression russe désigne les individus rassemblés autour d'une source de financement, et qui sont soupçonnés de ne s'intéresser qu'au côté matériel des choses. Entretien avec E.L., le 29 juillet 2012, Londres.

²²⁵ Entretien avec A.Sh., le 30 juillet 2012, Londres.

²²⁶ Il s'agit d'un oligarque russe, résidant à Londres.

²²⁷ Entretien avec E.L., le 29 juillet 2012, Londres.

²²⁸ Quelqu'un qui perçoit des subventions (*grants*) de l'étranger en Russie. *Grantosos* désigne littéralement « une personne qui absorbe les *grants* ». Dans le cas des migrants, c'est quelqu'un qui perçoit des financements de la part des fondations, pouvoirs publics, etc. du pays d'accueil pour ses activités. Cette catégorie est également très stigmatisante en Russie, d'autant plus depuis la loi sur les financements des organisations russes depuis l'étranger, qui a été introduite en Russie en 2013 et qui a concerné un nombre important d'organisations indépendantes. Certaines organisations ont même été contraintes de signifier explicitement qu'elles étaient des « agents de l'étranger ».

²²⁹ Oligarque russe qui ne conteste pas le pouvoir russe.

²³⁰ Selon les informations obtenues *via* le site web du gouvernement britannique : <http://www.charitycommission.gov.uk/>, dernière consultation le 30 octobre 2013. En effet, les bilans financiers des associations enregistrées en Grande-Bretagne sont rendus publics et accessibles à chacun par ce site.

coordination. Néanmoins, à la question soulevée lors d'un entretien, de savoir si son école percevait des financements de la part des oligarques russes, celle-ci a répondu par la négative.

Il faut souligner que même les associations issues de l'émigration blanche et existant encore aujourd'hui, telles que l'ACER à Paris, ont des opinions pour le moins mitigées au sujet du rapprochement des migrants russes et de l'Ambassade et des financements potentiels que ces groupes de migrants pourraient percevoir. Lors de l'entretien avec un des membres de l'ACER, qui est par ailleurs employé de l'association, des suspicions quant à un tel rapprochement ont été explicitement exprimées : « Bien sûr, quand les Russes participent dans ce Conseil et fréquentent l'Ambassade, on se pose des questions sur leurs motivations »²³¹. Son opinion était d'autant plus critique envers les descendants d'émigrés blancs, membres actuels du Conseil des compatriotes de France — problématique qui concerne très directement l'ACER. Ce membre de l'ACER a néanmoins ajouté qu'il ne pouvait pas s'exprimer au nom de l'association dont les membres, a-t-il précisé, ont des positions différentes sur cette question.

Si les Conseils de coordination, en France et en Grande-Bretagne, se disent généralement « culturels » et « apolitiques », leur ancrage dans la politique est évident à cause non seulement des financements provenant des autorités russes, mais aussi de la posture ouvertement politique qu'ils adoptent lors d'occasions précises. Le Conseil de Grande-Bretagne, à travers un message de Konstantin Zatulin²³² posté sur son site, a ainsi appelé les citoyens russes à voter pour Vladimir Poutine aux présidentielles du 4 mars 2012. Ce message était précisément adressé aux compatriotes de l'étranger. Zatulin qualifie la chute de l'URSS de « grande tragédie pour notre Grande Russie historique »²³³ et interprète les nouvelles mobilisations en Russie comme des tentatives pour reproduire ce qui a été fait avec l'URSS, c'est-à-dire rien de moins que des tentatives de destruction le pays. Dans ce message destiné aux compatriotes de l'étranger, en particulier dans les pays occidentaux, Zatulin met ces lecteurs en garde contre les visions faussées de la situation en Russie qui sont diffusées par les médias étrangers. « Les élections de 2012 (...) deviennent un referendum sur la confiance de la société envers Vladimir Poutine. Les manifestants et les opposants, montrés avec un grand plaisir par vos chaînes télévisées, visent Poutine, mais atteignent la Russie »²³⁴.

²³¹ Entretien avec A.E., le 7 mai 2012, Paris.

²³² Pour plus de détails sur K. Zatulin, cf. la première partie de cette thèse.

²³³ Ancien site web du Conseil de coordination des compatriotes en Grande-Bretagne : http://www.russiancouncil.co.uk/index.php?option=com_content&view=article&id=297:2012-02-29-19-09-17&catid=68:obshina&Itemid=84. Depuis lors, un nouveau site, <http://cometogether.org.uk/>, a été créé.

²³⁴ *Ibid.*

Il devient dès lors évident que la rhétorique du directeur de l'Institut de la diaspora et de l'intégration, malgré ses désaccords passés avec la politique menée par la Russie à l'égard des Russes de l'espace postsoviétique (politique qu'il a jugée à plusieurs reprises « trop hésitante ») rejoint, en période électorale, la rhétorique officielle qui vise à discréditer par avance les récentes mobilisations. À la fin de son message, Zatulin appelle les compatriotes de l'étranger, citoyens et non citoyens de la Fédération de Russie, à manifester dans leurs pays de résidence respectifs pour soutenir cet « acte d'expression de la volonté du peuple russe » ; « Car il est totalement certain, je le sais par avance, que nous allons devoir subir une tempête médiatique (après les élections) et d'autres tentatives pour perturber la situation et enterrer la Russie sous les décombres, après que Vladimir Poutine aura été élu en tant que Président de la Fédération de Russie »²³⁵.

De manière similaire, le Conseil de coordination des compatriotes de France s'est exprimé très ouvertement sur l'affaire des Pussy Riot dans le contexte de l'acte de « vandalisme » du monument au Corps expéditionnaire russe²³⁶. En ce qui concerne les élections présidentielles, un de nos interlocuteurs nous a confié que son association culturelle a reçu une lettre du Conseil priant cette association de mobiliser ses membres en tant qu'observateurs des élections afin de contrebalancer la présence sur le lieu de vote d'observateurs appartenant à des groupes de contestation — « suggestion » que l'association a déclinée²³⁷. Les associations proches de l'Ambassade, qu'elles le souhaitent ou non, se voient par conséquent directement impliquées dans la politique des autorités russes.

4.2 - Des acteurs plus ponctuels : les institutions « dépendantes » des autorités russes

Comme nous l'avons précédemment suggéré, nous n'entendons pas par l'expression « acteurs ponctuels » les seuls acteurs français, conçus comme « extérieurs » et interagissant de temps à autre avec la communauté politique russe. Les acteurs ponctuels désignent plutôt des groupes et individus dont les objectifs ne se réduisent pas à la seule cause russe. Nous pensons en premier lieu aux ONG françaises et internationales qui s'engagent pour la Russie, sans que cet engagement constitue le cœur de leurs activités. Par ailleurs, nous n'avons pas

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ Voir Chapitre 3 dans la présente partie.

²³⁷ Entretien avec A.G., le 12 septembre 2012, Paris.

inclus dans le noyau dur de la communauté les groupes et associations qui ont été actifs pendant un moment mais ne le sont plus, tel qu'Essence du temps, ainsi que les groupes qui n'existent plus à l'heure actuelle. Nous exposerons ici principalement les interactions qui existent entre les acteurs du noyau dur et les autres ; c'est pourquoi nous nous référerons constamment aux acteurs étudiés précédemment afin d'éclairer leurs interactions avec les acteurs que nous avons qualifiés de ponctuels.

Enfin, d'autres acteurs, quoique très actifs, ne peuvent néanmoins pas être inclus dans le noyau dur de la communauté politique en raison de leur trop forte dépendance à l'égard des autorités russes. Ces groupes, tels que l'Institut de la Démocratie et de la Coopération (IDC) à Paris ou la fondation La Russie positive à Londres, sont une émanation des pouvoirs russes ; leur rôle essentiel est la diffusion à l'étranger de la ligne politique du pouvoir actuel en Russie. Il est vrai que les Conseils de coordination des compatriotes peuvent également être considérés comme des vecteurs du projet des compatriotes développé par les autorités russes. Néanmoins, en dépit d'une certaine dépendance des Conseils vis-à-vis des Ambassades de Russie, leurs objectifs sont bien plus diversifiés que ceux de l'Institut.

Les Conseils ont en effet été créés par les représentants de la société civile et non par des personnalités politiques, comme c'est le cas de l'Institut. Qui plus est, la composition des Conseils est variée et, comme cela a déjà été souligné, elle n'est pas totalement homogène d'un point de vue politique. Pour résumer, et nonobstant le fait que certains acteurs du pôle contestataire refuseraient cette conclusion, les Conseils ont pour le moment une fonction de représentation de la société civile et non des autorités. C'est d'autant plus vrai qu'à la suite des élections de 2012 et surtout de 2013, la composition du Conseil des compatriotes de France a été sensiblement renouvelée avec l'intégration d'acteurs venus du pôle de contestation, ou plus exactement de la branche « sociale » de ce même pôle. Par opposition, l'IDC est une organisation ouvertement politique, chargée de promouvoir en France un point de vue institutionnel russe. En effet, dans la lignée du projet des compatriotes et de *Russkij mir* en général, la fonction des Conseils de coordination des compatriotes est d'améliorer l'image de la Russie, tandis que des institutions comme l'IDC sont avant tout supposées pointer du doigt les imperfections de la démocratie occidentale.

Les groupes de contestation, eux, bien que pouvant être guidés par des points de vue politique, ont également été fondés par des acteurs non politiques, d'où l'accent mis constamment sur la notion de « société civile » : « Nous sommes un mouvement de citoyens

et non de politiciens »²³⁸. L'IDC, quant à lui, est une institution de lobbying politique qui n'est pas issue de la société civile : c'est une institution politique avec une ligne politique déterminée. C'est pour cette raison que l'IDC, au même titre du reste que l'Ambassade de Russie, ne peut pas être considéré comme faisant partie du noyau dur de la communauté politique — sauf à y inclure toutes les instances étatiques russes en Russie et à l'étranger.

Ces remarques valent également pour le groupe d'intérêt politique Conservative Friends of Russia, organisation qui a essuyé de nombreuses critiques provenant de divers horizons, en raison de ses liens supposés avec les autorités. Fondée en 2012 par un spécialiste des relations publiques, membre du Parti conservateur britannique, Richard Royal, cette organisation porte aujourd'hui le nom de Westminster Russia Forum — suite notamment au mécontentement exprimé par certains membres du Parti conservateur de Grande-Bretagne qui jugeaient que l'ancien nom sous-entendait une trop grande proximité entre ce Parti et le groupe d'intérêt. Parmi les objectifs de ce dernier figurait en tête de liste le développement de liens entre la Grande-Bretagne et la Russie, en particulier dans les domaines politique, économique et culturel. Cette triple prétention a cependant mis le groupe en concurrence directe avec les groupes russophones ou russo-britanniques agissant dans ces différents champs que sont l'économie, la politique et la culture — dans le domaine économique, on peut citer RMBC (Russia Midlands Business Club), qui œuvre depuis longtemps à faciliter les relations économiques entre les entrepreneurs britanniques et russes, sans toutefois s'ancrer dans la politique²³⁹.

Compte tenu de l'axe d'analyse adopté dans notre travail, relevant de la sociologie politique, de la sociologie des mouvements sociaux et de la géographie des migrations internationales, notre premier objectif est l'analyse des groupes militants indépendants, émanant de la société civile. Quoique les institutions et organisations telles que celles que nous avons brièvement présentées ci-dessus ne fassent pas partie de ce que nous avons défini comme le noyau dur de la communauté politique russe, elles n'en participent pas moins intimement à la production du discours sur la Russie en France et en Grande-Bretagne, et pour cette raison doivent être analysées comme des acteurs qui participent à *l'intérieur* de cette communauté, tout en étant situées *en dehors* de son noyau.

L'Institut de la Démocratie et de la Coopération, basé à Paris, est une organisation d'autant plus intéressante qu'actuellement ses deux représentants majeurs se confrontent

²³⁸ Présentation de l'UERF : <http://uerf.wordpress.com/a-propos/>, dernière consultation le 3 décembre 2013.

²³⁹ Entretien avec A.Sin., secrétaire de RMBC, 26 mai 2010, Birmingham.

régulièrement publiquement aux acteurs de la contestation, tout particulièrement dans le cadre des émissions diffusées par France 24 sur la politique en Russie. Ajoutons que les membres du Conseil de coordination des compatriotes de France, qui se tenaient auparavant en marge des débats publics sur la politique russe, ont récemment été conduits à y participer. En effet, le président du Conseil de coordination de France a été invité par France 24 à débattre avec le président de Russie-Libertés et avec des analystes-écrivains indépendants au sujet de la condamnation du principal leader de l'opposition en Russie, Aleksei Navalny. Dans l'esprit des journalistes ayant préparé l'émission, le président du Conseil devait représenter la position pro-gouvernementale et anti-opposition — le principe de l'émission, quelque peu binaire, étant que le débat soit mené entre des protagonistes aux visions politiques opposées.

C'est pour jouer le rôle de soutien de la ligne politique actuelle du pouvoir russe que la présidente et le directeur de l'IDC sont régulièrement invités par France 24 afin de s'opposer aux membres de Russie-Libertés, à l'historienne indépendante Galia Ackerman ou encore aux représentants de la FIDH. Dans l'émission consacrée à Aleksei Navalny et en l'absence des représentants habituels de l'IDC, c'est au président du Conseil de coordination des compatriotes de France qu'a été confié ce rôle, ce que lui-même n'a pas manqué de remarquer.

Présentatrice : Alors, D.K., je vous vois faire un peu la moue, je vous vois froncer les sourcils. Est-ce que vous êtes d'accord sur ce qui vient d'être dit : que le pouvoir judiciaire et peut-être le pouvoir policier ont été utilisés dans cette affaire à des fins politiques ?

D.K. : Alors, je ne suis pas dans le rôle du méchant. Je tiens à le préciser. Je sais que c'est toujours tentant dans ce genre de débats²⁴⁰.

On peut penser que c'est à cause de sa « deuxième casquette », de journaliste pour La Russie d'Aujourd'hui, supplément mensuel au Figaro publié par *Rossijskaâ Gazeta*, que D.K. a été invité. Dépendant de *Rossijskaâ Gazeta*, La Russie d'Aujourd'hui promeut une vision de la politique russe différente de celle présentée par les médias français. Cette fonction du président du Conseil de coordination des compatriotes au sein d'un journal quasi officiel transmettant la position du Kremlin sur la politique russe invite par ailleurs à s'interroger sur l'orientation politique dudit Conseil.

Ce n'était pas la première fois que France 24 invitait D.K.. Lors des élections présidentielles, il avait déjà participé à la même émission (Le Débat) où il avait alors été

²⁴⁰ France 24, « Procès Navalny : la face sombre de la Russie de Poutine », émission Le Débat, 22 juillet 2013. URL : <http://www.france24.com/fr/20130718-fr-debat-russie-navalny-poutine-corruption-justice-partie2>, dernière consultation le 12 décembre 2013.

introduit par la présentatrice en tant que journaliste de Russia Today²⁴¹, chaîne télévisée russe diffusant le « point de vue russe » sur l'actualité en diverses langues étrangères²⁴².

Si le Conseil commence donc à avoir un rôle politique de plus en plus affirmé dans la communauté politique russe, l'IDC, lui, a toujours revendiqué un tel rôle.

Encadré 12 : L'Institut de la démocratie et de la coopération (IDC)

Sur son site web, l'IDC se présente comme une fondation politique basée à Paris et financée par des organisations non gouvernementales russes. Cependant, quand la journaliste de RFI, qui est aussi une militante d'un des groupes de contestation parisiens a essayé de joindre l'Institut afin de connaître ses sources de financement, les représentants de l'Institut ont refusé de lui répondre²⁴³. L'Institut a pour vocation de participer au débat sur la relation entre la souveraineté des États et les droits de l'homme ; d'étudier les relations Est-Ouest ; de débattre du rôle des ONG dans la vie démocratique des différents pays du monde ; et de discuter de l'interprétation des droits de l'homme et de la manière dont ils sont appliqués dans différents pays. Il s'intéresse aussi à la mémoire des grands moments de l'histoire, notamment des deux grandes guerres du XXe siècle. L'Institut défend une vision classique du droit international ; ses représentants estiment que l'État-nation est le meilleur cadre pour la défense des droits de l'homme et que l'ingérence « humanitaire » est une contradiction dans les termes ; ils plaident pour un système international qui respecte la souveraineté des États et des peuples. Ils pensent également que l'ordre politique doit être fondé sur une perspective morale, et en particulier sur l'éthique judéo-chrétienne qui unit les deux parties, Est et Ouest, de l'Europe²⁴⁴.

L'IDC est donc un *think-tank* au service du *soft-power* russe. Natal'â Naročnickaâ, présidente de l'Institut, a fait partie d'une Commission contre la falsification de l'Histoire au détriment des intérêts de la Russie, fondée en 2009 sur l'oukase du Président de Russie. Comme l'écrit Tatiana Kastoueva-Jean :

*« L'interprétation de l'histoire et l'historiographie sont considérées par les autorités russes comme une "affaire politique" à suivre de près, car elles sont indissociables du discours actuel sur la "grandeur" du pays. Cette position justifierait l'ingérence dans le travail des historiens, l'approbation officielle des manuels d'école, la création de structures politiques engagées, une régulation législative ainsi que les tentatives de légitimer et de justifier idéologiquement ce genre de pratiques. »*²⁴⁵

²⁴¹ Pour plus détails sur ces médias cf. T. Kastoueva-Jean, « "Soft-power" russe : discours, outils, impact », *Russie.Nei.Reports*, n° 5, octobre 2010.

²⁴² France 24, « Présidentielle russe : Poutine 'forever' », émission Le Débat, 6 mars 2012. URL : <http://www.france24.com/fr/20120305-Vladimir-Poutine-Russie-Dmitri-Medvedev-fr-debat-partie-1>, dernière consultation le 12 décembre 2013.

²⁴³ S. Jourdain, A. Stroganova, « Quand la Russie flirte avec le FN », *op. cit.*

²⁴⁴ Présentation de l'IDC : <http://www.idc-europe.org/fr/Institut-de-la-Democratie-et-de-la-Cooperation>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

²⁴⁵ T. Kastoueva-Jean, « 'Soft-power' russe : discours, outils, impact », *op. cit.*

Outre les sujets d'actualité politique et la place de la Russie dans l'arène géopolitique mondiale, l'Institut veille en France à la bonne interprétation de l'histoire et des conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Natal'â Naročnickaâ a ainsi présenté en 2008 dans plusieurs capitales européennes son livre : « La Russie et sa place dans le monde. Pour quoi et contre qui avons-nous fait la guerre ? »²⁴⁶. Outre les questions mémorielles, et à l'instar de Russie-Libertés, l'IDC dit veiller au respect des droits de l'homme ; mais si Russie-Libertés entend le faire *pour la Russie*, l'IDC cherche plutôt à critiquer la situation *en Europe*...

Natal'â Naročnickaâ dirige également la Fondation de la perspective historique à Moscou qui « s'occupe de l'analyse dans le domaine de la politique mondiale et des relations internationales, invite au débat des experts pour la conception et la réalisation de projets d'information, de recherche et d'éducation, appelés à contribuer à la consolidation et à la *purification morale de la société* (souligné par nous), à la modernisation complète de la Russie en prenant en compte la singularité *du chemin national* (souligné par nous), à la promotion des intérêts russes dans le monde »²⁴⁷. Les deux organisations présidées par Naročnickaâ ont donc pour objectif de replacer le développement politique actuel de la Russie dans le contexte historique et de défendre les principes de l' « histoire objective ». Cette dernière notion est d'ailleurs mobilisée par la fondation Monde russe, et constitue l'un des piliers des relations de la Russie aux républiques ex-soviétiques et, plus généralement aux régions autrefois sous l'influence de l'Union soviétique. Il s'agit de promouvoir une historiographie prétendument juste et objective à l'égard d'événements historiques tels que la pénétration des armées soviétiques dans les Pays baltes, événement considéré par ces États comme une forme d'occupation, tandis qu'il est considéré, dans la rhétorique politique russe, comme une libération à l'égard du nazisme.

Députée de la Douma de 2003 à 2007, où elle représentait le parti nationaliste Rodina (La Patrie), Naročnickaâ défend l'idée d'un développement conservateur et religieux de la Russie. Rodina, « qui se présentait comme un “nationalisme de gauche” », offre, selon Marlène Laruelle, « un éclairage révélateur sur l'officialisation progressive du nationalisme sur la scène russe contemporaine ». C'est « un conglomérat de diverses mouvances nationalistes aux parcours différenciés », au sein desquelles Naročnickaâ défend l'idée de l'orthodoxie politique :

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Présentation de la Fondation : <http://fiip.ru/about/>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

« Natal'â Naročnickaâ (...) a (également) joué un rôle important au sein du Concile nationale russe mondial (...), institution, qui s'est constituée entre 1990 et 1993, (et qui) bénéficiait dans un premier temps du patronage direct du Patriarche. Mais son radicalisme politique (en particulier ses appels à la restauration de la monarchie) a inquiété la hiérarchie orthodoxe, qui a fait enregistrer en 1996 une association concurrente dirigée par le métropolite Kirill et dont les figures les plus radicales sont absentes. »²⁴⁸

Natal'â Naročnickaâ s'est ainsi déjà fait connaître en Russie dans les années 1990 et 2000 par ses affirmations sur « l'existence d'une "civilisation orthodoxe" spécifique fondée sur la prédominance des Russes ethniques et marquée avant tout par son anti-occidentalisme »²⁴⁹, tandis qu'en France, à travers l'IDC, elle défend désormais l'idée d'une alliance entre les deux parties de l'Europe, Est et Ouest, sur la base de l'éthique judéo-chrétienne.

L'inclusion de l'IDC dans la communauté politique russe se produit, on l'a dit, par sa participation aux débats publics sur la chaîne France 24. L'émission *Le Débat* sert de plateforme de confrontation entre les différents pôles de la communauté politique russe. Les débats sur les manifestations en Russie entre le président de Russie-Libertés et l'un des représentants de l'IDC ne peuvent qu'être houleux, d'autant plus que Natal'â Naročnickaâ a déjà qualifié les manifestations de protestation de véritable « danger pour l'État »²⁵⁰. Les manifestations et l'organisation de l'opposition émanent ainsi pour Naročnickaâ de la technologie « des révolutions oranges », introduite, selon elle, dans la région postsoviétique par les États-Unis²⁵¹.

Mais c'est à présent également lors des conférences et table rondes organisées par l'Institut que se produisent ces « rencontres » avec les groupes de contestation et par conséquent une certaine inclusion de l'IDC dans la communauté politique russe. Si auparavant seule l'historienne indépendante, Galia Ackerman, suivait de près les manifestations organisées par l'IDC, aujourd'hui d'autres membres de la communauté politique russe s'intéressent à ces conférences. Citons la table ronde qui s'est tenue le 4 juillet 2013 dans les locaux de l'IDC sur le thème de « la défense de la famille et des droits de l'enfant » et qui a réuni autour de la même table des intervenants russes, français et italiens, dont Elena Mizulina, députée au Parlement russe, Béatrice Bourges, porte-parole du Printemps français et

²⁴⁸ M. Laruelle, « "Rodina" : les mouvances nationalistes russes. Du loyalisme à l'opposition », publication en ligne du CERI-Sciences Po, mai 2006. URL: <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/artml.pdf>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ France 24, « Russian Spring ? Surprise setback for Putin », émission *Le Débat*, 7 décembre 2011. URL : http://www.idc-europe.org/ru/video.html&v_id=56, dernière consultation le 12 décembre 2013.

²⁵¹ N. Naročnickaâ, *Oranževye seti. Ot Belgrada do Biškeka* [Les réseaux « oranges ». De Belgrade à Bichkek]. Saint-Petersbourg, Aleteâ, 2008.

membre fondateur de la Manif pour Tous, Christine Boutin, ancienne ministre, etc. Le débat a porté sur la lutte commune en Russie et en France pour la « défense de la famille ». Les trois femmes politiques en question sont particulièrement critiquées dans les groupes de contestation, car toutes trois sont considérées par leurs membres comme des porte-paroles du courant conservateur. A la suite de cet événement, les échanges suivants ont eu lieu sur un des groupes Facebook :

V.V. : *S'il faut comparer Boutin et Mizulina, qui remportera ce concours d'obscurantisme (mrakobesie) ?*

L.S. : *Pour sûr, Mizulina. Elle m'a fait penser à Anikeeva, membre du Conseil d'administration de la coopérative « Garage » dans le film éponyme. Sauf que Mizulina est pire...²⁵² (...). Mizulina a tout présenté de cette façon : « nous sommes ici pour vous présenter toute la vérité sur la Russie ». Un des types du public (il était Français) a pendant longtemps fait des éloges à la démocratie russe, qui est désormais absente en France. Bon, j'arrête la description. Cet événement m'a réellement perturbé psychologiquement.*

Dans ces échanges, le terme qui a été choisi par les contestataires pour qualifier Elena Mizulina a été la « fasciste ». En raison du manque de places disponibles à l'IDC — et du succès enregistré par la rencontre —, seule une personne des groupes de contestation a pu participer à la table ronde ; les autres contestataires lui ont alors demandé de faire un rapport *a posteriori* :

« Est-ce qu'il serait possible de savoir après la table ronde comment tout s'est déroulé ? C'est vraiment dommage que je ne puisse pas y assister, car j'aurais bien voulu savoir comment Mizulina et compagnie ont réussi à résister et à ne pas devenir homosexuelles dans le contexte de propagande totale de l'homosexualité, avant qu'elle ne soit enfin interdite. »²⁵³

Cette dernière phrase fait référence à la loi en Russie interdisant la propagande de l'homosexualité, loi jugée liberticide par les groupes de contestation en Russie et en France. Les deux groupes français, comme ceux de Grande-Bretagne ont critiqué avec virulence cette loi. Par solidarité, Russie-Libertés a co-organisé avec des artistes russes résidant à Paris, une exposition nommée « L'amour dans tous ses états », portant sur la liberté d'expression dans le domaine de la sexualité ; quant aux membres du GRRR, certains d'entre eux ont participé à la Gay Pride à Lyon et à Paris avec une banderole appelant à la solidarité avec le mouvement LGBT en Russie (voir la Photographie 18 de la Planche 5 de la section « Matériel visuel », p. 212 *sq.*).

²⁵² Référence à un film satirique soviétique de Râzanov dans lequel le personnage d'Anikeeva est la caricature du personnage bureaucratique.

²⁵³ Discussions entre militants dans le groupe Facebook de l'UERG, 4 juillet 2013.

La majorité des militants contestataires ont également pris position pour le mariage gay en France ; certains se sont rendus plusieurs fois aux manifestations organisées à Paris pour l'adoption de cette loi. Contrairement aux contestataires, certains militants du pôle non contestataire, dont M.Ge., dont nous avons retracé le parcours, a diffusé *via* Internet des messages de soutien au mouvement, désormais enregistré, du Printemps français, et s'est opposé ouvertement au mariage gay, et surtout à l'adoption des enfants par des couples homosexuels.

Jusqu'à très récemment, les événements organisés par l'IDC se déroulaient à distance des regards du public contestataire. Mais, suite à l'évolution de la situation en Russie, ils attirent à présent l'attention de ces mêmes acteurs et plus généralement de la communauté politique russe qui est désormais traversée par un plus grand nombre d'interconnexions au sein des pôles et entre les pôles. Il existe une tendance au sein du pôle non contestataire de la communauté politique à partager les sujets à traiter par les uns et les autres. Si le champ d'action de l'IDC concerne avant tout les « grandes » questions géopolitiques, le Conseil œuvre pour la préservation de la mémoire historique de l'émigration. Si le Conseil n'a pas de liens visibles avec l'IDC, tous deux ont recours au même type de rhétorique autour de la « russophobie ambiante » en France et en Europe²⁵⁴. Tous les deux combattent ainsi ce « fléau », chacun à son échelle, et en appellent à remettre en cause les informations diffusées par les médias « occidentaux » sur la Russie. Étant donné l'engagement des groupes contestataires, et avant tout de Russie-Libertés, dans l'espace médiatique français et leur volonté d'apporter une vision critique du régime politique actuel et de son impact sur la société, il est évident que leur discours est mal perçu par les acteurs non contestataires.

Une autre partie du pôle non Contestataire extérieur au noyau dur de la communauté politique russe est constitué d'associations, organisations et personnalités intellectuelles et politiques de l'extrême-droite française. Outre les deux associations (Novopole et le Collectif France-Russie) évoquées dans le troisième chapitre, des personnalités telles qu'Alain de Benoist, historien français, œuvrent pour des échanges et un rapprochement idéologique entre les penseurs de l'extrême-droite française et de l'extrême-droite russe. Le 25 mai 2013 a ainsi eu lieu une conférence, organisée par Alain de Benoist, avec le théoricien russe de l'eurasisme Aleksandr Dugin en tant que principal invité. Ce n'est pas la première visite de Dugin en France et ses liens avec Alain de Benoist sont anciens ; il affirme d'ailleurs considérer ce

²⁵⁴ Intervention de John Laughland en Italie, le 23 mai 2013, accessible sur le site web de l'IDC <http://www.idc-europe.org/>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

dernier comme son maître à penser²⁵⁵. Marlène Laruelle qualifie Aleksandr Dugin d'« eurasiste d'extrême-droite » de la Russie postsoviétique afin de bien marquer la différence entre l'idée eurasiste, née dans l'émigration après la révolution de 1917 et l'eurasisme contemporain dont Dugin est le principal représentant.

« Parmi les nombreux courants néo-eurasistes qui émergent en Russie depuis une décennie, celui d'Aleksandr Dugin se distingue par sa présence sur la scène politique et ses spécificités intellectuelles. A l'idée géopolitique d'une Russie grande puissance continentaliste, impérialiste et autocratique, Dugin a en effet ajouté des ingrédients occultistes, arianistes et néo-païens qui font de son discours une version russe éclectique de la pensée d'extrême-droite – Dugin fut longtemps proche de la Nouvelle droite d'Alain de Benoist – plus qu'une nouvelle formulation du traditionnel eurassisme. »²⁵⁶

La personnalité de Dugin est d'autant plus intéressante pour le présent travail qu'on lui a un temps prêté la fonction de conseiller de Vladimir Poutine. Comme l'a noté un des participants à la conférence parisienne du 25 mai 2013, un étudiant en droit venu à cette conférence par curiosité, Dugin cherche à prendre ses distances à l'égard des mouvances d'extrême-droite en Russie en se rapprochant à la fois des milieux d'extrême-droite en France et du pouvoir russe. Dugin a par ailleurs un long passé au sein du Parti national-bolchévique, dont il s'est éloigné au fil du temps. Il ne faut donc pas s'étonner de la présence à cette conférence de V.M., ancien militant national-bolchévique²⁵⁷. Pour ce dernier, cette conférence a fait ressurgir la question de la reconnaissance. En effet, si pour V.M., l'idéologie de Dugin ne présente pas beaucoup d'intérêt en tant que telle — quoiqu'il avoue que dans les années 1990 lors de l'opposition du NBP à Boris Eltsine il était nécessaire d'avoir un « penseur », un « théoricien », ne serait-ce que pour légitimer le mouvement —, il s'est toutefois rendu à la conférence parisienne pour voir si Dugin allait le *reconnaître*.

O.B. : *Vous connaissiez par le passé Aleksandr Dugin ?*

V.M. : *Oui, on s'est croisé quelque fois. Mais il paraît qu'il me connaissait bien à l'époque. Un jour, à Moscou, à une réception ou un truc comme ça, je parlais avec quelqu'un et n'ai pas remarqué que Dugin s'est rapproché de nous. On m'a dit après qu'il a été très blessé que je n'ai pas voulu lui parler²⁵⁸.*

L'idée eurasiste de Dugin n'intéressait que très peu V.M, qui s'est dit du reste très étonné de voir une si longue queue de personnes désireuses d'avoir une dédicace de Dugin sur leurs exemplaires de son livre vendu lors de la conférence ; V.M a ainsi qualifié cette queue en

²⁵⁵ Propos d'Alexandr Dugin lors de la conférence du 25 mai 2013.

²⁵⁶ M. Laruelle, « Alexandre Dugin : esquisse d'une eurassisme d'extrême-droite en Russie postsoviétique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 3, Vol. 32, 2001, p. 85.

²⁵⁷ Voir son portrait dans la catégorie des réfugiés.

²⁵⁸ Discussion avec V.M. lors de la conférence du 25 mai 2013, Paris.

termes sarcastiques, comme un « accès au corps » de Dugin (*dostup k telu*), attitude du public qu'il a trouvé « désolante ».

Encadré 13 : Notes d'observation sur la conférence « La voie eurasiste » du 25 mai 2013, Paris.

Dans le public, on remarque tout de suite la présence de jeunes Français, issus des mouvements *subculture* de l'extrême-droite, des personnes âgées (évoquant la noblesse française) qui sont visiblement des habitués des conférences d'Alain de Benoist. La conférence est organisée dans une salle majestueuse d'un hôtel particulier en plein cœur du 6^{ème} arrondissement de Paris. La famille de Dugin, sa femme et sa fille, y est présente. La fille de Dugin parle très bien le français. À l'entrée de la salle est installée une table sur laquelle sont posés des livres, journaux et revues à vendre. Les jeunes vendeurs sont également habillés selon les codes de l'esthétique de la *subculture* de l'extrême-droite. La salle est très sécurisée, des vigiles sont présents aux quatre coins de la pièce.

Sont présents à la conférence les journalistes d'une chaîne de télévision du Moyen-Orient (quelqu'un me dit que ce sont des Iraniens), qui font une interview avec Dugin. D'autres personnes de confession musulmane sont présentes.

Pour ce qui est du pôle contestataire, sont présents une journaliste de RFI (membre de Russie-Libertés), une chercheuse travaillant sur la Russie (proche de Russie-Libertés), A.Z., jeune docteure en sociologie (membre de l'Union et du GRRR), V.M., ex-militant national-bolchévique (membre de l'Union et du GRRR) et un doctorant de l'Université Dauphine (qui travaille sur les organisations de droits de l'homme en Russie et qui a connu Dugin et sa famille lorsqu'il étudiait à l'Université de Moscou où Dugin détenait la chaire de « théories alternatives »).

Plusieurs personnes parlent le russe, mais je n'ai pas l'occasion d'engager la discussion avec elles. D'après ce qu'elles se disent entre elles, ce sont des admirateurs de Dugin.

Précisons cependant qu'un débat, parmi les contestataires, a précédé leur participation à cette conférence. Certains ont ainsi affirmé, *via* Facebook, « devoir se tenir éloigné du 6^{ème} arrondissement de Paris le jour de la conférence de Dugin par mesure d'«hygiène» »²⁵⁹. D'autres ont au contraire manifesté un vif intérêt, qu'ils ont justifié de la manière suivante : « je pense que je vais t'accompagner, car ma curiosité d'universitaire est plus importante que le sens de l'hygiène »²⁶⁰. D'autres encore (il s'agit des militants antifascistes russes) ont éprouvé une « extrême excitation » en apprenant la nouvelle de la conférence de Dugin, espérant pouvoir y rencontrer les « néo-nazis russes ». La précision de la nationalité de ces néo-nazis a toute son importance, car le militant antifasciste qui s'est confié à nous, a dit éprouver de l'« excitation guerrière » seulement quand il s'agit des néo-nazis russes, pas français. Pour ce militant, cet événement était donc susceptible d'être un rappel du passé d'avant l'émigration, c'est-à-dire de son expérience militante antifasciste en Russie. Il manifestait le besoin de reproduire tous les éléments de la mise en scène, avec les mêmes acteurs des deux côtés, afin d'éprouver la sensation qui l'avait poussé à militer, en Russie, contre les néo-nazis.

²⁵⁹ Publication de A.G. sur la page d'un des groupes Facebook, le 23 mai 2013.

²⁶⁰ Le commentaire de la publication d'A.G. par A.Z. sur la page d'un des groupes Facebook, le 23 mai 2013.

La pénétration des idées de l'extrême-droite russe dans le champ politique français n'est cependant pas une nouveauté. L'intérêt des milieux d'extrême-droite en France va plus précisément vers l'extrême-droite russe *proche du pouvoir* et tout particulièrement de la figure du Président. Aux éloges des deux associations, Novopole et Collectif France-Russie, adressés à Vladimir Poutine, citées dans notre troisième chapitre, se joignent ceux des autres mouvements de l'extrême-droite française. Nous pensons notamment à la manifestation, organisée par Troisième Voie²⁶¹ le 2 février 2013 durant laquelle les manifestants ont brandi des portraits de Vladimir Poutine — à côté de ceux d'Aleksandr Lukašenko, de Bachar El-Assad et d'Hugo Chavez, réunis sous le slogan de l'anti-impérialisme et de l'anti-américanisme.

Certains militants des groupes de contestation actuels, actifs avant l'émergence de la communauté politique russe en France, signalent depuis longtemps cette alliance, qu'ils jugent très dangereuse, entre l'extrême-droite française et l'extrême-droite russe.

G.C. : *Flash : on m'a dit qu'aujourd'hui à la manifestation de l'extrême-droite à Saint-Germain-des-Prés il y a eu des portraits de Poutine. Je pense qu'il faut trouver les photos de cette manifestation (...).*

M.N. : *Ce n'est pas une nouvelle. Ça fait deux mois que je parle et j'écris sur le fait que la Fédération de Russie sponsorise l'extrême-droite française.*

Cependant, certains militants contestataires se posent des questions sur la nature des mouvements français et russes discutés ci-dessus :

M.N. : *Les « identitaires » est le nouveau visage du fascisme. Mais il appartient à la fois à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche (surtout en Russie). Leur idole est Milosevic. En Russie, c'est l'affaire de Limonov, et aussi d'Udal'cov. Leur premier ennemi sont les États-Unis.*

E.C. : *L'horreur (...).*

G.C. : *C'est de l'extrême-droite. L'extrême-gauche a un programme différent : « À bas l'ingérence américaine, l'OTAN et le fascisme ».*

M.N. : *Ça s'appelle : trouve les dix différences...*

G.C. : *Alors, tu as trouvé ?*

M.N. : *Non.*

G.C. : *Pose dans ce cas la question aux antifascistes auxquels est dédiée cette page.*

M.N. : *Pour moi, ils ne sont pas d'extrême-gauche.*²⁶²

Hormis la différence dans les affiliations politiques de ces trois acteurs, l'échange nous révèle également les tensions et les débats qui divisent et rassemblent les contestataires —

²⁶¹ Mouvement politique de l'extrême-droite en France.

²⁶² Échange entre les militants contestataires qui a eu lieu sur la page Facebook de solidarité avec les militants antifascistes en Russie, le 15 février 2013. Le reportage en question est disponible à l'adresse suivante : <http://www.youtube.com/watch?v=rcwelikqMFC>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

dont nous analyserons de nombreux exemples dans le cinquième chapitre —, notamment autour du passé soviétique qui est un sujet récurrent au sein des milieux contestataires.

Les personnalités et mouvements politiques de l'extrême-droite ne sont cependant pas les seuls à recourir à la rhétorique nationaliste, et parfois raciste. Une chaîne de télévision russe a récemment réalisé un reportage sur la France d'aujourd'hui, dans lequel le président du Conseil de coordination des compatriotes de France raconte sa vie en banlieue parisienne. Les réactions des contestataires en France ont été vives :

A.Gl. : *Quand la télé russe (Pervyj Kanal - liée au Kremlin) regarde la France, cela donne un reportage d'extrême-droite à vomir (que le FN s'empresse ensuite de relayer sur les réseaux sociaux) (...).*

M.N. : *Oui, pas nouveau, mais je me rappelle de cette histoire...*

A.Gl. : *Il est étonnant que D.K., si prompt à condamner les immigrés d'aujourd'hui, fasse l'impasse sur sa propre histoire familiale. Les immigrés russes et de toutes les autres origines (italiennes, polonaises, arméniennes, etc.) du début du siècle dernier ont été traités de la même manière. On les stigmatisait tout autant, on les caricaturait de la même manière. Cela en fait pourtant aujourd'hui de "bons" Français.²⁶³*

Une partie de la rhétorique de l'IDC, quoique plus prudente, rejoint celle de l'extrême-droite française, notamment en ce qui concerne les questions de la souveraineté des États et la place de la religion dans les sociétés européennes. Le directeur d'études de l'IDC, John Laughland, a ainsi expliqué lors d'une conférence en Italie les tensions qui existent entre l'Union européenne et la Russie :

« Comme on le sait, la politique libérale d'Eltsine a amené la Russie vers la banqueroute de 1998, et vers son humiliation sur l'arène politique à cause de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999. Après ces événements, a eu lieu en Russie un processus de reconsidération de la notion de « structure d'État » (gosudarstvennost') et des valeurs nationales. Vladimir Poutine est devenu l'incarnation de ce processus, au même titre que l'Eglise orthodoxe. C'est pourquoi l'Occident est obsédé par la lutte contre la Russie et Vladimir Poutine : il voit en lui l'antithèse de tout ce en quoi il croit lui-même ; l'Occident est surtout irrité par le refus de la Russie de se fondre dans le nouvel ordre mondial, post-national et post-religieux. Les jeunes femmes de Pussy Riot sont considérées en Occident comme des héroïnes, car elles ont protesté non seulement contre Poutine, mais aussi contre l'Église. Pour l'Europe athée, le fait que l'Église occupe une place centrale dans le projet de reconstruction nationale est un péché impardonnable. Telles sont les sources de la russophobie contemporaine. »²⁶⁴

Un rôle particulier est à nouveau conféré à la « russophobie » en France et en Europe. Cette rhétorique n'est pas présente dans les seuls discours politiques, qu'ils soient tenus par l'IDC, le Conseil de coordination des compatriotes ou l'extrême-droite française ; elle est aussi reprise par certains migrants russes de France. La découverte d'un blog d'un migrant russe,

²⁶³ Discussion sur Facebook entre militants d'un des groupes contestataires parisiens. Juin 2012.

²⁶⁴ Intervention de John Laughland à la conférence en Italie, le 23 mai 2013, accessible en ligne sur le site web de l'IDC : <http://www.idc-europe.org/>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

résidant à Poitiers, a eu de nombreux échos dans le pôle de contestation de la communauté politique russe. Tout en écrivant de courts articles sur la vie en France, ce migrant s'efforce de recenser les différents actes et situations de russophobie en France — l'une de ces accusations lui a du reste valu une menace de poursuite judiciaire²⁶⁵. Ce blogueur, se présentant comme chauffeur de camion, a ainsi réalisé une sélection des « pires russophobes » en France et dans le monde. Après y avoir exposé la photographie de Galia Ackerman avec la mention de « russophobe notable », ce blogueur a également publié des lettres de l'avocat d'Ackerman, exigeant de retirer sa photo du blog.

Conclusion de la deuxième partie

En guise de conclusion, nous aimerions présenter un schéma (voir section « Matériel visuel », p. 212 *sq.*) réunissant tous les différents acteurs de la communauté politique russe. Si les fractures politiques entre les amis et les ennemis du régime politique actuel en Russie sont bien réelles, aujourd'hui comme hier, il y a de nombreuses interactions entre les différents pôles de la communauté. Les divisions surgissent d'ailleurs non seulement entre les deux pôles extrêmes de la communauté, mais aussi au sein de ces mêmes pôles, notamment celui des contestataires. Si le pôle non contestataire (en excluant les associations françaises d'extrême-droite), représenté en premier lieu par le Conseil de coordination des compatriotes, se développe selon des principes plus ou moins comparables à ceux des autres communautés de migrants — tout en ayant évidemment ses spécificités, que nous avons explicitées dans la première partie de cette thèse —, le pôle contestataire de la communauté politique russe, représenté avant tout par Russie-Libertés, cherche quant à lui à s'éloigner le plus possible de toute référence nationale : c'est un combat pour la Russie sans référence ou presque à la spécificité culturelle ou nationale russe.

Russie-Libertés s'est engagée dans la professionnalisation du mouvement de contestation, en cherchant progressivement à s'intégrer dans les réseaux des ONG de défense des droits de l'homme dans le pays d'accueil et à l'échelle internationale, en s'écartant donc de plus en plus du pôle culturel de la communauté politique russe, proche de l'Ambassade et des autorités russes en charge du projet des compatriotes. Depuis les élections de 2012 et surtout de 2013, le Conseil de coordination des compatriotes de France, quant à lui, s'est légèrement

²⁶⁵ Son blog <http://tchaykovsky.com/> n'existe plus. Galia Ackerman nous a confirmé qu'elle l'a menacé de poursuites judiciaires, mais n'a finalement pas déposé plainte contre lui. Il a tout de même supprimé son blog.

rapproché de groupes plus ou moins contestataires, en vertu de l'élection en son sein de membres ayant appartenu aux groupes de contestation. En effet, au cours de l'année 2013, certains militants se sont éloignés des groupes ouvertement contestataires pour se présenter aux élections du Forum russe. Parallèlement, les groupes de contestation ont connu des scissions, principalement autour des problématiques politiques, étroitement liées à l'ouverture d'opportunités de rapprochement avec les organisations du pays d'accueil et de la communauté russe.

Si ce problème a surgi dès le début du mouvement contestataire en janvier 2012, lequel a abouti à la création de deux structures, Russie-Libertés et l'UERG, la véritable division des contestataires s'est produite plus tard, en 2013, lorsque plusieurs membres de l'UERG se sont séparés du groupe sans pour autant rejoindre Russie-Libertés — ils étaient dubitatifs quant aux moyens et aux fins poursuivis par Russie-Libertés, marqués par une médiatisation qu'ils jugeaient excessive —, mais en créant un nouveau groupe le GRRR, appelé à adopter des positions et à mener des actions plus politiques que l'UERG. Ainsi que l'a confié l'un des membres du GRRR, D.So, dans un échange informel avec l'auteure de cette thèse : « Russie-Libertés a une véritable idéologie, qui les unit car ils la partagent tous, alors que nous ne sommes unis que par le sentiment que quelque chose ne va pas chez Russie-Libertés »²⁶⁶. S'appuyant et intensifiant la progressive dépolitisation de l'UERG, certains de ces membres ont essayé de réorienter le groupe vers des actions sociales de solidarité entre les migrants russes en France, tout en créant plusieurs autres groupes poursuivant des buts similaires — comme par exemple « Russie-France : Urgence » —, l'objectif général étant de recréer des liens forts entre les migrants de Russie, et même plus largement russophones.

Le schéma 1 est une synthèse à la fois chronologique et thématique du fonctionnement de la communauté politique russe. On comprend désormais que le noyau dur de cette communauté se distingue des acteurs plus ponctuels ou rendus plus extérieurs par l'intensité des interactions qui existent entre les groupes qui le constituent. Aux extrémités du noyau, se situent, d'un côté, les groupes les plus contestataires, liés aux ONG, syndicats, partis politiques du pays d'accueil et groupes contestataires analogues dans d'autres pays dont ceux de Grande-Bretagne (Speak Up), et, de l'autre, les Conseils de coordination des compatriotes (plus ou moins renouvelés chaque année à la suite des processus d'élection) liés aux représentants des autorités russes en France, aux institutions en charge du projet des compatriotes et aux Conseils des compatriotes des autres pays, dont celui de Grande-

²⁶⁶ Entretien avec D.So., 7 juillet 2013, Paris.

Bretagne. La communauté politique russe se forme donc à l'intersection des deux communautés politiques nationales, française, d'un côté, russe de l'autre. Entre les deux pôles opposés, se distribuent tous les groupes nouvellement créés qui répondent à l'idée du tissage de liens sociaux entre les migrants et, qui de par leur présence au Forum russe de cette année, ont réussi à attirer de nouveaux membres²⁶⁷.

Le schéma 1 doit donc être interprété du point de vue des interactions qu'il révèle : en tant qu'il donne à voir les liens qui existent même entre les pôles les plus éloignés du noyau dur de la communauté politique russe, et en tant qu'il expose diachroniquement le développement de la communauté politique russe durant les trois dernières années (2011-2013), lesquelles ont été marquées par l'apparition²⁶⁸ et la mise en relation, du moins de manière indirecte, d'acteurs aussi différents les uns des autres que peuvent l'être l'association de défense des droits de l'homme Russie-Libertés et les Conseils de coordination. Ces interactions sont constitutives de la communauté politique russe.

Ce schéma montre également l'absence de liens directs entre les acteurs du noyau dur et des acteurs tels que l'IDC ; ils ne se lient, pour s'opposer, que ponctuellement, lors des débats télévisés confrontant les « amis » et les « ennemis » du régime politique russe. Si la division interne à la communauté politique russe est de même nature que celle décrite par Stéphane Dufoix pour les exopolities polonaise, tchécoslovaque et hongroise au XXe siècle en France, elle se manifeste néanmoins au sein de ce qui peut malgré tout être identifié comme une totalité — comme le prouvent les interactions entre les différents groupes. On peut néanmoins se poser la question de savoir si une division aussi tranchée a existé dans le passé, en particulier dans le cas de la politique dans l'émigration russe. En effet, l'histoire brièvement retracée dans le quatrième chapitre signale l'existence de certaines interactions entre les différents pôles de l'émigration post-révolutionnaire, marquée notamment par l'influence du mouvement *Smena veh*, prônant la réconciliation avec le régime soviétique.

²⁶⁷ On peut en juger à partir du nombre des membres du groupe Facebook « Russie-France : Urgence » qui est passé d'une centaine à plus de 400 membres. Il faut cependant préciser que, compte tenu de la spécificité des groupes Facebook, de nombreux membres ne sont pas réellement actifs et restent purement virtuels. Néanmoins, les fondateurs de ce groupe ont réussi à attirer quelques nouveaux collaborateurs, intéressés par la problématique sociale et s'engageant dans l'aide aux « compatriotes égarés ».

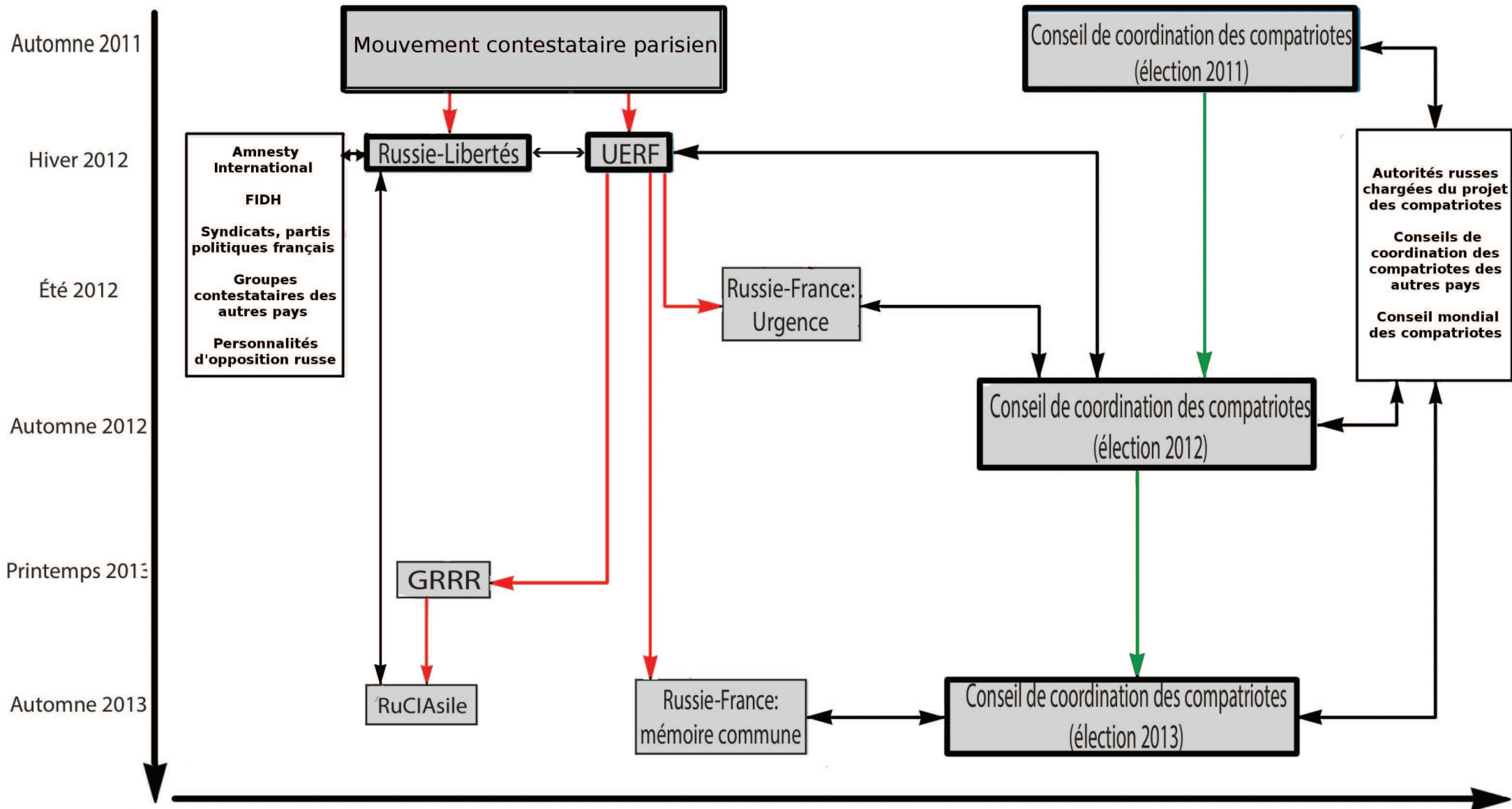
²⁶⁸ Nous avons décidé de représenter la chronologie d'apparition des différents groupes du noyau dur, en distinguant les Conseils des compatriotes élus chaque année, dans la mesure où les changements de composition des Conseils induisent des changements de structure. Tous les autres groupes représentés dans ce schéma existent encore à l'heure actuelle, quoique l'UERF soit en passe de devenir un groupe plus virtuel que réel, après le départ des membres les plus contestataires vers le GRRR et de certains des autres membres les plus actifs vers le Conseil de coordination des compatriotes.

Reste néanmoins à comprendre comment les différents groupes du noyau dur expliquent, se représentent, donnent sens à toutes les divisions-scissions, mais aussi aux interactions au sein de la communauté politique russe. À cette fin, il est nécessaire de se consacrer à l'analyse des discours qui structurent la communauté politique russe, une communauté qui, affirmons-le dès à présent, ne se fonde pas sur un ensemble de références et propriétés partagés par tou-te-s, une « communauté du plein », mais bien plutôt une « communauté du vide » au sein de laquelle ce qui est « commun » est précisément le sentiment de la perte, de l'absence : la séparation est la condition de la relation, bien plutôt que ce qui s'oppose à l'interaction.

Matériel visuel de la deuxième partie

Schéma de fonctionnement de la communauté politique russe en France

Année de création



Groupe du noyau dur

Acteur ponctuel

Degré de visibilité

Formes successives d'un même groupe

Interaction entre deux groupes

Scission en deux ou plusieurs groupes

Degré d'insertion dans le projet des compatriotes

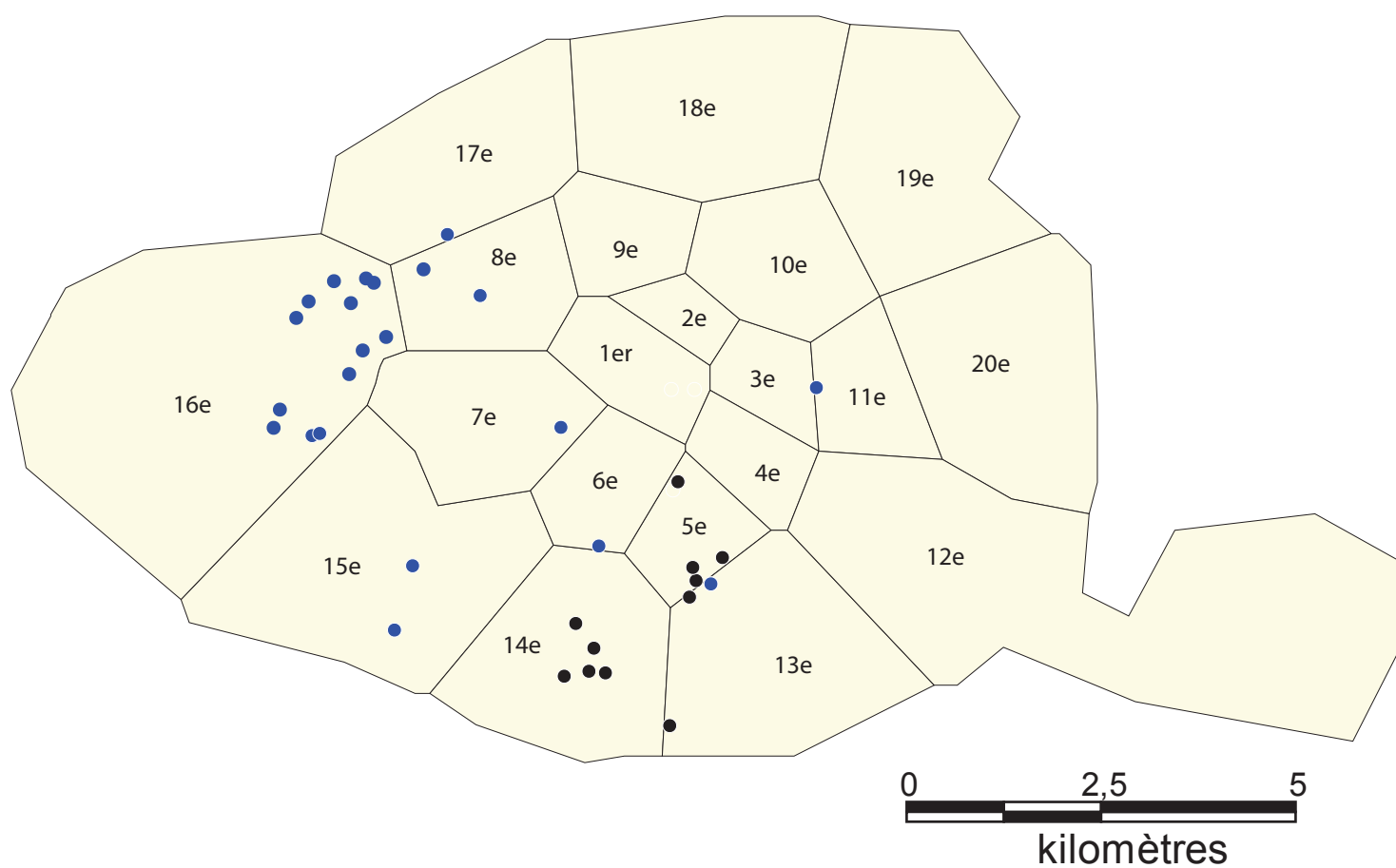
Légende:

Source : recherches de terrain (2011-2013)

© Olga Bronnikovka

Carte 1

LE PARIS POLITIQUE RUSSE DE LA FIN DU XIX^e SIECLE A LA CHUTE DE L'URSS (Par arrondissement)

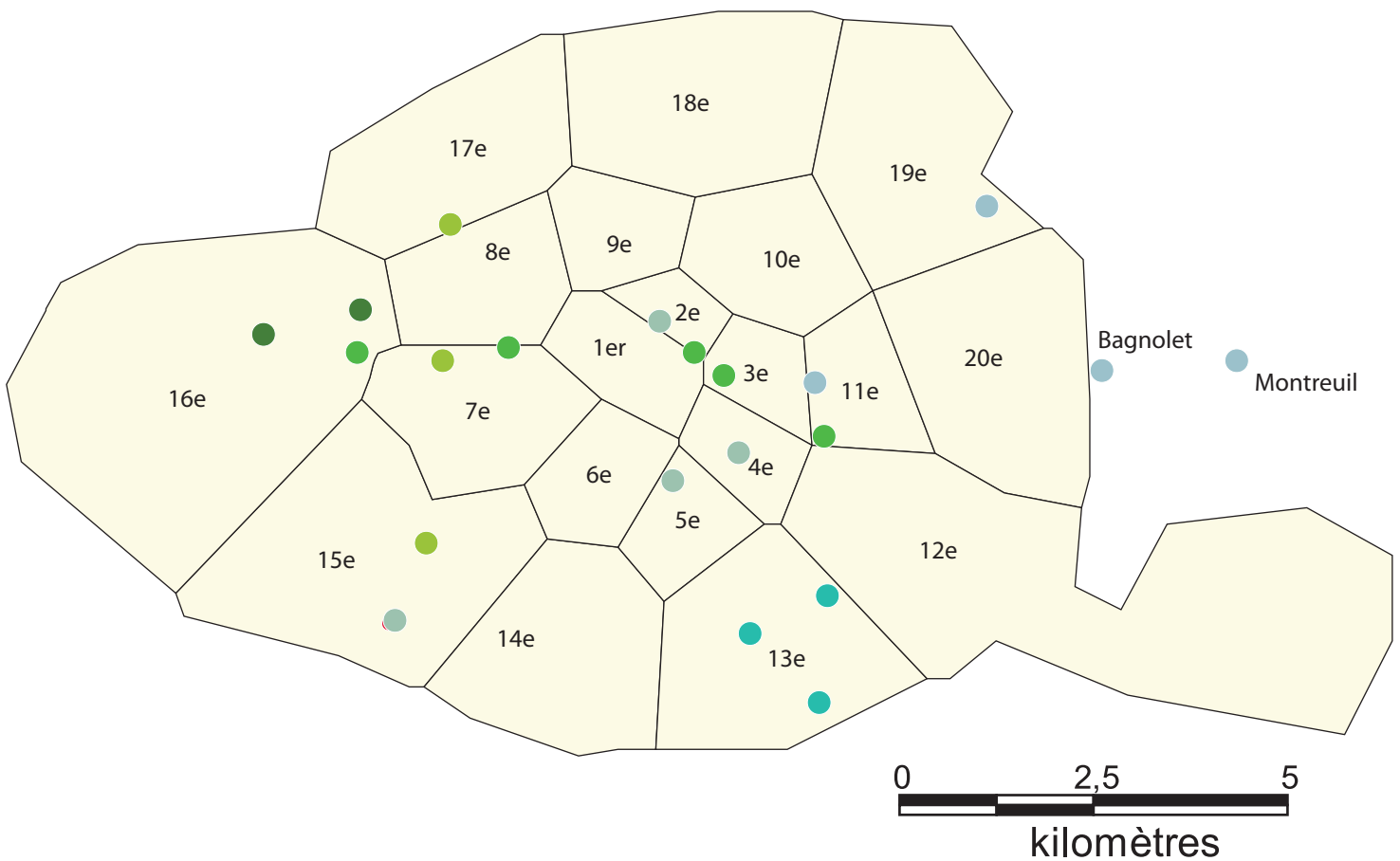


Lieux politiques russes

- Fin 19^eme - début 20^eme
- A partir de 1917 jusqu'à la chute de l'URSS

Carte 2

LA COMMUNAUTE POLITIQUE RUSSE D'AUJOURD'HUI (Par arrondissement)



Lieux politiques

- Manifestations et autres actions politiques
- Lieux officiels russes
- Lieux religieux
- Lieux de réunions contestataires
- Paris de survie
- Lieux d'événements (concerts, forum, etc.)

Planche 3 : La mise en relation des différents pôles de la communauté

**NOIZE MC
JEANNE CHERHAL**

**CONCERT EXCEPTIONNEL
« FREE PUSSY RIOT »**

Andrey Zabloudovsky
Bielka



RUSSIE — EN LUTTE POUR LA LIBERTÉ

FORUM

Mylène Sauloy
Boris Akounine
Artemy Troitsky
Mark Feygin
Eva Joly
et d'autres

**MAIRIE DE MONTREUIL
6 OCTOBRE / 13:30-21:00
ENTRÉE LIBRE**

En mémoire d'Anna Politkovskaïa



PORNOGRAPHIE - LE VISAGE DE LA PROTESTATION



Les activistes sous le nom "Pussy Riot" en français « L'Émeute des chattes », ont bénéficié d'un soutien extraordinaire de la part des gays, des principales masses médias et de certains députés et Parties Européennes. Même le ministre de la culture française a apporté son soutien à « L'Émeute des chattes ». Faisons un récapitulatif des « dessous » de son groupe préféré !

1. Un génère gâché dessiné sur le pont : <http://pussy-riotsjournal.com/285384.html>
2. Une partouze dans un musée : <http://pussy-riotsjournal.com/55730.html>
3. Une masturbation avec un poulet dans un supermarché : <http://pussy-riotsjournal.com/281211.html>
5. Une pendaison d'un homme et d'un juif dans un supermarché : <http://pussy-riotsjournal.com/27416.html>
6. Une profanation d'une église et de la Cathédrale St Sauveur.

Le dernier événement était médiatisé par les journalistes présents sur place comme par hasard à cette action. Les possédés hurlaient des blasphèmes sur Notre Dame et dansaient sur l'autel. Le sacrilège est ici considéré comme un droit d'expression. Jusqu'au point où peut aller ce droit ? Profaner la foi des millions de personnes, violer les sépultures, est-ce la liberté de parole ? Le droit d'un homme est limité par les droits des autres hommes, sinon on se retrouve vite dans la jungle. Est-ce que c'est le but des gens qui soutiennent « L'Émeute des chattes » ? Ils cherchent la désocialisation, la déshumanisation de l'homme, le retour à l'état primitif – parce que l'homme privé du respect, du sacré, des hautes pensées ne peut plus porter ce nom.

L'Homme a le droit de rester l'Homme et de protéger les valeurs universelles : la sainteté de la foi, l'intégrité de la Patrie, l'amour de la famille, la mémoire de son histoire. Il n'y a pas de liberté pour le crime et la débauche !

QUI FINANCE ET MANIPULE LA DEBAUCHE DE « L'ÉMEUTE DES CHATTES » ?



« Qui paye cette manifestation, les contacts avec les médias, relations publiques, communication, publicité, relations avec le show biz, ambassadeurs, danses du ventre et des richesses, turbanisme, etc. ? » se posait la question le journaliste M. Garrolo (<http://www.dnss.info/2012/2012/09/qui-finance-et-manipule-les-pussy-riots/>)

Regardons les organismes ici présents : Science PO, Amnesty International, Euroamintur. L'événement est organisé par l'association Russie-Liberté avec l'aide précieuse de François Christophe, ambassadeur français aux USA.

Où voudrait demander à ces « protecteurs des droits de l'homme » professionnels si tous les hommes ont les mêmes droits ou bien si un petit groupe de perverses et de hooligans en ont d'avantage ?

Est-ce que, en principe, il faut respecter les Règles de la Loi instituées par un pays ou bien n'accepter aucune loi et fouler au pied l'ordre établi ?

Si la censure de liberté de parole promue ici aujourd'hui est complètement hostile et à l'opposé de la façon de penser d'une civilisation, est-ce que vous proposez de détruire celle-ci ?

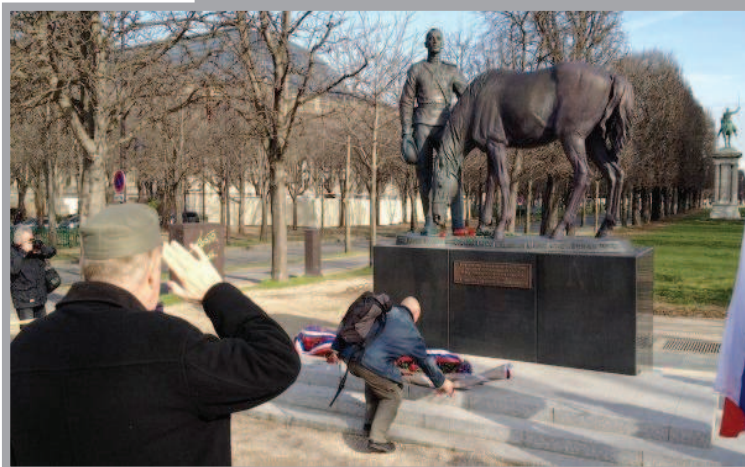
La majorité étonnante des russes soutient le verdict pour « L'Émeute des chattes », ont-ils le droit à décider de leur mode de vie, ou est-ce vous contre la démocratie ?

Affiche 1 : Affiche de Russie-Libertés sur le Forum « Russie : en lutte pour la liberté » (6 octobre 2012, Paris)

Source : le blog de Russie-Libertés <http://russie-libertes.org/2012/10/08/forum-concert-russie-en-lutte-pour-la-liberte-mobilisation-importante-pour-les-droits-humains-en-russie/> dernière consultation le 3 novembre 2013.

Affiche 2 : Tract distribué par les militaires d'« Essence du Temps » lors du Forum « Russie : en lutte pour la liberté » (6 octobre 2012, Paris)

Source : récupéré par Olga Bronnikova lors du Forum, 6 octobre 2012.



Photographie 10 : Manifestation organisée par l'association française Collectif France-Russie, en protestation contre la profanation du monument au Corps expéditionnaire russe (16 février 2013)

Source : le blog du Collectif France-Russie http://lecollectiffrancerussie.blogspot.fr/2013_02_01_archive.html dernière consultation le 5 novembre 2013.



Photographie 11 : Le monument au Corps expéditionnaire russe « vandalisé » (7 février 2013).

Source : le blog de l'association Collectif France-Russie http://lecollectiffrancerussie.blogspot.fr/2013_02_01_archive.html dernière consultation le 15 novembre 2013.

Planche 4 : Vers une professionnalisation progressive du mouvement contestataire



Photographie 12 : Des pancartes « bricolées » lors des premières manifestations à Paris (manifestation du 4 février 2012, Paris).



Photographie 13 : Les premières manifestations spontanées (manifestation du 10 décembre 2011, Paris).



Photographie 15 : La recherche d'une image de plus en plus soignée, prête pour la médiatisation (action de commémoration, 15 juillet 2012, Paris)

Source : le blog de Russie-Libertés <http://russie-libertes.org/2012/07/15/rassemblement-en-memoire-de-natalia-estemirova/> dernière consultation le 15 novembre 2013.



Photographie 14 : Premières tentatives d'encadrement des manifestations par les groupes contestataires en voie de professionnalisation (manifestation du 1 juin 2012).

© Olga Bronnikova

Planche 5 : La concrétisation des revendications : des slogans généraux contre Poutine vers des luttes plus concrètes (hiver 2012-automne 2013)



Photographie 16 : Le combat de Russie-Libertés pour les droits de l'homme (Forum-concert « Russie : des voix pour la liberté », 26 octobre 2013, Paris)
Source : blog de Russie-Libertés <http://russie-libertes.org/2013/10/26/forum-concert-russie-des-voix-pour-la-liberte/#more-3364> dernière consultation le 20 novembre 2013.



Photographie 17 : Le combat de l'UERF pour la libération des prisonniers politiques (manifestation du 6 mai 2012, Paris)
Photographie prise par Ekaterina Abramkina, 6 mai 2013.



Photographie 18 : Le combat du du GRRR pour les droits des homosexuels, gays, bisexuels, transgenres (Gay Pride, 30 juin 2013, Paris)
Photographie prise par V. M., 30 juin 2013



Photographie 19 : Le soutien de Russie-Libertés aux membres emprisonnés du groupe Pussy Riot (août 2013).
Source : blog de Russie-Libertés <http://russie-libertes.org/2013/10/26/forum-concert-russie-des-voix-pour-la-liberte/#more-3364> dernière consultation le 20 novembre 2013

Planche 6 : La pénétration dans le champ politique et médiatique français de personnalités russes vivement critiquées par l'opposition en Russie et par les militants contestataires en France



Photographie 20 : Conférence d'Alexandr Bastrykin à la Sorbonne, organisée par des juristes français (20 novembre 2013)
Source : le blog de Russie-Libertés <http://russie-libertes.org/2013/11/21/compte-rendu-bastrykine-a-la-sorbonne/#more-3392> dernière consultation le 30 novembre 2013.



Photographie 21 : Rencontre organisée par un historien français proche des milieux de l'extrême-droite, Alain de Benoist, avec le philosophe eurasiste russe Alexandr Dugin (25 mai 2013).
Photographie prise par V.M., 25 mai 2013.



Photographie 22 : Table ronde sur la défense de la famille en Russie et en France, organisée par l'Institut de la démocratie et de coopération (IDC).
Source : le site de l'IDC <http://www.idc-europe.org/fr/Table-rond-sur-la-defense-de-la-famille> , consulté le 4 novembre 2013

Planche 7 : La progressive disparition des signes et symboles « nationaux » russes lors des événements contestataires



Photographie 23 : Mise en scène de l'appartenance nationale à la Russie lors des premières manifestations à Paris (manifestation du 10 décembre 2011, Paris)
Photographie par Olga Bronnikova, 10 décembre 2011.



Photographie 24 : Pancartes humoristiques utilisées lors des premières manifestations, mêlant le passé soviétique et un présent marqué par la réélection de Vladimir Poutine (manifestation du 10 décembre 2012, Paris)
Photographie par Olga Bronnikova, 10 décembre 2011.



Photographie 25: La disparition de signes nationaux tchétchènes lors des manifestations parisiennes (manifestation du 1 juin 2012, Paris)
Photographie par Olga Bronnikova, 1 juin 2012.



Photographie 26 : La disparition des drapeaux russes lors des manifestations parisiennes en raison des « choix esthétiques » faits par leurs organisateurs (Russie-Libertés) (manifestation du 4 février 2012, Paris)
Photographie par Olga Bronnikova, 4 février 2012.

Planche 8 : L'intégration de certains membres du GRRR dans les milieux anarchistes français, perçue depuis l'extérieur comme une radicalisation du groupe



Photographie 27 : Concert de soutien aux militants antifascistes emprisonnés en Russie (Squat Le Transfo, 11 octobre 2013, Montreuil)
Photographie prise par I.O., 11 octobre 2013



Photographie 28 : Banderole confectionnée par des militants antifascistes russes de France et anarchistes français.
Photographie prise par I.O., 11 octobre 2013.



Photographie 29 : Soutien par des groupes de rock alternatif français de la cause des prisonniers antifascistes en Russie (GRRR, 11 octobre 2013, Montreuil)
Photographie prise par M.N., 16 juin 2013.



Photographie 30 : Table ronde et concert de soutien aux militants antifascistes en Russie, co-organisés avec les militants anarchistes et antifascistes français (GRRR, 16 juin 2013, Montreuil)

Partie III. L'expatriote ou la communauté russe en mouvement

*« Le temps passerait, les anciens empires s'effondreraient et de nouveaux prendraient leur place, les relations entre pays et entre classes se modifieraient avant que je ne découvre que ce n'était pas la nature des biens ni leur utilité qui importait, mais le mouvement, non pas où vous êtes et ce que vous avez, mais d'où vous venez, où vous vous rendez et à quel rythme vous y allez. » (C. L. R. James, *Beyond a Boundary*¹).*

Nous avons choisi de débiter cette dernière partie de notre thèse par une citation, extraite de l'ouvrage de l'historien et militant trinitadien Cyril Lionel Robert James, *Beyond a Boundary*, car elle décrit parfaitement les transformations culturelles et politiques que subissent nos acteurs en suivant les mutations de la société russe et celle(s) de l'immigration, mais aussi parce que la vie de ce théoricien du « marxisme noir », est marquée par ses multiples combats politiques, engagés dans l'émigration. Ce primat, conféré au mouvement sera aussi le nôtre dans cette partie. Il s'agira également de saisir le(s) mouvement(s), dans le temps et l'espace, de notions telles que la « culture russe » et la « communauté russe », du point de vue des débats et des discours qui structurent la vie politique dans l'émigration russe. Nous mettons ainsi l'accent, sur le fait que c'est par et à travers les *débats*, que la communauté politique russe prend son sens ; que c'est à travers eux, que s'effectue la recherche de ce qui est commun, de ce qui « tient ensemble ». Pour engager cette tâche de confrontation d'une multiplicité de débats sur des sujets contemporains ou relatifs à l'histoire russe, qui ont tous pour point de départ ou, à l'inverse, pour point d'arrivée, cette même recherche du commun, nous avons forgé le concept d' « expatriote ». Ce concept fait écho à celui de compatriote émanant du projet éponyme (officiel) des autorités russes ; mais, contrairement à ce dernier, le préfixe « ex » renvoie à la perte, à l'omission, au vide. « Ex-patriote » s'appuie sur l'idée d'exil, qu'il faut comprendre selon la définition que donne Stéphane Dufoix de l'exopolitie, notion à laquelle nous avons régulièrement fait référence dans la deuxième partie. « Ex-patriote » se rapporte également au terme d' « ex-Soviétique », communément utilisé pour

¹ C.L.R. James, *Beyond a boundary*. London, Yellow Jersey Press, 2005, p. 149.

décrire les ressortissants des ex-républiques de l'URSS et mobilisé par ces ressortissants eux-mêmes.

Cette notion renvoie en outre à celle d'« expatrié » qui, dans son interprétation par Stéphane Dufoix, introduit la composante des relations que le migrant, entretient avec son État d'origine. En effet, les États, s'adaptant à la nouvelle donne de la mondialisation, innovent, afin de « saisir de plus en plus et de mieux en mieux, leurs populations vivant en dehors des frontières étatiques »². Du point de vue de l'État russe, qui lui aussi innove à cet égard, l'expatrié russe est aujourd'hui inscrit dans le cadre du projet des compatriotes.

Dans notre cas, les deux significations du préfixe latin « ex » sont mobilisées : celle de « hors de » et celle de « qui a (auparavant) rempli cette fonction ». Réunies, elles évoquent le sentiment de perte du territoire, qui est aussi la perte d'une certaine fonction, ou qualité. L'expatriote est quelqu'un qui a perdu sa fonction de patriote, plus exactement de « patriote de son pays ». Nous jouons en effet ici sur une différence entre les langues française et russe. « Patriote de son pays » est une expression commune en Russie, qui permet au locuteur d'accentuer l'attachement à *son* pays, ce qui renvoie à la définition duelle du mot « patrie » en russe : c'est le pays où l'on est né et l'État (*otečestvo*) dont on est le vecteur. Cette perte de la qualité de patriote à la suite de l'expatriation ou de l'exil est exacerbée par la condition partagée d'ex-soviétique, en perte de repères identitaires en Russie après la chute de l'URSS.

Cette « qualité », ou plus exactement cette condition d'expatriote ne dit cependant rien à première vue sur la recherche de l'identité commune et collective. C'est pourquoi il est nécessaire de mobiliser à nouveau la notion de communauté. Cette dernière, comprise ici dans un sens plus philosophique que sociologique, comme « être en commun », a de tous temps, constitué un moteur de la vie humaine. Il est vrai, comme nous le rappelle Roberto Esposito, que la communauté, contrairement à l'individu, ne possède pas d'identité, autrement dit de « Soi ». C'est pourquoi les individus contemporains cherchant à protéger leur subjectivité, leur « individualité », ont « peur de la communauté », plus précisément du « Rien » qu'elle représente. Néanmoins, la communauté reste omniprésente, à commencer par les diverses communautés d'intérêt, jusqu'aux communautés nationales. La recherche du commun est en quelque sorte une obligation, une donnée inévitable, à laquelle est confronté l'individu contemporain, inscrit dans des cadres nationaux déjà constitués ou en cours de constitution. L'expatriote, vecteur du patriotisme, cherchera ainsi à s'identifier à une communauté nationale, ou transnationale, l'une comme l'autre pouvant tout à fait être imaginées ; car le

² S. Dufoix, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », *op.cit.*, p. 18.

« patriote » — d'autant plus dans sa définition russe — a toujours une signification collective, plutôt qu'individuelle : c'est le vecteur d'une communauté. Étant en état de manque ou de perte, l'expatriote cherchera inévitablement le commun, en s'attachant à ce qui existe déjà ou en produisant, collectivement, un nouveau commun, avec les individus partageant la même condition d'expatriote.

L'objectif de cette partie sera ainsi d'explicitier les différentes modalités de la quête du commun auxquelles se consacrent les expatriotes. Cette quête se fonde, tantôt sur la communauté imaginée de l'émigration russe passée et/ou contemporaine, tantôt sur communautés imaginées nationales française, britannique et/ou russe, tantôt enfin dans la communauté imaginée du passé soviétique. Il faut cependant comprendre, qu'il n'y a pas de contradiction dans ce « jonglage » identitaire, les acteurs étudiés faisant appel à ces trois modalités différentes de recherche du commun — bien que se manifeste une certaine tendance au choix de l'une d'entre elles, au détriment des autres. Pris une à une, ces différentes acceptions évoquent donc d'abord le sentiment de perte de quelque chose, plutôt que la recherche ou l'aspiration à la recherche de quelque chose d'autre. Mais réunis, ils constituent une perspective particulièrement heuristique pour comprendre les sentiments — et les ressentiments — de nos acteurs relativement à cette perte du commun, liée à la fois à la chute de l'URSS et à l'émigration, et relativement aux tentatives (lesquelles ne manquent pas) de résister à cette perte, par de constantes remises en cause et recherches d'un « nouveau commun ».

Le mot « patriote », quant à lui, vient contrebalancer cette aspiration à la recherche d'un « nouveau commun » par le rappel de l'existence de constantes, malgré la diversité des formes de patriotisme qui existent aujourd'hui, tant en Russie, que dans la communauté politique russe à l'étranger. Dès lors, la question que nous désirons soulever est la suivante : « mais patriote de quoi ? ». Parler d'« expatriote » n'est rien d'autre, qu'une tentative pour comprendre cette quête, ou plutôt ces quêtes, d'un nouveau commun dans l'émigration, tout en reconnaissant l'importance de la référence à la patrie, scellée par les manifestations de sentiments d'appartenance des acteurs. Il y a une phrase que ces acteurs répètent souvent : « au fond, je suis patriote, mais... » ; cette dernière, donne à voir, toute la complexité dialectique, entre l'envie du commun et les conditions de son absence actuelle (ou pour le moins, ressentie comme telle par les acteurs). C'est justement à l'analyse, de ce qui est entendu par ce « au fond » accompagné de multiples « mais », que cette troisième partie sera consacrée.

Nous avons choisi de développer le concept d'expatriote, à travers l'analyse des débats et des discours des acteurs de la communauté politique russe, parce que : « le discours est un champ de lutte. C'est un terrain, un espace linguistique, et avant tout sémantique, dynamique, sur lequel les significations sociales sont produites et s'affrontent »³. C'est une autre manière de voir la communauté politique russe à l'étranger, comme *communauté de discours* et plus particulièrement, comme communauté de discours, sur la quête du commun, dans une situation de perte de repères. Cette approche s'inspire également des travaux qui ont été menés, sur les rapports entre langue et culture en Russie et en particulier ceux de Nancy Ries, selon laquelle la culture en Russie est forgée, avant tout, par et dans la langue, par le « parler la langue ».

Si le fil conducteur de la deuxième partie était l'action, c'est-à-dire la compréhension de la structure ou encore de la « forme », que prend la communauté politique russe dans son passage à l'activité politique, la troisième partie analyse, les pratiques discursives d'acteurs à partir desquelles se dévoile le « contenu » de cette communauté. En effet, certains individus sont perçus comme étant de réels acteurs de la communauté politique russe, sans jamais passer à l'action et en se contentant de participer aux débats — lesquels peuvent parfois être très violents. Il faut prendre en compte ces acteurs si on désire comprendre le fonctionnement de la communauté politique russe dans son ensemble. En guise d'exemple, certains militants peuvent professer pendant des heures et des heures que la violence est nécessaire, sans n'avoir jamais participé à aucune action violente. En analysant les seules actions, nous passerions donc, à côté des significations que donnent les acteurs à leurs propres actions et à celles des autres. Dans notre analyse des débats de la communauté politique russe, nous nous appuyerons à la fois sur les thèses de Nancy Ries dans son analyse des discours en URSS durant la période de la Perestroïka et sur celles d'Andy Byford, qui a proposé d'interpréter les discours des émigrés russes, à partir des cadres d'expérience goffmaniens, de la théâtralité et des processus d'auto-observation.

L'identité d'expatriote est caractérisée par les allers retours entre un « ici » et un « là-bas », entendus en un sens non seulement spatial, mais aussi temporel. Cette identité est construite, autour de références simultanées aux deux pays (ou plus) d'origine et de résidence — qui peuvent par ailleurs être imaginaires, lorsque ces pays (nous pensons bien sûr à l'URSS) n'existent plus — et par de constantes renvois aux différentes périodes de l'histoire russe et soviétique, mais aussi de l'histoire de l'émigration russe. Toutes ces références sont

³ G. Seidel, « Political Discourse Analysis », in Van Gijk, T. (ed.), *Handbook of Discourse Analysis*, vol. 4. London, Academic Press, 1985, p. 44.

constitutives d'un champ de débats qui, de pair avec les actions, composent ce que nous avons appelé la communauté politique russe. En effet, si le système de références émane des sentiments d'appartenance à plusieurs espaces spatio-temporels enchevêtrés, il est, dans notre cas, intimement lié à un ensemble de discours sur le destin du pays d'origine, rendant ainsi ces débats éminemment politiques — des débats qui se traduisent parfois par le passage à l'action politique.

Chapitre 5. La culture russe, soviétique, émigrée

« À propos des gens, je vous demande de noter la chose suivante : lors de ce moment vertigineux, il était question non pas tant des gens à proprement parler que des gens face à la Russie. Elle, et non eux, était l'objet central. » (Z. Hippius)⁴

Si, en suivant Clifford Geertz⁵, l'on considère que la culture est « un réseau de significations » où chaque période de l'histoire nationale et de l'histoire après l'émigration se répondent et au sein duquel, les parcours individuels se confrontent au sens du collectif produit dans tel ou tel pays, l'on peut analyser, la production du concept de « culture » au sein de la communauté politique russe en analysant les *narrations* qui trament les débats dont est le lieu. Dans ce chapitre, l'enjeu sera d'analyser la perception de la « culture russe » en situation d'émigration-immigration. Comment cette notion, déjà pour le moins complexe dans la Russie contemporaine, se transforme-t-elle dans l'émigration ? L'émigration russe a, on le sait, une longue histoire. C'est pourquoi la culture russe des nouveaux migrants, engagés politiquement dans notre cas, mais aussi de certains acteurs non-russes, engagés à leurs côtés, ne peut manquer de rencontrer et se confronter aux narrations sur la culture russe, des précédentes vagues d'émigration. La transformation s'opère sur les deux fronts : dans la rencontre avec la culture du pays d'accueil et dans celle des anciennes vagues d'émigration russe.

Ce n'est évidemment pas à la tâche d'une définition générale de la culture russe que nous nous consacrerons ici, mais à celle d'un repérage des continuités et des ruptures dans les codes discursifs relatifs à la culture russe qui prévalent, d'un côté, en Russie, de l'autre, parmi les migrants russes en France et en Grande-Bretagne. Il n'est guère étonnant que ces codes discursifs puissent être traversés de contradictions, car « les codes sémiotiques et discursifs, appelés dans leur ensemble “culture”, sont toujours et à tous les niveaux contestés ; ils s'opposent mutuellement et résistent même les uns aux autres »⁶.

⁴ T. Pachmuss, « Iz arhiva Merežkovskih : Pis'ma Gippius Z.N. k M.V. Višnâku » [L'archive de Merežkovski : les lettres de Z. Gippius à M. Višnâk], *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 23, n° 3-4, Juillet-Décembre 1982, p. 456.

⁵ C. Geertz, *The Interpretation of Cultures*. New York, Basic Books, 1973, p. 5.

⁶ *Ibid.*, p. 24.

Néanmoins, certains acteurs de la communauté politique cherchent à introduire dans l'espace médiatique du pays d'accueil, une image relativement homogène de cette culture russe. C'est avec cet aspect de la production culturelle que nous débuterons notre première discussion relative aux cultures russe, ex-soviétique et émigrée.

5.1 - Une culture « homogène » et une histoire « objective »

Si nous avons déjà brièvement abordé la question de l'« histoire objective » russe dans les deux parties précédentes, notamment sous l'angle du travail que mènent dans cette direction les autorités russes chargées du projet des compatriotes et l'Institut de la démocratie et de la coopération, cette notion nécessite d'être approfondie en prenant en compte, les rapports complexes qu'entretiennent les acteurs du noyau dur avec l'histoire de la Russie en général. Si, pour les acteurs des Conseils, il s'agit avant tout de rétablir une « réalité » historique, en particulier face aux « révisions » du rôle qu'a joué l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale — et plus particulièrement à la remise en cause de la « libération » des Pays baltes par l'armée soviétique, amenant à ce que ces pays considèrent être une « occupation »—, d'autres acteurs débattent sur ces sujets de manière non moins « objectivante ». Par exemple, si dans les discours officiels des autorités russes et des acteurs des Conseils, la question de la « capitulation »⁷ de la France dans la Seconde Guerre mondiale n'est jamais abordée, elle réapparaît régulièrement dans les discussions quotidiennes des différents acteurs, quand il s'agit d'opposer l'héroïsme de l'URSS à la « France capitulatrice ».

La Grande Guerre patriotique... et la « capitulation » de la France

Ces discussions sont très répandues au sein des milieux de migrants russes ; elles se déroulent souvent sur le ton de l'humour et sont fréquemment suivies de longues histoires de grands-parents décédés pour la patrie. Ce type de propos permet évidemment de retrouver des liens de continuité historique avec la patrie pour ces migrants en perte de repères, en faisant des allers-retours entre l'histoire familiale et l'histoire collective de l'URSS ; mais il s'agit également de reproduire un certain nombre de discours qui sont de mise en Russie même, où

⁷ D'un point de vue historique, si la France n'a pas capitulé (il existe bien entendu une différence entre capitulation et armistice), ce terme est employé comme faisant partie du discours des acteurs.

l'on entend couramment que « la victoire dans la Grande guerre patriotique est la seule chose dont l'on peut encore être fier ».

Dans le groupe Facebook « Russie-France : Mémoire commune », récemment créé — à la suite de conflits récurrents au sujet de l'histoire russe au sein de groupes Facebook plus « généralistes » tels que celui de l'UERF —, la question de la « capitulation » de la France s'est introduite à travers la publication d'une photographie par un militant, A.B., se présentant en tant que militant écologiste. L'exemple de ce groupe nous intéresse d'autant plus, qu'il illustre très bien ces allers retours entre les collectifs d'« ici » et de « là-bas », et qu'il met l'accent sur un segment de l'histoire capital pour les deux pays.

La discussion qui a suivi cette publication, engagée entre Russes, Français et Franco-Russes, a été très vive :

G.C. : La participation de la France dans la Seconde Guerre mondiale est un sujet récurrent dans le folklore russe. Et peut-être, pas seulement russe. J'ai lu un jour une blague : « Qu'est-ce qu'ont dit les Parisiens aux armées allemandes arrivées à Paris ? - Vous voulez une table pour 80 000 personnes ? Aucun problème ! » (...). Il est étrange que, dans la mémoire française, les semaines de résistance de l'armée française avant la capitulation ne soit jamais mise en valeur (...).

A.B. : G.C., cela veut tout simplement dire qu'il n'y a jamais eu de tels comportements héroïques. Sinon, les Français en auraient fait depuis longtemps l'objet d'un culte, comme de Gaulle l'a fait, à cause des quelques milliers de personnes liées d'une façon ou d'une autre au mouvement de la Résistance. Notons que la composition de ce mouvement était très internationale. En gros, d'une nation de collaborateurs, on a fait une nation de résistants... (...).

L.V. : Ce genre d'images, c'est de la bêtise à l'état pur, de l'anti-pensée, de l'anti-réflexion historique. Bravo à G.C. d'avoir réussi à élever le niveau de la discussion à partir des bas-fonds !

G.C. : L.V., oui, tu as absolument raison : c'est une image de propagande « populiste » - mais en même temps ce genre d'images reflète bien certaines idées (et préjugés !) sur la France qui circulent en Russie. Et dans la communauté russe en France, bien sûr (...).

A.Gl. : On a le droit de dire qu'au moment où est prise la photo de gauche, les soldats soviétiques étaient copains comme cochons avec la Wehrmacht sur le dos des Baltes et des Polonais ? Russes, souvenez-vous que la Grande Guerre patriotique n'a pas commencé le 22 juin 1941 mais avec l'application par l'Armée rouge du Pacte Ribbentrop-Molotov (...).

A.K.V. : Voilà ce dont il faut se souvenir : la distance de la Pologne à Stalingrad est égal à cinq fois l'aller-retour entre l'Allemagne et Paris. (...). Les Français ont perdu à cause d'un tas de facteurs, y compris l'incompétence des politiques, le fait que les militaires français n'étaient pas préparés aux tactiques de Blitzkrieg (...), et aussi à cause d'une espèce de laisser-aller général. Tout le monde a perdu : les Français qui vont avoir honte encore pendant plusieurs siècles ; les citoyens soviétiques qui sont morts par dizaines de millions et dont les descendants répètent sans arrêt : « vous vous imaginez, dans leurs écoles là-bas, on ne leur apprend pas que c'est nous qui avons gagné la guerre » ; les Allemands qui ont été écrasés par des chars et qui ont été divisés par la suite ; les Américains qui se sont crus les gouverneurs du monde et ne savent plus comment se débarrasser de ce statut. Que la paix soit enfin instaurée !⁸

Ce type de débat, populaire en Russie, redouble d'importance dans les conditions d'immigration, où s'intensifie le besoin de reconnaissance et d'affirmation de soi en tant qu'originaire d'un pays important à l'échelle mondiale et à l'histoire glorieuse. L'identification d'A.B. s'effectue ainsi à travers son attachement au destin collectif de la Russie, sachant qu'il

⁸ Échange entre les membres du groupe « Russie-France : mémoire commune », 3 octobre 2013.

est venu en France pour suivre sa femme, qu'il y vit de manière relativement isolée et ne maîtrise pas le français.

L'instrumentalisation de ces sujets par les autorités russes à des fins de promotion de la fierté nationale — « nous devons redonner la fierté d'être Russe aux compatriotes de l'étranger »⁹ — rencontre donc des échos positifs auprès d'une partie des acteurs russes, même s'ils contestent le régime actuel en Russie. En effet, les autorités consacrent beaucoup d'efforts à inciter les associations de compatriotes à organiser des événements dédiés à la diffusion de la vision dite « objective » de l'histoire russe, appuyant le rôle de la Russie et de l'URSS dans les deux guerres mondiales. Parmi les Russes de France, la question de la Première Guerre mondiale fait également l'objet d'un traitement spécifique, en particulier suite aux demandes émanant de « compatriotes professionnels » eux-mêmes, dont une grande partie est issue de l'« émigration blanche ». Il faut se rappeler des

« cent ans depuis la Première Guerre mondiale, dont on fêtera le commencement l'année prochaine. En France, on ne se souvient pas du rôle qu'a joué la Russie dans cette guerre. Nous aimerions le lui rappeler »¹⁰.

Outre les multiples événements de commémoration des dates importantes de l'histoire russe, avec la participation de Rossotrudničestvo, et les conférences de l'Institut de la démocratie et de la coopération sur l'« histoire objective » russe, les autorités russes diffusent à travers le monde leur point de vue quant au rôle de la Russie dans l'histoire mondiale et dans les relations géopolitiques actuelles, *via* les chaînes télévisées et une série d'émissions radiophoniques spécialisées. Tous les épisodes de l'histoire russe liés aux guerres où la Russie a été victorieuse, sont considérés comme extrêmement sensibles et nécessitant un traitement particulier. C'est pourquoi l'acte de vandalisme sur le monument aux soldats russes a été particulièrement blâmé par les représentants du Conseil de coordination des compatriotes¹¹.

L'« histoire objective » se veut par ailleurs être une réponse du Monde russe à ce qui est décrit comme la « russophobie ambiante » au sein des pays occidentaux. De même, la culture russe est considérée comme le vecteur du rayonnement de la Russie à travers le monde et comme un outil de combat contre cette même russophobie. Si on considère

⁹ Propos d'Alexandr Čepurin au premier Forum russe de Paris, octobre 2011.

¹⁰ D.K. , « VKS dolžen najti kompromiss meždu sootečestvennikami bližnego i dal'nego zarubež'â » [Le Conseil mondial de coordination doit trouver un compromis entre les compatriotes de l'étranger proche et de l'étranger lointain], URL : <http://www.conseil-russes-france.org/10-articles/articles-ccrf/95-dmitrij-koshko-vks-dolzhen-najti-kompromiss-mezhdu-sootechestvennikami-bližnego-i-dalnego-zarubežhja.html>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

¹¹ Voir Partie II, Chapitre 3.

attentivement ce qui est défini comme étant la culture russe par les milieux diffusant cette image avantageuse de la Russie, cette définition se révèle pour le moins réductrice, dans la mesure où elle produit une image homogène et normalisée de cette culture, centrée autour de l'art folklorique, ou encore de la littérature et de la musique classique russes. Tous ces aspects de la culture « officielle » russe contrebalancent la pénétration sur les scènes médiatiques française et britannique d'une toute autre facette de la culture russe, représentée par les mouvements actionnistes, tels le groupe Pussy Riot ou les artistes du collectif Vojna (La Guerre). Cette discordance introduite par le traitement médiatique de la culture russe à l'étranger, est souvent soulignée par les Conseils de coordination.

Encadré 14 : Une définition de la culture russe, à partir des objectifs d'une association faisant partie du Conseil de coordination des compatriotes de France

L'association culturelle Alliance culturelle France-Russie de Strasbourg, fondée en 2009, fait aujourd'hui partie du Conseil de coordination des compatriotes en France. Sa présidente a été élue deux fois membre du Conseil. Nous exposons ici sa conception de la culture russe révélée à partir de sa trajectoire personnelle et des objectifs de son association.

Cet entretien avec O.G., présidente d'Alliance culturelle France-Russie de Strasbourg, a été réalisé par les journalistes de La Voix de la Russie¹².

Journaliste : En quoi la vie à Strasbourg se différencie-t-elle de la vie à Moscou ? Qu'est-ce que les Français pensent de la Russie ? Quand est né chez vous le sentiment de patriotisme envers la Russie ? (...)

O.G. : Sincèrement, je ne pouvais pas imaginer que j'habiterai un jour ici. J'ai fait mes études dans une école spécialisée en langue française (...). C'est assez intéressant de se rappeler cette époque : on lisait Jules Verne, Hugo, on chantait des chansons de Joe Dassin, de Mireille Mathieu. Mais je n'aurais jamais pu penser que j'habiterai un jour dans ce pays. Et en parallèle (...), je participais à un ensemble de chant et de danse (folklorique russe) (...). Nous avons voyagé partout en URSS avec cet ensemble (...). J'aimerais maintenant évoquer ces émotions inoubliables de l'enfance qui produisent toujours autant d'effet sur moi : je suis montée trois fois sur la scène du Théâtre Bolchoï. C'est une émotion indescriptible et incomparable. Ces souvenirs provoquent toujours en moi (...) un sentiment profond de patriotisme. Je ne plaisante pas. C'est mon Moscou, mon pays, ma ville. C'est la seule ville dans le monde (...) qui suscite en moi de telles émotions. Après l'école, ma vie n'a pas tout de suite été liée à la langue française ; ce chapitre était clos pour un moment. (...) Soudainement, peu de temps avant le Nouvel an, en 2000, j'ai eu le désir de passer cette fête sous la Tour Eiffel (...). Un de mes correspondants était Français, je lui ai demandé de m'accompagner, car j'avais peur de me retrouver toute seule en France. (...) Six mois plus tard, nous nous sommes mariés et j'ai déménagé en France avec ma fille de neuf ans. Un an plus tard, nous avons eu une autre fille. (...) Une des deux filles, russophone (*nositel' russkogo âzyka*), a rapidement appris le français. Avec l'autre, qui est née en France, j'ai toujours parlé en russe à la maison. À ce moment-là, j'ai ressenti comme une responsabilité pour que mes enfants ne perdent tout cela.

Journaliste : Vous parlez de la langue russe ?

O.G. : Oui, bien sûr, je parle de la langue russe, de la culture russe. Pour que cette éducation et ce patrimoine culturel que j'ai reçus, et dont je parle non sans fierté, soient transmis à mes filles. (...).

Quand ma fille aînée a grandi, je l'ai envoyée faire ses études à l'école russe auprès du Consulat russe de Strasbourg, pour que son entourage soit composé de Russes, pour qu'elle apprenne à lire et à écrire le russe. J'ai commencé à y organiser des événements culturels (...). Vers 2009, j'ai eu l'idée de monter ma propre association (...). Finalement, nous avons formé une équipe, relativement petite, mais très solide, qui est composée de représentants de différentes nationalités de l'ex-URSS.

Journaliste : Qu'est-ce que vous faites dans cette association ?

¹² Pour plus de détails sur les outils du *soft-power* russe, cf. : T. Kastouéva-Jean, « 'Soft-power' russe : discours, outils, impacts », *op.cit.*

O.G. : Elle a deux objectifs. Premièrement, nous promouvons la culture russe en Occident. Je croise souvent des Français qui s'étonnent que la Russie soit seulement à trois heures de vol de Strasbourg, là où je vis. Ils pensaient qu'il fallait neuf heures. Certains ont été très étonnés que nous ayons Internet. (...) J'ai rencontré différentes personnes et certaines me regardaient comme si j'étais un petit singe dans un zoo, car ils voyaient pour la première fois une Russe (...). Mais les gens voulaient toujours apprendre quelque chose de nouveau. J'ai compris que montrer des images et raconter des histoires, ce n'était pas suffisant ; il fallait quelque chose de plus. D'où la création de l'association. Deuxièmement, l'idée était de réunir les compatriotes résidant en France et en Europe. (...) Nous avons commencé à organiser différents événements, l'un aura déjà lieu pour la quatrième fois. Il s'agit du festival « Patrimoine de Russie ». Son objectif est l'unité. Habituellement, environ deux cents jeunes talents de Russie, d'Ukraine, du Kazakhstan, d'Allemagne, du Portugal et de France y participent ; et nous sommes tous unis par la langue russe. (...) Mais malheureusement, il y a des participants peu scrupuleux, qui sous couvert de la culture, font en réalité du tourisme. Je pense qu'il faut combattre cette attitude, car tout cela est présenté comme de la culture russe. (...) C'est pourquoi nous essayons de tout faire de manière à ne pas avoir honte ensuite, et à présenter au public la vraie culture russe (...)¹³.

Cet entretien est riche de significations quant à la compréhension d'un certain nombre de mécanismes qui opèrent dans les milieux associatifs culturels russes de France. Du point de vue anthropologique, on voit bien que la culture, pour O.G., se définit par la langue russe et plus spécifiquement par le « parler » en langue russe. On retrouve ici les analyses de Nancy Ries, lorsque celle-ci souligne que « le parler dans toutes ses variantes et formes est une composante clé de la production des paradigmes et pratiques sociaux et de la reproduction de ce qui est souvent qualifié de “russité” (*ruskost'*) »¹⁴. Ainsi, par le « parler russe », les migrants ne reproduisent pas seulement le milieu russe à l'étranger, mais ils produisent aussi un système de références entrelacées, entre ce qui est perçu comme russe et ce qui est perçu comme français. O.G. ressent le besoin de répéter les lieux communs russes relatifs à la culture française, représentée par des chanteurs tels que Joe Dassin et Mireille Mathieu (cette perception de la France éminemment russe et qui lui permet d'évoquer son propre passé russe).

On voit également apparaître dans son discours, des éléments d'identité migrante, par exemple lorsqu'elle mobilise l'image du « petit singe » aux yeux des Français. C'est donc à la fois comme migrante et comme (*com*)*patriote*¹⁵ de son pays, qu'elle s'investit dans l'organisation d'événements culturels à destination du public français, en représentant la culture russe comme un système de significations sans cesse produit et reproduit, c'est-à-dire

¹³ L'interview avec O.G. est accessible sur le site web de la radio La Voix de la Russie : http://rus.ruvr.ru/2013_08_19/Nekotorie-smotrelina-menja-kak-na-obejzanku-iz-zooparka-oni-pervij-raz-v-zhizni-videli-russkih-1093/. L'interview, traduite par nous, a été réalisée dans le cadre du projet *Okno v Rossiju* (Une fenêtre sur la Russie).

¹⁴ N. Ries, *Russian Talk. Culture and Conversation during Perestroika*. Ithaca / London, Cornell University Press, 1997, p. 23.

¹⁵ O.G. dit non sans fierté qu'elle est « patriote », en précisant qu'elle « ne plaisante pas » ; on retrouve ici toute la complexité des rapports que les Russes entretiennent avec cette notion : à la fois oubliée, voire écartée, car connotée et trop proche de celle de « nationalisme », et pourtant en passe d'être retrouvée, investie de nouvelles significations.

en répétant ce qu'elle a pensé de cette culture comme Russe de Russie et en l'adaptant au regard des Français. À travers ses activités, elle participe ainsi à ce qu'Andy Byford a appelé la production et la reproduction de l'Occident imaginaire et de la Russie (ou l'URSS) imaginés dans les conditions d'émigration¹⁶. Dans notre analyse des discours sur la culture tenus par les émigrés russes d'après la chute de l'URSS, nous utiliserons tantôt la notion de « culture russe », tantôt celle de « culture soviétique », rejoignant ainsi la perspective de Nancy Ries lorsque celle-ci souligne la continuité des sujets, des références et des « genres de discours » à travers les différentes périodes de l'histoire russe.

Dans le discours de O.G., on décèle également la présence de ce que l'on peut appeler le « multiculturalisme ex-soviétique », quand elle évoque ses collègues des ex-républiques soviétiques, qui se sont investis dans ce parcours culturel au même titre qu'elle, étant tous unis par la langue russe. Cette mention de la ré-union des ex-soviétiques dans les conditions migratoires est caractéristique des discours russes à l'étranger, témoignant à la fois de la pérennité des liens culturels (s'effectuant par le parler russe) entre ces populations, et de la production de nouveaux liens dans la situation d'immigration. Lors de notre travail de terrain, ce thème revenait très régulièrement dans les entretiens et les observations, sous la forme de phrases telles que : « de toute façon, nous sommes tous issus du Sovok », qui font référence à l'existence d'une expérience historique commune, ou encore comme : « de toute façon, nous sommes tous Russes ici », prononcées par des Ukrainiens, Biélorusses, Ouzbeks, etc., membres d'associations culturelles russophones, et qui se réfèrent au regard des natifs du pays d'accueil envers ces populations. Il sera intéressant d'analyser cette référence à l'expérience soviétique commune, en s'appuyant sur les analyses de la « dernière génération soviétique », initialement développées par Alexei Yurchak¹⁷ pour la génération des Soviétiques nés dans les années 1950-1960, et prolongée par la suite par Andy Byford dans un tout autre contexte, celui des migrants russes en Grande-Bretagne dans les années 1990-2000. Chez Byford, cette dernière génération soviétique doit être comprise dans :

« son détachement à l'égard de la réalité et de la culture du socialisme tardif. Autrement dit, la dernière génération soviétique est conçue ici non pas comme un phénomène du socialisme tardif, mais comme un phénomène post-socialiste. Il ne faut pas tant chercher son sens dans les logiques discursives caractéristiques de l'URSS post-stalinienne que dans les particularités du discours émigré postsoviétique qui reconstruit rétrospectivement le passé soviétique dans le nouveau contexte territorial. Comme l'Occident imaginé était un élément clé de l'interprétation par Yurchak de la

¹⁶ A. Byford, « Poslednee sovetskoe pokolenie v Velikobritanii » [La dernière génération soviétique en Grande Bretagne], *Neprikosnovennyj Zapas*, n° 2(64), 2009. URL : <http://magazines.russ.ru/nz/2009/2/bai6-pr.html>, dernière consultation le 5 décembre 2013.

¹⁷ A. Yurchak, *Everything Was Forever, Until It Was No More: The Last Soviet generation*. Princeton / Oxford, Princeton University Press, 2006.

culture du socialisme tardif, l'URSS imaginée devient une partie importante du discours post-socialiste actuel »¹⁸.

Si, au quotidien, les migrants russophones non-Russes peuvent en effet être associés aux Russes, les autorités du pays d'accueil font, quant à elles, la distinction. Ainsi, lorsque le projet de recensement du nombre de migrants russes en Grande-Bretagne fut initié à l'aide des autorités britanniques, les membres du Conseil nous ont alors confié avoir été contraints d'insister fortement pour y inclure les autres russophones, ressortissants des Pays baltes, d'Asie Centrale et du Kazakhstan, de l'Ukraine, etc. Si les autorités britanniques ont finalement accepté ces critères de décompte¹⁹, ce problème a été perçu par tous les interlocuteurs comme profondément politique. En effet, si en France, le nombre de migrants russes est largement supérieur à celui de tous les autres ressortissants ex-soviétiques²⁰, ce n'est pas le cas en Grande-Bretagne, en raison de l'importante présence de ressortissants des Pays baltes²¹ et d'Ukraine.

Cette course aux chiffres s'explique, non seulement par le désir de mieux organiser le travail des associations qui cherchent à fédérer les compatriotes, mais aussi par la volonté d'appuyer la politique mise en œuvre par les autorités russes. En effet, un projet de promotion de la langue russe en tant que langue officielle de l'Union européenne existe depuis des années et est présenté comme émanant des russophones résidant dans les pays européens eux-mêmes²². De ce point de vue, la question des russophones des Pays baltes devient essentielle, pour la simple raison que la reconnaissance de la langue russe à l'échelle européenne suppose de recueillir plus d'un million de signatures de citoyens de pays de l'Union européenne.

¹⁸ A. Byford, « Poslednee sovetskoe pokolenie v Velikobritanii », *op. cit.*

¹⁹ Tout en sachant que ces statistiques n'ont pas de valeur officielle, mais font office de référence (approximative), en particulier pour la ville de Londres.

²⁰ Les données sur la France sont issues des statistiques produites par l'INED sur les flux migratoires par année et par l'OCDE sur les effectifs des personnes nées à l'étranger. Selon ces dernières statistiques, environ 50 000 Russes nés en Russie résidaient en France en 2008. En comparaison, c'était le cas de 18 000 Arméniens, 4 000 Azéris, 3 000 Biélorusses, 7 000 Géorgiens, 2 500 Kazakhs, moins d'un millier de Kirghizes, 2 600 Lettons, 2 500 Lituanais, 6 200 Moldaves, moins d'un millier de Tadjiks, moins d'un millier de Turkmènes, 15 000 Ukrainiens, 1 000 Ouzbeks, tous nés à l'étranger, résidaient en France en 2008.

²¹ En Grande-Bretagne, et parmi les nationalités ex-soviétiques, les Lettons sont les plus nombreux en 2012 (70 000), suivis des Russes (46 000). Il faut néanmoins préciser que, parmi les ressortissants des Etats baltes, une partie importante — nous ignorons le nombre exact — est représentée par les russophones de ces pays, c'est-à-dire les populations russes, ukrainiennes et biélorusses, ayant migré à la suite de la « soviétisation » des trois pays consécutives à la Seconde Guerre mondiale.

²² Nous ne remettons pas en cause le désir des russophones de l'Union européenne que la langue russe devienne l'une des langues officielles de la Communauté européenne. Mais c'est aussi une des priorités des autorités du projet des compatriotes, ressentant la pression de la part des organisations de défense des droits des russophones dans les Etats baltes.

Enfin, un dernier aspect important pour notre analyse du discours de O.G., repose sur le rôle que joue son statut de compatriote dans la définition des objectifs de son association. Sa définition de la culture russe présente en effet un intérêt particulier compte tenu de l'utilisation d'un vocabulaire qui est propre au « projet des compatriotes ». Les objectifs de l'association sont ainsi la « promotion de la langue et de la culture russe » et l'union des compatriotes, notion qui fait directement écho à celle de « consolidation de la diaspora ». Cette définition n'est guère étonnante, lorsque l'on sait que cette présidente d'association, est par ailleurs membre du Conseil de coordination des compatriotes en France. À ce sujet, l'évolution de l'attitude des compatriotes eux-mêmes, envers la simple notion de « compatriote » est remarquable. Au premier Forum russe de France, cette notion, discutée par les participants, était perçue comme maladroite et peu de participants semblaient disposés à s'identifier à elle. Au contraire, elle est aujourd'hui, non seulement entièrement entrée dans le langage quotidien des compatriotes professionnels, mais commence également à prendre place dans les discussions des migrants extérieurs au milieu du Conseil. Ainsi, dans un débat très animé entre partisans et opposants à une participation au Forum russe, tous issus du pôle contestataire de la communauté politique russe, une des interlocutrices s'est indignée de l'utilisation du mot « compatriote » :

« Sincèrement, je ne comprends pas pourquoi ça s'appelle le Forum des compatriotes ? Quelle hypocrisie ! C'est un Forum d'associations russes, alors que les compatriotes ne sont pour rien dans l'histoire. »²³

De cette manière, elle a tracé une frontière entre les associations russes et les compatriotes, en englobant dans cette notion les migrants russes en général. Ce type d'intervention n'aurait tout simplement pas été imaginable il y a quelques années, avant le début des activités du Conseil et l'introduction, en France, de la politique du « projet des compatriotes ». Quoique redoutant les liens avec les autorités russes, les migrants russes utilisent de plus en plus spontanément le vocabulaire que ces autorités elles-mêmes promeuvent.

Il est également important d'analyser le lexique mobilisé au sein du projet des compatriotes. Songeons par exemple à l'expression « Forum russe ». Si l'on se réfère à sa définition antique, le forum est la place du marché où le peuple se rassemblait afin de traiter des affaires publiques : c'était donc un lieu central de la vie politique de la cité. L'expression « Forum russe » évoque ainsi l'idée du rassemblement le plus large possible des Russes de

²³ Échange entre militants dans le groupe Facebook de l'UERF, 20 octobre 2013.

l'étranger en un lieu politique, ici représenté par l'Ambassade de Russie. Les autorités russes et les Conseils ne sont néanmoins pas les seuls à avoir recours à cette notion de « forum ». Russie-Libertés organise régulièrement des forums pour les libertés en Russie. Se dessinent très nettement deux lieux de rassemblement politique des Russes à l'étranger autour d'idées opposées et explicitement en concurrence : ces deux forums ont par ailleurs tous deux eu lieu cette année au mois d'octobre séparés par un simple intervalle de quelques jours.

Dans le langage des compatriotes professionnels, comme O.G., le terme de « promotion » (*prodviženie*) renvoie ainsi directement au projet des compatriotes, exemple même du *soft-power* russe, au sein duquel O.G. joue un rôle d'intermédiaire entre l'État et les compatriotes. Le terme de « promotion », fait par ailleurs référence au secteur économique où l'on cherche à promouvoir un produit, à l'aide de différents outils commerciaux. L'usage de ce terme accompagne la gestion d'un projet, où la culture et la langue sont des « marchandises » de la politique de l'État russe, exportés à l'étranger. À cet égard, la culture russe, conçue à l'image d'un produit de consommation, est censée posséder un certain nombre de qualités, souvent stéréotypées, qu'il convient de promouvoir sur le marché culturel des pays étrangers, afin d'améliorer l'image de la Russie à l'échelle internationale et d'accroître l'intérêt envers ce pays. Ces qualités sont définies à l'échelle politique et tendent à (re)produire une image figée et exclusive de la culture russe. Tout ce qui est jugé déviant ou non originairement russe est exclu de cette définition. Cette image de la Russie, véhiculée par les outils du *soft-power* russe, notamment les médias transmettant à l'étranger et en langues étrangères, entre en contradiction et en concurrence avec cette autre image de la Russie, promue par les médias étrangers. L'activité de promotion a également pour fonction de remettre en cause les influences occidentales, notamment dans le domaine de l'art où circulent des valeurs jugées opposées aux valeurs traditionnelles russes. En ce sens l'actionnisme, né en Europe, est qualifié de « singeries anti-religieuses » par le Conseil russe de France, et plus précisément par D.K. en personne.

Les relations entre le désir de réunir les compatriotes autour de l'Ambassade et l'exercice du *soft-power* russe sont indéniables et inhérentes au projet des compatriotes lui-même. Cela est plus manifeste encore dans l'annonce faite par le directeur de Rossotrudničestvo en septembre 2013, selon laquelle la Russie serait injustement infériorisée à l'échelle internationale :

« La mode d'une attitude critique envers la Russie est cultivée de manière artificielle, notamment grâce à des sondages tendancieux sur la détérioration de l'image de la Russie dans le monde (...) Ces résultats ne disent rien sur l'état d'esprit général concernant la Russie. Si la question était posée sur le lac Baïkal ou l'œuvre de Tchaïkovski, les résultats auraient été certainement différents, comme l'a dit Kosačev. Voilà pourquoi l'objectif de Rossotrudničestvo, selon la définition du président Poutine, est devenu la promotion du soft-power russe, qui ne consiste pas dans l'embellissement de l'image de la Russie, mais dans la transmission fidèle de ce qui se passe actuellement en Russie »²⁴.

Le même article de RIA Novosti, précise que l'agence fédérale de Rossotrudničestvo travaillant « sur les affaires de la CEI, des compatriotes de l'étranger et de la coopération humanitaire mondiale, agit dans le cadre de la stratégie de la montée en puissance de la présence humanitaire russe à l'étranger »²⁵. Le lien entre les compatriotes de l'étranger et « la montée en puissance » de la Russie à l'étranger est donc très explicite.

Les acteurs de la communauté politique russe sont donc situés au milieu de cette guerre des images sur la Russie et doivent inévitablement prendre partie dans cette confrontation, d'où leur proximité avec l'Ambassade et le Conseil, ou, à l'opposé, avec les journalistes et hommes et femmes politiques français et britanniques, critiques de la politique officielle russe. Ces acteurs doivent ainsi constamment négocier avec d'un côté, l'affirmation de leur européenité — en qualité de ressortissants de Russie (pays qu'il juge être européen) — et leur statut de migrants (plus européens que tous les autres migrants) et, de l'autre côté, la défense du droit à l'authenticité culturelle russe.

La place des émigrés blancs

S'il est vrai que, de manière assez surprenante, un certain nombre de compatriotes professionnels siégeant au Conseil de coordination sont issus de l'émigration post-révolutionnaire (émigrés blancs), cette présence et ces accointances génèrent une réelle incompréhension dans les milieux de l'ancienne émigration. Le directeur de l'ACER nous a confié son incrédulité, face à la présence dans le Conseil de nombreux descendants d'émigrés blancs, qu'il a tâché d'expliquer par le plaisir que ces derniers ont à « être conviés aux cocktails à la résidence de l'Ambassadeur »²⁶ — en quoi cette présence relèverait d'un certain besoin de reconnaissance éprouvé par les émigrés blancs, longtemps « rejetés » par la patrie.

²⁴ RIA-Novosti, « *Obraz Rossii nespravedlivo zanižen, sčitaet glava Rossotrudničestva* » [Selon le président de Rossotrudničestvo, l'image de la Russie est injustement abaissée], le 6 septembre 2013. URL : <http://ria.ru/society/20130906/961317770.html>, dernière consultation le 3 novembre 2013.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Entretien avec A.E., le 7 mai 2012, Paris.

Il est également intéressant de noter une certaine pratique consistant à se draper de la symbolique messianique de l'émigration russe du siècle passé. Zinaïda Hippis et Carl Kotcharovski l'affirmaient déjà en 1930, dans un texte intitulé « Que faire pour l'émigration russe ? » :

*« “Les millions de Russes sur leur terre et le million de Russes en terre étrangère, c'est une seule et même Russie, ce sera toujours la même eau de l'océan, quelle que soit la quantité qu'on y puise. Le peuple russe tout entier est placé par la catastrophe dans des conditions nouvelles pour lui : aussi nouvelles pour le peuple de Russie que pour le peuple russe hors-frontières, mais différemment nouvelles...” Il fallait faire quelque chose. Mais que pouvait et que devait faire l'émigration ? Kotcharovski proposait qu'elle prît conscience de sa mission historique, qui était celle qu'avait confiée Pierre le Grand aux Russes envoyés en Europe : “de ne pas rentrer au pays, tant qu'ils n'auront pas appris quelque chose, tant qu'ils n'auront pas acquis sur les terres étrangères une nouvelle manière de voir et de penser pour leur propre profit et celui de la patrie” ».*²⁷

Aujourd'hui à nouveau, la fondation Monde russe ainsi que les autres autorités russes en charge du projet des compatriotes, œuvrent pour l'union de toutes les couches de l'émigration avec leur patrie, une patrie unifiée, dont les « migrants » doivent devenir les messagers dans les « terres étrangères ». Il s'agit en quelque sorte de doter l'émigration russe d'une légitimité messianique. Cette idée de la « mission » de l' « Émigration » (avec une majuscule) se manifeste à plusieurs reprises dans l'histoire migratoire russe et séduit aujourd'hui un certain nombre de descendants d'émigrés blancs, ayant rejoint le Conseil de coordination des compatriotes. En effet, l'idée de la mission culturelle des émigrés blancs et de leurs descendants, est constamment mise en valeur dans les discours des officiels russes, tant en France qu'en Russie. Ces Russes « hors-frontières » qui ont tant fait pour le maintien de la culture et de la langue russes à l'étranger, parviennent pour certains à obtenir aisément la nationalité russe, indépendamment des lois russes quant à l'octroi de la dite nationalité.

De nombreux acteurs contestataires se rendent également compte de la division interne du milieu des émigrés blancs, quant à leur position vis-à-vis des autorités russes :

*« C'est loin d'être toute la communauté des émigrés russes blancs qui a des relations étroites avec Moscou. J'ai rencontré quelques membres de leur communauté dans les manifestations de soutien aux prisonniers politiques de Russie, comme par exemple Nikita Struve. Ils sont nés et ont toujours vécu en France, ils sentent que les autorités russes mobilisent les églises pour leur propre prestige moral. Pour les descendants d'émigrés blancs c'est important de maintenir leur indépendance vis-à-vis du Kremlin, tout comme leurs ancêtres l'ont fait »*²⁸.

²⁷ S. Breuillard, « Vie politique de l'émigration russe 1919-1945 : un destin », *op.cit.*, p. 23.

²⁸ E. Servettaz, « Kremlinologie à la française », *The Interpreter*, special project of Institute of Modern Russia, URL : <http://www.interpretermag.com/kremlinologie-a-la-francaise/>, dernière consultation le 9 décembre 2013.

Le cas de Nikita Struve est remarquable dans ce contexte. Il mène depuis longtemps un combat acharné, contre ce qu'il considère être « des tentatives d'accaparement du château qui appartient depuis longtemps à son association le Centre d'aide » ; tentatives qui auraient d'abord été le fait d'individus « malveillants », avant de devenir celui des autorités ecclésiastiques du Patriarcat de Moscou²⁹. Le « château » en question, ayant servi depuis la période soviétique de refuge pour les migrants venus de Russie³⁰, est devenu l'objet de tensions entre les fondateurs de l'association et les nouveaux membres qui ont essayé de réorienter la direction du projet initial. Certains militants de la communauté politique russe se sont joints à ce combat, poursuivant les objectifs originels du lieu :

« L'idée avec Montgeron est réalisable. Notre projet coïncide plus ou moins avec ce qu'ils voulaient y faire. Mais nous devons nous réveiller et agir. (...) Nous devons écrire un projet, attirer des partenaires sérieux comme Emmaüs (les gens du château étaient par le passé en contact avec eux) et nous pourrions participer au concours. Nous serons heureux : lieu d'hébergement pour les réfugiés, atelier artistique, notre bureau, école, etc. »³¹.

Un autre exemple de tensions actuelles entre les autorités russes et un groupe franco-russe contestataire est celles qui accompagnent le projet de construction d'une église (« cathédrale » en russe) orthodoxe russe à la place de l'ancien bâtiment de Météo France. À l'origine de la contestation de ce projet, piloté par les autorités russes qui ont acheté le terrain, il y a des descendants d'émigrés blancs, dont le fils de Nikita Struve, ainsi que des migrants contestataires de l'UERF puis du GRRR. Malgré de vifs débats à ce sujet, qui sont allés jusqu'à conduire à l'organisation d'une rencontre confrontant les défenseurs et les adversaires du projet en présence d'employés de l'Ambassade, le projet de construction de l'église, remis en cause suite à l'intervention de la Mairie de Paris, a néanmoins été confirmé et devrait être réalisé et achevé dans les années à venir.

De nombreux descendants d'émigrés blancs, évitent donc toute relation avec les autorités russes et parfois s'opposent explicitement à de telles relations ; d'autres, au contraire, sont tout à fait intégrés dans les cercles de compatriotes proche de l'Ambassade russe et un certain nombre d'entre eux, fait en outre partie du Conseil de coordination des compatriotes de

²⁹ Pour plus de détails, voir l'article de Nikita Struve sur son blog : « Utočnenie N. Struve, predsedatelâ obšestva 'Centr pomoši », po podovu situacii s zamkom v Monžeron » [Précisions de N. Struve, président de l'association « le Centre d'aide », concernant la situation autour du château de Montgeron], <http://d-st75.livejournal.com/168942.html>, dernière consultation le 9 décembre 2013.

³⁰ Il s'agit du Moulin de Senlis à Montgeron, communément appelé « le Château ». Avant les années 1970, ce Château abritait un Foyer pour enfants russes. Dans les années 1970, il a été transformé en centre culturel et spirituel, où logeaient également quelques dissidents, en provenance non seulement d'URSS, mais également de Roumanie et de Hongrie. Pendant la Perestroïka, le Château est devenu, pour une courte durée, un refuge pour les migrants venus d'URSS.

³¹ Publication de M.N. dans le groupe Facebook du GRRR, août 2013.

France. Ces derniers font cependant l'objet de critiques, plus ou moins virulentes, non seulement au sein du milieu plus large des émigrés blancs en France, mais aussi parmi les migrants postérieurs à la chute de l'URSS. Si G.C., qui se dit contestataire (il est membre et fondateur de l'UERG et de plusieurs autres groupes de solidarité envers les migrants russes de France), tout en siégeant simultanément au Conseil des Russes de France, critique ces anciens émigrés en raison de leur position « conciliatrice » à l'égard des propositions émises par les autorités russes, les compatriotes du Conseil de Grande-Bretagne, eux, les considèrent comme trop « détachés » de la réalité des migrants contemporains russes. Après la visite des membres du Conseil britannique en France afin de rencontrer leurs « collègues » français, la présidente du Conseil de Grande-Bretagne a résumé cette visite de la manière suivante : « les prolétaires sont venus prendre le pouvoir sur la noblesse ». Cette formule introduit une question essentielle pour la compréhension des différences entre le Conseil français et le Conseil britannique, et en particulier entre leurs perceptions des objectifs du développement du projet des compatriotes. À travers ces paroles, A.Sh. souligne la constitution majoritairement ex-soviétique (les « prolétaires ») du Conseil britannique qui contraste avec le nombre important de descendants d'émigrés blancs (la « noblesse ») au sein du Conseil français.

Nous sommes donc confrontés à deux configurations migratoires différentes, reflétées par les origines respectives des compatriotes professionnels. Si la Grande-Bretagne a attiré seulement quelques émigrés blancs à la suite de la révolution de 1917, la France peut, à juste titre, être considérée comme le véritable foyer de l'émigration post-révolutionnaire. Inversement, la Grande-Bretagne attire aujourd'hui beaucoup plus de migrants de Russie, et plus largement de tout l'espace postsoviétique, que la France, en particulier en raison des perceptions qu'ont ces migrants du champ d'opportunités professionnelles plus large, qui leur est ouvert en Grande-Bretagne. C'est aussi bien sûr, une question d'apprentissage et de pratique de la langue, étant donné l'orientation des écoles russes vers l'enseignement de la langue anglaise, au détriment des autres langues européennes. Enfin, il faut rappeler ici la prise de position britannique favorable aux migrants des États baltes, avec l'ouverture quasi-immédiate des frontières dès l'intégration de ces États à l'Union européenne, tandis que les autres pays européens ont attendu leur entrée dans l'espace Schengen. En raison de la formation, depuis cette période, de routes migratoires entre les Pays baltes et la Grande-Bretagne, les migrants, notamment russophones, de ces pays préfèrent encore cette destination aux autres pays européens.

Il est donc nécessaire d'interpréter les paroles d'A.Sh. à travers un « prisme ex-soviétique », qui est bien plus mis en avant en Grande-Bretagne qu'en France, ce qui se reflète

dans les activités des deux Conseils. Il faut ajouter à cela les réticences d'A.Sh. — dont elle nous a fait part dans nos différents entretiens — à l'égard de la mise en valeur des religions au sein du Conseil britannique, et plus particulièrement de l'intégration au Conseil de représentants de l'Église orthodoxe. Inversement, au sein du Conseil français, la religion orthodoxe occupe une place bien plus importante, notamment due à la présence de descendants d'émigrés blancs, dont les références à l'identité religieuse russe sont fréquentes.

La citation d'A.Sh. introduit en outre la question des classes sociales représentées au sein des groupes émigrés étudiés, question qui recoupe de multiples problématiques des milieux contestataires et des Conseils en relation avec le triptyque « race, nation, classe »³² — dont une analyse plus détaillée sera faite dans le sixième chapitre. La question de la classe sociale est en fait, trop régulièrement soulevée par nos interlocuteurs pour que nous en fassions abstraction en la considérant comme une expression purement individuelle du positionnement identitaire des acteurs. Cette question voyage, elle aussi, dans le temps, en référence aux diverses situations historiques des expatriotes, qu'elles soient relatives à l'histoire soviétique ou à celle de la Russie impériale, à celle de la Russie postsoviétique affectée de profondes mutations dans la structure des classes, ou encore à l'expérience de la migration qui peut s'accompagner d'un déclassement ou, au contraire, d'un reclassement des acteurs.

Dans le point qui suit, nous essaierons de démontrer que ce que les acteurs, en situation de migration, qualifient comme étant la culture russe — avec ses « piliers intemporels » — introduit nécessairement la question du pouvoir, auquel cette culture se révèle intimement liée. Il s'agira donc de s'intéresser à toutes ces lignes de démarcation culturelle et politique, que les acteurs étudiés produisent et mobilisent à des fins d'inclusion et d'exclusion des uns et des autres. Il s'agit en d'autres termes, d'analyser la signification que ces acteurs confèrent aux notions de « culture russe » et de « culture soviétique », pour exprimer leur patriotisme ou son manque, plus ou moins compensé par sa quête ou, au contraire, rejeté comme « populaire », « vulgaire », « déviant », « extrémiste », etc.

L'exemple des émigrés blancs nous offre déjà la possibilité de comprendre en partie la complexité des mécanismes identitaires qui opèrent dans la communauté, au sens large, des expatriotes. Si la quête de ce qui est commun chez les migrants ex-soviétiques reste encore à élucider, on peut déjà affirmer, qu'en ce qui concerne les descendants d'émigrés blancs, il faut envisager la notion d'« expatriote », à travers le prisme de la perte de la patrie, la Russie

³² Nous faisons référence ici à l'ouvrage d'Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*. Paris, La Découverte, 2007 (première édition en 1988).

impériale, et de sa continuelle quête, qui s'exprime de différentes manières : certains cherchent à combler cette perte, par la recherche du commun dans le projet des compatriotes, alors que d'autres tiennent à sauvegarder l'héritage de la Russie impériale, qui se perpétue sous la forme du maintien de la mémoire familiale, de l'identification de l'histoire individuelle à l'histoire collective de l'émigration, de l'exil, sous la forme d'une perte et d'une quête continuelle. Donnons un dernier exemple à l'appui de cette analyse, celui des multiples blogs et pages Facebook animés par des descendants d'émigrés blancs, qui y réunissent le maximum de documents relatifs à l'histoire de l'émigration russe. Dans le groupe Facebook « Bibliophilie émigration russe » par exemple, tout objet retrouvé dans les brocantes, que ce soit une photographie à moitié détruite ou une carte postale représentant des colonies de vacances de jeunes enfants d'émigrés blancs, devient immédiatement la source de longues discussions, chargées émotionnellement et symboliquement, entre les membres du groupe.

Les représentants de ces deux genres de parcours identitaires de descendants d'émigrés blancs s'accusent mutuellement : les premiers, nous l'avons vu, reprochent aux seconds leur « coopération » avec les autorités russes actuelles, tandis que les seconds leur reprochent de se complaire dans une identité figée, immobile, attachée à un espace-temps révolu, et très largement imaginé.

Il nous paraît à présent capital d'analyser les autres types de discours sur la culture russe, qui sont produits par les expatriotes russes, ceci afin de comprendre quels autres moyens de « mise en commun » sont employés (outre les actions politiques) et quelles relations, ces discours entretiennent avec l'idée de compatriote développée par les autorités russes. Aujourd'hui comme hier, les débats sur la « sauvegarde (*hranenié*) de la culture russe »³³ foisonnent au sein de la communauté russe. Certains considèrent la culture comme étant en elle-même un symbole de « conservatisme »³⁴, tandis que d'autres la jugent fondatrice d'un sentiment de « communauté » à l'étranger ; comme l'expression même du patriotisme. Le nom des associations russes présentes lors du Forum russe d'octobre 2013, attestent de ce désir d'œuvrer pour le maintien de la culture et du patrimoine russes en France : association *Nasledié* (Patrimoine), association Patrimoine russe, Association des amis du patrimoine russe, etc. Même chez les opposants au « conservatisme culturel », les discours sur la culture russe ne manquent pas, tantôt pour s'en moquer, tantôt pour distinguer sa « propre » culture russe, de tout ce qui est perçu comme la culture russe « officielle », par définition conservatrice.

³³ T. Pachmuss, « Iz arhiva Merežkovskih : Pis'ma Gippius Z.N. k M.V. Višnâku », *op. cit.*, p. 451.

³⁴ *Ibid.*, p. 451.

À travers ces différentes formes de la/des culture(s) russe(s), se dégagent cependant un certain nombre de thèmes, jugés intemporels, *communs* à tous les expatriotes, indépendamment de leurs convictions politiques et caractéristiques socio-professionnelles.

5.2 - Les dimensions « intemporelles » de la culture russe

Il est possible de déceler une série de thèmes transversaux qui, quoique ne faisant que rarement l'objet de discussions à proprement parler, constitue pour ainsi dire la toile de fond des échanges sur la Russie, sa culture et ses mutations. Nous les qualifions d'« intemporels », en référence aux travaux de Nancy Ries, en raison de leur permanence à travers les époques, dans les discussions quotidiennes en Russie et dans les discours officiels ; ils révèlent ainsi ce que les Russes considèrent être les fondements culturels de leur pays. Il s'agit de notions telles que la « terre », le « peuple » et le « pouvoir », à l'égard desquels les acteurs se positionnent de différentes manières. Compte tenu des conditions dans lesquelles ces thèmes sont abordés, c'est-à-dire dans l'éloignement spatial vis-à-vis de la Russie, dans l'émigration, ils sont tantôt marqués par le sentiment de déracinement, tantôt investis de nouvelles significations de par leur inscription dans un contexte culturel différent.

La terre et l'histoire russes face à la « Russie hors-frontières »

Il est d'autant plus intéressant de mobiliser la notion de « terre russe », que les acteurs les plus libéraux de la communauté politique russe eux-mêmes soulignent constamment qu'ils sont nés en Russie, critère qui, d'après eux, confère une légitimité à leurs idées et à leurs actions en faveur de la Russie. C'est parce qu'ils sont nés sur la terre russe, que le destin de « leur pays » *doit* les intéresser. Si les acteurs contestataires, mais également de nombreux migrants en dehors des réseaux associatifs, cherchent à se détacher de cette image homogénéisante de la culture russe officielle, ils reproduisent néanmoins, chacun à leur manière, l'idée du « devoir » à l'égard de la patrie. L'exigence de fournir une aide à son *otečestvo* est caractéristique de la définition intemporelle de l'idée nationale russe. Ces acteurs sont guidés par le sentiment que le lien avec la patrie serait rompu si l'on n'aidait pas celle-ci. Ce devoir est cependant éprouvé très différemment, voire de manière opposée, dans les milieux contestataires et institutionnels de la communauté politique russe. Si les expatriotes

contestataires, jugent être de leur devoir de médiatiser les dérives des pouvoirs russes afin de mobiliser l'opinion publique des pays d'accueil, les Conseils combattent au contraire cette image négative de la Russie en France et en Grande-Bretagne.

Ainsi que l'écrit Nancy Ries :

« Le rappel routinier de ces expressions et lieux communs des discussions russes suggère une accentuation de l'idéologie culturelle des relations nationales, puisant ses sources dans des narrations plutôt que dans des métaphores organiques. Autrement dit, l'identité nationale russe est souvent conceptualisée en termes d'histoire ou de conte commun. »³⁵

Pour cette anthropologue, l'idée nationale russe est donc fondée sur la narration d'un « conte commun », partagé par tous, car reposant sur des notions clés de la culture russe, l'« histoire russe », la « vie russe », ou encore le « destin russe ». Celles-ci sont toutes attachées au territoire « à la fois réel et imaginaire » appelé « Terre russe », avec une majuscule. De ce point de vue, la question que nous aimerions poser est celle des relations qu'entretient cette notion avec l'expérience de l'émigration russe, par définition « coupée » de cette même terre. Ce rapport dialectique entre, d'un côté, ce qui est communément appelé la « Russie hors-frontières » — notion forgée dans les milieux émigrés d'après 1917 — et, de l'autre, la terre russe, est fondamental pour comprendre les tentatives (et leurs failles ou échecs) de reconfiguration du concept de « russité » par les autorités russes en charge du projet des compatriotes, dans la mesure où ils doivent prouver qu'il existe des liens forts entre la Russie et l'émigration russe. Dans l'idéologie du Monde russe, ce lien est avant tout métaphorique : la Russie est représentée comme la mère patrie (*istoričeskaâ rodina*)³⁶, entourée d'une multitude d'îlots russes disséminés à travers le monde : certains sont tout proches, étant situés aux confins de la terre russe, d'autres sont très éloignés et témoignent de la richesse de l'histoire et du destin russe.

Cependant, cette définition de l'unité culturelle du Monde russe est remise en cause, en Russie même, par des représentants d'idées à cet égard plus conservatrices. Ainsi, le site d'information sur les Russes de l'étranger Russkie.org a publié les réflexions d'un historien russe, Oleg Nemenskij, portant sur l'attachement traditionnel des Russes à leur terre. Dans cet article, l'auteur dit n'être que partiellement satisfait par le concept « extraterritorial » et « transétatique » de « Monde russe » ; en effet, d'après sa conception de l'histoire et de la

³⁵ N. Ries, *Russkie razgovory*, op.cit., p. 26.

³⁶ Ce terme est constamment mobilisé par les représentants des autorités russes lors des Forums russes. Au Forum de 2013, le directeur de Rossotrudničestvo a ainsi fait un long discours sur la nécessité de recréer des liens entre l'émigration et leur *istoričeskaâ rodina* (patrie historique), afin de s'opposer, part l'union, aux attaques des milieux qui sont ennemis de la Russie et propagent la russophobie dans les pays occidentaux.

culture russes, la terre de la patrie joue un rôle primordial dans la définition de l'identité et de l'authenticité culturelle russes³⁷. Derrière cette réflexion, s'exprime la thèse de l'impossibilité de constituer des communautés russes dans l'« étranger lointain », car les Russes, coupés de leur terre, sont aussi coupés de leur culture. Cette définition de la nation russe par le territoire contredit ainsi la politique actuelle de l'État russe, qui cherche précisément à dépasser le clivage territorial entre les Russes de Russie et les Russes de l'étranger.

En outre, la définition de la culture et de la nation russes proposée par Oleg Nemenskij se révèle bien plus exclusive que celle des autorités russes en charge du projet des compatriotes, car elle prétend remettre en question les frontières des États indépendants, apparus à la chute de l'URSS, à travers le rattachement à la Russie des terres « traditionnellement » russes, telles que l'Ukraine de l'Est, le Nord du Kazakhstan et la Biélorussie. Étudiant les migrations des réfugiés dans le contexte migratoire des deux derniers siècles, Dzovinar Kévonian écrit : « Dans la triade État-territoire-population, le lien entre territoire et population est désormais rompu au profit d'une acception nationale et idéologique du territoire, garantie et promue par l'État »³⁸. Nemenskij s'oppose à cette idée :

« La notion de Monde russe (...) a laissé de côté le principe géographique. Aujourd'hui encore, la Russie ne fait pas de distinction dans sa politique entre les organisations de compatriotes russes résidant sur les territoires de peuplement russe non traditionnels et les organisations russes des pays dans lesquels les Russes ont un droit historique à être considérés comme peuple autochtone. C'est-à-dire que la notion de Monde russe, tout en demeurant nécessaire, ne peut pas refléter la différence entre les communautés russes de l'étranger, résidant sur leur territoire historique, et les diasporas d'émigrés, divisées en plusieurs vagues et ayant généralement acquis une autre identité. Ces parties du Monde russe ont une structure complètement différente, des exigences toutes différentes et des compréhensions différentes de leurs droits et intérêts nationaux que les autres parties. Cependant, tout cela n'est pas reflété dans les activités des structures qui définissent la politique du travail avec le Monde russe. Tant que la Russie n'apprendra pas à mener une politique différente envers les Russes de l'étranger, résidant sur la terre russe d'une part, et les émigrés russes, d'autre part, sa politique à l'égard des compatriotes sera vouée à l'échec : elle continuera à rendre la Russie repoussante au lieu d'unir autour de celle-ci (...). La renaissance de la notion de Terre russe est importante pour la renaissance de l'identité russe, car la terre constitue le pilier de la structure de l'État russe (rossijskaâ gosudarstvennost'). L'identité russe n'est pas seulement ethnique, mais aussi territoriale. Cela se voit dans l'importance que cette notion a toujours eu dans la culture russe, et dans la difficulté avec laquelle les émigrés russes organisent leurs communautés à l'étranger. La reconnaissance officielle par la Russie de la notion de Terre russe pourra servir de fondement idéologique pour l'activité des organisations sociales (obšestvennyj) et culturelles dans les espaces de diffusion traditionnelle de la culture russe, et allégera le travail de l'Etat russe à l'égard de ces organisations. »³⁹

³⁷ O. Nemenskij, « Russkaâ zemlâ kak bazovoe ponâtie geopolitiki Rossii » [La terre russe en tant que notion de base de la géopolitique de Russie]. URL : <http://www.russkie.org/index.php?module=fullitem&id=20489>, dernière consultation le 11 décembre 2013.

³⁸ D. Kévonian, « Deux siècles de réfugiés : circulations, qualifications, internationalisation », *Pouvoirs*, Vol. 1, n°144, 2013, p. 24.

³⁹ O. Nemenskij, « Russkaâ zemlâ kak bazovoe ponâtie geopolitiki Rossii », *op. cit.*

Même si Nemenskij note que la notion de « Monde russe » est tout à fait fondamentale, il remet totalement en cause sa capacité à unir en insistant inversement sur la division du Monde russe selon des critères identitaires : les Russes résidant sur la « Terre » historiquement russe seraient ainsi plus « russes », que les émigrés russes, qui séparés de cette Terre, seraient dotés d'une toute autre identité. Cette tension entre les deux pôles du Monde russe, respectivement « proche » et « lointain » de la Russie d'un point de vue à la fois géographique et identitaire, est également perceptible dans les discours des compatriotes professionnels en France. A la question posée par une journaliste de La Voix de la Russie à propos du départ d'Aleksej Lobanov de son poste de président du Conseil mondial des compatriotes, D.K. a souligné la nécessité de « trouver un consensus entre les compatriotes de la CEI, qui étaient justement représentés par Lobanov, et ceux qui se trouvent dans l'étranger lointain, lequel est par ailleurs tout aussi multiforme »⁴⁰. Comme Nemenskij, D.K. souligne le devoir qu'a l'État russe d'introduire des priorités dans la politique des compatriotes, en prenant en compte ce qui est « le plus important pour la Russie ». Comment dans ce contexte la fondation Monde russe veut-elle reconstruire ce « pont »⁴¹ par-dessus les frontières spatiales et temporelles entre la « Russie hors-frontières » et la Russie « à l'intérieur de ses frontières » ?

La notion de « sang russe » — qui, dans la conception des piliers de la culture russe, est étroitement liée à celle de « Terre russe » — sera ici utile pour comprendre quels sont les outils à l'aide desquels est construite l'idée de la pérennité de la culture russe, que ce soit dans le pays ou à l'étranger. Si Nancy Ries met l'accent sur la conception non-organique de l'identité nationale russe, elle ajoute cependant que les renvois à l'ethnicité russe, comme produit de la vie sur la « Terre russe », étaient courants dans les discussions en Russie durant la période de la Perestroïka — d'après nos observations, ils le sont encore aujourd'hui dans les milieux émigrés :

« Le sang, mais aussi les gènes et le squelette, sont souvent évoqués comme médium du commun (commonality) russe. Cependant, l'attention portée au déploiement de ces métaphores corporelles dans les discussions russes démontre en réalité qu'il s'agit bel et bien d'une expérience quasi-corporelle et d'une épreuve de l'histoire russe qui sont métaphoriquement représentées par le sang, les gènes et le squelette de la russité. (...) La russité est une qualité organique qui découle de l'expérience de l'histoire russe. L'histoire russe est souvent décrite comme sanglante (naša krovavaâ

⁴⁰ D.K., « VKS dolžen najti kompromiss meždu sootečestvennikami bližnego i dal'nego zarubež'â », *op. cit.*

⁴¹ Nous reprenons ici la métaphore de Stéphane Dufoix au sujet de la politique des États d'origine envers leurs expatriés. S. Dufoix, «Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », *op.cit.*, p. 18.

istoriâ), ce qui témoigne de l'existence d'un processus bilatéral: de l'histoire vers le corps et du corps vers l'histoire »⁴².

L'« épreuve de l'histoire russe », représentée par la métaphore du « sang russe », absorbé par la terre russe, permet ainsi d'imaginer l'écoulement d'une partie de ce sang en-dehors des frontières de l'État russe, à cause de l'histoire sanglante de la révolution russe, et d'inclure de cette manière dans cette histoire-épreuve les Russes qui se sont trouvés à un moment ou à un autre à l'étranger. C'est pourquoi l'appellation de « Russie hors-frontières » a été importante d'un point de vue symbolique ; elle a d'abord été introduite par les émigrés eux-mêmes, puis a été reprise dans les discours savants et politiques en Russie après la chute de l'URSS. C'est comme si une partie de la Russie avait été déplacée hors de la terre russe et avait ainsi fait naître la « Russie hors-frontières ». Nancy Ries, parlant de « notre histoire sanglante », met donc l'accent sur le mot « notre », qui souligne et renforce le sentiment de possession, d'appartenance à la Russie, même depuis l'extérieur.

Aujourd'hui, l'expression « les *naši* (les nôtres) de l'étranger » est régulièrement utilisée en Russie pour décrire les communautés russes de l'étranger ; il existe même un site d'information *Naši za granicej* qui raconte la vie des migrants russes installés dans tous les pays du monde. Le terme de *naši* est à la fois inclusif, car il inclut par exemple les acteurs américains, français et autres (prétendument) d'origine russe, mais aussi relativement exclusive, car l'on ne désigne que très rarement de ce nom les émigrés russes d'après 1917. La mention des origines des ancêtres de Joe Dassin (Odessa), qui permet ainsi de le qualifier de *naš*, participe d'un certain folklore russe, non dénué d'une touche humoristique, selon lequel les « nôtres sont partout »⁴³. L'intégration des émigrés blancs parmi les *naši* est quant à elle plus complexe, à cause, d'une part, de la rupture idéologique consécutive à la révolution de 1917 entre l'URSS et la « Russie hors frontières » — doublée justement de la production d'un folklore anti-émigrés blancs, présentés comme de riches exploiters des prolétaires et des paysans en Russie tsariste — et, d'autre part, de la rupture dans le discours en Russie sur les émigrés blancs après la chute de l'URSS — accompagnée d'une certaine glorification du destin de la « Russie hors frontières »⁴⁴.

⁴² N. Ries, *Russkie razgovory*, op. cit., 26.

⁴³ Tout un folklore a en effet été créé autour des plaisanteries sur les espions russes à l'étranger ; par exemple, l'expression « attention, nos gens sont dans la cuvette » (« *v slivnom bačke naši lūdi* ») est à la fois une expression sarcastique pointant du doigt l'absurdité de la concurrence entre l'URSS et les États-Unis pendant la Guerre froide, et un vecteur de fierté envers la puissance nationale. Ces codes discursifs ont également été décrits par Nancy Ries. N. Ries, *Russkie razgovory*, op. cit.

⁴⁴ Dans l'imaginaire collectif en Russie, le destin des émigrés blancs est étroitement lié à celui de la famille tsariste. La canonisation de Nicolas II a placé ce dernier dans une sphère hautement spirituelle, inatteignable et

Il faut noter que l'« *Homosovieticus* » — notion devenue commune et qu'un descendant d'émigrés blancs a employé lors d'un entretien pour qualifier les originaires d'ex-URSS de manière quelque peu condescendante — ne s'oppose pas nécessairement aux émigrés blancs et à leur histoire ; au contraire, il s'appuie parfois sur cette pérennité culturelle afin de donner un exemple « aux nouvelles générations de migrants ». Comme l'écrit le président de l'association La Russie hors-frontières, Mihail Âkunin :

*« Rétablir le sentiment du commun entre les générations encourage la compréhension par les jeunes de la continuité de la vie russe ; c'est un objectif noble (...) que certains ont réussi à poursuivre sur plusieurs générations de l'émigration russe en France. Ces personnes sont parvenues à conserver la clarté d'âme, une qualité qu'ils ont transmise à leurs descendants, tout en vivant à l'étranger, en situation de déracinement. »*⁴⁵

Ce même Âkunin, lors d'une discussion privée durant le Forum russe avec une militante contestataire, a avoué être en désaccord avec les mobilisations en Russie et en France contre le pouvoir russe actuel, et ce tout en se disant être un homme soviétique (*čelovek sovetskoj zakalki*). Le respect profond envers l'émigration blanche et le sentiment d'appartenance à l'URSS peuvent donc paisiblement cohabiter au sein d'un seul et même individu. Cependant, la qualité d'« homme soviétique » (*čelovek sovetskoj zakalki*) doit être entendue non plus tant comme renvoyant à un « homme d'un nouveau type », révolté contre le conservatisme de l'époque tsariste, que comme un représentant de la dernière génération soviétique, telle que l'a étudiée Alexei Yurchak. « Soviétique » désigne ici un certain état d'esprit, définie par des lieux communs tels que l'honnêteté, le respect envers les traditions, l'aspiration à un certain ordre⁴⁶. Certaines de ces qualités ont été transférées sur l'époque postsoviétique, afin notamment d'opposer la malhonnêteté de l'« individu ultra-libéral » des années 1990, à l'être postsoviétique des années 2000, en recherche de stabilité, non seulement socioéconomique, mais aussi identitaire. Comme nous le rappelle Andy Byford, l'homme postsoviétique revendique une continuité identitaire à travers la référence à une URSS imaginée et par

éloignée du peuple. Ce processus de « sanctification », au sens large, de personnalités en Russie et en URSS a été décrit par Nancy Ries au sujet de dissidents tels qu'Andreï Sakharov et Alexandre Soljenitsine. N. Ries, *Russkie razgovory, op. cit.* La canonisation de Nicolas II a été pour ainsi dire transférée sur les émigrés blancs. Par ailleurs, s'il y a eu des tentatives pour reconsidérer l'histoire de l'émigration russe à la fin des années 1980 — par exemple avec l'ouvrage de Léonid Škarenkov, *Agoniâ beloï èmigracii (L'agonie de l'émigration blanche, Moscou, Mysl', 1987)* — en cherchant à distinguer le destin des leaders politiques et militaires de l'histoire russe du « simple » peuple russe de l'émigration, l'histoire de ce dernier n'en reste pas moins très peu connue en Russie, malgré des publications récentes en France et en Russie. L'émigration russe reste associée en Russie à celle des couches aisées de l'Empire russe.

⁴⁵ M. Âkunin, « Nasledie vo blago » [Du bon usage du patrimoine], *L'Observateur russe*, 4 juillet 2010. URL : <http://rusoch.fr/lang/ru/rus/nasledie-vo-bлаго.html>, dernière consultation le 9 décembre 2013.

⁴⁶ De ces qualités du Soviétique de la fin de l'URSS et du post-Soviétique a parlé également Yuri Levada dans son travail sur l'homme postsoviétique.

opposition aux années turbulentes que furent les années 1990. Dans son rapport à la politique, cet état d'esprit a parfaitement été résumé par une phrase prononcée lors du dernier Forum russe, par l'une des membres du Conseil, en réponse à la proposition d'une militante contestataire suggérant de faire participer tout le Forum, à l'élection du Président du nouveau Conseil : « la démocratie c'est bien, mais l'ordre c'est mieux ». Au cours du même Forum, la démocratie a été à plusieurs reprises comparée à l'anarchie, y compris par des compatriotes professionnels résidant en France depuis des dizaines d'années.

L'attitude envers ceux qui partent ou sont partis de Russie évolue en fonction des époques. Si, comme l'écrit Nancy Ries à propos de la période de la Perestroïka, ceux qui partaient, perdaient en quelque sorte leur russité aux yeux de ceux qui restaient (dans la mesure où ils se coupaient délibérément de la terre russe), une attitude différente est de mise envers les émigrés blancs, considérés comme ayant été contraints de partir, comme chassés de Russie, mais ayant malgré tout réussi à conserver leur russité à l'étranger. Cette attitude envers les migrants russes, négative pendant la Perestroïka, commence cependant à évoluer, ainsi qu'en témoignent les narrations présentes sur Internet. Sans même évoquer l'exemple du site web Pora valit' (Il est temps de se casser)⁴⁷, désormais très connu en Russie, les journalistes annoncent fréquemment des chiffres colossaux sur le nombre de personnes désireuses de quitter la Russie et/ou qui ont déjà pensé au moins une fois dans leur vie à émigrer⁴⁸. Le discours sur l'émigration commence à pénétrer de plus en plus les discussions et narrations quotidiennes, sans pour autant que s'ensuive un passage à l'acte.

Pour ne prendre que l'exemple le plus récent, nous pouvons citer l'article d'une jeune femme publié sur le site web gazeta.ru, intitulé « Neuf raisons pour lesquelles je quitte la Russie » et immédiatement relayé dans plusieurs groupes Facebook d'expatriotes contestataires :

« Bien sûr, on peut contester mes propos. On peut dire que tout n'est pas si mal. On peut aussi dire qu'il faut se battre pour son bonheur, pour un futur radieux. Mais pourquoi je devrais me battre ? Pardonnez-moi, mes amis, je ne suis pas une guerrière, je suis une modeste informaticienne (...). Je le répète : je n'ai ni l'envie ni la capacité physique pour courir dans la ville avec un drapeau entre les dents et me confronter à la police. Je veux tout simplement une vie calme. Est-ce parce que je suis née dans ce pays que je n'ai pas le droit à tout cela ? Supporte, mon fils, c'est notre patrie. Mais je ne veux pas supporter. Pourquoi je devrais tout supporter tout le temps ? Pour rendre hommage aux

⁴⁷ <http://pora-valit.livejournal.com/>. Ce site web publie des histoires de migrants russes à propos de leurs expériences dans les différents pays étrangers, afin de donner des conseils sur les meilleures destinations d'immigration à ceux qui désirent quitter le pays.

⁴⁸ À ce sujet, un article, bien étayé par des données statistiques sur le nombre de Russes à l'étranger, a été publié sur le blog Tolkovatel'. Cet article s'attaque au caractère tendancieux des publications des journalistes russes sur les « foules » de Russes, de plus en plus qualifiés, qui s'apprentent à quitter le pays : <http://tfolk.ru/?p=4745>, dernière consultation le 10 décembre 2013.

tombes de mes ancêtres ? Leur mémoire est dans mon cœur et pas dans la terre. Pour les bouleaux ? Ils poussent quasiment partout. Pour ma ville natale ? Oui, c'est un argument. Mais pourtant ma ville (Saint-Petersbourg) se trouve déjà depuis longtemps sous le contrôle d'une petite bande de fonctionnaires (...). Les conclusions que j'en tire sont très simples. Il faut agir, ce que je suis en train de faire. Il faut devenir non pas un simple spécialiste, mais un spécialiste demandé. Etudier et apprendre des langues. Et choisir son pays de résidence. Est-ce pour cela que je suis un traître à la patrie ? Juste parce que je veux "vivre dans une maison" et ne "pas être domiciliée à telle adresse" ? Je veux vivre et pas survivre. Je ne veux pas m'adapter et apprendre à donner des pots-de-vin (...) Evidemment, je ne suis pas un cerveau qui fuit. Je suis une personne ordinaire qui veut une vie ordinaire. En quoi est-ce une trahison ? »⁴⁹

Cette *lamentation* autour de la nécessité d'émigrer, est une tentative pour légitimer⁵⁰ le désir de partir, de quitter le pays. Notons que même dans un discours aussi « pragmatique » — cette jeune femme ne souhaite pas changer quoi que ce soit dans le pays, elle veut changer de pays —, la notion sentimentale de « terre russe » apparaît néanmoins à travers la métaphore de la tombe des ancêtres, enterrés en Russie. Cette lamentation, publique dans la mesure où elle a été publiée dans un quotidien russe très lu sur Internet, prétend remettre en cause les fondements même de l'attachement à la patrie (*otečestvo*), en lançant un défi au pays d'origine à travers le départ de ce même pays.

Cependant, le fait de vivre en Russie ne définit plus, et n'a probablement jamais entièrement défini, le soi-disant sentiment d'appartenance à la patrie, conçu comme attachement à la structure d'État russe (*gosudarstvennost'*). De la même manière, l'acte d'émigration n'implique plus, et n'a probablement jamais totalement impliqué, une rupture émotionnelle, et même matérielle, avec le pays d'origine. Au XIX^e siècle Alexandre Herzen a introduit l'idée de « départ intérieur » (« *vnutrennij ot'iezd* »)⁵¹, qu'il définissait de la manière suivante :

⁴⁹ « Devât' pričin, po kotorym â uezžaû iz Rossii » [Neuf raisons pour lesquelles je quitte la Russie], *Gazeta.ru*, le 22 août 2011. URL : http://www.gazeta.ru/realty/2011/08/17_e_3735725.shtml, dernière consultation le 10 décembre 2013.

⁵⁰ Les expatriotes militants ont réagi à cette lamentation de la manière suivante :
« M. K. : On dirait que l'auteur est en train de se justifier. S'il a une possibilité et une envie de déménager dans un pays le satisfaisant par son niveau de vie, on ne pourra qu'être heureux pour lui
G.C. : En Russie, depuis longtemps on considérait l'émigration à l'étranger un peu comme une trahison. », commentaires des militants contestataires de Paris de l'article paru dans *Gazeta.ru*, le 22 août 2011.

⁵¹ A. Gerzen, « S togo berega » [De l'autre côté], in Gerzen, A., *Sobranie sočinenij* [Œuvres complètes], Tome 6. Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1955.

« L'idée de se concentrer sur soi-même, de couper le cordon ombilical nous liant, au présent, à la patrie, est prônée depuis longtemps, mais est difficilement mise en œuvre. Elle réapparaît après chaque échec, après chaque espoir perdu. Les mystiques et les Francs-maçons, les philosophes et les illuminés s'appuyaient sur elle. Tous parlaient de départ intérieur, mais aucun n'est réellement parti »⁵².

Parallèlement, les autorités russes développent une stratégie de dépassement des frontières étatiques à l'égard des compatriotes qui sont partis mais sont restés patriotes. Tout en étant « loin des yeux », ils peuvent tout à fait garder la patrie au plus « près du cœur » (comme le montrent les paroles de la jeune femme citée ci-dessus), à condition qu'ils transfèrent ces sentiments sur le patriotisme « officiel », de la culture « officielle » et de l'histoire « objective ».

La manière dont les autorités russes prétendent, à travers le concept du Monde russe, réunifier la Russie et ses « îlots » devient légitime, à partir du moment où l'on considère que l'« être russe » ne peut pas être expliqué par la seule composante de l'attachement à la terre russe ; il y a aussi, et peut-être d'abord, un attachement à la langue russe, perçue par les Russes comme étant la source d'une grande richesse culturelle⁵³. C'est *via* la langue russe que la fondation désire développer son projet extraterritorial d'influence culturelle de la Russie dans le monde ; c'est *via* la langue russe qu'elle cherche à produire cette « communauté imaginée »⁵⁴. Ajoutons qu'à chaque nouveau Forum russe en France ou en Grande-Bretagne, les autorités donnent des chiffres de plus en plus exorbitants, sur le nombre de compatriotes et de russophones à travers le monde : au dernier Forum russe de France en octobre 2013, le chiffre de « 7 millions de *russkoâzyčnyj* en Europe — et encore plus de « russophones »⁵⁵ — a été donné par le président sortant du Conseil de coordination, dont le mandat a par ailleurs été renouvelé à cette occasion.

Enfin, le « cordon ombilical » de l'émigration avec sa « patrie historique » est aussi formé à partir de l'histoire elle-même. L'émigration des Russes blancs fait désormais partie de l'histoire russe. La Maison de l'étranger russe à Moscou, maison Alexandre Soljenitsyne — du nom donc de l'un des émigrés russes les plus célèbres — en est la démonstration. Soulignons cependant, qu'étant dépendante des autorités publiques, cette Maison porte le nom

⁵² L'expression d'« émigration intérieure » a également été employée en Allemagne nazie par les intellectuels allemands restés dans le pays.

⁵³ N. Ries, *Russkie razgovory*, *op.cit.*, Pp. 70-81.

⁵⁴ B. Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte, 2006.

⁵⁵ En parlant de « *russkoâzyčnyj* », D.K. sous-entend tous ceux qui considèrent la langue russe comme leur langue maternelle ou l'une de leurs langues maternelles, tandis que « russophone » inclut également les individus ayant appris le russe plus tard (cf. la conclusion de la première partie de cette thèse).

d'« étranger russe » et non de « Russie hors-frontières », nom que se donnent les représentants des émigrés russes blancs.

« Il n'y a jamais eu d'institution de ce type, ni dans notre pays, ni ailleurs. Son fondateur, l'actuel directeur V.A. Moskvine a ainsi reçu le prix du gouvernement de la Fédération de Russie en 2009, ce qui peut être considéré comme un symbole très fort de l'importance que revêt la Maison de l'étranger russe dans le domaine de la culture et de la vie sociale du pays. Par ailleurs, le Président de Russie, M.A. Medvedev, dans une lettre à N.D. Soljenitsyna (...), a écrit à propos de cette maison : "elle est devenue une sorte d'interface faisant interagir les grands scientifiques et les artistes, les différents représentants de l'intelligentsia russe et mondiale. Je suis certain qu'il en sera toujours ainsi" »⁵⁶.

Ce texte, présenté sur le site web de la Maison de l'étranger russe, cite ces propos du Président russe de l'époque Medvedev, afin de souligner la reconnaissance institutionnelle du rôle que l'émigration russe a joué dans la culture et l'histoire russe. Par ailleurs, ce qui est qualifié d'intelligentsia russe constitue un nouveau domaine d'intérêt des autorités russes. L'idée du Forum de l'intelligentsia russophone, lancée par un représentant de cette dite intelligentsia au Kirghizistan, a vivement été soutenue par Rossotrudničestvo. Les auteurs de l'initiative :

« ont souligné l'impossibilité de rester inactif au moment où la Russie a besoin de leur aide, même s'il ne s'agit que d'une aide morale, car la Russie leur a offert une formation de très haut niveau et apporte une aide permanente à la Kirghizie. Konstantin Kosačev a remercié les représentants de la société (obščestvennost') kirghize pour cette initiative précieuse (...). Les participants à la rencontre ont entièrement validé l'idéologie et la stratégie de l'Agence fédérale de Rossotrudničestvo et se sont engagés à œuvrer à la réalisation des objectifs fixés. A ainsi été proposée l'organisation d'un Forum mondial de l'intelligentsia russophone en Kirghizie au bord du lac Issyk-Koul, afin de contribuer à la diffusion de la langue russe et à la consolidation de l'intelligentsia russophone »⁵⁷.

Cette initiative, relayée par les Conseils de coordination dans tous les pays de « présence russophone »⁵⁸, démontre le développement et la multiplication des champs d'intervention auprès des compatriotes investis par les autorités russes. On peut imaginer qu'à part la diffusion de la langue et de la culture russe à travers le monde, l'intelligentsia russophone sera ainsi chargée de « contrer » la montée de la russophobie dans les pays européens. Lors du dernier Forum russe de France, le directeur de Rossotrudničestvo à Paris a en effet formulé le souhait : « qu'une lutte soit menée avec l'aide des compatriotes professionnels et du Conseil de coordination contre la diffamation anti-russe ».

⁵⁶ Pour la présentation de la Maison de l'étranger russe : http://www.bfrz.ru/?mod=static&page_name=about_us, dernière consultation le 10 décembre 2013.

⁵⁷ « Rabočaâ vstreča Konstantina Kosačeva s predstavitelâmi obščestvennosti Kirgizii » [La réunion de travail de Konstantin Kosačev et d'acteurs de la vie publique du Kirghizstan], le 27 septembre 2013. URL : <http://rs.gov.ru/node/41523>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

⁵⁸ D.K. a ainsi appelé l'intelligentsia russophone de France à rejoindre ce Forum lors du dernier Forum russe en France.

L'intelligentsia « expatriote » contre le peuple

Un autre thème, étroitement lié à celui de l'intelligentsia et constamment abordé par les expatriotes dans leurs discours — en particulier au sein du pôle contestataire de la communauté politique russe — est celui du peuple russe :

O.B. : *Je suis franchement étonnée à chaque fois que je vois toutes ces discussions sur le peuple sur Facebook, notamment la dernière entre toi, G.C. et M.E.*

M.N. : *Oui, nous sommes très éloignés du peuple.*⁵⁹

Cet échange entre deux militants contestataires donne à voir le désarroi éprouvé par certains militants face à la résurgence du « peuple » dans les discussions, même lorsque celles-ci ne portent pas initialement sur ce sujet. La deuxième militante attribue ce désarroi à l'incompréhension de ce qu'est le peuple, en raison de l'« éloignement » de ceux même qui en débattent. C'est une position à laquelle s'opposent cependant un certain nombre de militants défendant l'idée que « nous avons le gouvernement que nous méritons » — reformulation de la citation attribuée à George Bernard Shaw : « la démocratie est un système qui garantit que nous ne soyons pas gouvernés mieux que nous ne le méritons » — :

« On dirait que la phrase “nous avons les gouverneurs que nous méritons” ne fonctionne plus (...). “Nous”, dans ce contexte, c'est le peuple lui-même, dans lequel il ne faut pas oublier de s'inclure soi-même, contre la division artificielle entre le “nous”, les personnes conscientes, et le peuple primitif (bydlo). Pour moi, c'est évident qu'il s'agit des deux à la fois quand on parle du “peuple”. Dans tous les cas, je n'aime tout simplement pas la position qui consiste à accuser le seul pouvoir et à déculpabiliser le reste de la population. On sait bien que cela conduit habituellement à l'inaction car “de toute façon, nous ne pouvons rien changer”. »⁶⁰

La militante M.E. fait référence dans son message à un article de la presse russe, rédigé à la suite de la lettre de la prisonnière Nadežda Tolokonnikova (Pussy Riot), accusant l'intelligentsia en Russie de porter un jugement négatif sur le « peuple ». L'auteur de l'article met en évidence le jugement, régulièrement porté par l'intelligentsia en Russie sur le « peuple cruel et sans pitié ». Le débat entre les expatriotes engagés politiquement, initié par M.E., se poursuit ainsi :

⁵⁹ Discussion informelle entre deux militants du GRRR, septembre 2013, Paris.

⁶⁰ Publication de M.E. sur la page Facebook de l'UERG, septembre 2013.

G.C. : *Je vous conseille de lire à ce propos les articles de Nikolaj Uskov sur snob.ru, qui exprime l'opinion de l' « intelligentsia ». Selon lui, Poutine sauve cette dernière du peuple primitif (bydlo) (...). C'est l'envie de sauver à tout prix la vieille idée que n'importe quelle société est dotée d'une élite, qui doit gérer le « peuple ». Et s'il est nécessaire, on le fera de manière très dure. 1917 est considéré par ces personnages comme une tragédie car cette « élite » a été très « rabaissée ». Par qui ? On dirait que c'est par ce peuple, le « peuple primitif » (bydlo) évidemment. Et 1993, c'est l'année remarquable durant laquelle l'on a montré que le « peuple primitif » ne pouvait pas toucher à l'élite (...). Par ailleurs, l'amnistie des « chefs du peuple primitif », peu après les événements d'octobre 1993, l'a à nouveau confirmé : peu importe de quel côté des barricades se met l'élite, elle doit quand même être respectée.*

M.N. : *Je le vois un peu différemment, parce que le pouvoir a deux visages. D'un côté, à travers la propagande à la télé, dans Komsomolka⁶¹, etc. (...), (le pouvoir) fait tout pour attiser chez la partie la moins éduquée de la population la jalousie, la haine envers l'élite (...), les États-Unis, l'Europe, ils font tout pour développer la méfiance, la paranoïa, etc. D'un autre côté, ils montrent à cette élite le produit final de cette propagande, en lui disant : sans nous, le peuple vous aurait « embrocher sur leur fourche »⁶².*

G.C. : *Qu'est-ce qu'on va faire avec tout cela, mes chers frères et sœurs ?*

M.N. : *Démasquer le pouvoir, et pas le peuple, et pas l'élite (je parle de la partie de l'élite qui ne s'est pas complètement alliée au pouvoir).*

G.C. : *Et donc, cette élite « propre » (...) arrivera soudainement au pouvoir. Il y aura quoi ? La Tchécoslovaquie de Havel⁶³ ? Ou la Russie de Eltsine 2 avec le retour de Poutine 3 ?*

M.N. : *Qu'est-ce que tu entends par l'élite ? C'est un gros mot, peut-être ? Pour moi, elle est composée par l'intelligentsia et les hommes d'affaires. (...)*

G.C. : *Je propose d'arrêter de faire de l' « agitation » parmi nous et d'aller justement voir ce « peuple ». Dans quatre jours, les inscriptions au Forum des compatriotes se terminent (...) Il y aura plus de quatre cents représentants des Russes de France. C'est un très bon moment pour s'adresser à eux et leur présenter notre vision des problèmes. Mais les « opposants » ne sont pas pressés d'y aller. Pour nombre d'entre nous, le combat politique est soit virtuel, soit une espèce d'entre-soi sans contradicteur. (...)*

A.B. : *« Le narodničestvo est une idéologie de l'intelligentsia dans l'Empire russe entre 1860 et 1910, axée sur le fait de se rapprocher du peuple pour retrouver ses propres origines... »⁶⁴*

Le dernier message d'A.B., qui n'est pas sans évoquer le mouvement des *narodniki*, représente en quelque sorte le bilan de ces interminables discussions⁶⁵ entre les expatriotes, sur la primauté qui doit être conférée au peuple ou à l'élite pour le développement de la démocratie en Russie. À travers cette citation, issue de Wikipedia, sur les *narodniki*, A.B. rappelle ainsi, que ce mouvement lui-même, était majoritairement constitué par une intelligentsia, qui cherchait à se rapprocher du peuple afin d'émanciper ce dernier du joug tsariste et par là même s'émanciper elle-même.

Cet exemple montre ainsi toute la complexité des définitions de notions comme l'« élite » ou le « peuple » dans le contexte russe. Les expatriotes cités ci-dessus ne mobilisent

⁶¹ Il s'agit du journal russe *Komsomol'skaâ pravda*, considéré dans les milieux libéraux comme un outil de propagande du pouvoir.

⁶² Expression russe, relative au soulèvement des paysans, symbolisant la prétendue tendance latente du « peuple russe » à se venger contre les élites qui le gouvernent. Cela peut être mis en relation avec ce qu'Étienne Balibar a appelé « la crainte des masses » : É. Balibar, *La crainte des masses : Politique et philosophie avant et après Marx*. Paris, Galilée, 1996.

⁶³ Vaclav Havel, premier président de la République tchèque.

⁶⁴ Citation de Wikipedia sur l' « idéologie » du mouvement des *narodniki*, né en Russie au XIXe siècle.

⁶⁵ Ces discussions, principalement *via* Facebook, confrontent depuis plus d'un an ces militants, auxquels se joignent ponctuellement d'autres participants à ce même groupe Facebook.

par ailleurs jamais ces catégories pour qualifier le contexte français. C'est un exemple parmi tant d'autres de la séparation, opérée par les expatriotes eux-mêmes, entre les systèmes de référence français et russe : la séparation entre, d'un côté, ce qu'ils considèrent être la situation russe (à laquelle seraient toujours applicables les notions d'« élite » et de « peuple ») et de l'autre, la situation française où, selon les propos d'une des militantes, « il n'y a plus de peuple »⁶⁶. Cette militante a par ailleurs déjà exprimé son incompréhension vis-à-vis de la mobilisation par le Parti socialiste français, de termes tels que « les ouvriers » ou « le peuple », pour désigner le public auquel ce parti souhaite s'adresser. Ainsi que le dit encore M.E., « le peuple (dans sa compréhension marxiste) n'existe tout simplement plus en France », contrairement à la Russie. Comme l'écrit Gérard Bras :

« Dit autrement, le peuple n'est pas un concept qui décrit une réalité objective, mais qui a pour effet, quand on l'énonce, de donner une forme à une multitude qui va agir collectivement plus ou moins en fonction de cette représentation d'elle-même. Or, dans le combat politique, il y a toujours au moins deux configurations possibles qui s'affrontent à chaque moment de l'histoire, toujours un peuple, une figure du peuple, qui s'oppose à une autre. Il s'ensuit que le mot peuple n'a jamais de sens en soi, mais toujours en rapport à la figure à laquelle il s'oppose. »⁶⁷

Dans le cas des expatriotes russes en contexte d'émigration, mais aussi dans celui des Russes en Russie (ou en URSS)⁶⁸, les discours sur le peuple apparaissent généralement au moment où il s'agit de critiquer les actions de l'intelligentsia⁶⁹, son incapacité à gérer, instruire, partager le pouvoir avec ce même peuple. C'est pourquoi la définition de ce dernier est très mobile : il désigne tantôt le « peuple primitif » (*bydlo*), tantôt la quasi-totalité de la population russe. Pour le dire autrement, la définition du peuple résulte de la définition des élites. Si, par « élites », on entend le pouvoir, le peuple inclura automatiquement toute la population russe qui souffre sous le « joug » des autorités. Si on entend l'intelligentsia, c'est-

⁶⁶ Échange informel avec E.M., 1^{er} juin 2013, Paris.

⁶⁷ G. Bras, « Le peuple existe-t-il ? À propos de Laurent Bouvet, *Le sens du peuple* et Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?* », *La Revue des Livres*, n° 13, 2013, p. 52. Laurent Bouvet considère que « les dirigeants du Parti socialiste (...) ont ainsi perdu « le sens du peuple » », leur action étant marquée par un « oubli du peuple », voire par un oubli de cet oubli, par une méconnaissance aveugle des questions posées par le peuple » (*ibid.*).

⁶⁸ C'est ce dont parle Nancy Ries pour la période de la Perestroïka. N. Ries, *Russkie razgovory, op.cit.*

⁶⁹ L'histoire du mot « intelligentsia » est longue de plusieurs siècles en Russie. Apparue au milieu du XIX^e siècle, elle se différenciait du terme « intellectuel » telle que référée à l'Europe occidentale, en « renvoyant avant tout, en Russie, à une attitude et un comportement moral ». Disposer d'une formation, d'une culture, n'était pas un critère d'appartenance à l'intelligentsia, mais une ressource, mise au service du peuple « opprimé ». Sous Staline, ce terme a perdu toute relation à l'idée de « pensée critique », et était utilisé pour qualifier les travailleurs intellectuels (scientifiques, artistes, professions technologiques, etc.). Pendant le Dégel et la période de « stagnation », une partie de l'intelligentsia était associée à la dissidence (en particulier l'intelligentsia artistique, *tvorčeskaâ intelligentsia*). Pour plus de détails, voir J. Scherrer, « L'intelligentsia russe et les victoires de la glasnost' », in Ferro, M. (dir.) *L'Etat de toutes les Russies. Les territoires, les hommes, l'histoire*. Paris, La Découverte, 1993, Pp. 115-116.

à-dire de nos jours la partie instruite de la population qui a le plus souvent des convictions politiques libérales, le peuple sera défini comme « *bydlo* ». La grande porosité des frontières entre ces deux définitions relève en réalité d'une pratique discursive permettant de s'adapter à celui à qui l'on parle, conformément à un genre de discours que Nancy Rieš a abondamment décrit et nommé la « lamentation russe ». L'objectif d'une telle « lamentation » est rarement la résolution des problèmes posés. Citons à nouveau Gérard Bras, qui lui-même cite Jacques Rancière :

« “Car le ‘peuple’ n'existe pas. Ce qui existe ce sont des figures diverses, voir antagoniques du peuple, des figures construites en privilégiant certains modes de rassemblement, certains traits distinctifs, certaines capacités ou incapacités”⁷⁰. Autrement dit “peuple” ne nomme pas un objet empirique, ni même un objet idéal, mais désigne un problème, celui du mode de configuration d'une multitude d'hommes, agissant plus ou moins dans la même direction, pour un temps déterminé, donc aussi plus ou moins traversée de contradictions. »⁷¹

Même si les discours sur le peuple sont également de mise en France, les significations qu'en donnent les expatriotes militants ne peuvent être adéquatement comprises dans le contexte français contemporain, car ces discours reconduisent en réalité des constructions sémantiques spécifiquement russes. Le « peuple », tel qu'en parle G.C., désigne le « peuple primitif » (*bydlo*), sciemment éloigné des prises de décision politiques par le pouvoir et abandonné par l'intelligentsia, qui ne le considère pas suffisamment apte à participer à la vie politique en Russie. Comme G.C. l'a affirmé à de multiples reprises, « en abandonnant ce champ d'agitation (celui du peuple russe en France), on le laisse aux autorités russes » qui, elles, contrairement à l'intelligentsia émigrée, savent parfaitement le manier. Au contraire, chez M.E., le « peuple » s'entend plutôt en un sens « démocratique » : il inclut certes le « *bydlo* », mais aussi les élites et le pouvoir représentant ce peuple, tout en étant issu de lui. Si certains militants se projettent ainsi dans les réalités de la société russe – quand ils parlent du peuple, il s'agit presque toujours de la situation du peuple en Russie —, d'autres recherchent le « peuple russe » à l'étranger, et notamment en France et en Grande-Bretagne. De ce point de vue, pour G.C., le peuple renvoie aux expatriotes qui viennent au Forum russe ; sa stratégie est axée sur l'éducation de ce « peuple » à la solidarité et à la culture politique.

Ces définitions conflictuelles du peuple russe impliquent des conclusions toutes différentes quant aux stratégies à adopter afin de changer la situation en Russie. Si selon G.C., il faut « aller vers le peuple » pour discuter avec lui, essayer de le convaincre en

⁷⁰ J. Rancière dans A. Badiou et al., *Qu'est-ce qu'un peuple ?* Paris, La Fabrique Editions, 2013, p. 139.

⁷¹ G. Bras, « Le peuple existe-t-il ? », *op. cit.*, p. 58.

exposant sa vision de la situation, M.E. considère qu'il faut commencer par l'instruction du peuple avant de l'inviter à débattre. On comprend alors que, malgré la définition démocratique du peuple revendiquée par M.E., la stratégie qu'elle propose est beaucoup moins inclusive que celle de G.C.. La position de ce dernier est fondée non sur l'idée que le « peuple » est incapable de décider pour lui-même car il n'est pas instruit, mais sur l'idée qu'il n'est pas informé de ce qui se passe dans la communauté politique russe et en Russie. À travers ces deux exemples, on peut donc expliquer la différence entre les objectifs-types que se donnent les différents groupes militants russes en France, et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne — où le pôle contestataire est numériquement plus réduit.

En effet, ce type de débats était déjà au cœur des conflits, datant de la fin de l'année 2011 et du début de 2012, entre les premiers organisateurs de manifestations à Paris, divisés par la suite en deux groupes militants : Russie-Libertés et l'UERG. C'est aussi en raison de leur attitude prétendument plus conciliatrice envers le pouvoir que les membres du Conseil de coordination de France considèrent l'Union comme une « organisation utile » pour les compatriotes — en sachant cependant que, dans l'état actuel, l'Union n'a pas de véritable existence et s'est transformée en une plateforme de débats virtuels sans mener d'actions en dehors des échanges sur Facebook. En confrontant ces deux positions types de ladite intelligentsia russe dans l'émigration, on comprend mieux les divisions postérieures à la création de l'Union, lorsqu'une grande partie de ses membres les plus actifs s'en est séparée pour fonder un autre groupe militant, le GRRR. La position de G.C. sur le peuple peut être qualifiée de minoritaire dans les milieux contestataires de la communauté politique russe, mais majoritaire dans les milieux plus ou moins proches du Conseil :

« Je dois t'avouer que j'ai été assez surpris, mais la majorité des gens au Conseil ne connaissent rien sur les manifestations en Russie. Pareil pour la France. Grâce à de D.K., qui a qualifié Russie-Libertés de véritable ennemi, les autres ont appris ce qu'était Russie-Libertés. Il faut aller vers eux, parler avec eux. Je t'assure qu'ils écoutent. Peut-être ne vont-ils pas rejoindre les rangs des opposants du jour au lendemain, mais ils commencent à se poser des questions et s'y intéressent. »⁷²

C'est ce que G.C. appelle « faire de la politique » : « aller vers le peuple » et essayer de le convaincre. Autrement dit, dans sa conception de la démocratie, le peuple, défini comme *bydlo*, n'est qu'une construction des élites, qu'elles soient politiques (au pouvoir) ou intellectuelles (privées du pouvoir institutionnel). L'idée de G.C. est, que tant que les élites continueront de répéter que « le peuple est con et primitif », on pourra, en vertu de ce qu'on peut appeler les lois de la performativité, s'attendre à l'intériorisation de cette représentation

⁷² Échange informel avec G.C., 31 août 2013, Paris.

par ce prétendu peuple, lequel constitue selon G.C. la majorité de la population en Russie. La position de M.E., quoique minoritaire même dans les milieux contestataires, car jugée « trop élitiste » par les autres militants, donne à voir une conception diamétralement opposée du peuple.

« Ça suffit pour moi. J'ai fait des tentatives pour me rapprocher du peuple, mais je renonce. C'est trop dur, ça me choque trop. Indépendamment du contexte, qu'il s'agisse du peuple ou d'autre chose, je ne peux pas écouter ces histoires cruelles de gens tués et des trucs comme ça. »⁷³

Au moment de l'entretien, M.E. venait juste d'intégrer l'un des groupes contestataires parisiens et souhaitait apporter son aide aux réfugiés, arrivés récemment en France. Après avoir discuté avec l'un d'entre eux, le frère d'un des « Partisans de Primorié »⁷⁴ (X4 dans la suite du texte), M.E. a avoué avoir été extrêmement choquée par son histoire, au point de ne plus vouloir aider les réfugiés venant de Russie. Si le cas de X4 est en effet très particulier, même en comparaison avec les autres réfugiés de Russie auxquels les militants contestataires ont été confrontés, M.E. a également été choquée par les allusions ou les propos ouvertement racistes de certains d'entre eux. Si les autres militants n'ont pas été aussi catégoriques dans les conclusions qu'ils ont tirées de l'histoire particulière de X4, ils ont tout de même avoué ne pas avoir été psychologiquement préparés à de tels « cas » de réfugiés. Certains ont dit préférer organiser des événements d'information et de soutien aux militants en Russie, tandis que d'autres ont affirmé que cette situation était révélatrice du dilettantisme du groupe militant dans son travail auprès des réfugiés.

« Je pense toujours à cette histoire avec X4⁷⁵... Je pense qu'on leur apprenait à agir ainsi en Tchétchénie : un bon Tchétchène est un Tchétchène mort. Je ne veux même pas imaginer ce qu'ils faisaient là-bas. Je pense en revanche qu'auprès de ces gens, passés par la Tchétchénie, un travail de réhabilitation psychologique devrait être fait, avant qu'ils retournent à une vie normale. Sinon, ils "apportent" les modes de fonctionnement, qu'ils ont appris là-bas (...). De toute façon, notre démarche est de l'amateurisme total. Et ça concerne tous les domaines. Je pense qu'on devrait prévoir une aide psychologique pour ces gens, fournie par des spécialistes en post-shock therapy. (...). Je trouve que nous ne sommes pas prêts. Et ce n'est pas seulement la question du positionnement politique. Nous devons savoir comment nous comporter, non pas seulement pour ne pas jeter sur nous le discrédit, mais aussi pour ne pas nuire à la personne qui demande l'asile (...). Je pense que X4 est très traumatisé. Nous ne pouvons même pas imaginer par quoi il est passé. Je pense qu'une vie humaine ne coûte pas très cher pour lui... Et il ne s'agit pas de sympathie personnelle ou de nos convictions. Je pense que c'est un fait. On leur a appris à tuer et à ne pas avoir de rancune. Mais personne ne leur a appris à vivre en société, en dehors de la guerre. »⁷⁶

⁷³ Échange informel avec E.M., 5 septembre 2013, Paris.

⁷⁴ Également appelés « Frères de la forêt de Primorié » en référence aux « Frères de la forêt des Pays baltes » après la Seconde Guerre mondiale.

⁷⁵ Demandeur d'asile russe en France.

⁷⁶ Échange informel avec M.N., 3 août 2013, Paris.

Nous avons pris le soin d'exposer ici en détails les propos de M.E. et de M.N., tout en les confrontant à ceux de G.C., dans la mesure où leurs positions respectives, tranchées et publiquement exprimées, constituent pour ainsi dire, les points de repères des débats actuels de la communauté politique russe. Le thème d'« élite », avec son pendant nécessaire le « peuple » (élite *versus* peuple) revient régulièrement dans les discussions privées et publiques, et permet de définir les stratégies d'action des différents groupes. Dans son discours sur l'incompétence des expatriotes issus de l'intelligentsia⁷⁷, M.N. — qui par ailleurs est Française, sans aucune origine russe, mais qui s'exprime parfaitement en russe⁷⁸ — introduit une autre dimension stratégique, problématique pour elle : l'incompétence des militants vis-à-vis des situations complexes auxquels les réfugiés ont été confrontés par le passé. Dans une autre partie de son discours, non citée ci-dessus, elle évoque également l'inefficacité des « façons russes » de militer.

À travers cette référence au militantisme « à la russe », M.N. insiste sur la différence entre les « grammaires » de l'action collective en France et en Russie. Olga Koveneva, qui a étudié la différence entre les formes d'engagements collectifs dans ces deux pays à partir de l'exemple de combats locaux liés à la protection de lieux écologiques, rend compte de cette différence, par l'adaptation des stratégies militantes à des modèles, ou grammaires politiques propres, de l'action publique. Si en France : « l'initiation à l'action collective dans le cadre de cette grammaire politique, passe principalement par l'acquisition des compétences du discours public (...), la prise de parole en public, la capacité de dialoguer, d'exprimer et justifier ses avis au regard de l'intérêt général et de faire entendre sa position auprès des pouvoirs publics et d'autres acteurs concernés », en Russie, les réalisations concrètes (ou les affaires concrètes) sont d'autant plus valorisées qu'un cadre officiel ne s'instaure pas, ne vient pas rompre l'ambiance amicale du contexte militant.

⁷⁷ M.N. fait explicitement référence dans son discours au milieu socio-professionnel dont sont issus de nombreux militants, soucieux d'aider les réfugiés, mais qui, selon elle, sont séparés du peuple et de ses problèmes par un fossé infranchissable.

⁷⁸ M.N. est l'une des militantes les plus actives du GRRR et a été élue présidente de l'association, en cours d'enregistrement, d'aide aux réfugiés russes.

« La fidélisation progressive au sein d'un cercle d'amis exige le partage d'expériences communes et plus spécialement l'engagement dans le faire ensemble. L'expression russe obšee delo ("l'œuvre, l'affaire commune") (...) permet de lier la pratique, l'intervention immédiate sur le cours des choses et la participation à la cause commune. Dans cette modalité du commun, les actions concrètes, y compris celles qui prennent la forme d'un travail physique côte à côte, s'épaulant et se serrant les coudes, ont tendance à être davantage valorisées que la participation à des débats publics et organes de concertation. Le travail en commun et le partage des expériences communes dans la durée constituent ainsi le fondement de l'être ensemble, tandis que les "procédures" et "démarches" sont considérées comme des outils et formes accessoires qui viennent, certes, appuyer sa réalisation mais ne peuvent le supplanter. »⁷⁹

Le cas de M.N. est très intéressant pour saisir les processus d'intégration de certains codes culturels, remplaçant parfois ceux du pays d'origine – la France en l'occurrence. Nancy Ries évoque dans son travail la difficulté qu'elle a éprouvée, à aborder la question du peuple, notion qu'elle juge être très chargée symboliquement. Selon elle, cette catégorie ne renvoie pas seulement à une longue histoire de souffrances, mais est aussi un puissant vecteur d'identification collective ; c'est pourquoi les étrangers en Russie ont tant de mal à y recourir. Or, dans notre contexte, M.N. peut à juste titre être considérée comme l'une des principales interlocutrices des autres militants sur la question du peuple russe : son affirmation : « nous sommes très éloignés du peuple » doit en ce sens être comprise dans le cadre d'une totale identification avec les principales catégories de l'identité nationale russe, auxquelles participent le « peuple » et l'« intelligentsia ».

Si M.N. critique, depuis son « point de vue » de Française d'origine, les modalités d'action collective des Russes, les autres militants (russes) lui ont à plusieurs reprises fait remarquer sa « russisation » progressive. Les propos de M.N. sont à certains égards contradictoires, dans le sens où elle critique le déplacement des relations professionnelles de certains membres vers le domaine des relations privées⁸⁰, tout en s'étant elle-même liée d'une amitié profonde avec d'autres membres du groupe militant. Similairement, tout en pointant du doigt l'incapacité du groupe à se conformer aux démarches institutionnelles en France, elle a à plusieurs reprises revendiqué son désir de s'occuper des « affaires concrètes » (l'aide aux réfugiés russes par exemple), plutôt que de se livrer à un média-activisme tel que celui mis en œuvre par Russie-Libertés.

Autrement dit, les mutations de la signification du « faire » et de l'« être en commun », s'opèrent non seulement chez les migrants russes militants, mais aussi chez les militants

⁷⁹ O. Koveneva, « Les communautés politiques en Russie et en France. Regards croisés sur quelques modalités du "vivre ensemble" », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, 2011, version en ligne : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=ANNA_663_0787

⁸⁰ M.N. s'est ainsi indignée après avoir appris qu'une des militantes du GRRR s'est rendue au squat dans lequel habite temporairement l'un des réfugiés russes afin de lui tenir compagnie, ce qui, selon elle, allait à l'encontre des relations purement professionnelles que l'on peut attendre de celui qui aide envers celui qui est aidé.

français au contact des expatriotes russes. Ces déplacements sont régulièrement qualifiés par les militants en termes de « russisation », « francisation » ou « britannisation ». De ce point de vue, les tentatives pour instaurer dans les cercles militants des relations plus formelles, sont immédiatement perçues comme le signe de la « francisation » ou de « britannisation » de ceux qui les mettent en œuvre, tandis qu'une prise de parole à caractère violent est qualifiée de « russisation ». C'est ainsi que M.N. s'est vue attribuée à plusieurs reprises l'étiquette de « russisée » à la suite de ses lamentations publiques (via Facebook) marquée d'un très fort « anti-poutinisme ». Le genre l'exigeant, il s'agit dans ces lamentations « anti-poutiniennes », — et autrefois « anti-communistes » — de choisir un ennemi, abstrait ou réel, qui incarne la cause de tous les maux en Russie. M.N., très pacifiste par ailleurs, s'est déjà prononcée à plusieurs reprises sur son envie de voir Vladimir Poutine mourir... De même, le passé soviétique est vécu par M.N. et par son amie-militante, E.C., comme très traumatisant et ne pouvant susciter aucune émotion positive. Dans leurs discours, notamment sur Facebook, la victimisation de l'intelligentsia soviétique, et maintenant de l'opposition russe, est omniprésente. Ces discours ne sont, sommes toutes, pas nouveaux en Russie. Le thème de la « Russie détruite par la Révolution d'Octobre » est par ailleurs très présent dans les discussions de l'aile libérale du milieu contestataire, ce type de discours la rapprochant en partie des descendants des émigrés blancs. Précisons qu'il ne s'agit que d'une partie de ces derniers, car la position des émigrés blancs du Conseil des compatriotes est plus ambivalente : ils sont obligés de composer avec ces deux types de discours, celui des autorités russes en recherche de réconciliation avec le passé du pays, et celui de cette partie des émigrés blancs pour lesquels la seule mention de l'URSS est douloureuse.

Ces quelques exemples de discours permettent de saisir la perception qu'ont les acteurs militants de la structure sociale en Russie, des relations entre les citoyens et le pouvoir, le peuple et l'intelligentsia, des moyens de résistance et de la reproduction des formes socioculturelles, des difficultés de la démocratisation, ainsi que des paradoxes et du potentiel de transformation sociale en Russie. Mais ces débats nous renseignent aussi sur les déplacements identitaires opérés par les acteurs-expatriotes dans l'émigration (mais aussi des militants du pays d'accueil au contact de ces expatriotes⁸¹), afin de s'adapter culturellement et

⁸¹ M.N., militante française, a déjà été étonnée à plusieurs reprises de l'envie des médias français d'inviter un interlocuteur russe pour parler des « problèmes russes ». A ce sujet elle a dit une fois : « c'est étrange que les médias français préfèrent inviter A.P., alors que je pense avoir passé beaucoup plus de temps en Russie que lui, qui vit depuis plus de dix ans en France ». Dans notre thèse, nous avons même hésité d'appliquer la notion d'expatriote à M.N. Mais il est vrai que son cas ne satisfait entièrement à toutes les significations d'expatriote que nous avons donné dans l'introduction à cette Partie Trois. En revanche, elle fait à juste titre partie de la communauté politique russe, dans sa définition que l'on a donné dans la Partie Deux.

politiquement, ainsi que d'adapter leurs stratégies militantes au contexte français ou britannique.

Notons cependant que la « mythologie du peuple », dans la version de G.C., s'inscrit dans des pratiques discursives se développant aux moments critiques de l'histoire de la Russie, par exemple à la fin du XIXe siècle ou à la fin des années 1980, quand une partie de l'intelligentsia russe a produit des « narrations (...) opposant la bêtise, l'égoïsme et la cruauté du pouvoir à la sagesse, la générosité et la bonté des simples gens du peuple »⁸². Dans ce contexte, la notion de « petites gens » souvent utilisée par G.C., révèle la continuité entre ses propres codes discursifs et ceux d'époques passées de l'histoire russe. Mais force est de constater que le discours sur le « peuple primitif » (*bydlo*), qu'on retrouve dans les propos de M.E., témoigne d'une continuité non moins évidente. Nancy Ries affirme ainsi que, déjà dans la période de la Perestroïka, le discours sur le peuple bon et généreux cohabitait avec un discours sur le peuple en tant que coupable de l'immobilité de la société russe, en tant que masses non éclairées et figées⁸³. « En même temps, était déplorée l'incapacité de l'intelligentsia soviétique à aider le peuple à surpasser ses traits nationaux “innés” négatifs »⁸⁴.

En ce sens, les discussions sur le peuple constituent l'une des principales narrations de l'intelligentsia russe, que celle-ci soit localisée en Russie, ou inscrite dans l'émigration. Rares sont les émigrés qui ont évité ces discussions. Les narrations sur le peuple russe, ont pendant longtemps été l'un des piliers du maintien de l'identité russe à l'étranger, qu'il s'agisse des milieux émigrés de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, ou des émigrés russes d'après 1917.

Le rôle du peuple dans l'histoire russe

Il faut préciser que les discussions sur l'intelligentsia *versus* le peuple s'inscrivent régulièrement dans une perspective historique, en rappelant le fait que l'intelligentsia s'est trop souvent détournée de ce peuple. L'exemple, sur lequel G.C. en particulier, mais aussi de nombreux autres acteurs, reviennent constamment, est celui des événements d'octobre 1993 en Russie et de la confrontation autour de la Maison blanche (Parlement). Si G.C. interprète

⁸² N. Ries, *Russkie razgovory*, *op.cit.*, p. 52.

⁸³ *Ibid.*, p. 52.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 52.

d'abord cet événement dans les termes d'une confrontation entre le pouvoir oligarchique (donc les élites) et le peuple, les autres acteurs, s'efforcent de discerner les motivations politiques des deux « camps », le camp de la défense et celui de l'attaque de la Maison blanche.

M.T. : *Encore une publication sur « il y a vingt ans... » et je vais devenir fou (...). Tout était simple. Fatigués d'observer la confrontation entre EBN (Eltine Boris Nikolaevitch) et VS RSFSR (Conseil suprême de la RSFSR), nous, moi et mes amis, avons décidé de partir dans la banlieue de Moscou pour définir une position politique. En rentrant à Moscou et en ayant vu ce qui se passe près de la Maison blanche, nous avons été complètement choqués. Tout était déjà « cool » là-bas. Des colonnes de gens de Barkachov (barkašovcy)⁸⁵ s'y promenaient, armés de kalachnikov. Ce n'était pas « nice ». Je ne dirais pas que ceux qui étaient en face étaient « nice ». Mais je ne voulais de toute façon pas choisir entre ces deux foules.*

E.C. : *Tu es un poète ! A ce moment-là, je regardais le « Lac des cygnes »⁸⁶ à la télé, mangeais des vareniki⁸⁷, accompagnés de vodka, avec une troupe de théâtre peu connue, et tout ça en blâmant ce pays maudit !*

M.T. : *Ceux de mes amis qui étaient les plus conscients, ont organisé un groupe d'aide médicale aux manifestants des deux côtés. Stanislav Markelov en faisait partie (...).*

L.S. : *Attendez, le « Lac des cygnes » était diffusé le 19 août 1991 (...).*

M.T. : *Le 19 août je ne regardais pas le « Lac des cygnes », mais participais aux barricades de la Maison blanche. Un an plus tard, on s'est fait tabassé par les « vétérans » de la défense de la Maison blanche, car nous avons organisé une action « Les moutons sont pour Eltine » (...).*

L.S. : *J'étais toute petite au moment des événements, et en plus nous étions très éloignés de Moscou⁸⁸. Mais, en 1992, nous avons été à Moscou avec ma mère qui m'a emmené voir la Maison blanche, où se réunissaient justement ses défenseurs pour une action de commémoration (...) M.T., peut-être qu'on a déjà fait connaissance à ce moment-là, sans le savoir ?*

N.S. : *M.T., et nous, sans avoir de position politique, nous avons tout simplement porté les personnes blessées. Excuse-moi, mais c'était un jour très important pour moi.*

M.T. : *N.S., je sais que personnellement pour toi c'était un jour très important. Mais pour moi, non. Les interprétations politiques des événements de ce jour peuvent être différentes (je n'aime aucune des deux alternatives). Ce que je peux dire, c'est que c'était en réalité une expérience locale de guerre civile, atroce. Mais certains, pas toi, interprètent ces événements seulement de la façon qui les arrange.*

N.S. : *C'était une foule de deux foules, des connards absolus, observés par une troisième foule. Et les interprétations politiques ne m'intéressent absolument pas⁸⁹.*

Plusieurs éléments d'analyse de l'histoire russe se mêlent dans cet échange. Il s'agit d'une part de préférer un avis négatif sur les positions des deux groupes protagonistes de la Maison blanche, pour s'opposer au discours sur l'humiliation du peuple, ce jour-là, et pour banaliser le rôle de ce même peuple dans les événements, en le réduisant à une « foule »⁹⁰. Il s'agit aussi de s'appropriier l'histoire collective à travers des histoires personnelles, riches en lieux communs (« le Lac des cygnes » à la télévision) compris et reconnus par tous les

⁸⁵ Leader politique du mouvement de l'extrême-droite russe L'Union nationale russe (Russkoe nacional'noe edinstvo).

⁸⁶ Il s'agit du ballet « Le Lac des cygnes », diffusé à la télévision soviétique.

⁸⁷ Un plat traditionnel ukrainien et russe.

⁸⁸ Cette militante vient de la ville de Tcheliabinsk dans l'Oural.

⁸⁹ Échange entre les militants du GRRR dans leur groupe Facebook, 3 octobre 2013.

⁹⁰ Ce jugement renvoie à l'idée, développée notamment par Hannah Arendt, de la différence entre la foule, non-organisée et incapable d'agir ensemble, et la masse, organisée et prête à défendre ses intérêts.

participants à l'échange. La répétition de ces lieux communs culturels, permet de partager une expérience commune, de produire ou reproduire du commun à travers le souvenir d'une page de l'histoire. L.S. se demande ainsi si elle n'a pas croisé ce jour-là M.T., sans alors le connaître : c'est un parfait exemple de la production du commun dans l'émigration, une tentative pour retrouver dans l'histoire collective du pays d'origine, les lieux et les liens qui unissent les expatriotes.

Si les événements de l'histoire collective sont remémorés et répétés par ces expatriotes, il en va de même des noms de personnalités (Stanislav Markelov⁹¹ par exemple) que tous les interlocuteurs sont supposés connaître. Cette discussion n'est pas seulement l'occasion d'une reproduction de références culturelles permettant de retrouver ou créer un commun « ouvert » à tous, mais aussi d'une production d'un collectif « fermé » pour ceux qui ne sont pas engagés politiquement. Ces codes discursifs, jettent des ponts entre les expatriotes, qui sont informés de la vie politique en Russie, tout en excluant d'autres interlocuteurs qui ne comprennent pas ces références. Ces discussions sont donc dotées d'une double signification, une signification culturelle « inclusive » et une signification politique « exclusive ».

Dans cet échange, le peuple est présenté comme une foule, à l'égard de laquelle, tous les interlocuteurs prennent leurs distances ; même ceux qui disent avoir aidé les manifestants, tout en qualifiant ces derniers de « connards ». Nous disposons de nombreux autres exemples de la manière dont les expatriotes traitent de ce sujet de l'histoire contemporaine russe, et en particulier dont sont évoquées les désillusions du peuple au « début de la fin », lorsque « le régime véritablement parlementaire est tombé, suite à un renversement contre-révolutionnaire du pouvoir démocratiquement élu par les forces de la droite bourgeoise, avec pour objectif d'instaurer un modèle réactionnaire combinant un capitalisme oligarchique avec un régime autoritaire et semi-tyrannique »⁹², etc. Si cet événement de l'histoire russe prend tant de place dans les discussions des expatriotes, c'est aussi, comme l'a dit un des interlocuteurs, parce que « de nombreux éléments de cet épisode restent toujours et encore peu évidents ». Le critère de l'âge ou de la génération joue également un rôle : la majorité des militants expatriotes en question sont nés entre 1970 et 1990. Étant donné l'éclatement de leurs convictions politiques respectives, lesquelles sont parfois diamétralement opposés, la légitimation de l'action politique commune — et de la recherche du commun en général implique un détour par les événements de l'histoire contemporaine de la Russie, vécus et compris par tout le monde. Si

⁹¹ Un avocat et militant russe, tué à Moscou en 2009 par des militants de l'extrême-droite.

⁹² Un réfugié antifasciste P.S. publie et commente sur sa page Facebook cet extrait d'une interview avec un des leaders de la défense de la Maison blanche, Rouslan Khasboulatov.

les références à l'histoire politique plus ancienne sont également fréquentes, l'absence d'une expérience vécue de ces événements les rend moins susceptibles de favoriser la recherche du commun. Le partage d'une expérience vécue par tous au sein du groupe militant, même à un très jeune âge et même à distance, est ainsi considéré comme un vecteur important d'union.

En suivant une démarche relevant de la sociologie pragmatique, on peut parler d'une mise en commun de différents « mondes »⁹³, c'est-à-dire d'une construction d'un commun, à partir d'expériences collectives et individuelles en cours. Ainsi que l'écrit Olga Koveneva :

*« cette approche du politique à partir d'une réflexion sur la mise en commun des façons d'être plurielles s'inspire des développements des sciences humaines et sociales qui, depuis Hannah Arendt, ont cherché à étendre la notion du "politique" à celle du "vivre ensemble" en questionnant les possibilités offertes par nos sociétés pour accueillir la pluralité et aménager une place pour tout un chacun dans le commun. »*⁹⁴

La recherche dans l'histoire russe de références partagées n'est en définitive qu'une tentative de mise en relation des différents « mondes » dont sont issus les militants expatriotes, tout en témoignant d'une volonté plus générale de recherche d'un commun dans des cercles militants souvent éclatés du point de vue des convictions politiques. Dire que la culture est indissociable de la politique, c'est reconnaître que ces références culturelles ont le pouvoir de générer des liens politiques entre des militants, provenant de pôles et animés de convictions politiques différents.

La crainte des autorités russes

Un autre thème, celui de la crainte des autorités russes, resurgit constamment dans les discours des expatriotes. Ce thème, comme les autres, peut être considéré comme intemporel. Comme en témoignent les observations d'Andy Byford⁹⁵, le rapport avec ce qui est qualifié de soviétique passe aussi par le lien avec les structures représentant l'État. Si l'URSS n'est plus, la représentation du lien des compatriotes ou migrants avec l'Ambassade de Russie comme pervers demeure vive. C'est cette représentation que désirent combattre les compatriotes des Conseils français et britannique. Cette image soviétique du corps diplomatique désormais russe se nourrit en outre, de l'évocation du style architectural du

⁹³ Nous faisons référence ici aux travaux de chercheurs tels que Luc Boltanski et Laurent Thévenot. Voir L. Boltanski, L. Thévenot, *De la justification : Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard, 1999.

⁹⁴ O. Koveneva, « Les communautés politiques en Russie et en France. Regards croisés sur quelques modalités du 'vivre ensemble' », *op.cit.*

⁹⁵ A. Byford, « Poslednee sovetskoe pokolenie v Velikobrotanii », *op.cit.*

bâtiment de l'Ambassade de la Russie, baptisé ironiquement par les migrants de « bunker soviétique ».

Toute une série de lamentations accompagne également la procédure de demande des documents officiels délivrés par l'Ambassade aux citoyens russes résidant en France et en Grande-Bretagne, laquelle est une preuve supplémentaire de l'irrespect des autorités russes envers les citoyens. Raconter d'interminables histoires d'heures perdues dans les queues à l'Ambassade afin d'obtenir un document, est l'un des passe-temps préféré des migrants russes⁹⁶. Là encore, cette référence partagée est souvent un moyen d'engager une discussion avec un autre migrant de Russie. Il est commun d'entendre dans les soirées culturelles russes des phrases comme : "je vous ai déjà vu quelque part. On n'a pas fait la queue ensemble à l'Ambassade, par hasard ?" Ce type de discours, de lamentation, conduit le plus souvent à une conclusion du type : « notre vie me fait peur »⁹⁷.

Les queues de l'Ambassade russe à Paris sont en outre riches d'informations pour l'anthropologue, dans la mesure où ce sont l'une des principales occasions de ce qu'Andy Byford a appelé le « marché russe » (*russian marketplace*), c'est-à-dire un espace-temps où s'effectuent des échanges informationnels importants sur les démarches administratives à suivre pour les nouveaux arrivants, sur les possibilités de bénéficier de tel ou tel service, etc. Malgré cet usage pratique du lieu de l'Ambassade, cette dernière continue de susciter des craintes chez les militants contestataires qui ont constamment peur de se faire remarquer par les autorités.

« Qu'en penses-tu, je devrais envoyer la liste à tous les participants du Forum avec le nombre de voix obtenues par chaque candidat ? À cause de ma posture démocratique, je ne comprends pas comment il est possible que les électeurs n'aient pas accès à ces informations ! Mais en même temps, je ne veux pas non plus trop me mêler de cette histoire. C'est quand-même l'Ambassade, la tanière de l'ennemi quoi. Je me suis déjà faite suffisamment remarquée en allant au Forum. On ne sait jamais. »⁹⁸

De même, une doctorante de l'Inalco nous a confié avoir peur d'aller aux manifestations russes parisiennes : « franchement, c'est bien qu'il existe maintenant des gens qui organisent

⁹⁶ Il faut cependant préciser qu'au moment de la rédaction de cette thèse, la procédure de demande de documents officiels par les citoyens résidant en France a changé. Désormais, ils doivent prendre un rendez-vous et se rendre à l'Ambassade à une heure fixe.

⁹⁷ Cette formule fait partie du folklore russe du point de vue de l'attitude face à la vie en Russie en général. « *Kak strašno žit'* » est une phrase qui apparaît dans de nombreuses œuvres cinématographiques et littéraires russes et soviétiques. Elle est aujourd'hui reprise par les blogueurs russes, souhaitant entamer une discussion sur un des sujets sociopolitiques en Russie. Cette phrase induit nécessairement une description dramatique de la vie russe qui se termine par une conclusion sur l'impossibilité de changements. Ce folklore du « parler russe » est souvent utilisé par l'intelligentsia russe, critiquée notamment par Moshe Lewin de la reproduction par ces codes discursifs des réalités qu'elle désapprouve.

⁹⁸ Échange informel avec L.S., 20 octobre 2013, Paris.

des manifs à Paris. Mais personnellement, je n'irai jamais. Il faut faire attention avec l'Ambassade »⁹⁹. En raison de la stratégie de « montée en puissance de la présence russe à l'étranger » et de l'alignement d'un certain nombre de compatriotes russes de l'étranger à celle-ci, les « autres » migrants craignent constamment de se voir refuser les services de l'Ambassade, lesquels, d'après eux, seront bientôt réservés seulement aux « bons » compatriotes. Pour le moment, ces craintes ne sont cependant justifiées par aucune preuve tangible, même si des informations circulent dans l'espace médiatique quant aux dérives du pouvoir envers les citoyens russes de l'étranger. Un virulent débat a ainsi eu lieu sur la page d'un des groupes Facebook, au sujet d'une proposition de loi (information qui n'a à ce jour été confirmée par aucune déclaration officielle) obligeant tous les citoyens de Russie, résidant à l'étranger, à enregistrer un compte bancaire dans une filiale d'une banque russe à l'étranger ; banque à laquelle serait donc versé le salaire touché à l'étranger. Cette proposition, largement fantasmée, a néanmoins renforcé le climat de crainte éprouvé par les expatriotes. Il en est allé de même d'une information plus récente, faisant état de suspicions de la part des autorités russes, quant à la loyauté des citoyens en possession d'une seconde nationalité¹⁰⁰.

La méfiance envers l'Ambassade est présente dans tous les milieux de l'émigration. Ainsi, comme nous l'a confié le directeur de l'association de l'ancienne émigration russe : « Bien sûr qu'on se pose des questions à propos des descendants d'émigrés blancs qui sont proches de l'Ambassade ». Cette crainte de se faire remarquer par les autorités russes de l'Ambassade, accompagnée de celle d'être entouré d'individus étranges et suspects, est une constante du discours au sein de l'émigration. Dans ses mémoires, German Sandomirskij décrit longuement comment, les étudiants et émigrés révolutionnaires dévoilaient les agents de l'*Okhrana*¹⁰¹ à l'Université de Genève : « (...) un de ces connards tsaristes, qui entourent l'Ambassade russe de Genève (...), était un espion ordinaire, qui recevait deux cents roubles par mois pour la surveillance des étudiants (...) »¹⁰². Après la révolution de 1917, des soupçons d'espionnage par les envoyés soviétiques étaient constamment exprimés, et ce d'autant plus après l'enlèvement de deux célèbres figures de la communauté russe de Paris¹⁰³.

⁹⁹ Échange informel avec L.St., 10 juin 2013, Paris.

¹⁰⁰ « Dvojnoe graždanstvo i risk neloāl'nosti k Rossii » [Double nationalité et risque de manque de loyauté vis-à-vis de la Russie]. URL : http://windowrussia.ruvr.ru/2013_05_21/Dvojnoe-grazhdanstvo-i-risk-nelojalnosti-k-Rossii/, dernière consultation le 11 décembre 2013.

¹⁰¹ La Section de préservation de la sécurité et de l'ordre publics en Russie tsariste qui servait de la police politique secrète à la fin du XIXe et au début du XXe siècles.

¹⁰² G. Sandomirskij, *Krasnye meteory, op.cit.*, p. 70.

¹⁰³ Il s'agit du général Aleksandr Kutepov, président du ROVS (Union générale des combattants russes), et du général Evgenij Miller, successeur de Kutepov à son poste, tous deux enlevés par les services soviétiques et tués à Moscou.

Force est pourtant de constater que si la mythologie du « bunker soviétique » est bien vivante dans les milieux russophones émigrés, un certain nombre de pratiques de l'Ambassade prouve que celle-ci n'est pas véritablement informée de ce qui se passe dans la communauté politique russe, ou du moins n'y prête pas beaucoup d'attention pour le moment. Si la formule « Nous sommes tous fichés là-bas » (*my u nih tam vse na galočke*) est très courante dans les milieux russophones, en particulier bien sûr dans les milieux politiquement engagés, l'inscription de certains de leurs membres au dernier Forum russe qui élit les membres du Conseil démontre le contraire.

« Ils le font un peu n'importe comment. J'ai par exemple été enregistrée, alors que je me suis présentée comme activiste de Speak Up ! Ils n'ont même pas regardé sur Internet ce que c'est... Je pensais que je ne passerai pas (...) Mais non. Et après, ils ont enregistré une personne qui demande en ce moment l'asile en France, et qui se méfie donc des autorités russes. Elle n'a même pas de documents. C'est une grosse blague, non ? »¹⁰⁴

En effet, S.K., citée ci-dessus, a non seulement assisté au Forum, mais s'est aussi présentée aux élections au Conseil. Son parcours, affiché sur le stand des candidats à l'Ambassade, était résumé de la manière suivante : « activiste de Speak Up !, membre de Russie-Libertés et de l'Union des électeurs russes ». Lors du Forum, aucune objection n'a été soulevée par les autorités ou les membres du Conseil quant à la présence de participants contestataires au Forum. Néanmoins, lors d'une section de travail sur les affaires sociales des compatriotes, la présidente de l'association Alliance France-Russie, citée dans notre deuxième partie, réagissant au « vandalisme » du monument au corps expéditionnaire russe, a émis de sérieuses réserves à l'égard de la candidature de G.C. au Conseil, compte tenu de sa position contestataire du régime, et donc « hostile à la Russie »¹⁰⁵.

Comme dans les débats actuels en Russie, les parallèles avec la période soviétique, en termes politiques, sont de plus en plus fréquents dans l'émigration. Si, dans les recherches d'Andy Byford¹⁰⁶, qui n'a pas axé son terrain sur les mobilisations politiques, ces références s'expriment le plus souvent sous le mode de l'ironie, dans notre contexte, l'idée du « retour en URSS » est devenue un lieu commun des discours politiques. Cette banalisation du thème de la continuité entre les régimes soviétique et russe, appuyée par des phrases du type « nous sommes à nouveau en 1937 » est d'autant plus affirmée dans le contexte de l'émigration. Elle puise sa légitimité dans l'arrivée récente de quelques réfugiés russes, activistes politiques,

¹⁰⁴ Échange dans le groupe Facebook de l'Union au sujet du Forum russe du mois d'octobre 2011 à Paris, octobre 2013.

¹⁰⁵ Échange informel avec G.C. et L.S., octobre 2013.

¹⁰⁶ A. Byford, « Poslednee sovetskoe pokolenie », *op.cit.*

militants du mouvement LGBT, artistes politiquement engagés, dans les différents pays européens. S'il est vrai que suite aux mobilisations de la société russe en 2011-2012, leur nombre a crû, les réfugiés de Russie — si l'on excepte des régions comme le Caucase du Nord — ne représentent pas un fort afflux de réfugiés, par comparaison aux réfugiés issus de nombreux autres pays. En revanche, ces flux sont importants d'un point de vue symbolique et servent d'outil de légitimation aux discours des expatriotes militants quant au retour des pratiques soviétiques d'intimidation et d'enfermement des militants anti-régime.

Lors d'une manifestation organisée à Paris au mois de mai 2013, l'une des oratrices, arrivée en France après neuf ans d'emprisonnement en Russie suite à des soupçons de participation à l'organisation d'un acte terroriste, a elle aussi évoqué le retour à l'année 1937. Étant donné que la manifestation était consacrée aux prisonniers dits « politiques arrêtés lors de la manifestation de Moscou le 6 mai 2012 », cette référence aux pratiques d'enfermement et d'éloignement des militants et activistes d'opposition en Russie a rencontré un écho positif auprès du public. L'oratrice a ainsi débuté son propos avec les mots suivants : « de nombreuses personnes sont obligées de fuir aujourd'hui la Russie à la suite de l'affaire du 6 mai. Ces émigrés sont de plus en plus jeunes, ils sont même parfois âgés d'une vingtaine d'années seulement ». Ces paroles doivent être replacées dans un contexte historique. Ils ne peuvent ainsi manquer d'évoquer les propos de German Sandomirskij :

« Des dizaines et centaines de jeunes gens étaient obligés de quitter la Russie après la moindre confrontation avec la police et même suite au moindre soupçon de participation à une telle confrontation. Ils rompaient avec la patrie, leurs proches et déménageaient à l'étranger, en donnant parfois tout ce qui leur restait d'argent aux contrebandiers. »¹⁰⁷

D'un point de vue générationnel, ces départs ont été et redeviennent importants pour les militants anti-régime. En effet, le fait de souligner que ce sont surtout les jeunes qui quittent le pays, alimente chez les militants la conviction que la situation en Russie est chaotique et nourrit le sentiment de l'importance et de l'utilité de leur engagement auprès des victimes « de plus en plus jeunes » du régime « policier » russe.

La violence

Un certain nombre d'expatriotes — tout comme de Russes de Russie — considèrent la société russe comme hautement conflictuelle, voire même, aux yeux de certains, comme

¹⁰⁷ G. Sandomirskij, *Krasnye meteory*, op.cit., p. 72.

traversée par une grande violence. Selon le sociologue russe A.B. Goffman, il s'agit là d'attitudes et de réflexes paranoïaques, le manque de confiance dans la société russe, héritage de la période soviétique, étant aujourd'hui aggravé par les scandales et révélations à répétition d'affaires de corruption et autres.

« Un citoyen lambda, qui a grandi avec la doctrine soviétique de la lutte contre les ennemis intérieurs et extérieurs, se transforme aujourd'hui à cause des efforts des politiques et des médias en véritable « darwiniste social » et en cynique déçu, qui voit partout la guerre de tous contre tous, l'escroquerie totale, les manigances des oligarques, des étrangers, et qui croit que tout le "monde vole" et "que l'on ne peut croire personne" »¹⁰⁸.

La confrontation des idées, développées à la fois par le Conseil des compatriotes et par le pôle contestataire de la communauté politique russe au sujet des aspects essentiels de la culture révèle cette perception conflictuelle de la société russe contemporaine. Cette perception de la « réalité sociale » en Russie se traduit dans les discours publics et les discussions privées des militants contestataires de l'étranger, indépendamment de leurs convictions politiques. Cette identité sociale « négative », n'est cependant rien d'autre pour ces militants, que la prise de conscience des problèmes de leur pays d'origine, leur engagement étant perçu comme le premier pas vers la construction de la solidarité qu'évoque également A.B. Goffman. Cependant, de nombreux militants demeurent pessimistes quant à un changement rapide ou du moins possible ; l'actualité russe les conforte, selon eux, dans cette opinion. Le pessimisme des militants se renforce à chaque nouvelle d'emprisonnement de militants, hommes politiques d'opposition ou simples manifestants en Russie. La prison russe est ainsi perçue par de nombreux militants de Russie et Russes de l'étranger, comme un des pires mécanismes de répression, cette perception puisant ses racines dans les pratiques excessives d'enfermement en URSS.

« Je veux que tu comprennes une chose : tant que la prison russe, comme institution, existe en Russie, dans un état hérité de l'URSS, il n'y aura aucun changement en Russie. Ce n'est tout simplement pas possible ! Les gens ont peur d'ouvrir leur gueule à cause du risque de se retrouver en prison. Et je ne parle pas des seuls leaders de Bolotnaâ. N'importe qui en Russie sait que s'il fait un pas de travers, ou d'ailleurs s'il se retrouve sur le chemin de quelqu'un de puissant, il sera envoyé en prison, sans scrupule, et pour de longues années savoureuses ! »¹⁰⁹

¹⁰⁸ A.B. Goffman, « Sociologîâ i graždanskaâ religiâ v Rossii » [La sociologie et la religion citoyenne en Russie], in *Elektronnaâ biblioteka : graždanskoe obščestvo v Rossii* [La Bibliothèque numérique : la société civile en Russie]. URL : http://www.civisbook.ru/files/File/Gofman_Soc_GraghdReligiya.pdf, dernière consultation le 7 décembre 2013.

¹⁰⁹ Entretien avec D.So., 7 juillet 2013, Paris.

Le thème de la prison est ainsi récurrent dans les discussions des militants et est mis en exergue pour rendre compte de l'impossibilité d'un changement en Russie. Ce thème est repris par les expatriotes russes de l'émigration, dénonçant le retour ou la perpétuation du système politique soviétique : « le Goulag n'a pas disparu, la Russie d'aujourd'hui est un Goulag »¹¹⁰. Les informations sur les soulèvements dans les prisons ainsi que les lettres ouvertes des membres du groupe Pussy Riot emprisonnées, renforcent la certitude qu'ont les militants, que les autorités déploient systématiquement des mesures répressives envers « leur peuple ».

L'explication de la vie en Russie comme une « expérience absurde » est courante dans les milieux de l'émigration russe, elle l'est plus encore chez les jeunes réfugiés antifascistes. La description de la vie en Russie comme « sodome » peut, toutes choses égales par ailleurs, être mis en parallèle avec l'expression « anti-disneyland » rapportée par Nancy Ries¹¹¹ : c'est une réalité qui, quoique absurde, suscite un certain sentiment de fierté, du fait d'être issu d'un pays aussi « original ». Dans un des entretiens, D.So. explique ainsi ce qu'il entend par « sodome » en Russie ou la Russie en tant que « sodome », car « sodome » désigne pour lui la Russie en elle-même :

D.So. : Par exemple, la nouvelle selon laquelle l'antifasciste s'est battu contre un ours est un exemple de « sodome » local, la plus basse échelle du « sodome », en quelque sorte. Mais ce niveau est inclus dans le niveau national du « sodome ». Quand par exemple, le pouvoir propose aux cosaques de former une milice, ou que les cosaques le décident d'eux-mêmes, c'est aussi une manifestation « sodome ».

O. : Est-ce qu'il est possible de décrire certaines situations aux Pays-Bas de cette façon ?

D.So. : Non, pas vraiment. Tout ça, c'est de la langue russe. C'est-à-dire que l'on ne peut pas l'appliquer à un autre pays. Un autre exemple de « sodome » est une action des antifascistes. Nous avons attaqué les nazis, habillés en calotte ouzbek sur la tête et en criant « Alakhbar » ! L'action n'avait aucun sens. Voilà, un exemple de « sodome » russe.¹¹²

Cette théâtralité de l'absurde, ce retournement en absurde de la violence en Russie, telle que remémorée par ce militant antifasciste réfugié aux Pays-Bas, est très caractéristique des milieux des jeunes antifascistes en Russie, mais pas seulement. En qualité d'expatriotes, ils continuent à parler de la Russie en ces termes, tout en disant ressentir le manque de cette théâtralité russe. Notons également que pour D.So. le lien est évident entre la langue russe et le parler russe d'une part, la compréhension et la description de cette « culture violente et absurde » d'autre part.

¹¹⁰ Publication de A.Sid. dans le groupe Facebook de Russie-Libertés, 10 juillet 2013.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 95.

¹¹² Entretien avec D.So., 7 juillet 2013, Paris.

Comme le souligne Anne Le Huérou, d'autres chercheurs ont eux aussi noté une certaine tendance au catastrophisme et au discours sur la violence omniprésente dans l'URSS de la Perestroïka :

« Le thème de la violence installée dans les mentalités, jusqu'au cœur de la vie quotidienne a été très largement développé dans les premières années de la perestroïka, comme le rappelle Françoise Thom quand elle analyse la presse de ces années : « Nous sommes des ennemis les uns à l'égard des autres. Il n'y a rien d'autre entre nous que de l'hostilité » ; nous sommes dépourvus de droits, même du simple point de vue de la vie quotidienne. Nos contacts (...) ne sont qu'une longue série d'humiliations (...). Cette absence de droits se compense parfois de manière inattendue - par le désir d'humilier autrui ; nous assistons à un processus étrange pour lequel je ne peux trouver d'autre mot que "ensauvagement". »¹¹³

D'une certaine manière, ces jeunes antifascistes, tout en remplaçant les anciens mots de la Perestroïka, tels que « polnaâ razruha », par de nouveaux comme « sodome », reproduisent en réalité les schémas sémiotiques de la fin des années 1980 et du début des années 1990¹¹⁴ — une période qu'ils n'ont par ailleurs pas vraiment connue, car ils étaient très jeunes, et même pour certains pas encore nés. Dans cette reproduction de discours d'une période inconnue par eux, mais à laquelle ils s'associent entièrement, l'un de leurs passe-temps préférés est de visionner les émissions catastrophistes de l'époque telles que « 600 secondes » (600 sekund)¹¹⁵. Ces jeunes cultivent l'image d'un désordre en Russie, ce qui leur permet, du moins pour certains d'entre eux, à la fois de justifier leur comportement violent en Russie (« la violence est partout en Russie ») et de se positionner comme les seuls survivants « violents mais conscients » de ce monde du chaos, noyé dans le consumérisme.

L'exemple des antifascistes réfugiés nous enjoint à aborder la question de la remise en cause (ne fût-elle que discursive) par certains citoyens, du monopole de la violence (supposément) légitime détenu par l'État russe. Cette transgression des lois, l'un des antifascistes réfugiés l'explique par une citation de Martin Luther King : « Il ne faut pas oublier que tout ce que fit Adolf Hitler en Allemagne était "légal" »¹¹⁶. Depuis sa position d'« expatriote », et donc en tant que familier du contexte sociopolitique des pays d'Europe de l'Ouest, ce militant réfugié antifasciste affirme : « En Occident, le thème de la violence en

¹¹³ A. Le Huérou, « Russie : les paradoxes de la violence (Partie 1) », *Cultures et Conflits*, n° 29-30, 1998 (en ligne) : <http://conflits.revues.org/692#bodyftn11>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

¹¹⁴ Notons cependant qu'une certaine tendance au catastrophisme est tout à fait présente dans les discours actuels en Russie. A.B. Goffman en parle, mais nous avons aussi cité les propos d'une jeune femme, désireuse de quitter la Russie suite à son envie de « vivre et pas survivre ».

¹¹⁵ Un programme de télévision russe, diffusé en URSS et brièvement en Russie postsoviétique, présenté par Aleksandr Nevzorov. Ce dernier dénonçait ainsi la corruption des officiels soviétiques et l'activité criminelle en URSS.

¹¹⁶ P. Kosovo, *Iskusstvo vozmezdîâ* [L'art de la vengeance]. Moscou, Gileâ, Stella Art Foundation, 2013, p. 5.

tant qu'instrument de la société civile actuelle et en tant qu'instrument de protestation est discuté de différentes manières (...) dans les milieux anarchistes. En Europe, (...) (la question de la violence) est quelque chose d'évident »¹¹⁷ ». Il précise :

« Si l'on prend l'essentiel des thèses de Gerderloos¹¹⁸, la protestation paisible s'explique par la question de la classe. (...) Peaceful protestation est une prérogative de la classe moyenne, la prérogative des gens qui considèrent que dans leur vie tout va bien, que dans leur vie il n'y a pas de place pour la violence. Et s'ils commencent à exercer la violence en direction de l'État, ils seront les premiers à avoir jeté la pierre. Et là, Peter note absolument légitimement que c'est une illusion, et que la violence est déjà là. L'Etat exerce la violence depuis longtemps en direction des autres classes de la population »¹¹⁹.

Certains antifascistes réfugiés, s'indignent contre la non-reconnaissance de la violence légitime de la population par une majeure partie de l'opposition en Russie :

D.So. : Tous les États privatisent la violence, on le sait. Mais la violence en Russie est partout, toute la société russe est traversée par la violence. C'est de la violence totale. Il n'est pas possible de dire que nous défendons les gens qui sont aujourd'hui en prison parce qu'ils n'ont rien fait de violent, mais se sont paisiblement opposés à la violence de l'État. C'est faux. Notre opposition cherche à persuader tout le monde qu'il n'y a pas eu de violence lors de la manifestation du 6 mai à Moscou, au lieu de reconnaître une fois pour toute que oui, il y en a eu et que c'était légitime. Il'a Āšin¹²⁰ raconte hors-caméra comment lors de cette manif il enlevait les matraques aux flics. Mais en public, ils vont tous le nier. En le faisant, ils confirment qu'il n'y a pas de violence, que la violence c'est mal, que c'était de l'autodéfense, mais c'est faux. La violence est seulement un certain outil, monopolisé par l'État. Probablement, dans les pays où la loi fonctionne, la violence est illégitime. Mais en Russie, elle est légitime (...).

O.B. : Penses-tu qu'il faille changer la situation en Russie par la force ?

D.So. : Je dirais que oui, s'il n'y pas d'autre moyen. La violence est un outil, qui peut être utilisé de différentes façons. Ça peut amener juste au chaos, mais la violence peut aussi être utilisée de manière locale. La violence pour la violence, ce sont des idées de supporters de foot. (...) Navalny joue aussi avec la violence quand il dit : chassons-les du Kremlin. Mais en réalité, tout le monde a peur de la violence. (...) Les pouvoirs manipulent la violence, en incitant les uns à s'opposer aux autres. Mais cette violence peut se retourner contre eux. Les pouvoirs incitaient par exemple les rixes entre les fascistes et les antifascistes, car cette violence ne concernait pas directement le pouvoir. Mais le même néo-nazi, qui a tué Ivan Kostolom¹²¹, a aussi tué un juge fédéral. La violence s'est retournée contre le pouvoir¹²².

Cette vision stratégique de la violence, nécessaire comme outil, comme moyen, n'est cependant pas partagée par tous les militants contestataires. Certains, comme V.M., ex-nachbol, voit en elle une question « métaphysique » et se livre donc à une apologie de la violence :

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 5.

¹¹⁸ Ce militant fait référence à l'ouvrage d'un théoricien anarchiste américain Peter Golderloos, *How Nonviolence Protects the State*. Boston, South End Press, 2007.

¹¹⁹ P. Kosovo, *Iskusstvo vozmezdiâ*, *op. cit.*, p. 6.

¹²⁰ Un des leaders de l'opposition en Russie.

¹²¹ Ivan Hutorskoj, antifasciste russe tué par les néo-nazis à Moscou en 2009.

¹²² Entretien avec D.So., 7 juillet 2013, Paris.

« Mais en réalité, ce qui m'intéresse c'est justement la violence. La victoire de Navalny ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est que beaucoup de sang coule. Parce que c'est précisément à ce moment-là que les gens commencent à se poser des questions. Il faut des idéalistes, des gens qui sont prêts à tuer et à être tués. Chez Gandhi, la non-violence a été aussi construite sur le sang. C'est simplement que ces gens étaient prêts à mourir. C'est de la métaphysique. Ce sont des choses spirituelles. C'est la mort qui donne un sens aux choses. Et quand cette opposition libérale clame le changement sans la violence, c'est ridicule. C'est peut-être possible quelque part. Dans certains pays. Mais de toute façon, à un moment donné, un des pays rompt le contrat, et la violence commence. »¹²³

Les positions de P.S. et D.So. d'un côté, V.M. de l'autre, se rejoignent néanmoins sur au moins deux aspects. Premièrement, ils critiquent l'opposition « libérale » pour son refus de reconnaître que la violence est inévitable et parfois même bénéfique. Deuxièmement, il évoque des pays où, contrairement à la Russie, il est possible que l'usage de la violence ne soit pas nécessaire. P.S. lui-même, à l'inverse des propos que nous avons cités précédemment, a déclaré dans une interview : « en Islande ou en Finlande il est sans doute possible de saisir le tribunal, mais en Russie personne ne croit qu'un problème peut être résolu autrement (que par la violence) »¹²⁴.

Cette position ambiguë sur la violence intrinsèque dans le pays d'origine et sur la non-violence dans « certains autres pays » — implicitement ou explicitement les pays européens — introduit la question de la distinction dans l'usage de la violence, imaginable dans certains contextes et inimaginable dans d'autres. Les trois militants conçoivent ainsi la Russie comme un terrain d'expérimentation d'un certain nombre de pratiques inacceptables dans le pays d'accueil, dont par ailleurs ils respectent sans faute les règles et les normes. La violence peut même être dès lors perçue, comme force créatrice d'un nouveau monde, d'une nouvelle société, dont l'émergence n'est cependant possible que dans le contexte russe — ce qui renvoie à la rhétorique d'une partie importante des révolutionnaires russes de toutes les époques.

Mais la violence, elle est aussi, pour une large part, fantasmée ; elle permet la projection et le rapprochement émotionnel de ces expatriotes avec leur pays d'origine. La violence imaginée, source de fortes sensations, ne peut, selon ces militants, être appliquée que dans un pays dont on se soucie du futur, qu'on veut changer, et qu'on pense encore apte au changement. La Russie est alors pour eux un terrain fantasmé de réalisation de soi¹²⁵, fondée

¹²³ Entretien avec V.M., 2-3 août 2013, Paris.

¹²⁴ I. Azar, « Vojna haosa protiv normal'nyh lûdej » [La guerre du chaos contre les personnes normales], *Lenta.ru*, le 6 février 2013. URL : <http://www.lenta.ru/articles/2013/02/06/antifa/>, dernière consultation le 12 décembre 2013.

¹²⁵ D.So. nous a confié dans un des entretiens avoir pour projet d'obtenir la nationalité de son pays d'accueil et de repartir en Russie. Alors que V.M. a avoué être parti pour ne pas être déçu par son pays et son parti, ce qui lui

sur une violence héroïque, créatrice d'une société nouvelle et d'un ordre nouveau, choses dont ils ne peuvent pas rêver dans leurs pays d'accueil. La violence n'est donc considérée comme légitime que dans le pays d'origine, dans le pays dont l'on est issu par la naissance et par l'histoire, sur la terre et au sein du peuple auquel on est attaché par un lien indéfectible. Ces pensées sur la violence suscitent ainsi des fortes émotions chez ces acteurs, et peuvent à juste titre être considérées comme relevant d'un « double escapisme » à la fois dans le sens qu'a donné à ce terme Vera Nikolski dans son analyse du parti national-bolchevik en Russie¹²⁶, et dans le sens d'un sentiment d'« absence » dans le pays où ils vivent désormais doublée d'une présence imaginée du pays d'origine.

« Enfin, pourquoi ne pas évoquer l'hypothèse d'une incitation « escapiste » à la violence, pour reprendre la très belle expression de Vera Nikolski, faisant de l'activisme radical un moyen de combler un vide existentiel, de s'inscrire dans un rapport ludique et absolu face au désenchantement inhérent du quotidien. »¹²⁷

Leur présence n'est donc pas ici, mais là-bas, en Russie pour D.So. et en URSS pour V.M.. Les discours sur la violence peuvent ainsi être conçus comme un moyen de réinscription de soi-même au sein d'une « histoire sanglante », d'un peuple tirillé par la violence et sur la terre qui est le théâtre de son histoire. Cette romantisation de la violence révolutionnaire est particulièrement sujette à des comparaisons avec l'histoire de l'émigration russe. L'on peut immédiatement penser à German Sandomirskij qui affirme : « (Notre méthode) était la révolte armée, l'instauration des communes, les grèves massives, les bombes, les pistolets et même les couteaux »¹²⁸. Si l'émigration révolutionnaire de la fin du XIXe et du début du XXe siècle est la plus directement associée dans les esprits à cette violence révolutionnaire et aux attentats, l'émigration post-révolutionnaire a elle aussi connu ses épisodes terroristes. Il est par ailleurs intéressant de souligner cette forte distinction, faite par les expatriotes eux-mêmes, entre l'émigration d'avant la révolution (nécessairement très violente) et celle d'après la révolution, conçue comme « victime » et n'ayant pas employé la violence terroriste.

permet d'entretenir une version romancée de sa vie et son engagement là-bas tout en vivant dans le monde « réel » ici.

¹²⁶ V. Nikolski, « La valeur heuristique de l'empathie dans l'étude des engagements 'répugnants' », *Genèses*, n° 84, Vol. 3, 2011. Pp. 113-126 ; V. Nikolski, « Le parti national-bolchévique russe : une entreprise politique hétérodoxe », *Critique internationale*, n° 55, Vol. 2, 2012. Pp. 93-115 ; V. Nikolski, « Lorsque la répression est un plaisir : le militantisme au Parti National Bolchévique russe », *Cultures et Conflits*, n° 89, 2013.

¹²⁷ X. Crettiez, « 'High risk activism' : essai sur le processus de radicalisation violente (Partie 1) », *Pôle Sud*, 201. URL : http://xaviercrettiez.typepad.fr/diffusion_du_savoir/processus-de-radicalisation/, dernière consultation le 3 novembre 2013.

¹²⁸G. Sandomirskij, *Krasnye meteory*, *op.cit.*, p. 125.

« Il me semble que tout récemment, tous les membres de notre groupe étaient éblouis par l'histoire d'une terroriste qui faisait partie d'un groupe dont les membres ont jeté une bombe sur le carrosse d'un gouverneur ou d'un comte, et l'ont tué avec sa femme et son enfant. Pourquoi, quand il s'agit des étudiants révolutionnaires de l'époque, le terrorisme est-il perçu comme glamour, alors que, quand il est question d'un gars primitif issu d'un village, ça l'est beaucoup moins. Je ne justifie le terrorisme dans aucun de ces deux cas. »¹²⁹

L'histoire en question, publiée par une autre militante contestataire, renvoyait en réalité à Fanny Kaplan et Leonid Kannegisser qui avaient respectivement tenté d'assassiner Vladimir Lénine et Moïsej Urickij¹³⁰. Ces deux tentatives d'attentat, en opposition à la politique des bolcheviks, sont le point de départ de la « terreur rouge » en Russie soviétique. Ils doivent être replacés dans un contexte différent de celui des attentats perpétrés auparavant par les anarchistes et *narodniki* (puis les socialistes-révolutionnaires) d'avant la révolution, car il s'agissait désormais d'une lutte contre le pouvoir bolchevik, considéré par les autres partis et mouvements politiques comme un usurpateur de la révolution. Ces événements doivent également être inscrits dans une série d'attentats, organisés par les émigrés, ayant quitté la Russie pour l'étranger après la révolution. Nous pensons notamment à l'affaire de Maria Zakhartchenko-Shultz¹³¹, émigrée noble, mais aussi à plusieurs socialistes-révolutionnaires dans l'émigration¹³². Il est intéressant de citer le passage d'un des représentants les plus connus de l'émigration post-révolutionnaire, Nikolaj Berdâev, à propos de la montée de ce qui était alors appelé l'« activisme des émigrés », et en particulier des jeunes émigrés : « Il s'agit du déchaînement d'instincts d'un certain type, caractéristiques des Russes dans l'émigration, s'appuyant sur des justifications et une exaltation spirituelles, morales et philosophiques. Tout le monde a soif d'exécutions. Mais ils cherchent à en faire quelque chose de sublime, spirituel, rempli d'amour et motivé par un devoir de faire le bien absolu »¹³³. Les écrits sur le terrorisme dans l'émigration post-révolutionnaire précisent constamment, que ce sont surtout les plus jeunes qui étaient enclins à passer à l'action violente afin de se venger et de venger l'émigration post-révolutionnaire. Selon K.A.

¹²⁹ Échange personnel entre deux militants du GRRR, août 2013, Paris.

¹³⁰ Chef de la Tcheka (la police politique en Russie soviétique) en 1918.

¹³¹ Activiste émigrée, elle était l'une des leaders de la cellule combattante de l'organisation politique d'émigrés blancs ROVS (Union générale des combattants russes), basée à Paris. Elle a participé à une tentative d'attentat, finalement déjouée, consistant en l'allumage d'un incendie dans une résidence de Tchékistes (fonctionnaires de la police politique soviétique) à Moscou. Elle a péri lors d'une fusillade entre terroristes et les agents soviétiques.

¹³² Dont l'éminent représentant de l'Organisation parisienne de combat du parti socialiste-révolutionnaire (« Brigade terroriste »), Boris Savinkov, trompé par les services soviétiques et attiré sur le territoire soviétique (opération « Syndicat-2 ») où il a été arrêté et emprisonné. Selon la version officielle, il s'est donné la mort en prison, thèse qui a cependant été remise en cause à plusieurs reprises.

¹³³ Les propos de N. Berdâev sont cités par K.A. Čistâkov dans une note de l'Encyclopédie « La Russie anti-bolchévique » relative à l'activisme dans l'émigration post-révolutionnaire. Cette citation de Berdâev est une réaction à la lettre d'un poète émigré I. Il'in « Sur la résistance par la force contre le mal » : http://www.antibr.ru/dictionary/ae_akt_k.html

Čistákov, l'activisme des émigrés et ses manifestations extrêmes de terrorisme s'inscrivent dans la continuité de la lutte anti-bolchévique durant la Guerre civile¹³⁴. De nombreux expatriotes et militants contestataires ne connaissent donc pas l'histoire de l'émigration post-révolutionnaire et son organisation à l'étranger ; la perception de cette émigration est en effet très parcellaire, réduite soit à la glorification de la noblesse russe exilée mais restée fidèle à son *otečestvo*, soit à un ensemble de sentiments désagréables, relatifs à la prétendue différence de classes entre les émigrés blancs et les ex-Soviétiques.

Il y a donc une continuité, à travers les époques, entre les pratiques et les discours de certains jeunes émigrés — jugés violents par les autres. L'« activisme » radical ainsi que les discours sur la violence ne s'expliquent pas nécessairement par l'appartenance aux mouvements dits « radicaux » de l'extrême-gauche ou de l'extrême-droite, mais dépendent le plus souvent de l'âge des activistes en question.

Les antifascistes et les nacbols d'aujourd'hui ne sont pas les seuls à contribuer aux discours sur la « violence légitime » de la population russe. Ainsi, lors d'une manifestation, nous avons rencontré un couple de jeunes « néo-bolcheviks », selon leurs propres termes, qui proposaient de « coller au mur et fusiller » les militants contestataires parisiens du « mouvement blanc »¹³⁵ :

A. : *Écoute, je déteste tous ces libéraux qui veulent mener le pays dans l'impasse, dans le vide. Pire, ils veulent le détruire, comme c'était le cas dans les années 1990. Cette couleur blanche et tous les attributs similaires, c'est dégoûtant. C'est exactement la même chose que la couleur verte, orange, rose, en Iran, en Géorgie, etc. Ça sent le plan américain. Soit vous ne le comprenez pas, car vous êtes cons, soit vous êtes payés par quelqu'un pour le faire !*

O.B. : *Mais regarde, je ne porte pas de couleur blanche. Mais je manifeste quand même.*

A. : *Si je te vois avec cette ficelle blanche à la prochaine manifestation, je te collerai au mur et je te tirerai dessus, sans scrupule*¹³⁶.

Contrairement à ceux des antifascistes et nacbols, les discours violents et sur la violence de ces « néo-bolcheviks » sont dirigés non pas contre le pouvoir, mais contre l'opposition russe, « corrompue par l'Occident ». De ce point de vue, ils doivent être replacés dans le cadre des discours sur le châtement, que les acteurs « radicaux » mobilisent également. Le livre de P.S., antifasciste réfugié, s'intitule précisément « L'art du châtement » : la violence d'une tranche de la population y est légitimée en raison de la « violence faite au peuple » pendant les années 1990. En ce sens, les propos de P.S., des autres antifascistes, des nacbols,

¹³⁴ K.A. Čistákov, *Ubit' za Rossiû ! Iz istorii russkogo èmigrantskogo « aktivizma » 1918-1939 g.g.* [Tuer pour la Russie ! Une histoire de l'« activisme » des émigrés russes, 1918-1939]. Moscou, Izdatel'stvo Ippolitova, 2000.

¹³⁵ Du nom de la couleur blanche, choisie comme symbole des mobilisations en Russie de 2011-2012.

¹³⁶ Manifestation devant l'Ambassade de Russie, le 4 mars 2012, Paris.

des néo-bolcheviks, etc. se rejoignent et rejoignent pléthore d'autres discours en Russie et dans l'émigration, à propos du mal qui a été fait au « peuple russe » lors de cette période de son histoire. Cette période, perçue très négativement — excepté par les militants libéraux — est mobilisée par des expatriotes par ailleurs très différents, des compatriotes professionnels jusqu'aux militants de différentes tendances radicales, pour expliquer les problèmes de nos jours en Russie. La violence actuelle en Russie puise selon eux ses sources, dans cette période de « désordre total » qui a déshonoré la société russe au profit de quelques individus malveillants. À travers cette « histoire de la violence », c'est un nouveau commun qui est recherché ; un commun qui est (re)construit à partir de discours certes très différents, voire opposés, mais tous relatifs à la violence (réelle ou imaginée) des années 1990.

Ces discours sur la place de la violence et sa légitimité en Russie ne sont pas « monopolisés » par les milieux contestataires dans l'émigration. En effet, on peut également être incidemment témoin de tels débats sur la violence dans des bars, fréquentés par les russophones.

Encadré 15 : Note d'observation participante. Un bar parisien, « fréquenté par les Russes », 24 février 2012, Paris

Un des militants de l'UERF (ancien militant, ayant depuis abandonné le militantisme) propose aux militants de l'UERF d'aller dans un bar dans le centre-ville de Paris où se rassemblent des Russes, dont D.E. qui l'a par ailleurs enjoint à venir. G.C. a saisi cette occasion après avoir plusieurs fois évoqué lors des réunions la nécessité de communiquer avec les Russes résidant à Paris, activité qui s'inscrit dans son désir et sa stratégie de construction d'une société civile forte dans la diaspora, capable de s'opposer aux dérives des autorités russes. Six militants de l'Union décident ainsi d'organiser une réunion de travail dans ce bar, afin de coupler le travail de leur groupe avec ce que G.C. qualifie alors d' « agitation » politique auprès des migrants russes. Ce bar est tenu par des migrants grecs. Il attire en effet beaucoup d'étudiants russophones. Ce bar a été à plusieurs reprises évoqué par nos interlocuteurs. Certains nous y ont même donné un rendez-vous pour y faire un entretien. Par pure coïncidence, j'y ai croisé mes propres étudiants.

D.E., qui a invité les autres militants de l'Union dans ce bar, a présenté ses habitués comme des « jeunes très « adéquats » (normaux), mais qui ont parfois des idées de travers et à qui il faut expliquer des choses ». Arrivés à 19h au bar, les militants commencent à discuter des activités en cours. Plus tard, arrivent de jeunes migrants russophones ; ils sont invités par D.E. à s'asseoir à la même table. Un des étudiants commence à s'intéresser à l'engagement des militants, à poser des questions sur les finalités de leurs activités. Il se présente comme étudiant en histoire à l'Université Paris 1. Au cours de la discussion avec les militants de l'Union sur la signification de la politique menée par les libéraux dans les années 1990, il confie à ses interlocuteurs se sentir proche d'une organisation de l'extrême-droite nommée la « Levée en masse de Minine et Pojarski » (Narodnoe opolčenie imeni Minina i Požarskogo), interdite par les autorités russes, organisation qui prône, selon les dires de cet étudiant, le « renversement sanglant du pouvoir de Poutine ». Parmi les « jeunes » il y en a également qui disent « avoir combattu en Tchétchénie ». Compte tenu des différentes origines des expatriotes militants de l'Union, certains d'entre eux quittent la table quand la discussion tourne à un antisémitisme mal dissimulé. Ils sont rapidement suivis par les autres militants.

Précisons qu'un an plus tard, les antifascistes russes réfugiés, ayant appris l'existence de ce lieu, ont voulu « rendre visite » aux « nationalistes » russes, qu'ils n'ont finalement pas trouvés. À la question que nous avons posé à D.So., alors de passage à Paris, quant à son intérêt envers les nationalistes russes en particulier, il a confirmé que : « Non, mais oui. Bien sûr que les « gens de droite » (pravye) russes m'excitent beaucoup plus que l'extrême-droite locale. C'est évident. C'est comme quand tu m'as dit qu'il y avait une conférence avec Dugin à Paris. Tu t'en souviens, je t'ai tout de suite demandé s'il y en avait des « crânes rasés » russes ».

Les positions des expatriotes à l'égard des différentes formes d'expression de la violence en Russie, illustrent bien le balancement entre les différentes conceptions subjectivistes de la violence¹³⁷. Les débats les plus virulents ont lieu au sein du pôle contestataire et au sujet de la violence non-institutionnelle¹³⁸, autrement dit de l'exercice de la violence par les citoyens contre l'État, ses représentants, et les autres citoyens. Si dans les milieux contestataires, un consensus s'est établi en ce qui concerne les dérives de l'État et de ses représentants, exerçant une violence envers les citoyens jugée illégitime pour des raisons diverses (la caractère illégitime du pouvoir lui-même, l'application excessive de la force et l'exercice démesuré de la punition face à des individus innocents ou dont les crimes ne correspondent pas à la peine qui leur est infligée, etc.), l'attitude positive envers la violence exercée par les citoyens contre l'État, est loin d'être partagée par tou-te-s, ce qui est certes, un reflet des divergences en termes de convictions politiques, mais pas seulement.

5.3 – La face invisible de la culture russe à l'étranger

Parallèlement à tous ces discours sur la culture, il existe un autre type de culture russe, qui est souvent passé sous silence. En effet, cette autre culture russe à Paris n'est jamais évoquée dans les discours glorifiant la « grande culture » russe des associations culturelles et des membres du Conseil, tout comme elle n'est que rarement abordée par les militants contestataires. Il faut dire que cette culture est largement invisible. Pourtant, bien que possédant son propre langage et étant marquée par une inscription dans la ville plus complexe que celles des autres expatriotes, cette culture fait référence aux mêmes données intemporelles de la culture russe évoquées précédemment. Si les expatriotes préfèrent que cette culture de la *vie souterraine* de certains migrants russes reste cachée, celle-ci n'entre en réalité nullement en contradiction avec les aspects culturels plus officiels et conventionnels, et exposés à la vue de tous ; de fait, elle ne fait qu'un avec eux. Nous tâcherons de présenter dans ce point cette culture russe « non-présentable » à l'échelle institutionnelle, cette culture qui habite les zones d'ombre du schéma culturel produit par les autorités russes, mais aussi par les autres expatriotes, acteurs du noyau dur de la communauté politique russe.

¹³⁷ É. Balibar, *Violence et civilité*. Wellek Library Lectures et autres essais de philosophie politique. Paris, Galilée, 2010, pp. 298-299.

¹³⁸ Le contraire de la violence institutionnelle, c'est-à-dire celle de l'État envers ses citoyens.

Ajoutons dès à présent que certains expatriotes, ancrés dans cette vie souterraine parisienne, aspirent eux-mêmes à rester invisibles aux yeux des autorités russes et des personnes extérieures à ce milieu. Il s'agit des expatriotes russophones qui vivent des mêmes trafics, services et autres débrouillardises que certains autres migrants sans-papiers, les sans-domiciles fixe, les *sans occupation particulière*. Ce monde, sorte de négatif photographique de l'image que désire se donner la « communauté » russe qui le nie, existe pourtant bel et bien et croise régulièrement les autres mondes, plus officiels, qui constituent cette culture. Ce monde, avec sa propre culture, inscrit dans ce qu'Andy Byford a appelé *russian marketplace*, dont la définition est plus large, puisqu'elle inclut à la fois les aspects légaux et illégaux, est connu dans ses différentes facettes par les autres expatriotes étudiés qui, néanmoins, soit l'ignorent délibérément, soit font recours à ses services à l'occasion sans nécessairement l'afficher. Ce monde, nous l'avons découvert à Paris grâce à V.M., militant du GRRR et de Russie-Libertés. Mais ces zones d'ombre de la culture russe sont également représentées dans le milieu des squats parisiens, auxquels nous avons été introduit par les réfugiés russes.

Précisons que les expatriotes qui participent à cette vie souterraine sont en outre rarement évoqués et encore moins souvent pris en charge par les militants qui, nous l'avons vu, créent pourtant de multiples groupes de soutien et d'aide aux migrants russes, autrement dit de solidarité entre les expatriotes. Si ces derniers se soucient en effet des conditions de vie des retraités russes, résidant en France, ou encore tâchent de résoudre les problèmes de touristes russes qui se sont retrouvés dans des situations délicates¹³⁹, ils ne s'intéressent que très peu au sort des sans-domiciles fixe et des sans-papiers russophones. Il existe une fracture *politique* à l'intérieur même du souci des expatriotes militants, d'aider les autres expatriotes démunis. Les militants contestataires ont en effet organisé un réseau d'aide aux réfugiés russes explicitement limités aux réfugiés strictement *politiques*¹⁴⁰, à l'exclusion donc des « non-politiques », c'est-à-dire des Russes, russophones ou Soviétiques qui, pour des raisons diverses se sont retrouvés à un moment ou à un autre de leur vie sans domicile fixe ou/est sans

¹³⁹ De telles situations sont en effet assez fréquentes. Elles doivent normalement être gérées par les services de l'Ambassade, mais font en réalité rarement l'objet d'intervention par ceux-ci. L'histoire récente la plus délicate a concerné une touriste russe, qui, lors d'un séjour touristique en France, s'est retrouvée dans un hôpital psychiatrique parisien, sans que ces parents ou ses amis ne sachent où elle était exactement. G.C., militant contestataire, qui œuvre aujourd'hui davantage dans le sens de l'aide sociale aux migrants russes, s'est occupée de cette touriste en la soutenant financièrement et moralement. Il a cherché à joindre à de nombreuses reprises l'Ambassade de Russie, qui n'a cependant pas voulu agir dans cette situation, en expliquant qu'ils « ont des milliers de situations similaires par jour, et n'ont pas le temps de s'en occuper ».

¹⁴⁰ Une controverse a en effet éclaté autour de la question de savoir à qui ces militants devaient apporter leur aide et si et comment l'on pouvait définir qui est réfugié politique et qui ne l'est pas. La décision collective a néanmoins été de limiter les activités aux seuls « réfugiés politiques », malgré l'absence de consensus sur cette notion.

papiers en France¹⁴¹. V.M.¹⁴², qui se dit lui-même « clochard », est un « pont » entre les deux mondes, officiel et souterrain, de la *même* culture russe en France. De par son engagement politique, V.M. s'est chargé à plusieurs reprises d'aider les réfugiés arrivés récemment, à obtenir une carte pour les Restos du cœur à Paris, à se procurer des vêtements chauds, à prendre une douche et même à se loger pour de courtes périodes dans des appartements à Paris. En effet, V.M. parvient à avoir les clefs de différents appartements, dont certains sont très chics, dans les périodes où leurs propriétaires, qui lui font confiance, sont absents de Paris (cf. *infra*). Il s'est constitué au fur et à mesure, ce cercle de connaissances parisiennes, en ne parlant que très approximativement le français. La pratique de la ville de V.M. est tout à fait différente de celle des autres militants contestataires. À son arrivée à Paris, et après avoir compris qu'il n'obtiendrait pas le statut de réfugié ou d'apatride, il a résolu de lui-même son problème de logement en construisant une maison sur les rails désormais inutilisés de la Petite ceinture parisienne, maison qui a depuis été détruite à la suite d'un projet de construction de la Mairie de Paris.

Outre son engagement politique, V.M. est également intégré dans des cercles d'amateurs de la chanson française, qui se réunissent tous les dimanches à la place Saint-Médard dans le Ve arrondissement de Paris. V.M. a fait leur connaissance au tout début de son séjour en France.

« Je marchais dans les rues, sans savoir où je suis et où je vais. Un dimanche, je suis tombé sur ce groupe à la place Saint-Médard, des personnes qui chantaient et dansaient. J'ai compris qu'ils se retrouvaient ici tous les dimanches. Je les aimais bien. Au début, je ne parlais pas le français. Je pouvais juste les aider manuellement, s'ils avaient quelque chose à transporter, par exemple. Je prenais juste leurs choses et je portais. Ils se sont ainsi habitués à moi et ont commencé à m'inviter au resto. C'est comme ça qu'on est devenu amis; certains ont même commencé à apprendre le russe, tout en m'aidant à apprendre le français. (...) Maintenant, s'ils partent en vacances, ils me laissent toujours les clefs de leur apparts, qui peuvent parfois être tout simplement immense. Voilà, un clochard russe loge dans les apparts de cent mètres carrés au plein cœur de Paris... Parfois, je peux même avoir les clefs de trois apparts à la fois à Paris. »¹⁴³

Mais V.M. est également intégré dans ce qu'il appelle le milieu des « clochards » russophones, qui se retrouvent surtout aux Restos du cœur sur le boulevard Vincent Auriol dans le XIII^e arrondissement de Paris.

¹⁴¹ Il faudrait en toute rigueur employer l'expression qu'eux-mêmes utilisent, à savoir « se retrouver à la rue », car il n'est pas seulement pour eux question de l'absence de domicile fixe, mais d'un état général de perte de tout.

¹⁴² Nous avons dressé le portrait de V.M. dans la Deuxième Partie de cette thèse et avons plusieurs fois eu l'occasion de citer ses propos.

¹⁴³ Entretien avec V.M., le 2-3 août 2012, Paris.

Encadré 16 : La vie souterraine russe à Paris, décrite par V.M.

Je dis à tous ces nouveaux clochards : je m'en fous de ton prénom, tu es ici aujourd'hui et demain tu ne seras plus là. Je m'en fous de ton prénom et de ton histoire, vraiment. Nous allons manger au même endroit, à la même *darmovka*¹⁴⁴. Là-bas, chacun a son groupe de connaissances. Un russophone qui vient d'arriver peut venir nous voir car il nous entend parler russe. Et là, nous lui expliquons les bases, les fondements, le renvoyons vers l'asso où tout lui sera expliqué. Nous lui expliquons quand même qu'il existe différentes *darmovka*, différents *social*. Voici le *social*¹⁴⁵ *steklâška*¹⁴⁶, voici le *social* à Nation. En réalité, le bâtiment *steklâška* n'existe plus, mais comme de vieux habitués de cet endroit, nous l'appelons toujours *steklâška*, sans l'expliquer aux nouveaux. Les gens produisent leur langue. Vous avez par exemple la langue des voleurs russophones, qui vont voler la bouffe et d'autres choses dans les supermarchés. Pour la sécurité, ils disent *sanek*¹⁴⁷, pour une alarme, ils disent *pišalka*¹⁴⁸. Je connais les endroits d'où je peux ressortir complètement habillé. Mais je ne peux plus me le permettre, car A. me demandera pourquoi j'ai volé telle chose, alors qu'elle peut me les acheter. Même si les flics m'attrapaient, je sais que je n'aurais rien : ils me mettraient au poste pendant deux jours et c'est tout. Mais A., elle va attendre que je revienne, et si ne je reviens pas, elle va s'inquiéter.

Mais le chocolat, par exemple, vous pouvez en sortir une quantité énorme (...). Mais il vaut mieux ne pas se risquer à sortir plus de trois paquets d'un coup. Ensuite, la question vitale est de savoir où les stocker. Je connais un Ukrainien qui, pendant des années et des années, stockait les trucs volés dans un petit coin près du Centre Georges Pompidou. (...) Pour écouler tout ça, les gens vont chez les Arabes, je veux dire dans les épiceries. (...) Tu gagnes environ vingt euros comme ça par jour. On peut aussi apporter des rasoirs et du shampoing dans les épiceries. C'est très bien aussi. (...) Sinon, vous pouvez aussi écoulez certains produits de qualité — mais ça c'est déjà pour les voleurs professionnels qui peuvent sortir du parfum des magasins, par exemple — aux *bussy*¹⁴⁹ à Nation, Chevaleret, Place d'Italie. Ils paient les conducteurs de *bussy* pour qu'ils ramènent ces choses volées en Ukraine ou en Russie ; ils sont attendus par ces nanas qui vont ensuite dans les bureaux proposer les produits à moitié prix. (...) Je connais un Ukrainien, qui est très doué pour le vol. En plus, il parle le chinois, car il a vécu pendant longtemps en Chine. Du coup, ici en France, c'est la diaspora chinoise qui l'aide, il travaille un peu chez eux, ils lui louent un appart en échange. (...) Il y a aussi un Russe qui passe par les quais le soir et trouvent plein d'Iphones perdus, qu'il revend après. C'est un sportif, une espèce de Rambo. Il traverse les frontières à pieds. (...)

Darmovka est un lieu de rencontre pour de nombreux clochards. Si l'on y va pas, on peut vite décrocher de la vie sociale : certains clochards peuvent rester comme ça des semaines sans parler. (...) Nous avons à notre table là-bas des originaires de l'espace postsoviétique et des Polonais, Bulgares, etc. Le Polonais parle avec nous en *suržik*¹⁵⁰, moi je lui réponds en ukrainien. Bref, on se débrouille. *Darmovka* est une espèce de la place du marché, ce n'est pas un lieu de rencontre avec des amis, mais un lieu où tu te tiens au courant des nouvelles.

¹⁴⁴ *Darmovka* est un « restaurant du cœur » ou un lieu de distribution de soupe populaires. Ce mot n'existe que dans les milieux russophones en France et est inconnu des linguistes en Russie. C'est un néologisme qui vient du mot russe *dar*, c'est-à-dire « don ».

¹⁴⁵ Ce mot provient de l'expression russe *social'nyj* (social) ou *social'naâ pomoš* (aide sociale).

¹⁴⁶ Association Œuvre de La Mie de Pain d'aide aux sans-domicile-fixe dans le XIIIe de Paris. Le mot *steklâška* vient du substantif *steklo* en russe, « le verre ». Ce mot a été inventé pour décrire le « bâtiment high-tech », selon l'expression de V.M., qui abritait auparavant l'Œuvre de la Mie de Pain.

¹⁴⁷ *Sanek* désigne la sécurité des supermarchés. Un mot qui provient probablement du prénom russe Alexandre, dont un des diminutifs est *Sanek*.

¹⁴⁸ Dérivé du verbe russe *pišat'*, qui signifie dans ce contexte « sonner » aux portillons de sortie des magasins.

¹⁴⁹ Transports de produits entre l'Ukraine (et plus largement depuis l'espace postsoviétique) d'un côté, et la France et certains autres pays de l'Union européenne de l'autre. Ce service, qui fonctionne dans les deux sens, est organisé par des Ukrainiens et est utilisé par les originaires de tout l'espace postsoviétique résidant à Paris. Le mot *bussy* est un dérivé de *avtobus* (autobus).

¹⁵⁰ Le *surjik* est une langue mixte entre l'ukrainien et le russe, utilisé par une partie de la population ukrainienne.

À propos de V.M., un autre réfugié à Paris, affirme :

« V.M. est comme un poisson dans l'eau là-bas. Il est avec ses potes. Ils ont une table à part, pour eux, entre russophones. L'ambiance me faisait franchement peur. Tous ces gens sont extrêmement bizarres. Je ne sais pas ce qu'ils font de leur vie. Mais je sais juste que nous avons bien fait de ne plus y aller, car tu deviens taré au bout d'un moment. Tous ces potes de V.M., ils ne sont pas bien, car le sens de leur vie c'est seulement de trouver quelque chose de gratuit. Moi-même, j'ai failli devenir comme eux en y allant. Je me souviens, un jour B. a dit qu'il sait où faire des photos gratuites. On a tous couru faire ces photos, juste parce qu'elles sont gratuites. Après cela, I.O. m'a dit que je devenais fou : à quoi ces photos pouvaient bien me servir ? En effet, je ne sais pas. »¹⁵¹

Quant à V.M., il juge que plusieurs réfugiés qu'il a amenés aux Resto du cœur font preuve d'ingratitude :

« Ils ne veulent pas de tout ça. Ils ne veulent pas aller manger avec les clochards. Ils ne veulent pas s'habiller où s'habillent les clochards. Vous pensez qu'ils sont malheureux. Mais en réalité, tous ces Russes qui arrivent ici, ce ne sont que des filous qui ont des exigences royales. J'ai écouté un jour une discussion téléphonique d'un de mes amis clochards avec un type de Russie. Ce Russe lui disait qu'il viendrait si le clochard lui trouve un travail de mécanicien. Mais c'est quoi ça ? Qu'est-ce qu'il s'imagine ? Il va venir à condition de... Mais ils se prennent pour qui ces gens ? »¹⁵²

V.M., qui a fait l'expérience de nombreuses privations depuis son « installation » à Paris, ne comprend pas les nouveaux arrivants. Selon lui, « si tu fuis un pays, il faut forcément s'attendre à des privations, à la dégradation de ton statut social, à des souffrances ». C'est dans l'épreuve même de la souffrance que, selon V.M., le réfugié prouve qu'il « est vrai », que c'est un véritable « idéaliste », prêt à renoncer à la sphère des choses matérielles. L'on retrouve dans son discours la valorisation de la souffrance que Nancy Ries a pu mettre en lumière à propos des discours délivrés en URSS durant la Perestroïka. La pureté morale et éthique, liée à l'idéalisme, ne s'acquiert que dans la souffrance, car seule cette dernière permet de séparer le bon grain de l'ivraie parmi les migrants.

Cette culture souterraine, comme sa langue, s'invente au croisement de la culture russe et des autres pays ex-communistes, d'une part, et des réalités parisiennes de l'autre. C'est le résultat d'une certaine diglossie culturelle. Ceux qui pratiquent cette culture ne perçoivent pas la ville de la même manière que les autres expatriotes : la ville n'est pas un simple cadre de vie, c'est un espace de bricolage qu'il faut apprendre à maîtriser pour survivre. Si la totalité de ce monde n'est pas connue par les autres expatriotes, ces derniers n'ignorent pas sa facette la plus apparente, superficielle : la mise en scène du « *marketplace* postsoviétique » à Paris à travers la vente sauvage, dans les bus à Saint-Germain-des-Prés, Nation, Place d'Italie et

¹⁵¹ Échange informel avec V.S., réfugié russe à Paris, qui, pendant quelques temps, se rendait quasiment quotidiennement aux Restos du cœur avec V.M., 10 juin 2013, Paris.

¹⁵² Échange informel avec V.M., 7 juillet 2013, Paris.

ailleurs à Paris. Par ailleurs, les *bussy* posent d'importants problèmes de concurrence aux supermarchés russes ou plutôt postsoviétiques (puisqu'ils vendent généralement des produits en provenance de toute l'ex-URSS) car les produits qu'ils transportent d'Ukraine sont jugés plus authentiques et de moindre prix¹⁵³. Le monde du *bussy* est évidemment nimbé d'un halo de mystère : certains de nos interlocuteurs nous ont avoué être persuadés que les *bussy* transportent aussi des migrants sans-papiers. De manière générale, ce monde souterrain dont on parle à mi-voix, est entouré d'histoires incroyables, qu'agrémentent encore les piquants détails de V.M. Cependant, si V.M. a tendance à décrire ce monde sous le ton de l'humour, il n'en est pas moins évident que c'est précisément ce monde qui est rejeté par tous les autres mondes d'expatriotes, lesquels, tout en y recourant ponctuellement, ne veulent surtout pas être associés à ce monde de « délinquants » — un monde qui, de leur aveu même, est en même temps « tellement russe ». Ce tout petit détail nous conduit cependant à l'essentiel : le rejet de la culture russe et de certains de ses aspects constitue bel et bien une autre propriété de cette même culture russe, déterminante pour comprendre les sentiments d'appartenance exprimés par les expatriotes qui seront abordés dans le chapitre suivant.

Il n'est donc pas possible de faire une conclusion univoque sur « la culture russe » dans l'émigration, et encore moins sur sa signification pour les expatriotes. La polymorphie de cette culture s'inscrit difficilement dans les schémas institutionnels de la culture. La culture est mouvante, et ce d'autant plus dans les conditions de migration. Quand nous disons « culture », nous songeons aux multiples formes du culturel, loin de l'approche prétendument universaliste, mais en réalité avant tout homogénéisante, du Monde russe défini comme « la conciliation, l'entente russe, l'accord russe, l'unité, les schismes surmontés du XXe siècle (...) la réunification des Eglises (...) »¹⁵⁴. Pour un nombre important des acteurs ici étudiés, la culture russe est aussi une culture du conflit avec le contexte ambiant de la société russe et du pays d'accueil ; c'est notamment le cas de ceux et celles qui revendiquent *leurs* subcultures en Russie, ou encore la culture de *leurs* milieux politiques « marginaux » par rapport à la culture politique officielle. Chez ces militants, la culture populaire et la culture religieuse en Russie ne font que susciter rires et moqueries, tandis que pour d'autres acteurs analysés, notamment ceux appartenant aux associations culturelles proches des Conseils, la définition de la culture russe présente de très fortes affinités avec la définition du Monde russe. Un certain nombre de

¹⁵³ Nous avons réalisé au début de notre terrain en 2008-2009 une enquête, constituée d'une série d'observations participantes et d'entretiens, auprès des commerçants russophones de Paris et de Londres.

¹⁵⁴ C'est là « l'idéologie » de la fondation Monde russe, selon ses propres termes. Nous citons la définition en français (elle existe également en d'autres langues) : <http://www.ruskiymir.ru/languages/france/Ideologia.htm>, dernière consultation le 7 décembre 2013.

thématiques communes se fait jour dans les discours des expatriotes sur la ou les culture(s) russe(s), scellés par les contradictions de l'histoire de leur pays d'origine. En résumé, la culture russe dans l'émigration est le lieu et le produit d'un bricolage avec des références communes, partagées, renvoyant aux différentes époques de l'histoire russe et qui se transforment, se meuvent, dans le cadre nouveau de l'immigration. C'est donc à ce mouvement culturel exprimé et exposé aux yeux du « dehors » de communauté politique russe, mais aussi à ceux des autres expatriotes et contradicteurs politiques, que nous consacrerons le dernier chapitre de cette thèse.

Chapitre 6. Communauté, communautarisme et politique

« Je trouve le discours général troublant. Que toute la Russie soit faite de goujats et de voleurs. Qu'il n'y a rien en dehors de Paris. Et qu'il en sera ainsi pour de longues années encore. »
(Z. Gippius)¹⁵⁵

Les thématiques évoquées dans le chapitre précédent sont en réalité celles auxquelles les expatriotes font spontanément référence lorsqu'ils parlent de la Russie. Cependant, les discours sur ce que l'on peut définir comme la recherche de l'idée nationale en Russie ne sont pas nécessairement corrélées aux sentiments d'appartenance des expatriotes. Ces derniers sont bien plutôt une expression de fragments de l'histoire personnelle mêlés à l'histoire du pays d'origine et pour certains, à celle du pays d'accueil. Si tous les migrants expriment ces sentiments d'une manière ou d'une autre en privé – y compris les migrants que l'on peut dire « internationalistes », soucieux de se défaire d'une conception nationale de l'appartenance —, les milieux d'expatriotes que nous avons étudiés, expriment également ces sentiments en public, à travers des actions politiques qui mettent en scène leurs visions *politiques* de la Russie depuis le pays d'accueil. Ceci étant dit, tous cherchent à s'affranchir de l'image de la communauté culturelle ou de la communauté des migrants, à laquelle ils désirent surtout *ne pas appartenir*. Ce rejet de ladite communauté, dont les dérives, selon ces acteurs, peuvent déboucher sur la propagation d'un communautarisme russe, s'explique en grande partie par la crainte de se voir attribuer l'étiquette de migrants mal-intégrés, isolés, renfermés sur eux-mêmes. De ce point de vue, ils reproduisent mot pour mot les discours politico-médiatiques relatifs à l'intégration et à l'identité nationale, mis en avant dans le pays d'accueil. Cherchant à se défaire de ces étiquettes, ils la collent aux autres migrants russes, nécessairement communautaires, culturalistes et par conséquent désintéressés de la politique. Ils semblent cependant ne pas prendre en compte le fait que cette incorporation, cette *intégration* des discours du pays d'accueil, dénonçant les dérives des pratiques culturelles des migrants, peut parfaitement se retourner contre eux. En effet, l'image qu'ils renvoient à certains observateurs extérieurs à la communauté politique russe est bel et bien celle de migrants engagés pour leur

¹⁵⁵ T. Pachmuss, « Iz arhiva Merežkovskih : Pis'ma Gippius Z.N. k M.V. Višnâku », *op. cit.*, p. 463.

seul pays d'origine et désengagés des luttes équivalentes dans d'autres pays, et en particulier des luttes menées dans le pays d'accueil¹⁵⁶.

Curieusement, des remarques similaires ont été émises dès la fin du XIXe siècle à propos des « nihilistes » russes résidant en France par les forces de police françaises, ainsi qu'en témoignent divers rapports sur les révolutionnaires russes à Paris. « Les nihilistes, note non sans satisfaction un rapporteur en 1887, n'aspirent à la révolution que dans l'intérêt de leur pays et sont indifférents aux idées de l'Internationale, représentées par Kropotkine qui a repris celles de Bakounine »¹⁵⁷. Cette particularité est interprétée de manière positive par les enquêteurs de l'époque, dans la mesure où c'est la propagation des idées révolutionnaires en France et plus largement en Europe occidentale qui les inquiète le plus. Tant que les révolutionnaires russes ne s'occupent que d'affaires relatives à la *politique intérieure* de la Russie, même si c'était *depuis l'extérieur*, les autorités du pays d'accueil étaient prêtes à les tolérer¹⁵⁸. Dès que cet équilibre est rompu, dès que les critiques sont émises aussi à l'endroit des autorités du pays d'accueil, la question de l'intégration, ou encore celle de l'allégeance pour les militants de double nationalité, éclate au grand jour. Les expatriotes contestataires s'en rendent néanmoins très bien compte. Comme nous l'a confié un réfugié antifasciste actuellement en procédure de demande d'asile en France : « D.So., avec son idée de faire émigrer les antifascistes russes ici, en Europe, et de continuer le combat depuis là, est complètement irréaliste. On va se faire jeter aussitôt ! »¹⁵⁹. Cela étant, les idées politiques des expatriotes menant la lutte pour les libertés (en Russie) doivent-elles être qualifiées d'idées universalistes, comme certains d'entre eux l'assurent ?

Enfin, la distinction-catégorisation en migrants communautaires et migrants non-communautaires présente également le danger d'une reproduction de discours flirtant avec les discours racistes. Mais peut-on parler d'un racisme des migrants russes envers les « autres » Russes (migrants ou non) ? Quelle place le racisme envers les « siens » et/ou envers les « autres » migrants occupe-t-il, dans les processus d'identification et de contre-identification ?

¹⁵⁶ Par exemple, des militants anarchistes français nous ont fait part de leurs doutes quant à l'efficacité de la lutte pour les libertés en Russie, c'est-à-dire à l'égard d'une lutte qui met l'accent sur la seule Russie, alors que, selon eux, les problèmes rencontrés en France de nos jours sont tout à fait similaires.

¹⁵⁷ M. Lesure, « Les mouvements révolutionnaires russes de 1882 à 1910 d'après les Fonds F7 des Archives Nationales », *op.cit.*, p. 286.

¹⁵⁸ Cette idée est très nettement exprimée dans les différents rapports de police sur les révolutionnaires russes en France, mais elle l'est aussi, à la même époque, dans certains ouvrages sur les révolutionnaires russes en Grande-Bretagne, où résidait par ailleurs le théoricien anarchiste russe Pierre Kropotkine. B. Porter « The British government and political refugees, c. 1880-1914 », in Slatter, J. (ed.), *From the other shore : Russian political emigrants in Britain, 1880-1914*. London, Frank Cass, 1983.

¹⁵⁹ Échange informel avec V.S., août 2013, Paris.

Mais à quoi s'identifient-ils et contre quoi/qui le font-ils ? Le racisme ne menace-t-il pas en dernière instance d'être l'un des piliers du rassemblement de la communauté russe à l'étranger ?

6.1 - Des sentiments d'appartenance partiels

Bien que les sentiments d'appartenance des expatriotes doivent être considérés comme un fait psychologique singulier, on peut néanmoins y déceler un certain nombre de leitmotivs similaires à de nombreux autres discours, en particulier les discours sur la culture russe. L'une des principales similarités réside dans le caractère partiel de l'expression de l'attachement au pays d'origine : le système de références définissant l'appartenance à la Russie n'est jamais total, mais construit ou plutôt bricolé à partir de quelques fragments soigneusement sélectionnés par les expatriotes en fonction de leurs convictions politiques et de leurs expériences personnelles. Ainsi, en dépit du souhait des autorités russes, et si l'on excepte quelques compatriotes proches des Conseils, les expatriotes n'expriment jamais leur appartenance dans les termes d'attachement total et indéfectible à la Russie.

Cette sélection de ce à quoi l'on veut appartenir ou non, constitue une autre dimension du commun partagé par les expatriotes. Il est important de ce point de vue de se demander à qui ils font part de leurs sentiments d'appartenance, car comme l'écrit Marcel Mauss : « on fait plus que manifester ses sentiments, on les manifeste aux autres. On se les manifeste à soi en les exprimant aux autres et pour le compte des autres »¹⁶⁰. Cette intime relation entre les sentiments d'appartenance et leur expression s'explique par les mécanismes mêmes de l'émotion qui gouvernent les sentiments d'appartenance. La mise en scène des sentiments d'appartenance, qui est au fondement même de la communauté politique des expatriotes, repose sur les interactions entre acteur et spectateur, que ce dernier soit réel ou imaginé. Le spectateur est nécessaire à la mise en scène des sentiments d'appartenance des expatriotes qui s'expriment en particulier dans les actions politiques en France et en Grande-Bretagne. C'est pour cette raison que la provenance des expatriotes (Russie/URSS) joue un rôle capital dans la mobilisation du public français, britannique et des autres expatriotes non-engagés¹⁶¹. Les expatriotes contestataires qui expriment leurs sentiments d'appartenance en narrant leur histoire dans les discours qu'ils tiennent lors des manifestations à Paris et à Londres, éveillent

¹⁶⁰ M. Mauss, « L'expression obligatoire des sentiments », in Mauss, M. (dir), *Essais de sociologie*. Paris, Minuit, 1968 (1921), Pp. 81-88.

¹⁶¹ Voir la Deuxième Partie de cette thèse, ainsi que le chapitre 5 de la présente partie.

chez ces spectateurs un mouvement émotionnel, autrement dit de l'empathie. C'est ce qui a été décrit par Roland Barthes à propos de la littérature, laquelle permet — à condition que la voix de l'auteur soit plurielle, non personnelle¹⁶² — de se mettre à la place de l'autre, d'« habiter » le corps de l'autre, de retrouver la *nécessité* de la communauté.

La capacité des acteurs étudiés à mobiliser ce qu'ils appellent les « sociétés civiles » des pays d'accueil et des expatriotes non mobilisés doit être analysée en corrélation avec leur capacité à faire éveiller « leurs » sentiments d'appartenance chez les autres, en s'ouvrant eux-mêmes sur le monde extérieur, en sortant de soi, et en enjoignant les autres à s'ouvrir sur ce monde. C'est cette approche que nous avons voulu retenir afin d'expliquer le fonctionnement de la communauté politique des expatriotes, et c'est pour cette raison que l'analyse de leurs discours était capitale. C'est aussi pour cela que nous avons eu recours au concept d'« expatriote », qui est une tentative de rendre compte des sentiments d'appartenance de migrants à partir du mouvement et du partage, sans les figer dans un *cum* imposé, comme l'est celui du concept de compatriote. « Mal nommer un objet c'est ajouter aux malheurs de ce monde », disait Albert Camus¹⁶³, mais « nommer », dit quant à lui Maurice Blanchot, « est une violence qui écarte ce qui est nommé pour l'avoir sous la forme commode d'un nom »¹⁶⁴. La langue est faite de relations de pouvoir. C'est dans cette perspective que nous concevons le rassemblement autour de l'Ambassade russe comme une *action politique* de l'État russe et des compatriotes professionnels, car les *choses politiques* sont clairement nommées à travers le concept de « compatriote de l'État russe ».

L'appartenance à un pays et une période révolus

Soulignons dès maintenant que l'appartenance à un pays et une période révolus, — en l'occurrence l'URSS — s'exprime, dans le cas des migrants contemporains, soit négativement, soit positivement, ces deux formes d'expression n'étant du reste pas exclusives l'une de l'autre. Certains expatriotes, tout en critiquant de manière virulente le passé soviétique, valorisent, parfois de manière très emphatique, certaines personnalités jugées « libres » dans cette période de l'histoire russe.

¹⁶² R. Barthes, *S/Z*. Paris, Editions du Seuil, 1970.

¹⁶³ A. Camus, *Œuvres complètes*, Tome I. Paris, Gallimard Pléiade, 2008, p. 908.

¹⁶⁴ M. Blanchot, *Le Livre à venir*. Paris, Gallimard, 1959, p. 50.

« Ma fille grandit dans un pays civilisé. Elle connaît la Russie seulement à travers les livres pour enfants. Evidemment, il ne s'agit pas de la bibliothèque d'un pionnier¹⁶⁵. Mon enfant grandit avec la bonne littérature du pays qui n'existe pas. (...) Quand j'étais petite, je lisais Il'f et Petrov, Harms, Babel¹⁶⁶. Elle va probablement les lire elle aussi. Par ailleurs, quand je les lisais, je ne me posais pas cette question : où sont ces auteurs maintenant ? Elle posera certainement cette question et je vais devoir répondre. Je dirai la vérité : qu'ils ont été tués, comme ton arrière-grand père a été tué. Ça m'intéresse de voir ce qu'elle pensera de ce formidable pays. Mais à ce moment-là elle lira probablement déjà Bounine et Chmelev¹⁶⁷, et elle n'aura plus envie de me poser ces questions »¹⁶⁸.

Tout en blâmant la période soviétique, comme la pire catastrophe qui soit arrivée à la Russie, E.C. transmet cependant à sa fille « tout le meilleur » que « ce pays qui n'existe pas » a offert à travers les auteurs russes et soviétiques qu'elle énumère, auteurs dont le destin est intimement mêlé à celui de sa famille, et en particulier de son grand-père, victime de la répression en URSS. Dans son discours, elle construit un système de références sélectif, exprime des sentiments d'appartenance partiels, imaginés et reconstruits à partir de quelques personnalités auxquelles elle est liée affectivement et dont elle souhaite transmettre la connaissance à sa fille. L'attachement à ce pays — pourtant « maudit » comme elle le rappelle à plusieurs reprises dans d'autres discours et discussions — se manifeste également dans ses interventions en ligne où elle appelle à aider les nouveaux arrivants en France, réfugiés russes : « Il s'agit avant tout de soutenir non seulement un peintre mais une personne séparée de sa famille et de sa Patrie. Plusieurs d'entre nous sont passés par là »¹⁶⁹.

Outre les grandes personnalités, les expatriotes peuvent également construire ou reconstruire leur patrie imaginée, à partir d'une certaine classe ou couche de population en Russie. Si on suit l'analyse d'Andy Byford sur la théâtralisation du passé soviétique dans l'émigration, on peut attester de processus très similaires dans les milieux que nous avons observés. Si dans les travaux d'Andy Byford¹⁷⁰, le thème « soviétique » apparaît avant tout comme un arrière-plan discursif de nombreuses conversations, dans les milieux d'expatriotes politisés étudiés, certains s'essaient eux-mêmes à conceptualiser l'« époque », les différentes

¹⁶⁵ Le mouvement des pionniers est une organisation soviétique de jeunes communistes, inspirée par les mouvements scouts. Le mouvement des pionniers était une étape préparatoire à l'entrée dans le Komsomol (l'organisation de la jeunesse communiste du Parti communiste de l'URSS) à partir de l'âge de 14 ans.

¹⁶⁶ Il s'agit des écrivains soviétiques Il'f et Evgenij Petrov, Daniil Harms, Isaac Babel. Ce dernier a été fusillé en 1940, Daniil Harms a été placé en asile psychiatrique où il a décédé en 1942. Quoique des doutes planent à ce sujet, Il'f et Petrov n'ont quant à eux pas été victimes de répression.

¹⁶⁷ Les écrivains russes, Ivan Bounine et Ivan Chmeliou, émigrés en France après la Révolution d'Octobre 1917.

¹⁶⁸ Discussion sur Facebook entre E.C., militante du GRRR, de Russie-Libertés et de l'association d'aide aux réfugiés et d'un autre expatriote. Octobre 2013.

¹⁶⁹ E.C., publication dans un des groupes militants contestataires Facebook au sujet d'un événement organisé pour soutenir un peintre russe, demandeur d'asile. Septembre 2013. Nous avons conservé la majuscule, utilisé en russe par E.C. elle-même, au mot « Patrie », alors que les règles de la langue russe n'obligent pas à l'écrire ainsi.

¹⁷⁰ Andy Byford, « Performing community », *op.cit.*

« générations », le « passé » soviétiques. P.S.¹⁷¹, que nous avons déjà cité à de nombreuses reprises, a même publié un livre ayant pour objet la définition de ce qu'il entend être la dernière génération soviétique et son appartenance à une certaine classe sociale qui n'existe plus. Dans son cas, mais aussi dans celui de plusieurs autres expatriotes militant depuis l'étranger pour le changement en Russie, les systèmes de référence et d'expression des sentiments d'appartenance n'ont pas seulement une fonction « intérieure », mais visent également à promouvoir l'engagement politique, qu'il soit anarcho-antifasciste dans le cas de P.S., ou libéral dans le cas de E.C. citée ci-dessus. P.S. procède identiquement à E.C., qui valorise des personnalités soviétiques, mais il le fait en se référant à la classe de l'intelligentsia ouvrière. Par ailleurs, les personnalités valorisées par E.C. ne s'inscrivent pas moins dans une certaine couche de la population qu'elle définit elle aussi comme l'intelligentsia... certes non « ouvrière ». P.S. écrit :

« J'appartiens moralement, même si ce n'est pas entièrement, aux restes de cette classe étrange, générée par la société soviétique, cette classe de l'intelligentsia ouvrière. Le prolétaire dans un pays capitaliste idéal est un individu qui (...) ne se soucie que de son activité professionnelle. Ses loisirs sont limités à l'alcool pas cher et à la télé. (...) Ce prolétaire ne va évidemment pas s'abonner à une revue bien épaisse de type "Znamâ" ou encore "Nauka i religiâ"¹⁷². (...) Alors que cette couche de population étrange a réellement existé en URSS. Et comme une fleur exotique, elle a évidemment fané à l'arrivée du capitalisme. (...) Non, elle n'a pas véritablement disparu, mais a été placée dans la position la plus dévalorisée de la société, la plus humiliante. La question est de savoir si cette classe est numériquement importante. Disons que mes parents y appartiennent. Disons, que moi, j'appartiens déjà à la génération post-Perestroïka. Mais moralement je me trouve toujours dans la sphère de la perception du monde de cette classe. La moitié, ou même la majorité, de mes connaissances s'y trouve aussi. Je le dis d'ailleurs souvent aux Finlandais. Regardez, quel enfer règne aujourd'hui en Russie. Imaginez que dans votre pays se produise également un énorme cataclysme et qu'arrivent au pouvoir des criminels. (...) Qu'est-ce qui vous arrive alors ? Disons que vous êtes habitués à fréquenter des cours de quelque chose : ici, comme dans le Sovok¹⁷³, tout ce système des Maisons de la culture, des centres de loisir gratuits est développé. Donc, vous êtes habitués à aller aux cours de poésie, de yoga, de pilates, etc. C'est votre vie au quotidien. Vous lisez aussi des livres. Mais soudainement, vous êtes plongés dans un pays du Tiers-Monde. On va voir ce qui va se passer avec vous. En Russie, dans les années 1990, ce phénomène s'est produit en plein jour. Toute une classe, une grande partie de la population, s'est retrouvée entre les bandits et les pouvoirs criminels. On ne peut pas dire que c'est toute la population, mais une certaine classe de l'intelligentsia, qui était habituée à lire, à se respecter. C'est cette classe qui a connu un vrai enfer : des salaires de misère, des potagers de 600 mètres carrés, les gens se sont retrouvés dans une situation d'impuissance totale. J'appartiens à la génération des gens qui devaient s'adapter... enfin à la génération de leurs enfants. Et alors, nous sortions dans les rues. Là-bas régnait le chaos, les gens sniffaient la colle. L'accumulation primitive du capital est devenue l'idéal de cette époque. « Deviens riche ou crève ». Toute cette connerie très peu intellectuelle, qui ne peut même pas être placée au niveau des dessins animés soviétiques, du cinéma soviétique même le plus élémentaire, même pas à ce niveau de base. C'était ignoble. Nous nous sommes retrouvés nulle part, dans le néant, avec rien, sans le savoir-faire de la vie dans cette société. La majorité des gens que je connaissais s'est livrée à un étrange escapisme (...). C'est comme s'ils avaient quitté la vie réelle en la laissant à ceux qui ont accepté de s'adapter à cette nouvelle

¹⁷¹ Réfugié antifasciste en Finlande, étroitement lié aux différents groupes contestataires en France.

¹⁷² *Znamâ* (*L'étendard*) est une revue littéraire soviétique (et désormais russe, car elle existe encore sous un autre nom) qui publiait des auteurs aussi célèbres tels Anna Akhmatova, Alexandre Tvardovski, Evgueni Evtouchenko, etc. *Nauka i religiâ* (*Science et religion*) est une autre revue soviétique de vulgarisation scientifique dont le thème central était la critique des religions par des historiens, sociologues et philosophes.

¹⁷³ Appellation péjorative et/ou sarcastique de l'URSS.

condition, ou plutôt, qui ont accepté leur propre dégénérescence, pour parler simplement (...). Seules quelques exceptions, des chanceux, ont pu se trouver à la fin des années 1990 dans les subcultures, qui sont devenues une sphère où l'on pouvait respirer librement. C'était aussi un certain escapisme, mais il était lié aux activités réelles de la rue, de la vie quotidienne. Nous écoutions des groupes en langue anglaise, nous nous débrouillions pour trouver des cassettes des groupes américains. Nous nous sommes plongés dans une espèce de réalité virtuelle qui, moralement, ne faisait pas partie de la Russie, de la réalité russe, même si nous restions dans la rue. Alors que nos concitoyens étaient des Russes ordinaires, c'est-à-dire des gens dépravés, évidemment. »¹⁷⁴

Cette « auto-analyse » de l'appartenance à la classe de la dite « intelligentsia ouvrière » soviétique, est en réalité une construction postsoviétique, renvoyant à une URSS imaginée depuis la perspective de l'émigration¹⁷⁵. Si cela corrobore les thèses d'Andy Byford à ce sujet, notons cependant qu'il s'agit pour P.S. de témoigner d'une subdivision au sein d'une génération soviétique, elle-même différenciée du point de vue des classes sociales. P.S. ne dit pas appartenir à la dernière génération soviétique en général, mais à cette classe imaginée de l'intelligentsia ouvrière soviétique, classe qui, selon lui, n'a jamais existé nulle part ailleurs. Cette appartenance à cette classe a dicté son « escapisme » – c'est le terme qu'il utilise en russe – dans les subcultures, tout en restant « dans les rues » - expression qui renvoie à la proximité avec le peuple et l'inscrit dans le cadre « réel » de la ville postsoviétique.

Les expressions respectives des sentiments d'appartenance de ces deux expatriotes aux profils et parcours si différents présentent au moins deux points communs. Le premier réside dans une commune identification par escapisme à une classe sociale donnée, que ce soit l'intelligentsia ou l'intelligentsia ouvrière ; en d'autres termes, leur émigration « physique » a en réalité été précédée, pour reprendre les termes d'Alexandre Herzen, par une émigration ou « départ intérieur »¹⁷⁶. Paradoxalement, les deux « réfugiés » ou « émigrés » internes, E.C. et P.S., s'engagent dans ce qu'ils jugent être à contre-courant de la position politique dominante en Russie, ce qui illustre parfaitement les processus sociaux aujourd'hui à l'œuvre en Russie, à savoir l'escapisme et le sens de la distinction vis-à-vis des autres. Ce *sens de la distinction* se manifeste très fréquemment dans l'expression des sentiments d'appartenance des expatriotes contestataires, mais pas uniquement d'eux. On ne s'identifie pas à l'ensemble de la Russie — identification et attachement à la patrie historique que les autorités russes cherchent pourtant à encourager, et plus encore à produire— mais à une partie de la Russie, à une localité ou à une classe ou couche sociale de la population, ainsi qu'à une période de l'histoire du pays ou de

¹⁷⁴ P. Kosovo, *Iskusstvo vozmezdiâ*, op. cit., Pp. 8-11.

¹⁷⁵ Nous nous inspirons ici encore de l'analyse qu'Andy Byford consacre à la dernière génération soviétique en Grande-Bretagne et à la construction d'une « mythologie » d'appartenance à cette génération.

¹⁷⁶ « Vnutrennij ot'ezd », A. Herzen, *S togo berega*, op. cit.

l'histoire personnelle. Les sentiments d'appartenance ne sont pas intégraux : ils sont partiels et difficilement inscriptibles dans un quelconque schéma dominant de patriotisme ou de « (com)patriotisme ». Ce sens de la distinction illustre également les paradoxes du fonctionnement de la société russe en général : on veut aider, changer, faire évoluer la Russie *in extenso*, mais on en est incapable, du moins pour les expatriotes étudiés, de se penser globalement, à l'échelle de tout le pays. L'autre point commun entre les deux formes d'expression de sentiments d'appartenance illustrées ci-dessus est la référence à un pays qui n'existe plus. C'est à travers un manque que ces expatriotes expriment leur appartenance à quelque chose qui n'existe pas ou plus, à un *rien*. Ce n'est donc pas par le plein mais par le vide, non par la présence mais par l'absence, que ces expatriotes expriment leur appartenance à la Russie.

L'appartenance malgré soi

C'est également en ce sens que les discours sur les sentiments d'appartenance mobilisent régulièrement l'image d'un bateau qui coule, qui dérive vers une destination inconnue, bateau qui représente la Russie contemporaine : « ce qui me frappe le plus en Russie contemporaine, c'est ce sentiment que le pays est un bateau troué, dérivant vers un tourbillon »¹⁷⁷. Outre la distinction des sentiments d'appartenance, s'effectue parallèlement un transfert du destin personnel sur celui de son pays, de sa patrie, le plus souvent en terme de souffrance, de drame, de bateau qui coule, qui est un « nous » malgré nous. C'est ce qui différencie le plus clairement la définition officielle de sentiments d'appartenance demandés aux compatriotes, de celle des expatriotes : l'histoire à laquelle on appartient, est une histoire de souffrance et non une histoire glorieuse comme le prétendent les autorités.

« Dans ma pseudo-émigration, je me sens comme dans une petite barque, circulant entre la grande et mystérieuse terre française et l'immense bateau russe, naviguant dans une direction inconnue. Sur ce bateau, les gens ivres dansent. Allez, nous vivons une fois seulement ! Nous ressentons le mal de mer et ça sent le vomi. Nous ne faisons plus la distinction entre le Nord et le Sud. Le capitaine est cinglé : il est fier de la taille de son bateau et de ses canons dont personne n'a besoin ; les canons qui ont été chargés sur le bateau à la place de l'eau potable. Le capitaine boit de la vodka avec le bosco tchéchène ; le cuisinier a un zapoj¹⁷⁸ et oublie de nourrir les passagers, le navigateur s'enveloppe dans le drapeau russe ; à l'aube, les matelots jettent en cachette des passagers dans l'eau ; dans la soute, se passent des choses qu'il vaut mieux ne pas s'imaginer ; dans les petites cabines, les gens qui ont la gueule de bois approchent leurs têtes des hublots et hésitent sur la direction prise par le bateau. Je monte en triomphe sur le pont et je raconte aux gens pompettes que j'ai vu dans la grande terre des

¹⁷⁷ Discussion sur Facebook entre la militante E.C. et un autre émigré expatriote. Octobre 2013.

¹⁷⁸ Expression russe signifiant un état d'ivresse prolongée de plusieurs jours.

palmiers et des animaux inconnus ; les steaks sont merveilleux là-bas ; mais je paie à chaque fois que je prends le transport, car j'ai un peu honte de faire le parasite sur le dos des aborigènes. Mais en gros, je dis aussi que cela me fait peur de quitter notre grand bateau pour ces palmiers et ces animaux ; j'ai trop peur là-bas, quand ici c'est tellement bien, je connais chaque coin. La question qui m'inquiète le plus est : le bateau est-il en train de couler ou quoi ? Ou c'est simplement le mal de mer ? Ma mère est dans la cabine de deuxième classe et on dirait que les embruns ne l'atteignent pas. Mais quand le bateau va commencer à couler, l'eau arrivera jusqu'à sa cabine. Est-ce que j'aurai le temps de la mettre dans ma petite barque ? (...) Mais pour l'instant, le bateau continue son chemin. L'eau est froide, mais le sang est encore chaud. »¹⁷⁹

Cette allégorie des sentiments d'appartenance d'une militante « expatriote » de Russie-Libertés, agrémentée de nombreux lieux communs sur la Russie censés souligner le caractère irrationnel des processus en cours dans son pays d'origine, introduit la question de l'entre-deux dans les systèmes de référence des expatriotes. Les sentiments d'appartenance peuvent ainsi être exprimés au monde de l'entre-deux : ni l'un ni l'autre, ou les deux à la fois, ce qui ne peut manquer d'évoquer la terminologie des études sur les migrations et le thème de la « double absence » et de la « double présence ». Par ailleurs, dans certains discours, ces deux expressions se confondent, comme c'est le cas dans l'exemple ci-dessus, en laissant tantôt la place aux sentiments d'absence, tantôt à ceux liés à une multiple présence. Les expatriotes, comme les autres migrants, se posent la question de savoir si se situer dans cet entre-deux, cette petite barque, est doublement désavantageux ou doublement avantageux. Les expatriotes soulignent la « dérive mythique » de leur grand bateau, qui représente leur pays d'origine, ce qui leur permet de justifier, pour le moins en partie, leur décision d'être parti ; mais ils témoignent de la persistance d'un certain vide qui les poursuit et qu'ils n'arrivent pas à nommer exactement.

Ce vide n'est pas dépendant de l'intégration dans la société d'accueil. Malgré l'usage généralisé de la notion d'intégration — un usage (excessif) qui sert d'abord à souligner son absence — par les médias et les hommes politiques, en ce qui concerne les militants contestataires, et plus largement les individus participant aux activités associatives russes, on est en présence de migrants parfaitement intégrés du point de vue social et professionnel en France et en Grande-Bretagne. Si l'engagement permet d'acquérir un certain nombre de compétences que l'on ne possède pas spontanément, l'acquisition de ces compétences est rarement un motif d'engagement. Celui-ci est plutôt émotionnel, ancré dans les sentiments d'appartenance au pays d'origine, l'émotion signifiant littéralement ce qui nous meut, nous met en mouvement. Si l'on considère, en suivant le philosophe et le peintre de la Renaissance

¹⁷⁹ Publication sur Facebook de M.K., militante de Russie-Libertés, 13 novembre 2012.

Léon Batista Alberti¹⁸⁰, que l'émotion est un « mouvement de l'âme », alors on peut dire, que les expatriotes s'engagent pour la Russie depuis la France ou la Grande-Bretagne, afin de reproduire ce « mouvement de l'âme » (autrement dit pour extérioriser les sentiments d'appartenance enfouis au plus profond d'eux-mêmes). C'est un sentiment de manque qui a besoin d'être compensé par la production ou la reproduction de ce qui a été perdu, par le « rapprochement » spatial et temporel de ce qui a été laissé, perdu, dans la migration. L'allégorie de la petite barque l'illustre parfaitement : cet entre-deux que nous avons nommé la communauté politique russe, n'est en réalité pas produite par les migrants expatriotes, car la communauté, pour paraphraser Roberto Esposito¹⁸¹, est déjà un donné et un manque, elle n'est pas quelque chose qui s'ajoute au sujet, une autre identité, elle est à la fois le « je » et le « nous ». La communauté politique russe n'est ainsi pas la pure création des expatriotes mobilisés, elle est la face visible des sentiments d'appartenance, des émotions des acteurs. Ces mouvements de l'âme deviennent visibles pour les autres : comme l'a dit Michel de Montaigne, « une forte imagination produit l'événement »¹⁸². La communauté politique est la communauté de ces sentiments d'appartenance, de ces émotions que les expatriotes projettent sur le monde extérieur ; en d'autres termes, la manière dont ils imaginent la Russie est transférée sur les contextes français et britannique à travers les activités politiques et culturelles de la communauté politique des expatriotes. C'est pour cette raison qu'il était si important de s'attarder sur les thèmes de discours qui tissent les réseaux des sentiments d'appartenance, pour comprendre le sens que donnent les expatriotes à la communauté, la manière dont ils la voient et la vivent, et dont ils se voient et se vivent eux-mêmes.

L'un des principaux thèmes des discours sur leurs sentiments d'appartenance est le thème de l'absence de choix de la patrie où l'on est né, laquelle n'en reste pas moins la « vraie » patrie, à laquelle on ne peut manquer d'être attaché définitivement. Ainsi, comme nous l'avons vu dans ces discours, la Russie est souvent accompagnée d'épithètes peu glorieux en contradiction avec la version officielle de l'attachement et de la fierté envers son *otečestvo*. Ce discours véhicule l'idée d'un attachement à la patrie indépendamment - et parfois malgré - sa volonté, ce qui n'est pas sans évoquer les nouvelles de Sergej Dovlatov, émigré aux États-Unis à la fin des années 1970.

¹⁸⁰ L. B. Alberti, *De pictura. Allia*, 2007, cité dans : Freedberg, David, Gallese, Vittorio, « Motion, emotion and empathy in esthetic experience », *Trends in Cognitive Sciences*, n° 5, 2007. Pp. 197-203.

¹⁸¹ R. Esposito, *Communitas. Origine et destin de la communauté*, op.cit..

¹⁸² M. de Montaigne, *Essais*, Livre I, Chapitre XXI, « De la force de l'imagination ». Paris, Gallimard, 2007. Version en ligne : <http://www.inlibroveritas.net/lire/oeuvre2119-chapitre3182.html>, dernière consultation le 18 novembre 2013.

« On ne choisit pas sa mère. C'est ma seule patrie. J'aime l'Amérique, je l'admire, je lui suis reconnaissant, mais ma patrie est loin : misérable, affamée, folle et devenue ivrogne ! Elle a perdu, enterré et rejeté ses meilleurs fils ! Comment peut-elle être bonne, joyeuse et gentille ? Il se trouve que les bouleaux poussent partout. Mais est-ce que cela peut soulager ? La patrie, c'est nous-mêmes. Ce sont nos premiers jouets. Ce sont les blousons recousus à la bonne taille de nos frères aînés. Ce sont les tartines, enveloppées dans un journal. Ce sont les filles en jupe stricte de couleur marron. C'est de la monnaie piquée dans la poche du père. Ce sont les examens, les antisèches... C'est de la poésie terrible, ridicule... Ce sont des pensées de suicide... C'est un verre d' "Aghdam"¹⁸³ dans une cour... C'est le gros tabac gris¹⁸⁴ dans l'armée... C'est ma fille, ses moufles, ses culotte-guêtre, sa minuscule chaussure mise de travers. Ce sont des lignes barrées d'un trait... Ce sont des manuscrits, la police, OVIR¹⁸⁵... Tout ce qui nous est arrivé, c'est notre patrie. Tout ce qui nous est arrivé restera avec nous à jamais... »¹⁸⁶

Sergej Dovlatov identifie la patrie et « nous » ; cette patrie est associée au lieu où l'on est né, à la période de l'enfance et de l'adolescence, et pour certains à celle de la vie adulte. Comme nous l'a dit une des militantes du GRRR et de l'association d'aide aux réfugiés : « Pour moi, la *rodina* n'a rien à voir avec l'État russe, comme structure d'État. C'est juste mon pays, les gens que je comprends, mes souvenirs, une bonne partie de ma vie consciente. C'est moi »¹⁸⁷. Les expatriotes utilisent le plus souvent la notion de *rodina* (la patrie au féminin) pour exprimer leurs sentiments d'appartenance, tandis que le « projet des compatriotes » définit cet attachement par le devoir du *sootečestvennik* (compatriote) envers l'*otečestvo* (la patrie au masculin). Les sentiments d'appartenance à la patrie, réelle ou imaginée, ne peuvent donc pas être identifiés à l'attachement à l'État russe (*rossijskaâ gossudarstvennost'*).

De nombreux expatriotes, lorsqu'ils expriment leurs sentiments d'appartenance, ne remettent pas seulement en cause la définition officielle de l'attachement à la Russie, c'est-à-dire le patriotisme à distance diffusé par l'État russe, mais aussi ce qu'ils jugent être une image stéréotypée de la nostalgie de la patrie, véhiculée par le cinéma, la littérature et la musique. De nombreux discours et entretiens font ainsi référence aux bouleaux qui poussent partout, et non seulement en Russie. Ce ne sont pas les « bouleaux » de tout un chacun qui les émeuvent, mais « leurs » bouleaux, « leur » forêt, « leur » maison, « leurs » amis, etc.

¹⁸³ Vin azéri de très mauvaise qualité, très répandu en URSS des années 1970.

¹⁸⁴ « Tabac rustique », dont les feuilles sont très concentrées en nicotine.

¹⁸⁵ Otdel Viz i Registracii (Département des visas et de l'enregistrement)

¹⁸⁶ S. Dovlatov, *Remeslo : povest' v dvuh častâh* [Le Métier, nouvelle en deux parties], *op. cit.*

¹⁸⁷ Échange informel avec L.S., octobre 2013, Paris.

« Maintenant ça commence avec un embouteillage, Moscou. Le temps de parler avec une amie qui vient te chercher, de passer quelques coups de fil hâtifs et dire, oui, on est bloquées sur le périph, comme d'habitude, quoi. L'amie, elle, s'est installée en Israël il y a trois ans et revient à Moscou refaire son passeport. Je glisse maladroitement le mot « patrie » dans la conversation et elle remarque en souriant que la sienne « est là-bas ». « Heureusement ». Je regarde les blocs des HLM bordant la route et qui sont de plus en plus nombreux, des camions crades crachant une fumée grise qui te donne des haut-le-cœur et des énormes 4x4 aux vitres noires. Dans la chaleur douillette et assommante de sa vieille bagnole on se raconte ce qui s'est passé pendant les neuf mois pendant lesquels on ne s'est pas vues : son voyage en Australie, le prix de l'immobilier à Tel-Aviv, le boulot, le chômage, les mecs qui te font culpabiliser, les amis en commun. Elle est mal à l'aise ici. Moi aussi, mais j'aime ça. Quand j'étais petite, l'hiver, on allait se promener dans une forêt à côté. Faire de la luge, des bonhommes de neige, marcher. Il y avait une immense enceinte verte qui encerclait une maison cachée au milieu de la forêt. Cette maison, je ne l'ai jamais vue. C'était la datcha de Staline. C'est là qu'il est mort le 5 mars 1953. On parlait aussi d'un bunker souterrain et d'une ligne de métro secrète qui y menait. Ma grand-mère nous disait que c'était un type plutôt sympa. La prof de russe se souvenait de l'immense chagrin dans lequel le pays avait plongé le jour de sa disparition. Je ne pensais rien. A l'époque, je m'intéressais à l'éventuelle possibilité de rencontrer un élan vivant (maman disait qu'elle en avait vu un quand elle était petite) plutôt que le fantôme d'un dictateur moustachu. La forêt paraissait mélancolique et interminable. Je marchais seule entre les arbres blancs, m'éloignais des batailles de neige et forteresses de glace que l'on construisait et me dirigeais vers les forteresses que je m'imaginai, toutes peuplées de princesses, de leurs poupées et autres élans. Ensuite, on était plus grands, on y allait moins. Avec mon copain : il nous emmenait tous les trois, ma sœur, mon frère et moi sur notre grande luge en bois. Il tirait bien, il était fort, on rigolait. Avec un ami d'enfance : boire du mauvais vin au goulot dans la nuit de décembre. La datcha demeure toujours secrète, mais j'ai su entre temps que la forêt avait des bornes. D'un côté, il y a des routes de plus en plus bouchées. De l'autre, on a construit une tour avec des appartements de luxe et une petite église en lisière d'un bois. A deux pas de la datcha de Staline, ça ne dérangeait personne. J'y suis allée une fois à la messe de Noël, l'église était pleine à craquer. En face, de l'autre côté de l'avenue qui mène au Kremlin, un grand centre commercial a ouvert ses portes, "Les Quatre saisons". On y trouve du Chanel, du Cartier et un concessionnaire Porsche. Ma forêt, elle n'a qu'une saison. Une saison « cliché ». Ma forêt d'Argol avec son hiver éternel, sa datcha du tyran, son église, ses élans et sa tour très chic au milieu de routes embouteillées. Et je n'y peux rien. »¹⁸⁸

Malgré l'accent mis sur « son » histoire individuelle, A.St. inscrit immédiatement cette dernière dans l'histoire collective de la Russie en se référant à la datcha de Staline, au retour de la religion après la chute de l'URSS, aux signes du « capitalisme sauvage » pour reprendre une expression que nos interlocuteurs aiment à employer. Contrairement à l'amie qu'elle mentionne dans son texte, A.St. suggère à ses lecteurs, que malgré l'absurdité et la laideur de tout ce qu'elle observe à Moscou, cela reste « son » pays et « qu'elle n'y peut rien ». À nouveau donc, cette tonalité de l'attachement « malgré soi », prend le pas sur tout le reste.

Enfin, pour certains expatriotes, en particulier les réfugiés qui disent avoir été obligés de quitter la Russie, les sentiments d'appartenance s'expriment en quelques mots : « ma place est là-bas ». « Ce n'est pas tous ces clichés comme les bouleaux et le bortsch qui me manquent. Je sais juste que ma place est tout simplement là-bas. Ma vie est là-bas »¹⁸⁹. Cette position renvoie à la définition même de l'exil en tant que « morphologique et situationnelle :

¹⁸⁸ A.St., journaliste et militante de Russie-Libertés, propos publiés sur sa page Facebook. Juin 2013.

¹⁸⁹ Entretien avec D.So., 7 juillet 2013, Paris.

être exilé, c'est ne pas être chez soi là où l'on est »¹⁹⁰. Si D.So. a pour projet à long terme de retourner un jour en Russie, malgré son statut de réfugié, il évoque pour le moment plus souvent son deuxième projet, à savoir le transfert de son milieu politique moscovite lui-même à travers l'émigration de ses « co-militants » (*soratnik*) de là-bas vers ici, dans l'un des pays de l'Union européenne d'où ils pourront organiser le travail en direction de la Russie. Cette idée n'est pas sans rappeler les milieux révolutionnaires russes de la fin du XIXe siècle en France et en Suisse :

« Si pendant les premiers mois de mon séjour à Genève je passais un temps considérable dans des réminiscences liées à mon récent départ de ma patrie, peu de temps après, la vie dans la colonie russe m'absorbait tellement que j'oubliais parfois l'existence de la vraie Russie, alors que c'est bien sur la libéralisation de Russie que portaient les débats politiques de nos conférences et meetings. »¹⁹¹

Si l'organisation politique à l'étranger peut aider à surmonter les « mouvements de l'âme » des expatriotes, la question reste de savoir quelle est la véritable finalité des activités menées au sein de la communauté politique russe, question que soulevait déjà Stéphane Dufoix dans le cadre de son analyse de l'exopolitie, à cette différence près que, dans son cas, cette problématique se limitait à la persistance des activités politiques dans l'émigration conditionnée par l'impossibilité d'un retour, alors que dans notre cas, les émigrés russes, à l'exception des réfugiés, sont tout à fait libres de circuler entre les deux pays. N'est-ce pas là une forme d'escapisme de la part de militants qui, étant libres de retourner en Russie, choisissent cependant de vivre à l'étranger, tout en se sentant obligés de justifier ce choix et en ressentant le besoin de dessiner les contours d'une communauté des expatriotes dont le départ ne remet pas en cause leur attachement « moral » à la Russie ? L'activité au sein de la communauté politique russe ne serait-elle pas une forme d'escapisme à l'égard de la décision d'émigrer, une participation illusoire à la vie politique du pays d'origine depuis l'étranger ? En effet, le thème du retour en Russie est bien trop fréquent dans les discours des expatriotes pour qu'on puisse l'ignorer. Il ne s'agit pas d'un sujet permanent, mais plutôt, à l'image des sentiments d'appartenance, d'un phénomène discontinu et partiel, un thème récurrent. Les expatriotes l'évoquent parfois, ou avouent se poser des questions à ce sujet. Notons également que des expressions telles que celle de « pseudo-émigration », utilisée par M.K., celle de « fausse émigration », utilisée par L.S., ou encore celle de « calvaire de l'émigration », utilisée par M.T.¹⁹², introduisent à nouveau l'idée de l'absence de choix, mais cette fois-ci à propos du

¹⁹⁰ S. Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, op.cit., p. 15.

¹⁹¹ G. Sandomirskij, *Krasnye meteory*, op.cit., p. 90.

¹⁹² Publication de M.K. sur sa page Facebook, citée ci-dessus ; plusieurs discussions informelles avec L.S. et M.T., militants du GRRR.

départ du pays d'origine. Sans même évoquer les réfugiés, qui en parlent constamment, les trois militants de différents groupes contestataires que nous venons de citer n'ont en réalité aucune contrainte administrative ou légale les empêchant de retourner en Russie : ils en sont tous partis pour des raisons différentes, à la suite des études, pour des affaires familiales ou pour une histoire d'amour. Cependant, tous les trois vivent cette « pseudo-émigration » comme en quelque sorte subie, « forcée », et évoquent constamment le désir, impossible à réaliser pour des raisons pratiques, de rentrer. La Russie devient ainsi pour eux un monde imaginaire, où tout est « absurde », « moche », « horrible », mais où tout est à sa place. Par ailleurs, d'un point de vue géographique, les échelles diffèrent: si M.K. parle toujours de Moscou dans ses publications et autres discours, M.T. rêve quant à lui, de retourner dans la campagne russe près de la maison du théoricien de l'anarchisme Mikhaïl Bakounine. L.S. dit enfin vouloir rentrer en Russie tout simplement, car elle a connu durant sa vie en Russie plusieurs migrations internes qui ont forgé son sentiment d'appartenance à la patrie.

« Bon, voilà. Comme quelqu'un de très cher qui te torture et qui t'enrobe ensuite de sa chaleur et de sa tendresse (...) Moscou fait pareil. Il fait moche dehors, les gens sont prêts à se livrer à un combat mortel, le bus traîne dans les embouteillages. (...) Et le soir, c'est une toute autre ambiance. Les verres sont levés, les visages s'éclaircissent, les clémentines et les kakis "brillent" aux comptoirs des marchés. À la maison, on boit du thé dans une ambiance étouffante d'appartements surchauffés. C'est le malheur et le bonheur à la fois. On ne peut pas vivre sans. Et Paris alors ? C'est beau, mignon. Les voitures font du bruit en passant sur les pavés. Partout les pelouses sont vertes tout au long de l'année. (...) On dirait que tout ça est un peu désorganisé, et en même temps très chic façon bohème. T'y vis tranquillement, l'œil se repose en voyant tout cela. Ton pouls est dans la norme, le teint de ton visage s'améliore. Mais la douleur ne passe pas, elle s'enfoncé quelque part tout simplement. Je rentrerai dans un an et demi, pour que Moscou me dévore ! »¹⁹³

Ce discours nous conduit au deuxième point de ce dernier chapitre de notre thèse, qui concerne la présence des expatriotes dans le pays d'accueil, leurs relations à ce qui les entoure (la société d'accueil et la communauté russe) et ce qu'ils empruntent aux discours de ce nouvel environnement.

6.2 - Tous unis contre le communautarisme russe ?

Qu'est-ce que la communauté russe ? Qui la définit ? Pourquoi l'usage même de cette expression cause-t-il tant de difficulté aux expatriotes étudiés ? Pourquoi ces derniers craignent-ils ce qu'ils qualifient de « communautarisme russe » ? Pour l'analyse des discours des expatriotes sur la communauté, nous ferons recours à des concepts philosophiques, qui

¹⁹³ M.K., militante de Russie-Libertés, publication sur sa page Facebook. Décembre 2012.

nous permettront de saisir plus adéquatement l'éclatement et la « partialité » des sentiments d'appartenance exprimés par les expatriotes, voire leurs hésitations quant à l'existence même de ces sentiments chez eux. Cela nous permettra également de mieux comprendre la crainte éprouvée par les expatriotes de se voir attribuer l'étiquette de « communautaire ». Nous interpréterons également le concept de communauté en termes sociologiques dans la mesure où, afin d'explicitier les significations que les expatriotes lui attribuent, il est nécessaire d'interpréter leur discours à la lumière des rapports qu'entretiennent les sociétés d'origine et d'accueil avec cette « communauté », et plus particulièrement avec la « communauté des migrants ». Nous débuterons l'analyse avec une citation du philosophe Roberto Esposito sur la communauté considérée, dans les sociétés contemporaines, à la fois nécessaire et impossible. Cette citation nous guidera tout au long de l'analyse qui suivra :

« La mélancolie n'est pas une maladie occasionnelle, un caractère contingent ou même un simple élément de la communauté, mais quelque chose qui la concerne bien plus essentiellement, jusqu'à en constituer la forme même ; non pas quelque chose qui ferait partie de la communauté parmi d'autres dispositions, d'autres mouvements ou possibilités, mais quelque chose qui la contient et la détermine, ou, encore plus précisément, la "décide" : quelque chose qui fend la communauté et la sépare d'elle-même, en la constituant exactement comme cette coupure et cet écart, comme une faille et une blessure dans lesquelles la communauté n'expérimente pas une condition temporaire ou partielle, mais sa seule façon d'être et simultanément de ne pas être, d'être précisément sous la forme du « non » lui-même, de ce qui doit être mais qui est justement ne pas être – sauf selon une modalité défectueuse, négative, creuse, selon la modalité de l'absence à soi-même que Jacques Lacan a défini comme « manque à être », manque pur. C'est ici, dans ce clivage initial, dans cette fente de l'Origine même, que se situe la mélancolie : non pas dans la communauté et pas plus de la communauté, mais comme communauté : comme écart originel qui sépare l'existence de la communauté de sa propre essence ; comme la limite infranchissable sur laquelle la communauté elle-même butte et rebondit sans pouvoir la franchir, ou comme la Chose – das Ding – qu'il n'est pas possible de réaliser parce qu'elle est faite de rien et qu'on ne peut pas s'approprier car elle est constituée par l'expropriation même. »¹⁹⁴

Dans notre cas, cette mélancolie ne se manifesterait-elle pas précisément dans l'expression même des sentiments d'appartenance, traversés par le doute non seulement quant à la réalité de cette appartenance, mais aussi quant à l'entité à laquelle on appartiendrait ? N'est-ce pas en raison de ce vide que ressentent les expatriotes, que les sentiments d'appartenance, ainsi que le lieu où ils se confrontent, que la communauté politique russe emprunte une forme aux contours aussi flous ? N'est-ce pas à cause de cette impossibilité intrinsèque de la communauté, que le projet des compatriotes et le concept de Monde Russe sont perçus par les expatriotes comme confus, indéterminés et pour une part artificiels ? Ceci étant dit, certains s'essaient néanmoins bel et bien à définir, que ce soit de manière positive ou négative, une communauté russe, à la remplir d'une signification. C'est cette indécision

¹⁹⁴ R. Esposito, *Communauté, immunité, biopolitique*. Paris, Les prairies ordinaires, 2010, Pp. 53-54.

dans les significations conférées à la communauté russe que nous illustrerons et expliciterons dans les pages qui suivent.

Les expressions de l'anti-communautarisme chez les expatriotes contestataires

À la suite de la proposition de G.C. — militant contestataire et aujourd'hui membre du Conseil des compatriotes français — d'engager un débat à propos de l'opportunité ou non de construire une cathédrale russe en lieu et place du bâtiment de Météo France, un projet dont il disait qu'il avait « déjà divisé la communauté russe de France », la réaction de certains expatriotes a été très négative :

« Sincèrement, j'ai été très choqué par ce texte. Voilà ce qui me choque le plus : "communauté russe de France". Qu'est-ce que c'est ? Qui sont ces gens ? Cela existe ? "L'avis des Russes de France". Qui est-ce ? C'est quoi cette bêtise ? Écoute, cela me choque énormément. Je suis Russe et je vis en France. Mais ceci ne me définit pas en tant qu'individu. Je ne suis pas d'accord pour que quelqu'un parle et fasse quoi ce soit en mon nom. Ce n'est pas correct. En plus, ça sent fort le communautarisme et un peu le nationalisme. Je suis prêt à en débattre. Mais je demande que l'on prenne en compte mon avis car je suis aussi Russe et je vis en France. »¹⁹⁵

Les discours de ces expatriotes mettent l'accent sur la nécessité de « l'intégration » ; quant au terme « communauté », il est, pour une partie des migrants russes du pôle contestataire, immédiatement associé au nationalisme qu'ils combattent en Russie. Parmi les expatriotes, A.P. est celui qui nie le plus radicalement l'existence d'une communauté russe de France, voire même l'existence de ce que G.C. appelle les « Russes de France ». Il n'est pas le seul à s'opposer violemment à toute définition des Russes militants contestataires en tant que formant une communauté :

« Je ne pense pas que la diaspora et la communauté russes existent. Et je suis contre le fait qu'on en crée une. Ce communautarisme me révolte. Pourquoi vouloir se regrouper selon des origines ethniques ? C'est affolant. Je viens de Russie et je me sens concerné par les dérives autoritaires de l'État russe. Mais ce n'est pas une raison pour se refermer ici en France sur une diaspora ethnique et culturelle. Ceci ne m'intéresse pas du tout. Je suis donc contre tout usage des mots "communauté" et "diaspora" pour définir notre collectif. »¹⁹⁶

Comment expliquer ce rejet de termes jugés « communautaires » ainsi que cette quasi-identification entre nationalisme et communauté chez une partie des expatriotes engagés

¹⁹⁵ Échange formel avec le président d'une des associations contestataires russes parisiennes, décembre 2012, Paris.

¹⁹⁶ Échange informel avec un ex-militant de l'UERF, A. K., qui a depuis lors abandonné toute participation aux activités politiques pour la Russie en France, janvier 2012, Paris.

politiquement ? Il y a plusieurs explications à cela. Tout d'abord, le nationalisme russe renvoie à des notions telles que « russité », « être russe », « patriotisme » et « conscience nationale ». Cette proximité lexicale avec l'idée-notion de communauté russe à l'étranger suscite ainsi la crainte, chez les expatriotes aux opinions politiques libérales, de se voir attribuer, du point de vue du pays d'origine, l'étiquette de nationaliste et, du point de vue du pays d'accueil (où le modèle politique d'accueil des migrants est l'intégration) celle de « mal-intégré ». À la question de savoir quelle serait la meilleure manière de définir les acteurs engagés politiquement pour la Russie depuis la France, A.P. affirme que l'expression « association russophone » est celle qui le « choque le moins ». Pour ces expatriotes, l'adhésion à une association de loi 1901, agissant pour le bien collectif, est synonyme d'insertion individuelle dans le corps de la société civile française. « Association russophone » est une expression jugée suffisamment ouverte pour y inclure les Russes, les Français d'origine russe, les russophones originaires d'autres pays, en premier lieu les pays de l'espace postsoviétique, mais aussi de France par exemple. C'est pourquoi, selon A.P., cette expression demeure la moins problématique, bien qu'elle ne soit pas entièrement satisfaisante, d'une part, parce que le concept de « russophonie » est de plus en plus investi par les autorités russes menant un travail auprès des compatriotes de l'étranger et, d'autre part, parce que les Français non-russophones, que les membres de Russie-Libertés cherchent à mobiliser, voire à faire adhérer à l'association, ne peuvent pas se retrouver dans cette appellation.

Le choix du nom donné à l'association est par ailleurs crucial afin de se positionner en tant qu'association française, association culturelle russe ou encore association de compatriotes. Le nom de Russie-Libertés est en ce sens jugé non-communautaire par les acteurs expatriotes car il renvoie à un combat bien plus général, et se situant à une échelle mondiale, pour les « libertés », notion universelle « appliquée » dans ce cas à un pays donné, la Russie. Nommer la Russie, plutôt qu'employer l'adjectif « russe », permet de se préserver de toute association avec un communautariste évoquant avant tout entraide entre les migrants, entre les « Russes de France ». Les membres de Russie-Libertés jugent ainsi que le nom choisi est aisément compréhensible par tout individu s'intéressant à la Russie, ce qui est sans doute l'essentiel : ce nom réunit les idées de démocratie, de libertés individuelles, de liberté d'expression, que chacun comprend même s'il n'a pas d'attaches vis-à-vis de la Russie. « Parlant et compréhensible pour toute personne » est une phrase que les membres de Russie-Libertés répètent lors de presque toutes les réunions et rassemblements, en cherchant à créer sur cette base un sens collectif, fondé sur l'universalité des droits de l'homme. Ce « sens » n'est cependant pas sans faire naître des doutes et suspicions, non seulement chez les

expatriotes extérieurs aux milieux contestataires, mais aussi chez certains de ceux qui militent contre les dérives du pouvoir.

S'il est vrai que la question de l'appartenance ou de la non-appartenance, et même de l'existence ou de l'inexistence, d'une communauté russe se pose d'abord en termes d'intégration dans la société d'accueil, les considérations plus personnelles et de l'ordre de la perception des relations sociales en général, entrent également en jeu. Une autre militante de Russie-Libertés a résumé sa conception de ce qu'est la conscience nationale en Russie, en France et ailleurs de la manière suivante :

« Nous absorbons dès le plus jeune âge toutes ces informations sur la différence. Et nous continuons de grandir avec ces stéréotypes qui sont "pour ainsi dire cloués à l'intérieur de notre cerveau" (...). Plus tard, vient la nécessité de se comprendre soi-même. Si l'on ne t'a pas appris à réfléchir de manière autonome, seuls ces stéréotypes définissent ton chemin futur. Le désir de trouver sa place dans ce monde se transforme en frustration, la frustration en jalousie, la jalousie en haine. Nous cherchons ceux qui nous ressemblent. L'ignorance et l'incapacité de s'intéresser à quoi que ce soit à part soi-même conduit à ce que la question nationale devient la seule voie possible dans la quête de soi-même. Quand les ambitions ne correspondent pas aux capacités, le chemin tout tracé pour résoudre les problèmes existentiels devient ainsi la division du monde entre les « siens » et les « autres »¹⁹⁷.

Par ailleurs, dans la version complète de cette publication sur le site web svoboda.ru, son auteur fait constamment des allers retours entre ce qu'elle définit comme la conscience nationale déformée de certains Russes de Russie¹⁹⁸ et son expérience personnelle en France :

« Je vis dans la banlieue la plus multiculturelle de Paris. Sur le chemin de l'école de mon fils, nous passons d'abord à côté d'une mosquée, ensuite à côté d'un magasin casher, ensuite nous traversons une place où se trouve une des plus vieilles cathédrales catholiques de France. Je salue les mamans voilées et habillées en boubous africains. Nous échangeons quelques mots sur les problèmes similaires de tous les parents. Est-ce que l'enfant mange bien ? Est-ce qu'il dort bien ? Comment ça va à l'école ? Arrivée à l'école, je croise la maîtresse de mon fils avec un prénom espagnol, Carmen, qui tient dans ses bras un enfant trisomique, camarade de classe de mon fils. »¹⁹⁹

Elle insiste à travers ce discours sur l'universalité des problèmes rencontrés par les individus, sur la nécessité de se défaire d'une conscience nationale fermée sur elle-même, sur les « siens » ; elle prône ainsi une conception universaliste tout en soulignant les avantages du multiculturalisme des sociétés où la différence est acceptée, et même valorisée. Les expatriotes pointant du doigt la situation inverse en Russie, traversée par le refus de la

¹⁹⁷ Publication de O.K. sur le site web de la radio russe svoboda.ru, le 6 novembre 2013 : <http://www.svoboda.org/content/article/25159766.html>, dernière consultation le 16 novembre 2013.

¹⁹⁸ O.K. a écrit ce texte à la suite des récents événements de Birûlëvo, quartier de Moscou, où ont eu lieu des « pogroms anti-migrants » à la suite du décès d'un résident du quartier après une rixe avec un migrant azéri.

¹⁹⁹ *Ibid.*

différence, relie souvent leur histoire personnelle, familiale à celle du pays. O.K. débute ainsi sa publication en retraçant ses origines, en dressant le portrait de ses deux grands-mères, l'une ukrainienne, l'autre juive de Bouriatie. Ce rappel des origines « non-russes ethniques », fussent-elles éloignées, constitue un thème récurrent chez de nombreux expatriotes contestataires lorsque ceux-ci parlent de la Russie ou quittent la communauté russe. Le rejet de cette dernière repose sur le fait que le nationalisme auquel elle est associée, promeut la seule russité dans le sens ethnique du terme, au détriment d'autres cultures et d'autres histoires non moins constitutives de la société russe. Ainsi, l'idée d'une « communauté russe », de plus en plus liée aux associations proches de l'Ambassade, est perçue comme une pure mise en scène de la russité en France, guidée par le pouvoir russe, pouvoir dont les politiques sont jugées par les expatriotes contestataires comme flirtant avec le nationalisme, voire comme ouvertement nationalistes. Ces expatriotes, n'hésitent dès lors pas à qualifier l'« union » des Russes autour de la culture russe, et donc l'expression de la russité elle-même, comme intrinsèquement communautariste et nationaliste.

Les limites du modèle universaliste et anti-communautariste

Pour ces expatriotes contestataires, « être russe », c'est précisément ne pas affirmer sa « russité », mais inversement souligner l'« européenité » de la Russie et des Russes :

A.P. : Hahahaha, il y en a aussi une (conférence) sur comment « bien communiquer avec vos interlocuteurs russes » (...).

A.P. : C'est un LOL²⁰⁰ complet ! Genre, « c'est qui cet animal russe et comment communiquer avec lui » mdr (...).

A.P. : franchement, selon moi, une conférence avec un titre comme « bien communiquer avec vos interlocuteurs russes » c'est tout simplement insultant ! Comme si nous étions tellement spécifiques qu'il fallait avoir une démarche spéciale pour nous aborder. Personnellement, je me bats depuis longtemps pour qu'on comprenne en France que les Russes sont un peuple européen. Il me semble que de telles conférences vont à contre-sens de cela.

L.G. : A.P., il ne faut pas enfoncer les portes ouvertes. Le fait que les Russes soient un peuple européen est remis en cause seulement par des crétiens. Je me bats également pour ça, regarde par exemple une de mes causes, celle que j'ai lancée pour l'adhésion de la Russie à l'UE. Mais il y a bien de vraies différences interculturelles tout de même. Et j'en parle non seulement parce que je gagne mon pain avec ça, mais parce que je suis spécialiste de la question et que je sais que cela existe même entre le sud et le nord de la France (...).

A.P. : D'accord. Oui, les différences existent bien sûr. Mais je ne me sens tout de même pas à l'aise avec ces sujets. Il me semble qu'il ne faut pas mettre l'accent sur ces différences et qu'il faut tout simplement travailler avec la Russie comme on travaillerait avec l'Allemagne, l'Angleterre, les USA, etc. Car on peut arriver très vite à quelque chose comme « vous savez, en Russie, une petite enveloppe peut toujours débloquent pas mal de choses » (...)

²⁰⁰ *LOL*, abréviation de *Laughing Out Loud* qui est souvent utilisée dans les discussions sur Internet, et plus précisément dans les réseaux sociaux. La traduction française de *LOL* – mdr (« mort de rire ») – est également utilisée.

L.G. : A.P., alors je mets les points sur les « i ». 1) je suis aussi né en Russie 2) dans ces conférences ; on n'aborde quasiment jamais la question de la corruption (...) ; mais j'explique plutôt les différences entre des codes culturels différents. J'explique ce qu'est une anecdote, j'explique la différence radicale de compréhension de notions telles que le temps, l'amitié, l'argent, la religion, la hiérarchie au travail (...). Il ne s'agit pas de dérives des pouvoirs car CELLES-CI SONT CONJONCTURELLES. Il s'agit de forces profondes dont Tolstoï parlait déjà et qui ne changent pas.²⁰¹

Cet échange entre deux Franco-Russes, l'un arrivé en France durant l'enfance, l'autre à l'adolescence, est non seulement représentatif des discours au sein des milieux d'expatriotes, mais illustre également les débats en France quant à la définition de l'« interculturel », entre une version qui insiste exclusivement sur la culture de l'« autre », ou du moins sur cette culture qu'il est censé posséder en arrivant en France, et une autre privilégiant les échanges et les transformations réciproques des cultures. C'est en somme le même débat que celui sur l'intégration, limité ici à la sphère de la culture. Si A.P. nie totalement le besoin de « mettre l'accent » sur les différences culturelles entre Russes et Français, les jugeant peu significatives, son opinion quant aux échanges culturels entre Français, ou plus largement entre les « Occidentaux », et le reste du monde est moins catégorique. Dans la suite de cette discussion sur Facebook, A.P. se révèle pas réellement convaincu qu'il soit possible de mettre sur un pied d'égalité, d'un côté les différences culturelles entre les Français et les Russes, et de l'autre, les différences entre les Français et les autres immigrés, en particulier ceux provenant de pays « non-occidentaux » (Russie excepté). Par ailleurs, il faut savoir que A.P. soutient la nécessité de renforcer politiquement l'Union européenne, en y incluant d'autres pays « européens », dont la Russie, le principal critère d'adhésion demeurant selon lui l'« identité européenne », d'après une conception « civilisationniste », du reste fort répandue en France aujourd'hui. Son interlocuteur, quand à lui, insiste sur les différences culturelles et le besoin d'un « médiateur » entre Français et Russes, la culture de ces derniers étant gouvernée par ces « forces profondes dont Tolstoï parlait déjà ». Cette conception culturaliste de la Russie et des Russes (elle aussi monnaie courante en France), renvoie, sans s'y réduire, aux discours éculés sur l'« âme russe » ou l'« âme slave », thématiques par les écrivains russes²⁰². Si les protagonistes de cet échange défendent tous deux l'idée que les Russes forment un peuple européen, leurs conceptions de l'« être russe » divergent considérablement

²⁰¹ Échange entre deux militants contestataires dans un groupe Facebook, créé à la suite des premières manifestations parisiennes. Décembre 2011.

²⁰² Voir à ce sujet le numéro spécial du *Point* : « L'âme russe. Les textes fondamentaux ». « L'âme russe. Les textes fondamentaux : Dostoïevski, Tolstoï, Pouchkine, Tchekov, Gogol », *Le Point Références*, Hors-Série n°31, 1^{er} janvier 2011.

du point de vue de ce que l'on pourrait appeler l'ordre des priorités identitaires : « Européen d'abord, Russe ensuite », ou le contraire.

Cette discussion est de fait symptomatique des deux tendances qui traversent les discours des migrants russes de France et Grande-Bretagne, discours marqués par la quête actuelle de l'« idée nationale » en Russie, tout en étant transformés, adaptés et réinventés au cours de la migration et dans le contexte spécifique de l'émigration. Ce débat peut donc être perçu comme une tentative d'unir les deux tendances, afin de rendre possible une définition de ce que signifie « être un migrant russe à l'étranger » (en l'occurrence en France) tout en rejetant l'idée de « communauté des migrants ». Le principal problème de ce type de discours est qu'il établit une ligne de fracture dans les milieux de migrants russes - qui ne va pas sans hiérarchisation entre, d'un côté, les migrants universalistes (par conséquent spontanément contestataires du pouvoir) et de l'autre, les migrants communautaristes, fermés sur eux-mêmes et quasi-nécessairement loyaux envers le pouvoir russe. Qu'ils le veuillent ou non, ces expatriotes contestataires contribuent au discours d'altérisation de tout ce qui est perçu comme « trop culturel » ou « trop communautaire », et par conséquent « immature », « non-conscient » d'un point de vue politique.

Le rejet de la culture russe et de tout ce qui est jugé comme « trop russe » est donc une composante importante des codes discursifs de nombreux expatriotes contestataires. Lors d'une promenade à Paris avec deux réfugiés antifascistes russes, nous avons ainsi pu observer un exemple parfait de ce refus des « comportements russes », reproduits et figés à l'étranger au sein de la « communauté russe ».

Encadré 17 : Note d'observation d'un échange informel. Paris, 20 février 2013

J'ai invité deux réfugiés antifascistes russes de passage à Paris à dîner ensemble dans un restaurant japonais dans le centre-ville de Paris. J'étais accompagnée de mon ami français. À la fin du repas, mon ami et moi avons réglé la note des boissons pour tout le monde, ce qui a suscité une courte, mais intense, discussion. P.S., réfugié résidant en Finlande depuis 2010, s'est interrogé sur la « normalité » en France du fait d'offrir la boisson. Un peu étonnée, j'ai répondu : « Bien sûr. Pourquoi pas ? ». P.S. a rétorqué que ce n'était pas du tout évident, et que d'un pays à l'autre c'était différent : « En Finlande, chacun va mettre strictement sa part et n'ajoutera pas un centime de plus, alors qu'en Grèce les gens peuvent inviter tout le monde sans problème ! ». Un peu troublée par cette discussion, j'ai demandé des précisions en sortant du restaurant. En effet, j'ai immédiatement appliqué à cette situation ma grille d'interprétation de ce que sous-entendait P.S., en me référant aux propos que j'avais à maintes reprises entendus de la part d'expatriotes russes en France. J'ai ainsi demandé aux deux amis pourquoi, selon eux, on aime bien répéter en Russie que les Français sont très radins, alors que, selon ma propre expérience, cela se révélait faux. S'en est suivie une réaction, dont je n'ai compris le sens que plus tard, après les explications du deuxième réfugié, D.So. :

P.S. : *Olga, arrête tout de suite ! Je t'en supplie !*

O.B. : *Mais oui, mais je voulais juste dire que...*

P.S. : *Je t'en supplie, mon Dieu. Pas ça.*

O.B. : *Mais qu'est-ce qui ne va pas ?*

D.So. : *Tu comprends, nous sommes un peu sensibles à cette question...*

J'ai alors arrêté de poser des questions, sans réellement comprendre ce que tout cela signifiait. Selon ma grille de lecture, ces deux réfugiés étaient nostalgiques et ne voulaient pas parler davantage de la Russie, une attitude que mes différents interlocuteurs ont adopté à maintes reprises dans des entretiens et des échanges informels.

Plus tard, j'ai tout de même demandé à D.So. de me donner plus de précisions quant à la signification de cette situation. Il m'a alors expliqué que cela vaut pour eux deux, mais que c'est surtout P.S. qui déteste « toutes ces choses que les Russes racontent sur les Français, les Espagnols, les Anglais, les Ivoiriens, etc. Tous ces clichés à la con, c'est ce qu'il déteste le plus en Russie. Ces trucs qui font partie de cette russité, si tu vois ce que je veux dire »²⁰³.

Les Russes de Russie et la communauté russe à l'étranger se voient ainsi dotés d'un certain nombre de caractéristiques « propres à la Russie ». Nous pourrions en déduire qu'il se comporte d'une manière étrange, immédiatement perçue et pointée du doigt par les autres Russes, ne serait-ce que pour plaisanter à ce propos. L'un des thèmes de discussion favoris des expatriotes est le suivant: « Comment j'ai reconnu aujourd'hui un Russe dans la foule par son comportement bizarre »²⁰⁴. Ces militants antifascistes attendent donc constamment des Russes de l'étranger qu'ils adoptent un comportement tout à fait « inadéquat » dans le contexte des pays européens, attitude qui fera alors invariablement l'objet d'une plaisanterie. La culture dite « obscurantiste » des années 1990 est à cet égard particulièrement visée : « Non, mais j'espère que tu n'es pas tombée dans toutes ces histoires russes des toxines (*šlaki*) ? »²⁰⁵.

²⁰³ Cet échange informel a eu lieu à Paris en février 2013.

²⁰⁴ On retrouve une anecdote similaire dans les mémoires de German Sandomirskij, lorsque, perdu dans un village près de Lyon, lui et ses amis croisent un groupe d'autres Russes, qu'ils ont identifié tout de suite comme « Russes », même à distance (German Sandomirskij, *Krasnye Meteory*, op.cit., p. 80)

²⁰⁵ D.So. fait ici référence à l'adhésion de nombreux Russes à la médecine non-traditionnelle, au traitement par les herbes, à l'homéopathie, etc.

L'exaspération de ces jeunes anarchistes antifascistes face à « tous ces clichés » qui représentent en quelque sorte la Russie — et auxquels, selon eux, les Russes eux-mêmes confèrent une existence bien réelle — peut se résumer en une notion à laquelle ils ont recours pour décrire les Russes : « *rusnâ* »²⁰⁶. Les propos de D.So. à ce sujet sont néanmoins remplis de contradiction. Lors d'un entretien, il a avoué ne pas comprendre la *rusnâ* à l'étranger : ces Russes de l'étranger, sont aussi des étrangers à ses yeux. À la question que nous lui avons posée sur ce qu'est la *rusnâ* quand celle-ci se retrouve à l'étranger, il a répondu qu'il s'agissait de Russes « qui traînent dans les magasins et les bars russes », mais tout en hésitant à généraliser cette définition pour y inclure tous les Russes résidant à l'étranger. À ma seconde question, à savoir si son interlocutrice et auteure de cette thèse faisait également partie de la *rusnâ*, il a répondu négativement, sans hésitation. Nous lui avons alors retourné la question et demandé s'il se considérait lui-même comme faisant partie de cette *rusnâ* :

D.So. : *Rusnâ, je ne sais pas, c'est comme un mot pour dire les Russes. Tout simplement les Russes. Rusnâ c'est sans connotation négative. Enfin, ce n'est pas comme raseâne*²⁰⁷. *Là oui, c'est péjoratif. Et rusnâ c'est juste comme ça. En y réfléchissant, c'est quand même péjoratif, mais pas trop, pas comme raseâne en tout cas (...).*

O.B. : *Du coup, je peux être considérée comme rusnâ aussi ?*

D.So. : *Non, pas toi, non. Rusnâ, ce sont aussi les touristes russes, mais pas tous. Bref, des gens que je ne connais pas. Tu marches tout simplement dans la rue, et là tu croises des gars. Des touristes, des touristes banaux. En plus, il y a des gars ici qui traînent dans les magasins russes, dans les discothèques russes... c'est aussi la rusnja.*

O.B. : *Ici, c'est où ?*

D.So. : *Ici, en Europe. Ceux-là, on peut facilement les classer dans la rusnâ.*

O.B. : *Du coup, quand tu vas dans les magasins russes en Allemagne*²⁰⁸, *tu te considères aussi comme rusnâ ?*

D.So. : *Bien sûr. Quand j'y vais, je me sens pénétré par l'esprit de rusnâ. Je dois avouer que j'ai des sentiments très contradictoires. J'y vais parfois pour ressentir cet esprit de rusnâ. En gros, quand la patrie me manque, il faut juste aller dans un magasin russe et la nostalgie disparaît tout de suite. Mais bien sûr, la Russie me manque. Mais j'essaie d'éviter les magasins russes. Je ne sais même pas pourquoi c'est comme ça. Je sais que ce n'est pas très bien, mais bon*²⁰⁹.

Ce type d'hésitation sur la nature des liens avec les « autres » Russes du pays d'accueil est particulièrement fréquent dans les milieux que nous avons étudiés. Pour D.So., *rusnâ* désigne la communauté russe, dont le symbole est ce qu'Andy Byford a appelé le *russian market place* : ce marché de services légaux et illégaux, économiques et culturels, que les

²⁰⁶ Substantif dérivé de l'adjectif « russe », adjoignant à l'idée d' « origine » une signification de « corps » ou de « groupe » tout en la colorant d'un sens péjoratif.

²⁰⁷ Mot utilisé dans les milieux anarchistes-antifascistes en Russie pour qualifier, sur le ton de l'humour, un Russe moyen, doté de toutes les caractéristiques du « Russe moyen », telles que la passivité à l'égard de la société, des centres d'intérêts très réduits, mais qui revendique sa russité dans le sens de « raseâne » (*rossiâne* - citoyens de Russie, prononcé à la manière de Boris Eltsine)

²⁰⁸ D.So. habite dans une ville hollandaise, située près de la frontière allemande, qu'il traverse régulièrement.

²⁰⁹ Entretien avec D.So., 11 octobre 2013, Paris.

migrants russophones s'échangent dans les pays d'immigration²¹⁰. On peut même parler d'une certaine concurrence entre les expatriotes, en particulier dans les milieux contestataires, dans leurs efforts pour persuader leurs interlocuteurs que : « non, contrairement aux autres Russes, je ne traîne pas avec les Russes ». Certains vont même plus loin en se disant « non-Russe » et en soupçonnant leurs « compatriotes »²¹¹ de tous les défauts, et ce paradoxalement, tout en ne restant entourés que de Russes ou de russophones. C'est le cas de V.M.²¹² qui tient de longs discours à propos de sa grande méfiance envers les autres russophones, une méfiance qu'il justifie par son expérience de vie dans une rue où il a pu rencontrer toute sorte de « filous » russophones.

Cette division et ces oscillations entre « nous » et « eux » se retrouve même dans les discours du président du Conseil de coordination des compatriotes en France, qui déclare avoir pour mission de « consolider » les Russes à l'étranger, d'intensifier les liens qu'ils entretiennent avec la mère-patrie. En effet, il utilise pour cela tantôt la troisième personne du pluriel, en parlant de « ces Russes qui ont besoin de se retrouver » et en se mettant ainsi à l'écart de ce projet et processus, tantôt à la première personne du singulier, en rappelant qu'il est Français, mais aussi Russe : « je suis -France plus- si vous voulez »²¹³.

Si D.So. recourt au mot « *rusnâ* » pour définir les communautés russes dans les pays de l'Union européenne, tout en confessant que « ce n'est pas bien », il est bien plus dubitatif à l'égard de ce qu'il nomme le « racisme libéral ». Il a par exemple été extrêmement choqué par les textes d'un musicien et chanteur russe, Vasâ Oblomov²¹⁴, invité par Russie-Libertés au Forum : « Russie : des voix pour la liberté »²¹⁵. Ces textes, scandés à l'unisson par le public, comportaient des phrases telles que : « Notre peuple aime la merde de différents types »²¹⁶. Oblomov enjoignait le public du Forum à chanter avec lui, la reprise de ces paroles par des défenseurs russes des droits de l'homme ne pouvant manquer de produire une image étrange. D.So. a réagi à cette scène de la manière suivante :

²¹⁰ A. Byford, « *Poslednee sovetskoe pokolenie v Velikobritanii* », *op.cit.*

²¹¹ Ce terme ne se rapporte pas directement ici au projet des compatriotes. En effet, il est parfois utilisé dans les discussions privées entre les migrants pour évoquer les autres Russes de l'étranger sur le ton de l'ironie.

²¹² Militant du GRRR et de Russie-Libertés, ancien membre du Parti national-bolchévique russe. Nous avons dressé son portrait dans la Deuxième Partie de cette thèse.

²¹³ Entretien avec D.K. par les journalistes de « La Voix de la Russie », 26 septembre 2013. URL : http://french.ruvr.ru/2013_09_26/Les-Russes-en-France-problemes-espoirs-perspectives-8759/, dernière consultation le 16 novembre 2013.

²¹⁴ Chanteur et musicien russe de Moscou, connu pour ses chansons satiriques sur la culture populaire russe. Il s'est engagé dans le mouvement contestataire depuis la fin de 2011.

²¹⁵ Forum-concert, organisé par Russie-Libertés, qui s'est tenu le 25 octobre 2013 à Paris.

²¹⁶ « *Lûbit naš narod vsâkoe govno* », extrait de sa chanson Pravda (La vérité).

« Vasâ Oblomov est un connard de hipster²¹⁷. C'est vrai que ces chansons sont marrantes. Mais il me semble qu'il n'est pas acceptable de pourrir les gens de cette manière. Ils peuvent au bout d'un moment se mettre à faire des chansons similaires sur les SDF, en présentant ces chansons comme de la satire hautement sociale. Tout le monde a sa façon de définir ce qu'est le peuple. Si l'opposition considère que le peuple, c'est elle, je ne vois pas beaucoup de différence entre elle et le pouvoir. (...) Je sais que le langage que j'emploie parfois, comme rusnâ, n'est pas très correct non plus. C'est une forme de mépris. Ce mépris, c'est un problème, essentiel non seulement pour moi, mais pour la Russie entière. Mais il y a des limites à tout : s'habiller comme un SDF²¹⁸ et se prendre en photo avec un sac à carreaux²¹⁹ avec des gens pauvres à la gare, et recevoir ensuite de l'argent pour ça, c'est trop pour moi. Car en plus, il le fait passer pour de la satire sociale. Ce n'est pas la même chose que de regarder des photos de la racaille russe²²⁰ (gopniki) dans Vkontakte²²¹. Mais globalement, je suis d'accord, c'est un véritable problème : les uns chantent de la merde que notre peuple aime, les autres traitent l'opposition d'hamsters²²², enfin, d'autres encore appellent le peuple rusnâ. »²²³

La question qui se pose alors est de savoir si l'on peut qualifier la relation qu'entretiennent ces expatriotes contestataires avec la communauté et ses membres comme *raciste*. De notre point de vue, la réponse à cette question ne peut que demeurer ambivalente. En effet, si l'on s'accorde à dire que le racisme contemporain est avant tout un racisme culturel, la réponse semble être positive, car les expatriotes identifient ces « autres » russes en termes culturalistes, en dénigrant et infériorisant cette culture russe. Cependant, pour qu'il y ait racisme culturel à proprement parlé, il faudrait que celui qui parle rejette cette « autre » culture comme étant étrangère et dangereuse pour la cohésion de la société. Or, tous les expatriotes qui rejettent cette culture, avouent qu'elle est aussi bel et bien russe, « de Russie ». Cette culture est le reflet des relations sociales en Russie, dont l'image se reflète à son tour dans les discours de ces expatriotes contestataires. Dans leur critique de la communauté russe, voire du « communautarisme russe », les expatriotes transposent en réalité leurs propres perceptions de la société russe, en mêlant leur histoire personnelle à celle du pays d'origine. La culture russe est donc « un autre » qui reste cependant « le même »,

²¹⁷ D.So. fait référence à la contre-culture ou subculture des *hipsters* contemporains (non celle de la période des années 1940-1950). Cette culture des jeunes adultes a trouvé un grand écho en Russie, principalement dans les grandes villes.

²¹⁸ D.So. fait référence à une vidéo réalisée pour la chanson de Vasâ Oblomov, « Pravda », satire de la culture de masse russe contemporaine.

²¹⁹ Sac à carreaux des *čelnoki*, migrants pendulaires entre la Russie et les pays de l'Europe de l'Est, la Finlande, la Turquie, etc. A l'origine, ce sac faisait surtout référence à un tel « commerce de valises », mais il est globalement associé dans l'imaginaire collectif en Russie à l'échange sauvage des produits bon marché.

²²⁰ Notre traduction de l'expression russe *gopniki*.

²²¹ D.So. fait référence à un groupe du réseau social Vkontakte — un « double » russe de Facebook — intitulé « Raseânstvo » (http://vk.com/s_mayonezom) qui est très fréquenté par les jeunes Russes. Ce groupe présente une sélection de photographies et de vidéos, ajoutées quotidiennement par ses membres et qui mettent en scène le côté « ridicule », de « mauvais goût », « grotesque », « absurde » et enfin « violent » des Russes. Cette forme d'autodérision s'inscrit dans le concept d'« anti-disneyland » et de « sodom », décrit dans le chapitre précédent (Chapitre 5). Les expatriotes antifascistes, parmi d'autres, consultent régulièrement ce groupe.

²²² « Hamster en ligne » (*setevye homâčki*) est une métaphore désignant les jeunes Russes, indignés par la situation sociopolitique en Russie et qui passent tout leur temps sur Internet. Cette expression est souvent utilisée de manière péjorative pour pointer l'inefficacité de l'« indignation virtuelle ».

²²³ Échange informel avec D.So., novembre 2013.

« le sien », même si l'on n'est pas d'accord et qu'on s'oppose à elle en raison d'expérience personnelle²²⁴ ou pour des motifs politiques²²⁵, les deux types de raisons étant souvent fortement enchevêtrées.

Cependant, et cela est manifeste dans le discours de D.So. à ce propos, on ne peut omettre dans notre analyse une autre dimension du discours des expatriotes, intimement liée à la question du racisme, mais cette fois-ci au sens de « racisme de classe » ou de « racisme social ». Tous les militants contestataires que nous venons de citer, qu'ils aient des convictions politiques d'extrême-gauche, sociales-démocrates ou libérales, reproduisent une division de la société russe et des Russes de l'étranger en classes non seulement hétérogènes, mais aussi profondément inégales et hiérarchisées. Des mécanismes de *distinction* sont à l'œuvre : *rusnâ* désigne pour eux une classe inférieure, non-éclairée, apolitique et frustrée ; c'est le « peuple » qui se regroupe autour de l'Ambassade ou autour des « magasins et discothèques russes à l'étranger ». Selon ces expatriotes, c'est cette « classe » qui contribue au développement de la communauté russe et du communautarisme, car, pour reprendre les propos de O.K. de Russie-Libertés, c'est « l'ignorance et l'incapacité de s'intéresser à quoi que ce soit »²²⁶ qui poussent ces Russes à aller vers l'entre-soi, vers la communauté. Ces Russes « qui traînent autour des magasins russes » ou dans les associations folkloriques russes, n'ont pas accès à la « grande culture mondiale », progressiste et ouverte sur le monde, ni à la grande culture politique internationale, nourrie de la connaissance de l'histoire des mouvements sociaux et des luttes émancipatrices à l'échelle mondiale. Ils restent fermés sur eux-mêmes, enfermés en eux-mêmes, ne s'intéressent qu'à « leur » culture russe, stéréotypée et dénuée de tout intérêt ; une culture bonne pour les « hommes des cavernes »²²⁷.

En résumé, les phénomènes de distinction au sein des milieux de migrants russes sont prégnants et reproduisent les schèmes de la nouvelle division de la société russe en les hybridant avec le sens de la distinction propre aux sociétés d'accueil. S'expriment, d'un côté, une « idéologie charismatique qui tient les goûts en matière de culture légitime pour un don de la nature » (Bourdieu)²²⁸, et de l'autre, une idéologie qui sépare les sujets politiques conscients (les prolétaires) de ceux que Marx appelait le *lumpenproletariat*, tous ces « roués

²²⁴ Certains de ceux qui critiquent le communautarisme russe disent avoir été victimes de racisme ou d'antisémitisme en Russie à cause de leurs origines non-russes. Le communautarisme russe, fondé pour eux sur la russité, est donc d'autant plus associé au nationalisme russe.

²²⁵ Il s'agit en particulier ici de certains antifascistes qui considèrent l'expression de la russité comme une forme de chauvinisme grand-russe.

²²⁶ Publication de O.K. sur Svoboda.ru, citée précédemment.

²²⁷ Nous empruntons une expression de M.E., à laquelle nous reviendrons dans les pages qui suivent. .

²²⁸ P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Les Editions de Minuit, 1979, p. 1.

désargentés aux moyens d'existence douteux et à l'origine tout aussi douteuse, des rejetons dépravés et aventureux de la bourgeoisie, des vagabonds (...), des escrocs, des saltimbanques, des lazzaroni, des pickpockets, des joueurs de bonneteau, des joueurs, des maquereaux, des tenanciers de bordels, des portefaix, des littéraires, des tourneurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, bref, toute la masse indéterminée, dissolue, ballotée et flottante que les Français nomment la "bohème" »²²⁹. Telles sont les fractures sociales que, même à leur corps défendant, les expatriotes contestataires produisent entre eux-mêmes et l' « être communautaire ».

Il est néanmoins évident que, parmi les contestataires, ceux qui défendent la « communauté » font eux aussi recours à la division en classes, en appelant les autres contestataires à participer aux activités du Conseil de coordination, là où se trouve le « peuple », pour reprendre les propos de G.C.

La « communauté civile » russe

Mais tous les expatriotes ne craignent pas la communauté. Certains, au contraire, œuvrent dans le sens de sa création. Il s'agit évidemment des membres des Conseils ; mais l'idée qu'ils se font de ce à quoi cette communauté devrait ressembler n'est pas homogène. Si pour une majorité d'entre eux, il s'agit avant tout de travailler pour la communauté des migrants, dans un cadre culturel s'inscrivant dans l'orbite du « projet des compatriotes » des autorités russes, d'autres cherchent à constituer une « société civile russe » dans l'émigration. C'est le cas notamment de G.C., et ce depuis le début de ses activités militantes dans les groupes contestataires, puis dans les associations de solidarité et d'aide sociale aux Russes, et enfin au sein du Conseil de coordination français. G.C. revendique constamment la nécessité d'une forme hybride de communauté : la communauté *alias* la société civile russe. La communauté peut, selon lui, être identifiée à la société civile. On peut en déduire, qu'il remet en cause l'idée même de « société civile », laquelle serait nécessairement attachée à l'État dans ses limites territoriales. A ses yeux, il en va de la société civile *nationale* comme de l'État-nation. Ils s'extraterritorialisent tous les deux. S'il existe depuis longtemps l'idée d'une société civile globale, à laquelle, par ailleurs faisaient et font toujours appel les militants d'opposition d'abord soviétiques et ensuite russes, il est question, pour G.C., d'une société civile *nationale russe* transétatisée. Son idée, à laquelle souscrit un nombre croissant de militants de tous

²²⁹ K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris, Flammarion, 2007, p. 129.

bords (qu'ils soient contestataires ou appartenant au pôle culturel), est qu'il est nécessaire de créer une communauté – et il insiste délibérément sur ce terme – solidaire et soudée des expatriotes, capables de s'entraider, pour ensuite aider la patrie. Cependant, à l'heure actuelle, son désir d'unifier les aspirations d'acteurs aussi divers que les militants contestataires, les acteurs culturels de la communauté et enfin les compatriotes professionnels, dans un seul et même objectif de création d'une société civile russe dans l'émigration, paraît quelque peu illusoire. Si de nombreux militants contestataires considèrent ses idées intéressantes et parfois les appuient, peu d'entre eux sont prêts (pour reprendre le langage de G.C.) à « aller vers le peuple » et rejoindre le Conseil de coordination. Inversement, certains des compatriotes professionnels, qui sont les principaux animateurs des débats au sein du Conseil, n'acceptent pas la présence dans celui-ci, de militants contestataires identifiés comme étant activement opposés au régime politique actuel en Russie.

« Il faut parler de notre positionnement vis-à-vis du Forum russe. Avons-nous une réelle possibilité de réaliser nos projets en y participant ? Il est certain, cependant, que concernant les réfugiés, cette position est irréaliste. Encore au début de l'année 2012, Russie-Libertés a essayé de parler avec l'Ambassade pour voir si une quelconque forme de coopération était possible. Mais on nous a fait clairement comprendre que ce n'était pas le cas. En revanche, ils nous ont fortement conseillé « de ne pas laver notre linge sale en public. »²³⁰

Outre cette méfiance mutuelle entre les compatriotes professionnels et les contestataires, G.C., dans son aspiration à la création conjointe de la communauté russe et de la société civile russe dans l'émigration, aux yeux de nombreux militants contestataires, va trop loin. L'exemple du compte-rendu d'une rencontre du groupe « Russie-France : Urgence » en témoigne selon eux :

« Voici les sujets que nous avons abordés lors de notre dernière rencontre. Le problème est celui de faire venir ses parents russes en France. On s'est donc demandé : 1) comment préparer le dossier pour les faire venir ; 2) comment les inscrire à la sécurité sociale. Voici quelques réponses collectives à ces questions : 1) nous avons pensé au schéma moldave. Les parents arrivent avec un visa touristique. Une fois sur place, ils restent en France illégalement et peuvent prétendre à la sécurité sociale minimale, qui ne couvre pas grand-chose néanmoins. C'est un cas extrême ; 2) en ce qui concerne les moyens légaux, c'est le regroupement familial. Mais tout le monde s'est mis d'accord que c'était très compliqué, même s'il existe toujours une chance pour que cela marche ; 3) Certains ont proposé de marier nos parents à des personnes âgées seules en France. Mais comme on dit, "le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas"²³¹, et il est difficile de trouver quelqu'un de bien. En ce qui concerne le mariage blanc, nous n'y connaissons pas grand-chose. Il a également été proposé de demander la nationalité dans un autre pays de l'Union européenne, par exemple en Lituanie ou en

²³⁰ L'expression russe « *ne vynosit' sor iz izby* » est initialement une mise en garde de l'exposition en public des problèmes de la vie familiale. Par extension, elle s'utilise également en politique, et, dans notre cas, pour les expatriotes russes désireux d'attirer l'attention de la société civile globale vers problèmes politiques internes à la Russie.

²³¹ Notre traduction de l'expression russe « *serdca ne prikažeš* ».

Roumanie où il est facile d'acheter un passeport, pour pas très cher... Avec ce passeport, il est possible de venir en France, mais pas d'obtenir la sécurité sociale. »²³²

Les expatriotes contestataires ont alors trouvé la démarche de G.C. purement et simplement scandaleuse, car, non seulement elle relève du communautarisme, mais qui plus est, elle admet des démarches illégales, ce qui ne peut que nuire à la bonne image de la classe éduquée et contestataire des expatriotes européens cités précédemment. La lutte de représentations des « Russes de France » est ainsi engagée ; une lutte à laquelle ne peuvent que très difficilement s'allier les différentes classes sociales. C'est une lutte pour l'image des Russes de France, mais aussi pour la reconnaissance dans la société d'accueil. En effet, le besoin ressenti par les membres d'associations culturelles de conserver la culture russe est inséparable d'un désir de reconnaissance de la part de la société d'accueil. Ces membres disent vouloir montrer « une bonne image de la Russie, différente de celle affichée à la télé des pays occidentaux »²³³. Ce souhait rejoint d'une part, la volonté des migrants contestataires de définir ce qui est « russe » et ce que signifie être un migrant russe en France et en Grande-Bretagne et d'autre part, les discours des politiques russes qui cherchent, à travers la diaspora, à diffuser une meilleure image de la Russie dans les pays « occidentaux ».

Parallèlement à la remise en question, voire à la négation, de la russité par un ensemble d'expatriotes contestataires, d'autres représentations de la Russie et des migrants russes sont donc véhiculées par les associations socio-culturelles et/ou par d'autres associations politiques en France et en Grande-Bretagne. Certaines associations culturelles utilisent le terme « communauté » dans leur nom même ; tel est le cas de la « Communauté russe de France » et de la « Communauté russophone de Grande-Bretagne ». D'autres utilisent facilement ce terme dans leurs discours publics et dans les descriptions en ligne de leurs activités. L'usage de cette notion (tout comme de celle de « diaspora », quoique moins régulièrement) dans certaines situations, son omission dans d'autres situations, renvoient aux stratégies des associations face à leurs différents interlocuteurs. Une grande partie des associations « russes » optent pour un travail auprès de publics divers (non exclusivement russes) selon la thématique choisie, les ressources disponibles et l'objectif fixé. Les termes employés sont ainsi adaptés à chaque situation. Il n'en reste pas moins que l'emploi d'expressions comme « Russes de France » ou « communauté russe de France » font partie du vocabulaire quotidien des associations culturelles, mais aussi de l'UERF. L'objectif final de ces diverses associations n'est cependant

²³² Publication de G.C. dans le groupe Facebook « Russie-France : Urgence », le 16 septembre 2013.

²³³ Entretien avec N.N., directrice d'une association d'aide aux migrants à Londres, proche du Conseil. 20 juin 2011, Londres.

pas identique. De ce point de vue, les associations culturelles cherchent à pérenniser, dans la migration, la culture, la langue russe, et la religion orthodoxe pour certaines, ainsi qu'à constituer des lieux de sociabilité de « l'âme russe à Paris »²³⁴. Ces associations revendiquent de plus en plus la nécessité de « populariser la langue et la culture russes en France (...) et consolider les compatriotes russophones »²³⁵ — expressions qui relèvent du vocabulaire des autorités russes travaillant auprès des compatriotes. L'objectif de l'UERF est tout autre. Certains de ses membres considèrent que le renforcement de la communauté *solidaire* est nécessaire afin d'expérimenter un « modèle réduit » de la société civile russe, s'opposant à l'arbitraire du pouvoir central. La communauté russe de France deviendrait ainsi, un vecteur de diffusion d'idées politiques, plutôt qu'un objectif en soi. La communauté devient dès lors considérée comme quelque chose qui existe *de fait*, de par la présence sur le sol français d'« environ 40 000 Russes »²³⁶, même si sa structure n'est pour le moment pas formée et devient donc à créer. Mais, cette absence même de structure est la raison pour laquelle certains membres de l'Union pensent qu'il est encore possible d'orienter la communauté « dans le bon sens ». Ce désir de participer à la vie de la « communauté » s'accompagne néanmoins de la crainte d'être « doublé » par les associations proches du Conseil de coordination, d'où le désir de G.C. et de certains autres expatriotes de rejoindre le Conseil.

G.C. : Sincèrement, (...) certains problèmes actuels m'inquiètent. Par exemple, je suis allé au Conseil de coordination pour, comment dire, le changer de manière paisible. Je leur propose des choses intéressantes et ils répondent « oui, bien sûr ». Vous voulez faire un réseau d'associations et de collectifs russes et pour cela réaliser un annuaire ? Très bonne idée ! L'association X va s'en occuper. Vous voulez créer une association de consultation juridique pour les citoyens de Russie qui ont besoin d'aide ? Parfait ! Voici nos deux avocats qui vont s'en occuper. Où partent nos très bonnes idées ? Elles vont être réalisées mais pas comme on les a conçues et imaginées. Et nos idées vont travailler

²³⁴ Cette expression est souvent utilisée par K.T., musicien russe à Paris. Il fait partie de plusieurs associations culturelles russes de France et est proche du Conseil des compatriotes. En outre, son parcours est fort intéressant, car il est un des rares ex-Soviétiques, ayant obtenu le statut d'apatride en France à la chute de l'URSS. Pour lire ses publications au sujet de la culture et l'âme russes à Paris : <http://www.kirillterr.info/?p=393>, dernière consultation le 16 novembre 2013.

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ Ce chiffre est souvent cité par G.C., sans pour autant être tout à fait exact. Par ailleurs, de nombreux migrants se posent la question du nombre de Russes en France. À cet égard, quiconque détient de telles statistiques, même approximatives, devient aux yeux des compatriotes un spécialiste de la communauté russe de France (nous avons précédemment décrit des problématiques similaires au sein du Conseil britannique, qui cherche à tous prix à grossir le nombre de russophones en Grande-Bretagne) qui représentent légitimement les Russes de France auprès des autorités russes. Deux chiffres ont été avancés à ce jour par deux compatriotes : G.C. dénombre 40 000 Russes de France, alors que le président du Conseil, D.K., parle de 200 000 Russes. Cette lutte de chiffres est aussi une lutte des critères d'inclusion ou d'exclusion choisis. D.K. inclut ainsi les migrants récents et les descendants d'émigrés blancs, alors que G.C. parle principalement des migrants récents. Le débat porte donc sur la définition qui le Conseil devrait représenter et à qui il devrait s'adresser. G.C. a cité son chiffre à plusieurs reprises dans différentes réunions, tandis que D.K. a donné le sien lors d'un entretien pour « La Voix de la Russie » : http://french.ruvr.ru/2013_09_26/Les-Russes-en-France-problemes-espoirs-perspectives-8759/, dernière consultation le 16 novembre 2013.

pour un tout autre objectif... Je veux dire que si nous proposons des idées mais ne les réalisons pas, on va rater le coche !²³⁷ (...)

L.S. : G.C., tout ça est très bien mais la question que je me pose c'est comme d'habitude celle des « ressources humaines » et des possibilités réelles de l'Union (...).

G.C. : Je ne propose pas de sauter plus haut que ma tête. Nous disons tout le temps qu'il nous manque des membres, du temps, des bras pour réaliser nos projets. La création de l'annuaire nous permettra d'avoir des contacts avec des centaines d'associations dans toute la France. Certaines d'entre elles seront certainement nos futurs partenaires. L'Ambassade a laissé traîner cette question. Ils ne veulent pas que ces liens horizontaux entre associations se créent. Si ce projet d'annuaire avait été réalisé par un groupe incluant « nos » gens, notre réputation auprès de la communauté russe de France aurait pu être bien meilleure. Mais maintenant, cette idée va être réalisée par l'Ambassade à sa façon et avec ses objectifs²³⁸.

Pour G.C., la communauté se définit à la fois comme l'ensemble des individus « qui pensent comme nous », quand il s'agit de l'opposition au régime politique en Russie, et comme la communauté culturelle quand il s'agit des Russes de France en général, supposés être sensibles à la question politique en Russie. Il faut noter que le « penser comme nous » n'est pas nécessairement une source d'alliances dans le combat politique. Suite aux ruptures au sein du milieu des migrants russes politiquement engagés contre le régime politique en Russie, G.C., fortement déçu par les « façons de faire des membres de Russie-Libertés », a refusé de mener des actions communes avec cette association malgré leur « penser comme lui » d'un point de vue politique. En revanche, il a prôné le rapprochement avec les prétendus membres de la communauté culturelle russe *a priori* non-politisés, mais dont il se sent proche en raison de ses origines. Pour G.C., la question se pose également en termes de diffusion des idées. Les membres de la communauté russe, sont ainsi supposés être soit « vierges » politiquement, soit influencés par les idées de l'Ambassade et/ou du Conseil de coordination, tous deux médiateurs du patriotisme à longue distance du pouvoir russe. Dans les deux cas, G.C. estime qu'il est possible de les convertir à la « bonne foi politique » de l'opposition. Nous pouvons en déduire alors, que l'idée de « patriotisme » diffusée par l'État russe est pour G.C. une idée faible, voire vide de toute signification, et par conséquent « reconvertible » (ce qui n'est pas le cas, selon lui, des idées diffusées par les membres de Russie-Libertés). On reconnaît par ailleurs dans ses propos l'argument de la primauté de l'objectif d'une société civile forte, indépendamment des visions politiques divergentes de ses représentants. En effet, G.C. prônait dès le mois de décembre 2011 (début du mouvement de protestation) la nécessité de produire l'alliance la plus large possible parmi les migrants russes de France qu'ils soient de gauche, libéraux, nationalistes, religieux, voire sensibles à la rhétorique des pouvoirs russes tout en exprimant leurs mécontentements face à la corruption, la faiblesse des

²³⁷ Notre traduction de l'expression russe « *poezd ujdut bez nas* ».

²³⁸ Publication de G.C. dans le groupe Facebook de l'UERF. Avril 2012.

institutions sociales, etc.. G.C. justifie cette position par l'urgence d'instaurer un dialogue entre les différents groupes sociaux, auxquels appartiennent les migrants russes, afin d'éviter une situation semblable à celle de 1993 « lorsqu'on tirait sur le Parlement et que les gens étaient muets car désorganisés »²³⁹. La communauté désigne selon lui une société civile forte et soudée, capable de s'opposer aux autorités. Afin d'expliquer aux supposés membres de la communauté culturelle le fondement du mouvement contestataire des migrants russes de France, il propose ainsi de développer des réseaux d'entraide (consultation juridique pour les citoyens russes en difficulté dans l'hexagone) et fait dès lors sienne, l'idée de la mise en place d'institutions sociales parallèles à celles de l'État russe (ou en l'occurrence à celles de l'Ambassade).

Les membres de la communauté, engagés au sein des associations culturelles russes en France, l'intéressent dans la mesure où il les considère comme étant de fait sensibles au destin de la Russie et donc « naturellement » patriotes. Comme il l'affirme dans l'extrait cité ci-dessus, si les contestataires ne participent pas à la création de la communauté à travers le développement de liens horizontaux entre les associations culturelles russes, l'Ambassade et le Conseil des compatriotes prendront en charge ce projet à « leur façon », c'est-à-dire en transmettant aux Russes de France leur conception d'un patriotisme loyal aux pouvoirs russes. L'enjeu est donc pour G.C. de démontrer que les autorités actuelles n'ont pas le monopole du sentiment de patriotisme, autrement dit, de l'expression des sentiments d'appartenance à la Russie ; que ce ne sont pas elles qui définissent les critères de ce qui fait un « bon » et un « mauvais » patriote. Le meilleur moyen d'unir les différentes formes et manifestations du patriotisme est, selon lui, le développement de la « société civile » perçue comme une plateforme de débat, mais aussi comme le lieu de rapports de forces, dont l'expression demeure la condition de l'émergence d'une solution véritablement commune.

Si les conceptions du patriotisme des expatriotes précédemment citées divergent (pour certains le mot « patriotisme », au même titre que celui de communauté, n'est pas acceptable), tous ces acteurs définissent leur engagement par la « non-indifférence »²⁴⁰ envers leur pays d'origine, malgré le fait que cette dernière s'exprime de différentes manières. Leur opposition au patriotisme véhiculé par le pouvoir russe repose sur le refus d'un alignement sur une idée unique, une manière univoque d'exprimer le patriotisme et/ou l'appartenance à la Russie, qui suppose qui plus est, un loyalisme envers ces pouvoirs. « S'opère (ainsi) une distinction

²³⁹ Phrase qu'il a répétée à plusieurs réunions d'expatriotes contestataires.

²⁴⁰ L'adjectif russe « non-indifférent » est difficilement traduisible en français, car il définit à la fois la sensibilité à quelque chose (dans notre cas, au destin de la patrie) et un trait de caractère désignant une certaine empathie.

fondamentale entre l'Etat – représenté par un régime illégitime – et la nation – ou, selon les cas, le peuple, la terre, le pays (...) »²⁴¹.

La consolidation de la communauté

Pourquoi la notion de « communauté » demeure-elle capitale dans le cadre du projet des compatriotes, mais aussi pour certains expatriotes engagés politiquement et socialement ? Il est nécessaire de s'intéresser aux significations du mot « consolidation », constamment utilisé par les représentants des autorités (consolidation de la diaspora et des communautés russes à l'étranger). Le mot « consolider » fait référence au langage du marketing et de l'économie — comme c'est le cas de *promoušen* (terme emprunté à l'anglais pour désigner la « promotion » commerciale), évoqué dans le chapitre précédent au sujet de la culture russe — et renvoie ainsi à la gestion d'un « projet des compatriotes ». Le terme « consolidation » est également utilisé en neurobiologie où l'on parle de processus de consolidation de la mémoire dans le rêve ; la consolidation renvoyant dès lors, à la capacité du cerveau de transformer la mémoire courte en mémoire longue²⁴². De manière analogique, on peut dire que la consolidation de la diaspora et de la communauté est une transformation de la mémoire courte des compatriotes, correspondant à la période des années 1980-1990, en une mémoire longue réinscrivant cette période jugée peu glorieuse, dans le cadre de l'histoire plus longue, depuis l'Empire tsariste jusqu'à nos jours (ponctuée par des guerres victorieuses, de découvertes et prouesses scientifiques comme l'exploration de l'espace, par l'affirmation de la grande littérature et, plus généralement, par le développement de la culture russe). C'est dans l'histoire du pays que l'on recherche le « commun » afin de consolider la communauté des compatriotes. Ce sont, non seulement les principaux acteurs de ce « projet », les autorités russes et les membres de Conseil de coordination, qui s'adonnent à cette recherche du « commun » à travers la glorification de la Russie, de son rayonnement à travers le temps et l'espace, mais aussi certains expatriotes contestataires tels que G.C. qui, on l'a dit, font également partie du Conseil français. Ainsi, G.C. a insisté à plusieurs reprises sur l'utilité du terme de « communauté » (*obšina*), ce qui n'a pas manqué de susciter l'étonnement des autres contestataires, qui ont réagi de la manière suivante :

²⁴¹ S. Dufoix, « La communauté politique des exilés, une nation hors l'Etat », *op.cit.*, p.9.

²⁴² Sur les études en neurobiologie à ce sujet, voir par exemple Karim Benchenane, « Rôle du sommeil dans la consolidation de la mémoire : un dialogue entre structures cérébrales », *Ecole Thématique CNRS*, Berder, 7 avril 2011. URL : http://www.lptl.jussieu.fr/user/lesne/berder2011_fichiers/doc_orateurs/Benchenane.pdf, dernière consultation le 10 décembre 2013.

L.S. : *Je ne sais pas pourquoi G.C. insiste sur le terme de obšina. Pour moi, c'est un terme péjoratif, car il sous-entend quelque chose de fermé sur soi-même. En plus, c'est quelque chose qui vient de l'ancienne époque.*

M.E. : *On peut aussi parler de l'homme des cavernes, tant qu'à faire²⁴³.*

C'est pourtant très intentionnellement que G.C. fait recours à ce terme en raison de sa forte inscription dans l'histoire russe. Il n'y a qu'un seul terme en russe pour désigner la communauté dans le sens où on l'utilise, par exemple pour parler de communauté des migrants (*migrantskaâ obšina, russkaâ obšina, russkoâzyčnaâ obšina*) et la « commune paysanne » (*krest'ânskaâ obšina*). Cette dernière renvoie au mode d'organisation sociale des campagnes russes avant la révolution, lequel a été célébré par les *narodniki*, puis par le parti socialiste-révolutionnaire russe — il avait également retenu l'attention de Karl Marx²⁴⁴. Le projet de G.C., (d'autant plus important d'évoquer, qu'il reçoit une attention croissante de la part des expatriotes), est de reconstituer une communauté qui ne sera évidemment pas « paysanne », mais néanmoins issue ou « proche » du peuple. S'il mobilise constamment la notion de « communauté », c'est parce qu'elle est, selon lui, fondatrice de l'idée nationale russe, au sein de laquelle peut tout à fait se fondre le concept de société civile russe à l'étranger. Le projet auquel se consacre G.C. est résumé dans ces paroles, rapportées à l'issue du Forum par une journaliste russe résidant en France:

« Bon, ça va, a noté Monsieur G.C., il y a trois personnes (contestataires, je ne suis plus seul). L'année prochaine on sera encore plus nombreux, si on travaille bien. Bien sûr, les autorités russes ne dorment pas elles non plus. Les élections au Conseil sont organisées de telle façon que la 'vielle garde'²⁴⁵, loyale au pouvoir, reste, pour le moment, quasi-automatiquement en place. Il n'y a pas vraiment d'alternance. L'organisation du Forum reste chaotique, il n'y a quasiment pas de discussions et de débats collectifs réels. Mais, en même temps, c'est un lieu d'échange d'opinions, de coordination de nos actions, de réflexion sur les projets communs si nécessaires pour notre communauté. Je note aussi de petits progrès sur le chemin qui mène vers une procédure d'élection normale et démocratique. En ce qui concerne notre section sur les questions sociales, le travail est très productif. On y parle des principaux problèmes de la communauté et des moyens de leur résolution. Une demande existe pour un tel travail, orienté vers les problèmes réels des compatriotes, vers la création d'un véritable réseau d'entraide et de solidarité. Nous avons par exemple créé un groupe Russie-France : Urgence pour l'entraide au sein de la communauté russophone en France ». Monsieur G.C. espère que le Forum, quoique organisé par les autorités russes et malgré tous ses défauts, ses incohérences et la crainte des dirigeants actuels envers tout ce qui est nouveau, pourra tout de même

²⁴³ Échange informel entre les militants du GRRR, L.S. et M.E., septembre 2013, Paris.

²⁴⁴ Dans sa réponse à la lettre de Vera Zassoulitch, membre du parti socialiste-révolutionnaire russe, Marx soulève ainsi la question de l'avenir de la commune paysanne, ainsi que de son potentiel révolutionnaire : K. Marx, « Réponse à Vera Zassoulitch », 8 mars 1881, in Rubel, Maximilien, « Karl Marx et le socialisme populiste russe », *La Revue socialiste*, n° 11, mai 1947.

²⁴⁵ Il s'agit principalement ici des Français d'origine russe, descendants d'émigrés blancs, présents au Conseil.

*donner naissance à une véritable communauté russophone civile en France, qui, peut-être, n'aura plus besoin, au bout d'un moment, de ses organes dirigeants. »*²⁴⁶

Nous pouvons observer que G.C. n'hésite guère à utiliser le mot « compatriote », un terme qu'il cherche, à l'instar de certains autres expatriotes, à vider de sa signification initiale, « attachée à la structure d'État russe » (*rossijskaâ gosudarstvennost'*) afin de le remplir d'une nouvelle signification, fondée sur les principes d'entraide et de solidarité au sein de la *communauté civile*.

Ainsi, comme l'écrit Roberto Esposito, la communauté (*comunitas*) « est l'ensemble des personnes unies, non pas par une « propriété », mais très exactement par un devoir ou une dette, non pas un « plus », mais par un « moins », par un manque, par une limite prenant la forme d'une charge, voire d'une modalité défective pour celui qui en est « affecté », à la différence de celui qui en est « exempt » ou « exempté »²⁴⁷. En apparence, cette idée du devoir, correspond à celle développée au sein du « projet de compatriotes », dans la mesure où celui-ci, met au premier plan le devoir envers la patrie. Mais ce n'est justement qu'une apparence, puisque l'idée que ce devoir pourrait être entièrement « rempli », que peut se produire une identification « pleine » et entière des compatriotes à l'« histoire objective » de la Russie, à une culture russe homogène, entre en contradiction radicale avec la conception de la communauté comme *vide* défendue par Esposito. L'idée de consolidation de la communauté par injection de significations — devant permettre aux migrants russes d'être fiers de se revendiquer Russes à l'étranger²⁴⁸ — peut être qualifiée d'« essentialiste » dans la mesure où elle est fondée sur l'idée de communauté culturelle *donnée*, voire de communauté de sang ; pour Roberto Esposito cette entité essentialiste n'est rien d'autre qu'une dérive de la *comunitas*. D'un point de vue philosophique, le concept de compatriote est un leurre, dans la mesure où la communauté est fondée sur le manque, sur son propre manque, son impossibilité.

Le concept d'« expatriote », quant à lui, qui, en vertu du préfixe latin « ex », désigne à la fois un manque et un dépassement (de soi), tout en maintenant le substantif « patriote » qui témoigne de l'existence de sentiments d'appartenance exprimés à distance, nous semble bien plus apte à rendre compte de cette énigme qu'est pour nos acteurs la « communauté »,

²⁴⁶ Article publié dans un des blogs du site web *Echo Moskvy* le 26 octobre 2013. Cette version de l'article a cependant été rapidement remplacée par une autre, plus neutre d'un point de vue politique, probablement sur demande de G.C., qui siège au Conseil et est en même temps engagé dans les milieux contestataires russes.

²⁴⁷ R. Esposito, *Comunitas. Origine et destin de la communauté*, *op.cit.*, p. 19.

²⁴⁸ Propos d'Aleksandr Čepurin sur les objectifs du Département du travail avec les compatriotes du Ministère des affaires étrangères russes lors du premier Forum russe en France qui s'est tenu en septembre 2011.

d'expliciter sa quête, l'épreuve de son manque, mais aussi son rejet ou, dans les termes de Roberto Esposito, son *immunisation*. En effet, la négation de la communauté est aussi une manière de reconnaître son existence car cette dernière telle qu'elle existe, est elle-même la plus directe négation de la dite communauté²⁴⁹. Les expatriotes constituent dès lors, une communauté de « non sujets » :

« Ou sujets de leur propre manque, de leur manque de "propre". Sujets d'une impropriété radicale coïncidant avec une contingence absolue – ou qui simplement "coïncident" : tombent ensemble. Sujets finis-coupés, traversés par une limite qui ne peut être intériorisée parce qu'elle constitue précisément leur "dehors", parce qu'elle est l'extériorité sur laquelle ils débouchent et qui les pénètre dans leur non-appartenance commune. »²⁵⁰

Conçus de cette manière, le sentiment d'appartenance des expatriotes est en réalité celui d'une non-appartenance, d'un manque d'appartenance effective, d'où le rejet par certains de la notion même de communauté. Ce rejet, comme les doutes quant à la définition de soi-même ou encore l'inquiétude liée aux transformations parfois radicales des sentiments d'appartenance²⁵¹, constitue la matière première d'une véritable compréhension de ce qu'est la communauté d'expatriotes. Malgré toutes les résistances et hésitations, les expatriotes « sont ensemble » ; ils « tombent ensemble », sans savoir précisément pourquoi. Certains s'aventurent dans des explications faisant référence au devoir envers la patrie tandis que d'autres évoquent la construction de la société civile. Le « compatriotisme » et le concept de « Monde russe » vont à l'encontre de la communauté, dans la mesure où ils relèvent d'un désir de penser la communauté comme un corps, « une corporation dans laquelle les individus se fondraient en un individu plus grand » — représenté par le pays d'origine — alors que la communauté ne peut jamais être pensée « comme un lien collectif qui viendrait, à un certain point, relier des individus auparavant séparés »²⁵².

La communauté et les pays d'accueil

On peut également aborder la question de la communauté avec les outils de la sociologie politique. Il s'agit dès lors d'analyser les suspicions que les expatriotes de France,

²⁴⁹ R. Esposito, *Communauté, immunité, biopolitique*, op. cit., p. 59.

²⁵⁰ R. Esposito, *Communitas*, op.cit., p. 21.

²⁵¹ M.K., militante de Russie-Libertés, qui discute *via* Facebook de son sentiment d'appartenir à la ville de Moscou, n'en témoigne pas moins de son absence d'appartenance à une quelconque localité, autrement dit de ce qu'elle nomme son « cosmopolitisme ».

²⁵² R. Esposito, *Communitas*, op.cit., Pp. 20-21.

et de plus en plus fréquemment de Grande-Bretagne, nourrissent à l'égard de la notion de « communauté » — en relation avec les connotations que revêt cette notion dans les sociétés d'accueil. En effet, la question de la communauté, ou du moins de l'utilisation de ce terme, fut beaucoup moins problématique pour les Russes des vagues d'émigration précédentes. German Sandomirskij décrit ainsi la « colonie russe » de Genève et de Paris d'avant la révolution : « on vivait souvent par groupe, commune, compagnies soudées, et parfois au sein d'amicales. De nombreuses personnes se regroupaient selon les sympathies politiques. De nombreux jeunes, du milieu des étudiants émigrés, étaient engagés dans les débats politiques »²⁵³. S'il est vrai que German Sandomirskij précise que les habitants de Genève et les autorités suisses n'étaient pas spécialement heureux de leur présence — exprimant ainsi leur méfiance envers les communautés russophones tout en les tolérant — l'usage des termes « communauté » et « colonie » ne posait pas véritablement de problème à ces migrants eux-mêmes. Il en allait de même avec l'émigration d'après 1917 qui a régulièrement été décrite, et se décrivait telle une communauté, voire une « diaspora impériale russe » possédant ses institutions politiques, sociales et économiques. Pourquoi alors les migrants actuels politiquement engagés sont-ils tellement opposés à la notion de la communauté ? N'est-ce pas l'histoire même de cette notion dans le pays d'accueil qui fait prendre aux migrants leurs distances à l'égard de ce qui est imaginé comme étant la « communauté russe » ? Il faut également noter une autre rupture capitale entre les migrants d'autrefois et ceux d'aujourd'hui, dans la définition de la notion de communauté. Tandis que German Sandomirskij décrit la « colonie russe » comme composée d'un « public démocratique » à l'opposé des étudiants russes bourgeois (parfaitement intégrés dans la haute société genevoise), aujourd'hui le « public démocratique » de la communauté politique russe refuse catégoriquement d'appartenir à cette « communauté-colonie » en France et en Grande-Bretagne.

La notion de « communautarisme russe » renvoie à la perception spécifique qu'ont de la « communauté » les expatriotes russes et les autres acteurs du noyau dur de la communauté politisée. Alors que personne en France, et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne, n'a jamais véritablement entendu parler du communautarisme russe ou d'une communauté russe qui prendrait trop de place dans les débats publics sur la laïcité, les valeurs républicaines ou dans les autres discours sur l'identité en France, les expatriotes ont étrangement peur de cette critique, surtout appliquée à leurs activités au sein de la communauté politique russe. Ils craignent en d'autres termes, de donner l'impression que leur mode de fonctionnement est communautariste. Même les acteurs qui ne sont pas en soi opposés à l'idée de communauté et

²⁵³ G. Sandomirskij, *Krasnye meteory*, *op.cit.*, p. 73.

qui reconnaissent l'existence d'une *certaine* communauté russe, constituée de *certaines* migrants, disent ne pas vouloir être associés à *certaines* « autres » migrants « communautaires ».

Les discours des migrants russes sur les méfaits d'une communauté pervertie en communautarisme, n'est au fond rien d'autre, que la reproduction répétée d'une conception de la communauté organique héritée de Ferdinand Tönnies²⁵⁴, elle-même remise en cause à de nombreuses reprises. Plusieurs publications récentes portant sur la communauté²⁵⁵ dénoncent cette peur infondée et concluent sur ses bienfaits, en tant que composante inévitable de l'organisation des sociétés, tout en soulignant les dangers du communautarisme. Les questionnements plus profonds sur les méfaits, non pas tant du communautarisme que des usages de ce terme donnant lieu à une vision *communautariste des « autres » communautaristes par des individus se considérant non-communautaires*, demeurent quant à eux marginaux. Alors que les recherches philosophiques ont poursuivi une réflexion sur la communauté, inspirée du concept spinozien du « commun » et indépendamment des thèses de Ferdinand Tönnies, les sciences sociales peinent à puiser dans ces recherches pour se défaire enfin d'une conception *a priori* accusatrice de ce mode d'organisation de la société qu'est la communauté. Sans même parler du discours médiatique ou politique : rares sont les voix (le peu d'entre elles viennent du milieu du militantisme politique) qui s'élèvent contre cette idée, en pointant du doigt une exagération du fait communautariste, la crainte de la République de se voir « broyée » par le « spectre d'un communautarisme hantant l'Europe », à l'image d'un spectre du communisme au siècle dernier. De ce point de vue, des auteurs venus du champ militant ont cherché à poser la question autrement. Laurent Lévy, membre du parti des Indigènes de la république, précise qu'« on peut certes trouver au mot “communautarisme” des sens qui rencontrent des réalités sociales avérées. Mais ce n'est le plus souvent pas dans l'un de ces sens qu'il est employé (...) ; le fait est notable – la plupart des discours sur le « communautarisme » sont d'abord et avant tout des discours de l'anticommunautarisme. Le “communautarisme” n'existe pour l'essentiel que comme figure de ce qu'il faut rejeter »²⁵⁶. Dans le cas précis des Indigènes de la république, ainsi que l'a montré Matthieu Renault, ses adversaires « préfèrent affronter les Indigènes sur les seuls terrains culturel, postcolonial et racial... afin de mieux pouvoir leur reprocher leur “culturalisme”, leur “postcolonialisme” et

²⁵⁴ F. Tönnies, *Communauté et société ; catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris, PUF, 2010.

²⁵⁵ Voir par exemple : L. Germain, D. Lasalle (dir.), *Communauté(s), communautarisme(s) : aspects comparatifs*. Paris, L'Harmattan, 2008 ; J.-L. Laville, I. Sainsaulieu, M. Salzbrunn (dir.), « La communauté n'est pas le communautarisme », dossier de la revue *Esprit critique*, n° 1, Vol. 10, 2007.

²⁵⁶ L. Lévy, *Le spectre du communautarisme*. Paris, Editions Amsterdam, 2005, p. 10.

leur « racialisme » »²⁵⁷ et ce, alors même que les membres fondateurs du mouvement-parti s'efforcent de poser la question éminemment politique du « pouvoir ». En reformulant ces propos, on peut dire que les expatriotes mobilisés politiquement pour les libertés en Russie, confrontés à leurs adversaires politiques de la communauté politique russe (Essence du Temps, Conseils des compatriotes, associations franco-russes d'extrême-droite), craignent l'absence de soutien politique de la part de la société française si celle-ci « détecte » un quelconque penchant culturaliste et communautariste. Se voulant indépendants vis-à-vis de l'État d'origine, ces expatriotes n'en sont pas moins dépendants du système et d'un certain modèle sociopolitiques du pays d'accueil. L'existence d'une communauté culturelle (et jugée culturaliste) russe, est un signe pour la société d'accueil du défaut d'intégration des migrants qui la composent. Cependant, ainsi que le rappelle Eva K. Ostergaard-Nielsen :

*« Les enquêtes, commandées par les autorités allemandes et hollandaises, attestent que les Turcs socialisent davantage avec les autres Turcs, plutôt qu'avec les autres membres de la société. La logique sous-jacente à cette conclusion est que les Turcs les plus intégrés ne s'occupent quant à eux pas de la Turquie. De la même manière, les pratiques transnationales continuent d'être considérées comme empêchant l'intégration. Néanmoins, les exemples des Turcs et Kurdes en Europe occidentale remettent en cause une telle explication fonctionnaliste et réductionniste des allégeances politiques comme fonction de l'intégration. »*²⁵⁸

L'engagement politique des expatriotes contestataires pour leurs pays d'origine, transétatique par excellence, est parfois traduit dans le pays d'accueil, comme l'indice d'une mauvaise intégration et telle une forme de communautarisme, même si cet engagement ne se réclame d'aucune communauté culturelle. Aux yeux de la société d'accueil, les pratiques politiques transnationales des migrants font l'objet de critiques (c'est d'autant plus le cas pour les détenteurs de la double nationalité, tels que A.P. et A.K., cités précédemment, et qui sont aussi les plus virulents critiques de la communauté russe et de la diaspora russe).

Au vu de cette critique de la « communauté » dans le pays d'accueil, en France, mais aussi en Grande-Bretagne, on comprend mieux les stratégies que les expatriotes contestataires (et pas seulement contestataires) élaborent pour se défaire de cette image de « migrant mal-intégré ». Pour cela et ainsi qu'on l'a vu précédemment, ils insistent sur l'appartenance de la Russie au monde européen. Ce faisant, ils se distancient sciemment des luttes des migrants en général, au-delà des migrants russes, dans les pays d'accueil, en faisant comprendre que ces

²⁵⁷ M. Renault, « « Du pouvoir. A propos de H. Bouteldja et S. Khiari, *Nous sommes les Indigènes de la république*, S. Khiari, Malcom X. *Stratège de la dignité noire* », *Contretemps* (revue en ligne), publié le 25 février 2013, <http://www.contretemps.eu/lectures/pouvoir>, dernière consultation le 12 novembre 2013.

²⁵⁸ E. K. Ostergaard-Nielsen, « Transnational political practices and the receiving state: Turks and Kurds in Germany and the Netherlands », *Global Networks*, n° 1, Vol. 3, 2002, Pp. 265-266.

luttons ne les concernent tout simplement pas. Si on s'accorde avec l'idée, défendue par les Indigènes de la République, que, dans le contexte post-colonial français, « la race, c'est le pouvoir » — la race étant comprise comme « race sociale », comme « l'effet d'un rapport de forces, d'une relation de pouvoir »²⁵⁹ — nous saisissons mieux pourquoi les migrants russes en situation de migration mettent l'accent sur leur « blanchité », ce qui, selon eux, les sépare des immigrés des pays anciennement colonisés par la France et la Grande-Bretagne, « pauvres » et « différents culturellement et religieusement ». Il n'est évidemment pas possible de rapporter la situation des migrants russes à la seule *condition d'immigré*. En effet, l'histoire impériale russe et soviétique, dont on ne peut qu'espérer qu'elle soit plus systématiquement comparée — ne serait-ce qu'à titre heuristique — à l'histoire des colonialismes français et britannique, a laissé de profondes traces sur la perception des différences entre les « nationalités » et les « cultures » dans la Russie actuelle. Dans le point qui suit, nous interrogerons le problème du racisme au sein des milieux d'expatriotes contestataires, un racisme non pas envers les « autres » Russes comme celui que nous avons discuté précédemment, mais envers les autres migrants, ou du moins ceux qui sont jugés comme tels.

6.3 - Le racisme de la communauté

Si la question du racisme de classe a déjà été abordée pour le pôle contestataire de la communauté politique russe, la question du racisme des expatriotes envers les autres migrants ou envers ceux qu'ils jugent être des migrants en France demande à être approfondie.

Des discours racistes sont non seulement tenus par le président du Conseil²⁶⁰, qui a par ailleurs fait l'objet de critiques de la part des acteurs contestataires, mais aussi par ces mêmes expatriotes contestataires, ce qui en réalité n'est pas si surprenant que cela. En effet, la particularité du racisme « non-voulu » s'accompagne d'une attitude négative de ceux qui

²⁵⁹ M. Renault, « Du pouvoir », *op. cit.*

²⁶⁰ Nous renvoyons ici au discours prononcé par le président du Conseil sur les musulmans et les migrants non-européens en France pour la télévision russe, que nous avons déjà cité dans la Deuxième Partie de cette thèse. Reportage, intitulé « Aliens 2 », effectué pour la chaîne télévisée russe Rossiâ 1 par Aleksandr Rogatkin. Le journaliste a interviewé le président du Conseil des compatriotes français, D.K., ainsi que Marine le Pen au sujet du danger que représentent les immigrés d'anciennes colonies françaises pour la cohésion de la société. Accessible en ligne, voir l'article consacré au reportage : A. Perškina, « Čužie-2 : o čëm molčit Franciâ » [Aliens-2 : ce que la France fait taire], la radio *Golos Rossii* (La Voix de la Russie). URL : http://rus.ruvr.ru/2012_10_24/O-chem-molchit-Francija/, dernière consultation le 5 décembre 2013.

tiennent ces propos envers les idées relevant d'un racisme qu'on pourrait qualifier de « classique »²⁶¹. Ce dernier se résume par des considérations concernant l'inégalité des différentes « races » humaines et les prédispositions génétiques induisant la domination de certaines « races » sur d'autres. Mais comme l'ont signalé de nombreux chercheurs, le racisme a changé de forme depuis la chute des systèmes coloniaux et le début effectif des migrations depuis les anciennes colonies vers les ex-métropoles. Nous nous intéressons ici au racisme dans sa forme contemporaine, celle qui a été qualifiée par Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein de « néo-racisme », un racisme qui postule l'existence de différences culturelles insurmontables entre, d'un côté, les traditions et modes de vie des sociétés « européennes » ou « occidentales », pour reprendre la terminologie médiatique, et, de l'autre, celles des « autres » sociétés, en particulier celles à la source des migrations « visibles » vers l'Europe²⁶². Dans le contexte de la société russe, l'utilisation du mot « raciste » pour qualifier les propos de personnes lambda au quotidien est perçue comme très provocatrice, même quand il ne s'agit pas de l'appliquer directement à l'interlocuteur. En effet, au vu de l'histoire soviétique en Russie, les mots « raciste » et « racisme » ont été connotés très négativement, étant associés aux idéologies de la haine raciale ou aux crimes contre l'humanité ; ils sont utilisés dans des situations jugées très déviantes par rapport aux normes de la société²⁶³. Entendu en ce sens, ce mot est perçu comme inadapté au contexte russe ; mais si, comme nous le faisons, le racisme est défini dans les termes du néo-racisme ou du racisme contemporain, la société russe se retrouve en plein cœur de ces problématiques. Comme le rappelle donc Etienne Balibar :

« Le racisme – véritable « phénomène social total » - s'inscrit dans des pratiques (des formes de violence, de mépris, d'intolérance, d'humiliation, d'exploitation), dans des discours et des représentations qui sont autant d'élaborations intellectuelles du fantasme de prophylaxie ou de ségrégation (nécessité de purifier le corps social, de préserver l'identité du « soi », du « nous », de toute promiscuité, de tout métissage, de tout envahissement), et qui s'articulent autour des stigmates de l'altérité (nom, couleur de peau, pratique religieuses). »²⁶⁴

Le déplacement des formes de racisme en Russie dans le nouveau contexte

Ainsi que l'a montré un groupe de sociologues russes, le racisme en Russie est principalement réifié dans le système d'éducation ; les manuels scolaires développent tout un

²⁶¹ V. Voronkov, O. Karpenko, « Trudno ne byt' rasistom » [Il est difficile de ne pas être raciste], *op. cit.*, p. 9.

²⁶² É. Balibar, I. Wallerstein, *Race, nation, classe*, *op. cit.*

²⁶³ V. Voronkov, O. Karpenko, « Trudno ne byt' rasistom », *op. cit.*

²⁶⁴ É. Balibar, I. Wallerstein, *Race, nation, classe*, *op. cit.*, p. 28.

langage qui attribue systématiquement aux individus une appartenance à une « culture ethnique » particulière ; ils mobilisent des considérations sur les « différences ethnoculturelles profondes » entre les peuples et les civilisations. Qui plus est, dans le contexte russe, les principaux « porteurs » de ces différences, à savoir les ressortissants du Caucase du Nord ou les travailleurs migrants, sont perçus dans ces manuels comme dangereux, comme source de destruction de la culture russe :

« La présence dans la littérature scolaire du sexisme, de l'ethnocentrisme, de formes nouvelles de racisme, contribuent non seulement à leur assimilation parfaite, mais elle maintient aussi la conviction qu'il n'existe pas d'alternative à cette vision des relations sociales. »²⁶⁵

Alors que les auteurs de cet ouvrage dénoncent l'utilisation dans les manuels scolaires russes du terme « ethnos », les débats du groupe « Russie-France : mémoire commune » révèlent l'étonnement des expatriotes à l'égard de tentatives d'explication ou pire de prohibition de l'usage de ce terme²⁶⁶. La discussion à ce sujet a débuté avec la publication par G.C. sur Facebook de l'article d'une migrante russe, N.S.²⁶⁷, résidant depuis plusieurs années à Lyon, en réaction aux événements de Birûlëvo que nous avons déjà évoqués. L'article de N.S., intitulé « A propos de la pauvre France, envahie par les migrants », s'opposait à l'image très négative de la situation migratoire en France que propagent les discours médiatiques en Russie. En effet, lorsque les « problèmes avec les migrants » en Russie sont soulevés, les comparaisons avec une prétendue situation « identique » (et profondément inquiétante) vécue en France sont aujourd'hui monnaie courante :

« Ces derniers temps, seul le flemmard, celui qui ne lit rien et ne sait rien, n'évoque pas la France dès qu'il est question des problèmes interethniques en Russie. En Russie, on compare la France avec une vieille femme violée, ou encore avec un cheval traînant un poids insurmontable (...) Je vis en France depuis cinq dans une région assez multiculturelle, la région Rhône-Alpes. Ce n'est pas la Normandie ou la Bretagne où même à l'œil nu on voit que la population est plus "blanche" qu'ici. A côté de chez nous, il y a des petites villes où il est compliqué de trouver un blanc. Et alors ? Cela a-t-il une quelconque importance ? La composition ethnique des sociétés n'influence rien du tout, à mon avis. Notre département est très dynamique du point de vue économique et devance largement le Nord ethniquement propre. Je ne peux pas dire que je ne comprends pas ces indignations en Russie à propos des pique-assiette qui vivent en France avec les seules aides sociales, en faisant des dizaines

²⁶⁵ V. Voronkov, O. Karpenko, « Trudno ne byt' rasistom », *op. cit.*, p. 9.

²⁶⁶ Nous pensons ici en particulier à la volonté de Valerij Tiškov, directeur de l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences russe, de ne pas utiliser le terme « ethnos » dans les manuels scolaires russes pour expliquer la genèse des différentes populations de la Fédération de Russie. Cette proposition lui a par ailleurs valu d'être qualifié de « russophobe » dans certains blogs et autres réseaux sociaux russophones.

²⁶⁷ N.S. a publié l'article dans son blog sur le site web de la radio Echo Moskvy : N. Samorukova, « Pro nesčastnuû Franciû, zahvačennuû migrantami? » [A propos de la « pauvre France envahie par les immigrés »], 16 octobre 2013, URL : <http://echo.msk.ru/blog/samorukova/1178252-echo/>, dernière consultation le 16 novembre 2013.

d'enfants. Je comprends. Mais je vois aussi que ce n'est pas seulement la jeunesse arabe qui n'aime pas travailler, c'est le cas aussi de la jeunesse tout à fait française. C'est plutôt une tendance générale dans l'État-providence que de ne pas s'acharner pour gagner son pain. À propos, seulement la moitié, pas plus, de médecins sont des Français pure souche, alors qu'il y a une grande pénurie de médecins (...). Mais c'est une autre discussion sur ceux qui aiment travailler et ceux qui n'aiment pas. (...) J'ai été à Annemasse aujourd'hui. C'est une ville qui, d'aspect, n'est absolument "pas française". Mais il n'y a pas de prières dans les rues, pas d'égorgeement de moutons et pas de démonstrations de ce type. Parce que c'est interdit par la loi. La France est un pays laïque. C'est plutôt la France qui, un jour, réussira à digérer les migrants plutôt que le contraire. »²⁶⁸

L'intérêt de cet article repose en outre sur l'admiration éprouvée par son auteur pour la fierté nationale française : « le Français absorbe avec le lait de sa mère l'idée que la France est l'épicentre du monde, de l'univers et du monde vivant tout court (...). Selon lui, ce n'est pas du nationalisme, mais la vérité pure ». En comparant la honte des Russes d'être Russe avec la fierté des Français d'être Français, l'auteur arrive à la conclusion que les Russes ont beaucoup à apprendre des Français en matière de fierté nationale. C'est pour cette raison que G.C. intitule sa publication dans le groupe « Russie-France : mémoire commune » : « À propos de la fierté nationale ». Cette publication a été l'origine d'une discussion quelque peu houleuse entre les expatriotes :

O.B. : Lisez les commentaires de cet article sur Èho Moskvyy. Ils sont nauséabonds²⁶⁹ (...) Je trouve que le racisme en Russie est un problème de la plus grande importance. Il s'agit de racialisme et de racisme culturel. Je doute que ce problème puisse être résolu par un simple changement des personnes au pouvoir, ou encore par l'introduction d'une politique migratoire « très efficace ». Il faut commencer par changer l'école. Tant que nous continuerons d'utiliser le concept d'« ethnos » dans toutes ses variantes, il n'y aura pas de changement.

G.C. : C'est quoi le problème avec le terme « ethnos » ? Et pourquoi serait-il lié au racisme ? Au temps de l'URSS, on écrivait partout ce mot en majuscule, et il me semble que le problème de racisme était beaucoup moins important qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, le directeur de l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie russe des sciences se bat contre le terme d'« ethnos », mais cela ne fait en rien diminuer le racisme²⁷⁰.

La dernière phrase de cet échange a suscité l'approbation des autres participants au débat. Cet échange peut être considéré comme un modèle pour l'analyse de la conception qu'ont du racisme de nombreux Russes de Russie, mais aussi des expatriotes. Ils évitent les interdits (à la notable exception des commentaires de l'internaute que nous avons cités en note de bas de page), tout en légitimant le langage qui autorise à parler des différences en termes

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ Il s'agit de commentaires d'un lecteur russe d'*Echo Moskvyy* à propos de l'incompatibilité entre les « Arabes » et les Français. Selon ce lecteur, cette « incompatibilité » a été prouvée par le fait colonial, quand les « arabes ont jeté les Français de là-bas. L'amitié entre les peuples n'a donc pas eu lieu. Les Français n'ont trouvé rien d'autre que de laisser rentrer chez eux les Arabes. Les Africains ont viré les blancs d'Afrique. Mais les cons ne tirent pas de conclusions à partir de leur propre expérience. Ce qui se passe en France maintenant, c'est une situation qu'on peut qualifier de transitoire. Il ne faut pas être un génie pour comprendre que rien de bon n'attend les Européens ».

²⁷⁰ Échange dans le groupe Facebook de France-Russie : mémoire commune, 16 octobre 2013.

racialistes et mêmes racistes. Outre le terme d' « ethnos », le discours de cette migrante russe habitant en Rhône-Alpes, pour valoriser en apparence la composition multiculturelle de la société française, n'en est pas moins truffé d'expressions telles que : « ethniquement propre », « Français pur souche », ville dont l'aspect « n'est absolument pas français », « digérer les migrants ». Son discours présuppose par ailleurs l'opposition entre la « jeunesse arabe » et la « jeunesse française » au moment où l'auteur souligne leurs points communs. L'article reproduit enfin des clichés médiatiques russes sur l' « égorgement des moutons » et les « prières de rue », tout en les niant.

À l'exception de l'un d'entre eux, aucun des participants à la discussion ne semble s'être étonné, et encore moins indigné, par ces pratiques langagières douteuses, alors qu'il s'agissait principalement d'expatriotes russes, résidant en France depuis de longues années et, de l'aveu même de certains, révoltés contre le racisme²⁷¹. Il ressort que le langage employé par N. S. pour parler de ces questions relève d'une norme non questionnée. Ce langage est néanmoins révélateur de ce que les participants à cette discussion, et plus largement un grand nombre de nos interlocuteurs, considèrent être la « vraie » société française, conçue comme intrinsèquement « blanche » et « chrétienne ». Ce langage démontre que les expatriotes établissent une différence tranchée entre les « Arabes » d'un côté et les « vrais Français » de l'autre ; ils divisent la société en « Français de souche » d'un côté, et « autres Français » de l'autre, et dans certains cas, vont jusqu'à exclure certains « migrants » de cette société elle-même, en usant de codes discursifs qui, par exemple, supposent une relation d'exclusion mutuelle *a priori* entre la « jeunesse arabe » et la « jeunesse française ».

Ce type de discours doit être mis en parallèle, d'une part, avec les discours en Russie qui témoignent de la perception de plus en plus ancrée des migrants internes (en provenance des républiques du Caucase du Nord et s'installant dans les grandes villes, à Moscou en premier lieu) en tant qu' « étrangers intérieurs » et, d'autre part, avec les discours de certains en France sur le danger que représentent l'islamisme, et par conséquent les musulmans eux-mêmes, pour la « survie » des principes républicains. Enfin, la totale adhésion au concept d' « ethnos » par ceux et celles qui ont fait leurs études en Russie est symbolisée par l'indignation exprimée par G.C. à l'égard du projet de supprimer le terme des manuels

²⁷¹ G.C. en particulier a soulevé cette question à plusieurs reprises, mais toujours pour souligner que, du temps de l'URSS, les relations interethniques étaient nettement plus paisibles qu'aujourd'hui. Par ailleurs, de nombreux expatriotes militants « de gauche » considèrent que le racisme en Russie est apparu après la chute de l'URSS et refusent d'admettre qu'un certain nombre de pratiques en URSS (par exemple la fameuse cinquième ligne du passeport soviétique, qui définissait l'appartenance et scellait pour ainsi dire le « destin ethnique » de chaque individu) ait pu produire une puissante conception de la division ethnique-racialiste au sein du pays et plus largement à une échelle mondiale, et ce parallèlement à l'affirmation d'une idéologie internationaliste.

scolaires. Dans la mesure où G.C. est lui-même enseignant-chercheur en France, son discours à ce sujet démontre à nouveau qu'il s'agit d'un discours-type en Russie, normalisé et reconduit par les universitaires eux-mêmes. Ainsi que l'écrit Marlène Laruelle :

« Le succès de Gumilev et de son histoire "socio-naturelle" dans la Russie contemporaine ainsi que dans certaines républiques ex-soviétiques comme le Kazakhstan illustre le désarroi intellectuel et les hésitations scientifiques des milieux de la recherche après la disparition de l'URSS. Il éclaire également la déstabilisation identitaire générale qui a frappé ces pays. Depuis la mort de Gumilev en 1992, ses œuvres constituent des best-sellers pour les maisons d'édition, son vocabulaire est partout présent, même chez ses détracteurs, et envahit jusqu'aux manuels d'histoire où "ethnos", "superethnos" et "passionarité cosmique" sont monnaie courante. Les théories de Gumilev étant présentées comme prospectives, de nombreux scientifiques se réfèrent à lui en gage de scientificité et des institutions se réclament directement de son œuvre. Les articles à son sujet sont hagiographiques : autant artiste que scientifique, il aurait donné une explication unique au monde de l'ethnie et des relations ethniques, il aurait définitivement éclairé le lien existant entre sciences humaines et sciences exactes et l'opposition intrinsèque entre Russie et Europe, et aurait amené à son terme une pensée eurasiste originellement floue. »²⁷²

Étant donné que le terme d' « ethnos » est aujourd'hui étroitement associé aux recherches de Lev Gumilev, dont Marlène Laruelle qualifie les discours de « biologistes » et « eugéniques », il est très problématique de l'utiliser sans préciser ce que l'on entend par ce terme, ce qui est presque toujours le cas. C'est précisément à l'analyse de discours non-extrémistes qui en appellent néanmoins bel et bien à la haine raciale, que se consacrent les contributeurs à l'ouvrage collectif, publié en Russie : « C'est dur de ne pas être raciste... ». Ces chercheurs étudient le langage du racisme ordinaire, quotidien, normalisé et accepté. C'est à ce type de racisme que nous avons été confrontée à plusieurs reprises dans nos entretiens avec les expatriotes et dans nos observations des événements qu'ils organisent.

Nous avons entendu un grand nombre de fois dans les milieux russes, contestataires ou non, que nous avons étudiés, des propos sur l'impossibilité d'une intégration réussie des migrants provenant d'Afrique ou d'Asie dans les sociétés européennes, pour la simple et bonne raison que l'écart culturel entre leur société d'origine et leur société d'accueil était tout simplement insurmontable. Pire encore, certains expatriotes dépeignent des scènes apocalyptiques en évoquant l' « invasion » de la France et de la Grande-Bretagne par des hordes d' « éléments étrangers », « sauvages ou barbares », venus pour détruire la culture européenne.

Ce que l'on peut appeler le « droit au racisme » a par ailleurs été défendu par certains de nos interlocuteurs comme n'étant rien d'autre qu'un droit à l'humour, à la dérision (et à l'autodérision), ou encore comme une liberté d'expression dépassant les effets négatifs d'une

²⁷² M. Laruelle, « Lev Nikolevič Gumilev (1912-1992) : biologisme et eurasisme dans la pensée russe », *Revue des études slaves*, Tome 72, fascicule 1-2, 2000, p. 163.

« tolérance outrancière ». C'est un discours qui n'est somme toute pas éloigné de celui qui a pu accompagner certains articles du journal satirique Charlie Hebdo à propos de l'islam et des musulmans²⁷³. Contrairement à un certain nombre d'idées préconçues, le racisme doit, lui aussi, être considéré comme étant un problème structurel (et non individuel), et l'on pourrait même dire comme un « fait social total » prégnant dans de nombreuses sociétés, en Russie comme en France. Les discours des migrants sont de ce point de vue très riches d'enseignement, car ils donnent à voir l'enchevêtrement de deux ensembles de pratiques discursives (russe et française) relatives à la relation aux « autres ». À ce propos, il est également intéressant d'analyser la distinction faite par les expatriotes de France entre l'« entre soi », entendu comme l'« entre les russophones », et l'« être en public ».

O.B. : Vous vous imaginez, un ami de Russie m'a dit que les Noirs (sauf qu'il a utilisé un autre mot si vous voyez ce que je veux dire) ont la musique dans les gènes.

A.Z. : On dirait que tu as peur de prononcer le mot « nègre ». Mais c'est quand même bizarre. Entre nous, les Russes, tu peux franchement le dire. Sinon, ça donne l'impression d'un discours artificiel.

M.T. : Et qu'est-ce qu'il y a d'étrange dans cette phrase de ton ami ? Les nègres ont la musique dans les gènes, quoi.²⁷⁴

L'application du discours de tolérance « propre » à la société d'accueil dans une discussion privée entre les expatriotes, est considérée « artificielle » ou est incomprise par les participants. La distinction entre le privé et le public, entre la communauté et le reste de la société, est tranchée. Ce type de discussions est souvent présenté sous le ton de l'humour. Comme nous l'a dit V.M.²⁷⁵, qui désirait nous présenter son « ami clochard » : « Ne faites pas trop attention à son racisme. C'est sa façon de plaisanter, d'autant plus qu'il est lui-même Tatar ». S'il est souvent complexe de distinguer l'humour et le dénigrement, l'usage même du mot « nègre » dans ce contexte n'en reste pas moins problématique dans la mesure où il s'agit de tout autre chose que d'un « retournement du stigmaté ». Si nous avons cité la conversation ci-dessus, c'est aussi parce qu'elle a lieu entre les militants contestataires parisiens — dont certains s'identifient politiquement à l'anarchisme, ou l'ont fait par le passé. Ce double discours qui consiste à s'autoriser l'usage de notions racialistes tout en se déclarant anarchiste (et donc antiraciste) est plus paradoxal encore chez les migrants antifascistes. Un réfugié antifasciste russe, demandeur d'asile en France, nous a ainsi confié ne pas comprendre pourquoi « les Français acceptent un comportement aussi odieux de la part des Noirs et des

²⁷³ Voir par exemple le numéro 1099 de « Charlie Hebdo » du 10 juillet 2013.

²⁷⁴ Échange informel entre les militants du GRRR, juin 2013, Paris.

²⁷⁵ Échange informel avec V.M., septembre 2013, Paris.

Arabes »²⁷⁶. Il a également souligné à plusieurs reprises que, selon lui, « les Tchétchènes ne veulent pas s'intégrer dans la société française et que c'est pour ça qu'ils traînent toujours entre eux ». Notons que cette dernière formule répète étrangement les conclusions de l'enquête réalisée par les autorités allemandes et hollandaises à propos des Turcs²⁷⁷.

S'il existe des propos discriminants, et parfois même ouvertement racistes, au sujet des « femmes russes », certains expatriotes hommes renversent la situation en critiquant les hommes du pays d'accueil, Français ou Britanniques... mais ce de manière plutôt inattendue. Ils pointent du doigt ce qu'ils qualifient de féminisation des hommes « occidentaux », une féminisation qui n'est pas étrangère aux « problèmes de race ». R.A., réfugié tchétchène, décrit de la manière suivante la situation dans la ville de Saint-Denis, où il habitait avant de déménager au sud de la France :

« Je n'aime pas Paris, et surtout ici, Saint-Denis, car il y a trop de Noirs et d'Arabes. Ils se sentent vraiment à l'aise ici. Autrement dit, ils se croient tout permis. L'autre jour, j'ai assisté à la scène suivante. Un Français est assis sur la terrasse d'une brasserie. Un Arabe vient lui demander une cigarette. Le Français refuse et l'Arabe sans aucune gêne lui donne une petite claque ! Comme ça, tranquille. Et le Français, il fait quoi, tu me demanderas peut-être. Bah, figure-toi qu'il ne fait rien. Il regarde le sol et a même peur de lever les yeux. Comme une nana. Du coup, je suis allé voir cet Arabe pour lui expliquer qu'on ne se comportait pas comme ça quand on est un invité dans ce pays. »²⁷⁸

²⁷⁶ Échange informel avec V.S., mars 2013, Paris.

²⁷⁷ La question du racisme des expatriotes n'est pas sans relation avec les questions de genre : elle est en effet particulièrement saillante dans les discussions sur la différence entre d'un côté, les hommes et femmes russes, ou plus largement issus d'un des pays de l'espace postsoviétique, et, de l'autre, les hommes et femmes de la société d'accueil. Les plaisanteries autour des femmes russes, mariées à des Français ou Britanniques puis divorcées, sont très courantes chez les hommes-migrants expatriotes, comme s'ils désiraient à travers ces exemples mettre l'accent sur l'impossibilité d'un « métissage » culturel russo-français ou russo-britannique. Nous avons ici affaire à une approche genrée, dépendante d'un modèle d'union entre nationaux, entre des femmes et hommes russes prétendument « faits l'un pour l'autre ». Nous avons nous-même déjà été confrontées à ce type de « conseils » à plusieurs reprises lors d'entretiens avec des migrants russes ou russophones en France et en Grande-Bretagne : « Écoute, j'ai entendu parler de plein de cas comme ça, quand nos filles se marient avec les Français et divorcent un an plus tard. Vous pouvez essayer, évidemment, mais vous allez voir que cela ne marche pas. Elles se plaignent toutes après car il n'est pas possible de parler à cœur ouvert avec les Français, en buvant le soir un petit verre de vodka » (Entretien avec M.D., propriétaire d'un supermarché de produits russes dans le XII^e arrondissement de Paris, juin 2009, Paris). En France comme en Grande-Bretagne, la « femme russe » est l'objet d'une double stigmatisation : à la fois de la part de certains expatriotes russes, comme le prouve l'exemple donné ci-dessus, et dans la société d'accueil. V.T., militante de Russie-Libertés, nous a fait part des problèmes qu'elle rencontre sur son lieu de travail en France en raison des plaisanteries que suscite sa provenance de Russie. Plusieurs de nos interlocutrices expatriotes ont par ailleurs avoué avoir fait l'expérience des stéréotypes sur la « fille de l'Est », sur les conjointes russes de Français ou de Britanniques qui se sont rencontrés *via* les agences matrimoniales et sur les réseaux de prostitution russe dans les différents pays de l'Union européenne. De manière assez étonnante, certains de ces stéréotypes sur les femmes russes existaient déjà à l'époque des révolutionnaires émigrés de la fin du XX^e siècle. Il s'agissait avant tout à cette période d'attaques sexistes envers les étudiant-e-s nihilistes de Russie : « À l'université, les étudiants russes, et surtout les étudiantes russes, n'étaient pas bien traités. Plus tard, nous avons appris toutes les bassesses que se permettaient les étudiants français envers les étudiantes russes (...) ; l'opinion de ces étudiants sur les « nihilistes » russes s'est développée dans des situations très particulières ». G. Sandomiskij, *Krasnye meteory*, *op.cit.*, p. 34.

²⁷⁸ Entretien avec R.A., 2 juillet 2012, Paris.

Ces discours sur les hommes français féminisés sont souvent accompagnés de propos sur la virilité excessive des « invités », laquelle suscite chez certains migrants de Russie la crainte que la France sera bientôt « colonisée » par ces « autres » migrants, suivant ce qui ressemble fort à une logique darwinienne de la lutte pour l'existence et de la sélection naturelle. Si nous avons rencontré plusieurs migrants russes, principalement des hommes mais aussi des femmes, qui tenaient ce type de discours, le cas cité ci-dessus est d'un intérêt particulier puisque R.A. vient lui-même de Tchétchénie. Cet exemple perturbe un ensemble d'idées reçues tant dans la société d'accueil que dans la société d'origine.

En ce qui concerne la France, ce cas bat en brèche le mythe — propagé par l'extrême-droite française, mais qui n'est pas non plus étranger à certains milieux politiques plus modérés — de la prétendue proximité entre tous les musulmans (ou ceux qui sont perçus comme tels) et par conséquent de la « communauté » entre les musulmans des pays d'Afrique du Nord et ceux de Tchétchénie. R.A. nous a ainsi expliqué que face au comportement « agressif des Arabes, lui et ses amis tchéchènes ont organisé des « descentes » à Saint-Denis et dans les alentours de la Butte Montmartre à Paris, où selon lui « les Arabes martyrisent les touristes » : « Maintenant, à Saint-Denis, les Arabes savent ce qu'est un Tchétchène. Avant ils ne connaissaient même pas ce mot. Maintenant ils savent que si un Tchétchène remarque qu'ils se comportent comme des cons, ils feraient mieux de s'enfuir ». La curiosité de ces propos réside également dans le fait que ce migrant et ses amis se positionnent en tant que « gardiens » de l'ordre et du calme à Paris. La force physique est érigée en valeur absolue. Cependant il ne suffit pas d'être fort, il faut également être vertueux et respectueux des autres ! Le culte de la force, ou plus exactement l'idée selon laquelle ce même culte doit être entretenu par tous les hommes, est par ailleurs prégnant chez certains expatriotes. V.S. et D.So., émigrés antifascistes, cultivent tous deux l'idée qu'un homme doit faire du sport pour avoir « un esprit sain dans un corps sain ». Outre la force physique, V.S. entretient un certain culte des grands leaders communistes et s'intéresse tout particulièrement à la littérature consacrée à l'idéologie nord-coréenne du juche²⁷⁹. Un des ex-militants de l'UERF, D.E., nous a également fait part de pratiques de « combats à main nue » et « combats à main nue par équipe »²⁸⁰ à Paris, sur les quais de Seine.

²⁷⁹ Le juche est l'idéologie officielle de la Corée du Nord, développée par l'ex-président Kim Il-sung, fondateur du régime de la République populaire démocratique de Corée. Cette idéologie reprend les idées du communisme, proclame le principe d'indépendance et d'autosuffisance du pays sur tous les plans et se fixe pour objectif la réunification des deux Corées.

²⁸⁰ *Kulačnyj boj* et *stenka na stenku* sont des combats traditionnels russes qui se pratiquent depuis le XI^e siècle. Ces combats étaient organisés lors des fêtes traditionnelles, entre *Maslenica* (le Mardi gras russe) et le Noël

En ce qui concerne la Russie, sont remis en cause les clichés, très en vogue actuellement, sur l' « étrangeté » des Caucasiens du Nord à l'égard du reste de la société russe. D'après Nancy Ries²⁸¹, la culture en Russie se constitue et se perpétue à travers les discours. La reproduction de discours xénophobes en France par ceux mêmes qui font l'objet de ces discours en Russie, bien qu'en apparence paradoxale, confirme en réalité la règle de la *communauté* des discours en Russie indépendamment de la « nationalité »²⁸². Ceci est d'autant plus frappant si l'on prête attention aux mots choisis par R.A. pour décrire ces migrants, en particulier le mot « invité »²⁸³ qui est très largement utilisé aujourd'hui en Russie pour parler d'eux. Ce terme d' « invité », certainement calqué sur le *gastarbeiter* allemand, souligne davantage encore l'« étrangeté » du migrant, perçu comme « invité » par ses « hôtes »... alors qu'il est pourtant citoyen de Russie, et ne fait en somme que se déplacer d'une localité russe à une autre. Le contexte violent des guerres et la situation aujourd'hui encore très tendue en Tchétchénie n'a pas transformé en profondeur cette communauté des discours entre les différents habitants de Russie, du moins du point de vue des phénomènes sociopolitiques qui nous intéressent ici. Dans le cas de R.A., qui a aujourd'hui une quarantaine d'années, la période soviétique, malgré toutes les atrocités faites aux Tchétchènes — qu'il a longuement décrites lors de l'entretien — reste une expérience (unique) commune aux différents Russes, l'expérience d'un passé commun, l'expérience de ce que l'on peut appeler une « commune-ôtée »²⁸⁴.

L'adaptation de codes discursifs racistes au contexte du pays d'accueil

Si les codes discursifs relatifs à la perception des différentes composantes de la société marquent les discours des expatriotes, et ce même dans l'émigration, ces codes se mêlent cependant de plus en plus à ceux de la société d'accueil ou subissent l'influence de la condition de migrant dans cette même société. Nombre de nos interlocuteurs ont avoué

russe. Ce sont des combats de distraction se tenant souvent à la marge des marchés de Noël et réunissant des foules de spectateurs.

²⁸¹ N. Ries, *Russian Talks*, *op.cit.*

²⁸² Entendue dans la signification russe du terme, c'est-à-dire comme « ethnicité ».

²⁸³ « *Gost'* » en russe.

²⁸⁴ Nous empruntons librement ce terme à Roberto Esposito, afin de décrire le sentiment de la perte de la conscience du commun chez les Russes après la chute de l'URSS, un sentiment régulièrement exprimé dans les discours et discussions des individus dès la Perestroïka. Andy Byford a lui aussi tenté de conceptualiser ce sentiment de perte des principes de la vie en commun chez ce qu'il a appelé la « dernière génération soviétique ». Certains de nos interlocuteurs, par exemple P.S., réfugié antifasciste en Finlande, évoquent souvent ce sentiment de perte de repères, de désorientation de la société russe après la chute de l'URSS.

« avoir été plus racistes » à leur arrivée dans le pays d'immigration. Dans leur premier contact avec leur nouvel environnement social, les expatriotes reproduisent les codes discursifs relatifs aux différences en Russie, des codes qui sont en outre alimentés par les images véhiculées par les médias en Russie sur la brutalité des « relations interethniques »²⁸⁵ dans certains pays de l'Union européenne — la France et la Grande-Bretagne occupant les premières places dans cette « hiérarchie de la brutalité ». De ce point de vue, leurs propos peuvent tout à fait être comparés à ceux de touristes russes de passage dans ces deux pays, qui soulignent quasiment automatiquement la présence « trop » importante de migrants « non-blancs » dans les capitales française et britannique. Par ailleurs, plusieurs de nos interlocuteurs ont avoué que c'est seulement au bout plusieurs années de vie dans le pays d'accueil (le chiffre de sept ans est revenu à plusieurs reprises) qu'ils ont enfin commencé à se sentir comme « faisant partie de cette société », comme étant enfin acceptés par elle. Avant d'éprouver ce sentiment, ils confessent avoir fait à plusieurs reprises l'expérience d'un sentiment de rejet, comme s'ils « n'étaient pas à leur place ». Cependant, certains, même après dix ans dans le pays d'accueil, continuent à se sentir « mal-aimés » ; c'est le cas par exemple d'une ex-militante de l'UERG, E.A., qui a récemment publié sur sa page Facebook la phrase suivante : « Il y a 10 ans, je suis venue en France poursuivre mes études... toujours aussi amoureuse de ce pays, toujours aussi incertaine d'être aimée en retour »²⁸⁶.

Ce sentiment de rejet peut conduire certains migrants russes à se comparer avec les « autres » migrants, lesquels, dans les discours des expatriotes, sont toujours « mieux traités », « mieux accueillis », « mieux acceptés » que les Russes. Ces discours soulignent le prétendu privilège conféré par les autorités françaises aux ressortissants d'Afrique du Nord en termes d'accession à la nationalité française. Cette idée qui, est-il besoin de le préciser, reste infondée, n'en permet pas moins à certains expatriotes de produire des lamentations sur leur position de discriminé par rapport aux autres migrants. Les discours médiatiques et politiques en France, divisant les migrants en « bons élèves » et « mauvais élèves », selon leur degré d'intégration supposé — et plus généralement les discours sur l'identité française — sont en partie responsables de ce sentiment de vulnérabilité éprouvée par les expatriotes quant à leur condition de migrant. Deux logiques, relatives aux réalités sociopolitiques du pays d'origine et à celle du pays d'accueil, participent donc à la production du discours des expatriotes sur les autres migrants. Si la référence à l'expérience de vie en Russie est évidemment capitale pour la compréhension du comportement et des propos de ces acteurs, dans la mesure où

²⁸⁵ Nous reprenons une expression de la migrante russe de Lyon, dont nous avons précédemment cité les propos.

²⁸⁶ Publication de E.A. sur sa page Facebook, le 4 octobre 2013.

comme le dit Seyla Benhabib, les codes narratifs d'un pays permettent de raconter sa propre histoire²⁸⁷, il n'en reste pas moins que, dans le contexte de l'immigration qui est aussi un contexte de confrontation et d'apprentissage d'autres codes narratifs, on ne peut plus analyser les discours des expatriotes comme des discours purement « russes ». Il est évident que les jugements et les perceptions évoluent et s'adaptent aux codes discursifs du pays d'accueil, ainsi qu'en témoignent l'introduction de mots tels que « communautarisme » — et la crainte associée à ce dernier — quand ils parlent de l'immigration.

²⁸⁷ S. Benhabib, *The Claims of Culture: Equality and Diversity in the Global Era*. Princeton, Princeton University Press, 2002.

Conclusion générale

« Son objectif est l'unité » affirme O.G., ex-membre du Conseil des compatriotes, à propos du festival russe qu'elle a organisé. L'objectif du compatriote professionnel est ainsi très explicitement annoncé : c'est l'unité, autrement dit la « consolidation de la diaspora », en quoi il reproduit la perspective promue par les autorités russes : vaincre les schismes qui traversent l'histoire russe, se réconcilier, s'unir. Il est vrai qu'une grande partie des Russes de Russie, mais aussi de ceux qui, depuis l'étranger, s'engagent pour la stabilité du pays, sont pour une part gouvernés par la peur d'un retour dans les années 1990 ; ils sont las des divisions et des conflits qui jalonnent l'histoire russe et influent très concrètement encore sur leurs conditions et sur celles de leurs proches. Ce désir de « normalité », déjà évoqué par nous à plusieurs reprises, est très compréhensible, mais il peut être détourné à des fins bien plus discutables. Le problème va au-delà de la question de la manipulation de la population par les autorités russes en quête de normalité ; car ce même désir de normalité peut se révéler être la condition même de la perdurance des régimes autoritaires — indépendamment de leur niveau de développement —, comme l'a affirmé Séverine Arsène¹ à propos de la Chine et comme l'a souligné Béatrice Hibou² dans une analyse comparative incluant plusieurs pays.

On ne peut donc affirmer, comme le font certains acteurs contestataires, que le compatriote n'est guidé que par des intérêts matériels. Ils le sont non moins par la volonté d'œuvrer pour la normalité de leur pays, en quoi ils se rapprochent de certains acteurs contestataires qui poursuivent cette même fin, quoique ici et là, la « normalité » n'ait pas la même signification. Pourquoi ? Parce que l'équation « normalité = unité » ne fonctionne plus dans le cas de l'expatriote. Ce dernier se définit par l'absence d'aspiration à l'unité (à l'échelle nationale et à travers toute l'histoire) ; il craint cette unité qu'il associe très souvent à une forme de communautarisme, de nationalisme et autres « ismes ». L'expatriote ne rejette pas en réalité l'« unité » en tant que telle : dans les termes d'Esposito, celle-ci ne peut manquer de mouvoir les sujets, des sujets se sentant en dette, chargés d'un devoir³. Il rejette en réalité l'unité fondée sur l'identification entre la normalité et l'union des compatriotes du monde entier ; car cette identification a, par avance, rempli le « vide » de la communauté ; elle a déjà défini ce que devait être son « plein » ; il ne reste plus alors qu'à concrétiser ce dont la signification a été offerte par les autorités russes. Or, en vertu de la triple expropriation

¹ S. Arsène, « De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire », *op.cit.*

² B. Hibou, *Anatomie politique de la domination*, *op.cit.*

³ R. Esposito, *Communitas. Origine et destin de la communauté*, *op.cit.*

(trois significations de son *ex*) qui gouverne son sentiment de perte, l'expatriote n'a encore rien défini (définitivement) ; de ce point de vue, il est la négation du compatriote pour lequel il ne peut qu'être une source d'inquiétude, voire une force destructrice de l'ordre que celui-ci promeut. L'expatriote le voit d'un autre œil et juge que la remise en cause de tout un ensemble de postulats sur l'histoire, la culture et la politique en Russie est nécessaire au « bien commun ». Lui aussi en ce sens pense contribuer à l'édification d'une communauté.

Cette différence se réfracte dans les sentiments d'appartenance de l'un et de l'autre : d'un côté, celui du compatriote, il y a la fierté retrouvée d'être Russe ; de l'autre, celui de l'expatriote, il y a le sentiment d'être Russe malgré soi et de devoir assumer (et transformer) cette condition. Quoiqu'ayant des positions très différentes de ce que devrait être la Russie, le compatriote et l'expatriote n'en reproduisent pas moins eux deux un ensemble de codes discursifs relatifs à la culture russe. Si le compatriote se plaira à citer les vers « *umom Rossiû ne ponât', aršinom obšim ne izmerit'* » (« On ne peut pas comprendre la Russie par la voie de la raison, On ne peut pas la mesurer, Elle a un caractère particulier, On ne peut que croire en elle ! »⁴), l'expatriote, lui mettra l'accent sur le caractère absurde de l'histoire et du présent de la Russie. L'un comme l'autre se rejoignent dans la perception d'une Russie absolument unique, différente du reste ; tous deux éprouvent une certaine fierté de provenir et d'appartenir au grand théâtre russe. Tous deux défendent donc d'une certaine manière la spécificité de la Russie ; ils légitiment chacun à sa façon le droit de la Russie à être ce qu'elle est ou ce qu'elle désire être, tout en inscrivant celle-ci dans un contexte plus général, international en soulignant la « non contradiction » entre la Russie et le reste du monde.

Nous avons régulièrement souligné, tout au long de cette thèse, la progressive professionnalisation des compatriotes des Conseils de coordination promouvant la culture et la langue russes en France. Mais l'expatriote lui-même se professionnalise, comme en témoigne des associations telles que Russie-Libertés. Par ailleurs, les migrants russes, les compatriotes bien sûr, mais aussi certains expatriotes, utilisent de plus en plus spontanément le vocabulaire que ces autorités elles-mêmes ont introduit et promeuvent.

Enfin, nous l'avons répété à maintes reprises, la « communauté » est une notion centrale pour comprendre la question de l'organisation des migrants russes, compatriotes et expatriotes, à l'étranger, et plus particulièrement en France. C'est parce qu'elle fait l'objet de tant de débats (nourris de références russes aussi bien que françaises) parmi ces migrants que cette notion a, dès le début, attiré notre attention, et que nous l'avons réinvestie dans une

⁴ F. Tiouttchev, *Poèmes*. Paris, Librairie du Globe, 1994.

perspective originale. À l'instar de l'idée de « compatriote » quelques années plus tôt, la notion de communauté a longtemps été réservée aux seuls milieux culturels et associatifs russes ; les expatriotes quant à eux refusent de faire usage du terme par crainte de se voir attribuer certaines propriétés liées à la perception de cette notion en Russie et en France. Mais au moment même où nous concluons cette thèse, un groupe Facebook est créé par G.C., militant contestataire que le lecteur aura croisé maintes fois, nommé « Communauté russe en France ». Par le passé, la notion de communauté était régulièrement employée par certains acteurs culturels pour nommer leur association ; mais elle l'était pour ainsi dire de manière « neutre », sans être investie d'une signification forte. Il en va autrement aujourd'hui où certains acteurs contestataires s'efforcent de lui conférer une nouvelle signification comme l'a exemplifié le projet de « communauté civile ». La (re)définition de la communauté devient donc un champ de confrontation à part entière. Ce réinvestissement d'une notion redoutée va à l'encontre de la volonté d'une autre frange des expatriotes qui y perçoivent le danger d'un renfermement sur soi et d'une coupure avec ce « dehors » que représente le pays d'accueil.

Il n'y a cependant pas de fracture définitive entre le compatriote et l'expatriote, lesquels ne cessent d'interagir entre eux. Ces interactions ont été rendues possibles par l'émergence de la communauté politique russe, c'est-à-dire d'une arène de débats politiques mettant aux prises des protagonistes au sein de laquelle chacun s'efforce de défendre sa vision de la Russie, une vision qui est réifiée à travers l'usage d'expression telle que « la vision objective de la Russie » ou encore « la vraie Russie ». Reste néanmoins une différence majeure entre le compatriote et l'expatriote dans la mesure où le premier bénéficie du soutien, en particulier idéologique, des autorités russes. Ces dernières, de concert avec un ensemble d'universitaires russes qui défendent le projet des compatriotes, attribuent aux compatriotes, ou plus exactement à ce qu'ils appellent la « diaspora des compatriotes » (les compatriotes « consolidés » en diaspora) une fonction quasi messianique. Le compatriote est un messenger des autorités russes qui représente en même temps toute la Russie. C'est notamment à travers la diaspora des compatriotes que le pouvoir russe se donne le premier rôle dans le destin de Russie : les liens qui attachent le compatriote à sa patrie sont les mêmes liens qui l'attachent à la structure d'État russe (*rossijskaâ gosudarstvennost'*) représentée par les autorités au pouvoir ; le Monde russe (*Russkij mir*) dont l'épicentre est l'État russe, est le « monde de la Russie » toute entière.

Malgré les efforts des représentants de l'État russe, le concept de compatriote n'en reste pas moins traversé de contradictions internes, qui émanent en grande partie de l'hétérogénéité des populations qu'il est appelé à inclure, allant des émigrés blancs aux

russophones des pays de l'espace postsoviétique. Si l'idée de Monde russe doit permettre aux compatriotes de surmonter cet éclatement et ces divisions historiques, il ne saurait pour autant annihiler les différences — en particulier matérielles, socio-économiques — entre compatriotes. Les membres des différents Conseils de coordination des compatriotes dans les pays occidentaux ne perçoivent eux-mêmes pas de la même manière les descendants d'émigrants blancs, supposément « nobles » d'un côté, et les ex-Soviétiques, ayant émigré après la chute de l'URSS, de l'autre. La (ré)conciliation est donc une tâche particulièrement ardue : elle l'est, d'une part, en raison de la mémoire collective du passé de l'exil et du passé soviétique et, d'autre part, en raison des représentations qu'ont les compatriotes les uns les autres en termes d'appartenance à des classes sociales données. Cette division interne au milieu des compatriotes s'exprime à travers la manifestation même des sentiments d'appartenance, qui à leur tour contribuent à produire une hiérarchie et des priorités dans les activités à développer.

Si la construction de la communauté des compatriotes, la définition d'un « commun » partagé par des migrants aux trajectoires et aux imaginaires si différents, est si complexe, c'est également parce que ces compatriotes sont priés de se conformer à un patriotisme prédéfini par les autorités russes, ce qui ne leur laisse qu'une toute petite marge de manœuvre pour réinterpréter ce patriotisme dans les conditions de la société d'accueil. La culture russe que les compatriotes cherchent à promouvoir est pour une part importante une culture du pouvoir. C'est au nom du devoir d'« aider sa patrie », de « servir la Russie » qu'il leur est demandé d'agir. Mais l'effacement des différences entre les parcours, les histoires migratoires et les convictions politiques au nom d'une unité surmontant toutes les divisions, fait que les aspirations des compatriotes sont souvent déçues. Cependant, de nouvelles tendances émergent au sein même des Conseils de coordination des compatriotes de par l'intégration en leur sein d'anciens militants contestataires, susceptibles, seul l'avenir nous le dira, d'infléchir considérablement le projet des compatriotes lui-même. Comme l'affirme Rogers Brubaker⁵, la construction par les professionnels ethno-politiques d'un sentiment d'appartenance à un groupe, d'un « faire groupe » peut échouer, ou se transformer en tout autre chose que ce qui avait été initialement défini ; or, c'est peut-être ce qui est en train de se passer avec le Conseil de coordination des compatriotes en France, ce qui nous enjoint par ailleurs à ne pas présupposer un irréductible clivage entre le compatriote et l'expatriote.

⁵ R. Brubaker. « Ethnicity without groups ». *Archives européennes de sociologie*. Vol. 43, n° 2. 2002.

Ce derniers, nous l'avons dit, refuse de figer le « commun » dans l'étroit cadre d'une « culture homogène » et d'une « histoire objective ». Il tâche de prendre en compte la multiplicité des sentiments d'appartenance, de saisir la culture russe sinon « dans tous ses états », du moins dans le maximum d'entre eux. L'expatriote reste un patriote, mais c'est un patriote malgré lui-même. Il ressent bel et bien lui aussi un certain devoir envers son pays d'origine, sa patrie, mais celle-ci est d'abord le lieu où il est né la *rodina* — laquelle, pour les acteurs non Russes engagés, peut, en vertu de leur trajectoire biographique, constituer une deuxième patrie. C'est ce qu'exprime pour une part le concept de communauté, en tant que communauté anationale, étrangère à toute essentialisation — que celle-ci soit fondée sur le sang, la substance, la filiation, l'origine, la nature, la consécration, l'élection, etc. — proposée par Roberto Esposito. La communauté, c'est l'« être-en-commun », l'« être-ensemble », cette condition à laquelle aucun homme-femme ne peut se soustraire. Dans le cas de notre recherche, il était néanmoins impossible d'ignorer les cadres nationaux (du pays d'origine et du pays d'accueil) au sein desquels se définit « l'être-en-commun » des migrants russes ; il était impossible d'ignorer le problème des sentiments d'appartenance. C'est ce qu'a permis d'éviter le concept d'expatriote qui réunit et confronte l'idée de communauté comme manque, absence, privation, à la persistance des sentiments d'appartenance, et osons le mot du patriotisme. Cette confrontation a ouvert la voie à un réexamen de l'idée de communauté des migrants qu'il s'agirait à présent d'approfondir. C'est pour cette raison que nous avons abordé cette communauté sous l'angle de la politique qui, en tant qu'à la fois « perdurable et fragile », permet de saisir les communautés russes de l'étranger « en mouvement », sans les figer dans un cadre culturel, national et historique prédéfini.

C'est également pour cette raison que, nous appuyant fortement sur le concept d'exopolitie développé par Stéphane Dufoix, nous n'avons pas cependant cherché à l'appliquer purement et simplement à notre objet de recherche. En effet, l'exopolitie renvoie à une période donnée de l'histoire, celle de la Guerre froide et de la confrontation des deux blocs induisant une division binaire entre les acteurs-militants ; de telle manière que Stéphane Dufoix peut affirmer que les relations entre ces derniers pouvaient être reconduites à l'opposition entre les « amis » et les « ennemis » du régime communiste du pays d'origine. Or, dans le cas que nous avons étudié — qui prolonge une histoire faite de rapports complexes entre l'« intérieur » et l'« extérieur » nationaux russes, rapports d'exclusion mutuelle à certains moments, mais aussi de complémentarité à d'autres —, les camps politiques se sont révélés bien moins retranchés sur leur positions ; les interactions non seulement au sein, mais également entre les pôles opposés ne manquaient pas. C'est pourquoi

doit-on à nouveau rappeler que le compatriote et l'expatriote, en tant que figures idéaltypiques, ne sont pas exclusives l'une de l'autre, leurs relations ne pouvant aucunement être réduites à l'opposition entre « démocrate » et « antidémocrate », « patriote » et anti-patriote ». Autrement dit, il y a toujours du compatriote dans l'expatriote et de l'expatriote dans le compatriote. Il n'est pas non plus possible de dire que tous les acteurs des Conseils de coordination des compatriotes, ou proches de ceux-ci, sont des compatriotes, tandis que les acteurs contestataires sont des expatriotes. Les frontières qui séparent les uns et les autres sont bien trop poreuses pour qu'une telle division puisse se sédimenter : le rapprochement de certains militants contestataires par rapport au Conseil est attesté par le terrain ; l'est aussi le fait que les membres du Conseil ne sont pas insensibles aux revendications des contestataires.

Similairement, il nous a paru insatisfaisant de décrire les faits observés en termes de « transnationalisme politique » selon lequel c'est la marginalisation du migrant dans la société d'accueil qui le pousserait à s'engager, par compensation, dans des activités dirigées vers son pays d'origine⁶. Mais, dans notre cas d'analyse, les acteurs, contestataires ou non, ne sont aucunement marginaux, mais, au contraire, disposent pour la plupart d'un capital social et politique relativement élevé. Il nous a également semblé difficile de recourir à l'idée de transnationalisme politique en raison des difficultés, d'autant plus grandes ici, de définition de ce qu'est une action politique transnationale. Certains chercheurs⁷ ont alors cherché à substituer, ou du moins à compléter la notion de « transnational » par celle de « transétatique ». C'est cette dernière qui nous a permis de rendre compte de la politique de l'État russe envers ses émigrés. Cependant, ce concept ne nous permettait pas d'explicitier les motivations qui poussent les autres migrants-acteurs (non-étatiques) à développer des activités politiques qui, par ailleurs dans notre cas, ne peuvent que partiellement être définies comme transétatiques dans la mesure où elles sont très explicitement « localisées » dans le champ politique du pays d'accueil. Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, les acteurs agissent pour la Russie, mais ils le font en France, non seulement depuis la France, mais aussi largement envers et en interaction avec la société française à laquelle chacun entend offrir « sa » représentation « objective » de la Russie.

En tant que désignant une condition (ex-soviétique, expatrié et parfois exilé), le concept d'expatriote a rendu possible l'analyse de ces motivations. C'est donc en analysant cette

⁶ J.-M. Lafleur, *Le transnationalisme politique et l'Etat*. Thèse de science politique sous la dir. de Marco Martiniello et Bertrand Badie, soutenue à l'Université de Liège / l'IEP de Paris, 2008 ; E. C. Ostergaarden-Nielsen (dir.) *International Migration and Sending Countries*, op. cit.

⁷ S. Dufoux, C. Guerassimoff, A. de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*, op. cit.

condition, exprimée à travers les sentiments d'appartenance, que nous avons cherché à comprendre pourquoi (et non pas seulement comment) ces migrants s'engageaient pour leur pays d'origine dans le pays. Répétons-le : *être* expatriote, ce n'est pas posséder un attribut « essentiel » comme l'on possède un bien, comme l'on a ou que l'on acquiert (en l'occurrence par les activités politiques) quelque chose : c'est une triple condition de perte qui fait face au patriotisme à longue distance, c'est-à-dire aux activités transétatiques de l'État d'origine ; c'est cela qui pousse l'expatriote à se mouvoir au sein de la communauté des pratiques et des discours relatifs à la Russie en France, c'est-à-dire à la communauté politique russe à l'étranger. Si l'expatriote est en mouvement, ce n'est pas seulement du fait de sa migration, de son déplacement physique ; c'est aussi parce que ses sentiments d'appartenance sont eux-mêmes en constant déplacement ; ils sont les produits des « mouvements de l'âme » qui les poussent à agir, à s'investir, à s'engager.

Cette thèse a donc été une tentative d'explicitation des motifs et des modalités du mouvement des migrants russe pour ou contre la politique des compatriotes diffusée par l'État d'origine. Si cette étude a été centrée sur les migrants russes en France durant la dernière décennie, elle s'inscrit plus généralement dans le champ général des réflexions sur le développement de la politique des États origines envers leurs émigrés. Nous espérons ainsi, au terme de ce travail, être parvenue à montrer que les réactions et les résistances des migrants aux politiques développées « pour eux » par leur pays d'origine, offrent une perspective privilégiée sur la définition et la mise en œuvre de ces politiques elles-mêmes.

Bibliographie

SOURCES SECONDAIRES

1. Généralités (sociologie politique, géographie, sciences politiques, philosophie politique)

AGNEW, John, « Géopolitique », in Lévy, J., Lussault, M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 2006.

ALBERTI, Leon Battista, *De pictura*. Allia, 2007, cité dans : Freedberg, David, Gallese, Vittorio, « Motion, emotion and empathy in esthetic experience », *Trends in Cognitive Sciences*, n° 5, 2007. Pp. 197-203.

ALINSKY, Saul, *Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*. Bruxelles, Les Éditions Aden, 2012.

ANDERSON, Benedict, « Long distance nationalism », in Anderson, B. (ed.), *The spectre of comparisons. Nationalism, Southeast Asia and the World*. London/New York, Verso, 1998.

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte, 2006.

ARENDT, Hannah, *Les origines du totalitarisme*. Tome 3 : *Le système totalitaire*. Paris, Editions du Seuil, 1995.

ARENDT, Hannah, *Les origines du totalitarisme*. Tome 2: *L'impérialisme*. Paris, Editions du Seuil, 2006.

ARENDT, Hannah, *Condition de l'homme moderne*. Paris : Pocket, 1988.

ARSÈNE, Séverine, « De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire », *Revue française de science politique*, n° 5, Vol. 61, 2011. Pp. 893-915.

BADIOU, Alain, BUTLER, Judith, DIDI-HUBERMAN, Georges, KHIARI, Sadri, BOURDIEU, Pierre, RANCIÈRE, Jacques, *Qu'est-ce qu'un peuple ?* Paris, La Fabrique Editions, 2013.

BALIBAR, Etienne, WALLERSTEIN, Immanuel, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*. Paris, La Découverte, 2007.

BALIBAR, Étienne, *La crainte des masses : Politique et philosophie avant et après Marx*. Paris, Galilée, 1996.

BALIBAR, Étienne, *Violence et civilité*. Wellek Library Lectures et autres essais de philosophie politique. Paris, Galilée, 2010.

BARTHES, Roland, *S/Z*. Paris, Editions du Seuil, 1970.

BARD, Christine, « Jalons pour une histoire des études féministes en France », *Nouvelles questions féministes*, n° 22 (1), 2003. Pp. 14-30.

- BIZIOU, Michaël, « De la société civile à la société civile mondiale », *Cités*, 2004/1, n° 17. Pp. 13-23.
- BLANCHET, Alain, GOTMAN, Anne, *L'entretien*. Paris, Armand Colin, Coll. « 128 », série « L'enquête et ses méthodes », 2007.
- BLANCHOT, Maurice. *Le Livre à venir*. Paris, Gallimard, 1959.
- BENHABIB, Seyla, *The Claims of Culture : Equality and Diversity in the Global Era*. Princeton, Princeton University Press, 2002.
- BOLTANSKI, Luc, THÉVENOT, Laurent, *De la justification : Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard, 1999.
- BOURDIEU, Pierre, *Les structures sociales*. Paris, Seuil, 2000.
- BOURDIEU, Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Les Editions de Minuit, 1979.
- BOURDIEU, Pierre, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 36-37, février-mars 1981. Pp. 3-24.
- BRAS, Gérard, « Le peuple existe-il ? À propos de Laurent Bouvet, *Le sens du peuple* et Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?* », *La Revue des Livres*, n° 13, 2013.
- BRUBAKER, Rogers, « L'éclatement des peuples à la chute des empires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 98, juin 1993. Pp. 3-19.
- BRUBAKER, Rogers, « Migrations of Ethnic Unmixing in the New Europe », *International Migration Review*, n°4, Vol. 32, 1998, Pp. 1047-1065.
- BRUBAKER, Rogers, *Nationalism reframed. Nationhood and the national question in the New Europe*. Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- BRUBAKER, Rogers, « Myths and misconceptions in the study of nationalism », in Hall, J.A. (ed.), *The State of the Nation. Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- BRUBAKER, Rogers, « The Manichean Myth : Rethinking the Distinction Between “Civic” and “Ethnic” Nationalism », in Hanspeter, K., Klaus, A., Hannes, S., Wimmer, A. (dir.), *Nation and National Identity : the European experience in perspective*. Zurich, Verlag Ruediger, 1999.
- BRUBAKER, Rogers, COOPER, Frederick, « Beyond “identity” », *Theory and society*, n° 29, 2000. Pp. 1-47.
- BRUBAKER, Rogers, « Ethnicity without groups », *Archives européennes de sociologie*, n° 2, Vol. 43, 2002. Pp. 163-186.
- CAMUS, Albert, *Œuvres complètes*, Tome I. Paris, Gallimard, Pléiade, 2008.
- CARDON, Dominique, GRANJON, Fabien, *Médiactivistes*. Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

CRETTEZ, Xavier, « *High risk activism* : essai sur le processus de radicalisation violente (Partie 1) », *Pôle Sud*, 2011. URL : http://xaviercrettez.typepad.fr/diffusion_du_savoir/processus-de-radicalisation/, consulté le 03.11.2013.

DERRIDA, Jacques, *Moscou, aller-retour*. Paris, Editions de l'Aube, 1995.

ESPOSITO, Roberto, *Communitas. Origine et destin de la communauté*. Paris, Presses Universitaires de France, 2000.

ESPOSITO, Roberto, *Communauté, immunité, biopolitique*. Paris, Les Prairies ordinaires, 2010.

GELLNER, Ernest, « Nationalism as a product of industrial society », in Monsterrat, G., Rex J., (eds.), *The ethnicity reader. Nationalism, Multiculturalism and Migration*. Cambridge, Oxford et Malden, Policy Press, 1997.

GOLDERLOOS, Peter, *How Nonviolence Protects the State*. Boston, South End Press, 2007.

GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures*. New York, Basic Books, 1973.

GOFFMAN, Erving, *Les cadres de l'expérience*. Paris, Les Editions de Minuit, 1991.

GOFFMAN, Erving, *Les rites d'interaction*. Paris, Les Editions de Minuit, 1974.

GRANOVETTER, Mark, *Getting a job : a study of contacts and careers*. Chicago / London, University of Chicago Press, 1995 (2ème édition).

HALLBWACHS, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, Albin Michel, 1994.

HALE, Charles R. (dir.), *Engaging contradictions : theory, politics, and methods of activist scholarship*. Berkley / Los Angeles, University of California Press, 2008.

HIBOU, Béatrice, *Anatomie politique de la domination*. Paris, La Découverte, 2011. Version numérique : http://www.editionsладecouverte.fr/catalogue/index-Anatomie_politique_de_la_domination-9782707168009.html, consulté le 12.12.2013.

HIRSCHMAN, Albert O., *Exit, voice, and loyalty : responses to decline in firms, organizations and states*. London, Harvard University Press, 1970.

HUSSEY, Ian, « Political Activist as Ethnographer », *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, Vol. 37, n° 1, 2012.

Institut de démobilisation, *Thèses sur le concept de grève*. Paris, Nouvelles Editions Lignes, 2012.

JAMES, Cyril L.R., *Beyond a boundary*. London, Yellow Jersey Press, 2005.

LAHIRE, Bernard, « Champ, hors-champ, contrechamps », in Lahire, B. (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*. Paris, La Découverte, 2001. Pp. 23-57.

MARX, Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris, Flammarion, 2007.

MARX, Karl, « Réponse à Vera Zassoulitch », 8 mars 1881, in Rubel, Maximilien, « Karl Marx et le socialisme populiste russe », *La Revue socialiste*, n° 11, mai 1947. URL : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1881/03/km18810308.htm>, consulté le 10.12.2013.

- MATHIEU, Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, Vol. 52, 2002/1. Pp. 75-100.
- MAUSS, Marcel, « L'expression obligatoire des sentiments », in Mauss, M., *Essais de sociologie*. Paris, Editions de Minuit, 1968 (1921). Pp. 81-88.
- MONTAIGNE (de), Michel, *Essais*, Livre I, Chapitre XXI, « De la force de l'imagination ». Paris, Gallimard, 2007.
- NANCY, Jean-Luc, « Conloquium », préface à R. Esposito, *Communitas. Origine et destin de la communauté*. Paris, Presses Universitaires de France, 2000. Pp. 3-10.
- PERETZ, Henri, *Les méthodes en sociologie : l'observation*. Paris, La Découverte, 2007.
- PIVEN, Frances F., « Reflections on Scholarship and Activism », *Antipode*, Vol. 42, n° 4, 2010, Pp. 806-810.
- POUTIGNAT, Philippe, STREIFF-FÉNARD, Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*. Paris, Presses universitaires de France, 1995.
- RANCIÈRE, Jacques, *Aux bords du politique*. Paris, Gallimard, Folio Essais, 2004.
- RUTHERFORD, Jonathan (ed.), *Identity, community, culture, difference*. London, Lawrence and Wishart, 1990.
- SAID, Edward W., *Réflexions sur l'exil : et autres essais*. Arles, Actes sud, 2008.
- SAPIR, Edward, *Selected Writings in Language, Culture, and Personality*. Berkley / Los Angeles, University of California Press, 1985.
- SASSEN, Saskia, *La ville globale*. Paris, Descartes et Cie, 1996.
- SEIDEL, Gill, « Political Discourse Analysis », in Van Dijk, T. A. (ed.), *Handbook of Discourse Analysis*, Vol.4. London, Academic Press, 1985.
- SIMMEL, Georg, « Pont et porte », in Simmel, G., *La Tragédie de la culture et autres essais*. Paris, Rivages, 1988.
- SUEUR, Jean-Jacques, *Les contentieux de l'appartenance*. Paris, L'Harmattan, 2006.
- TÖNNIES, Ferdinand, *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*. Paris, Presses Universitaires de France, 2010.
- VAN DIJK, Teun A., « What is Political Discourse Analysis ». URL : <http://www.discourses.org/>, consulté le 02.09.2013.

2. Migrations internationales et communautés des migrants

2.1. Ouvrages et articles

AKOKA, Karen, *La fabrique du réfugié à l'OFPRA (1952-1992) : du consulat des réfugiés à l'administration des demandeurs d'asile*. Thèse de sociologie sous la dir. d'Alain Tarrus et Patrick Weil, soutenue à l'Université de Poitiers (Migrinter), 2012.

AKOKA, Karen, « L'archétype rêvé du réfugié. Les “vrais” réfugiés d'antan versus les “faux” d'aujourd'hui », *Les mots sont importants.net*, le 18 octobre 2011. URL : <http://lmsi.net/L-archetype-reve-du-refugie#nb5>, consulté le 02.11.2013.

BAUBÖCK, Rainer, « Towards a Political Theory of Migrant Transnationalism », *International Migration Review*, Vol. 37, n° 3, 2003. Pp. 700-723.

BERTHOMIÈRE, William, *Israël et immigration. Les Juifs d'ex-URSS, acteurs des enjeux territoriaux et identitaires*. Thèse de géographie sous la direction de Gildas Simon, soutenue à l'Université de Poitiers (Migrinter), 2000.

BERTHOMIÈRE, William, « L'immigration d'ex-URSS et les colonies de Cisjordanie et de Gaza », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 16, n° 3, 2000. Pp. 201-218.

BERTHOMIÈRE, William, CHIVALLON, Christine, (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain*. Paris, Karthala / Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 2006.

BRUBAKER, Rogers, « The 'Diaspora' Diaspora », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 28, n° 1, 2005. Pp. 1-19.

BRUBAKER, Rogers, « Migration, Membership, and the Modern Nation-State : Internal and External Dimensions of the Politics of Belonging », *Journal of Interdisciplinary History*, XLI : I, Summer 2010. Pp. 61-78.

CHATTOU, Zoubir, BELBAH, Mustapha, *La double nationalité en question: enjeux et motivations de la double appartenance*. Paris, Karthala, 2002.

CLOCHARD, Olivier (dir.), *Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires*. Paris, Migreurop, Armand Colin Atlas, 2012.

CARRÈRE, Violaine, PRESTIANNI, Sarah, WENDER, Anne-Sophie, « Errance et campements », in Clochard, O. (dir.) *Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires*. Paris, Armand Colin Atlas, 2012. Pp. 120-123.

CERIANI-SEBREGONDI, Giorgia, *Quand la mobilité change le rapport au monde. Migrants marocains en Méditerranée*. Thèse de géographie sous la dir. de Rémy Knafou, soutenue à l'Université de Paris 1, 2007.

COHEN, Robin, *Global Diasporas: An Introduction*. Seattle, University of Washington Press, 1997.

COHEN, Robin, « Diasporas : changing meanings and limits of the concept », in Berthomière, William et Christine Chivallon (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain*, Paris, Karthala / Pessac, Maison des Sciences de l'Homme, 2006, Pp. 39-47.

DUFOIX, Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*. Paris, Presses Universitaires de France, 2002.

DUFOIX, Stéphane, « La communauté politique des exilés, une nation hors l'Etat », *Hommes et Migrations, Dossier Trajectoires d'exil*, n° 1253, 2005. Pp. 6-14.

DUFOIX, Stéphane. *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*. Paris, Éditions Amsterdam, 2011.

DUFOIX, Stéphane, « Un pont par-dessus la porte. Extraterritorialisation et transétatisation des identifications nationales », in Dufoix, S., Guerassimoff C., de Tinguay, A. (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*. Paris, Les Presses de Sciences Po, 2011.

DUFOIX, Stéphane, « Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation », *Revue européenne de migrations internationales*, n° 3, Vol. 16, 2000. Pp. 147-164.

DUFOIX, Stéphane, « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, n° 34, 1999.

DUMONT, Antoine. *La marocanité associative en France. Militantisme et territorialité d'une appartenance exprimée à distance*. Thèse de géographie sous la dir. d'Emmanuel Ma Mung et Catherine Withol de Wenden, soutenue à l'Université de Poitiers (Migrinter), 2007.

FAIST, Thomas, « Migration in Contemporary Europe: European Integration, Economic Liberalization, and Protection », in Klausen, J., Tilly, L. (eds.), *European Integration in Social and Historical Perspective 1850 to the Present*. Boulder, CO, Rowman & Littlefield, 1997, Pp. 223–248.

FAWCETT, James T, « Networks, linkages, and migration systems », *International Migration Review*, n° 23, Vol. 3, 1989. Pp. 671-680.

GAMLEN, Alan, « Diaspora Engagement Policies : What are they, and what kinds of states use them? », *COMPAS Working Paper*, n° 32, University of Oxford, 2006.

GAMLEN, Alan, « The emigration state and the modern geopolitical imagination », *Political Geography*, n° 27, 2008. Pp. 840-856.

GAMLEN, Alan, « Why Engage Diasporas ? », *ESRC Centre on Migration, Policy and Society, Working Paper*, n° 63, University of Oxford, 2008.

GERMAIN, Lucienne, LASALLE, Didier (dir.), *Communauté(s), communautarisme(s) : aspects comparatifs*. Paris, L'Harmattan, 2008.

GOREAU-PONCEAUD, Anthony, « La diaspora tamoule : lieux et territoires en Ile-de-France », *L'Espace Politique*, n° 4, Vol. 1, 2008. URL : <http://espacepolitique.revues.org/495>, consulté le 10.11.2013.

GORAU-PONCEAUD, Anthony, « La diaspora tamoule en France : entre visibilité et politisation », *EchoGéo*, 13 mai 2009. URL : <http://echogeo.revues.org/11157>, consulté le 10.11.2013.

GREEN, Nancy, « Expatriation, Expatriates, and Expats : The American Transformation of a Concept », *The American Historical Review*, n° 114, Vol. 2, 2009. Pp. 307-328.

- HILY, Marie-Antoinette, *Les identités collectives à l'épreuve de l'émigration-immigration : le cas des Portugais en France*. Thèse de doctorat soutenue à l'Université de Nice Sophia Antipolis, 1993.
- HILY, Marie-Antoinette, RINAUDO, Christian, « L'intégration en question : territoires et construction de groupes », in Ferreol, G. (dir.), *Rapport à autrui et personne citoyenne*. Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2002.
- HILY, Marie-Antoinette, BERTHOMIÈRE, William, MIHAYLOVA, Dimitrina, « The notion of 'social networks' in migration ». Lyon / Rennes, HAL-SHS, 2006.
- JAFFRELOT, Christophe, « L'État face aux communautés », *Cultures et Conflits*, n° 15-16, 1994, Pp. 3-6
- KASTORYANO, Riva, « L'Etat et les immigrés : France, Allemagne, Grande-Bretagne et Etats-Unis », *Revue européenne de migrations internationales*, n° 1, Vol. 5, 1989.
- KASTORYANO, Riva, « Mobilisation des migrants en Europe : du national du transnational », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 1, Vol. 10, 1994. Pp. 169-181.
- KASTORYANO, Riva, *Transnational participation and citizenship. Immigrants in the European Union*. Oxford, ESRC, 1998.
- KASTORYANO, Riva, « Le nationalisme transnational turc ou la redéfinition du nationalisme par les 'Turcs de l'extérieur' », in Dieckhoff, A., Kastoryano, R., *Nationalisme en mutation en Méditerranée orientale*. Paris, CNRS Editions, 2002.
- KASTORYANO, Riva, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, n° 4, Vol. 56, 2006. Pp. 533-553.
- KÉVONIAN, Dzovinar, « Deux siècles de réfugiés : circulations, qualifications, internationalisation », *Pouvoirs*, n°144, Vol. 1, 2013. Pp. 17-32.
- KING, Charles, MELVIN, Neil J., « Diaspora Politics : Ethnic Linkages, Foreign Policy, and Security in Eurasia », *International Security*, n° 3, Vol. 24, Winter 1999-2000. Pp. 108-138.
- LACROIX, Thomas, « Indian and Polish Migrant Organisations in the UK », Final report of the Transnational Migration Organisations (TRAMO) project, IMI, University of Oxford, 2011.
- LAFLEUR, Jean-Michel, *Le transnationalisme politique. Pouvoir des communautés immigrées dans leurs pays d'accueil et pays d'origine*. Louvain, Bruylant-Academia, 2005.
- LAFLEUR, Jean-Michel, *Le transnationalisme politique et l'Etat*. Thèse de science politique sous la dir. de Marco Martiniello et Bertrand Badie, soutenue à l'Université de Liège / I'IEP de Paris, 2008.
- LAVILLE, Jean-Louis, SAINSAULIEU, Ivan, SALZBRUNN, Monika (dir.), « La communauté n'est pas le communautarisme », dossier de la revue *Esprit critique*, n° 1, Vol. 10, 2007. URL : <http://www.espritcritique.fr/Dossiers/dossier.asp?idcode=66>, consulté le 06.12.2013.

- LEGOUX, Luc, « Changements et permanences dans la protection des réfugiés », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 2, Vol. 20, 2004. Pp. 9-22.
- LÉVY, Laurent, *Le spectre du communautarisme*. Paris, Editions Amsterdam, 2005.
- MABOGUNJE, Akin L., « Systems approach to a theory of rural-urban migration », *Geographical Analysis*, n° 1, Vol. 2, 1970. Pp. 1-18.
- MA MUNG, Emmanuel, « Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations internationales : « penser de l'intérieur » les phénomènes de mobilité », in Dureau F., Hilly M.-A. (dir.), *Les mondes de la mobilité. Exploration d'un paradigme*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
- MICHALON, Bénédicte, « Jouer sur l'ethnicité pour être ici et là-bas : les trois paradoxes de la migration « ethnique » des Saxons de Transylvanie en Allemagne », in Berthomière, W., Chivallon, C. (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain*. Paris, Karthala / Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2006. Pp. 301-315.
- NOIRIEL, Gérard, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX-XX siècle*. Paris, Editions du Seuil, 1988.
- OSTERGAARD-NIELSEN, Eva K., « Transnational political practices and the receiving state: Turks and Kurds in Germany and the Netherlands », *Global Networks*, n° 1, Vol. 3, 2002. Pp. 265-266.
- OSTERGAARD-NIELSEN, Eva K., « International Migration and Sending Countries : Key Issues and Themes », in Ostergaarden-Nielsen, E. (ed.), *International Migration and Sending Countries : Perceptions, Policies and Transnational Relations*. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003. Pp. 3-30.
- PERRIN, Nicolas, « Les demandeurs d'asile », Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, 2006, <http://www.diversite.be/les-demandeurs-d%E2%80%99asile>, consulté le 12.11.2013.
- RENAULT, Matthieu, « Du pouvoir. A propos de H. Bouteldja et S. Khiari, *Nous sommes les Indigènes de la république*, S. Khiari, Malcom X. *Stratège de la dignité noire* », *Contretemps* (revue en ligne), le 25 février 2013. URL : <http://www.contretemps.eu/lectures/pouvoir>, consulté le 12.11.2013.
- SAYAD, Abdelmalek, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Editions du Seuil, 1999.
- SHAIN, Yossi, *Marketing the American Creed Abroad: Diasporas in the US and their Homelands*. Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- SHEFFER, Gabriel, *Modern Diasporas in International Politics*. London, Croom Helm, 1986.
- SHEFFER, Gabriel, *Diaspora politics. At Home Abroad*. New York, Cambridge University press, 2003.
- SIMON, Gildas, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*. Paris, Presses Universitaires de France, 1995.

SIMON, Gildas, *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris, Armand Colin, 2008.

TAPIA (de), Stéphane, *Système migratoire euroméditerranéen : effets des transferts financiers dans les pays d'origine*. Strasbourg, Edition du Conseil de l'Europe, 2008.

THERWATH, Ingrid, « Les "Journées des Indiens de l'étranger". Le gouvernement face à la diaspora », in Dufoix, S., Guerassimoff, C., de Tinguy, A. (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*. Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

THIERRY, Xavier, « Evolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni », *Population*, n° 59(5), 2004. Pp. 725-764.

VERTOVEN, Steven, COHEN, Robin (eds.), *Migration, Diasporas and Transnationalism*. Cheltenham/Northampton, Edward Elgar Publishing Ltd., 1999.

VAN HEAR, Nicholas, *New Diasporas: The Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*. London, UCL Press, 1998.

WITHOL de WENDEN, Catherine, *La question migratoire au XXIe siècle. Migrants réfugiés, et relations internationales*. Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

2.2. Rapports

CLOCHARD, Olivier, « Conditions des ressortissants de pays tiers retenus dans des centres (camps de détention, centres ouverts, ainsi que des zones de transit), avec une attention particulière portée aux services et moyens en faveur des personnes aux besoins spécifiques au sein des 25 Etats membres de l'Union européenne », Rapport de visite en Lituanie, Policy Department C, Citizens Rights and Constitutional Affairs, 2006.

« Rapport de l'ECRI sur la Lituanie (quatrième cycle de suivi) », Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Conseil de l'Europe, publié le 13 septembre 2011, <http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/country-by-country/lithuania/LTU-CbC-IV-2011-038-FR.pdf>, consulté le 06.12.2013.

« Rapport de l'ECRI sur l'Ukraine (quatrième cycle de monitoring) », Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Conseil de l'Europe, publié le 21 février 2012. URL : <http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/country-by-country/ukraine/UKR-CbC-IV-2012-006-FRE.pdf>, consulté le 06.12.2013.

« Rapport de l'ECRI sur l'Ukraine (quatrième cycle de monitoring) », Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Conseil de l'Europe, publié le 15 décembre 2010. URL : <http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/country-by-country/ukraine/UKR-CbC-IV-2012-006-FRE.pdf>, consulté le 06.12.2013.

« Rapport de l'ECRI sur la Lettonie (quatrième cycle de monitoring) », Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Conseil de l'Europe, publié le 21 février 2012. URL : www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/.../LVA-CbC-IV-2012-003-FRE.pdf, consulté le 06.12.2013.

2.3. Statistiques

Central Bureau of Statistics, Immigration en Israël en 2009. URL : http://www1.cbs.gov.il/reader/newhodaot/tables_template_eng.html?hoda=201021039, consulté le 04.12.2013.

CHESNAIS, Jean-Claude, « L'émigration soviétique : passé, présent et avenir », Conférence internationale sur les migrations, Paris, OCDE, 1991.

« Immigration, asile, accueil et accompagnement des étrangers en France », Ministère de l'Intérieur. Tableaux statistiques. URL : <http://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Documentation/>

Tableaux-statistiques/L-acces-a-la-nationalite-francaise, consulté le 04.12.2013.

Institut national d'études démographiques, « Immigrés par pays de naissance en 2010 ». URL : http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/france/immigres_etrangers/pays_naissance, consulté le 04.12.2013.

OECD Library, « Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales ». URL : http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/data/statistiques-de-l-ocde-sur-les-migrations-internationales_mig-data-fr, consulté le 04.12.2013.

3. Migrations et communautés russes à l'étranger (en dehors de l'espace postsoviétique)

3.1. De la fin du XIXe à la chute de l'URSS

ADAM, Rémi, *Histoire des soldats russes en France : 1915-1920. Les damnés de la guerre*. Paris, L'Harmattan, 1996.

Annuaire russe, ukrainien, biélorusse de France. Meudon, Foyer Saint-Georges, Centre d'études russes, 1982.

BARIHNOVSKIJ, Gavriil V., *Idejno-političeskij krah beloĵ èmigracii I razgrom vnutrennej kontrrevolucii 1921-1924 gg.* [L'échec idéologique et politique de l'émigration blanche et la défaite de la contre-révolution intérieure en 1921-1924]. Leningrad, Editions de l'Université d'Etat de Leningrad, 1978.

BÉRARD, Ewa, *La vie tumultueuse d'Ilya Ehrenbourg: juif, russe et soviétique*. Paris, Ramsay, 1991.

BREUILLARD, Sabine, « Vie politique de l'émigration russe 1919-1945 : un destin », *Cahiers de l'émigration russe*, n° 1. Paris, Institut d'études slaves, 1994.

ČISTÁKOV, Kirill A., *Ubit' za Rossiû ! Iz istorii russkogo èmigrantskogo « aktivizma » 1918-1939 g.g.* [Tuer pour la Russie ! Une histoire de l'« activisme » d'émigrés russes, 1918-1939]. Moscou, Izdatel'stvo Ippolitova, 2000.

CZERNY, Boris, « L'association des étudiants russes de Paris », *Cahiers du monde russe*, n° 1, Vol. 48, 2007. Pp. 5-21.

- DEROO, Éric, GROKHOFF, Gérard, *Héros et mutins. Les soldats russes sur le front français : 1916-1918*. Paris, Gallimard DMPA, 2010.
- FASSMANN, Heinz, MÜNZ, Reiner, « European East-West Migrations, 1945-1992 », *International Migration Review*, n° 3, Vol. 28, Automne 1994. Pp. 520-538.
- GORBOFF, Marina. *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*. Lausanne, L'Age d'Homme, 1995.
- GOUSSEFF, Catherine, « Les mutations de la communauté russe de Paris après la Seconde Guerre mondiale », in Marès, A., Milza, P. (dir.), *Le Paris des étrangers depuis 1945*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1994. Pp. 189-205.
- GOUSSEFF, Catherine, « Les Juifs russes en France : profil et évolution d'une collectivité », *Juifs de Russie en France, 1880-1939, Archives Juives*, Vol. 34/2, 2e semestre 2001. Pp. 4-16.
- GOUSSEFF, Catherine, « Les réfugiés russes », in De Wenden, C., Vuddamalay, V. (dir.), *Existe-t-il des métiers ethniques ?*, *Panoramiques*, sept. 2003. Pp. 42-50.
- GOUSSEFF, Catherine, PICHON-BOBRINSKOY, Olga (dir.), *L'invention d'une politique humanitaire : le Zengor et les réfugiés russes (1921-1930)*, dossier de *Cahiers du monde russe*, Vol. 46/4, septembre-décembre, 2005.
- GOUSSEFF, Catherine, « Des migrations de sorties de guerre qui reconfigurent la frontière : ouverture et refermeture de l'URSS avant la Guerre froide », in Coeuré, S., Dullin, S. (dir.), *Les frontières du communisme. Réalités et mythologies de la division de l'Europe de la Révolution d'Octobre au mur de Berlin*. Paris, La Découverte, 2007. Pp. 428-442.
- GOUSSEFF, Catherine, *L'exil russe (1920-1939). La fabrique du réfugié apatride*. Paris, CNRS éditions, 2008.
- LARUELLE, Marlène, « Politique et culture dans l'émigration russe : les débats entre l'eurasisme et ses opposants », *La Revue russe*, n° 17, 2000. Pp. 145-155.
- LESURE, Michel, « Les réfugiés révolutionnaires russes à Paris », *Cahiers du monde russe et soviétique*, n° 3, Vol. 6, 1965. Pp. 419-436.
- LESURE, Michel, « Les mouvements révolutionnaires russes de 1882 à 1910 d'après les Fonds F7 des Archives Nationales », *Cahiers du monde russe et soviétique*, n° 6/2, Vol. 6, 1965. Pp. 279-326.
- MENEGALDO, Hélène, *Les Russes à Paris 1919-1939*. Paris, Editions Autrement, 1998.
- POLÂN, Pavel, « Emigraciâ : kto i kogda v XX veke pokidal Rossiû », in Glezer, O., Polân, P. *Rossiâ i ee regiony v XX veke : territoriâ – rasselenie – migracii*. Moscou, OGI, 2005. Pp. 493-519.
- PONTIFILLY (de), Raymond, *Guide des Russes en France*. Paris, Editions Horay, 1990.
- PORTER, Bernard, « The British government and political refugees, 1880-1914 », in Slatter, J. (ed.), *From the other shore : Russian political emigrants in Britain, 1880-1914*. London, Frank Cass, 1983.

RAEFF, Marc, *Russia abroad : a cultural history of the Russian emigration, 1919-1939*. New York / Oxford, Oxford university press, 1990.

ROBINSON, Paul, *The White Russian Army in exile, 1920-1945*. New York / Oxford, Oxford University Press, 2002.

ŠKARENKOV, Leonid, *Agoniâ beloĵ èmigracii* [L'agonie de l'émigration blanche]. Moscou, Mysl', 1987.

STARCEV, Vitalij, FRUMENKOVA, Tat'âna (dir.), *Ruskaâ èmigraciâ vo Francii (1850 – 1950 g.g.). Sbornik statej* [L'Emigration russe en France en 1850-1950. Recueil d'articles]. Saint-Pétersbourg, Tret'â Rossiâ, 1995.

STRUVE, Nikita, *Soixante-dix ans d'émigration russe (1919-1989)*. Paris, Fayard, 1996.

VAPNÉ, Lisa, *Les Remplaçants : migration juive de l'ex-Union soviétique en Allemagne, 1990-2010*. Thèse de doctorat en science politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2013.

VENDINA, Ol'ga, « Russkie za rubežami Rossii » [Les Russes en dehors des frontières de la Russie], *Geografiâ*, n° 13, 2001. Pp. 19-24.

VIŠNEVSKIJ, Anatolij, ZAJONČKOVSKAÂ, Žanna, « Volny migracii. Novaâ situaciâ » [Les vagues de migration. Une nouvelle situation], *Svobodnaâ mysl'*, n° 12, 1992.

WEILL, Claudie, « Le Bund russe à Paris, 1989-1940 », *Les Belles lettres, Archives Juives*, n° 2, Vol. 34, 2001.

3.2. Période contemporaine

BRONNIKOVA, Olga, « Formirovanie 'professional'nyh' rossijskikh diaspor na Zapade : russkie matematiki v Velikobritanii » [Construction de diasporas russes « professionnelles » en Occident : exemple de mathématiciens russes en Grande Bretagne], *Diaspory*, n°1, 2010. Pp. 142-150.

BYFORD, Andy, « Poslednee sovetskoe pokolenie v Velikobritanii » [La dernière génération soviétique en Grande Bretagne], *Neprikosnovennyj Zapas*, n° 2(64), 2009. URL : <http://magazines.russ.ru/nz/2009/2/bai6-pr.html>, consulté le 05.11.2011.

BYFORD, Andy, « “The Last Soviet Generation” in Britain », in Fernandez, J. (ed.), *Diasporas: Critical and Interdisciplinary Perspectives*. Inter-Disciplinary Press, 2009.

BYFORD, Andy, « The Russian Diaspora in International Relations : ‘Compatriots’ in Britain », *Europe Asia Studies*, n° 64, 2012. Pp. 715-753.

BYFORD, Andy, « Performing ‘Community’ : Russian-speakers in Contemporary Britain », in Cairns, L., Fouz-Hernandez, S. (eds), *Re-thinking “Identities” : Western Cultural Articulations of Alterity and Resistance in the New Millenium*. Berne, Peter Lang, à paraître en 2014.

DARIEVA, Tsypylma, *Russkij Berlin. Migranten und Medien in Berlin und London*. Münster, Litverlag, 2004.

KOPNINA, Helen, *East to West Migration. Russian Migrants in Western Europe*. Aldershot, Ashgate, 2005.

MALYUTINA, Darya, *Migrants sociality in a «global city»: friendship, transnational networks, racism and cosmopolitanism. A study of Russian-speaking migrants in London*. Thèse de doctorat en géographie, soutenue à UCL Department of Geography, 2012.

MAKAROVA, Natal'â, MORGUNOVA, Oksana (dir.), *Russkoe prisutstvie v Britanii* [La présence russe en Grande Bretagne]. Moscou, Sovremennââ Èkonomika i Pravo, 2009.

MORGUNOVA, Oksana, « The present day : British Russians or Russians Britons ? », in Cross, A., Makarova, N., Morgunova, O. (eds.), *Invisible Presence : Russians in the UK*, à paraître.

SHEVTSOVA, Lilia, « Post-soviet Emigration Today and Tomorrow », *International Migration Review*, n° 2, Vol. 26, Special Issue : The New Europe and International Migration, Summer 1992. Pp. 241-257.

TINGUY (de), Anne, « Les Russes d'Israël : une minorité très influente », *Les Etudes du CERI*, n° 48, décembre 1998.

TINGUY (de), Anne, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*. Paris, Editions Plon, 2004.

4. Généralités sur la Russie

4.1. Concepts relatifs à la Russie

MALAMOUD, Charles, « Mir » in Cassin, B. (dir.), *Vocabulaire européen des philosophies*. Paris, Seuil-Le Robert, 2004. Pp. 803-808.

LARUELLE, Marlène, « Lev Nikolevič Gumilev (1912-1992) : biologisme et eurasisme dans la pensée russe », *Revue des études slaves*, Tome 72, fascicule 1-2, 2000. Pp. 163-189.

LARUELLE, Marlène, « Alexandre Dugin : esquisse d'une eurasisme d'extrême-droite en Russie postsoviétique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 3, Vol. 32, 2001. Pp. 85-103.

Le Point Références, « L'âme russe. Les textes fondamentaux : Dostoïevski, Tolstoï, Pouchkine, Tchekov, Gogol », Hors-Série n° 31, 1^{er} janvier 2011.

TIOUTCHEV, Fiodor, *Poèmes*. Paris, Librairie du Globe, 1994.

4.2. Migrations et populations (URSS, Russie, espace postsoviétique)

BARRINGTON, Lowell, « A Reply to David Laitin », *Post-Soviet Affairs*, n° 17, Vol. 2, 2001. Pp. 164-166.

BLUM, Alain, ZAKHAROV, Serge, « Espaces régionaux, espaces nationaux dans l'ex-URSS », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 24-1, Vol. 24, 1993. Pp. 81-99.

BLUM, Alain, « Les Russes : traces anciennes et nouveaux comportements », *L'Economie politique*, n° 21, Vol. 1, 2004. Pp. 45-59.

BLUM, Alain, *Naître, vivre et mourir en URSS*. Paris, Payot, 2004.

BLUM, Alain, FILIPPOVA, Elena, « Territorialisation de l'ethnicité, ethnicisation du territoire. Le cas du système politique soviétique et russe », *Espace géographique*, n° 4, Vol. 35, 2006. Pp. 317-327.

BRAUX, Adeline, *Migrations, transnationalisme et nouvelles diasporas dans l'espace post-soviétique. Les immigrés sud-caucasiens en Fédération de Russie*. Thèse du Doctorat sous la dir. de Dominique Colas, soutenue au CERI, Ecole doctorale de Sciences Po, 2011.

BRUBAKER, Rogers, « Citizenship Struggles in Soviet Successor States », *International Migration Review*, n° 2, Vol. 26, été 1992. Pp. 279-284.

BRUBAKER, Rogers, « Accidental Diasporas and External 'Homelands' in central and Eastern Europe : Past and Present ». Vienna, Institut for Advanced Studies, Political Science Series, n° 71, october 2000.

BRUK, Solomon I., KABUZAN, Vladimir M., « Dinamika čislennosti i rasseleniâ russkih posle Velikoj Oktâbr'skoj socialističeskoj revolucii » [L'évolution des effectifs et de l'installation des Russes après la Grande Révolution socialiste d'Octobre], *Sovetskaâ ètnografiâ*, LVI, 5, 1982.

KABUZAN, Vladimir M., *Russkie v mire. Dinamika čislennosti i rasseleniâ (1719-1989). Formirovanie etničeskikh i političeskikh granic russkogo naroda* [Les Russes dans le monde. La dynamique du nombre et de l'installation (1719-1989). La formation des frontières ethniques et politiques de la population russe]. Moscou, Blic, 1996.

KABUZAN, Vladimir M., *Èmigraciâ i reèmigraciâ v Rossii v XVIII-načale XX veka* [Emigration et réémigration en Russie au XVIII-début XX siècles]. Moscou, Nauka, 1998.

KIRILLOVA, Elena, FILIPPOVA, Elena, TISKOV, Valerij, ZAJONCKOVSKAA, Žanna, GORLANOVA, Nina, SENCIN, Roman, « Vynuždennye pereselency : pol'za ili obuza dlâ Rossii ? » [Les migrations de retour, représentent-ils une utilité ou un fardeau pour la Russie ?], *Znamâ*, n° 6, 2003. URL : <http://magazines.russ.ru/znamia/2003/6/konf.html>, consulté le 05.12.2013.

KLIER, John D. *Imperial Russia's Jewish Question, 1855-1881*. Cambridge et New York, Cambridge university press, 1995.

KOLSTOE, Paul, *Russians in the Former Soviet Republics*. Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1995.

KOLSTOE, Paul, « Territorialising Diasporas : The Case of Russians in the Former Soviet Republics », *Millennium : Journal of International Studies*, n° 28, 1999. Pp. 607-631.

KOLSTOE, Paul, « Interstate Integration in the Post-Soviet Space. The Role of the Russian Diasporas », in Dwan, R., Pavliuk, O. (eds), *Building Security in the New States of Eurasia : Subregional cooperation in the former Soviet space*. Armonk / New York, M.E. Sharpe, 2000.

KOLSTOE, Paul, « Review of Igor Zevelev, Russia and its new diasporas » [USIP press, Washington DC], *Diaspora*, n° 2, Vol. 10, Fall 2001.

KOSMARSKAA, Natalia, « My vse sejčas v odnoj lodke – i russkie, i kirgizy. Ob ètničnosti kak faktore social'nogo razmeževaniâ v postsovetskih obšestvah » [Nous sommes tous désormais dans le même bateau, les Russes comme les Kirghizes. A propos de l'ethnicité en tant que facteur de dissension sociale dans les sociétés post-soviétiques], *Neprikosnovennyj zapas*, n° 66, Vol. 4, 2009. URL : <http://www.nlobooks.ru/sites/default/files/old/nlobooks.ru/rus/nz-online/619/1456/1476/index.html>, consulté le 07.12.2013.

KULU, Hill, « Policy Towards the Diaspora and Ethnic (Return) Migration : an Estonian Case », *GeoJournal*, n° 53, Vol. 3, 2000. Pp. 135-143.

LAITIN, David D., *Identity in Formation : The Russian-Speaking Populations in the New Abroad*. Ithaca, Cornell University Press, 1998.

LAITIN, David D., « Nationalism and language : a post-Soviet perspective », in Hall, J. A. (ed.), *The State of the Nation. Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998. Pp. 144-155.

LAITIN, David D., « Comment On Lowell Barrington », *Post-Soviet Affairs*, n° 2, Vol. 17, April-June 2001. Pp. 159-163.

LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux Etats dans l'espace post-soviétique*. Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.

LARUELLE, Marlène, « Le nouveau rôle de la Russie en Asie centrale : les migrations de travail des Centre-asiatiques vers la Fédération russe », *Revue internationale et stratégique*, n° 64, Vol. 4, 2006. Pp. 133-142.

LEWIS, Robert A., ROWLAND, Richard H., CLEM, Ralph S., *Nationality and Population Change in Russia and the USSR*. New York, Praeger Publishers Inc., 1976.

LEWIS, Robert A., ROWLAND, Richard H., *Population Distribution in the USSR : Its Impact on Society, 1897-1977*. New York, Praeger Publishers Inc, 1979.

PILKINGTON, Hilary, *Migration, Displacement and Indentity in Post-Soviet Russia*. London / New York, Routledge, 1998.

POLAN, Pavel, *Ne po svoej vole. Istoriâ i geografiâ prinuditel'nyh migracij v SSSR* [Malgré soi. L'histoire et la géographie des migrations forcées en URSS]. Moscou, O.G.I.-Memorial, 2001.

RADVANYI, Jean, BRONNIKOVA, Olga, « Les migrations, un enjeu de la politique démographique russe », in Simon, G. (dir.), *Dictionnaire géohistorique des migrations internationales*. Paris, Armand Colin, à paraître en 2014.

REEVES, Madeleine, « Po tu storonu èkonomičeskogo determinizma : mikrodinamika migracii iz sel'skogo Kirgizstana » [Au-delà du déterminisme économique : microdynamique migratoire depuis le Kirghizistan rural], *Neprikosnovennyj zapas*, n° 4, 2009. URL : <http://magazines.russ.ru/nz/2009/4/ri24-pr.html>, consulté le 05.12.2013.

SADOVSKAA, Elena, « Kazahstan v Central'noaziatskoj migracionnoj subsisteme » [Le Kazakhstan dans le système migratoire centre-asiatique], in Zajončkovskaâ, Ž., Vitkovskaâ, G. (dir.), *Postsovetskie transformacii : otraženie v migraciâh* [Les transformations postsoviétiques au miroir des migrations]. Moscou, Adamant, 2009. Pp. 279-321.

SHLAPENTOKH, Vladimir, SENDICH, Munir, PAYIN, Emil (eds), *The Russian Diaspora : Russian Minorities in the Former Soviet Republics*. Armonk et New York, M.E.Sharpe, 1994.

THOREZ, Julien, « Horošo gde nas net. L'émigration des 'Russophones' d'Asie centrale », *Echogeo*, n° 9, juin-août 2009.

TINGUY (de), Anne, « Le "retour" des Russes : où en est la Russie aujourd'hui ? », *Hommes et migrations*, n° 1235, 2002.

TITMA, Mikk, TUMA, Nancy, « Migration in the Former Soviet Union », *Berichte des Bundesinstitus für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, Cologne, 1992, cité dans Kolstoe, P., *Russians in the Former Soviet Republics*. London, Hurst and Company, 1995. Pp. 51-67.

VORONINA, Tatiana, « Young Workers and the Baikal-Amur Mainline Railroad Project (1974-1984): Social Policy and Life Stories », communication présentée au colloque *National Identity in Eurasia II : Migrancy & Diaspora*, Oxford, University of Oxford, Wolfson College, 10-12 juillet 2009.

ZAÏONTCHKOVSKAÏA, Janna, « CEI. Tendances migratoires de la décennie 1990 », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1035, mars 2003. Pp. 4-14.

4.3. Transformations sociopolitiques depuis l'URSS jusqu'à aujourd'hui

BERELOWITCH, Alexis, RADVANYI, Jean, *Les 100 portes de la Russie*. Paris, Editions de l'Atelier, 1999.

BIKBOV, Aleksandr, « Predstavitel'stvo i samoupravlenie. Po materialam issledovaniâ NII mitingov, dekabr' 2011-iûn' 2012 » [De la représentation et de l'autogestion. Analyse de matériaux de l'enquête réalisée par le Groupe pour la recherche scientifique sur les manifestations, en décembre 2011-juin 2012], *Logos*, n° 44(88), 2012. Pp. 198-230.

BIKBOV, Aleksandr, « Mobilisation à Moscou : ni 'manifestations de l'opposition', ni 'révolution arabe' », *Mouvements*, janvier 2012. URL : <http://www.mouvements.info/Mobilisation-a-Moscou-ni.html>, consulté le 05.12.2013.

BUROWAY, Michael, VERDERY, Katherine, *Uncertain transition : ethnographies of change in postsocialist world*. Oxford, Lanham (Md.), Rowman and Littlefield publ., 1999.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, *Decline of an Empire : The Soviet Socialist Republics in Revolt*. New York, TBS The Book Service Ltd, 1980.

CLEMENT, Carine (dir.), « Mobilisations citoyennes russes. Le quotidien au cœur des protestations », *La vie des idées.fr*, le 11 décembre 2011. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Mobilisations-citoyennes-en-Russie.html>, consulté le 05.12.2013.

CLEMENT, Carine, *Gorodskie dvizheniâ v 2009-2012 godah : na puti k političeskomu* [Les mouvements sociaux urbains en 2009-2012 : vers une politisation]. Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2013.

DAUCE, Françoise, « Les mouvements de mères de soldats à la recherche d'une place dans la société russe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 28, n° 2, 1997. Pp. 121-153.

DAUCE, Françoise, « Les analyses de l'engagement associatif en Russie », *Questions de Recherche*, CERI, n° 14, juin 2005. URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/qdr14.pdf>, consulté le 05.12.2013.

DAUCE, Françoise, « Russie : la société civile en perdition politique », *Revue internationale et stratégique*, n° 68, 2007/4. Pp. 93-99.

DAUCE, Françoise, « Vers un patriotisme civique ? Les associations face aux injonctions de l'Etat russe », *La Revue russe*, n° 33, 2009. Pp. 31-41.

DAUCE, Françoise, DESERT, Myriam, LARUELLE, Marlène, LE HUEROU, Anne, ROUSSELET, Kathy, « Les usages pratiques du patriotisme en Russie », *Question de Recherche*, CERI, n° 32, juin 2010. URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/qdr32.pdf>, consulté le 05.12.2013.

DAUCE, Françoise, *Façonner la « société civile » en Russie. Des discours politiques aux pratiques associatives*. Habilitation à diriger des recherches, Paris, EHESS, 2011.

DAUCE, Françoise, « Russie 2012 : la difficile incarnation politique de la société civile », in Tinguy (de), A. (dir.), *A l'Est, du nouveau. Les élections 2011-2012 en Russie à l'heure du « printemps russe »*, Dossier du *Kiosque du CERI*, 2012. URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/dossier#022012>, consulté le 05.12.2013.

DESERT, Myriam, « Être patriote dans la Russie postsoviétique », *Critique internationale*, n° 58, Vol. 1, 2013. Pp. 53-71.

FITZPATRICK, Sheila, *Le Stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*. Paris, Flammarion, 2002.

FIGES, Orlando. *Les chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*. Paris, Denoël, 2009.

FLYNN, Moya, OLDFIELD, Jonathan, « Trans-national Approaches to Locally Situated Concerns : Exploring the Meaning Post-socialist Space », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, n° 1, Vol. 22, mars 2006.

GOFMAN, Aleksandr, « Sociologiâ i graždanskaâ religiâ v Rossii » [La sociologie et la religion citoyenne en Russie], in *Elektronnaâ biblioteka : graždanskoe obšestvo v Rossii* [La Bibliothèque numérique : la société civile en Russie]. URL : http://www.civisbook.ru/files/File/Gofman_Soc_GraghdReligiya.pdf, consulté le 07.12.2013

HANN, Chris M., *Postsocialism : ideals, idéologies and practices in Eurasia*. London / New York, Routledge, 2002.

KARNAS, Grigorij, « Social'naâ spravedlivost' kak duhovnaâ osnova sovremennogo rossijskogo obšestva » [La justice sociale en tant que fondement spirituel de la société russe d'aujourd'hui], *Znanie, ponimanie, umenie*, n° 1, 2004.

KARPENKO, Oksana, « Obučenie 'nacional'nym' različiâm : 'narod' v škol'nyh učebnikah obšestvovedeniâ » [Enseigner les différences « nationales » : le « peuple » dans les manuels scolaires sur la société], in Voronkov, V., Karpenko, O., Osipov, A. (dir.), *Rasizm v âzyke social'nyh nauk* [Le racisme dans la langue des sciences sociales]. Saint-Pétersbourg, Aleteâ, 2002.

KASTOUEVA-JEAN, Tatiana, « “Soft-power” russe : discours, outils, impact », *Russie.Nei.Reports*, n° 5, octobre 2010.

KOVENEVA, Olga, « Les communautés politiques en Russie et en France. Regards croisés sur quelques modalités du “vivre ensemble” », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, 2011. URL : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=ANNA_663_0787, consulté le 05.12.2013.

KULMALA, Meri, « Russian State and Civil Society in Interaction : an Ethnographic Approach », *Laboratorium*, Vol. 3, n° 1, 2011. Pp. 51-83.

LARUELLE, Marlène, « Les Russes et 'les autres'. Introduction à la diversité nationale », in Ferro, M., Mandrillon, M.-H. (dir.), *Russie, peuples et civilisations*. Paris, La Découverte, 2005.

LARUELLE, Marlène, « “Rodina” : les mouvances nationalistes russes. Du loyalisme à l'opposition », publication en ligne du CERI-Sciences Po, mai 2006. URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/artml.pdf>, consulté le 05.12.2013.

LARUELLE, Marlène, « Russie : Legs impérial et patriotisme », in Medeiros, J. (ed.), *Le mondial des nations. Trente chercheurs enquêtent sur l'identité nationale*. Paris, Institut Choiseul, 2010.

LE HUEROU, Anne, « Russie : les paradoxes de la violence (Partie 1) », *Cultures et Conflits*, n° 29-30, 1998. URL : <http://conflits.revues.org/692#bodyftn11>, consulté le 07.12.2013.

LE HUEROU, Anne, « Les mouvements de protestation : une nouvelle génération dans la rue », in Tinguay (de), A. (dir.), *A l'Est, du nouveau. Les élections 2011-2012 en Russie à l'heure du « printemps russe »*, Dossier du Kiosque du CERI, 2012. URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/dossier#022012>, consulté le 05.12.2013.

NIKOLSKI, Véra, *Le moment escapiste : militantisme et production théorique dans une conjoncture de crise. Deux mouvements de jeunesse radicaux (NBP et ESM) dans la Russie contemporaine*. Thèse de doctorat de sociologie sous la dir. de Frédéric Matonti, soutenue à l'Université Panthéon-Sorbonne, 2010.

NIKOLSKI, Véra, « La légitimation du rôle présidentiel de Vladimir Poutine. Dispositif médiatique et fabrication de l'image du 'bon tsar' », *Réseaux*, n° 164, 2010.

- NIKOLSKI, Véra, « La valeur heuristique de l'empathie dans l'étude des engagements 'répugnants' », *Genèses*, n° 84, Vol. 3, 2011. Pp. 113-126.
- NIKOLSKI, Véra, « Le parti national-bolchevique russe : une entreprise politique hétérodoxe », *Critique internationale*, n° 55, Vol. 2, 2012. Pp. 93-115.
- NIKOLSKI, Véra, « Lorsque la répression est un plaisir : le militantisme au Parti National Bolchévique russe », *Cultures et Conflits*, n° 89, 2013. Pp. 13-28.
- RADVANYI, Jean, « La puissance russe défiée par son 'étranger proche' », in Favarel-Garrigues, G., Rousselet, K. (dir.), *La Russie contemporaine*. Paris, Fayard, 2010.
- RADVANYI, Jean, *La nouvelle Russie*. Paris, Armand Colin, 2010.
- RIES, Nancy, *Russian Talk. Culture and Conversation during Perestroika*. Ithaca / London, Cornell University Press, 1997.
- RIES, Nancy, *Russkie razgovory. Kul'tura i rečevaâ povsednevnost' v period Perestrojki*. Trad. russe de : *Russian Talk. Culture and Conversation during Perestroika* [Ithaca / London, Cornell University Press, 1997]. Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2005.
- SANDOMIRSKAA, Irina, *Kniga o Rodine : opyt analiza diskursivnyh praktik*. Wien, Wiener Slawistischer Almanach, 2001.
- SCHERRER, Jutta, « L'intelligentsia russe et les victoires de la glasnost' » in Ferro, M. (dir.), *L'État de toutes les Russies. Les territoires, les hommes, l'histoire*. Paris, La Découverte, 1993. Pp. 115-116.
- SLEZKINE, Yuri, « The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promote Ethnic Particularism », *Slavic Review*, n° 2, Vol. 53, 1994. Pp. 414-452.
- SUNY, Ronald G., « Provisional Stabilities : The Politics of Identities in the Post-Soviet Eurasia » *International Security*, n° 3, Vol. 24, Winter 1999-2000. Pp. 139-178.
- TINGUY (de), Anne, « Vladimir Poutine et l'Occident : l'heure est au pragmatisme », *Politique étrangère*, n° 3, 2001.
- TINGUY (de), Anne (dir.), *Europe, ouvertures à l'Est*, dossier d'*Hommes et Migrations*, n° 1230, mars-avril 2001.
- TINGUY (de), Anne, « Le "printemps russe" », in TINGUY (de), A., *À l'Est, du nouveau. Les élections 2011-2012 en Russie à l'heure du « printemps russe »*, Dossier du Kiosque du CERI, 2012. URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/dossier#022012>, consulté le 05.12.2013.
- TOURNON, Sophie, « Retour sur la notion d'un étranger proche russe », in *La Russie et son étranger proche*, dossier de *Regards sur l'Est*, 2010. URL : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1134, consulté le 05.12.2013.
- VAISSIE, Cécile, « Étouffement et renaissance des oppositions en Russie (2000-2010), *Hérodote*, n° 138, 2010/3. Pp. 109-126.
- VORONKOV, Viktor, KARPENKO, Oksana, « Trudno ne byt' rasistom » [Il est difficile de ne pas être raciste], in Voronkov, V., Karpenko, O., Osipov, A. (dir.), *Rasizm v âzyke social'nyh nauk* [Le racisme dans la langue des sciences sociales]. Saint-Petersbourg, Aleteâ, 2002.

VORONKOV, Viktor, KARPENKO, Oksana, « Patriotizm kak nacionalizm (post)sovetskogo človeka [Patriotisme comme une forme de nationalisme de l'homme (post)soviétique], in Laruelle, M. (dir.), *Sovremennye interpretacii russkogo nacionalizma* [Les interprétations contemporaines du nationalisme russe]. Stuttgart, Ibidem-Verlag, 2007.

YURCHAK, Alexei, *Everything Was Forever, Until It Was No More: The last Soviet generation*. Princeton / Oxford, Princeton University Press, 2006.

5. Politique russe envers les émigrés

AGAEV, Sergej, OGANIS'AN, Ūlij, «O koncepcii gosudarstvennoj politiki RF v otnošenii rossijskoj diaspory : Po materialam obsuždeniâ v ISPRAN » [A propos de la conception des politiques d'Etat de Fédération de Russie en direction de la diaspora russe : d'après une discussion au sein de l'Institut de programmation systémique de l'Académie des sciences de Russie], *Polis*, n° 1, 1998. Pp. 179-190.

FERRANDO, Olivier, « Politiques diasporiques et flux migratoires : les États-nations et leurs minorités co-ethniques de l'étranger », in Laruelle, M. (dir.), *Dynamiques migratoires et changements sociétaux en Asie centrale*. Paris, Petra, 2010. Pp. 49-76.

LARUELLE, Marlène, « Question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006), *Les Etudes du CERI*, n° 126, mai 2006. URL : <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude126.pdf>, consulté le 05.12.2013

LARUELLE, Marlène, « Les 'Russes de l'étranger-proche' : le thème diasporique et ses lobbies en Russie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1, 2008. Pp. 11-38.

MURADOV, Georgij et al. (dir.), *Meždunarodnyj opyt podderžki sootečestvennikov za rubežom. Mirovaâ i otečestvennaâ praktika* [De l'expérience internationale de soutien des compatriotes de l'étranger. Pratiques mondiales et russes]. Moscou, Russkij mir, 2007.

POLOSKOVA, Tat'âna, *Diaspory v sisteme meždunarodnyh svâzej* [Les diasporas au sein du système de relations internationales]. Moscou, Naučnaâ kniga, 1998.

POLOSKOVA, Tat'âna, *Sovremennye diaspory: vnutripolitičeskie i meždunarodnye aspekty* [Les diasporas contemporaines : aspects de politique intérieure et étrangère]. Moscou, Naučnaâ kniga, 2002.

POLOSKOVA, Tat'âna, « Gosudarstvennaâ politika Rossijskoj Federacii v otnošenii zarubežnyh sootečestvennikov: novye tendencii i perspektivy. Problemy konsolidacii i strukturirovaniâ "Russkogo mira" » [Les politiques d'Etat de Fédération de Russie en direction des compatriotes de l'étranger : nouvelles tendances et perspectives. Problèmes de consolidation et de structuration du « monde russe »]. Helsinki, *Studia Slavica Finlandensia*, Tomus XXI, 2004.

TINGUY (de), Anne, « Le retour de l'influence russe ou la fin de "l'étranger proche" ? », *Les migrations dans l'espace postsoviétique vingt ans après la chute du mur de Berlin : ruptures et continuités*, Colloque du CERI-Sciences Po, le 6 novembre 2009.

TINGUY (de), Anne, « La Russie et les “compatriotes” de l'étranger. Hier rejetés, demain mobilisés ? », in Dufoix, S., Guerassimoff, C., Tinguay (de), A., *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*. Paris, Presses de Sciences Po, 2011. Pp. 183-204.

ZEVELEV, Igor, *Russia and its New Diasporas*. Herndon, VA, United States Institute of Peace Press, 2001.

SOURCES PRIMAIRES

1. Romans, nouvelles, récits des migrants

1.1. De la fin du XXI^e siècle à la chute de l'URSS

DOVLATOV, Sergej, *Remeslo : povest' v dvuh častáh* [Le Métier, nouvelle en deux parties]. Ann Arbor, Ardis, 1985.

ÈRENBURG, *Il'â, Lûdi, gody, žizn'* [Des gens, des années, la vie], 3 vol. Moscou, Tekst, 2005.

GERZEN, Aleksandr, « S togo berega » [De l'autre côté], in Gerzen, A., *Sobranie sočinenij* [Les Œuvres complètes], Tome 6. Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1955.

MILÛKOV, Pavel, *Rossiâ na perelome* [La Russie à la charnière de deux époques]. Paris, Librairie La Source, 1927.

PACHMUSS, Temira, « Iz arhiva Merežkovskih : Pis'ma Gippius Z.N. k M.V. Višnâku » [L'archive de Merežkovski : les lettres de Z. Gippius à M. Višnâk], *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 23, n° 3-4, Juillet-Décembre 1982. P. 463.

SANDOMIRSKIJ, German, *Krasnye meteory*. Leningrad / Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo hudožestvennoj literatury, 1931.

1.2. Récits d'auteurs contemporains

KOSOVO, Petâ (aka Dj Stalingrad), *Ishod* [L'Exode]. Moscou, Azbuka, 2009.

KOSOVO, Petâ (aka Dj Stalingrad), *Iskusstvo vozmezdîâ* [L'art de la vengeance]. Moscou, Gileâ, Stella Art Foundation, 2013.

2. Articles de presse, blogs, émissions

Amnesty International, « Russie – en lutte pour la liberté. En mémoire d'Anna Politkovskaïa », programme du forum à la Mairie de Montreuil, le 6 octobre 2012. URL : <http://www.amnesty.fr/sites/default/files/20012-1006%20Russie%20en%20lutte%20pour%20>

la%20libert%C3%A9%20Programme%20forum-concert%20Free%20Pussy%20Riot.pdf, consulté le 10.11.2013.

AZAR, Il'â, « Vojna haosa protiv normal'nyh lûdej » [La guerre du chaos contre les personnes normales], *Lenta.ru*, le 6 février 2013. URL : <http://www.lenta.ru/articles/2013/02/06/antifa/>, consulté le 12.12.2013.

BALAKLEEC, Ol'ga, « V sutkah katastrofičeski ne hvataet časov » [Décidemment, il n'y a pas assez d'heures dans la journée], *The Business Kuri'er*, 14-27 mars, n° 5(8), 2013. URL : http://issuu.com/thebusinesscourier/docs/issue_5_8?e=5115709/1830849, consulté le 05.10.2013.

BREVERN (de), Georges (président de l'association du Souvenir du corps expéditionnaire russe en France), « Le Mot du président », *La Gazette de l'Ours Micha, la mascotte du Corps expéditionnaire russe*, n° 8. URL : <http://ascferf.fr/8-la-gazette-de-l%E2%80%99ours-micha-la-mascotte-du-corps-expeditionnaire-russe/>, consulté le 05.11.2013.

CHANCLU (de), André (président du collectif France-Russie), « My podderživaem vnešnuû politiku Rossii » [Nous soutenons la politique extérieure de l'Etat russe], Interview réalisée par Aleksandr Kuznecov, *Geopolitika.ru*, le 18 mai 2009. URL : <http://www.geopolitica.ru/Articles/596/>, consulté le 20.10.2013.

« Devât' pričin, po kotorym â uezžaû iz Rossii » [Neuf raisons pour lesquelles je quitte la Russie], *Gazeta.ru*, le 22 août 2011. URL : http://www.gazeta.ru/realty/2011/08/17_e_3735725.shtml, consulté le 10.12.2013.

DNEUTRINO, « Russkij ruskomu volk. Segodnâ den' morali u menâ » [Le Russe est un loup pour le Russe. Aujourd'hui, c'est ma journée de la morale]. URL : http://dneutrino.blogspot.fr/2012/02/blog-post_10.html, consulté le 07.12.2013.

ERIC, « Vue de Russie, la France de la « diversité » et des « chances pour... » est-elle encore la France ? », *AgoraVox*, le 8 juillet 2011. URL : <http://www.agoravox.fr/actualites/citoyennete/article/vue-de-russie-la-france-de-la-97207>, consulté le 20.10.2013.

France 24, « Russian Spring ? Surprise setback for Putin », émission Le Débat, 7 décembre 2011. URL : http://www.idc-europe.org/ru/video.html?v_id=56, consulté le 12.12.2013.

France 24, « Présidentielle russe : Poutine 'forever' », émission Le Débat, 6 mars 2012. URL : <http://www.france24.com/fr/20120305-Vladimir-Poutine-Russie-Dmitri-Medvedev-fr-debat-partie-1>, consulté le 12.12. 2013.

France 24, « Procès Navalny : la face sombre de la Russie de Poutine », émission Le Débat, 22 juillet 2013. URL : <http://www.france24.com/fr/20130718-fr-debat-russie-navalny-poutine-corruption-justice-partie2>, consulté le 12.12.2013.

JOURDAIN, Stéphane, STROGANOVA, Anya, « Quand la Russie flirte avec le FN », *Slate.fr*, le 16 juillet 2013. URL : <http://www.slate.fr/story/75047/russie-fn>, consulté le 20.10.2013.

KOPOSOVA, Natal'â, « Francuzy udivleny vnezapno prosnuvšimsâ u russkih čuvstvom sobstvennogo dostoinstva » [Les Français sont étonnés par un éveil soudain du sentiment de

respect de soi chez les Russes], Site de l'Agence d'information REX, le 13 mars 2013. URL : <http://www.iarex.ru/articles/34665.html>, consulté le 12.12.2013.

LE BLEVENNEC, Nolwenn, « Pourquoi le Front national est fasciné par la Russie », *Rue89*, le 3 janvier 2012. URL : <http://www.rue89.com/rue89-presidentielle/2012/01/03/pourquoi-le-fn-est-fascine-par-la-russie-228012>, consulté le 20.10.2013.

Le Figaro.fr, « Manifestation de l'extrême droite radicale », le 2 février 2013. URL : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/02/97001-20130202FILWWW00459-manifestation-de-l-extreme-droite-radicale.php>, consulté le 02.10.2013.

Le Monde (blog), « L'extrême droite en mode Raspoutine; pas de liste GUD; des SMS racistes », le 12 mars 2010. URL : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2010/03/12/pas-de-liste-gud-lextrême-droite-en-mode-raspoutine/>, consulté le 15.10.2013.

PERŠKINA, Anastasiâ, « Čužie-2 : o čěm molčit Franciâ » [Aliens-2 : ce que la France fait taire], la radio *Golos Rossii* (La Voix de la Russie). URL : http://rus.ruvr.ru/2012_10_24/Ochem-molchit-Francija/, consulté le 05.12.2013.

« Pora valit' » (« Il était temps de se casser »). URL : <http://pora-valit.livejournal.com/>, consulté le 07.12.2013.

RFI Russe, « Pravozašitniki prosât OON dat' ocenku vozmožnomu prigovoru Alekseû Naval'nomu [Les défenseurs des droits humains demandent à l'ONU de donner son avis sur l'éventuelle condamnation d'Aleksei Navalny], le 15 juillet 2013. URL : <http://www.russian.rfi.fr/rossiya/20130715-pravozashchitniki-prosyat-oon-dat-otsenku-vozmozhnomu-prigovoru-alekseyu-navalnomu>, consulté le 03.11.2013.

SERGEY_MACHETE, « Russkij russkomu volk » [Le Russe est un loup pour le Russe], le 5 avril 2011. URL : <http://sergey-machete.livejournal.com/2871.html>, consulté le 07.12.2013.

Sut' vremeni (Essence du temps), « Novosti za nedelû francuzskoj âčejki Suti vremeni » [Chronique de la semaine de la cellule française d'Essence du temps], le 17 février 2013. URL : <http://eot.su/node/14722>, consulté le 12.11.2013.

MITIN, Ivan, « Miting v podderžku Naval'nogo v Londone » [Une manifestation de soutien à Navalny à Londres]. URL : <http://vanmeetin.livejournal.com/194917.html>, consulté le 31.10.2013.

Vesti.ru, « Magazin russkoj knigi v Pariže spas mecenat Ūrij Koval'čuk » [Une librairie russe à Paris a été sauvée par un mécène Yuri Kovaltchouk], le 11 novembre 2012. URL : <http://www.vesti.ru/doc.html?id=955585>, consulté le 10.11.2013.

3. Lois sur les compatriotes

Loi de 1995, « O podderžke rossijskoj diaspory i o pokrovitel'stve rossijskim sootečestvennikam » [Concernant la déclaration sur le soutien de la diaspora russe et la protection des compatriotes russiens]. URL : http://www.businesspravo.ru/Docum/DocumShow_DocumID_35720.html, consulté le 06.12.2013.

Loi de 1999 « Concernant la politique de la Fédération de Russie relative aux compatriotes de l'étranger ». URL : <http://www.rg.ru/2010/07/27/sootech-dok.html>, consulté le 06.12.2013.

Oukase présidentiel n° 1681 du 11.08.1994 « Ob osnovnyh napravleniâh gosudarstvennoj politiki Rossijskoj Federacii v otnošenii sootečestvennikov, proživaûsîh za rubežom » [Concernant les directions principales des politiques d'Etat de la Fédération de Russie en direction des compatriotes de l'étranger]. URL : <http://legalaidforcom.ru/?p=57>, consulté le 07.12.2013.

4. Point de vue des autorités russes sur la diaspora

MEDVEDEV, Arkadij, POLOSKOVA, Tat'âna, « Diaspora hočet pomoč' svoej istoričeskoj rodine » [La diaspora souhaite aider sa patrie historique], *Rossijskaâ gazeta*, publié le 2 janvier 2001, http://www.rg.ru/anons/arc_2001/0201/7.shtm, consulté le 06.12.2013.

MISINA, Elena, « Graždanimom stat' obâzan. Pereselencam stanet legče polučat' pasport RF » [Devenir citoyen est un devoir. Les expatriés pourront obtenir le passeport de la Fédération de Russie plus facilement], *Rg.ru* (site web de *Rossijskaâ gazeta*), le 24 juin 2013, consulté le 07.12.2013.

Moskovskij Dom Sootečestvennikov [la Maison de Moscou pour les compatriotes]. URL : <http://www.mosds.ru/>, consulté le 06.12.2013.

RIA-Novosti, « Vsemirnyj kongress sootečestvennikov : istoriâ, tradicii. Spravka » [Le Congrès mondial des compatriotes : histoire, tradition. Un rappel], le 1 décembre 2009. URL : <http://ria.ru/society/20091201/196390975.html>, consulté le 07.12.2013.

RIA-Novosti, « Tretij Vsemirnyj kongress sootečestvennikov otkryvaetsâ v Moskve » [Le Troisième congrès mondial de compatriotes commence à Moscou], le 1 décembre 2009. URL : <http://ria.ru/society/20091201/196360222.html>, consulté le 07.12.2013.

RIA-Novosti, « Posol'stvo RF vo Francii organizuet konferenciû rossijskoj diasporj », le 3 septembre 2011. URL : <http://ria.ru/society/20110903/429371204.html>, consulté le 07.12.2013.

RIA-Novosti, « Lavrov : RF namerena povyšat' èffektivnost' podderžki sootečestvennikov » [Lavrov : la Fédération de Russie entend rendre plus efficace le soutien aux compatriotes], le 26 octobre 2012. URL : <http://ria.ru/society/20121026/906952020.html>, consulté le 07.12.2013.

RIA-Novosti, « Monument russe profané à Paris : manifestation de protestation », le 18 février 2013. URL : <http://fr.rian.ru/world/20130218/197576227.html>, consulté le 07.12.2013.

RIA-Novosti, « Obraz Rossii nespravedlivo zanižen, sčitaet glava Rossotrudničestva » [Selon le président de Rossotrudničestvo, l'image de la Russie est injustement abaissée], le 6 septembre 2013. URL : <http://ria.ru/society/20130906/961317770.html>, consulté le 03.11.2013.

Rossotrudničestvo, « Rabočaâ vstreča Konstantina Kosačeva s predstavitelâmi obšestvennosti Kirgizii » [La réunion de travail de Konstantin Kossatchev et d'acteurs de la vie publique du Kirghizstan], le 27 septembre 2013. URL : <http://rs.gov.ru/node/41523>, consulté le 07.12.2013.

5. Publications et interviews avec les promoteurs du projet des compatriotes

ČEPURIN, Aleksandr (directeur du Département des compatriotes du Ministère des affaires étrangères), « Populârnost' russkogo âzyka vozrastaet » [La popularité de la langue russe augmente], interview faite par Natal'â Širinskaâ », *Okno v Rossiû* [La fenêtre sur la Russie], portail sur et pour les compatriotes, le 12 octobre 2011. URL : http://windowrussia.ruvr.ru/news/2011_10_12/249921722/, consulté le 06.12.2013.

ČEPURIN, Aleksandr, « My i Rossiâ. Interview » [Nous et la Russie. Interview], le Site du Conseil de coordination de compatriotes en Autriche, le 27 décembre 2011. URL : <http://www.russianaustria.org/index.php/mi-i-rossia/568-2012-01-04-09-31-56>, consulté le 06.12.2013.

ČEPURIN, Aleksandr, « Byt' russkim – èto dolžno zvučat' gordo » [Etre Russe doit susciter de la fierté], site web de l'Ambassade de la Fédération de Russie au Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, le 31 janvier 2012. URL : <http://rus.rusemb.org.uk/press/258>, consulté le 11.12.2013.

Conseil de coordination du Forum des Russes de France, « Monument russe vandalisé à Paris : Silence assourdissant de la presse et des autorités face à un acte odieux », février 2013. URL : <http://www.conseil-russes-france.org/10-articles/articles-ccrf/77-monument-russe-vandalis-paris-silence-assourdissant-de-la-presse-et-des-autorit-s-face-un-acte-odieux.html>, consulté le 20.10.2013.

Fondation Monde russe, « Idéologie », Site de la fondation Russkij Mir. URL : <http://www.russkiymir.ru/languages/france/Ideologia.htm>, consulté le 07.12.2013.

GRADIROVSKIJ, Sergej, SEDROVICKIJ, Petr, MEZUEV, Boris, « O Russkom Arhipelage » [À propos du projet du portail d'information Archipelag.ru]. URL : http://www.archipelag.ru/about_project/, consulté le 06.12.2013.

KRYLOV, Ivan, « 'Russkij forum' v Pariže ozabotilsâ kul'turnym naslediem russkoj èmigracii » [Le « Forum russe » à Paris se soucie du patrimoine culturel de l'émigration russe]], Site de la fondation Russkij Mir, le 3 septembre 2011. URL : <http://www.russkiymir.ru/russkiymir/ru/news/common/news22041.html>, consulté le 11.12.2013.

NAROČNICKAÂ, Natal'â, *Oranževye seti. Ot Belgrada do Biškeka* [Les réseaux « oranges ». De Belgrade à Bichkek]. Saint-Pétersbourg, Aleteâ, 2008. NEMENSKIJ, Oleg, « Russkaâ zemlâ kak bazovoe ponâtie geopolitiki Rossii » [La terre russe en tant que notion de base de la géopolitique de Russie]. URL : <http://www.russkie.org/index.php?module=fullitem&id=20489>, consulté le 11.12.2013.

Okno v Rossiû (Une Fenêtre sur la Russie), « Dvojnoe graždanstvo i risk neloâl'nosti k Rossii » [Double nationalité et risque de manque de loyauté vis-à-vis de la Russie]. URL : http://windowrussia.ruvr.ru/2013_05_21/Dvojnoe-grazhdanstvo-i-risk-nelojalnosti-k-Rossii/, consulté le 11.12.2013.

ROGOZIN, Dmitrij, « Kongress ruskikh obšin v bor'be za interesy sootečestvennikov. Dajdžest materialov Rosinformburo KRO. O Vserossijskom Kongresse ruskikh obšin » [Le congrès des communautés russes en lutte pour les intérêts des compatriotes. Le résumé des matériaux du Bureau d'information russe du Congrès des communautés russes]. URL : http://www.rau.su/observer/N18_94/18_21.htm, consulté le 07.12.2013.

SEDROVICKIJ, Petr, « Kto i čto stoit za doktrinoj Russkogo Mira » [Qu'est-ce qu'implique la doctrine du Monde russe], *Russkij Arhipelag* (journal électronique), 2000. URL : <http://www.archipelag.ru/geoculture/langsnpeoples/Yazikovaya%20politika/doctrine/>, consulté le 06.12.2013.

SEDROVICKIJ, Petr, « Russkij mir i transnacional'noe russkoe » [Le Monde russe et le russe transnational], *Russkij Arhipelag* (journal électronique), 2000. URL : http://www.archipelag.ru/ru_mir/history/history99-00/shedrovicky-transnatio/, consulté le 06.12.2013.

ZATULIN, Konstantin, « Razdelennyj narod » [Un peuple divisé]. URL : <http://kro-krim.narod.ru/LITERAT/RUSSIA/zatulin.htm>, consulté le 07.12.2013.

ZATULIN, Konstantin, « Russkuû diasporu nužno sozdat' » [Il faut créer la diaspora russe], *Rossijskoe analitičeskoe obozrenie*, n° 7, 1998. URL : http://www.archipelag.ru/ru_mir/rm-diaspor/diaspor-politic/zatu-russk/?version=forprint, consulté le 07.12.2013.

Annexes

Annexe 1 - Description des recherches de terrain (2007-2013)

Quand les initiales « O.B. » sont utilisées dans les extraits des entretiens ou échanges informels, il s'agit de l'auteur de cette thèse.

I - Personnes interviewées (France et Grande-Bretagne)

1 - Entretiens avec les acteurs du noyau dur de la communauté politique russe

1.1 - Acteurs contestataires

A.G. - Immigré en France en 1995, il a activement participé au mouvement contestataire en France au côté de l'UERG et de Russie-Libertés. Il a depuis abandonné cet engagement. Il est également membre actif de l'association culturelle Maxime-and-co. Interviewé le 12 septembre 2012 à Paris.

A.B. - Militant écologiste en Russie, résidant en France depuis trois ans. Il a rejoint le mouvement contestataire dès décembre 2011. Il s'est engagé à la fois dans Russie-Libertés et l'UERG. Interviewé le 3 juin 2012 à Paris.

A.K. – Il s'est engagé dans le mouvement de contestation à Paris dès le mois de décembre 2011. Il a été membre actif de l'UERG et de Russie-Libertés. Il a depuis abandonné tout engagement politique. Interviewé le 15 février 2012 à Paris.

A.Sid. - Réfugié en Grande-Bretagne, il y est arrivé en 2010. En Russie, il a été membre du parti Demokratičeskij vybor Rossii (Choix démocratique de la Russie), puis membre du parti russe Souz pravyyh sil (Union des forces libérales), et enfin militant politique du mouvement Pora (Il est temps). Il vit à Londres où il a fondé une association contestataire, Speak up. Il organise régulièrement des actions de contestation. Interviewé le 30 juillet 2012 à Londres.

A.Z. – Elle s'est engagée dans le mouvement contestataire à Paris à partir du mois de janvier 2012. Elle a d'abord été membre active de l'UERG, puis du GRRR. Elle est aujourd'hui vice-présidente de l'association RuCiAsile. Interviewée le 3 juillet 2012 à Paris.

Vladimir Bukovski – Dissident soviétique, échangé contre le dirigeant du parti communiste chilien, Luis Corvalán, en 1976. Après avoir séjourné aux Etats-Unis, il vit actuellement en Grande-Bretagne. À l'époque de l'URSS, il a participé à la création de l'Internationale anticommuniste. Il envisageait de se présenter aux élections présidentielles russes de 2008, mais en a été empêché en raison de sa nationalité britannique (outre sa nationalité russe). En Grande-Bretagne, il est en contact avec un grand nombre d'hommes politiques exilés et apporte son soutien aux demandeurs d'asile russes. Interviewé le 28 juillet 2012 à Cambridge.

D.P. – Il est l'un des organisateurs des premières manifestations contestataires à Paris. Il a été par la suite un des membres fondateurs de Russie-Libertés et membre de son Conseil de coordination. Il est depuis parti vivre en Belgique et ne participe que ponctuellement aux activités de Russie-Libertés. Interviewé le 10 avril 2012 à Paris.

D.So. - Militant antifasciste en Russie, il a obtenu le statut de réfugié en 2010 aux Pays-Bas. Suite à une rencontre avec les militants contestataires de France lors de la manifestation à Strasbourg contre la présence des députés russes à l'APCE, il s'est engagé d'abord dans l'UERG, puis dans le GRRR. Il participe à distance à l'organisation des événements de

militants parisiens et s'y rend régulièrement. Il aide de nombreux réfugiés russes dans toute l'Europe. Interviewé les 12 juillet 2012, 7 juillet 2013 et 11 octobre 2013 à Paris.

D.St. - Il s'est engagé dans le mouvement contestataire à Paris dès décembre 2011. Il a été observateur aux élections présidentielles du 4 mars 2012 à l'Ambassade de Russie, où il représentait le mouvement russe Liga nablûdatelej (Ligue des observateurs). Il s'est engagé par la suite dans Russie-Libertés et dans l'UERF. Il a été l'un des initiateurs du lobbying auprès des députés du Parlement russe pour l'élection de députés représentant les Russes de l'étranger. Il est depuis rentré en Russie et ne mène des activités militantes que ponctuellement. Interviewé le 3 juin 2012 à Paris.

E.L. - Réfugié en Grande-Bretagne, il y est arrivé en 2011. Il a été militant politique du mouvement russe Oborona (Défense). Depuis il vit à Stockton-on-Tees. Il a fondé le blog Politzeki et organise activement des actions à Londres de soutien aux prisonniers politiques en Russie. Interviewé le 29 juillet 2012 à Londres.

L.S. – Elle s'est engagée dans le mouvement contestataire à Paris dès décembre 2011. Elle a été observatrice aux élections présidentielles du 4 mars 2012 à l'Ambassade de Russie. Elle a été une des membres les plus actifs de l'UERF, qu'elle a par la suite abandonné au profit du GRRR, tout en gardant des liens avec les membres qui sont restés à l'UERF ou qui ont fondé d'autres groupes tels que Russie-France : Urgence. L.S. a également participé aux deux derniers Forums russes et a même présenté sa candidature au Conseil de coordination lors du Forum de 2012. Lors du dernier Forum, elle a été présidente de la Commission électorale du Conseil. Elle est aujourd'hui trésorière de la nouvelle association RuCiAsile. Interviewée le 1 février 2013 à Paris.

M.F. - Né en URSS, il a émigré très jeune avec ses parents en raison de l'engagement de sa grand-mère dans le mouvement de la dissidence soviétique. Il est l'ancien président de Russie-Libertés, poste qu'il a dû quitter à cause des querelles internes à l'association. Il a néanmoins poursuivi ses activités militantes. Interviewé le 3 février 2012 à Paris.

R.A. - Réfugié en France, il y est arrivé en 2009. Ayant dû fuir la Tchétchénie, il s'est d'abord rendu en Lituanie où il a été pendant 5 ans sous protection subsidiaire, puis en France, où il a demandé l'asile. Il s'est engagé dans les associations de soutien à la Tchétchénie. Après le début du mouvement contestataire à Paris, il a été membre actif de Russie-Libertés et de l'UERF. Il a depuis abandonné cet engagement suite à son déménagement dans le sud de la France. Interviewé le 2 juillet 2012 à Paris.

S.K. – Elle est l'une des organisatrices des premières manifestations de contestation à Paris. Elle a été par la suite l'un des membres fondateurs de Russie-Libertés et membre de son Conseil de coordination. Elle est depuis retournée en Russie et ne participe que ponctuellement aux activités de Russie-Libertés. Interviewée le 15 avril 2012 par Skype.

V.M. - Militant du parti national-bolchevique en Lettonie et en Russie, immigré en France en 2007, il s'est engagé d'abord dans l'UERF, avant de quitter ce groupe et de s'engager dans Russie-Libertés et dans le GRRR. Il cherche également à construire une vision personnelle de la contestation, notamment à travers le soutien des membres du groupe Pussy Riot emprisonnées en Russie, ainsi qu'à travers la mobilisation contre les accointances entre l'Église et le pouvoir en Russie. Interviewé les 2 août 2012, 3 août 2013 à Paris.

1.2 - Acteurs proches des Conseils de coordination des compatriotes

A.Sh. - Immigrée en Grande-Bretagne en 1999, elle a fondé une école russe à Londres. Elle a été élue présidente du Conseil de coordination des compatriotes quatre fois. Interviewée les 10 juillet 2010, 5 septembre 2010, 30 juillet 2012 à Londres.

I.P. – Ancienne adjointe du directeur de la Pushkin House à Londres. Elle nous a expliqué la politique de cet établissement à l'égard du Conseil de coordination des compatriotes. Selon elle, la PH était très critique vis-à-vis du Conseil et préférait se tenir à l'écart. Pourtant, à l'automne 2010, elle s'est présentée aux élections au Conseil des compatriotes. Parallèlement, un bureau-relais de la fondation Russkij mir a été installé dans les locaux de Pushkin House. Cependant, Pushkin House a également prêté ses locaux pour l'organisation d'une rencontre avec l'opposant russe Alexei Navalny. Interviewée le 10 juin 2009.

K.T. - Arrivé en France avant la chute de l'URSS, il a obtenu le statut d'apatride dans les années 1990. Musicien et écrivain, il est très actif dans les milieux culturels russes depuis les années 2000. Il est d'abord devenu vice-directeur d'une association culturelle russe importante, Communauté russe (Russkaâ obšina) ; il s'est par la suite rapproché de Maxime-and-Co. Il est présent lors de chaque Forum russe. Il est également fondateur du festival annuel de la culture russe « Cosmos russe ». Interviewé pour la première fois en 2007 dans le cadre d'un mémoire de Master, puis le 16 septembre 2011.

M.D. - Prêtre orthodoxe de Cathedral of the Dormition and All Saints de Londres. Il a été élu membre du Conseil de coordination des compatriotes de Londres. Interviewé le 15 juin 2011 à Londres.

M.Ge. - Issu des précédentes vagues d'émigration, il est né en France. Au début des années 2000 à Paris, il a fondé l'association Maxime-and-co qui est depuis devenue la principale association culturelle russe en France. Il est également cofondateur de l'Union des russophones de France. Il a en outre initié le projet de réunions professionnelles Russian Eastern Business Network et a été à l'origine des Tables russes à la Défense. Il a enfin été à l'origine du rapprochement des représentants de la diaspora et de l'Ambassade de Russie en vue de l'organisation du premier Forum russe en France. Interviewé pour la première fois en 2007 dans le cadre d'un mémoire de Master, puis les 15 octobre 2010 et 10 avril 2011.

N.N. - Ancien membre du Conseil de compatriotes de Grande-Bretagne, elle a été une proche collaboratrice de sa présidente, A.Sh. Elle a fondé association d'aide aux migrants russophones à Londres. Interviewée le 5 septembre 2010 et le 20 juin 2011 à Londres.

O.G. – Arrivée en Grande-Bretagne il y a dix ans, elle participe dans plusieurs associations de danse et chants traditionnels russes à Londres. Elle est l'une des fondatrices des associations russes InterMix et Sputnik. Elle a également participé à la fondation du Bureau de bénévoles russes, association dépendante du Conseil des compatriotes de Grande-Bretagne. Elle a été élue membre du Conseil de coordination des compatriotes en 2010. Interviewée le 20 juin 2009 à Londres.

O.S. - Élu deux fois membre du Conseil des compatriotes de Grande-Bretagne, il est un proche collaborateur de sa présidente. Il a fondé une association sportive russe à Londres qui réunit des ressortissants de plusieurs pays de l'ex-URSS et de pays de l'Europe de l'Est. Interviewé le 30 juillet 2012 à Londres.

O.T. – Membre de l'association France-Oural, elle a participé aux manifestations de contestation à Paris. Elle s'est également rendue aux Forums russes. L'association France-Oural est en effet très proche du Conseil de coordination des compatriotes, dans la mesure où son président est simultanément le président (élu en 2011 et reconduit deux fois) du Conseil de coordination des compatriotes. Interviewée le 6 mai 2013 à Paris.

V.G. – Membre de Maxime-and-co, élu membre du nouveau Conseil de coordination des compatriotes en 2013. Il y représente la section du travail auprès des jeunes compatriotes. Interviewé le 16 septembre 2011 à Paris.

Z.P. - Membre très active de différentes associations culturelles à Londres, elle a depuis fondé son association consacrée à l'art folklorique russe. Participante depuis trois ans aux Forums russes, elle nous a présenté à de nombreuses personnalités du Conseil de coordination de Grande-Bretagne, dont sa présidente, A.Sh. Interviewée les 7 juin 2010 et 15 juillet 2011 à Londres.

2 - Entretiens avec des acteurs actifs des communautés russophones de France et de Grande-Bretagne, en relation avec la communauté politique russe

A.E. – Directeur de l'ACER, il a soutenu les acteurs contestataires en mettant à leur disposition les locaux de l'association pour les événements organisés par différents groupes du mouvement de contestation. Par ailleurs, l'ACER est l'une des plus anciennes associations russes fondées à la suite de l'émigration post-révolutionnaire. Interviewé le 7 mai 2012 à Paris.

A.K. – Arrivé en provenance d'Estonie en 2008, il travaillait à l'accueil de la Pushkin House à Londres lorsque nous l'avons rencontré. Interviewé le 3 juillet 2010 à Londres.

A.M. – Photographe russe. Il nous a introduit dans le milieu artistique russophone de Londres. Interviewé le 16 juillet 2010 à Londres.

A.Po. - Fondatrice de l'association culturelle russe Russians in UK, elle a été une proche collaboratrice de la présidente du Conseil de coordination des compatriotes A.Sh. Avant de rompre brusquement tout contact avec elle. Elle est par ailleurs une proche amie d'A.Sid., fondateur de Speak Up, quoiqu'elle ne se soit jamais engagée politiquement à ses côtés. Interviewée le 15 juin 2010 à Londres.

A.Sin. - Secrétaire de l'association RMBC (Russia Midlands Business Club), elle organise depuis cinq ans des rencontres entre les hommes d'affaires russes et britanniques à des fins d'investissement en Russie. Interviewée le 26 mai 2010 à Birmingham.

A.T. – Russe de confession bouddhiste, il vit au Temple bouddhiste de Londres. À son arrivée dans cette ville, il a été très actif dans les milieux culturels russes, avant de s'en éloigner progressivement en raison de son engagement spirituel. A.T. nous a mis en relation avec de nombreux acteurs de la communauté russophone, comme Ū.Z. de Russians in the City, ou A.Po. de Russians in UK. Interviewé les 15 juin 2009, 9 juin 2010 à Londres.

I.Ot. – Journaliste pour le journal russophone *Angliâ*, elle a été présente les trois dernières années aux Forums russes de Grande-Bretagne. En vertu de ses anciennes fonctions professionnelles chez Academia Rossica (dont la directrice est proche de V. Nikonov, directeur de la fondation Russkij mir), elle nous a expliqué le fonctionnement du financement

des projets culturels des compatriotes par la fondation Russkij mir. Interviewée le 15 juillet 2010 à Londres.

Û.Z. - Fondatrice et co-présidente de l'association russe à Londres Russians in the City. Elle nous a expliqué le fonctionnement du milieu des professionnels russophones hautement qualifiés en Grande-Bretagne. Elle nous a également parlé des nombreuses tentatives de rapprochement faites par les oligarques russes résidant à Londres envers son association. Interviewée le 12 juin 2010.

N.S. - Directeur de la librairie russe à Paris Les Éditeurs Réunis, qui a ouvert ses portes il y a plus de cinquante ans. Interviewé en 2007 dans le cadre du mémoire de Master.

O. et D. - Participants à de nombreux événements russes à Paris, dont les Tables russes à la Défense, les pique-niques russes, Russian Eastern-Business Network, etc. Interviewés le 4 septembre 2010 à Paris.

P.B. - Administrateur et support technique du projet « 20 years of Russians in Britain », lancé par European association for russian speakers. Interviewé le 3 juillet 2010 à Londres.

S.P. – Employée de la Chambre du commerce russe de Londres. Interviewé le 20 juin 2010 à Londres.

V.K. – Ancien président de l'association des étudiants russophones de la London School of Economics and Political Science, il a organisé plusieurs rencontres à Londres avec des personnalités politiques et des hommes d'affaires russes de Russie. Il nous a expliqué le fonctionnement du milieu des oligarques russes à Londres, dont il est proche. Interviewé le 13 juillet 2010 à Londres.

3 — Echanges informels avec d'autres acteurs actifs de la communauté politique russe

A.Pr. - Il s'est engagé dans le mouvement de contestation dès décembre 2011. Il est l'un des cofondateurs de Russie-Libertés et a été élu membre de son Conseil de coordination. Il en est depuis deux ans le président.

A.St. - Journaliste et militante de Russie-Libertés, elle s'est engagée dans le mouvement de contestation dès janvier 2012.

D.E. - Ancien militant de l'UERG, il s'est engagé dans le mouvement de contestation dès décembre 2011, mais a depuis abandonné tout engagement politique.

D.Sa. - Elle s'est engagée dans le mouvement de contestation à Paris dès décembre 2011. Elle a été membre actif de l'UERG, mais a depuis abandonné tout engagement politique.

E.M. - Elle ne s'est engagée dans le GRRR qu'en septembre 2013 et a rejoint plus tard RuCIAsile, Elle venait cependant régulièrement à tous les événements de contestation avant de s'engager formellement.

G.C. – Il s'est engagé dans le mouvement contestataire dès décembre 2011. Il est l'un des cofondateurs de l'UERG, puis des groupes Russie-France : Urgence et Russie-France : mémoire commune. Il a été élu deux fois membres du Conseil de coordination des compatriotes de France. Il fait aujourd'hui partie des quelques acteurs de la communauté

politique russe qui cherche à allier militantisme contestataire et présence au Conseil de coordination des compatriotes. Il a décliné notre proposition d'entretien.

I.O. – Militante antifasciste russe, résidant en France. Elle a d'abord rejoint le GRRR à sa création et est ensuite devenue l'adjointe de la secrétaire générale de RuCIAsile. Elle est proche des milieux anarchistes et antifascistes français, tout en étant engagé dans les groupes russes de contestation.

L.G. -Il s'est engagé dans le mouvement contestataire à Paris dès décembre 2011. Il a été membre actif de Russie-Libertés et de l'UERG. Il a depuis abandonné tout engagement politique. Il est, par ailleurs, membre actif de l'association Cercle Kondratieff.

M.K. – Elle s'est engagée dans le mouvement de contestation à Paris à partir de janvier 2012. Elle a été membre actif de l'association Russie-Libertés. Elle est depuis deux ans membre de son Conseil de coordination.

M.N. – Française, elle habitait en Russie au début du mouvement de contestation à Paris. À son retour en France au printemps 2012, elle a rejoint différents groupes contestataires, d'abord Russie-Libertés, puis l'UERG, avant de rejoindre le GRRR. Elle est aujourd'hui présidente de RuCIAsile.

M.T. -Il s'est engagé dans le mouvement de contestation à Paris dès février 2012. Il a été membre de l'UERG. Il a ensuite été cofondateur du GRRR. Il cherche à allier son engagement dans les milieux anarchistes russes et français avec le militantisme dans les groupes de contestation russe à Paris.

O.K. -Elle s'est engagée dans le mouvement de contestation à Paris dès décembre 2011. Elle est l'un des cofondateurs de l'association Russie-Libertés ; elle est depuis trois ans membre de son Conseil de coordination et depuis deux ans son porte-parole.

O.N. -Elle s'est engagée dans le mouvement de contestation à Paris dès décembre 2011. Elle est l'un des cofondateurs de l'association Russie-Libertés, dont elle a été élue trois fois successives secrétaire. Elle est aujourd'hui membre de RuCIAsile.

S.K. – Il s'est engagé dans le mouvement de contestation à Paris dès décembre 2011. Il a été membre actif de l'UER, mais a depuis abandonné tout engagement politique au sein du mouvement de contestation. Elle a néanmoins été présente lors des deux derniers Forums russes et s'intéresse tout particulièrement à la section sociale dirigée par G.C.

U.D. – Elle s'est engagée dans le mouvement de contestation à Paris dès décembre 2011. Elle a été membre actif de l'UERG, mais a depuis abandonné tout engagement politique. Elle est en revanche devenue très active au sein du milieu artistique russe à Paris.

V.S. – Militant antifasciste russe, résidant en France. Il s'est engagé à sa création dans le GRRR, puis dans RuCIAsile. C'est grâce à lui et à une autre militante que le GRRR a pu organiser des événements dans les squats parisiens et se rapprocher des anarchistes français. V.S. n'est cependant pas le seul militant antifasciste dans le groupe, qui en compte cinq (sur quatorze membres).

II - Suivi régulier de publications sur Facebook

1 - Échanges au sein de groupes Facebook

1.1 - Échanges dans des groupes et pages Facebook réunissant les acteurs du noyau dur de la communauté politique russe

Groupe « Asylum. All about Right of Asylum » :

<https://www.facebook.com/groups/472864379430134/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 29 membres, il a été créé pour réunir les informations relatives aux demandeurs d'asile et réfugiés russes dans plusieurs pays européens. Le groupe est utilisé pour coordonner l'aide aux nouveaux arrivants en Union européenne. Le groupe est actif (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Groupe « Manifestation contre la falsification des élections en Russie » :

<https://www.facebook.com/groups/304261702929197/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013). Incluant 182 membres, il a été créé à la suite des premières manifestations à Paris en décembre 2011 pour échanger sur l'actualité politique en Russie et pour coordonner les actions de contestation. Le groupe est peu actif aujourd'hui.

Groupe « Débats à propos du centre spirituel et culturel orthodoxe à Paris » :

<https://www.facebook.com/groups/299540290163492/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 43 membres, il a été créé à la suite d'un débat organisé par les ex-membres de l'UERF autour de la nécessité de construire une église russe à Paris. Le débat a été organisé dans les locaux de l'ACER (Action Chrétienne des étudiants russes) et a réuni opposants et partisans de la construction de l'église. Ce groupe a été créé pour favoriser la poursuite du dialogue entre tous les participants à la réunion de l'ACER. Le groupe est actif.

Groupe du Forum russe de France :

<https://www.facebook.com/groups/forumrussefr/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 142 membres, il a été créé par un des membres du Conseil de coordination des compatriotes à la suite du dernier Forum russe de 2013 pour faciliter la communication entre les participants au Forum. Le groupe est actif.

Groupe « France-Russie Forum citoyen » :

<https://www.facebook.com/groups/396381100487569/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 71 membres, il a été créé pour échanger sur l'actualité politique en Russie. Le groupe s'est dissocié du groupe ouvert de l'UERF suite à des querelles sans fin au sujet de l'histoire russe, en particulier entre les fervents défenseurs de l'URSS et ses non moins fervents critiques, entre les enthousiastes pour les années 1990 en Russie et leurs virulents critiques. Le groupe est toujours actif.

Groupe du GRRR :

<https://www.facebook.com/groups/463059713784348/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013). Incluant 15 membres, il a été créé afin de coordonner le travail des membres du GRRR. Le groupe est toujours actif (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Groupe des Jeunes russophones en France :

<https://www.facebook.com/groups/rusmolfrance/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 185 membres, il a été créé à la suite du dernier Forum russe de 2013 afin d'inciter la jeunesse russophone de France à faire preuve de plus de solidarité les uns envers les autres. Le groupe est actif.

Groupe « Liberté pour Pussy Riot : libérez Maria, Nadezhda et Ekaterina ! »:

<https://www.facebook.com/groups/405950026085321/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013)

Incluant 416 membres, il a été créé pour soutenir les membres du groupe de punk Pussy Riot emprisonnés en Russie. Le groupe est actif.

Groupe « Place de la Résistance » :

<https://www.facebook.com/groups/Place.Resistance/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 35 membres, il a été créé par V.M. pour s'opposer au projet de construction d'une église russe à Paris en lieu et place du bâtiment de Météo France, et plus généralement, pour s'opposer à la présence du Patriarcat de Moscou en France. Le groupe est peu actif.

Groupe « Pour la liberté de l'art » :

<https://www.facebook.com/groups/190098477836936/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013)

Incluant 12 membres, il a été créé pour aider les artistes politiques, demandeurs d'asile en France. Le groupe est actif (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Groupe de RuCIAAsile :

<https://www.facebook.com/groups/1418603411692052/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013). Incluant 14 membres, il a été créé pour coordonner le travail des membres fondateurs de l'association. Le groupe est toujours actif (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Groupe de Russie-France : mémoire commune :

<https://www.facebook.com/groups/memoirecommune/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 59 membres, il a été créé pour aborder les questions jugées douloureuses de l'histoire russe et française. Ce groupe s'est dissocié du groupe ouvert de l'UERF à la suite des querelles sans fin au sujet de l'histoire russe, en particulier entre les fervents défenseurs de l'URSS et ses non moins fervents critiques, entre les enthousiastes pour les années 1990 en Russie et leurs virulents critiques. Le groupe est toujours actif (groupe privé, il faut donc être membre pour consulter les publications).

Groupe de Russie-France : secours d'urgence :

<https://www.facebook.com/groups/rus.fr.secours/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 444 membres, il a été créé afin de constituer un réseau d'entraide entre les migrants russes de France, mais aussi entre ces derniers et les Français russophones. Le groupe a été séparé du groupe ouvert de l'UERF afin de disposer d'une ressource spécialement dédiée à la question sociale. Le groupe est toujours actif.

Groupe de Russie-Libertés :

<https://www.facebook.com/groups/112733358851574/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 279 membres, il a été créé afin de communiquer et échanger sur l'actualité politique en Russie. Le Conseil de coordination de Russie-Libertés l'utilise afin de diffuser des informations sur les événements organisés par l'association. Le groupe est toujours actif (groupe fermé, il faut donc être membre pour accéder aux échanges).

Groupe « Solidarité avec les antifascistes en Russie » :

<https://www.facebook.com/groups/solidariteantifarussie/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013). Incluant 8 membres, il a été créé afin de soutenir, depuis la France, les militants antifascistes emprisonnés en Russie. Le groupe n'est plus actif (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Page Facebook de Speak Up :

<https://www.facebook.com/ggromche> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

La page a été créée afin d'échanger sur l'actualité politique en Russie et fournir des informations sur les événements organisés par Speak Up à Londres. La page est active.

Groupe « Strasbourg. 25-29. PACE. Protest Against the Russian Delegation » :

<https://www.facebook.com/groups/238411012927879/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 69 membres, il a été créé pour coordonner l'organisation de la manifestation devant le bâtiment du Conseil de l'Europe à Strasbourg en juin 2012. Le groupe a réuni des militants contestataires de Russie, de France, d'Allemagne et des Pays-Bas. Le groupe n'est plus actif aujourd'hui (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Groupe de Suivis de projets russo-français :

<https://www.facebook.com/groups/359206000841975/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 24 membres, il a été créé afin de coordonner les actions d'un groupe de militants opposés à la construction d'une église russe à Paris. Le groupe est peu actif aujourd'hui (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Groupe du Conseil de coordination de l'UERF :

<https://www.facebook.com/groups/uerf.cc/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 27 membres, il a été créé afin de coordonner le travail au sein de l'UERF. Le groupe n'est plus actif à ce jour (groupe secret, donc invisible aux non membres).

Groupe ouvert de l'UERF :

<https://www.facebook.com/groups/Proekt2012/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 214 membres, il a été créé pour échanger sur l'actualité politique en Russie. Le groupe est toujours actif.

1.2 - Échange dans d'autres groupes de la communauté russe en France dans lesquelles les questions politiques sont abordées

Groupe « Bibliophilie émigration russe » :

<https://www.facebook.com/groups/260963527338363/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 548 membres, il a été créé pour échanger sur l'histoire de l'émigration russe. Le groupe est actif (groupe privé, il faut donc être membre pour consulter les publications).

Groupe « Krymsk : groupe parisien d'aide » :

<https://www.facebook.com/groups/201470799981536/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 60 membres, il a été créé pour coordonner l'aide matérielle aux victimes d'inondations à Krymsk en Russie en 2012. Le groupe n'est plus actif.

Groupe « Soviet Dissidents » :

<https://www.facebook.com/groups/312182498867001/> (dernière consultation le 1^{er} décembre 2013).

Incluant 285 membres, il a été créé pour échanger sur le destin des dissidents soviétiques en Russie et à l'étranger. Les membres de ce groupe discutent également de l'actualité politique en Russie. Le groupe est actif.

2 - Suivi de pages personnelles Facebook de certains membres actifs du noyau dur de la communauté politique russe.

N.B. : Nous avons suivi individuellement ces acteurs sur Facebook en raison de leur forte implication dans les groupes militants étudiés et de leur très grande activité sur Facebook (plusieurs publications par jour sur des sujets liés à l'émigration et à la politique). Pour des raisons diverses, nous n'avons pas eu la possibilité de faire des entretiens suffisamment approfondis ou avoir des échanges informels réguliers avec ces acteurs.

E.A. - Militante de l'UERF, elle s'est engagée dans le mouvement de contestation dès janvier 2012. Elle ne participe que ponctuellement à l'organisation des événements de l'UERF.

E.L. - page personnelle Facebook. Nous avons réalisé un entretien avec E.L. à Londres en 2012. Mais compte tenu de l'impossibilité pour nous de suivre au jour le jour les actions de contestation s'y déroulant, nous avons suivi de très près ses publications sur sa page personnelle Facebook. Ses échanges avec divers autres membres du réseau social nous ont également permis de suivre les évolutions de son groupe de contestation de Grande-Bretagne, et notamment d'observer la présence de plus en plus importante de membres du parti national-bolchevique russe résidant en Grande-Bretagne.

M.K. - page personnelle Facebook : Cette militante de Russie-Libertés écrit beaucoup sur la situation politique en Russie, et notamment sur le nationalisme. Elle en fait une analyse intéressante, adoptant un point de vue subjectif mettant l'accent sur ses émotions et la distance géographique qui la sépare de la Russie.

R.K. - page personnelle Facebook. Nous ne connaissons pas personnellement R.K., contrairement à tous les autres acteurs que nous avons cités. E.L. nous a néanmoins beaucoup

parlé de lui comme d'un acteur très actif dans les actions de contestation actuelles en Grande-Bretagne. V.M. le connaît également.

III – Publications (articles de presse, publications dans les blogs) d'acteurs et de groupes étudiés

I – Acteurs et groupes contestataires

KOKORINA, Olga, « Imâ boga » [« Le nom de Dieu »], le 6 novembre 2011, URL : <http://www.svoboda.org/content/article/25159766.html>, dernière consultation le 16 novembre 2013.

KOSOVA, Svetlana, « 'Demokratiâ èto horošo, no porâdok lučše', ili kak MID vo Francii sootečestvennikov koordiniroval » ['La démocratie est une bonne chose mais l'ordre est encore mieux' : comment le Ministère des affaires étrangères coordonnait les compatriotes de France], le 27 octobre 2013. URL : <http://echo.msk.ru/blog/svkos/1185546-echo/>, dernière consultation le 16 novembre 2013.

Russie-Libertés, « Libérez les Pussy Riot, dites non au vandalisme », communiqué de presse du 10 février 2013. URL : <http://russie-libertes.org/2013/02/10/liberez-les-pussy-riot-dites-non-au-vandalisme/>, dernière consultation le 15 février 2013.

Russie-Libertés, « 5 ans de camps pour Navalny : Russie-Libertés dénonce une condamnation politique et un procès inéquitable ! », communiqué de presse du 18 juillet 2013. URL : <http://russie-libertes.org/2013/07/18/5-ans-de-camps-pour-navalny-russie-libertes-denonce-une-condamnation-politique-et-un-proces-inequitable/>, dernière consultation le 3 novembre 2013.

SAMORUKOVA, Natal'â, « Pro 'nesčastnuû Franciû, zahvačennuû migrantami' » [A propos de la « pauvre France envahie par les immigrés »], 16 octobre 2013, URL : <http://echo.msk.ru/blog/samorukova/1178252-echo/>, dernière consultation le 16 novembre 2013.

SERVETTAZ, Elena, « Kremlinologie à la française », *The Interpreter*, special project of Institute of Modern Russia, URL : <http://www.interpretermag.com/kremlinologie-a-la-francaise/>, dernière consultation le 9 décembre 2013, consulté le 08.12.2013.

SIDEL'NIKOV, Andrej, « Kakovo byt' političeskim èmigrantom » [Etre un émigré politique], interview réalisée par Roman Dobrohotov, *Slon.ru*, le 30 juin 2012. URL : http://slon.ru/russia/kakovo_byt_politicheskim_emigrantom-806040.xhtml, dernière consultation le 13 décembre 2013.

SIDEL'NIKOV, Andrej, « Rossijskie muzykanty otkazalis' podderžat' Pussy Riot v Londone » [Les musiciens russes ont refusé de soutenir les Pussy Riot à Londres], *Grani.ru*, le 27 juillet 2012. URL : <http://grani.ru/Politics/Russia/Politzeiki/m.199318.html>, dernière consultation le 12 décembre 2013.

Union des électeurs russes en France, « O nas » [A propos de nous], <http://uerf.wordpress.com/about/>, dernière consultation le 05 octobre 2013.

2 - Acteurs proches des Conseils de coordination

GEDILAGHINE, Maxime, « Hoču, čtoby russkie vo Francii vstrečalis' » [Je veux que les Russes de France se rencontrent], interview, *Perspektiva* (journal franco-russe), décembre 2006-janvier 2007. URL : http://perspektiva.free.fr/media/Shire_Krug_04-09_Maxim.pdf, dernière consultation le 5 octobre 2013.

KOCHKO (de), Dimitri, « Les Russes en France : problèmes, espoirs, perspectives », entretien avec les journalistes de *La Voix de la Russie*, le 26 septembre 2013. URL : http://french.ruvr.ru/2013_09_26/Les-Russes-en-France-problemes-espoirs-perspectives-8759/, dernière consultation le 16 novembre 2013.

KOCHKO (de), Dimitri, « VKS dolžen najti kompromiss meždu sootečestvennikami bližnego i dal'nego zarubež'â » [Le Conseil mondial de coordination doit trouver un compromis entre les compatriotes de l'étranger proche et de l'étranger lointain], URL : <http://www.conseil-russes-france.org/10-articles/articles-ccrf/95-dmitrij-koshko-vks-dolzhen-najti-kompromiss-mezhdu-sootechestvennikami-blizhnego-i-dalnego-zarubezhya.html>, consulté le 04.12.2013.

ŠTEJNMAN, Larisa, « Èto smešnoe ponâtie Rodina, ili 9 pričin čtoby ostat'sâ v Rossii » [Cette drôle notion de Patrie, ou 9 raisons de rester en Russie], *Okno v Rossiû*, 11 novembre 2013.

URL : http://windowrussia.ruvr.ru/2013_11_11/Èto-smeshnoe-ponjatje-Rodina-ili-9-prichin-chtobi-ostatsja-v-Rossii-4751/, dernière consultation le 16 novembre 2013.

STRUVE, Nikita, « Utočnenie N. Struve, predsedatelâ obšestva 'Centr pomoši », po podovu situacii s zamkom v Monžeron » [Précisions de N. Struve, président de l'association « le Centre d'aide », concernant la situation autour du château de Montgeron], <http://dst75.livejournal.com/168942.html>, consulté le 09.12.2013.

TER, Kirill. « Russkie vo Francii » [Les Russes en France], *FreeTime*, n°12 (165), 2011. URL : <http://www.kirillterr.info/?p=393>, dernière consultation le 16 novembre 2013.

IV - Observations participantes

1 – Événements liés au mouvement de contestation

1.1 - Manifestations et autres « actions de rue »

Manifestation de contestation à la suite des élections parlementaires en Russie (considérées par les acteurs comme falsifiées) du 10 décembre 2011 près du Centre Georges Pompidou à Paris.

Manifestation de contestation à la suite des élections parlementaires en Russie (considérées par les acteurs comme falsifiées) du 24 décembre 2011 près du Centre Georges Pompidou à Paris.

Manifestation de contestation à la suite des élections parlementaires en Russie (considérées par les acteurs comme falsifiées) du 4 février 2012 près du Centre Georges Pompidou à Paris.

Manifestation de contestation à la suite des élections parlementaires en Russie (considérées par les acteurs comme falsifiées) du 26 février 2012 devant l'Ambassade de Russie à Paris.

Actions d'information des citoyens de Russie à Paris sur les élections présidentielles russes du 4 mars 2012 : distribution de tracts dans différents lieux de Paris, le 26 février 2012.

Observatoire des élections présidentielles à l'Ambassade de Russie du 4 mars 2012 et action de contestation se tenant devant l'Ambassade le même jour.

Manifestation de contestation à la suite des élections parlementaires en Russie (considérées par les acteurs comme falsifiées) organisée par Russie-Libertés le 10 mars 2012 près du Forum des Halles à Paris.

Flash-mob « Couronnement de Poutine » par l'UERG le 5 mai 2012 à la place Saint-Michel à Paris.

Manifestation de contestation contre la visite à Paris de Vladimir Poutine à Paris, organisée par Russie-Libertés le 1^{er} juin 2012 près du Grand Palais à Paris.

Action « Occupy Seine », organisée par l'UERG le 12 juin 2012 dans le jardin Tino Rossi à Paris.

Manifestation contre la présence de la délégation russe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, organisée par les militants de Russie, de France, d'Allemagne à Strasbourg le 26 juin 2012.

Manifestation « La journée de l'action unie en soutien aux prisonniers russes du 6 mai », organisée par l'UERG le 26 juillet 2012 près du jardin du Luxembourg à Paris.

Marche de solidarité avec les manifestants en Russie, organisée par l'UERG le 15 septembre 2012, de la place de la Bastille vers la place de la République à Paris.

Manifestation « Justice pour Sergueï Magnitski », organisée par Russie-Libertés le 17 novembre 2012 près du Centre Georges Pompidou.

Manifestation contre la loi russe sur l'interdiction de l'adoption des enfants russes par les citoyens américains, organisée par l'UERG le 13 janvier 2013 près du Forum des Halles à Paris.

Manifestation et concert « Free Pussy Riot ! », organisé par Russie-Libertés le 16 janvier 2013 près du Centre Georges Pompidou.

Manifestation « Nous sommes tous des prisonniers du 6 mai », organisée par l'UERG le 5 mai 2013 près du Centre Georges Pompidou à Paris.

Manifestation « Liberté pour les prisonniers d'opinion en Russie », organisée par Russie-Libertés le 12 juin 2013 près du Centre Georges Pompidou.

Manifestation à vélo en soutien à Alexeï Gaskarov, militant antifasciste russe emprisonné en Russie, organisée par le GRRR le 22 juin 2013 à Paris.

1.2 - Conférences, tables-rondes, débats

Débat dans le cadre de l'initiative « Université ouverte » de l'UERF sur la diversité des formes de militantisme en Russie, le 23 mai 2012 à Paris.

Débat dans le cadre de l'initiative « Université ouverte » de l'UERF sur le militantisme politique dans les différentes régions russes, le 24 juin 2012 à Paris.

Débat sur la construction d'une église russe en lieu et place du bâtiment de Météo France, organisé par l'UERF le 2 décembre 2012 dans les locaux de l'ACER à Paris.

Soirée-débat « Justice pour Sergueï Magnitski », organisée par Russie-Libertés le 11 février 2013 à Sciences Po Paris.

Table ronde et concert de soutien en solidarité avec les prisonniers du 6 mai en Russie, organisée par l'UERF le 23 mars 2013 au squat Le Bloc à Paris.

Soirée de solidarité avec les prisonniers politiques en Russie, organisée par le GRRR le 16 juin 2013 au café Le Chinois à Montreuil.

Table-ronde « Militantisme et droits de l'homme en Russie », organisée par l'UERF le 27 juin 2013 au café O'Paris.

1.3 - Forums, concerts

Soirée « Free Pussy Riot », organisée par Russie-Libertés le 20 mars 2012 au Point Éphémère à Paris.

Forum-concert « Russie : en lutte pour la liberté », organisé par Russie-Libertés et ses partenaires français le 6 octobre 2012 à la mairie de Montreuil.

2 - Evénements liés aux Conseils de coordination des compatriotes

Réunion du Conseil mondial des compatriotes, organisée par le Conseil de coordination des compatriotes de Grande-Bretagne, 9 septembre 2010, Parlement britannique, Londres.

Premier Forum russe de France et réception chez l'Ambassadeur de Russie, 16-17 septembre 2011, à l'Ambassade de Russie et à la résidence de l'Ambassadeur, rue de Grenelle à Paris.

Quatrième Forum russe de Grande-Bretagne, 20 novembre 2011, Londres.

Deuxième Forum russe de France, 5-6 octobre 2012, Ambassade de Russie à Paris.

3 - Conférence avec des personnalités politiques de Russie (d'opposition ou non)

Débat avec Iliâ Âșin, organisé par Marie Mendras à Sciences Po Paris, 15 février 2012.

Conférence avec Alexandr Dugin, organisée par Alain de Benoist, 25 mai 2012, Paris.

Rencontre avec Evgeniâ Āirikova, organisée par Russie-Libertés à la librairie du Globe, 9 juillet 2012, Paris.

4 - Événements culturels mêlant les acteurs des deux pôles (contestataires et non contestataires) de la communauté politique russe

Maslenitsa russe (Mardi gras russe), organisé par Maxime-and-co, février 2010, Paris.

Nombreux pique-niques russes à Paris, organisés par des militants des groupes de contestation durant les étés 2012 et 2013.

Tables russes à la Défense, décembre 2008, janvier 2010.

Festival de poésie russe Pouchkine en Grande-Bretagne, financé par Russkij mir, juin 2009, Londres.

« Club des joyeux et inventifs » (Klub veselyh i nahodčivyh, KVN) à l'Ambassade russe, financé par Russkij mir, novembre 2011, Paris.

Festival de culture russe « Cosmos », organisé par Kirill Terr au Théâtre de l'Atalante, 25 avril 2010, Paris.

Soirées de Russian-Eastern Business Network, le 20 mai 2010 à l'Hôtel Le Méridien (Paris) et le 22 novembre 2011 à la Maison géorgienne (Paris).

Scène russe devant la librairie du Globe, organisée par Maxime-and-co, durant la fête de la musique, le 21 juin 2012.

Annexe 2 : La vie politique russe à Paris lors de deux époques révolues

Pôles de la vie politique	Description des activités	Adresse/Quartier
I. Vie politique à Paris à la fin du XIXe et au début XXe siècles		
<i>Le Paris révolutionnaire russe, toutes tendances confondues</i>		
Bibliothèque russe	Fondée en 1877 par Ivan Tourgueniev, elle était fréquentée par les étudiants « nihilistes ».	20 rue Glacière, 75013
Cantine étudiante	Fréquentée par des étudiants russes, dont des révolutionnaires.	10 rue Flatters, 75005
École de hautes études en sciences sociales	Première et dernière université russe à Paris, qui a s'est vite transformée en lieu de débats politiques.	rue de la Sorbonne, 75005
Réunions ambulantes	Réunions des nihilistes, sociaux-démocrates et anarchistes russes.	avenue de Choisy, 75013 ; rue Mouffetard, 75005.
Société des étudiants russes	Société de solidarité entre les étudiants russes, dont des révolutionnaires.	20 rue Glacière, 75013
<i>Le Paris bolchévique</i>		
Appartement de V. Lénine	/	4, rue Rose-Marie, 75014
Appartement de L. Trotski	/	46, rue Gassendi, 75014
Appartement de G. Zinoviev	/	rue Leneveux, 75014
Appartement de G. Zinoviev	/	11 rue Roli, 75014
Première imprimerie à Paris des journaux russes <i>Le social-démocrate</i> et <i>Proletarij</i>	Faisait également office de lieu de réunions entre les bolchéviques.	8 rue Antoine Chantin, 75014
Deuxième imprimerie russe des mêmes journaux ; siège du Comité Central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie	/	110 avenue d'Orléans, 75014
II. De 1917 à la chute de l'URSS		
<i>Le Paris du combat politique et militaire</i>		
Comité exécutif des membres de l'Assemblée constituante	Siège du Comité fondé par quelques députés socialistes de l'assemblée constituante, dissoute à Pétrograd par Lénine en 1918.	179 rue de la Pompe, 75016
Congrès européen de l'Union nationale russe	En 1921, s'est tenu à l'Hôtel Majestic le Congrès de toute l'émigration, ayant pour objectif de libérer la Russie du communisme. Y a été institué le Comité national russe permanent, dont les fonds ont été complétés par les soirées de lecture littéraire autour d'auteurs tels que D. Merejkovski, Z. Gippius, Bounine, etc. En 1926, s'y est tenu au même endroit le Congrès mondial russe.	Hôtel Majestic, 19 avenue Kléber, 75016.
Maison du combattant blanc	Lieu de réunion des associations de l'émigration blanche de 1960 à 1987.	5 rue Mérimée, 75016.

Union générale militaire russe (ROVS)	Groupe militaire et politique, fondé en 1924 par le général Wrangel, il a été très actif jusqu'à 1945. Représentant de ce que les auteurs soviétiques qualifiaient d'activisme blanc. Deux de ses dirigeants Koutiepoff et Miller seront enlevés à Paris par les services soviétiques	29 rue du Colisée, 75008.
Union populaire du travail des solidaristes russes	Basée en Allemagne, elle avait une représentation en France.	125 bis rue Blomet, 75015.
<i>Le Paris des débats littéraires et sociopolitiques</i>		
Les Editeurs réunis ; YMCA-Press	Éditeur publiant les écrivains soviétiques et de l'émigration.	11 rue de la Montagne-Saint-Geneviève, 75005.
Rédaction de la revue littéraire et sociopolitique <i>Continent</i>	Fondée en 1974 par l'écrivain Vladimir Maksimov, assisté pendant un moment par la célèbre dissidente soviétique Nataliâ Gorbanevskaâ (décédée récemment à Paris), cette revue publiait des écrivains soviétiques censurés en URSS, ainsi que des écrivains de l'émigration.	11 bis rue Lauriston, 75016.
Temple de la Maison maçonnique russe	Dans les années 1930, cet hôtel particulier était utilisé comme lieu de réunion des huit loges maçonniques russes de Paris.	29 rue de l'Yvette, 75016.
Zelenaâ lampa	Société littéraire, initiée par Z. Gippius et D. Merežkovskij. Sa première réunion a eu lieu le 5 février 1927. C'était un lieu de débats littéraires et politiques, et plus précisément de débats sur le destin de la Russie	La première réunion a eu lieu dans les locaux de l'Union russe du commerce et de l'industrie, les suivantes dans l'appartement de Z. Gippius et D. Merežkovskij dans le 16 ^e arrondissement de Paris : 11 rue du Colonel-Bonnet, 75016.
<i>Appartements de politiques russes</i>		
Appartement d'Alexandre Kerenski	Ministre-président du Gouvernement provisoire de la Russie après la révolution de février 1917.	9 bis rue Vineuse 75016
<i>Paris religieux et social</i>		
Action chrétienne des étudiants russes (ACER)	Association ancienne et très active dans l'aide sociale aux nouveaux arrivants et aux représentants de la diaspora.	91 rue Olivier de Serres, 75015.
Cathédrale Alexandre Nevski	/	12 rue Daru, 75008.
Institut Saint-Serge	/	93, rue de Crimée, 75019.
<i>Lieux symboliques</i>		
Lieu de l'enlèvement du général Koutepov, président du ROVS	Le 22 septembre 1937, Koutepov se rend à un rendez-vous avec l'un de ses proches collaborateurs ; il prend sa voiture et disparaît.	Station de métro Jasmin, 75016.
Lieu du décès de Léon Sedov	Fils de Léon Trotski, il décède à la suite d'une opération à la clinique russe. Trotski écrira que, selon lui, les médecins ont été dirigés dans leurs actes par les services soviétiques.	7 rue Narcisse-Diaz, 75016.
<i>Revues et journaux</i>		
<i>Syntaxis</i>	Revue éditée par M. et A. Sinâvskij, dissidents soviétiques	8 rue Boris Vilde, 92260.

<i>Vremâ et my</i>	Revue publiée aux États-Unis par le dissident Efim Etkind et qui avait une représentation en France ; publie des samizdats et des œuvres d'écrivains émigrés.	31 quartier Boieldieu, 92800.
<i>Grani</i>	Revue de littérature, mais aussi de pensée socio-politique, publiée en Allemagne, mais ayant une représentation à Paris.	125 bis rue Blomet, 75015.
<i>Posev</i>	Mensuel sociopolitique publié en Allemagne, ayant une représentation à Paris.	125 bis rue Blomet, 75015.
Lieux liés aux autorités soviétiques		
Ambassade de l'URSS en France		79 rue de Grenelle, 75007 ; 40 boulevard Lannes, 75016.
Représentation commerciale de l'URSS en France		49 rue de la Faisanderie, 75016.
Union des patriotes soviétiques, devenue Union des citoyens soviétiques	Cet immeuble a été occupé par la Direction nazie des affaires de l'émigration russe, dirigée par un Russe de l'émigration. À la libération de Paris, s'y installe l'Union des patriotes, éditant un journal <i>Le Patriote soviétique</i> , qui sera à son tour dissoute par les autorités françaises en 1947.	4 rue Galléra, 75016.
Association France-URSS	Cette association, fondée en 1945 pour la coopération entre les deux pays, occupait l'immeuble de 1977 à la chute de l'URSS, transformée aujourd'hui en Centre de la culture et de la science de Russie, et qui abrite le siège de Rossotrodnïčestvo.	61 rue Boissière, 75016.
Librairie du Globe	Représentant des Editions de Moscou.	2 rue de Buci, 75006.

Sources : Annuaire russe, ukrainien, biélorusse de France, *Foyer Saint-Georges, Centre d'études russes, Meudon, 1982* ; M. Gorboff, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1995* ; M. Lesure, « *Les réfugiés révolutionnaires russes à Paris* », Cahiers du monde russe et soviétique, Vol. 6, n° 3, 1965 ; M. Lesure, « *Les mouvements révolutionnaires russes de 1882 à 1910 d'après les fonds F7 des Archives Nationales* », Cahiers du monde russe et soviétique, Vol. 6, n°2, 1965 ; R. de Ponfilly, *Guide des Russes en France, Editions Horay, Paris, 1990*.

Ne sont représentés dans ce tableau qu'une partie de « lieux politiques » russes des deux périodes d'émigration évoquées. Compte tenu de l'objet de notre recherche qui porte sur la politique actuelle, nous avons choisi ces quelques lieux politiques en fonction des liens qui peuvent être établis entre les contextes passé et présent. Outre les lieux réinvestis par les migrants contemporains, comme par exemple la librairie du Globe ou l'ACER, ces exemples donnent à voir une certaine continuité dans les débats politiques, notamment autour de l'eurasisme et des différentes tendances au sein du socialisme. Mais il donne également à voir les ruptures entre le passé et le présent. La première rupture réside dans l'absence actuelle de l'usage des maisons éditions comme organe et lieu centraux de la politique dans l'émigration. La seconde rupture consiste dans l'absence de partis politiques « déplacés » depuis la Russie dans l'émigration — comme par ailleurs l'absence d'organisations militaires (à l'exception notable du gouvernement tchéchène en exil, mais qui ne fait pas l'objet de notre analyse).

Notre souhait de représenter de manière cartographique l'absence actuelle de « quartier politique russe » spécifique — et plus largement de « quartier russe » — nous a conduit à tracer ces parallèles avec des périodes révolues marquées par l'existence de quartiers de ce type — ce que la Carte 1 démontre par opposition à la Carte 2 (voir la section « Matériel Visuel » de la Partie II., p. 212 *sq.*), représentant la situation actuelle. Pour donner à voir à la fois l'existence des quartiers russes et leur déplacement en fonction des périodes, nous avons été guidé dans notre choix par la disponibilité des adresses exactes des lieux politiques russes.

Olga Bronnikova

Compatriotes et expatriotes : le renouveau de la politique dans l'émigration russe

L'émergence et la structuration de la communauté politique russe en France (2000-2013)

Résumé

À la suite de la structuration de la politique de l'État russe envers ses émigrés, ainsi que d'une vague de protestation en Russie à la fin de l'année 2011, a émergé une nouvelle communauté politique russe en France. Celle-ci s'est progressivement construite autour des discours et des activités politiques des migrants russes en direction de leur pays d'origine. Les motivations de ces migrants sont à rechercher dans leurs sentiments d'appartenance à la Russie. Deux figures idéal-typiques clés se sont révélées au cours de notre recherche : d'une part, le « compatriote », défini par les autorités russes qui prônent l'unité de leurs ressortissants disséminés à travers le monde et en appellent à dépasser les clivages du passé et, d'autre part, l'« expatriote », qui refuse d'être représenté par l'État russe et rejette la définition « officielle » de ses sentiments d'appartenance ; d'un côté donc, le compatriote, retrouvant la fierté d'être et de se dire Russe ; de l'autre, l'expatriote, traversé par le sentiment d'être Russe malgré lui et de devoir assumer, en la transformant, cette condition. Bien qu'ayant des conceptions fort différentes, et souvent contradictoires, de ce que devrait être la Russie, le compatriote et l'expatriote ne peuvent être opposés de manière binaire dans la mesure où ils ne cessent d'interagir et échangent même parfois leurs positions respectives. Le lieu de ces interactions, c'est la communauté politique russe en tant qu'arène de discours et de pratiques politiques en recomposition permanente.

Mots-clés : migrations russes - politique de l'État russe - mobilisations politiques - compatriote – expatriote – communauté politique russe – sentiments d'appartenance – Russie - France - Grande-Bretagne

Résumé en anglais

Following the structuring of the Russian State policy towards its emigrants and a wave of protest in Russia at the end of 2011, a Russian political community emerged in France. It was progressively constructed through discourses and political activities of Russian immigrants towards their country of origin. The motivations of these migrants are to be found in their sentiments of belonging to Russia. Two ideal-typical figures have been revealed throughout the research process: the “compatriot”, defined by the Russian authorities that preach for the unity of Russian people disseminated around the world and call them to go beyond the divisions of the past, and the “expatriot” who refuses to be represented by the Russian State and rejects the “official” definition of his sense of belonging; on the one hand, there is the compatriot who retrieves the pride to be and to call himself Russian; on the other hand, there is the expatriot who feels Russian despite himself and has to assume this condition while transforming it. Even if their conceptions of what Russia should be are really different and often contradictory, the compatriot and the expatriot could not be opposed in binary terms, as they do not stop interacting and sometimes even exchange their respective positions. The location of these interactions is the Russian political community qua an arena of discourses and political practices in permanent reconstruction.

Keywords : Russian migrations – Russian State policy – political mobilizations – compatriot – expatriot – Russian political community – sense of belonging – Russia – France – Great-Britain